



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Gaspillage alimentaire	p. 356	Résumé du rapport annuel 2017 du Médiateur	p. R1	27 ^e séance	Mercredi 21 mars 2018
Aménagement du territoire	p. 372	Sommaire des séances publiques n°s 27 à 29	p. 395	28 ^e séance	Jeudi 22 mars 2018
Gestion de l'infrastructure ferroviaire	p. 392	Sommaire des questions parlementaires	p. Q152	29 ^e séance	Mardi 17 avril 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Le Président de l'Assemblée nationale française à la Chambre

Les relations transfrontalières et l'avenir de l'UE au centre des discussions



Les deux Présidents de parlement, M. François de Rugy et M. Mars Di Bartolomeo (6^e et 7^e de gauche), entourés des délégations parlementaires française et luxembourgeoise.

«La proximité et l'excellence de nos relations nous unissent.» Tel était le constat principal du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors de la visite officielle, le 18 mai 2018, de son homologue M. François de Rugy, Président de l'Assemblée nationale française, et d'une délégation parlementaire.

Les relations transfrontalières ont dominé l'échange de vues entre députés français et élus luxembourgeois, membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et

européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés.

«La France est omniprésente au Luxembourg», a relevé M. Di Bartolomeo en évoquant les 55.000 résidents français au Grand-Duché ainsi que les 92.000 frontaliers. «Nos deux pays sont interdépendants», a également affirmé le Président de l'Assemblée nationale. Les députés français et luxembourgeois ont souligné leur volonté de contribuer à l'amélioration du quotidien de ceux qui vivent et tra-

vailent dans la région transfrontalière commune.

Ratifier rapidement les accords franco-luxembourgeois

Lors de l'entrevue, le Président du Parlement luxembourgeois s'est engagé à procéder rapidement à l'approbation de différents accords signés lors de la récente visite d'État luxembourgeoise à Paris et qui concernent notamment la mobilité transfrontalière. Le projet de loi y relatif devrait être déposé sous peu à la

Chambre. M. Mars Di Bartolomeo a insisté sur l'importance de ces projets communs tout en confirmant son opposition face à d'éventuelles revendications de compensations financières.

D'autres pistes ont été évoquées pour améliorer la vie quotidienne des citoyens de la région frontalière et pour les rapprocher davantage, que ce soit par une unification de la tarification des transports publics transfrontaliers, un lycée trinational ou d'autres accords en matière de santé et de pensions.

Les préoccupations concernant différents sujets tels que la centrale nucléaire de Cattenom ou encore le budget européen après le Brexit étaient également des sujets de discussion. Les pourparlers entre les députés des deux pays seront approfondis prochainement lors d'une rencontre avec le groupe d'amitié de l'Assemblée nationale.

Des parlements forts et ouverts aux citoyens

Les deux Présidents de parlement sont unis dans leur ambition d'être «à la tête d'un parlement fort», engagé dans le processus européen et qui contrôle davantage l'action des gouvernements respectifs. M. Mars Di Bartolomeo et M. François de Rugy ont également échangé leurs vues sur les efforts pour ouvrir davantage les parlements aux citoyens. Le système des pétitions publiques - qui connaît un grand succès au Luxembourg - a été évoqué en tant que modèle.

Valeurs communes pour l'Europe

Les deux Présidents de parlement entretiennent d'excellentes relations. Une visite officielle avait eu lieu en novembre dernier à Paris. Lors d'une Conférence des Présidents des Parlements européens récente à Tallinn, M. Mars Di Bartolomeo et M. François de Rugy ont défendu d'une même voix les valeurs européennes qu'ils partagent.

Hollännesch Statsvisitt zu Lëtzebuerg

Déi hollännesch Kinnekkoppel war vum 23. bis de 25. Mee 2018 op Statsvisitt zu Lëtzebuerg.

Bei där Geleëenheet gouf de Chamberspresident Mars Di Bartolomeo vum Kinnek Willem-Alexander an der Kinnigin Máxima am Palais an Audienz empfaangen.



Le Président du Parlement slovaque en visite

«Pour une Europe du compromis»



M. Andrej Danko (3^e de gauche) accueilli par son homologue et des parlementaires luxembourgeois.

«Il est nécessaire de trouver une Europe du compromis»: tel fut le message clé du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, à l'adresse de son homologue slovaque, M. Andrej Danko, en visite officielle à la

Chambre des Députés le 3 mai 2018.

«L'Union européenne connaît des problèmes qui néanmoins ne sont pas impossibles à résoudre si les 27 États membres restants trouvent des

compromis sur des dossiers comme par exemple l'Europe sociale ou l'immigration», a souligné M. Di Bartolomeo qui a également annoncé que le Grand-Duché voudrait éviter une Europe à deux vitesses.

«Une UE pour tout le monde»

Au cours des discussions avec les députés luxembourgeois, le Président du Parlement slovaque a évoqué à plusieurs reprises que le Luxembourg est le pays européen auquel la Slo-

vaquie est le plus attachée et avec lequel elle peut s'identifier le mieux. Les deux Présidents de parlement ont insisté sur l'importance des relations entre pays de petite taille. «L'UE doit être une Europe pour tout le monde», a insisté le Président de la Chambre.

Renforcer les relations entre les pays du Benelux et les V4

M. Andrej Danko a aussi rappelé aux députés luxembourgeois que son pays assurera, à partir de cet été et pendant un an, la présidence du groupe de Visegrád (V4) réunissant la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie. À cette occasion, M. Danko a l'intention d'inviter les parlementaires du Benelux afin d'approfondir les relations entre les pays.

«Mener un dialogue correct avec la Russie»

Interrogé par les députés sur les relations de son pays avec la Russie, le Président du Parlement slovaque a insisté sur l'importance de «mener un dialogue correct avec la Russie». Les différentes réformes de l'UE, la politique étrangère ainsi que la défense européenne commune étaient d'autres sujets évoqués lors d'un échange de vues entre le Président du Parlement slovaque et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de l'Immigration du Parlement luxembourgeois.

«La jeunesse: l'avenir de la Grande Région et de l'UE»



Les participants au colloque de la jeunesse de la Grande Région

«La Grande Région est l'expression de ce que l'Union européenne a de meilleur et votre présence ici le prouve une fois de plus!» C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli, le 9 mai 2018, environ 160 jeunes venus des quatre coins de la Grande Région à la Chambre des Députés dans le cadre du colloque de la jeunesse de la Grande Région coorganisé avec le

Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Dans son discours, M. Mars Di Bartolomeo a insisté sur l'importance de l'engagement des jeunes: «La jeunesse est notre avenir. L'Europe est notre avenir.» Ce constat fut partagé par la Ministre à la Grande Région, Mme Corinne Cahen, qui a ajouté que «l'Europe se construit au quotidien au sein de la Grande Région avec l'aide des jeunes citoyens».

Les atouts d'une Grande Région sans frontières

Le Président de la Chambre des Députés et la Ministre ont également souligné les avantages d'une Grande Région et d'une Europe sans frontières, tout en évoquant des défis tels que le logement ou la mobilité. Ainsi, Mme Corinne Cahen a rappelé que la Grande Région compte 11,5 millions d'habitants dont 220.000 passent au quotidien

les frontières pour se rendre sur leur lieu de travail.

Déroulement du colloque de la jeunesse de la Grande Région

Tout au long de la journée, qui s'est déroulée parallèlement aux festivités de la fête de l'Europe, les jeunes ont eu la possibilité de participer à des ateliers thématiques afin de discuter des défis actuels et des voies futures concernant l'avenir de la Grande Ré-

gion et de l'Union européenne, l'impact social et économique de la numérisation, l'égalité des chances et l'aménagement du territoire sans frontières.

Finalement, ils ont présenté leurs résultats et idées en séance plénière, lors d'une discussion interactive avec le Président de la Chambre des Députés Mars Di Bartolomeo, la Ministre Corinne Cahen ainsi qu'avec d'autres personnalités publiques, experts et représentants politiques.

«La culture est l'armure d'une société»



Le député et historien cubain Eusebio Leal Spengler a rencontré le Président de la Chambre et les membres de la Commission de la Culture.

«La culture est l'armure d'une société», a annoncé M. Eusebio Leal Spengler aux députés membres de la Commission de la Culture le 16 mai 2018.

En visite de travail au Luxembourg dans le cadre de sa participation à la conférence «European Heritage Heads Forum 2018», le député cubain, qui est également un historien de renommée internationale, a présenté aux députés luxembourgeois son projet de rénovation du centre historique de La Havane.

Depuis les années 1970, l'historien de la ville de La Havane s'est donné comme mission de rénover et restructurer la capitale cubaine. En 1982 le centre historique a été nommé patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco.

Un projet interdisciplinaire

L'objectif de l'historien n'est pas de transformer la capitale cubaine en un «hub» touristique et commercial mais de préserver son caractère culturel et traditionnel tout en incluant l'aspect social. Il s'est engagé en effet à installer des logements so-

ciaux dans des bâtiments historiques, a-t-il expliqué aux députés. M. Eusebio Leal Spengler qualifie son projet de «petite république grecque» au centre-ville de la capitale cubaine.

Au cours des discussions avec les députés, l'historien cubain a énuméré les défis auxquels les différents projets de restructuration et de rénovation ont dû faire face. Un défi majeur était celui de trouver la main-d'œuvre qualifiée. À cette fin, il a créé une école où il forme environ 400 jeunes aux métiers artisanaux et dans tous les autres arts.

Les députés luxembourgeois ont félicité l'historien pour l'approche interdisciplinaire de son projet qui est à la fois urbanistique, architectural, environnemental, culturel et social.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, qui avait rencontré M. Eusebio Leal Spengler lors de sa visite officielle à La Havane en début d'année, a réitéré son admiration pour le projet du député historien cubain.

Entrevue entre la Conférence des Présidents de la Chambre et le Bureau exécutif du Parlement des Jeunes

Optimiser la collaboration

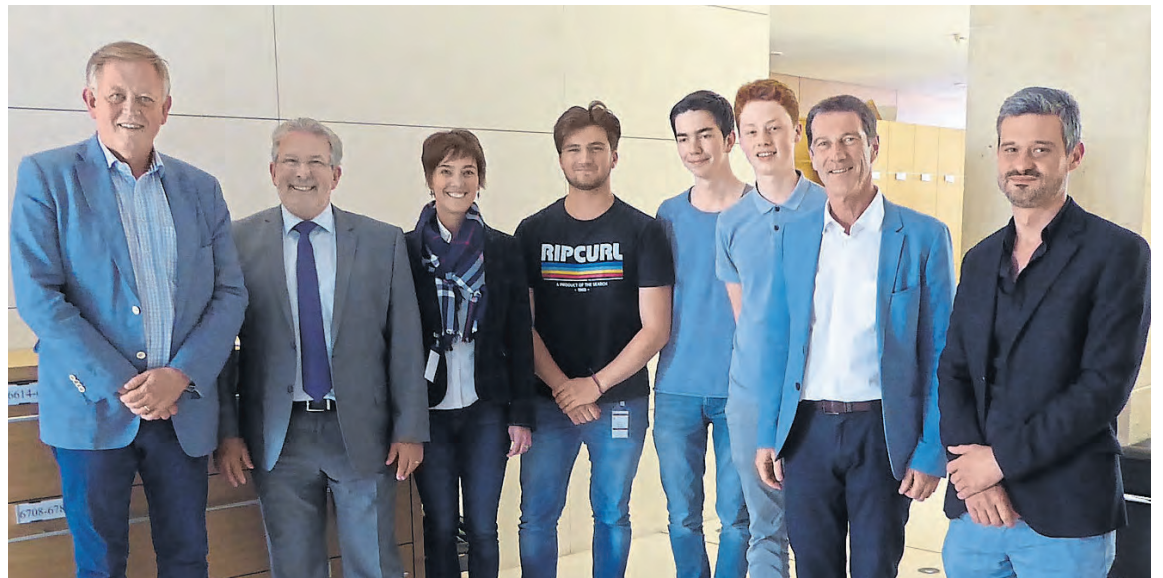
«La collaboration entre la Chambre des Députés et le Parlement des Jeunes est très bonne», ont souligné les Présidents respectifs Mars Di Bartolomeo et Loris Laera au cours d'une réunion entre les représentants du Parlement des Jeunes et les membres de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés le 4 mai 2018.

Deux fois par an, un «hearing» est organisé à la Chambre des Députés, au cours duquel les membres du Parlement des Jeunes présentent leurs résolutions adoptées en séance plénière.

La réunion du 4 mai 2018 portait sur les possibilités d'optimiser les re-

lations et de cibler les discussions lors du «hearing» ainsi que sur le suivi des résolutions du Parlement des Jeunes à la Chambre des Députés.

Le Parlement des Jeunes est une plateforme où chaque jeune âgé entre 14 et 24 ans et habitant au Luxembourg a l'occasion de discuter et de débattre ensemble avec d'autres jeunes sur des sujets qui touchent leur vie de tous les jours. Son objectif principal est de favoriser l'engagement des jeunes dans la société et de les rapprocher du monde politique à travers l'élaboration d'avis et de résolutions qui seront transmis aux acteurs politiques concernés.



Le Bureau exécutif du Parlement des Jeunes et des membres de la Conférence des Présidents

Présentation du rapport d'activité 2017 de l'Ombudsman



(de gauche à droite) M. Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions, Mme Claudia Monti, Médiateur, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés

Le Médiateur, Mme Claudia Monti, a présenté le rapport d'activité de l'Ombudsman pour l'année 2017 à l'ensemble des députés le 8 mai 2018. Ce rapport relate les réclamations reçues par les citoyens relatives au fonctionnement des administrations de l'État et des communes. (Un résumé du rapport d'activité peut être consulté en page R1 ci-après.)

En tout, 1.149 réclamations (soit 293 de plus qu'en 2016) ont été introduites auprès du Médiateur au cours de l'année 2017. Un tiers d'entre elles ont été suivies d'une intervention auprès de l'Administration et dans près de 87% des cas, l'intervention de l'Ombudsman a permis d'obtenir une correction totale ou partielle de la décision administrative contestée, a expliqué Mme Claudia Monti aux députés réunis dans la salle plénière. En s'appuyant sur ces chiffres, les députés ont souligné l'importance de la place de l'Ombudsman, désigné tous les huit ans par la Chambre des Députés, dans le fonctionnement démocratique du Grand-Duché.

Un meilleur service aux citoyens

Tout au long de son rapport, le Médiateur a suggéré aux différentes administrations de s'organiser de façon à garantir un meilleur service au

citoyen et de lui répondre dans de meilleurs délais. Dans ce contexte, il a également insisté sur la recommandation émise par son prédécesseur concernant les «lignes de bonne conduite administrative» qui ont également été retenues au début de l'année par le Gouvernement. Plusieurs administrations ont déjà fait des efforts dans ce domaine en publiant par exemple sur leur site internet des lignes directrices claires et simples, a-t-il constaté avec satisfaction.

«Le fil conducteur qui doit guider l'action du Médiateur ces sept prochaines années sera de veiller à ce que les administrations de l'État communiquent mieux avec les citoyens», a-t-il également ajouté.

Finalement, Mme Claudia Monti a appelé le Gouvernement et les députés à prévoir des mesures transitoires dans les futurs projets de loi afin que les citoyens aient le temps de se familiariser avec les nouvelles mesures et qu'ils ne soient pas mis devant un fait accompli.

Prochaine étape: commissions parlementaires

Les différentes doléances évoquées dans le rapport seront par la suite traitées par les commissions parlementaires compétentes.

Le Burkina Faso à l'honneur



«Nous sommes très reconnaissants pour l'appui et les efforts du Luxembourg dans notre pays. L'engagement du Luxembourg au Burkina Faso fait beaucoup de sens.» C'est avec ces mots que la Ministre des Finances, de l'Économie et du Développement du Burkina Faso, Mme Rosine Sori-Coulabaly, s'est adressée à la délégation luxembourgeoise lors de sa visite à la Chambre des Députés le 4 mai 2018.

dernières années par un effort considérable dans la lutte contre le terrorisme islamiste dans la zone du Sahel. Mme Rosine Sori-Coulabaly a souligné l'engagement de son Gouvernement visant à démocratiser davantage le Burkina Faso et à faire profiter la population du développement économique. Quatre habitants sur dix y sont considérés comme pauvres.

Un suivi régulier de la coopération au développement luxembourgeoise à la Chambre

L'échange de vues entre la Ministre burkinabé et les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a porté sur les relations entre le Luxembourg et le Burkina Faso, le pays africain étant un partenaire de longue date de la coopération au développement luxembourgeoise.

Les députés luxembourgeois sont renseignés sur l'évolution récente du pays qui a été marqué ces

Les membres de la commission parlementaire compétente suivent de près l'évolution des différents programmes de coopération. Tous les ans, la coopération au développement luxembourgeoise fait l'objet d'un débat à la Chambre. L'engagement du Luxembourg à raison d'environ 1% de son produit intérieur brut fait l'unanimité parmi les différents courants politiques.

Mme Rosine Sori-Coulabaly (à droite) et sa délégation reçoivent par les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

«Moderniser la démocratie représentative en Europe»

L'ancien Premier Ministre de Belgique, M. Yves Leterme, et le Professeur Richard Ghevontian ont donné, le 9 mai 2018, une conférence intitulée «Moderniser la démocratie représentative en Europe: regards croisés sur les pratiques et la déontologie» à la Chambre des Députés. Cette conférence s'inscrit dans un cycle de conférences de la Chaire de recherche en études parlementaires en partenariat avec la Faculté de droit de l'Université du Luxembourg. Le constitutionnaliste Dieter Grimm avait ouvert le cycle de conférences en février dernier.

Des pistes innovantes en termes constitutionnels et électoraux

Alors que, selon l'eurobaromètre de novembre 2017, 35% des Européens ont confiance en leur parlement national, 58% des résidents du Luxembourg l'accordent à la Chambre des Députés. Des adaptations pour la démocratie représentative luxembourgeoise doivent pourtant être envisagées. Dans cette perspective, M. Yves Leterme a pré-

senté des pistes innovantes en termes constitutionnels et électoraux développées dans le cadre de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) dont il a la responsabilité. M. Richard Ghevontian est intervenu quant à lui sur l'éthique et la déontologie des parlementaires à travers les évaluations du 4^e cycle du Groupe d'États contre la corruption du Conseil de l'Europe.

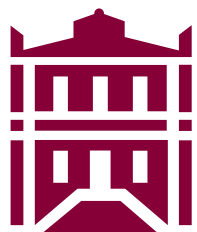
Les intervenants

M. Yves Leterme a été Premier Ministre de Belgique en 2008, puis de 2009 à 2011. Depuis 2014, il est le Secrétaire général de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale. L'institut IDEA, basé en Suède, est spécialisé dans le suivi des élections et la réforme d'institutions politiques.

M. Richard Ghevontian est professeur émérite à la Faculté de droit et de science politique ainsi que codirecteur de l'Académie de droit de l'Université d'Aix-Marseille.



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Yves Leterme, Prof. Richard Ghevontian, M. Philippe Poirier



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°10 • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Contrats relatifs aux voyages

7136 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne les voyages à forfait et les prestations de voyages liées, et modifiant la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Objet du projet de loi: transposer la directive (UE) 2015/2302 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées, modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 90/314/CEE du Conseil.

But et approche de la directive: réaliser une harmonisation complète des droits et devoirs qui découlent des contrats relatifs aux voyages à forfait et aux prestations liées et garantir un niveau élevé et uniforme de protection des consommateurs. Le niveau d'harmonisation

maximum prévu interdit aux États membres d'introduire ou de maintenir dans leur législation nationale des dispositions s'écartant de celles fixées par la directive.

Conséquence législative: remplacement complet de l'actuel chapitre 5 du Livre 2, titre 2 du Code de la consommation.

Principaux changements:

- les règles concernant l'activité d'organisation de voyages ou l'offre de services touristiques s'appliqueront non seulement aux agents de voyage, mais également à tous les professionnels du tourisme qui composent ou proposent des forfaits;

- de nouvelles notions («forfait», «prestations de voyage liées») et la précision afférente des obligations des professionnels et des droits des voyageurs visent à tenir compte de l'évolution de ce marché sur internet, de sorte que la protection du consommateur se voit étendue aux situations suivantes:

1. forfaits pré-composés;

2. forfaits sur mesure;
3. prestations de voyages liées.

Impact budgétaire: un renfort du personnel en

vue de la mise en place du point de contact prévu par la directive est à prévoir.

Entrée en vigueur: 1^{er} juillet 2018.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.05.2017

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

23.11.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

07.12.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État

22.03.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.04.2018



Gestion des droits d'auteur et des droits voisins

7137 - Projet de loi relatif à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

Ce projet de loi vise à transposer la directive 2014/26/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 concernant la gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur.

La directive 2014/26/UE à transposer a deux objectifs:

1) promouvoir la transparence et améliorer la gouvernance des organismes de gestion collective au sein de l'Union européenne en renforçant leurs obligations d'information et le contrôle de leurs activités par les titulaires de droits;

2) encourager et faciliter l'octroi de licences multiterritoriales aux prestataires de services pour l'utilisation des œuvres musicales et des œuvres musicales incorporées dans des œuvres audiovisuelles en ligne.

Le projet de loi contient ainsi essentiellement des dispositions ayant pour but d'améliorer le fonctionnement des organismes de gestion collective, d'instaurer des licences multiterritoriales en ligne sur les œuvres musicales et de prévoir des procédures de plainte et de règlement extrajudiciaire des litiges ainsi que des mécanismes de contrôle des organismes de gestion collective.

Afin d'adapter le fonctionnement des organismes de gestion collective, basé essentiellement sur le concept du territoire national, aux nouveaux modes d'utilisation de la musique en ligne et de soutenir le développement de pareils services, la concession de licences de droits d'auteur multiterritoriales et multirépertoires est encouragée et facilitée.

Actuellement, il est, en effet, laborieux pour les exploitants de services en ligne, de téléchargement de musique ponctuel ou en mode continu, d'obtenir les autorisations nécessaires pour les différents États membres de l'Union européenne puisque les organismes de gestion collective gèrent des droits sur des œuvres nationales sur le territoire de leur implantation et octroient des licences aux utilisateurs sur ce territoire. L'accès aux répertoires d'autres États membres est rendu possible par le biais d'accords de représentation conclus entre les organismes de gestion collective des différents États membres.

L'ambition de la directive à transposer est également d'instaurer les conditions pour une exploitation efficace des droits d'auteur et des droits voisins dans le marché intérieur, et d'offrir aux titulaires de droits et aux tiers des garanties équivalentes dans toute l'Union européenne où les organismes de gestion collective obéissent à des règles nationales différentes et fonctionnent selon des modèles très variés. Ces disparités sont préjudiciables à la gestion des droits d'auteur et des droits voisins dans le marché intérieur, d'autant plus que certains organismes de gestion collective font l'objet de vives critiques quant au manque de transparence de leur gestion financière.

Le projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

18.10.2017	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
31.01.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.03.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21.03.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.04.2018

Accord de partenariat UE - Nouvelle-Zélande

7196 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016.

Cet accord établit un cadre modernisé pleinement cohérent pour les relations bilatérales avec la Nouvelle-Zélande. Étayé par une vaste série de principes communs et de valeurs partagées, ce nouvel accord-cadre constitue la base contractuelle des relations entre l'UE et ses États membres avec la Nouvelle-Zélande, y

compris sur des questions politiques et de portée internationale. L'accord contient notamment des dispositions sur la coopération économique et commerciale, et permet la coopération dans de nombreux autres domaines.

L'accord reprend les clauses politiques standard de l'UE relatives aux droits de l'homme, aux armes de destruction massive, à la Cour pénale internationale, aux armes légères et de petit calibre et promeut la coopération bilatérale, régionale et internationale. Il constitue aussi une base permettant de coopérer dans une série de domaines plus sensibles, tels que le blanchiment de capitaux, la lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme, le trafic de drogues, la cybercriminalité, la criminalité organisée et la corruption.

L'accord permet finalement un engagement plus efficace de l'UE et de ses États membres aux côtés de la Nouvelle-Zélande en matière de développement et d'aide humanitaire dans la région du Pacifique.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.10.2017

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.01.2018	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
26.02.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.04.2018

Gestion de l'infrastructure ferroviaire

7244 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le présent projet de loi a pour objet de financer l'aménagement des quais V et VI et la restructuration du plan des voies pour le montant de 171.000.000 €.

L'estimation des coûts est divisée en six parties, à savoir les coûts liés aux travaux de génie civil, de génie technique, de voie, de caténaires, de contrôle-commande et de signalisation, ainsi que de télécommunication. Une réserve pour divers et imprévus fait également partie intégrante du montant global susmentionné.

Les travaux à réaliser concernent la mise en place de deux nouveaux quais voyageurs destinés à mettre à quai la voie 11 existante et d'accéder aux nouvelles voies 12, 13 et 14. Les quais auront une longueur de 311 mètres (quai V) et 253 mètres (quai VI) avec une largeur maximale de 10,10 mètres. Les deux voies du quai V seront raccordées vers le sud et le nord alors que celles du quai VI ne seront accessibles que du côté sud.

Les travaux englobent également la mise en place de marquises, de souterrains Sud et Nord, d'une plateforme ferroviaire, d'une passerelle, de réseaux, d'installations techniques et de communication ainsi que l'amélioration de l'évacuation des eaux de surface afin de garantir un assainissement correct du corps de la voie. Par ailleurs, les travaux prévus répondent aux exigences en matière des spécifications techniques d'interopérabilité (STI) et des méthodes de sécurité communes (MSC). À cette fin, les installations ferroviaires touchées par le présent projet seront soumises à une analyse de risque spécifique prévue par la réglementation européenne y relative. Le but principal consiste à limiter les risques ainsi détectés et à en tenir compte lors de l'élaboration du projet d'exécution.

Le projet sera réalisé en sept grandes phases avec de multiples phases intermédiaires. Celles-ci seront à coordonner avec les autres chantiers en cours ou planifiés sur le site de la gare de Luxembourg. Le début des travaux est prévu pour l'automne 2018 avec la mise en service du quai V et de la voie 11 à la fin 2019. Les travaux relatifs à la mise en service des voies 12, 13 et 14 et à la construction du quai VI se termineront en décembre 2021.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.02.2018

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

22.03.2018	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
26.03.2018	Continuation des travaux
29.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.04.2018

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.05.2017

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

21.09.2017	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
12.10.2017	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
19.10.2017	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
08.02.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.03.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
29.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.04.2018

Évaluation des incidences sur l'environnement

7162 - Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification:

1° de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux;

2° de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

3° de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

4° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Le projet de loi a pour objet la transposition en droit national de la directive 2011/92/UE telle que modifiée par la directive 2014/52/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Il regroupe en un seul texte légal les dispositions de ladite directive, afin d'éviter la démultiplication d'études d'impacts sur des sujets identiques ou similaires par rapport aux mêmes projets de développement et d'investissement.

Le projet de loi introduit une procédure unique de déroulement des évaluations des incidences sur l'environnement (EIE) des projets soumis, selon le cas, à autorisation en matière d'établissements classés, de protection de la nature et des ressources naturelles, d'eau et de remem-

brement rural. Il prévoit également que la conclusion motivée par laquelle l'autorité compétente achève son examen des incidences environnementales doit être incluse dans les décisions en matière d'établissements classés, de protection de la nature et des ressources naturelles, d'eau et de remembrement rural, permettant ainsi de garantir que l'autorisation des projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ne soit accordée qu'après évaluation de ces incidences.

Le projet de loi renvoie à un règlement grand-ducal qui prévoit quatre catégories de projets qui suivent des régimes différents:

- les projets qui sont soumis d'office à une EIE;

- les projets soumis d'office à une EIE dès que certains seuils ou critères sont atteints;

- les projets soumis au cas par cas à une EIE dès que certains seuils ou critères sont atteints;

- les projets soumis au cas par cas à une EIE, en l'absence de seuils ou critères. Dans ce cas, l'autorité compétente procède à une vérification préliminaire («screening») sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage. Cette procédure de vérification préliminaire est conçue de façon à limiter l'obligation de réaliser une EIE aux seuls projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

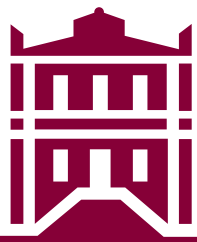
Le projet prévoit également une procédure permettant au maître d'ouvrage d'obtenir l'avis des autorités compétentes sur le contenu et l'étendue des informations à recueillir et à fournir en vue de l'EIE («scoping»).

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 03.08.2017

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):



RÉSUMÉ DU RAPPORT ANNUEL 2017 DU MÉDIATEUR

Avant-propos du Médiateur

Le premier rapport annuel que j'ai l'honneur de présenter couvre la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Je remercie en premier lieu les membres du Secrétariat du Médiateur pour leur accueil chaleureux et l'intégration au sein de leur équipe.

Je remercie encore mes prédécesseurs Mme Lydie Err et M. Marc Fischbach pour leur partage d'expériences et leurs précieux conseils dans l'accomplissement de la fonction de Médiateur, les différents ministres et responsables d'administrations, d'établissements publics et de services pour la fixation régulière d'entrevues, leur participation et leur implication dans la recherche d'issues à l'amiable, et enfin les administrés pour leur confiance.

En 2017, le Médiateur a reçu 1.149 réclamations et un tiers d'entre elles ont été suivies d'une intervention auprès de l'Administration. Dans près de 87% des cas, l'intervention du Médiateur a permis d'obtenir une correction totale ou partielle de la décision administrative contestée.

À l'instar des années précédentes, les sollicitations des administrés visaient de nombreuses disciplines administratives. La saisine régulière du Médiateur, l'étendue des matières contenues dans son champ de compétence et les résultats obtenus depuis sa création lui permettent aujourd'hui d'occuper une place déterminante dans le fonctionnement démocratique du Grand-Duché de Luxembourg.

En ce sens et sur base de sa recommandation n°49, le Gouvernement en conseil a adopté en date du 27 janvier 2017 les lignes de bonne conduite administrative, lesquelles font suite au présent propos en vue de leur diffusion au plus grand nombre.

Au terme de cette première année, sur base du millier de réclamations traitées et des entrevues régulièrement organisées avec les différentes administrations concernées, je reste persuadée qu'il est primordial d'établir une relation humaine avec les responsables des administrations afin de leur exposer de vive voix les dossiers les plus complexes et les plus sensibles.

L'intégralité du Rapport annuel 2017 est consultable sur le site Internet www.ombudsman.lu.

(s.) Claudia Monti, Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg

Lignes de bonne conduite administrative

1. L'accessibilité des administrations et l'accueil du public

- droit d'obtenir toutes les informations nécessaires concernant l'accès à l'administration (adresse, plan de situation, téléphone, fax, courriel, heures d'ouverture);

- droit à un accès facile;

- droit à un accueil courtois, attentif et respectueux;

- droit d'obtenir les coordonnées du gestionnaire en charge du dossier (téléphone, fax, e-mail) et de connaître les disponibilités de celui-ci.

2. L'information donnée aux usagers

- droit à une information générale, claire, aussi complète que possible et actualisée au sujet de ses droits et obligations, les procédures applicables et les pratiques de l'administration;

- droit d'obtenir à tout courrier une réponse circonstanciée, rédigée dans un langage clair et simple et dans un délai raisonnable;

- droit d'obtenir tous les renseignements nécessaires en vue de l'introduction d'une demande ou de la poursuite d'une procédure auprès de l'administration;

- droit à des formulaires de demande lisibles et univoques avec indication claire des conditions à remplir et des pièces à joindre;

- droit d'obtenir, suite à l'introduction d'une demande, dans un délai court:

* un accusé de réception avec indication du gestionnaire chargé du traitement du dossier;

* une indication d'un délai approximatif dans

lequel une décision sera prise;

* une information complète au sujet des pièces ou autres éléments manquants au dossier introduit;

* une information concernant le service ou l'administration compétente à laquelle la demande a été transférée;

- droit de recevoir des informations au sujet de l'évolution du dossier;

- droit d'être informé sur les raisons des retards dans le traitement du dossier;

- droit à une réponse dans l'une des trois langues administratives dans laquelle la demande est formulée;

- droit de consulter son dossier.

3. Une prise de décision transparente et claire

- droit d'être reçu et entendu sur demande;

- droit à une décision conforme à la législation applicable, aux pratiques habituelles;

- droit à une gestion consciencieuse du dossier qui implique une recherche active de tous les éléments pertinents;

- droit à une décision lisible et rédigée dans un langage clair et simple;

- droit à une décision explicitement motivée en fait et en droit compte tenu des circonstances particulières du dossier;

- droit à un traitement confidentiel de toutes les données du dossier.

Partie 1 - Statistiques

Relevé global

Réclamations introduites

Réclamations introduites auprès du Médiateur en 2017	1.149
Clôture	948
Clôture provisoire	11
En cours	190

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	833
Correction totale	269
Correction partielle	65
Pas de correction	51
Réclamation non fondée	291
Désistement du réclamant	157

Réclamations irrecevables et refus d'examiner

Absence de démarches préalables	18
Incompétence <i>ratione materiae</i>	41
Jugement coulé en force de chose jugée	5
Non-immixtion dans une procédure judiciaire pendante	4
Réclamation manifestement non fondée	21
Réclamation prématurée	23
Transmis pour compétence	3

Relevé global

Taux de correction

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de réclamations clôturées, déduction faite des réclamations:

- irrecevables et des refus d'examiner;

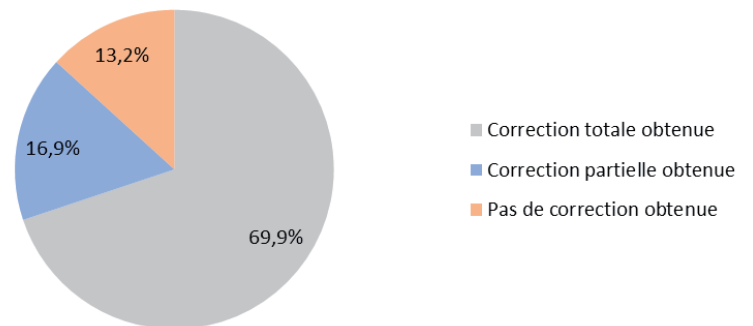
- recevables mais non fondées;

- pour lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les réclamations clôturées provisoirement et les réclamations dont le traitement est encore en cours après le 31 décembre 2017 ne sont pas prises en considération pour la détermination du présent taux de correction.

Réclamations prises en compte pour le calcul du taux de correction	385	100%
Correction totale	269	69,9%
Correction partielle	65	16,9%
Pas de correction	51	13,2%

Taux de correction global : 86,8 %



En 2017, le Médiateur est intervenu auprès de l'Administration dans le cadre de 385 réclamations et dans 86,8% des cas, son intervention a permis d'obtenir une correction totale ou partielle de la situation administrative contestée.

Partie 2 - Réclamations

Affaires relevant de l'État

Ministère des Affaires étrangères et européennes

Le Médiateur continue à être saisi d'un nombre important de dossiers concernant le Ministère des Affaires étrangères et européennes. Généralement, une suite rapide est réservée aux interventions du Médiateur et ce malgré un manque d'effectifs constant, notamment au service réfugiés.

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Le Médiateur est intervenu dans une affaire de retrait administratif d'un permis de conduire afin qu'une information plus complète soit donnée à l'administré, demande à laquelle le Ministère a rapidement donné suite.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Le Médiateur a été saisi de plusieurs dossiers concernant l'allocation d'aides financières pour études supérieures respectivement la reconnaissance des qualifications professionnelles. Dans de nombreux cas, il s'est avéré que l'information n'était pas suffisante pour les administrés.

Suite à l'intervention du Médiateur, le Ministère y a remédié. Néanmoins le Médiateur a constaté qu'en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles, aucune mesure transitoire n'a été prévue lors du changement de la loi. Cet oubli a eu des conséquences fâcheuses et irrémédiables pour l'administré et le Médiateur espère qu'à l'avenir, le législateur veillera à prévoir de telles mesures transitoires.

Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

De prime abord, le Médiateur se réjouit que sa relation avec les services du Ministère de la Famille, l'Intégration et à la Grande Région se soit nettement améliorée. Un bémol est néanmoins exprimé dans une des affaires dont le Médiateur a eu connaissance.

En l'espèce, une décision administrative a été qualifiée d'injustifiée par le Tribunal administratif. Malgré un jugement en ce sens, l'administré n'a pas pu connaître réparation du préjudice subi alors qu'il n'avait pourtant commis aucun manquement.

Le Médiateur a du mal à accepter qu'une erreur administrative ayant causé préjudice à un administré ne puisse connaître réparation.

Ministère des Finances

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations touchant à des situations de vie particulièrement difficiles. Si le Médiateur a pu rencontrer à plusieurs reprises les responsables pour discuter de vive voix de certaines de ces situations, il regrette que souvent le service concerné soit resté sur sa position et refuse parfois toute discussion.

Ministère du Logement

Le Médiateur salue la disponibilité et l'engagement du Fonds du logement et du Service des

aides au logement pour s'entretenir de certaines réclamations pouvant parfois toucher une population très fragile. Le Médiateur a cependant dû constater que le retard récurrent dans le traitement des recours gracieux n'a toujours pas pu trouver remède. Pareil retard serait en grande partie lié à un manque d'effectifs.

Le Médiateur espère que cette situation connaîtra une amélioration rapide.

Ministère de la Sécurité sociale

Au vu des réclamations introduites au cours de l'année 2017 en matière de sécurité sociale, le Médiateur a été interpellé par trois problématiques principales. La première concerne la difficulté de la gestion de certains dossiers présentant un caractère transfrontalier. La deuxième concerne encore l'absence de dispositions transitoires lors d'un changement de loi, pareil oubli pouvant causer préjudice à l'administré et créer des situations perçues comme injustes. Finalement, bon nombre de réclamations concernent le Contrôle médical de la sécurité sociale et plus particulièrement le problème du reclassement professionnel et de la possibilité de saisine de la Commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations liées à la problématique du reclassement professionnel, notamment en matière de réévaluation médicale des personnes bénéficiant d'un reclassement professionnel et plus particulièrement des délais dans la rédaction des avis des médecins experts.

Une autre problématique récurrente concerne la possibilité de changer de conseiller placeur auprès de l'ADEM. Le Médiateur se réjouit qu'en cas de mésentente grave entre un plaçant et un demandeur d'emploi, le chef de service soit présent lors d'une prochaine réunion afin d'évaluer la situation.

Affaires relevant des communes

Constat général

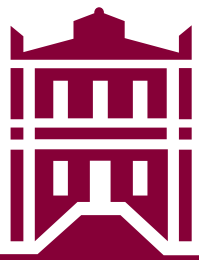
Le Médiateur constate avec regret que les administrations communales chargent davantage un avocat à répondre à ses courriers plutôt qu'elles ne le contactent directement. Il regrette cette tendance et il estime que son interlocuteur en la matière reste le ou la bourgmestre, sinon l'administration communale.

Par ailleurs, en vertu de l'article 4 de la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un Médiateur, ce dernier essaie d'œuvrer en vue d'un règlement amiable de la réclamation dont il est saisi.

Le Médiateur ne remet nullement en question le droit d'un/e bourgmestre, sinon d'une administration communale de se faire conseiller par un avocat mais il estime que, du moins dans un premier temps, son unique interlocuteur devrait être le destinataire premier de ses courriers.

Au cours de l'année 2017, le Médiateur a été saisi de 1.149 réclamations à l'encontre de 17 ministères et 53 communes.

Un résumé de certaines de ces réclamations peut être consulté dans la version complète du Rapport annuel 2017, disponible sur le site Internet www.ombudsman.lu.



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 7000 - Projet de loi sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV
 - Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: M. Georges Engel
 - Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Débat d'orientation sur le gaspillage alimentaire
 - Exposé: M. Laurent Zeimet (dépôt d'une motion) (interventions de M. André Bauler, Mme Nancy Arendt, M. Alex Bodry et M. Gusty Graas)
 - Débat: M. Frank Colabianchi (dépôt d'une motion), M. Franz Fayot, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, M. Marc Baum
 - Prises de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (intervention de M. Laurent Zeimet), Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé (intervention de Mme Octavie Modert), Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
 - Vote sur la motion 2 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine gudder Mëtteg! Ech maachen heimat eis Sëtzung op a gesinn, dass d'Regierung keng Kommunikatiounen ze maachen huet.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Madamm Gesondheitsministesch.

Mir géifen dann direkt zu lech kënnen iwwer goe mam Projet de loi 7000, der Reglementéierung vun Tätowéierungen oder vum Tätowéieren, Piercingen a Solarien. D'Wuert huet de Rapporteur, den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

2. 7000 - Projet de loi sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Damen an Dir Hären: «Donnez un feutre à un enfant et il s'écrira sur la peau!» Jo, Tätowéierungen ënner all hire Formen oder Zeechnungen op der Haut oder fir sech ze verschéieren, dat ass, wéi et schéngt, jo dann e Phenomeen, dat ee vu kleng un a sech huet a wat och ëmmer méi an der Moud ass.

D'Hygiène, d'Kontroll an d'Protektioun vun de Bierger an de Mineuren, dat sinn dann déi grouss Linne vun deemem Projet de loi, deen ech lech daerf als Rapporteur virstellen.

Jo, Tätowéierungen, där ginn et scho laang. Laang huet d'Gletschermumie Otzi als deen eelste Fund mat Tattooe gegollt. Iwwer 60 Tattooen, geometresch Formen, Linnen a Punkten, sinn op deem Kierper ze fannen. Déi eelste bekannten Tätowéierungen haut ginn awer op déi 5.351 Joer al Mumien - elo soen ech, et ass en uewerägyptesch Duerf, an ech weess elo net, wéi een dat richtig ausschwätzt, ech liesen et elo emol esou of, wéi et hei steet - aus Gebelein zrëckgefouert. 5.351 ass also deen eelste Fund.

Et ass also scho frappant, wéi laang et déi Tätowéierkultur gëtt. An et ass och frappant ze gesinn, wéi dës Tätowéierkultur sech an alle Regiounen op der Welt, an allen Nationen, deenen ziviliséiertsten an deene manner ziviliséierten, bei Mann a bei Fra duerchgesat huet.

Déi wuel schändlechsch a schrecklechsch Episod vum Tattooage ass nach net esou laang hier. De Prisonéier vun Auschwitz-Birkenau gouf eng Nummer ageritzt, déi se och hiert Liewe laang, wa se dann iwwerlief hunn, un déi schrecklech Episod vun hirem Liewen erënnert huet.

Bis an d'80er Joren huet een d'Leit mat den Tattooen éischter am Énnergrond, an de Milieue vun der Konscht, vun der Musek oder och an deene méi defavoriséierte Milieue fonnt. De Kult ronderëm dës Persounen an eis Gesellschaft, déi ëmmer méi no Individualitéit sicht, hunn dese Phenomeen awer ëmmer méi populär gemaach.

Engem Sondage vun 2017 no si 14% vun de Fransousen tätowéiert. An der Alterskategorie vu 25 bis 34 Joer sinn et der iwwer 20%, dovun 16% Fraen an 10% Männer. Der Etüd Harris no sollen an Amerika 16% vun der Populatioun tätowéiert sinn, wat ëmmerhi 40 Millioune Leit ausmécht, an dovu 36% vun deene 18- bis 25-Järegen a 40% vun deene 26- bis 40-Järegen. Et ass also e Phenomeen, deen ee bal schon net méi als Randphenomeen oder iwwerhaupt net als Randphenomeen ka bezeichnen. Also, wa 40% vun enger Alterskategorie vu 26 bis 40 Joer tätowéiert sinn, dann ass dat scho kee kleng Phenomeen méi.

Sech tätowéiere loosse, ass en Agréff an dat gréisst Organ, wat de Mënsch huet, nämlech d'Haut. Et ass also net lichtsinneg domadder ëmzegoen an et ass deemno wichteg, dass mer haut e Gesetz stëmme, dat eng Rei Konditiounen regelt, ënner deenen tätowéiert oder gepierct duerf respektiv muss ginn.

Et geet eis also hei drëms, d'Risiko vun Infektiounen, Krankheeten an Allergien, ganz schlëmme Krankheete wéi dem Sida, wéi der Hepatit, ze verhënneren, andeems een de Risiko op e Minimum reduzéiert. Mir kommen heimadder och enger Demande vum Secteur no fir méi Reglementatioun, Formatioun a Regeln. Et ass also u sech e bluttnoutwendeg Gesetz, wat scho laang iwwerfällg ass a wat engem Secteur, deen absolutt am Opschwung ass, déi noutwendeg Sécurité juridique gëtt, fir kënnen sengem Beruf nozegoen, an et gëtt dem Client eng Sécherheet, dass den Agréff a gudder Konditiounen a mat deenen néidege Viraussetzung gemaach gëtt.

Nieft dem Tätowéieren an dem Pierce schwätzt dës Gesetz sech dann och fir nei Regeln aus fir de Cutting an de Branding. Ech schwätzen hei net vum Nation Branding! Branding ass déi Technik, bei där d'Haut verbrannt gëtt an d'Läinzechen eng Zeechnung dann op der Haut erginn. De Cutting ass d'Technik duerch Schneide vun der Haut, wou d'Läinzechen dann och eng Zeechnung formen.

Nieft den Techniken vum Tätowéieren, Piercing, Cutten a Branding geet et hei am Gesetz awer net nach ëm aner Techniken, déi och utiliséiert ginn, wéi zum Beispill den „3D body art“, den „transdermal implant“, den „tongue split“ oder och d'Zongspळेcke genannt, d'Schläife vun den Zänn, d'„bagel heads“ oder nach aner Aart a Weisen, wéi ee säi Kierper ka veränneren. Et ginn do déi onméiglechsch Aart a Weisen. Deen ee fénnst dat schéin, deen anere fénnst et manner schéin.

All dës Agréffer, déi ech elo virdu genannt hunn, si medezinnesch Akten a mussen duerfir och am Spidolmilieu gemaach ginn a si reservéiert fir d'Professionels de la santé a ginn dann deemno och iwwer déi spezifesch Texter geregelt.

Hei am Gesetz geet et och net ëm d'Konscht vum Tätowéieren u sech selwer, ëm d'Zeechnung, ëm dat, wat tätowéiert gëtt, ëm de kënschtléreschen Aspekt also, mä hei gi just d'Konditiounen festgehalen, déi mussen assureiert sinn, wann ee sech tätowéieren oder pierce léisst.

Ausserdeem regele mer hei déi sougenannte Sonnestudioen: wéi eng Apparater duerfe gebraucht ginn, an och d'Formatioun, déi de Bedreiver vu sengem Studio muss hunn. D'Solarie ginn, wéi gesot, dann och hei reglementéiert, esou wéi dat och an eisen Nopeschlänner de Fall ass. Si mussen hir Aktivitéit beim Ministère umellen a sech deenen neien Dispositiounen vum Gesetz konforméieren.

Geregelt gëtt also, wéi een Apparat mat wéi enger UV-Stärkt duerf an engem Sonnestudio gebraucht ginn, dass déi Persounen, déi dës ubidden, eng Formatioun vun aacht Stonne mussen hunn, dass de Benotzer muss e Schutzbrëll uegebuede kréien, dass keng Déieren dierfen an dese Raim sinn an dass och net do dierf giess ginn. Festgehalen gëtt och, dass keng Solarien u Mannerjäreger dierfe verkaaft ginn.

Déi praktesch Modalitéite ginn dann an engem Règlement grand-ducal festgehalen. D'Apparater mussen engem Contrôle technique vun enger spezialisierter Firma ënnerleien.

Wat d'Tätowéieren, d'Piercing, de Cutting an de Branding ugeet, esou muss d'Material, wat dofir gebraucht gëtt - dat schéngt engem normal ze sinn, mä et ass awer gudd, wann een dat hei präziséiert - steril sinn, d'Lokaler mussen propper sinn an och exklusiv fir dat gebraucht ginn, fir wat se virgese sinn, nämlech d'Tätowéieren, d'Piercing, d'Cutten oder d'Branden. D'Material muss uerdentlech stockéiert ginn. Och dat gëtt an deem Gesetz geregelt. An an dese Raim dierf, grad wéi bei de Solarien, net am Sall gefëmmt oder giess ginn, an et dierfe sech och keng Déieren do ophalen, an d'Hänn mussen och hygiesch propper sinn.

Den Tätowéierer, Piercer an esou weider muss eng Formatioun vun 21 Stonne maachen, muss säi Client iwwer d'Risiken oplären, iwwer d'Irreversibilitéit vu verschiddenen Akten, iwwer d'Allergien an d'Infektiounen, d'Niewewirkungen, d'Läinzechen, déi kënnen optrieden, wann een dat dann net virdu scho wusst. Hie muss sech de schréfleche Consentement éclairé vu sengem Client huelen.

Am Gesetz gëtt och de Mindestalter vu 16 Joer festgehalen, fir sech tätowéieren oder pierce ze loosse. Mat 16 Joer brauch een eng Autorisation parentale, ab 18 kann een da mat sengem Kierper maachen, wat een da fir richtig fénnst. Dës Bestëmmung koum op, well d'Angscht ausgedréckt gouf, et kéinten Eltere ginn, déi hir kleng Kanner kéinten tätowéiere loosse, an de Gesetzgeber emol keng Méiglechkeet hätt, dat ze verhënneren.

Och wann dat fir mech theoretesch och méiglech ass, da muss een awer soen, dass bis haut hei zu Lëtzebuerg keen esou e Fall bekannt ass. Ech sinn awer haut, elo viru Kuerzem eppes Besseres beléiert ginn: Et gëtt effektiv Leit, déi dann hir Kanner scho mat aacht Joer tätowéieren. Herno geet nach eng Spriecherin dorobber an. Fir mech war et also héchst onwahrscheinlech, dass et dat géif ginn. Mä apparemment gëtt et dat jo dann awer.

Fir also awer géint all Eventualitéit gewappnet ze sinn, hu mer eis dann an der Kommissioun och op e Mindestalter géeneegt. Énner 18 Joer ass awer de Branding an de Cutting verbueden. Eng Ausnam gëtt beim Piercing dann awer gemaach. Déi virgenannte Konditiounen gëllen net fir d'Pierce vum Ouerlappchen, vum Lobule vum Ouer. Dee kann och weider vun de Bijoutiere gestach ginn, esou wéi dat bis elo och de Fall war.

Mir hunn eis an der Kommissioun vun de Medezinner aus dem Ministère berode gelooss a si

hunn eis confirméiert, dass d'Pierce vum Ouerlappchen vill manner ufällg wär, och manner länger, gréisser Verletzung kéint bréngen, an duerfir dës Ausnam och hei gerechtfertigt ass.

Dës Gesetz ass, wéi gesot, op Demande vum Secteur hin erstallt ginn oder kennt der Demande vum Secteur no, ass also op d'Fuerderung vum Secteur agang, gëtt de Professionellen eng Sécherheet, fir ze schaffen, a gëtt de Clienten eng gréisstméiglech Sécherheet, fir dass dat a propperen a gesonden an opgeklärte Konditiounen ka gemaach ginn.

Et ass also e wichteg an e gudd Gesetz, wat souwuel fir deen, deen tätowéiert, wéi och deen, deen tätowéiert gëtt - an ech huelen elo emol nëmme déi Form -, souwuel fir deen ee wéi fir deen aneren, wichteg ass an och fir deen ee wéi deen aneren eng Sécherheet bréngt.

Ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An a Gedanken ass e sécher schonn dobäi, mä awer nach net um Wee. Deen éischten...

Ah, déi éischt Riednerin ass d'Madamm Hetto-Gaasch. Ech war op där falscher Säit.

(Hilarité)

Ech war op där falscher Säit an ech muss lech soen: Dir waart net agedroen. Madamm Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV), en remplacement de Mme Martine Mergen.** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech emol dem Rapporteur, dem Georges Engel, e grouss Merci soe fir säin explizitte Rapport.

Ech droen hei der Martine Mergen hir Ried vir. Si ass fir d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe am Ausland. An ech soll lech och soen, dass si de Bauch déck wéi hätt, dës Ried net kënnen selwer ze halen.

Schonn zanter éiweg hunn d'Mënschen den Aspekt vun hirem Kierper wëlle veränneren. Et sinn esou Dekoratiounen fonnt ginn aus dem Paläolithikum a schonn d'Mayaen hu sech d'Zong gepierct. Och haut gëtt nach a verschiddene Länner a Stämm e kierperlechen „Marquage“ praktizéiert. Esou nennt een den Ensembl vum all dësen Techniken. A ville Kulture symboliséiert de Marquage d'Männlechkeet, de Mutt oder awer och d'Wichtigkeet vun där Persoun. An deen, deen de Marquage ausféiert, ass an deene Gesellschaften och eng ganz wichteg Perséinlechkeet.

Et ass dacks den Iwwergang vum Kand zum Mann. „An ech hu selwer a menger Praxis“, schreift d'Martine Mergen, „esou Fäll gesinn, wou de Réck vum Patient geféllt ass mat Narben a symetresche Mustere, mat Symbolfiguren. An et gëtt engem mulmeg, wann ee sech ausmoolt, wéi wéi dat muss gedoen hunn. Mä si sinn houfreg drop.“

De Schmärerz ass eng Komponent vun dese Ritualen. An och haut nach muss deen, dee sech marquiere léisst, op d'Zänn bäissen. Esou wéi bei de reliéisen a kulturelle Ritten, wou déi jonk Männer keen Zeeche vu Schwächt daerfe weisen, esou ass et och haut nach bei deene Jonken eng Éiersaach, keng Tréin ze vergéissen.

Wat motivéiert dann elo haut d'Persounen, fir dat awer trotzdem iwwer sech ergoen ze loosse? Abee, a verschiddene Gruppen ass et e Symbol vum Grupp, deen antätowéiert oder geritzt gëtt. Esou ass et zum Beispill an de Prisonen Traditioun oder awer och nach ënner de Séileit. Fir verschidde Leit ass et en Eed, e Souvenir un d'Mamm, awer leider och heiansdo un e Partner, dee se net méi hunn. An do muss dann den ästhetesche Chirurg agräfen. Fir nach anerer ass et eng Moudesaach.

A Frankräich ass zanter de 60er Jore vum leschte Jorhonnert d'Zuel vun de gepiercten an den tätowéierte Leit vun 1% bis op 4% eropgaangen, a bei de Jugendleche souguer vun 12% op 35%. Bei deene Jonken ass et eng Aart Kult, zum Deel och, well se Virbillen hunn, déi hiert Zeechen effentlech weisen, wéi Filmstaren, Popstaren, awer och ganz vill Sportler.

Wann et also dës Praktike schonn ëmmer gouf, firwat dann driwwer legiferéieren? Nun, et ginn zwou Haaptursachen, firwat dass dëst Gesetz néideg war.

Éischtens emol, wat d'Sonnebänken ubetrëfft: Mir wësse spëtstens säit dem Äisschmelzen op de Polen als Konsequenz vum Klimawandel, dass d'Sonn, déi op där enger Säit esou attraktiv brong mécht, op där anerer Säit awer nociv Effekter op de Kierper an dobäi haaptsächlech op d'Haut huet. Dat geet vu Falen, gutaartege Keratose bis hin zu Karzinomen a Melanomen. Datselwecht gëllt fir d'Sonnebänken, well och si schiedlech UV-Stralen ofginn.

Besounnesch schiedlech si se dann, wann d'Apparater net um leschte Stand sinn. Well d'Offer vun de Studios de bronzage bis elo net regléiert war, mä jiddweree méi oder wéineger op sech gestallt war, esou Studioen opzemaachen, gi mer eis heimadder elo en Instrument, fir d'Equipementer ze iwwerpräiwien a fir och eng gewëssen Hygiène ze applizéieren, an awer och, fir d'Bedreiwer ze zwéngen, hir Tubë regelméisseg ze ersetzen a gegebenenfalls de Studio zouzemaachen.

Donieft mussen d'Bedreiwer och eng Formation suivéieren, fir iwwerhaapt emol d'Erlaubnis ze kréien, esou e Sonnestudio ze bedreiwen. D'Mineuren, deenen hir Haut nach vill méi fragill ass, wéi dat bei den Erwuessenen de Fall ass, däreren iwwerhaapt net méi Client ginn oder sech esou UV-Apparater kafen. An och dat begrëisse mir, well mer wëssen, dass och bei der beschter Technik d'UV-Strale kriibserregend sinn.

Zweetens, wat d'Tattooen, d'Piercingen, d'Brandingen an d'Cuttingen ubelaangt, ech mengen, den Här Engel hat lech jo genau erklärt, wat dat alles ass - an ech mengen, de President, dee misst eng Kéier bei den Dokter goen, well deen nawell zimlech vill houscht de Mëtteg -, esou gëtt et och hei eng relativ rezent medezinesch Noutwendegkeet. An dat ass d'Iwwerdroe vun ustiechende Krankheeten, Hepatitiden, Aids, an dat bei onkorrekter Hygiène. Wann näamlech déi Tattoo-Nolen oder Piercinginstrumenter net korrekt desinfizéiert ginn, wann eng Nol fir méi Clientë benotzt gëtt, da kann ee sech mat dese Krankheeten ustiechen.

Dese Risiko ass grad fir d'Hepatit C immens héich. E bësse manner, awer präsent, ass de Risk fir den HIV. An et gëtt net wéineg Patienten, och an eisem Land, déi hir Krankheet bei engem Tatoueur erwëscht hunn.

Aus deser Ursach, also fir de virale Krankheete virzebeugen, mä och fir Hautinfektione bakterieller Natur ze evitéieren, hu mer bei eis am Prisong en Tattoo-Studio opgemaach, well, wéi schonn uganks gesot, sinn d'Tattooen Traditionen an alle Prisonge vun der Welt.

An d'Madamm Mergen schreift och explizit: „Dir kennt lech net virstellen, wat fir Materialien d'Jonge benotzt hunn, fir sech ze markéieren.“ Dese Projet ass eisem Wëssen no eng Première an engem Prisong. De Service de médecine pénitentiaire an de Prisong selwer sinn duerfir och richteg houfreg drop.

Här President, wéi de Rapporteur et scho sot, hate mer länger Diskussiounen an de Kommissiounssätzungen doriwwer, vu wéi engem Alter un en approuvéierten, also legalen Tattoo-Studio Jugendlecher därer als Clienten unhuelen.

Et muss ee sech ëmmer bewosst sinn, dass esou een Tattoo en irreversibelen Agrëff an d'Integritéit vum Kierper duerstellt. Besounnesch wann e grouss ass, ass et bal onméiglech, souguer fir den ästhetesche Chirurg, fir deen Tattoo ouni Narben ewechzeoperéieren. Datselwecht gëllt fir Piercingen op gutt visibele Plazen. Wann een esou e Piercing näamlech eng Zäitchen hat an es midd ass, da behält een herno e Lach an der Léps, am Ouer oder wou och ëmmer ee sech déi Dénger ubréngt gelooss huet.

„Ech muss lech éierlech soen“, esou d'Madamm Mergen, „dass ech meng Kanner net erlaabt hätt, esou Aktiounen ze starten.“ Wa se 18 Joer hunn, kann ee se net méi dovunner ofbréngen, mä mat 16 Joer ass ee sécher nach méi influençabel vu sengem Frëndeskreese, wéi een dat mat 18 ass. Esou nom Motto: „Abee, d'Marie an d'Noémie an d'Laura hunn awer och een!“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'CSV-Fraktioun wier et en No-Go gewiescht a mir hätten d'Gesetz och net matgestëmmt, wann net déi Amendementen ugeholl gi wieren, déi Tattoo, Piercing an déi ganz Prozeduren eréischt ab 18 Joer erlaben a fir Jugendlecher tëscht 16 an 18 eng Autorisation paren-

tale virschreiwen. Dat wier schued gewiescht, well mer de Prinzip vun engem Gesetz fir de Schutz vun de Clienten néideg, gutt a richteg fannen.

Mir waren déi Kéier net eleng mat eiser Meenung. Eis Fuerderunge sinn iwwerholl ginn. An duerfir kann ech lech haut den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV), en remplacement de Mme Martine Mergen.** - Et gëtt zwar keng Garantie, dass net awer viles an der Illegalitéit ka passéieren, mä elo hu mer op d'mannst emol ee Gesetz, wat eng gewësse Sécherheet gëtt a wat erlaabt, do ze intervenéieren, wou et Irregularitéite gëtt.

Wann ech lech elo virwëtzeg gemaach hunn, da kënnst Dir lech eventuell nach bei folgende Kultsitten eng Iddi maachen - Dir kennt lech dat gären notéieren -: Deen een heescht „ModBlog“, also „Mode“ mat M, O, D; „Blog“ mat B, L, O, G. Deen aneren ass de BME, den „Body Modification E-Zine“. An dann och de Site, ganz interessant: den „Tatouages ratés“.

An domadder soen ech lech Merci fir d'No-lauchteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm „Mergen-Gaasch“.

(**Hilarité**)

Als Nächsten huet den Här Gusty Graas d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho virdrun hei gesot ginn, dass u sech zwou Mumien aus Uewerägypten duergestallt ginn als déi Mënschen, déi fir d'Éischt Tattooen un hirem Kierper haten. Ech wëll awer och nach op den Ötzi zrëckkommen. Deen ass jo awer e bësse méi jonk gewiescht. Deen ass eréischt 5.300 Joer al. Mä och deen hat schonn Tätowéierungen u senge Been, an dat kann een iwwereng haut nach zu Bozen am archeologesche Museum nokucken.

Et ass eng laang Tradition an der Geschicht vun der Mënscheit, säi Kierper, wéi gesot, ze bemolen oder och mat Schmuck ze behänken. D'Etymologie vum Wuert „tätowéieren“ kënnst jo och aus der polynesescher Sprooch, an haut huet sech dat natierlech och an eise Breede ganz agebiert. Also, dat ass ganz präsent, dass och vill Leit sech haut eben, wéi gesot, tätowéieren oder Piercinge maachen.

Et gëtt natierlech och ganz frappant negativ Beispiller aus gewësse Kulturen. Ech wëll zum Beispill hei un déi Laanghalsfraen aus dem Myanmar erënneren, déi bewosst schonn als Kand esou Réng ronderëm den Hals gemaach kréien, fir dat hiren Hals soll laang gemaach ginn. Wat schlëmm ass, ass, dass déi haut am Fong geholl vum Tourismus und exploitéiert ginn an e bëssen esou als Duerstellungsobjekt gesi ginn, wat een natierlech ënner kengen Emstänn kann akzeptéieren.

Haut gëllt et jo och als chic, vill Schmuck ze droen. Mir wëssen, dass et an eiser Kultur normal ass, dass ee Réng unhuert, oft och als Verbondenheet zu sengem Partner, soudatt dat eng gängeg Praxis ass, déi scho Jordausenden al ass an nach haut selbstverständlech gefleegt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee sech iwwer esou ee Gesetz hei seng Gedanke mécht oder och kuckt, wéi mer elo hei legiferéieren, dann ass natierlech ëmmer eng kruzial Fro, déi ee stellt: Firwat tätowéiert iwwerhaapt e Mënsch sech? Firwat mécht e Mënsch Piercingen oder och nach aner Saachen?

Bon, ech mengen, déi Fro muss ee fir d'Éischt emol deene Beträffene selwer stellen. Allerdéngs gëtt et eng Rei vun Ursachen, déi dat erklären. De franséische Soziolog Bourdieu huet sech och ganz vill mat där Fro beschäftegt. Hie mengt ënner anerem, dass eng Gruppenzugehörigkeet Ursach ass, dass déi individuell Duerstellung och domadder erkennbar ass an dass awer och munchmol kënne politesch Messagen iwwert dee Wee verkiepert ginn.

Fréier war et méi Usus, dass sech a sozial méi niddrege Schichten tätowéiert ginn ass. Dat ass haut selbstverständlech scho laang net méi de Fall. Dat geet queesch duerch all Bildungsschicht an eiser Gesellschaft. A virdu si schonn e puer Statistiken hei matgedeelt ginn. Ënner anerem gëtt zum Beispill an Däitschland geschat, an ech beruffe mech hei op eng Etüd vun der Uni Leipzig, dass all Fënneften tätowéiert ass. An an Eisträich wier dat scho praktesch all Véierten.

Bon, iwwer Tätowéierungen, iwwer Piercinge kann een natierlech gedeelter Meenung sinn. Ech mengen, och eis Gesellschaft ass doranner e bësse gespléckt. Et huet ee Leit, déi fannen

dat immens schéin, immens flott, immens attraktiv. Et huet een anerer, déi kréien en Zukräft an d'A, wa se en Tattoo gesinn. Mä och do, wéi gesot, muss jiddwereen dat fir sech selwer entscheeden.

Et gëtt awer verschidde Praktiken, déi awer inakzeptabel sinn. Et sinn der virdu schonn e puer hei opgezielt ginn. Et si jo souguer Leit, déi net dervir zrëckschrecken, fir souguer am Beräich vun hire Genitalie Piercingen unzëbréngen mat all deenen negative Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt, an da si se op emol erstaunt, wa se da grouss gesondheetlech Problemer kréien.

Et muss een natierlech och hei ënnersträichen, dass en Tattoo net onbedéngt en Tattoo ass. An der Regel sinn dat Muster, sinn dat Biller, sinn dat Déieren. Dat ass jo u sech och an der Rei. Inakzeptabel ass awer, wann esou en Tattoo Messagë verbreet, déi op Xenophobie oder op Rassismus schlësse loosse, an da muss spëtstens de Spaass ophalen.

Ee besounneschen Aspekt an dësem Gesetz - an et ass och duerfir gutt, dass dat Gesetz hei gemaach gëtt - ass de Schutz vun de Mannerjärengen. Mir hate jo effektiv eng intensiv Diskussioun an der Kommissioun, wéi een Alter soll festgesat ginn, wou et net méi erlaabt wier, sech e Piercing oder en Tattoo ze maachen. Mir hu schlussendlech dann den Alter vu 16 zrëckbehalen. D'Demokratesch Partei féint dat eng gutt Decisioun, well wa mer näamlech keng Altersgrenz an d'Gesetz ageschriwwen hätten, da wier et souguer theoretisch méiglech gewiescht, dass e Baby tätowéiert gi wär. A mer wësse jo, dass et leider emol ab und zu Leit ginn, déi net déi néideg Verantwortung mat sech bréngen. An dowéinst ass dat jo elo emol ganz ausgeschloss. A mir als DP sinn och domadder zefridden.

Mir begrëissen och, dass e Consentement préalable muss do sinn, wann ee Jonken, deen ënner 18 ass a méi al ass wéi 16 Joer ass, dass dee muss vum Tuteur oder vun den Eltere kommen. Well och hei muss een awer drop hiweisen, dass och Kanner an och Jonker e Recht an deem Sënn hunn, dass se u sech net solle vun den Eltere praktesch heiansdo gezwonge ginn, fir sech e Piercing oder en Tattoo ze maachen, wa se nach keng 16 Joer hunn. Duerfir ass et och gutt, dass déi Virstellung vun eenzele Leit, fir déi Altersgrenz op 12 ze setzen, net zrëckbehalen ginn ass.

An dann ass natierlech och een anere wesentlechen Aspekt déi gesondheetlech Geforen, déi entstoe kënnen duerch Piercingen, duerch Tattooen. Et därerf ee jo net vergiessen, dass d'Pigment aus Schwéiermetallverbindunge besteet. Ech wëll och hei drop hiweisen, dass de Conseil de l'Europe iwwereng schonn den 19. Juni 2003 eng Resolutioun iwwert den Tattooage gestëmmt hat.

(**Coup de cloche de la présidence**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech schellen net fir lech. Wann ech gelift! Et stéiert de Riedner onwahrscheinlech, wa Gemurmel am Sall ass. Wann ech gelift!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Déi Resolutioun gouf iwwereng den 20. Februar 2008 duerch eng nei ersat, wou dann och eng Rei Tableaun annexéiert ware vun Aminem a Substanzen, déi natierlech net däreren an Tattoo-Faarwe verbraucht ginn.

Datt Branding a Cutting ganz verbuede ginn, ass jiddfalls eiser Meenung no net méi wéi normal. Ech mengen, och hei sinn déi gesondheetlech Konsequenzen ouni Zweifel bekannt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, geféierlech fir de Kierper si jo selbstverständlech och ze vill intensiv Sonnestralen. Mir kréie jo oft genuch matgedeelt, dass ee sech ëmmer soll acrémen, ier een an d'Sonn geet. De Risiko fir Hautkriibsen ass jo ouni Zweifel ganz grouss. Bon, natierlech zielt et an eiser Gesellschaft och als chic, brong auszegesinn. Dat bréngt dann och mat sech, dass vill Leit net nëmme Sonn am Summer opsichen oder am Wanter, mä dass se doriwwer eraus och d'Sonnebänke benotze mat all deene Konsequenzen, déi dat natierlech mat sech bréngt.

Ech mengen, d'Gefore vun den UV-Strale si jo och bekannt. An ech wëll och hei nach eng Kéier drop hiweisen, dass de Centre international de recherche sur le cancer vun der OMS d'UV-Strale vun de Sonnebänken als besounnesch kriibserregend agestueft huet. Natierlech kënnst et och ëmmer op d'Dosis un.

Dofir begrëisse mer och als DP, dass op deem Gebitt do elo méi streng reglementéiert gëtt. An dass déi Mannerjäreng eng Sonnebänk net därerf benotzen, ass u sech och eng logesch Konsequenz.

E wesentleche Volet vun dësem Gesetz ass natierlech och d'Kontroll. Wat mécht déi beschte Legislatioun aus, wann net och kann eng

gewësse Kontroll garantéiert ginn? Dowéinst ass et och wichteg, dass virun allem d'Haaptakteuren, näamlech d'Fournisseure vun deenen eenzelnen Déngschtleeschungen, sech bewosst mussen sinn, dass hir Installatiounen mussen hygienesch gekuckt einwandfrei sinn. Se mussen och um leschte Stand sinn, a virun allem gëllt dat och fir dat benotztent Material. Den Artikel 4 vun dësem Gesetz léscht jo am Detail all d'Konditiounen op, déi mussen respektéiert ginn. An duerfir si jo och Strofen an deem Sënn virgesinn, wann een déi net respektéiert.

E weidere wichtegen Aspekt, deen an dësem Gesetz zrëckbehalen ginn ass, dass ass jo och d'Formatioun. Mir bewegen eis jo hei ouni Zweifel an engem ganz sensibelen Beräich. Engersäits geet et ëm Konscht, jo! Mä et geet anerersäits natierlech och prioritär ëm d'Gesondheet. Dowéinst begrëisse mer och, dass eng noutwendeg Ausbildung muss do sinn, fir ebe kënnen esou Akten ze maachen. Et huet een einfach eng ganz grouss Verantwortung.

Esou eng Ausbildung, déi jo, bon, zum Beispill fir déi, déi e Sonnestudio bedreiwen, mindestens acht Stonne muss hunn, ass jo dann net iwwerméisseg grouss. Duerfir kann een och d'Fro hei stellen, ob net awer eng gewësse Formation continue am Laf vun der Zäit soll stattfannen, well jo awer ëmmer erëm nei Entwécklungen kommen. Et kommen nei Entwécklungen an medezinesche Beräich, et kommen nei Entwécklungen virun allem och um techneschen Deel.

Datt d'BJoutieren eben elo ausgeholl ginn, wa se e Lächelche mat der Pistoul maachen, dat fannen ech eng ganz normal Entwécklung. Ech mengen, och an eiser Tradition ass dat zënter éiweg ubruecht, dass virun allem kleng Meechercher jo am klengen Alter schonn esou e Lächelche gemaach kréien, dass se dann och spéider kënnen Ouerréng droen. An déi meescht Frae si jo frou, fir kënnen Ouerréng ze droen. Iwwereng ass dat jo haut net nëmme méi eleng eng Chasse gardée vun den Dammen. Et si jo ewell vill Hären, déi esou en Ouer-rank droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Resumé kann ee soen, dass dëst Gesetz jo net eleng als Zil huet, fir Verbueter auszuschwätzen, mä dass et awer och soll sensibiliséieren a virun allem d'Leit drop hiweisen, wat ka geschéien, wann ee sech, wéi gesot, tätowéiere léisst, wann een e Piercing mécht, virun allem deemno op wéi enger Plaz dat ass, dass dat awer negativ Konsequenze ka matbréngen.

Et si jo och genuch Fäll bekannt, wou jonk Leit sech virun allem am Ausland esou Tattooe maache gelooss hunn oder och Piercinge maache gelooss hunn, wou se da knapps heimeem waren a sech da grouss gesondheetlech Problemer entwéckelt hunn. Duerfir ass et, wéi gesot, fir eis och wichteg, dass eben de Prestateur de services sech och am Virfeld ganz genee bewosst muss sinn, wat deen Akt bedeit, an dass och eng schrëftlech Zoustëmmung vun deem Eenzelnen, deen ebe gär esou en Tattoo oder e Piercing hätt, muss virdu gemaach ginn.

D'Sensibiliséierung ass, wéi gesot, ganz wichteg. Dowéinst mengen ech och, dass och an Zukunft do muss vill Efforte gemaach ginn, sief dat um Niveau vun de Schoulen, Maisons-relais, Jugendhaiser. Dat wëllt net heeschen, dass een deene Jonken an och deene manner Jonke soll verbidden, sech en Tattoo oder e Piercing ze maachen, mä et soll ee virun allem ëmmer erëm drop hiweisen, wat dat och ka bedeiten, besounnesch och fir d'Entwécklung vun engem Jugendleche bis hin, wéi gesot, wann en an d'Beruffsliewen antrëtt. Mir wësse jo ganz genee, dass och dat emol en Handicap ka sinn, wann ee sech presentéiert. Well et gëtt jo awer nach Patronen, och wa se selbstverständlech net d'Recht hunn, engem dat ze verbidden, déi et awer oft als negativ ugesinn, wann ee säi Kierper äusserlech esou verännert huet.

An dësem Gesetz kann een och eng gewëssen Ähnlechkeet oder déiselwecht Logik fannen, wéi mer dat am Fëmmgesetz zrëckbehalen hatten, wou et och ëm de Schutz vun de Kanner gaangen ass, well nun ebe Kanner a Jugendlecher vläicht oft net déi néideg Erfahrung hunn an et och wichteg ass, dass dann Erwuesener, dass d'Politik drop hiweist, wat awer och d'Konsequenze vun deenen Akte kënnen sinn.

Ech wëll och drop hiweisen, dass d'Diskussioun jo net nëmme hei am Land, mä och soss emol gefouert ginn ass, inwiefern dass een och am effentlechen Déngscht seng Tattooen därer weisen. Ech wëll mech hei zum Beispill op d'Police an Däitschland referéieren, wou eng sougenannten T-Shirt-Veruerdung awer elo gekippt ginn ass, wou et laang verbuede war, dass Leit aus der Police hir Tattooen un Aarm hunn därer weisen. Dat ass elo net méi de Fall. Och mir hatten déi Diskussioun hei zu Lëtze-

buerg. Dann, an der däitscher Arméi, zum Beispill, därer een u sech seng Tattooen net weisen, déi solle ganz dezent verstoppt ginn.

Bon, mä, wéi gesot, wat hei wichteg ass, ass, datt awer dat Recht nach ëmmer en individuell Recht ass an datt och nach jiddwereen u sech mat sengem Kierper därer maachen, wat e wëllt.

Ech géif elo ofschléissend de Merci vun der Demokratescher Partei bréngen fir de Rapporteur, de Georges Engel.

Ech wëll awer och gläichzäitig nach hannendrunhänken, Madamm Minister, datt et awer net schlecht wär, wann ee spéitstens an zwee Joer emol eng Kéier e Bilan vun dësem Gesetz géif maachen, inwiefern datt een dat Zil erreecht huet. Mä et ass e Gesetz, wat wichteg ass, wat iwwerfällig ass, wat elo deem ganze Marché, muss ee jo soen, e Kader gëtt, an deem ee sech elo méi korrekt ka bewegen, mat dem Haaptzil, wéi gesot, nach eng Kéier, fir drop hinzeweisen, datt maximal d'Gesondheet vun deenen Einzelne ka geschützt ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Tätowéierung gi mat Stolz gedroen, a meeschtens ass net nëmme Geld gefloss, mä och Schweess a Blutt, fir dës faarweg Motiver op der Haut kënnen ze droen, an dat e Liewe laang.

Net anescht ass et bei Kierpermodifikatiounen wéi Piercing, Branding, Cutting an aneren, déi wäit méi si wéi moudesch Accessoiren op der Haut. Si hunn eng laang Traditioun. Dat ass schonn oft widerholl ginn. A schonn zanter Jordausende sinn déi sougenannten „body modifications“ en dauerhaft Symbol, wat um Kierper gedroe gëtt. Se sti fir Léift, Zougehéierkeet a Solidaritéit oder awer fir Demut a Frëmmkeet, mä och fir Protest a Revolt, fir Virilitéit bis hin zu der kierperlecher Brandmarkung vu Gefaangen duerch eng Nummer.

Et hänt ëmmer dervun of, ëm wéi een Zäitalter et sech handelt, ëm wéi eng Relioun, ëm wéi eng Kultur, ëm wéi eng Subkultur, ëm wéi eng sozial Schicht, ëm wéi ee Charaktertyp oder ëm wéi eng Moderscheinung. Neierdengs gesinn d'Verhaltensfuerscher am Tattooage och en Instrument, fir d'Imperfektioun vum mënschleche Kierper duerch faarweg Bemolungen ze kompenséieren oder eng Liewengeschicht ze erzielen, oder ganz einfach als Ausdrock vun Narzissmus oder vum Drang vum Kand, sai Kierper ze bemolen.

Menges Wëssens geet d'Praxis vun de Kierpermodifikatiounen zréck op d'Joer 60.000 viru Christus, wou d'Australier hir Haut mat Bemolungen ausgestatt hunn, an och déi ägyptesch Mumie waren net sielen um Kierper dekoréiert. Och ech si bei mengem Recherchen natierlech op d'Gletschermumie Ötzi gestouss, déi - wéini war et? - 1991 am éisträicheschen Ötztal fonnt ginn ass, nodeems se 5.300 Joer am Ais konservéiert war a 60 Strécher um Réck gedroen huet. An aus Indien staamt eng Beschreibung aus dem Joer 400 viru Christus, an där d'Ubränge vu Piercingen an der Haut beschriwwen ginn. Meng Recherchen decke sech an deem Sënn mat deene vum Rapporteur a mat deene vun anere Leit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ginn net vill Traditiounen, déi esou laang iwwerlieft hunn, sech weltwäit verbreet hunn an och esou vill jonk Leit unzéien. Déi jéngst Tätowéiert, déi an der medezinnescher Fachliteratur opgetaucht sinn, hunn net méi wéi aacht Joer. A bewisenermoossen hëlt den Interessi un Tätowéierung mat 13 Joer rapid zou. Dat ass net nëmme de Fall an den USA, wou am Joer 2015 gutt iwwer 10% vun den Héichschoulstudenten tätowéiert waren a ganzer 55% vun de Studenten uginn hunn, datt si sech géifen tätowéiere loosse. Et zielt och fir déi europäesch Staten, wou laut rezenten Émfroen, jiddefalls déi rezentst, déi ech konnt fannen, 30% bis 40% vun de 25- bis 34-järegem Mënschen an 21% vun de 35- bis 54-järegem tätowéiert sinn, woubäi och interessant ass feststellen, dat geet aus enger franséischer Etüd ervir, datt d'Sympathisante vum Front National wäit méi tätowéiert si wéi d'Sympathisante vum PS.

Dat ass einfach emol eppes, wat ech virun e puer Deeg an der Etüd gelies hunn.

(Intervention de la présidence et hilarité)

Ech kann dat nosichen. Jo, ech fannen dat erëm.

(Brouhaha)

Bei de Kanner, wou den Tattooage net iwwerall verbueden ass, si keng Zuelen ze fannen, wahr-

scheinlech well och do keng Émfroe gemaach ginn, ganz einfach.

Generell kann ee sech an dësem Zusammenhang awer froen, wéi Eltere reagéieren, wann e Kand sengem Idol duerch en Tattoo d'Treiheet wëllt schwieren an iwwerzeegt ass, et géif et och am Alter nach schéi fannen, mat engem faarwegen Einhorn op der Schëller ronderëmzelafen.

Èm Faarf, léif Kolleeginnen a Kolleegen, geet et och beim Bräune vun der Haut ënnert dem Solarium, wou et net ëm d'Ubränge vu Symboler geet, mä dorëms gesond, sportlech an attraktiv auszegesinn an natierlech och Wuelstand a Räichtum auszestralen. Grad wéi d'Tätowéierung, de Piercing, de Cutting an de Branding gëtt och d'Bedriewen an d'Benotze vun de Solarie jo berechteterweis mat dësem Projet de loi reglementéiert, well d'UV-Strale bekanntlech de Risikofaktor Nummer 1 bei Hautkriibs sinn.

De Rapporteur Georges Engel huet d'Detailer vun dësem Gesetz, vu sengen Dispositiounen erkläert, soudass ech net nach eng Kéier drop aginn, mä just emol dofir Merci soen.

Ech wëilt awer nach eng Kéier ënnersträichen, dass an dësem Projet de loi all Zorte vu Kierpermodifikatiounen verbueden ginn, ausser wa se vu Medezinner ausgefouert ginn, dat heescht all déi, déi net ënnert d'Konditiounen vum Branding, Piercing, Cutting an der Tätowéierung falen. Dat sinn der wierklech eng Hällewull, déi zu Lëtzebuerg zwar méi rar sinn, mä keng Ausnam sinn.

Dat sinn: d'Punchen, wou een Deel vum Gewebe ewechgeschnidde gëtt, fir e Schmuckstéck amplaz ze setzen; d'Implantéiere vum elektronischen Chippen, Metall- a Silikonplacken ënnert der Haut, fir Rimmer a Kegelen dru festzemaachen; oder awer eng dauerhaft Pigmentéierung vun der Haut; d'Injektioun vum héichkonzentrierte Kachsalzleisungen ënnert d'Haut, fir bewosst Schwellungen ze bewierken - dat sinn „bagel heads“ -; d'Spaltung vun der Zong a vun den Oueren - och déi ass scho genannt ginn -, gradesou wéi d'Spatzschlänke vun den Zänn, d'Ubränge vu Juwelen an den Aen an - net ze vergiessen - d'Skarifikatioun, wou et drëms geet, der Haut dauerhaft Ziernarben zouzufügen.

All dës éischter skurill Agréffer ginn, wéi gesot, verbueden, ausser se gi vu Medezinner ausgefouert, falls et Medezinner ginn, déi engem Mënsch sai Kierper ouni medezinnesch Indikatioun liewenslänglech wëlle veränneren.

Dat féiert natierlech zu enger net unbedenkender Fro, näamlech där, wou d'Grenz läit tëschent deene genannte Kierpermodifikatiounen an de sougenannte Schéinheitsoperatiounen oder plastischen Operatiounen, déi grad wéi d'Kierpermodifikatiounen e rentabel Geschäft kënne sinn, och am Spidolsmilieu.

Als Gréng si mir der Meenung, Madamm Minister, datt hei e gewëssene Klärungsbedarf besteet, well de Phenomeen vun de Schéinheitsoperatiounen alles anescht wéi harmlos ass a menges Wëssens net un Altersbeschränkungen gebonnen ass. Et ass eenzeg an eleng um Medezinner, d'Decisionen ze huelen, ob en déi Agréffer virhëlt oder net.

Här President, ech kommen zréck bei d'Tätowéieren, d'Piercing, de Branding an de Cutting als eenzeg Kierpermodifikatiounen, déi an Zukunft jo geregelt ginn an an ausgewisene Studioe kënnen ausgefouert ginn. Dee gréisste gesondheetleche Risiko ass bekannt. E besteet aus onsterillen Instrumenter, déi de Client mat ustechende Krankheete kënnen infizéieren, mä och duerch d'Personal, wat net genuch ausgebilt ass an d'Handwierk ganz einfach net beherrscht.

Ech wëilt awer nach en anere Risiko hei nennen. Et ass deen, dass bei der Tätowéierung Laangzäitflëss kënnen optauchen, dat heescht, dass d'Tattoo-Faarwe sech am Kierper verdeelen an net direkt mierklech Konsequenze kënnen hunn. Déi eenzeg Erkenntnis, déi an der Fachliteratur virläit, kënnt aus den USA. Do ass am Joer 2010 festgestallt ginn, datt d'Lymphknet vum Tätowéierte Mais sech an der Géigend vum Tattoo verfierven an déiselwecht Faarf unhuele wéi den Tattoo selwer.

En äänleche Phenomeen ass bei tätowéierte Persoune beobachtet ginn, déi Lymphknet ewechoperéiert kritt hunn, nodeems Hautkriibsmetastase sech drop gebilt haten. Och hei haten d'Knet déiselwecht Faarf wéi den Tattoo. Opgrond vun dësen Erfarungen ginn d'Fachmedezinner dervun aus, datt d'Faarf vun engem Tattoo sech och am Gewebe beispillsweis vun der weiblicher Broscht usammelt. Dat heescht net, datt d'Mammemilch eng aner Faarf kritt, mä et heescht awer, datt schwanger Fraen oder Fraen, déi stellen, gutt berode sinn, op eng Tätowéierung ze verzichten, fir sech an hire Puppelchen ze schützen.

Eleng dës Beispiller ënnersträichen natierlech d'Wichtigkeet vun der Qualitéit vun der Faarf, mä virun allem och d'Wichtigkeet vun der Informatioun vum Client, dee virun esou Risiken onbedéngt gewarnt muss ginn.

An als net manner wichteg gesi mir de Code de déontologie un, mat deem sech d'Bedriewer vun Tattoo-Studioen enger gewësserer Selbstverpflichtung verschreiwen, esou zum Beispill där, op d'Ubränge vu friemefeindlechen a rassistesche Symboler op der Haut vun hire Clienten ze verzichten.

An hei stellt sech trotzdeem d'Fro, ob en Tateur penaliséiert ka ginn, am Fall wou e beispillsweis en Hakekräiz op der Haut vun engem Client ubréngt, wann de Client dat ausdrécklech wënscht, oder ob just de Client strafbar ass, wann en dat Zeechen öffentlech zur Schau stellt. Ech denken, dass et hei Interpretationsdivergenze ginn, déi definitiv misste gekläert ginn.

Erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zu der Altersbegrenzung op 16 Joer, déi eis wierklech als Gréng staark um Häerz louch! Se gëtt fir de Piercing an d'Tätowéierung agefouert, nodeems am initialen Text keng Alterslimit virgesi war. Laut dem initialen Text wieren dës Forme vu Kierpermodifikatioun mat der Ennerschrëft, eleng mat der Ennerschrëft vun den Elteren, souguer bei Puppelcher, erlaabt ginn oder erlaabt bliwwen, well se ware bis haut net verbueden.

Als Gréng waren a bleiwe mir der Meenung, datt de Principe de précaution grad wéi bei anere Gesetzer hei muss iwwerweien. Dofir si mir frou, datt d'Alterslimitatioun op 16 Joer mam Accord vun den Eltere bei dësen Agréffer nodréiglech Konsens an alle Reie fonnt huet. An dofir e grouse Merci.

Als Gréng froe mir eis souguer, ob et net vum juristeschen Standpunkt hier méi sënnavoll gewiescht wär, d'Tätowéieren an d'Piercing bei Mannerjärege carrement ze verbidden, net well mir deene Jonke keng Freed wëlle vergënnen an hir Fräiheet wëllen aschränken, mä wéinst der juristescher Onsécherheet, déi entsteht, wann Elteren hire schrëftlechen Accord ginn, datt un hirem Kand eng Kierpermodifikatioun virgeholl gëtt, ouni datt et eng medezinnesch Indikatioun oder eng kloer definéiert esthetesch Indikatioun dofir gëtt.

Streng geholl, dat geet aus Gerichtsuerterleer ervir, kënnen esou Agréffer um Geriicht als bewosst zougefuegt Kierperverletzung u Mannerjärege ugesi ginn, déi am Opdrag vun den Elteren ausgefouert ginn. Och wann dës Agréffer an eiser Gesellschaft generell net als suspekt ugesi ginn an och wann tätowéiert Persoune net méi mat raue Gesellen oder zwilichtege Gestalten aus dem Routlichtmilieu a Verbindung bruecht ginn, esou mussen d'Eltere vun tätowéierfreedege Mannerjärege awer mat méigleche juristesche Konsequenze vun hirem schrëftlechen Accord rechnen, a se mussen grad wéi d'Kanner dermat rechnen, datt d'Tätowéierungen oder d'Piercingen, déi a fréiere Joren duerggefouert ginn, a spéidere Jore bereit ginn, schonn eleng wéinst de sozialen a berufflechen Nodeeler, déi tätowéiert jonk Leit kënnen erliwien. Schliesslech ass net all Patron beegeschtert, wann en Doudekapp him aus dem Halsausschnëtt vun engem Bewerber entgéintgrinst. An nach laang net all Patron ass bereet, esou e Bewerber anzustellen.

Dat heescht, datt Tätowéierungen, mä och opfälleg Piercingen, déi a fréiere Joren decidéiert gi sinn an ubruucht gi sinn, am spéidere Liewen zum Karrierekiller kënne ginn. Dëst ass ee vun de Grënn, firwat ëmmer méi Leit decidéieren, hir Tätowéierung nees ewechmaachen ze loosse. Allerdengs ass dës Prozedur net bëleg a geléngt nach laang net ëmmer. A mir denken, dass een och doriwwer muss schwätzen.

Här President, domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun an der Hoffnung, datt dauerhaft Kierperverzierunge vill Leit glécklech maachen, mä och an der Hoffnung, datt hir gesondheetlech, sozial a finanziell Nowierkunge sech duerch dese Projet de loi a Grenzen halen.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a wäert mech och weiderhi weder piercen nach tätowéiere loosse.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus fir d'Éischt emol e grouse Merci un den Här Engel. Ech mengen, meng Virrieder, déi hunn eis a ganz interessanten Ausféierungen a Biller e breede Spektrum presentéiert vun de Konsequenze vun dëse Praktiken, heiansdo just interessant, heiansdo bis grujeleg Beschreiwingen vun deem, wat d'Leit kann erwaarden. An dofir

betounen och mir, datt dëst Gesetz absolutt an déi richteg Richtung geet.

Éischtens ass et do, fir d'Gesondheet vun de Leit ze schützen. Zweetens ass et do, fir déi mannerjärege Persoune ze schützen. An drëtens muss een och soen, ass d'Regierung heimmadder an duerch déi Diskussioun, déi mer haut haten, och daitlech opgefuerdert, deen Dossier weider am A ze behalen an d'Gesetz an all Reglementatiounen ëmmer esou unzepasen, datt déi Ziler, déi mer haut an dësem Gesetz hunn, och weiderhin erfëllt bleiwen.

Dofir: Och vun eiser Säit aus wëlle mer keng zousätzlech Geschichten erzielen, déi nach eng Kéier d'Noutwendegkeet vun dësem Gesetz androcksvoll ënnersträichen, mä mir wëlle just den Accord ginn an e Merci u jiddwereen, deen hei matgeschafft huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech sinn net tätowéiert, ech hu mer awer eng Zäit laang iwwerluecht, en Tattoo maachen ze loosse. Ech hu mech aus Grënn, déi meng sinn, derfir decidéiert, dat net maachen ze loosse. Ech hat mer awer eng Kéier en Ouerrank stieche gelooss, well jiddweree jo elo e bëssen erzielt huet, oder zumindest d'Madamm Lorsché, datt si sech dat net wäert maache loosse.

Ech mengen, den Tattoo gehéiert zur Anthropologie vum Mënsch, iwwer seng Geschicht eraus an der Vergaangenheet an och zu verschiddenen Zäitpunkten. An och haut mierke mer, datt den Tattoo en vogue ass, grad och bei jonke Leit. An et ass eng Demande gewiescht vum Secteur selwer, fir hei ze reglementéieren, well mer bis elo hei an engem relative Flou waren.

An dofir begrësse mer dat heite Gesetz och, ënnerstëtzen et och. Et schafft Sécherheet; dat ass d'Demande vun den Tätowéierer. Et schafft juristesche Sécherheet, et schafft kloer Regele fir d'Hygiène a fir d'Propretéit. Et definéiert och minimal Formatiounen, déi Tätowéierer mussen hunn, a virun allem klärt et d'Informatiounsflucht vun deem, deen tätowéiert, par rapport zu deem, deen en Tattoo gemaach kritt. Sécherlech geet dat alles an déi richteg Richtung.

An der Kommissioun hate mer effektiv ee Moment d'Diskussioun ëm déi Alterslimit. An ech muss lech soen, datt ech do éischer en Adept vum urspringlechen Text vun der Regierung war, well fir mech d'Fro mat där heiter Dispositioun awer och net klärt, wat da geschitt bei 16-järegem, wéi am Fall vun der Madamm Mergen hirem Meedchen, wou si jo gesot huet: „Op kee Fall hätt ech dat erlaabt mat 16, 17 Joer.“

Wann ee 16, 17 Joer huet, weess een, datt d'Elteren dat net erlaben, mä da mécht een et trotzdeem. Da si mer an der kompletter Illegalitéit. Da ginn et guer keng Norme méi, déi gëllen. An ech weess net, ob mer mat där dofter Regel wierklech jonke Leit e grouse Gefale gemaach hunn, par rapport zu deenen Uspréich, déi mer hunn, wat d'Hygiène, wat d'Propretéit a wat d'Gesondheet ugeet.

Dëst gesot, ënnerstëtze mer d'Gesetz. Et schafft eng Reguléierung an engem Beräich, an deem et bis elo keng ginn ass.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Ech mengen, d'Riednerlescht ass um Enn. D'Wuert huet elo d'Madamm Gesondheitsministesch Lydia Mutsch.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si jo elo schonn iwwer véier Joer net méi Member vun deem héijen Haus hei, awer ech léieren ëmmer nach bäi. Dass den Ötzi Tattooen huet, dat wouss ech nach net, an dass dat Ganzt och schonn zréckgeet op ägyptesch Mumien, dat wouss ech och net. Also, ech si ganz opmierksam gewiescht fir déi vill interessant Zousazinformatiounen, déi ech am Kader vun dëser Debatt haut konnt kréien.

Bon, et ass hei scho vun allen Intervenanten, deenen ech Merci soen a ganz besonnesch natierlech dem Rapporteur, betount ginn, dass et hei drëms geet, enger gesellschaftlecher Realitéit Rechnung ze droen an eis erauszubewegen aus deem Flou, an deem mer haut sinn.

Dofir ass dat a mengen Aen och e ganz wichteg Gesetz, deem mer, wann ech jo allen Intervenante ka gleewen, haut unanime wäerten zoustëmmen. An ech sinn dofir och ganz frou,

dass mer eis eens sinn, wat de Contenu vun deem Gesetz ueget, wat déi spezifesch gesetzlech Virschrëften elo betrëfft, déi, wéi gesot, bis haut inexistent bei eis am Land sinn.

Et ass elo haut méi vum Tattooage geschwat gi wéi vun de Sonnebänken. Trotzdeem ass béides Partie integrante vun deem heite Gesetz. Ech wëll dofir och mam Tattooage ufänken a soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg op alle Fall d'Chance hunn, dass dat, duerch déi vill Gespëcher, déi ech och selwer mam Secteur gefouert hunn, gutt ass, dass mir duerch d'Bänk ewech seriö Leit hunn, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, an ech frou sinn, dass d'Majoritéit vun den Tatoueuere heit zu Lëtzebuerg hir Aarbecht, obwuel mer kee gesetzleche Kader hatten, seriö gemaach huet.

Mä ech kann lech awer just soen: Och de Secteur ass Demandeur fir dee gesetzleche Kader, well wéi an all Secteur gëtt et och hei schwaarz Schof. An et geet einfach drëms, fir déi erauszekriegen aus der Branche. An dofir ass et gutt, dass mer dee juristesche Flou behiwen. An et ass virun allem och gutt, dass mer de Risiko eliminéieren, fir dass mer hei net nëmme kleng Infektiounen opgrond vun hygieneschen Defiziter eliminéieren, mä virun allem och den Infektiounsrisiko fir vill méi schwéier, ustiechend Krankheeten domadder reduzéieren. An dofir sinn och grad déi Dispositiounen ronderëm d'Hygiène, déi an deem Gesetz sinn, esou besonnesch grouss.

Ech denken, an do ware mer eis direkt allegueren eens an der Kommissioun, dass et och wichteg ass, dass hei spezifesch Formatiounen, grad am Beräich vun der Hygiène, ganz bedeiendend sinn an dofir och e wichtegen Deel vun deem Gesetz duerstellen, sief et fir Tattooage, sief et fir Piercing, sief et fir Cutting a Branding, woubäi mer eis allegueren zum Deel geschudert hunn, wou mer déi Fotoe gewisen hunn.

An ech mengen, deen een oder anere vun eis wousst, ier e sech mat deem Gesetz beschäftegt huet, guer net, wat mat Cutting a Branding gemengt wier. An dofir begrëssen ech et och ausdrécklech, dass, éischtens, d'Kommissioun sech familiariséiert huet mat deene ganzen Techniken, dass mer eng engagéiert Diskussioun an der Kommissioun haten an dass mer och, a mengen Aen, déi Dispositiounen am Gesetz all konnten integréieren, déi esou wichteg sinn.

Ech hunn et gesot: Dat heite Gesetz stellt net nëmme eng Protektiounsgrondlag fir déi Leit, déi Client sinn, déi sech wëllen ee vun deenen Agrëffer maache loosse, mä et ass och eendeiteg, an et ass esou geduecht, eng Hëllefstellung fir d'Bedreiwler, déi domadder genee wëssen an och net méi kënne soen, se wësst et net, wat erlaabt ass a wat net. An dat gëtt och deenen, déi an deem Secteur aktiv sinn, eng Rechtssécherheet, déi ech als ganz wichteg ugesinn, well domadder ginn déi ofgeschreckt, déi onseriö sinn an déi de Secteur och net bei sech wëllt.

Et ass hei och ganz vill vu Kontrollmesurë geschwat ginn. Ech kann dat nëmme ennersträchen, wat hei enner anere den Här Graas gesot huet. An eng Bilanzéierung: Dat fannen ech eng wichteg an eng gutt Iddi, zum Beispill och am Zesammenhang mat deenen Erkenntnisser, déi mer ëmmer méi präzis kréien, wat d'Tätowéierungsfuerwen ueget. D'Madamm Lorsché ass besonnesch dorobber agaangen.

Mä ech kann lech zousécheren, Här Graas, dass mir souwisou eis Gesetzer regelméisseg bilanzéieren an hei ganz besonnesch natierlech déi Etüden, déi elo kommen, déi eis zousätzlech och Opschluss ginn iwwer déi méiglech Niewerwicklungen. Do kréie mer all Dag nei Erkenntnisser, déi mir och an eis Reflexiounen afléisse loosse an déi an deenen nächste Joren och kënne an d'Bilanzéierung matafléissen.

Wat awer hei gesot ginn ass, ech mengen, vun allen Intervenanten, och vun der Madamm Hetto, déi hei d'Reflexiounen vun der Madamm Mergen duergeluecht huet: De Schutz vun de Mannerjärege stoung am Fong bei all eise Consideratiounen am Mëttelpunkt. An ech géif soen, dat ass och gutt esou an dat ass och richteg esou. Dat ass och iwwregens net just eis Approche an deem Gesetz, mä a ganz ville Gesetzer, wou et ëm d'Santé publique geet.

An et gouf hei gesot, an ech deelen dat zu 100%, et geet eis mat deem Gesetz net drëms, jonke Leit eppes ze verbidden, an dat kënne mer och souwisou net, mä mir wëlle si awer viru méigleche Gesondheetsschied schützen an och verhënnere, dass mer, an ech denken do virun allem un déi Narben, déi dem Kierper iwwer bestëmmt Techniken zougefuegt ginn, virun allem bei deenen Interventiounen,

déi herno souguer mat enger medezinescher Interventioun absolut net méi réckgäנגeg ze maache sinn an domat eng Hypothék op engem seng Zukunft duerstellen, awer streng virginn an dass mer do och net nëmme am Zesammenhang mat der exzessiver Péng, mat där esou Interventiounen zum Deel verbonne sinn, mä och mat de kierperleche Schied, déi ee sech domadder zoufüügt, awer - wéi soll ech soen? - besonnesch Precautiounen wëllen an dëst Gesetz afléisse loosse.

Zu der Alterslimit: Jo, do hu mer laang an der Kommissioun driwwer geschwat. Ech denken, dass hei de Rapporteur och e ganz, ganz gudd Resumé iwwer déi Diskussioun gemaach huet. Den Här Baum ass och nach eng Käier kuerz a senger Interventioun dorobber agaangen. Bon, mir hunn eis natierlech gesot, an dofir si mer och an deem Gesetz net a Richtung vun engem Verbuert gaangen, wat jo och deen een oder aneren hei ugeduecht huet, well verbidde kënne mer et net... A wann et net zu Lëtzebuerg ass, dann ass et zu Ibiza. Dann hu mer och näischt dovunner.

Mä mir hunn awer, mengen ech, elo dee gudd Mëttelwee fonnt, fir awer och d'Eltere mat an d'Verantwortung ze huelen, wann et drëm geet, fir eng Autorisatioun ze gi bei 16- bis 18-Järege. An ech denken, dass dat e Kompromëss ass, deen absolut richteg ass. An dofir deelen ech och déi Konklusiounen, déi aus deene ganz konstruktiven Diskussiounen vun der Kommissioun erauskomm sinn an an dëst Gesetz agefloss sinn. Dat hu mer elo gutt esou hikritt. An dofir ass dat heiten och e Gesetz, wat eng maximal Akzeptanz hei an der Chamber wäert kréien.

Awer trotzdeem e puer Wieder zu de Sonnebänken, de Solarien, bon, wéi eng Regeln esou do soll suiweieren. Doriwwer gëtt net esou oft geschwat, wéi wa mer an d'Vekand ginn an d'Sonnecreme an d'Wallis paken. Mir wëssen allegueren, dass mer solle virsichteg mat der Sonn emgoen: Mer sollen eis areiwen, mer sollen e Sonnebrëll undoen, idealerweis och nach e klengen Hittchen. Mir schwätzen iwwer Hautkriibs. Eis Gesondheitsdirektioun ass immens aktiv, wat d'Präventiounsmesurë géint den Hautkriibs ubelaangt. An awer, an där Diskussioun kommen d'Sonnebänken ëmmer e bëssen ze kuerz. Vun hinne gëtt net esou vill geschwat. An dobäi misst awer nach méi doriwwer geschwat ginn, well se awer mat Risiko behaft sinn.

An den internationalen Zentrum fir Kriibsfuerschung vun der Weltgesundheitsorganisatioun huet nach ganz rezent drop higewisen, dass UV-Stralen, an zwar och déi vun de Solarien, eendeiteg mat als kribberregend agestuufft ginn. An donieft sinn UV-Strale fir Kanner a Jugendlecher nach méi schiedlech wéi fir déi Erwuessen. An dofir gesäit och dese Gesetzesprojet vir, dass een eréischt ab 18 dierf an de Solarium goen.

Dat héiert sech streng un, mä vill vun den europäesche Memberstate si scho laang op deen dote Wee gaangen, einfach fir déi Jonk ze protegieren, well een dat vläicht ze vill labber ueget an deem Alter. An dofir gi mir och elo an dëselwecht Richtung wéi zum Beispill eis belsch Noperen, Däitschland oder och Eisträich a Portugal. An dofir gëllt och hei eng Meldeflicht fir e Studio, wou déi Servicer ugebuede ginn.

Et gëllt, verschidde Kategorië fir d'Geräter anzeféieren, woubäi déi stärkst Apparater dann net méi einfach esou kënne verkaaft oder benotzt ginn. Sonnestudioe mussen Affichen ophänken, déi iwwer déi gesondheetlech Risiken informéieren. Dat ass vläicht net ganz dekorativ, mä dat ass awer aus Grënn vun der Santé publique absolut noutwendeg. An och hei gëllen natierlech Hygiënesregelen an d'Formatioun vum Personal, genee wéi och Virgespëcher. Ech denken, dass dat ganz wichteg ass. An dat gëtt eis och gutt Méiglechkeeten, fir ze kontrolléieren a fir och déi Strofen ze applizéieren, wann et dann ebe muss sinn.

Ech sinn elo ganz interesséiert, ob dann deen een oder anere sech herno vläicht nach out, well mer hu jo elo nëmme hei héieren, wien net tätowéiert ass. Mä wann déi Statistiken, déi an eisen Nopeschlänner zum Deel bestinn, op Lëtzebuerg applizéiert ginn, da sinn der heibannen op d'mannst eng hallef Dosen, déi awer tätowéiert sinn.

(Brouhaha)

Ech wëll et guer net wëssen, Här President. Dat geet mech och guer näischt un, well dat ass eppes ganz Perséinlech.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dat hat awer elo aneschtos geklongen.

► **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*.- Dat ass eppes ganz Perséinlech, Här President.

(Hilarité)

Awer wat net perséinlech ass, dat ass de Schutz vun eiser Populatioun an dat ass virun allem de Schutz vun de jonke Leit. An et ass dat, wat den Haaptinhalt vun deem Gesetz ass. An dofir sinn ech zefridden iwwer déi Diskussioun, déi mer hei gefouert hunn. An ech hoffen och op eng ganz breet Zoustëmmung a soe Merci fir déi interessant Diskussioun hei an der Chamber an och an der zoustänneger Kommissioun.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Domat wäre mer dann um Enn vun eise Diskussiounen ukomm a mer géifen zu Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7000 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7000 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreicht, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

Mir hu 60 Jo-Stëmmen, also eng Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Boffierding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

3. Ordre du jour

An ier mer zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour iwwerginn, wollt ech der Chamber eng kleng Ännerung vun eise Ordre du jour vu muer proposéieren. Mir géifen, wann Dir domat d'accord sidd, d'Punkten 3 a 4, zwee Modèles de base, am Ufank vun der Sëtzung an Ugrëff huelen a géifen da mat deem normalen Ordre du jour weiderfueren. Et ass ëmmer, souwäit ech dat gesinn, deeselwechte Minister an d'Kollegen, déi gefrot gi sinn, d'Fraktiounscheffen, si mat där lichter Adaptatioun d'accord.

Ass d'Chamber och domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen, eng Orientéierungsdebat iwwer Liewensmëttelverschwendung oder besser, wéi een déi Verschwendung ka verhënnere. Den éischte Riedner ass de Rapporteur fir déi Debatt, den Här Laurent Zeimet. An den Här Zeimet huet direkt d'Wuert.

4. Débat d'orientation sur le gaspillage alimentaire

Exposé

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Merci, Här President. „Rapporteur“ war elo e grousst Wuert. Ech kommen dorobber zrëck. Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech denken, ech soen lech näischt Neies, wann ech lech soen, dass mer an enger verréckter Welt liewen.

► **Une voix**.- Déi eng méi, déi aner manner.

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Déi eng méi, déi aner manner.

► **M. André Bauler** (DP).- Dat ass awer näischt Neies.

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Verréckt Leit virun allem.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- De Generalsekretär vun der CSV muss dat wëssen.

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Da weess en op d'mannst, vu wat e schwätzt. Do hutt Der recht.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Kollegen, elo gi mer erëm an déi seriö Matière eran. Här Zeimet.

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Här President, déi eng, déi hunn net genuch z'iesse, déi aner hale Regimm oder verbëtze Liewensmëttel. A mir verbëtze Liewensmëttel net nëmme doheem, mä schonns bei der Produktioun, dem Transport, dem Verkaf an an der Restauratioun. An des Realitéit, dat ass en etheschen an en ekonomesche Problem. An des Realitéit steet am krasse Widdersproch zu eisen nohaltegen Uspréich an eise Beméiungen am Klimaschutz.

Eng Foto vu Poubellé virun enger Bäckerei hei an der Stad huet virun enger Zäit e Stuerm vun Entrüstung ausgeléist. Natierlech schockéiert et, wann ee Liewensmëttel gesäit, déi ewechgehäit ginn, a wann ee weess, dass et vill Mënsche gëtt, déi net genuch z'iesse hunn, fir kënne ze iwwerliewen.

Mä um Pranger stoung eigentlech net déi Bäckerei, um Pranger stoung mir. Mir a wéi mer selwer mat eise Liewensmëttel emginn. D'FAO, d'Ernährungs- a Landwirtschaftsorganisatioun vun de Vereenten Natiounen schätzt, dass all Joer 1,3 Milliarden Tonnen u Liewensmëttel verbëtzt ginn. Een Drëttel vun der weltwäiter Liewensmëttelproduktioun géif esou verluer oder ewechgehäit ginn.

An der Europäescher Unioun ginn 100 Milliounen Tonnen u Liewensmëttel ewechgehäit. An hei bei eis schätzt d'Regierung de Gaspillage alimentaire op 68.000 Tonnen d'Joer oder 124 Kilo op de Kapp. Domat géife mer liicht ënnert der europäescher Moyenne leien.

Wou entstinn déi Verloschter bei eis? No der Etüd vun der Regierung entstinn 72% bei de Menagen doheem, 11% an der kollektiver Restauratioun, 9% an der Gastronomie, 7% an anere Commercen.

Här President, als CSV hu mer am Joer 2015 ugefaangen, eis mam Sujet vum Gaspillage alimentaire auserneezen. Deemools war a Frankräich grad och en Text gestëmmt ginn an et huet eis sënnvoll geschéngt, dëser Fro och bei eis nozegen. Deemools louchen nach keng Zuele vir, wéi et mam Verloscht vu Liewensmëttel hei am Land wier. A mir haten do vun August bis Oktober am Joer 2015 eng Rei vun Entrevuen a Gespëcher, fir eis e Bild iwwer d'Situatioun bei eis am Land ze maachen.

Mir hunn eis mat Initiative wéi dem Cent Buttek an der Banque alimentaire gesinn, déi sécher eng Virreiderroll an der Vermeidung vum Gaspillage alimentaire spillen an och eng sënnvoll Emverdeelung am Benevolat leeschten.

600 Tonne Liewensmëttel gi vun deenen dräi Cent-Butteker zu Beggen, zu Péiteng an zu Beetebuerg all Joer verdeelt. 230 Benevoller erméigleche 588 Stéit, mam Accord vun den Offices sociaux, hir Liewensmëttel an aner Produiten an de Cent-Butteker kënne ze kréien.

A wéi de President vun der däitscher Caritas festgestallt huet, erméiglecht esou eng Initiativ - bei hinnen d'Tafel, bei eis de Cent Buttek - et, dass u sech déi Leit hiert Akommes aneschtens kënne opdeelen, well se ebe bei de Käschte vun de Liewensmëttel esou kënne spueren.

Mir waren och bei der Stëmm vun der Strooss, déi Liewensmëttel, déi net méi verkaaft kënne ginn, verwäerten, weiderverschaffen a verdeelen. Mir hu mat der ULC iwwer d'Sensibiliséierung an d'Informatioun vun de Konsumenten diskutéiert, mat der Horesca an der Chambre des Métiers iwwer hir Efforten, fir Verschwendung ze vermeiden, awer och iwwer déi Hürden, déi se am Alldag begéien.

D'Fro, där mer deemools nogoungen, war déi: Miste mer als Legislativ aktiv ginn, fir d'Verschwendung vu Liewensmëttel ze begrenzen? An d'Reaktioun vun eise Gespëchspartner war ganz ënnerschiedlech, mä dräi Punkte koumen ëmmer erëm: éischtens, d'Konfusioun iwwer déi verschidden Haltbarkeetsindikatiounen op de Produiten, dass d'Leit se net richteg verstinn, falsch interpretéieren; déi zum Deel strikt Virschrëften an der Sécurité alimentaire, déi d'Handhabung net ëmmer einfach maachen; an och bei den Initiativen awer eng Rei vu Finanzéierungsschwierigkeeten.

Duerch déi besote Foto vun der Bäckerei krut d'Diskussioun ëm de Gaspillage alimentaire eng nei Dynamik. Eng Rei vu Kollegen hei aus dem Haus hu Froen zu deem Thema un d'Regierung gestallt. Eis Fraktioun huet dunn de 27. Abrëll 2016 een Débat d'orientation mat Rapport uegfrot, deem dës Chamber zougestëmmt huet. An duerno ass leider laang näischt méi geschitt.



Mir hu matkritt, hannert de Kulissen, dass et sech an der Majoritéit wuel net ganz eens war, a wéi enger Kommissioun oder a wéi enger Kommissiounen de Sujet sollt thematiséiert ginn. Dat, well et och an der Regierung esou war, dass et e gewéssent Kompetenzgerangel gouf tëschent dem Landwirtschaftsminister, der Ëmweltministesch an der Gesondheitsministesch.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!
(*Interruption*)

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Mä, Här President, dat war net de But vun eiser Demande. Normalerweis géif sech eng Opposition jo freeën, wa se Kuddelmuddel an enger Regierung ka provozéieren, mä hei war dat emol net eis Absicht. Eis ass et dréms gaangen, fir iwwert dee Sujet kënnen ze diskutéieren, an ob dat elo an enger oder méi Kommissiounen de Fall gewiescht wier, wär eis och nach egal gewiescht, well et ass jo och eng transversal Froestellung, déi méi Secteuren a méi Ministere betrëfft.

An ëmsou méi komesch war et jo, dass et esou laang gedauert huet, bis mer dat an de Kommissiounen op den Ordre du jour kruten, well d'Regierung jo u sech aktiv an deem Sujet war. Et gouf eng Etüd zum Gaspillage alimentaire erëstallt an am Oktober 2016 en interessante Colloque um Kierchbierg organiséiert. Et gouf eng Sensibiliséierungscampagne AntiGaspi lancéiert mat Infomaterial, Mediacampagne an esou weider. Et goufe Charten ënnerschriwwen mat Akteuren um Terrain, an 61 Gemenge konnte gewonnen ginn, fir e Pakt AntiGaspi ze ënnerstëtzen. Gutt Schrëtt also, déi gemaach goufen.

Dofir konnte mer ëmsou méi net novollzéien, dass et esou laang gedauert huet, bis mer de Sujet dann an d'Chamber kruten. Nëmme nodeems mer nach e puermol insistéiert hunn, koom et dann am November vum leschte Joer zu enger Jointe vun der Ëmwelt-, der Santé- an der Agrarkommissioun. Mä déi Sitzung huet sech eigentlech op e Resumé limitéiert vum Agrarminister senger Campagnen, der Ëmweltministesch hiren Absichten an der Santéministesch hiren Bedenken.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Wierklech ausserneegeat gouf sech mam Sujet net. An och zu enger Nobereedung an de Kommissiounen ass et leider net komm. Also amplatz dass mer hei an der Chamber eng Initiativ ergraff hätten, maache mer, well d'Majoritéit dat gären esou hätt, just dat, wat d'Regierung wëllt.

Här President, bei deem Echange am November 2017 huet de Landwirtschaftsminister mat Recht op den europäeschen Niveau higewisen. En huet erkläert, dass zu Bréissel dräi Lignes directrices géifen diskutéiert ginn: eng iwwert den Don alimentaire, eng iwwert de Gebrauch vu Liewensmëttel als Fudderemittel an eng iwwert déi verschidden Dates limites.

Haut kéint de Minister vläicht dann d'Chamber an d'Bild setzen, no véier Méint, wou déi Diskussiounen um europäeschen Niveau dru sinn. Nach méi interesséiere géif eis awer, wat d'Regierung da vu Positiounen an deenen dräi Froen vertrat huet. A mir géifen och gäre froen: Wéi positionéiert d'Regierung sech zum Rapport an der Resolutioun vum Europaparlament vum Abrëll vum leschte Joer zum Sujet vum Gaspillage alimentaire?

An an deem Zesummenhang wëilt ech op ee Spezialrapport vun der Europäescher Cour des comptes hiweisen, déi 2016 e méi kritesche Bléck op déi europäesch Politik géint de Gaspillage alimentaire geworf huet.

Deemoos gouf vun der Cour eng besser Coordinatioun vun de Strategien, souwuel vun der Kommissioun wéi och vun de Memberstaten, an eng Harmoniséierung ugereegt. Wat den Don alimentaire ugeet, huet sech d'Cour fir eng Klärung vun den Interpretatiounen vun deene verschiddene Virschrëften ausgeschwat, dëst am Sënn vun enger Vereinfachung.

Här President, d'Madamm Ëmweltminister huet an der Sëtzung vum November 2017 den neien Offallplang zitëiert a gemengt, e géif och konkret Mesurë géint de Gaspillage alimentaire enthalen, wéi zum Beispill eng Reduzéierung ëm 50% bis 2022. Dobäi ass awer ze bemerken, dass eng Reduzioun ëm 50% bis 2022 keng konkret Mesure ass, mä eng Zilsetzung. An déi spannend Fro ass, wa mer eis dat Zil wëllen zesumme setzen: Wéi gedenkt d'Regierung, dat Zil a véier Joer, wat jo och net méi allze laang ass, dann ze errechen?

D'Madamm Minister huet och anoncéiert, et géif eng Taskforce agesat ginn. Eng Taskforce, déi géif epauléiert ginn, där géifen zwou Aarbechtsgruppen niewendrugestallt ginn: eng fir d'Sensibiliséierung an eng fir d'Präventioun. Dozou wär interessant ze wëssen: Wéi ass déi Taskforce zesummegesat? Huet se elo no véier

Méint hir Aarbecht opgeholl? A ginn et och vläicht schonn éischt Konkursiounen vun där Taskforce?

D'Madamm Gesondheitsminister, déi huet op den enke Kader vun der Sécurité alimentaire higewisen. Déi dräi Regierungsmembere ware sech awer an engem Punkt op alle Fall eens, op d'mannst am November 2017, well si hunn allen dräi erkläert, dass se kee Besoin géife gesinn, fir am Moment um legislative Plang aktiv ze ginn.

An domat wär ech dann erëm bei der Fro, déi mir eis als CSV och gestallt hunn am Joer 2015 an eise Gespréicher mat den Akteuren um Terrain: Misst de Legislatuer aktiv ginn? A wa jo, wou misste mer usetzen?

Kucke mer nach eng Kéier zrëck, wou bei eis Liewensmëttel verbëtzt ginn: 72% bei de Menagen, 11% bei der kollektiver Restauratioun, 9% bei der Gastronomie, 7% bei anere Commercen.

Wann d'Stéit also fir 72% vum Verbëtze responsabel solle sinn, da muss mer eis Sensibiliséierungsefforten natierlech net nëmme weiderféieren, mä och nach verstärken. D'Tipps, déi Der och an der Campagne lancéiert hutt, si bekannt. Et soll ee bewosst akafen. Et soll ee mat enger Lëscht an de Supermarché goen. Et soll ee säi Frigo an der Rei halen an esou weider an esou fort. Mä eng Campagne an de Site ginn net duer, well d'Informatiounen dozou, déi fannen ech jo nëmme, wann ech se wëll fannen, wann ech mer se siche ginn.

Eng Broschür oder zwou maachen et och net, well déi landen iergendwou, gi vläicht duerchgebliedert, sinn awer och séier erëm vergiess. A mir zweifelen och e bëssen drun, dass et ëmmer dee beschte Wee ass, dat iwwer Regierungspublikatiounen ze maachen, ob dat ëmmer esou ukënnst bei de Leit, wéi mer eis dat denken, wa se u sech vun eis, vun der Regierung beléiert ginn.

An en neit Zauberwuert heescht jo „nudging“. „Nudging“ kéint een op Lëtzebuerger iwwersetze mat ustupsen. Hei geet et dréms, fir u sech ouni vill Reglementatioun a Verbuert d'Leit zu engem bestëmmte Choix ze bewegen. An deemem Fall wär dee bestëmmte Choix jo u sech, méi bewosst ze consomméieren an net méi ze verbëtzen.

Et wär also spannend, ze wëssen: Wéi kéinte mer d'Leit a wéi eng Richtung stupsen, dass se eben dee richtige Choix géifen huelen? Dir kennt d'Beispill sécherlech alleguer oder Dir kennt jo vläicht och Leit, déi e Juggurt net méi iessen, wann den Datum ëm een Dag verfall ass, esou wéi wann iwwer Mëtternuecht de Juggurt am Frigo géif sauer ginn. Et schéngt, wéi wa verschidde Leit keng Nues a kee Goût méi hätten a sech net méi géifen trauen, nach selwer erauszefannen, ob de Juggurt z'iesse wier oder net. Ech denken, dass een och hei mam Ustupse kéint weiderkommen, zum Beispill wann ee mam Präis géif spillen a wann een och do d'Leit méi géif drop sensibiliséieren, dass se sech emol selwer erëm vertrauen, hirer Nues an hirem Goût.

Mir sinn awer och der Meenung, dass een net déi ganz Responsabilitéit fir de Gaspillage alimentaire ka bei de Verbraucher ofueden. Och d'Distributioun, d'Supermarché muss méi Responsabilitéit iwwerhuelen.

Brauche mer wierklech geschietent Uebst a Plastikbarquetten?

► **Plusieurs voix.** - Neen!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Brauche mer portionéiert Uebst a Mëtschen a Plastikverpackungen?

► **Plusieurs voix.** - Neen!

(*Hilarité*)

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Kënnst hei d'Offer der Demande oder net éischter awer d'Demande der Offer no?

► **Une voix.** - Richteg!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - E gudde Kolleg hat invitéiert, e war virun an de Supermarché, wollt Meloune kafen, zwou, well et war méi eng kleng Gesellschaft. Do ass e mat sengen zwou Meloune bei d'Keess komm a wollt déi da bezuelen. Du sot d'Madamm, dat géif awer net goen. Du frot hien: „Firwat dann net?“ - „Majo, well déi an der Reklam sinn. Do muss een eng Këscht mat sechs kafen.“ Du sot hien: „Ech brauch der awer nëmme zwou.“ Do huet en awer mussen déi sechs kafen. Et ass esou ausgaangen, dass mer owes just Ham kruten.

(*Hilarité*)

(*Interruption*)

Voilà! Duerfir mengen ech: Och d'Supermarchéen an hir Politik, déi se féieren, fir d'Saachen un d'Leit ze bréngen an d'Leit och heiansdo ze verfieren, méi ze kafen, misst

geännert ginn. An do muss vläicht d'Regierung de Commerce ustupsen.

Ass et och sënnvoll, dass mer ëmmer voll Regaler musse virfannen? Ass et sënnvoll, dass mer Präsentatiounsdescher mat vill Dekouebst mussen hunn, just fir dass et ëmmer voll a schéin ausgesäit? Muss dat Uebst ëmmer nach enger Norm entsprechen? Dir kennt d'Beispill vun de richte Kornschongen an de kromme Banannen.

► **Une voix.** - Dat ass d'EU...

(*Interruptions*)

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Wéi gesinn déi...

Neen, dat ass net méi d'EU! Dat ass jo de Punkt! Mä et gëtt awer nach esou weidergefuert. An duerfir misst een eng Kéier kucken: Wéi gesäit et bei de Cahier-de-chargé vun eise Supermarchéen aus?

Mir soen net, dass een elo muss direkt alles legerféieren, mä et sollt een awer mat hinnen dorivwer misse schwätze kënnen. Well d'Produktioun vun all deene Produiten, déi ewechgehait ginn, déi kascht natierlech Geld, déi kascht Energie an déi kascht Ressourcen. A méi problematesch gëtt et jo och nach, wann et grad produzéiert gëtt a Länner, wou d'Leit selwer net genuch hunn, déi nach selwer musse méi bëleg produzéieren, fir dass mir hei dese System kënnen oprechterhalen.

Et misst een aktiv ginn och bei der kollektiver Restauratioun. Och hei kann een op de Client setzen, och dee kann een ustupsen, andeems een d'Saachen aneschtters präsentéiert, fir dass en de Choix méi responsabel kann huelen a säin Teller vläicht nëmme esou voll mécht wéi dat, wat e wierklech wëlles huet z'iesse.

Mä och hei muss mer bei de Bedreier vun deene kollektive Restauratiounen usetzen. Verschiddener maache sécherlech Efforten, hu Charten ënnerschriwwen, mä och dat kéint ee generaliséieren. An d'Gemengen hunn och - 61 dovun - de Pakt schonn ënnerschriwwen oder Resolutiounen zum Sujet geholl. Mä hei stelle sech d'Froen: Wéi ass de Suivi dovunner? Bleiwe mer hannert de Gemengen? Begleede mer se do op deem Wee? Wat geschitt konkret um Terrain?

Da stelle sech natierlech och Froen zur Sécurité alimentaire an ob all Regeln, déi esou opgestallt ginn - bestëmmt mat gudder Absicht -, mä se sinn net ëmmer ganz zweckdenglech (veuillez lire: och wierklech ëmmer ganz zweckdenglech sinn), well si droen dacks anderzou bäi, dass grad d'Verbëtze vu Liewensmëttel méi grouss gëtt. An duerfir denke mir, dass een och do verschidde Bestëmmunge sollt hannerfroen.

A bei der Restauratioun, do misst ee jo eigentlech kënnen dervun ausgoen, dass d'Restaurateuren en eegenen Interêt dorunner hunn, fir de Gaspillage ze vermeiden. Mä och denke mer, dass hei nach Sputt no uewen oder villméi no ënnen ass, fir nach manner ze verbëtzen. Et gëtt d'Beispill vum Doggybag, vum Rest-O-Pack, déi d'Méiglechkeet ginn, dann och d'Lesen, wat een net gepackt huet, kënnen mat heemzuelen, méi kleng Portiounen ze zerwieren, aner Menükaarten unzebidden. Alles dat, mengen ech, ass bekannt, mä sollt konsequent dann och promovéiert ginn.

Mir mengen, dass een och déi Initiative sollt weider ënnerstëtzen, déi sech engagéiere géint de Gaspillage alimentaire, déi och eng aner Verdeelung vun deene Liewensmëttel, déi net méi kënnen verkaaft ginn, assuréieren. Haut gi se dat dacks vun de Gemengen. Vill Supermarché schaffen och mat hinnen zesummen. A Frankräich si se dozou verpflichtet. Mir denken, dass een hei nach net muss esou wäit goen, mä dass een awer déi fräiwëlleg Basis sollt weider a virun allem fir se allegueren encouragéieren, wéi gesot och an déi Richtung stupsen.

A firwat sollt een net och déi kënnen belounen, déi sech engagéieren, a vläicht déi nach méi belounen, déi sech nach méi wëllen engagéieren?

Här President, mir sinn der Meenung, mir bräichten e kohärenten a koordinéierten Aktionsplang géint de Gaspillage alimentaire. E Plang, un deem senger Ausschaffung des Chamber da sollt associéiert ginn. Bewosst consomméieren heescht fir eis och, regional ze consomméieren, seng Saisonen ze kennen. An duerfir wëlle mer dat och weider ënnerstëtzen. A mir wëilten eis Reglementatiounen, wéi gesot, analyséieren an iwwerdenken, wa se de Gaspillage vu Liewensmëttel éischter férdere wéi vermeiden.

An an deem Sënn an zu dese Punkten, Här President, géif ech mer erlaben, eng Motioun ze deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que le gaspillage alimentaire est chiffré à 68.000 tonnes par an au Luxembourg;*

- *considérant que le Gouvernement entend réduire cette quantité par 50% jusqu'à l'horizon 2022;*

- *considérant les efforts de sensibilisation entamés;*

invite le Gouvernement

- *à maintenir les efforts de sensibilisation contre le gaspillage alimentaire;*

- *à élaborer un plan d'action coordonné pour lutter contre le gaspillage alimentaire avec tous les acteurs concernés;*

- *à associer la Chambre des Députés à l'élaboration du plan d'action;*

- *à promouvoir la consommation de produits régionaux et saisonniers dans les restaurations collectives;*

- *à favoriser la collaboration de la grande distribution avec les initiatives sociales;*

- *à analyser si la réglementation concernant l'hygiène alimentaire peut être révisée afin d'empêcher le gaspillage alimentaire.*

(s.) *Laurent Zeimet, Martine Hansen, Octavie Modert, Marco Schank, Claude Wiseler.*

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hätt ganz gären elo dem Rapporteur Merci gesot, wa mer e Rapport gehat hätten, wat mer leider net hunn, well mer dese Debat net esou gefouert hunn, wéi mer eis dat virgestallt haten, mä ech soen lech awer Merci fir Är Opmierksamkeit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Graas mécht e Fanger.

(*Interruptions diverses*)

Jo, et deet mer leed, ech hat den Här Zeimet awer zum Rapporteur gemaach.

(*Hilarité*)

► **M. Gusty Graas (DP).** - Entschëllegt, Här President, just ganz kuerz. Seng lescht Remark kann ech awer net ganz deelen. Souvill ech weess, war d'CSV awer net dergéint, dass mer kee Rapporteur genannt haten zum Schluss.

(*Interruption par M. Laurent Zeimet*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Dir dierft nach eng Kéier.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Ouni dat elo zu engem Beeteburger Debat hei ze maachen, wëll ech awer drun erënneren, dass dat am November 2017 war, wou mer gesot hunn: „Elo mécht dat kee Sënn méi.“ Ech erënneren awer nach eng Kéier drun, dass den Debat am Abrëll 2016 ugefrot gouf, mat Rapport!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mat Rapport!

(*Brouhaha et hilarité*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da gi mer dervun aus, dass Der alleguer Rapporteur sidd. An den nächste Rapporteur, den Här Frank Colabianchi, huet d'Wuert. Här Rapporteur!

Débat

► **M. Frank Colabianchi (DP).** - Merci dem Här Zeimet fir säi flotte Rapport.

(*Hilarité*)

En huet fir Animatioun gesuergt, dat ass ëmmer flott.

(*Hilarité et interruptions*)

Ech wäert och nach eng dropsetzen duerno.

Här President, léif Kolleegen, d'Liewensmëttelverschwendung, de Gaspillage alimentaire, ass e Sujet, deen eis allegueren eppes ugeet, net nëmme eis Politiker, mä all Konsument, ob jonk oder al. An et ass schonns méi wéi erstaunlech, dass d'Politik dëst Thema an d'Vitrinn setze muss, well et dach eng Selbstverständlechkeet misst sinn, d'Liewensmëttel schätzen ze wëssen. Am Laf vun der Zäit schéngt de Respekt virun den lesswueren allerdéngs verluer gaangen ze sinn.

Fréier krut een oft gesot: „Less d'äin Teller eidel!“ oder „Huel net méi op den Teller, wéi s de packs!“ Dëst ware Sätz, déi méi wéi eng Kéier doheem oder bei der Bom beim Mëttesdësch gefall sinn. Dëst huet menger Generatioun an deene virdu Respekt virum lesse mat op de Wee ginn. E bewossten Émgang mat den lesswueren ass een esou geléiert ginn. Et war eng Selbstverständlechkeet, keng Bëtze ze maachen.



Här President, haut ass dat zu engem groussen Deel anescht, well dese Reflex ass bei ganz ville Leit mat der Zäit verluer gaangen. U wat läit dat? Nun, ganz sécherlech un der Tatsaach, dass et eiser Populatioun haut besser geet, dass méi a vill lesswueren zur Verfügung stinn. De Gaspillage alimentaire ass e verbreete Phänomeen an eiser Gesellschaft, an ech hunn och dofir ganz bewusst virdru vun „eiser“ Populatioun geschwat, well wann een haut seet, „iess dän Teller wann ech gelift eidell“, soll an därer een net vergiessen, dass ganz vill Mënschen an eiser Zäit virun engem eidelen Teller setzen.

Jo, et kann een net oft genuch widderhuelen an ënnersträchen, dass et ronn eng Milliard Mënsche ginn, déi all Dag net genuch z'iesse hunn, an dass gläichzäiteg bal en Drëttel vun alle Liewensmëttel, déi op dëser Welt produzéiert ginn, ewechgehäit ginn.

Wann ee sech dëst virun Aen hält, da versteet een, dass hei eppes falschleef an eppes geschéie muss. De Gaspillage alimentaire, d'Verbëtzten, d'Verswende vun de Liewensmëttel, muss thematiséiert ginn an an de Käpp vun de Leit ukommen. Dofir ass d'DP frou, dass d'Regierung sech dësem Problem ugeholl huet. Am Koalitiounsaccord steet am Kapitel vun der Landwirtschaft an dem Konsumenteschutz, dass de Konsument sensibiliséiert muss ginn a léiere muss, e Produkt wäerteschätzen. Jo, dat ass wichteg! Et misst u sech eng Selbstverständlechkeet sinn, ass et awer leider haut an eiser Zäit an an eiser Gesellschaft vu Wuelstand an Iwwerfluss oft net méi an ëmmer manner.

Här President, léif Kolleegen, mir alleguer mierken awer och, dass vill Jonker vun haut net méi wëssen, wou eis Produkter eigentlech hierkommen. Neen, Uebst a Geméis wuessen net am Supermarché! An d'Mëllech an de Kéis hunn eng aner Virgeschicht wéi eng Cola. An, wat vill Leit och vergiessen, ass, wéi vill Aarbecht, Schweess, Asaz a Wëssen eigentlech hannert der Produktioun vu Liewensmëttel stiechen!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Frank Colabianchi (DP).** - An dann och nach wichteg: Fir Liewensmëttel ze produzéieren, brauch een net nëmmen den Know-how vum Bauer. Neen, et brauch een Energie, Buedem, Waasser, Ressourcen, déi net onendlech sinn. A genau dofir ass et och esou wichteg, dass déi Liewensmëttel, déi eis Landwirtschaft produzéiert, bei eis am Mo solle landen an net zu engem groussen Deel an der Poubelle.

Dat ass näamlech net nëmme respektlos vis-à-vis vun eise Baueren, vun eise Produzenten, mä et ass och eng grouss Verschwendung vun natierleche Ressourcen.

Här President, d'Demokratesch Partei begréisst d'Efforte vum Landwirtschaftsminister Fernand Etgen, fir d'Konsumenten ze sensibiliséieren, fir dass se erëm de Wäert vun de landwirtschaftleche Produkter schätze léieren, an déi ganz Aarbecht, déi derhannert stécht, respektéieren.

Et muss nees zu engem bewossten, engem respektvollen Émgang mat den lesswueren kommen. Derniewent muss de Konsument och léieren, e faire Präis fir Qualitätsproduiten ze bezuelen.

Deen Deel vun eisen Depensen, déi mir zu Lëtzebuerg fir Liewensmëttel ausginn, ass an de leschten Decennii stänneg erfogaangen. Hei zu Lëtzebuerg gëtt e Stot duerchschnëttlech momentan nëmme ronn 10% vu sengem Budget aus, fir sech ze ernären. An dat ass natierlech och e Grund, firwat esou vill ewechgehäit gëtt. De Präiskampf vun de Liewensmëttel huet als Konsequenz, dass viles ganz nom Motto „Geiz ist geil“ zu engem Spottpreis ugebuete gëtt an dass een oft méi keeft, wéi een iwwerhaapt konsuméiere kann an de Caddy iwwerfëllt ass. Et kascht jo näischt!

Här President, léif Kolleegen, fir géint d'Liewensmëttelverschwendung virzegoen, kann een awer elo net eleng de Konsument cibléieren an als eenzege Responsabelen designéieren. Dat wär de Problem dach ze vill einfach duergestallt. Et geet definitiv net duer, nëmmen d'Konsumenten ze sensibiliséieren. Neen, et muss een den Hiewel op verschiddenen Niveauen usetzen, an zwar vun der Produktioun iwwert d'Transformatioun an d'Distributioun bis hin zur Restauratioun.

D'Demokratesch Partei begréisst an deem Kontext d'Campagne „Zesumme géint Liewensmëttelverschwendung“ vun eise Landwirtschafts- a Konsumenteschutzminister Fernand Etgen. Besonnesch den „Zesummen“ ass an dësem Kontext wichteg! Ewéi esou oft, ass et och beim Gaspillage alimentaire wichteg, dass een zesummen un engem Strang zitt, dass ee breet opgestallt d'Problematik ugeet a ver-

schidde Ministère zesummeschaffen. D'Efforten, fir géint d'Liewensmëttelverschwendung virzegoen, muss kollektiv sinn an op verschiddenen Niveaue geschéien.

Genausou wéi beim Klimaschutz, Ëmweltschutz oder soss vill anere problemateschen Themenberäicher, muss een e kollektivt Bewosstsinn fir de Problem Liewensmëttelvergeudung schafen. Sensibiliséieren ass primordial, awer wéi esou oft dauert dee Prozess natierlech e bëssi, fir dass dat bei de Leit an de Käpp ukëent.

Ech ka mech erënneren, wéi mer zu Lëtzebuerg ugefaangen hunn, eisen Offall ze trennen an a verschidde Poubellen ze geheien, fir en duerno ze recycléieren an ze revaloriséieren. Dat hu mir och net vun haut op muer gemaach, mä dat war e laangwierige Prozess, deen och op d'Akzeptanz vun der Gesellschaft opgebaut gouf. Haut ass et selbstverständlech, dass mir Glas an de Glascontainer an de Pabeier an d'Pabeierspoubelle geheien. Jo, et ginn haut Gemengen, déi véier verschidde Poubellë regelméisseg eidel gemaach kréien, den Tri also ganz wäit dreiwien, jo souguer d'Entsuerger op d'Gewiicht verrechnen an esou de Prinzip vum Pollueur-payeur applizéieren, wat bei de Leit eng ganz positiv Prise de conscience bewierkt a sech schlussendlech positiv an deenen hirem Portmonni erëmspigelt.

Ech hoffen, dass de respektvollen Émgang mat Liewensmëttel eng Kéier genausou selbstverständlech wäert sinn, wéi et de Recycling hautdesdaags ass, an dass mir et fäerdegbréngen, och hei richteg Reflexer ze iwwermëttelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun annerhallwem Joer huet de Minister Fernand Etgen d'Campagne „Zesumme géint Liewensmëttelverschwendung“ gestart. Zënterhier ass scho vill geschitt. Niewent dem Internetsite antigaspi.lu, deen iwwregens an den éischten dräi Wochen iwwer 10.000-mol ugeklickt gouf, gouf och eng Broschür ausgeschafft, an där een Ustéiss a Rotschléi kritt, wat een als Bierger, als Konsument géint d'Liewensmëttelverschwendung maache kann.

Besonnesch déi sougenannte sechs gëlle Regele sinn einfach ëmzesetzen an immens effikass, fir manner Reschter mussen ewechgeheien. Am Kader vun dëser Campagne gouf a kuerzer Zäit immens vill organiséiert: eng Konferenz mat den Akteure vum Liewensmëttelberäich, fir sech iwwert d'Best Practices auszutauschen, eng AntiGaspi-Woch am Fundamentals mat Workshoppen, wou renommiert Käch mat de Kanner lesse mat Reschter gekacht hunn, eng Mediecampagne, en Anti-Gaspi-Menü, eng AntiGaspi-Woch an de Lycéien an Zesummenaarbecht mat Restopolis et j'en passe.

Als Enseignant fannen ech et och grad wichteg, dass d'Kanner an d'Jugendlech un dës Problematik erugefouert ginn. Ech soen ëmmer: Wat een als Kand net geléiert huet, ass engem herno schwéier bäizebréngen. Dofir ass deen Usaz fir mech genau dee richtegen, fir déi richteg Reflexer vu kleng op ze vermëttelen.

En aneren Usaz, deen de Landwirtschafts- a Konsumenteschutzministère lancéiert huet, ass de schonns ugesprochenen nationale Solidaritéitspakt mat de Gemengen, fir zesumme géint de Gaspillage alimentaire virzegoen.

Och d'Gemeng Bartreng huet sech dëser Cause ugeschloss. A wann een haut um Site antigaspi.lu d'Landkaart vun de Gemenge kuckt, déi sech dësem Pakt ugeschloss hunn, esou gesäit een, dass et der net méi vill ginn, déi dat nach net gemaach hunn. Et ass wouer, dass een op lokalem Niveau méi Afloss huet, wéi wann een eppes vu ganz uewen erof diktéiert. Et kennt ee seng Leit a seng Strukturen an et weess een, wou een et nach besser ka maachen.

Zu Bartreng, wou mir eis Maison relais selwer bedriewen, hu mir zum Beispill scho säit véier Joer kee klassische Menüservice méi an eise Restaurants scolaires. Neen, mir sinn op de Buffetsystem eriwewegeswicht, wat heescht, dass eis Schoukanner sech um Buffet selwer kënnen zerwéieren, dat wielen, wat si wëllen, esou oft an esou vill se wëllen.

D'Eltere stoungen dëser Initiativ ufanks ganz skeptesch vis-à-vis. An ech muss soen, dass meng Begeescherung an de Reunionen am Virfeld mat der Equipe éducative sech och a Grenze gehalten huet. Ganz séier hu mir awer gemierkt a gesinn, dass, wann ee Kand sech selwer kann zerwéieren, et éischtens nëmmen dat op den Teller hëlt, wat et och gär wëllt iesse, an zweetens mécht et den Teller net esou voll wéi verschidden Erwuessener am All-inclusive-Hotel.

Kanner schéngen do e bësse méi rasonabel ze sinn. Si kréie bei eis och aktiv gesot, dass se roueg manner oder e bëssen nëmmen op den Teller kënnen huelen, fir ze schmaachen, an duerno eng zweeten oder drëtten Kéier därerfe laanschtgoen.

Léif Kolleegen, dee Buffetsystem am Schoulrestaurant fonctionnéiert. Och d'Eltere sinn iwwerzeugt, an ech kann lech dat nëmmen empfeelen. Mir hu festgestallt, dass mat deem System d'Kanner méi zefridde sinn an et vill manner Reschter ginn. Ech wëll hei och betounen, dass mir net nëmme Fritten, Pizza a Spaghetti zerwéieren. Zu Bartreng gëtt et och Couscous, lerbzbuli, Judd mat Gaardebounen an och vegetaresch z'iesse.

Op Gemengniveau kann een d'Bierger och weider sensibiliséieren: Informatiounen iwwert de Gemegebuet oder Internet, Campagnen an de Schoulen, d'Kichepersonal vun enger Formation continue profitéiere loossen, duerch Diskussionswender a virun allem, andeems een d'gutt Beispill virgëtt op Receptiounen a Veräinsfester, an an an. Et gëtt eng Hällewull vu méiglechen Initiativen.

Här President, am Kader vun der AntiGaspi-Campagne gouf och eng pädagogesch wäertvoll Wanderausstellung entworfen, déi de Ministère un déi interesséiert Gemenge verléint. D'Kolleegen, déi d'lescht Joer um Buergermeeschterdag zu Munneref waren, hate jo schonn d'Geleeënheet, se ze gesinn. Si ass wierklech flott gemaach a besonnesch fir Schouklasse absolutt empfeelenswäert.

Ech sinn elo bewusst net op all Evenement agaangen, deen an de leschten 18 Méint am Kader vun der Sensibiliséierung zum Thema Gaspillage alimentaire organiséiert gouf, mä ech si mer sécher, de Landwirtschafts- a Konsumenteschutzminister wäert lech duerno, wann net dee ganzen, dann awer op alle Fall e ganz breeden Iwwerbléck ginn.

Ech wëll ganz kloer ervirhiewen, dass och den Educatiounsministère, de Santéministère an den Ëmweltministère zum Erfolleg vum Projet „Kampf géint d'Liewensmëttelverschwendung“ bäidroen. Wéi schonns gesot, ass et wichteg, dass een zesummen un engem Strang zitt, dass ee breet opgestallt d'Problematik ugeet an déi verschidde Ministère zesummeschaffen.

D'Efforten, fir géint d'Liewensmëttelverschwendung virzegoen, muss kollektiv sinn an op verschiddenen Niveaue geschéien. Den Ëmweltministère zum Beispill ass responsabel, fir erauszefannen, wéi vill Prozent vum Offall, deen e Lëtzebuurger ewechgehäit, als Gaspillage ka bezeechent ginn. An dofir sinn ech och frou, dass 2019 eng nei Zielung geplangt ass.

Här President, ech wollt awer nach een anere Punkt uschwätzen, dee bewisen a mir ganz wichteg ass. Europaweit ginn 20% vun den lesswueren ewechgehäit, well d'Leit d'Verfallsdatume falsch verstinn. Et gëtt näamlech e groussen Ënnerschied tëschent der DLC, der sougenanntener „Date limite de consommation“, also dem Zousaz „à consommer jusqu'à...“, an der DDM, der sougenanntener „Date de durabilité minimale“. Dëst ass den Zousaz „à consommer de préférence avant le...“. Wann d'DLC ofgelaf ass, da soll een de Produit net méi iesse, well d'Gefor besteet, dass en e Risiko fir d'Gesondheet duerstellt. Dëse Verfallsdatum féint ee besonnesch bei Fleeschproduiten oder frëschem Fësch.

Ass dergéint awer d'„Date de durabilité minimale“ erreecht, esou heescht dat net, dass een de Produit duerno net méi iesse darf. Neen, dee Produit kann ouni Problem och no dësem Datum consomméiert ginn, an dat ouni Risiko fir d'Gesondheet. D'DDM bedeit just, dass de Verkeefer bis deen Datum garantéiert, dass säi Produit an engem optimalen a frëschem Zustand ass. Dëst féint een oft op Produite wéi Nuddelen, Räs, Konserven oder Kichelcher.

De Problem bei dësen zwee Begrëffer ass, dass ganz vill Leit den Ënnerschied net maachen. Bei deem enge steet drop „à consommer jusqu'à...“, bei deem aneren „à consommer de préférence avant le...“. Dir gesitt, dat gläicht sech. Esou evident ass dat net fir d'Konsumenten, an et ka liicht, ze liicht zur Konfusioun kommen. Dat muss een zouginn.

Dofir ass et wichteg, dass d'Konsumenten heiriwwer opgekläert ginn, se drop opmierksam gemaach ginn, fir dass se wëssen, wat déi Datume genau bedeiten, déi op de Liewensmëttelballag stinn.

Här President, ech hat gesot, dass et wichteg wär, d'Privatleit ze sensibiliséieren, well et si sinn, déi momentan nach am meeschten hei zu Lëtzebuerg verbëtzten an ewechgeheien, an dofir läit grad bei hinnen dat gréissten Aspuepotenzial. Dat heescht awer net, an dëst soll ganz kloer gesot ginn, dass een déi aner concernéiert Akteuren an der Kette soll op der Säit loossen. Nieft de Stéit sinn et näamlech d'Kantinnen, déi sech fir déi meeschte Reschter ze veräntweren hunn.

Duerch de Pakt mat de Gemenge sinn elo scho vill Schouklantinnen op de Problem opmierksam gemaach ginn. Et sinn awer och Kantinne vu gréisserer Betriber, déi elo Efforte maachen a manner Liewensmëttel verbëtzten.

Flott ass op alle Fall, dass ëmmer méi Betriberkantinnen a privat Restauranten Hallefportioune ubidde respektiv vum strubbelvollen, iwwerluedenen Teller ewechkommen. Den IMS, deen d'Betriber beréit, fir méi nohalteg ze fonctionnéieren, ass amgaangen, Pilotprojeten ze encadréieren, wou déi consomméiert Quantitéiten zum Beispill genee am A behale ginn an och d'Clienten zum Sujet sensibiliséiert ginn. Dëst huet och zu enger Diminutioun vun de Reschter gefouert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weideren Akteur, deen och mat regelméissegem Iwwerschëss vu Liewensmëttel konfrontéiert ass, ass de Grousshandel. E Supermarché beispillsweis huet all Dag vill Invenduen. Dat representéiert e gewëssene Couët en plus, well et duerno nach um Commerçant ass, fir dës ze entsueren.

De Gros vun eise Supermarché mécht dann och vun der Méiglechkeet Gebrauch, karitativen Associatioune wéi der Stëmm vun der Strooss, der „Spënnchen“ oder och de Cent-Butteker an anerer hir Invenduen, déi een nach consomméiere kann, weiderzeginn. Soulaang d'Virschreite vun der Hygiène heibäi agehale ginn, begréisst d'Demokratesch Partei dës Demarche ausdrécklech. Mir sinn och frou, dass schonns Hiewelen a Bewegung gesat goufen, fir den Don alimentaire administrativ ze vereinfachen, ouni onnéideg Steng am Wee. Den Don alimentaire zu Lëtzebuerg fonctionnéiert. D'Volontéit vun de Supermarchéen, hir Iwwerreschter ze spenden, ass do. An dofir ass d'Demokratesch Partei och der Meinung, dass een zu Lëtzebuerg keng Obligatiounen, wat den Don alimentaire ugeet, brauch anzeféieren, wéi dat Frankräich beispillsweis gemaach huet.

Um gudde Wëlle feelt et net. Et feelt och net u Strukturen, déi dës Invendue kënnen gebrauchen an och gären an Usproch huelen. Dofir wëll ech op dëser Plaz och all deene Benevoller e grouse Merci soe fir hir Aarbecht an hiren Asaz. Ouni si géifen dës Liewensmëttel näamlech net eng zweet Chance kréien, mä missten um Tipp landen.

Gëschter hu mer heibannen héieren, wéi wichteg d'Benevoller fir eist Rettungswiese sinn. Mä ech kann lech soen, dass si och enorm wichteg sinn, fir dass den Don alimentaire zu Lëtzebuerg fonctionnéiert.

Här President, eng gängig Praxis vun de Supermarchéen ass et, des Eftere Risepromoen ze maachen, wou een dann „eng gutt Affär“ mécht, wann een en gros keeft. Zweek oder souguer dräi fir eng Aktioun, dëst op der Unitéit vum Produit, um Gewicht oder och nach op der Palett, wéi den Här Zeimet d'ënescht gesot huet mam Beispill vun de Melounen. Ech géif soen, ech hätt zwar déi sechs matgeholl, owes mat Ham, an den Dag drop mat e bësse Porto. Dat ass och ganz, ganz apaart gutt.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Frank Colabianchi (DP).** - Fir grouss Familljen ass dat sécherlech eng fein Affär, mä dës Promotioune verféieren awer och aner Leit. Si loosse sech vun engem sougenanntenen „gudde Geschäft“ verleeden, kréien awer dat Gekaaftend herno net matzäite consomméiert, mam Resultat, dass da gréisser Quantitéiten an der Poubelle landen.

Esou Promoaktiounen sollen elo sécherlech net radikal condamnéiert ginn, well dach eng Rei Leit dovu profitéieren, awer et ass eng Iwwerleeung wäert, ob ee bei verschiddene Produiten, déi limitéiert haltbar sinn, net eng sënnavoll Aktioun 1+1 gratis mécht, déi am Sënn och vum Virgoe géint de Gaspillage alimentaire ass. Esou huet zum Beispill e Supermarché eng Promo 1+1 gratis gemaach. „Dat ass näischt Aussergewéinlech!“, sot Dir elo, mä well et sech hei awer ëm e Produit gehandelt huet, deen eng limitéiert Haltbarkeit hat, krut de Client net zwee Produite mateneen, awer nëmmen een, mat dobäi engem Bong, fir sech deen zweete Gratisproduit eng Woch duerno sichen ze goen.

Dës Aktioun garantéiert natierlech, dass de Client eng nächst Woch nach eemol zréckgoe muss, wann e säi Gratisproduit wëllt, wat sécherlech jo och an der Intentioun an am Sënn vum Commerçant ass, mä et garantéiert awer och, dass den zweete Produit nach gutt ass a consomméiert gëtt, anstatt, wéi esou oft, an der Poubelle ze landen.

Här President, léif Kolleegen, et muss een zudeem wëssen, dass de Sujet vum Gaspillage alimentaire och op EU-Niveau diskutéiert gëtt. Lëtzebuerg ass zum Beispill Member vun der europäescher Plattform „Food Losses and Food Waste“, wou et och dorëms geet, sech mat deenen anere Memberlänner iwwert d'Best Practices auszutauschen. Wann ee kuckt, wat déi aner Länner ënnerhuelen a wat Lëtzebuerg bis elo a kierzester Zäit scho gemaach huet, da



brauche mir eis op deem Niveau op alle Fall net ze schummen.

Här President, wat d'Lutte géint de Gaspillage alimentaire ugeet, esou kann ee soen, dass Lëtzebuerg seng Hausaufgabe gemaach huet. Dass d'Schafé vun engem Bewosstsinn fir dese Sujet awer net vun haut op muer ka geléngen, ass evident. Dës Regierung huet et awer fäerdegbruecht, de Sujet an d'Schoulen, an d'Gemengen, an d'Entreprises, awer och op d'Place publique ze bréngen. Dat ass en Ufank, e gudder Start, mä et dierf ee sech elo net do-rober ausrouen! Et ass wichteg, dass een deen Effort de sensibilisation weiderdreift, en neit Bewosstsinn bei de Leit schaaft an an e puer Joer moosse kann, ob d'Quantitéit vun wechgehäiten lesswueren ofgeholl huet oder net, dëst souwuel bei de Privatleit wéi och an de Kantinnen a Restaurants.

Här President, léif Kolleegen, d'Demokratesch Partei ass awer och der Meenung, dass op europäeschem Niveau eppes geschéie muss, besonnesch am Beräich vun de Verfallsdatumer. Et ass jo am Fong net logesch, dass an alle Länner musse Campagné gefouert ginn, fir de Leit ze erklären, wat DLC a wat DDM heescht, also ob d'Liewensmëttel nach z'iesse sinn oder net. Am Fong missten déi Datumer, déi Donnéeën esou kloer sinn, dass all Konsument dat op Anhieb versteet. Ech mengen, dat misst d'Zil sinn! Dofir hoffen ech, dass op europäeschem Niveau eppes geschéie wäert, fir dass de Konsument dëst direkt an einfach versteet, ouni dass et zur Konfusioun kënnt, wéi dat am Moment dach de Fall ass.

Och sollt driwwer nogeduecht ginn, verschidde Produite ganz vun der Obligatioun ze befreien, en Haltbarkeetsdatum op d'Vepackung ze schreiwen. Et gi jo bekanntlech Produite wéi Salz, Hunneg oder Räs, fir elo nëmmen dës ze nennen, déi sech quasi éiweg halen. Do e Verfallsdatum mussen z'indiquéieren, juste pour la forme, bréngt glat näischt.

Wat déi aner Lignes directives ugeet, déi d'Kommissioun annonciert huet, esou kann een déi och nëmmen ënnerstëtzen. Den Don alimentaire nach weider ze erliichteren, ass sécherlech de richtege Wee, fir ze verhënnern, dass nach gutt, iessbar Wueren um Tipp landen, genausou wéi fir ënner verschidde Konditiounen Reschter vun lesswueren als Déiere-fudder ze verwenden, am Fachjargon „Former food to feed“ genannt.

Här President, ofschléissend wollt ech dräi Suggestiounen, dräi Gedankenüstéiss zu dësem Thema maachen, déi mir wichteg erschéngen, fir dass d'Lutte contre le gaspillage alimentaire erfollegräich Aussichte kann hunn:

Do wär d'Veereinfachung, e bessert Verständnis op europäeschem Niveau vun den Haltbarkeetsdatumer unzestriewen, fir déi besteend Konfusioun um Niveau vun de benotzte Begrëffer DLC an DDM aus der Welt ze schafen.

Da sollt evitéiert ginn, Sanktiounen virzegesinn, falls e Land net effektiv genuch géint de Gaspillage alimentaire virgeet. Bestrofe sollt déi lescht Measure sinn, fir géint de Gaspillage virzegoen.

Par contre sollt éischer op de gesunde Mënscheverstand vum Konsument gebaut ginn, esou wéi mir dat momentan hei zu Lëtzebuerg maachen.

An dann als Drëtt, a vläicht méi einfach a méi schnell, fir national ze realisieren, fir dass mir zesumme méi effikass an nach méi séier zu konkrete Resultater kommen, eng Ulafstell beispillsweis um Ministère schafen, déi all flott Initiativ, all gudder Projet zentraliséiert a wou sech dann all Gemeng kann inspirieren, fir effikass géint de Gaspillage alimentaire virzegoen.

Här President, zum Schluss wëll ech nach eng Motioun am Numm vun der DP, der LSAP, deene Gréngen an och der neier Lénk deponieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- soulignant que la lutte contre le gaspillage alimentaire est l'un des grands défis de la société de consommation au Luxembourg et à travers le monde;

- consciente que la situation qu'une personne sur neuf dans le monde souffre de malnutrition est intolérable et sachant que 1,3 milliard de tonnes de la part comestible des aliments destinés à la consommation humaine sont gaspillées ou perdues à travers le monde, ce qui équivaut à un tiers de la nourriture produite;

- considérant que la production excessive et inutile d'aliments constitue une lourde charge tant au niveau écologique qu'économique;

- saluant la solidarité et la mobilisation contre le gaspillage alimentaire tant au niveau gouvernemental que communal ainsi que les efforts conséquents en matière de campagnes de sensibilisation tant à l'adresse des particuliers que des professionnels;

- estimant nécessaire de continuer à responsabiliser les consommateurs vers une consommation responsable en les informant sur les différentes pistes à suivre;

- priorisant la prévention des pertes et des gaspillages par rapport à leur valorisation utile par l'alimentation animale, le compostage ou la transformation en énergie renouvelable;

- constatant que certaines grandes surfaces ont des collaborations avec des associations caritatives pour écouler leurs invendus de manière responsable;

invite le Gouvernement

- à poursuivre ses efforts de sensibilisation et d'information aussi bien au niveau du grand public qu'au niveau des professionnels afin d'atteindre l'objectif fixé par la Commission européenne qui est de réduire le gaspillage alimentaire de 50% d'ici 2030;

- à renforcer et soutenir les coopérations volontaires en matière de don alimentaire, de suivre de près ces efforts et, en cas de résultats insuffisants, de prendre une initiative législative en matière de gaspillage alimentaire;

- à intensifier, dans le cadre de l'éducation au développement durable, la sensibilisation des enfants au sujet du gaspillage alimentaire tant à l'école que dans les structures d'accueil;

- à réitérer sa demande à l'échelle européenne de reconsidérer les normes de commercialisation afin de limiter le gaspillage inutile de fruits et de légumes qualitativement irréprochables;

- à encourager la Commission européenne à revoir les lignes directrices en matière de dates limites de consommation et d'utilisation optimale afin de permettre une meilleure utilisation de ces dates auprès des consommateurs;

- à soutenir la recherche et l'innovation dans la lutte contre le gaspillage alimentaire.

(s.) Frank Colabianchi, Claude Adam, Gérard Anzia, André Bauler, Marc Baum, Alex Bodry, Franz Fayot.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Frank Colabianchi (DP).** - Doranner fuerdere mir d'Regierung ënner anerem op, weider Efforten ze maache bei der Sensibilisation géint d'Liewensmëttelverschwendung, déi fräiwëlleg Kooperatioun beim Don alimentaire ze ënnerstëtzen an och besonnesch d'Sensibilisation vun de Kanner ze verstärken. Dernoft fuerdere mer d'Regierung och op, fir op europäeschem Plang d'Kommerzialisationsnormen ze iwwerdenken; dat sinn déi Normen, déi virdrun och schonn ugeschwat goufen, wéi kromm eng Banann dierf sinn a wéi grouss eng Bier muss sinn, an zemoos d'Haltbarkeetsdatumer ze iwwerschaafen.

Dëst gesot, Här President, léif Kolleegen, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Franz Fayot. Här Fayot!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Här President, léif Kolleginnen, léif Kolleegen, äänlech wéi de Kollege Colabianchi hat och ech eng Groussmamm, déi mech op d'Liewensmëttelverschwendung sensibiliséiert huet. Meng Groussmamm hat zwou Devisen: Déi eng war „Kampf dem Verderb“ an déi aner war „et ass gutt frësch“. „Et ass gutt frësch“, dat ass ëmmer komm, wa se eppes gekacht huet, wat se dann eis Kanner wollt schmackhaft maachen, an dat ass mantraarteg erëmkomm.

Dat ass net erëmkomm, well se eis wollt domadder embëtéieren, och wa mer se oft domadder op den Aarm geholl hunn, mä d'Fra hat déi zwee Weltkricher matgemaach, si war ganz kleng bei deem éischten a bei deem zweete war se erwuessen. A si hat et matgemaach um eegene Kierper, wat et heescht, wann een emol näischt ze rässen an ze bäissen huet. Si hat d'Rationéierung matgemaach a si hat en anere Stellwäert fir Liewensmëttel. A si war allergesch op Liewensmëttelverschwendung.

Ech soen dat elo net, fir ze soen, dass mer erëm e gudder Krich bräichten, esou à l'ancienne, fir wierklech sensibiliséiert ze ginn op de Gaspillage alimentaire, mä ech soen dat, fir effektiv de Stellwäert vun der Sensibilisierung doheem op Erwmëttel, op lessmëttelverschwendung ervirzehiewen.

De Wäert vu Liewensmëttel, den Ëmgang domat, dat léiert een net eréisch als Erwuesse. Dat ass schonn e puermol gesot ginn. Dat léiert ee respektiv kuckt ee sech als Kand of doheem bei den Elteren, de Grousselteren an natierlech och an der Schoul, an de Crèchen, an de Maisons relais, wou haut ëmmer méi Kanner higinn an och iessen.

Zu Lëtzebuerg ass d'Alimentation en général en Deel vun transversale Schoulprogramm am Beräich vun der Education et développement durable. Dat franséisch Gesetz vun 2016, d'Loi Garot, huet d'Lutte contre le gaspillage alimentaire souguer expressis verbis an de Schoulprogramm opgeholl.

En zweete Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass den Ëmgang mat Liewensmëttel an den öffentlechen Institutionen: a Crèchen, Maisons relais, Schoukantinnen, CIPAen, Spideeler et cetera. Dat ass en Thema, wou de Stat misst en „role model“ hunn am Ëmgang mat Liewensmëttel. An ech hätt do eng éischt Fro un d'Membere vun der Regierung, déi haut do sinn. Dat ass déi Fro, ob et do eng Evaluatioun gëtt oder e speziellen Aktionsprogramm iwwert den Ëmgang mat Liewensmëttel an den öffentlechen Institutionen respektiv iwwert d'Veerschwendung vu Liewensmëttel an den öffentlechen Institutionen.

De Grond fir dës Fro ass eppes, wat mer zougedroe ginn ass. An dat ass, dass apparemment verschidde Maison-relais dozou ugehale sinn, fir all Kand e Choix u Plate bereetzehalen, och wann d'Kanner ganz oft finalement näischt iessen, an dass dowéinsten eng relativ grouss Verschwendung natierlech ëmhergeet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Dat schéngt net iwwerall esou ze sinn, mä dat schéngt awer op munche Plazen esou ze sinn. An ech wär och interesséiert, ze wëssen, ob et do Zifferen gëtt oder Erfahrungswäerter zu dësem Punkt.

Et ass ze begrëssen, an dat ass och scho gesot gi vum Kollege Zeimet an, ech mengen, och vum Frank Colabianchi, dass déi meescht Gemengen am Land hei deen AntiGaspi-Pakt ënnerschriwwen hunn.

En drëtte Punkt, op deen ech wollt kuerz agoen, awer just kuerz, well en och schonn ugeschwat ginn ass, dat ass dee vum Etiquette, vun der Kennzeichnung vun de Liewensmëttel. Dat ass jo keng einfach Matière. Et ass effektiv - de Frank Colabianchi huet dat gutt beschriwwen - komplizéiert fir de Konsument, fir dat richtig ze verstoen. An et ass gesot ginn, an dat ass wichteg ervirzepräichen, dass de Mindesthaltbarkeetsdatum net gläich ass mam Verfallsdatum.

An do ass et an eisen Ae wichteg, dass d'Leit besser sollten opgekläert ginn an dass dee Mindesthaltbarkeetsdatum esou wäit wéi méiglech sollt ersat ginn duerch aner Mentiounen, wéi zum Beispill an Norwegen, wou eng Initiativ geholl ginn ass am Beräich vun de Mëllechprodukten, mat d'ailleurs ganz vill Succès, wou eng Mentioun dropkomm ass wéi „best before, but not bad after...“, dat heescht, dass ee seet, bis wéini den optimale Consumatiounsdatum ass, mä awer och, dass duerno dat Liewensmëttel nach kann ouni Risiko consumméiert ginn.

Et ass och gesot ginn: Do ass natierlech och d'Europäesch Union an der Flicht. Mä dat hënnert awer net, dass een och op nationalem Plang iwwer esou Sujete soll nodenken.

E véierte Punkt, deen ech wollt uschneiden, ass dee vun de Liewensmëtteldonen. Do ass d'Fro, ob mer net e bëssen iwwerdreiwe mat eise sanitäre Regelen, déi et oft schwéier maachen, fir Liewensmëttel, déi u sech nach gutt sinn, zum Beispill u karitativ Organisationer weiderzeginn. Dat ass e Feedback, deen ee munchmol kritt vu verschidde Akteuren, déi an deem karitative Secteur do aktiv sinn. Ass eis, fir et elo emol e bësse provokativ ze soen, antiseptesch Mentalitéit nach gesond? D'Horesca an d'Chambre des Métiers, an dat begrësse mer, hunn hei e Leitfaden erausginn, op wat een oppasse muss, wann ee Liewensmëttel wëllt spenden. An dat fënnt een och um Site vun anti-gaspi.lu.

Et muss een och soen, dass d'Formatioun am Horesca-Secteur am Beräich vun AntiGaspi schonn haut eng ganz grouss Roll spillt. An och dat ass eng gutt Saach.

E fënnefte Punkt, Här President, ass deen iwwert d'Fro, ob ee sollt, ob ee muss legiferieren an dësem Beräich. Ech weess, dass fir de Moment d'Meenung vun der Regierung ass, dass een net soll legiferieren. Dat ass kloer zum Ausdrock komm an där Commission jointe vom November 2017, wou mer schonn eng Kéier iwwert dee Sujet hei diskutéiert hunn.

Et ass awer esou, dass 2016 a Frankräich e Gesetz geholl ginn ass, d'Loi Garot, vum Numm vum Deputéierten, deen dat weidergedriwwen huet, dat eng Partie Mesuré géint de Gaspillage alimentaire virschléit. An ech komme kuerz drop zrëck, wat déi Mesuren do sinn. Mä et ass awer och esou, dass dat Gesetz um internationalen Niveau an an deene Milieuen, déi sech mat der Liewensmëttelverschwendung auserreesetzen, en immensen Effet signal huet. Dat ass e Gesetz, wat ganz vill beuecht ginn ass

a wat och, obwuel et nach net laang a Kraaft ass, trotzdem schonn e relativ positive Bilan huet. Dat geet aus verschidde Artikelen an der franséischer Press relativ kloer ervir.

Dat franséisch Gesetz huet dräi Haaptelenter:

Dat éischt Element - et ass e relativ kuerzt Gesetz - ass e Verbuet, fir Liewensmëttel, déi net méi verkaaft ginn, ongenéissbar ze maachen. Do komme Strofen drop u bis zu 3.750 Euro.

Déi zweet Measure ass e steierlechen Ureiz. An dat ass deen, dass keng TVA op Invendue gerechent gëtt, déi gespent ginn.

An deen drëtte Punkt, dat ass wahrscheinlech dee beschtbekannteste Punkt, dat ass eng Obligatioun fir gréisser Supermarchésketten, fir eng Konventioun ofzeschlüsse mat karitativen Organisationer, fir Invenduen ze spenden. Do muss ee soen, dass dat eng gutt Saach ass. Mir wëssen, an dat ass och scho gesot ginn, dass bei eis Chaîné wéi de Cactus, den Auchan, mä awer och den Delhaize oder Monoprix effektiv Accorden hu mat karitativen Organisationer; de Cactus mam Cent Buttek, den Auchan, wa mech net alles täuscht, mat der Stëmm vun der Strooss. Bon, dat ass eng gutt Saach. Et weess een natierlech och, dass dat flott PR-Aktiounen si fir déi verschidde Supermarchésketten, mä et soll een driwwer nodenken, ob een do net sollt méi wäit goen.

Natierlech muss een dann och soen, dass, wann een dat mécht, wann een op dee Wee geet, da mussen déi karitativ Organisationer och Mëttel kréien, fir déi Produiten ze beschafen, ze stockieren an ze verdeiwen. Et gëtt verschidde, déi kënnen dat, déi maachen dat, wéi d'Stëmm vun der Strooss mat hirem Projet „Caddy 2“, wou se effektiv Liewensmëttel akzeptieren, och Fleesch, et direkt verschaffen an dann afréieren an et och weiderdistribuéieren. Dat ass e positiven, dat ass och e gudder Projet, wou ganz vill Leit dra schaffen, deen nach soll ausgebaut ginn an dee mer natierlech begrëssen.

Déi Motioun, déi mer zesummen eraginn hunn an déi offensichtlech e breede Support hei géneist, geet och an d'Richtung, fir d'Regierung opzufuerderen, ze legiferieren, wa sech erausstelle géif, dass fräiwëlleg Mesuren a Campagnen net dat escomptéiert Resultat hei bréngen.

Här President, et gëtt e puer weider Pisten am Kampf géint de Gaspillage alimentaire, déi ech hei just kuerz wëllt uschneiden.

Eng ass de sougenannten Upcycling an der Liewensmëttelindustrie. Dat ass eppes, wat ëmmer méi wichteg gëtt. Et geet hei drëms, fir schonn am Produktionsprozess den Offall ze minimiséieren an d'Reschter esou wäit wéi méiglech enger weiderer Notzung zouzeféieren. Dat ass eppes, dat erënnert jo och un dee ganzen Esprit vun der Economie circulaire, dass een am Fong alles an de Cycle vun Ufank u vum Liewe vum Produkt abaut.

Aner Iddien an der Bekämpfung vun der Verschwendung vu Liewensmëttel wäeren et, fir verschidde Belounungen anzeféieren fir Leit, déi positiv Aktiounen géint d'Liewensmëttelverschwendung huelen. Ech hat d'lescht Woch am Kontext vun eise Debat iwwert d'Monnaie virtuelle d'Initiativ vun de Survcoins, de Survival Coins hei mentionnéiert. Dat ass eng Monnaie virtuelle, wou een am Fong Tokens kritt, fir aner Dëngschtleeschungen oder anere Produiten domat ze kafen, wann een eppes mécht fir d'Dekarbonisierung vum Planéit. An dat ass eppes, wat een och, mengen ech, kéint ganz gutt am Beräich vum Gaspillage alimentaire asetzen.

Aner Initiative sinn déi, déi ugeschwat gi si vum „nudging“, vum Stupsen oder Ustoussen oder wéi een et och wëllt nennen, oder firwat net an d'Iddi vum Gaming eragoen. Et ass geschwat gi vun dem Weie vun de Poubellen, Pollueur-payeur. Do kann een och, mengen ech, flott Initiativen huele mat esou Mëttel.

Här President, als Konklusioun kann ee soen, dass de Gaspillage alimentaire och als e Symptom kann ugesi ginn, als Spëtzt vun engem Äisberg vun der westlecher Konsumgesellschaft. Et kann een dann och emol méi fundamental eng Reflexioun féieren ronderëm d'Feelentwécklung vun eiser Landwirtschaft a virun allem vun der agroalimentärer Industrie.

Eng Fro, déi, mengen ech, och schonn eng Kéier hei gestallt ginn ass, ass déi, ob d'Liewensmëttel ze bëlle sinn. An der Nokrichszäit huet en Duerchschnittsstot bis zu 45% vu sengem Akommes fir Liewensmëttel ausginn. A mir sinn eis alleguer eens, dass mer



nativerlech net dohinner zréck wëllen. Haut sinn et nach gutt 10%. Dat war och d'Zil vun der europäescher PAC, vun der Agrarpolitik, fir d'Versuergung mat Liewensmëttel zu gënschtege Präisser sécherzestellen. Dat war an ass eng Form vu Sozialpolitik.

Mir wëssen alleguer, dass d'Landwirtschaft an der EU staark subventionéiert gëtt. Et kann ee soen, dass mer d'Liewensmëttel net an der Keess vum Supermarché bezuelen, mä ganz vill mat eiser Steuerklärung. Et gëtt hei e Problem vu Präisdumping duerch grouss Chaïnen, Discount, déi quasi Oligopole sinn a wou de Gros vun de Benefisser bei der Industrie an am Commerce hänke bleift, de Produzent dergéint awer deelweis muss enner senger Produktionskäschtel verkafen, an dat fir quasi all seng Produiten, ob dat Mëlch, Fleisch oder aner Produkte sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Très juste!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Mëttel- bis laangfristeg muss mer eng aner Landwirtschaft opbauen, wou de Bauer erëm méi verdéngt, zum Beispill andeems e gréisseren Deel vun der Valeur ajoutée duerch Eegeveraarbechtung an Direktvermarktung am Betrib bleift. An hei kommen natierlech d'Stéchwierder „Qualitéit“, „Bio“, „Terroir“ et cetera op d'Tapéit, wou de Konsument weess, wat en um Teller huet.

Hei sinn och Iddien a Mouvementer wéi den „slow food movement“, wou et drëm geet, lokal ze produzéieren an ze consomméieren, manner laang Transportweeër ze promouvéieren, am grouss Ganzen a méi vertuéis Kreessleef eranzekommen. Ganz wichteg Iddien, déi ausserdem ganz gutt an eis national Strategie passen, fir d'Kreislafwirtschaft ze promouvéieren.

Dat gesot, géif ech lech Merci soe fir d'No-lauschteren an dann hei d'Blat botzen.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Fayot. An den nächste Riedner ass den Här Anzia. An hien huet direkt d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass e ganz interessant Thema, wou déi gréng scho ganz laang drop schaffen. An ech soen duerfir dem Laurent Zeimet a senger Fraktion Merci, dass se deen Debat hei ugestouwen hunn, dee sécherlech noutwendeg ass, deen net nëmmen noutwendeg ass fir Lëtzebuerg. En ass sécher noutwendeg fir Europa. En ass noutwendeg weltwäit, well entgéint der Ausso vu mengem Virriedner ass et esou, dass et net ee Problem reng vun der westlecher Welt ass. Et ass weltwäit ee Problem vum Gaspillage alimentaire, an dee läit weltwäit tëschent 28% a 36%. Mä dorop kommen ech spéider nach eng Kéier zréck.

Fir mech hätte mer dat hei och kënnen ënnerschreiwe mat: „Op den Teller, amplatz an d'Dreckskecht!“ Dat ass a sech d'Leitthema vun deem Debat haut de Mëtteg.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

An e puer Froe stelle sech fir mech evidenteweis: Ob mir als sougenannt ziviliséiert Gesellschaft et normal fannen, dass een Drëttel vun de Liewensmëttel weltwäit an der Gesamtproduktionsketten - an dorop kommen ech nach eng Kéier ze schwätzen -, dat heescht vun do, wou produzéiert gëtt, bis zum Schluss, wou konsuméiert gëtt, verluer geet, an d'Dreckskecht flitt.

Ass et normal, dass mer et fäerdegbréngen, an der Landwirtschaft all Dag 4.600 Kalorien op de Kapp ze produzéieren, dass awer do manner wéi 2.000 Kalorië bei de Leit ukommen? Déi Fro muss ee sech stellen, virun allem, well ee weess, dass et tëschent 800 an 900 Millioune Leit gëtt, déi am Hunger sinn.

Ass et normal, dass vun deene Leit, déi hungere mussen, a sech bis zu 80% um Land wunnen an awer keng Zougang kréien zu engem fruchtbare Buedem, wou se selwer kéinten hir Liewensmëttel ubauen, an dat wéinst Land Grabbing vun auslännesche Firmen a Staten?

Des Weideren: Ass et normal, dass mer och zu Lëtzebuerg an eisen Dreckskechten 123 kg Liewensmëttel pro Joer op de Kapp erfannen, wou d'Halschent nach iessbar wier, wou d'Halschent also nach kéint op den Teller kommen? An ech mengen an ech hoffen, do si mer eis hei all eens, dass mer do véiermol Nee géife soen zu dese Froen.

De Gréngen no gëtt et e puer Knackpunkten an dieser Diskussioun. Deen een ass sécherlech, dass säit Laangem de Lien verluer gaangen ass

tëschent dem Produzent an dem Konsument. An ech mengen, dass mer do sollen usetzen an dass do och een Deel vu Léisungen ze fannen ass.

An der Recherche, an der Virbereedung e bëssen op diesen Debat, hunn ech eng ganz flott Aarbecht fonnt vun der Uni Hamburg, an zwar vun 2015. Neelt mech net op déi Zuele fest! Wat awer interessant ass, ass déi Gesamtapproche vun der Produktioun. Dat heescht, an der Erzeugung, der Agrarproduktioun, der Véizuucht op der Plaz gi véier Etappe bis zum Konsument ënnerscheet. Dat éischt ass d'Produktioun, dat Zweet ass d'Veidveraarbechtung, dat Drëtt den Handel, d'Veermaartung, a schlussendlech de Konsument.

Wat ech elo grad opgezielt hu fir Lëtzebuerg, dat betrëfft nëmmen déi zwee lescht Voleten - d'Handelsvermarktung an de Konsument -, an deen Deel virun, deen ass ausgeklammert. Wann een déi Donnéeën awer kuckt, da läit an deem Verloscht vu Liewensmëttel bis bei de Konsument d'Halschent an der virgelagerter Produktionsketten, dat wëllt heeschen, an der Agrarproduktioun, an der Zuucht vun den Déieren an an der Liewensmëttelindustrie. An dat ass e Volet, dee mer hei nach net beschwat hunn an dee statistesch och guer net gutt erfaasst ass. An do menge mer, dass nach misst drop geschafft ginn.

Ech sot et schon: Wann d'Statistike richteg sinn a mir a sech méi wéi dat Duebelt vun deene Kalorien all Dag pro Kapp produzéieren, dann dierft et jo keng Leit hei op deser Welt ginn, déi Hunger leiden. Mä da muss ee wëssen, dass mer e ganzen Deel vun de Liewensmëttel net produzéiere fir op den Teller, mä fir an den Trach, an zwar Liewensmëttel, déi derzou déngen, dass mer eben Déieren halen, fir d'Produkt Fleisch a Mëlch hierzestellen. A mir wäerten am Gesamtkontext Weltenernung mussen iwwerdenken, wéi mer eis do wëllen opstellen, wa bei wuessende Bevëlkerungszuelen keen Hunger an der Welt soll sinn.

Déi aner Saach: Do fanne mer Leit mat chronischer Ernærung, déi net emol 1.400 Kalorië pro Dag op de Kapp kréien, wou mer wëssen, dass mer hei an den europäesche Länner iergendwou bei deem Draifache sinn, wat mir all Dag vertilgen, mat deenen Zivilisationskrankheeten, déi Der alleguerte kennt a wahrencheinlech Einzelner och selwer spieren.

Dobäi gëtt et nach eng Mangelernærung, eng eesäiteg Ernærung, wou mer 160 Millioune Kanner erfannen, déi a sech wuel eng gewëssen Unzuel vu Kalorië kréien, mä wou dann all d'Spurenenelementer feelen. Där Saach soll ee sech stellen! An da kann et jo net sinn, dass mer een Drëttel Liewensmëttel an der Produktioun verschwenden an den Hunger an der Welt net uginn!

Eng Donnée, déi och an der Motioun erëmzeffannen ass, dat sinn déi 1,3 Millioune (veuillez lire: 1,3 Milliarden) Tonne Liewensmëttel pro Joer, déi iergendwou an d'Dreckskecht fléien oder ebe verluer ginn. Ronn een Drëttel ass och do aspuebar, an dat wär d'Ernærungsgrundlag fir eng hallef Milliard Leit op deem Planéit. Dat muss ee sech emol virun Ae féieren! An dat géif de Volet vum weltwäiten Hunger emol nach eng Kéier an en anert Liicht stellen.

D'Verloschter, hat ech scho gesot, déi sinn zur Halschent an der Produktioun. An do gëtt et ënnerschiddlech Problematiken: An deene westleche Länner hu mer deelweis Iwwerproduktioun, well mer Qualitätsnormen hunn - d'Kolleegen hunn et och schon ugeschwat - fir Uebst, fir Geméis. Ee Beispill, wat ganz flott ass, dat sinn déi Muerten, déi zwou Spëtzen hunn. Déi schmaachen natierlech gradesou gutt. An d'Fransosen hunn eng Schinn opgemaach, si nenne se „légumes moches“ - dorop kommen ech nach eng Kéier e bësse méi spéit zréck -, an hunn et fäerdegbruecht, dat entsprechend ze vermaarten.

En anert Beispill, dat evident ass: Ech hunn e Kolleeg, e Bauer um Nopeschduerf, deen Hénger huet, fir Eeër ze leeën. An do huet en ëmmer deeselwecht Problem, dass en ëmmer erëm Pëlleneeër huet, also Eeër, déi eben déi jonk Hénger leeën, déi gradesou gutt schmaache wéi déi aner, mä déi awer natierlech net d'Gewiicht hunn an net d'Gréisst hunn. Déi falen duerch de Raster. Do brauch ee fir eng Omelette ze maachen eben net zwee Eeër, mä vläicht dräi oder véier. Da kann een déi och notzen. Do ass ee Verloscht, deen a sech leider dacks duerch de Raster fält, well et einfach méi gënschteg ass, se ze vernichten, wéi dass mer déi Liewensmëttel, déi eng gutt Qualitéit hunn, vermaarten an iessen.

Ee ganze Volet, deen och erausfällt aus dem Raster, dee gëtt leider entweder just kompostéiert respektiv am beschte Fall an enger Biogasanlag energetesch genotzt, woubäi mer virun net allze laanger Zäit all déi doten Offallprodukter genotzt hunn, fir un d'Déieren ze verfideren.

Ech denken och grad un d'Schwéngszucht an aner, wou et jo net normal ass, dass mer deiert, genormt Fudder akafen, aus anere Länner importéieren, meeschtens aus sougenannten „Entwécklungsschwellelänner“, wou eist Fudder ugebaut gëtt, et heihinner importéieren an domat op deser Plaz erëm eng Iwwerproduktioun produzéieren, déi mer erëm eng Kéier an en anert Land mussen exportéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - An duerfir mengen ech, dass d'Déierfudder eng Valeur, eng Méiglechkeet wier, fir d'Liewensmëttelverschwendung kënnen ofzebauen.

Een anere Volet, dee mer hei erfannen, dat ass een, dee mat eiser Aart vu Produktioun ze dinn huet. Ech huelen do zwee Beispiller eraus, déi ganz gravéierend sinn:

Dat eent, wou ech och eng Question parlementaire gestallt hat, dat sinn einfach d'Déierekrankheeten. Déi hu mer och hei zu Lëtzebuerg. 2016 hate mer 11.000 doudeg Kaalwer op an déi 50.000 Gebuerten. Dat ass e reale Problem, wou a sech Liewensmëttel leider net kënnen weider genotzt ginn, well eben eng Krankheet virläit. A voir d'Ursachen, ech kenne se net, mä dat ass ee Problem, mat deem mir eis auserneesetze mussen. Wann ech elo dogéint e sougenannt „Drëttweltland“ kucken, dann ass et do meeschtens an der Produktioun - wou d'Haltbarkeet, d'Veermaartung, d'Techniken net virleien -, wou déi grouss Verloschter entstinn.

En anere Volet, wann ech zum Beispill d'Pouletsproduktioun kucken: Wann ech kucken, wat am Supermarché, am Handel verschafft gëtt, da sinn dat déi bescht Stécker, d'Fileten. An dann hunn ech e Problem, fir d'Fileten an d'Strémpele lasszeginn, mat deem nächste Problem, dass mer se zu Dumpingpräisser an Nordafrika erfannen, als deifgeiruere Wuer, an domat de Maart op där Plaz mat futtimaachen.

Een anert Beispill ganz nobäi: D'lescht Joer hate mer hei vir an der Belsch zu Nadrin - dat ass an der Géigend vu Baaschtnech - e Problem mat Fipronil. Dat ass ee Mëttel, wat agesat ginn ass, fir d'Ställ ze desinfizéieren. Déi Eeërkris ass ganz rar gewierscht. Do stoung ee Produzent, dee 35.000 Hénger hat, fir Eeër ze produzéieren, virun engem ekonomesche Choix. An deen huet hien esou getraff, dass hien déi 35.000 Hénger vergaast huet, well dat méi wirtschaftlech war, wéi se weider oprechtzëerhalen. Dat ass e Phenomeen, dee mer och sollen uschwätzen an deen an de Gaspillage alimentaire drafält, wann ech d'Produktionskette kucken, wou mer d'Statistiken awer nach net hunn.

Ee weidere Volet ass natierlech - ech rutschen eng Kette weider - d'Veidveraarbechtung an den Handel. Ech hat scho gesot: Fir déi fei Stécker gëtt et en Ofsazmaart, mä ech denke grad do un d'Sanktioun géint Russland. Déi hunn et mat sech bruecht, dass mer déi net esou edel Stécker net méi lassginn, déi soss ëmmer an der Wurscht verschafft gi sinn.

Ech selwer sinn och scho 50 plus an erënnere mech drun, dass, wann dohem geschleucht ginn ass, mer natierlech mat den Innereie geschafft hunn, dass Paté gemaach ginn ass, dass déi Saachen net an der Dreckskecht gelant sinn, awer weiderverschafft gi sinn. An do hu mer hei zu Lëtzebuerg e reale Problem, fir eis net edel Stécker, wat d'Schwäin ugeet, lasszeginn, well mer den Ofsazmaart a Russland net méi hunn, fir déi Deeler vun eisem Déier ze verschaffen. Och dat ass e Problem. Ganz zum Schluss ginn ech nach eng Kéier e bëssen dorop an.

Eng aner Initiativ vum Handel - ech hat se gesot - kéint si wéi a Frankräich: „les légumes, les fruits moches“. Si sinn higaangen an hunn een Apel, deen eng Dell hat, eng Tomat, déi eng Fal hat, an d'Muerten, déi dräi Been haten, net als Invendu aussortéiert, mä se hunn hinnen en extrae Rayon opgemaach, fir dat ze promouvéieren. Mä do muss ech soen, dass mer mussen zu engem anere Volet kommen, dee ganz, ganz wichteg ass: Ech muss d'Produkt kënnen notzen a bis op main Teller bréngen, an net als e virgefäerdegten a virgekachte Plat. An dorun hänkt eiser Meenung no ee groussen Deel vum Problem.

D'Vernetzung vum Handel a Gastronomie ass och schonn zum Deel do. An zwar ganz einfach, well mir ëmmer gären dat frëschst Produkt, dat schéinst Produkt hätten. An esou Bestriewunge sinn och hei zu Lëtzebuerg am Handel.

Eng kleng Handelsketten, déi ech natierlech ganz gutt kennen - no un der Grenz zu der Belsch -, déi huet dee Lien hikritt mat der Gastronomie: een Deel op der Plaz, awer och een Deel an enger Gastronomie ze verschaffen, mat där se zesummeschafft. Wou se ëmmer schonn een, zwee Deeg, eier d'Verfallsdatum ufänken, een, zwee Deeg, eier d'Friichten net méi

ganz frësch sinn, se eraushuelen aus dem Rayon an an hire eegener Kiche verkachen, verschaffen, soudass de Client ëmmer dat frëschst Produkt huet an domat och de Gaspillage am Handel erfogedréckt gëtt. Dat ass ee Modell, fir de Gaspillage alimentaire erfogezekréien an zousätzlech ekonomesch e Gewinn ze maachen.

Déi Saach mat deem Haltbarkeetsdatum, Verfallsdatum ass scho vun alle Riedner gesot ginn. Dat ass esou ierféierend, dass dat deelweis eng Saach fir de Profi ass an de Konsument extrem veronséichert. Mir hate selwer ëmmer Hénger, duerfir weess ech, dat ze verzielen. Déi Hénger hate kee Stempel drop oder, besser gesot, d'Eeër. D'Hénger hate souwisou kee Stempel.

(Hilarité)

Mä d'Eeër hate kee Stempel drop, wéini se geluecht gi sinn. Se si gefa ginn a se sinn duerno natierlech consomméiert ginn. A wann ech dee Stress selwer bei mir dohem betuechen, deen ech ëmmer hunn, well dee Verfalls- oder, besser gesot, deem Haltbarkeetsdatum op der Eeërkëscht drop steet: Däerf ech dat Ee elo nach deen Dag duerno an d'Pan maachen oder net?

Et huet jo eppes dermat ze dinn, wéi ech d'Ee verschaffen. Wann ech natierlech mat engem Spigelee ënnerwee sinn, wat nach réi ass, dann hunn ech méi Problemer, wéi wann ech dat anescht verschaffen. An duerfir ass dat eng Saach, déi ee soll ugoen, an eng Campagne maachen, fir déi Datumer - Haltbarkeetsdatum/Verfallsdatum - dem Konsument méi nozebréngen.

An ech mengen, beim Handel ka vill gemaach ginn, fir manner Offall ze hunn, wann ech meng Produkter méi saisonal an de Rayon ka bréngen an dat promouvéieren, dat ausweisen, dass dat saisonal a regional ass. Et gëtt e puer Chaïnen hei am Land, déi mat där Méiglechkeet spillen, fir hiert Produkt esou ze promouvéieren. An do si mir der Meenung, dass dat eng grouss Méiglechkeet ass, fir dem Gaspillage alimentaire entgéintzewirken.

D'Donatioun ass schonn ugeschwat ginn: de Cent Buttek an d'Tafelen, d'Stëmm vun der Strooss an esou weider.

Ech kommen un eng nächst Kategorie vu Konsument, dat ass d'Gastronomie. D'Gastronomie ass och e Konsument vu Wueren, vu frësche Wueren, an déi kéinte sech als Profien aschalten, fir mat dem Handel zesummen eben „just in time“ d'Wueren ze verschaffen a se net nach dräi Deeg oder eng Woch am Frigo ze hunn, well si se Dag fir Dag verschaffen. Si selwer sinn awer och erëm eng Kéier e Partner an hunn e Client. De Client ass deen, deen an de Restaurant kënt. An do geet et deene meeschterend oder ville Leit esou, dass vläicht d'Portioun ze grouss ass. Eng „Ekobox“, fir déi Saache mat heem ze huelen, wier sécherlech net dat Falscht.

An Däitschland hunn ech eng ganz flott Initiativ gesinn, ech ka se awer net méi ganz genau mam Numm nennen. Ech nenne se elo einfach emol kreativ „Menü-App“. Dat ass eng App, wou Restauranten, déi meeschtens en Deel fäerdeg Platen, awer och en Deel Sandwichen oder esou Saachen ubidden an déi während enger gewëssener Zäit am Dag op sinn, iwwer Mëtteg oder bis an déi fréi Owesstonnen, iwwert déi App Wuere feelbidden, déi a sech dann op eemol géifen an d'Dreckskecht falen, well et eben dann eng Stonn virum Ladenschluss ass. An da soe si: „Gutt, mir maachen eng Präisreduzierung.“ An iwwert déi Vernetzung sprécht dat ganz vill jonk Leit un, fir esou méi gënschteg zu engem héichwäertege Menü ze kommen, deem iwwerhaupt näischt feelt, deen awer no siwen Auer géif an d'Dreckskecht fléien.

D'Restauratioun ass natierlech och e Client vum Handel; d'Restauratioun an d'Ausbildung. Dëst Joer, also 2018, ass de Gaspillage alimentaire och e ganz wichteg Thema op der Expositioun. An et ass e wichteg Thema an der Ausbildung.

An de Carlo Sauber, deen Der alleguerte kennt - en Ausbilder am Lycée technique de Bonnevoie -, huet sech e puer Ziler gesat, fir déi ze promouvéieren. Dat ass eng Kéier, fir saisonal ze kachen, mat regionale Produkter, fir de Lien ze maachen: Wou kënt d'Produkt hier? Gesinn ech nach, wéi déi Produktioun ofleeft?, an dat mat eranzehuelen an d'Kichen an och dem Client ze vermëttelen.

An dann eppes, wat hien nennt: „cuisiner les déchets“. Ganz geziilt Reschter verschaffen, soudass keng Reschter bliewen. Dat heescht, net just d'Knoll wou Zelleri huelen, fir ze verschaffen, mä och d'Zellerisblieder verschaffen. An där Approche also ganzheetlech d'Produkt an engem Menü ze verschaffen - do muss de Menü entsprechend opgebaut ginn -, an dann ze probéieren, esou gutt wéi méiglech kee Gaspillage zouzelossen, well déi Professionell jo



wëssen: All Gaspillage muss zweemol bezuelt ginn: eng Kéier am Akaf an déi zweete Kéier an der Entsorgung. Dat schéngt mer déi richteg Approche.

A souwisou: Och e Stärekech, deen am Bocuse d'Or wëllt matmaachen, weess, dass 20 Punkten a senger Bewäertung um Gaspillage alimentaire an op der Hygiène stinn. Dat ass also e Punkt, wou an de Stärekeche längstens de Gaspillage alimentaire ukomm ass.

Zur Restauration collective, déi hu scho vill Kolleegen hei ugeschwat. An de Bëtriber, an de Verwaltungen, an de Schoulen, an de Maison-relais, do geet et natierlech drëm, Liewensmëtteleffäll ze vermeiden. Eng Kéier, fir dass de Menü méi gënschteg ka ginn, an zweetens, dass mer och nach eng Kéier d'Käschen an der Entsorgung spueren. Firwat soen ech „mir“? Well hei ganz vill Leit sinn, déi mat de Maison-relais ze dinn hunn, déi also um Gemengenniveau iergendwéi involvéiert sinn, dovun also ganz kloer betrëff sinn.

Eppes, wat ganz vill Leit scho maachen oder vill Restauration-collectivë maachen, dat ass e bëssen eng Aart Buffet, an dat net nëmme fir d'Zaloten, mä och fir den Haaptplat, fir d'Beilagen, soudass déi Portiounen déi sinn, déi d'Leit och wëllen an domat eben och garantéiert ass, dass net eng Iwwermooss um Teller läit, déi duerno muss entsuergt ginn an an d'Dreckskecht fléien.

Als Naturschutzsyndikat, de SICONA-Centre, hu mer eis säit 2010 - schonn e bësse méi laang wéi virun dräi Joer, also scho vill méi laang - mat deem Thema beschäftegt, fir de Produzent an de Konsument erëm beieenezebréngen. De Produzent, de Bauer um Feld, dee säi Produkt produzéiert, an eben de Konsument, dat sinn dann d'Kanner, fir déi unenezebannen, fir dass se wëssen: Wou kënnst mäi Geméis hier? Wou kënnst meng Mëllech hier? Wou kënnst eventuell e Fleesch hier, wat ech an der Kantine an der Maison-relais iessen? - Dat ass eng Saach.

Awer déi zweet Saach, déi gradesou wichteg ass, dat ass d'Formatioun an d'Kichen eran, well eis Kichen dacks net esou opgestallt sinn, fir saisonal ze kachen, fir och vläicht méi wéi just dat feint Stéck ze verschaffen, fir u sech déi Decheten esou mann wéi méiglech, esou kleng wéi méiglech ze halen. An do muss een och dacks d'Personal vun der Maison-relais mat eranhuelen, mat forméieren, fir dass se eben och de Kanner de Goût maachen an deene Produkter. Et ass ëmmer méi einfach, Nuddelen ze promovéieren oder Fritten, wéi eben elo e Geméis un d'Kanner ze bréngen.

An do schwätze mer da ganz kloer och an deem Projet vun enger Aart vun Ecole du goût. Do lafe jo och Initiativen an Naturparken. Zu Branebuerg gëtt dat jo och elo realiséiert. An dat ass ganz kloer dee richteg Volet. Do brauch een also ee pädagogeschen Usaz, fir souwuel d'Encadrant wéi déi, déi kachen, wéi eben d'Kanner mat an d'Boot ze huelen, fir dass d'Schmaachen, e Richen, en Upaken, d'Wuer kennelieren, fir dass dat derzou féiert, dass mer och manner Gaspillage alimentaire kréien.

An do sinn d'Gemenge gefuerdert. Et ass jo och virdu scho gesot ginn, wien déi verschidden Akteure sinn. Ma d'Gemenge kënnen iwwer hir Cahier-de-chargé ganz kloer dat dote steieren a festleeën, wou d'Produkter hierkommen an a wat fir eng Richtung dat Ganzt sech soll an hire Maison-relais bewegen. Do si si Här a Meeschter; dat ass d'Autonomie communale.

Eng Inspiratioun hunn ech awer och fonnt - den 9. war ech do, et war zwar den 9. an den 10. - op den „Transition Days“ hei zu Hollerech an der Stad, wou et drëm gaangen ass, „Our Food, Our Future“, wou sech u sech ganz intensiv beschäftegt ginn ass mat Liewensmëttele a wéi een dat kann iwwerdroen, net nëmme op lëtzebuergeschem Niveau, op europäeschem, mä och op dem Weltniveau. An do raus hunn ech e puer Iwwerleeunge matbruecht, an zwar un den Haaptakteur zu Lëtzebuerg, dat sinn awer eis privat Haushalter. De Laurent Zeimet hat et virdu gesot an anerer och: Déi 72%, déi Matverursaacher sinn an eisen Decheten, dat si privat Haushalter. An ech ginn lech déi puer Iwwerleeungen emol einfach mat.

D'lesse selwer ass bei eis net reng just Narungsopnam, fir Energie ze hunn, fir den Dag ze iwwerliewen, mä bei eis ass et ganz kloer e Konsumgutt. Mir kafen dacks no eise Konsumgewonnechten, eiser Loscht, eisen Iddie Liewensmëttele an. Et ass eng grouss Nuance zu anere Länner. Do soe mer ëmmer, Länner an Transition oder d'Drëttwältlänner, déi musse kucken, dass se iwwerliewe beim lessen.

D'lesse beaflosst och extrem d'Gesondheet. Do si mer méi Sënneger, wéi dass mer eis Guddes di mat eise Konsumverhalten, wat mer aktuell

weisen. Et huet e sozialen Aspekt, et huet awer och ee Volet vu Schmaachen, vu Goût; ech hat scho gesot, d'Ecole du goût spillt do mat.

lessen ass fir mech och ganz kloer verbonne mat Kachen. A Kachen, dat huet och hei an a ganz Europa en organisationelle Problem, an zwar dee vun der Zäit. Wéini huelen ech mer Zäit, fir geziilt ze kachen, mech mat dem lessen auserneezen? Och do kënnst dann erëm eng Kéier de soziale Volet mat eran, dee mam Familjeliewen ze dinn huet.

E Volet dovun huet och ze di mat Fäegkeeten, dass ee kache kann, dass ee sech déi Saachen uneeegent. An, menger Meenung no, ëmmer wann een erëm eng Kéier higeet an d'Matière première selwer kacht, da bréngt een et och fäerdeg, de Gaspillage alimentaire extrem erofzeschrauwen. Da bleift net vill Rescht, wat an d'Dreckskecht flitt. An domat komme mer erëm op d'Liewensmëttele, d'Ursprongsprodukt hin ze schwätzen.

Eiser Meenung no ass de Präis net richteg. En ass och ganz kloer net richteg! Virdrun ass gesot ginn, et gëtt zwee Länner an Europa, déi an der landwirtschaftlecher Produktioun mat Defizit schaffen, ier d'Subventiounen kommen, dat si Finnland a Lëtzebuerg. An nëmme duerch zousätzlech Subventiounen vun dem niddrege Präis komme mer do an eng Gewënnmarge eran. An dat muss eis ze denke ginn!

Dat ass kloer, dat ass eng europäesch gemeinsam Agrarpolitik, déi als Zilsetzung hat no den Nokrichen - duerfir huet een e gewëssent Verständnis -, fir ze kucken, dass genügend Liewensmëttele an enger bestëmmterer Qualitéit an zu engem gënschtege Präis zur Verfügung stoungen. Mä elo si mer an där abstruser Situatioun, dass mer kee Wäert méi op d'Liewensmëttele setzen. An dowéinst ass et eiser Meenung no och esou, dass mer eng grouss Verschwendung erëmfinden an eisen Dreckskechten. An duerfir, wa mer d'Liewensmëttele gär op dem Teller hätten an net an der Dreckskecht, da musse mer um Präis schaffen.

An dat gëllt och bei eis bei de Liewensmëttele. Déi Virpreparatiounstadien, an deene mer se all erëmfinden an eisen Handelsketten, féieren och dozou, dass mer verschidden Techniken net méi kennen. Wann d'Grompere just nach geschielt kënnen verschafft ginn, Fritte gebak kënnen an d'Friteuse respektiv an de Schäffche kommen, wann de Plat fäerdeg muss sinn, fir dass en nach iwwer d'Mikrowell erwiermt gëtt an domat eist lessen entsteet, dann hu mer e Problem, fir de Gaspillage alimentaire erofzesetzen.

A ganz kloer ass: Een Drëttel vun eise Haaptverursaacher, dat heescht beim Privathaushalt, kënnen mer erëm erauszéien aus deem Déchet alimentaire. An dat ass eiser Meenung no kloer den Usaz, deen do ze maachen ass.

An dann dierf een net vergiessen, dat huet mäi Meedche mer matbruecht aus dem Science-Unterrecht d'lescht Woch: Dat Ganzt huet och en Impakt op d'Ëmwelt. Du sot et: „Oh, mir haten dat elo duerchgeholl, en Apel an esou weider, oder e Kilo Äppel, wann ech déi...“ oder een Apel, wann ech deen elo do ewechwerfen, well en eng Téitsch huet an esou weider, da ginn an engems och nach 100 Liter Waasser mat drop.“ An domat sinn dann och nach - dat war natierlech elo net d'Thema, Waasser ass gräifbar - esou vill Emissiounen CO₂ verbonnen.

An dat ass also ganz kloer: Dee Gaspillage alimentaire ass jo net nëmme gréng Wuer, déi mer an enger Dreckskecht erëmfinden, déi mer musse entsprechend entsuergen, wat deelweis Problemer an eiser groer Dreckskecht mécht, wou vill ze vill dran erëmfinden ass, mä zousätzlech hu mer och nach an deem Ganzen e Klimaaspekt a mer hunn e soziale Gerechtegkeetsimpakt, deen u sech um Weltniveau spillt. Ech ginn elo net méi do op déi weider Zuelen an.

Mir hunn och e Problem am Rayon. Dee Melouneproblem, dat ass een, do ass d'Meloun nach weider ouni Verpackung ënnerwee. Ech hunn awer e Problem, wat ech fir d'lescht gesinn hunn, dass Orangé geschilt an enger Plastikkecht ugebued ginn. Da muss ech zwar soen, da verstinn ech d'Welt net méi, an där mir liewen! Da froen ech mech, ob mir et net méi fäerdegbréngen, eng Orange aus der Schuel ze huelen an domat eis d'Fangeren eng Grëtzt méi knaschteg ze maachen, wéi wa mer déi Plastikkecht do opmaachen an da musse mer awer d'Zéiwen trotzdeem nach deelen.

An ech mengen, dass och déi Evolutioun, déi mer hunn, an deene Barquettsystemer Saachen unzëbiden, dass dat och zu engem Deel zu Gaspillage alimentaire féiert. A) läit d'Wuer openeen, ech huelen elo Äppel, Tomaten, wat Der wëllt, Kiwi - ob een elo Kiwi muss wierklech iessen, wann aner Uebstzorten do sinn? -, dann huet een ëmmer deeselwechte Problem, et ass an enger Barquette, et ass e Plastikfleit

driwwer. A wann ee fäerdeg ass, dann ass d'Halschent un där Wuer net méi ze gebrauchen a flitt an d'Dreckskecht. An do riichte mer och kloer en Opruff un den Handel, op eng aner Aart a Weis seng Produkter duerzebiden, hinzegoen, fir manner Gaspillage alimentaire ze kréien.

Da gëtt et flott Initiativen. Ech hunn esou een hei. Deen ass zwar ganz classesch, analog. Dat ass e Flyer, et ass e Schoulprojet, eng Schouliniatiiv. „Teller statt Tonne“ heescht deen. Duerfir hat ech dat dann och iwwersat, wou iwwer zéng Punkten - iwwer eng Akafslëscht an esou weider an esou fort; dir selwer vertrauen, wat déi Datumen ueget; schmaach däi Juggurt, kuck, ob en nach gutt ass; wann net, dann ass en ebe fir d'Dreckskecht; Reschterverwärtung; Liewensmëttele deelen - eng Pist gewise gëtt, fir Informatiounen ënner d'Leit ze kréien.

Vill méi e flotte Projet hunn ech awer an Däitschland fonnt. An dat ass déi „Beste-Reste-App“. Dat ass also e bëssen eppes, wat digital ass, wat also e bësse méi hipp ass wéi e Flyer, wat u sech souguer extrem flott ass. Do hunn 69 Stärekech matgeschafft. Do ginn ech dann déi Wueren an, déi ech nach als Reschter a mengem Frigidaire hunn, an doraus zaubere mer dann iwwer e Rezept, wat erauskënn, ee Menü. Do fannen ech 100.000 Informatiounen. Déi Saachen, wivill Liter Waasser ee Kilo Äppel brauch, wou déi Saachen hierkommen, wat fir een Impakt dat op den Transport huet, alles dat fannen ech doranner erëm. Dat ass eng super Initiativ.

D'Thema ass do „Zu gut für die Tonne“. Et ass eng Initiativ vun hirem Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft; déi sinn eben anescht zesummegehallt, hir Ministèren. Mä dat ziilt awer genau an déi dote Richtung, fir u sech dem Gaspillage alimentaire op eng flott Aart a Weis entgéintzewierken.

An ech mengen, och zu Lëtzebuerg hätte mer jo d'Lea Linster respektiv och ee Carlo Sauber oder anerer, déi als renomméiert Käch do kéinte matwierken an déi Saach och flott an interessant fir eis Leit duerstellen, soudass dat kéint genotzt ginn.

Ech probéieren, mech op de Schluss lasszeschaffen, well ech hei gesinn, dass ech och nawell am Timing gutt ënnerwee sinn.

All Initiativen, fir de Gaspillage alimentaire an de Grëff ze kréien, ob dat iwwer Informatiouns-, Sensibiliséierungsmaassnahmen ass oder ob dat muss méi op eng haartnäckeg Aart a Weis um legislative Plang geschéien, dat wëll ech emol einfach d'histellen. D'Resultat ass sécherlech dat, un deem mer eis musse moosse loossen, un deem d'Regierung sech muss moosse loossen, an och eis Gesellschaft.

Weltwäit schéngt et mer awer ganz kloer, dass een de Volet och nach eng Kéier muss op déi Hongerfro bréngen. Et ass net nëmme de Gaspillage alimentaire, deen elo vläicht en ethesche Problem duerstellt, mä et ass och e ganz rationale Problem, wéi eis Landwirtschaft opgestallt ass, wéi mir eis ernären, wou eis Produkter hierkommen. An dat huet ganz kloer och mat weltwäitem Hunger ze dinn. Ech hat scho gesot, déi Entscheedung „Teller oder Trach“, ob ech Déiere fideren oder ob ech direkt Wuere verschaffen, déi Fro musse mer eis um Weltplang eng Kéier stellen.

Mir musse och d'Produktiounsart a -weisen a Fro stellen, net fir Lëtzebuerg, mä ech denken do op Weltniveau, ob mer do eng Plantagelandschaft wëllen hunn, déi spezialiséiert a Monokulture Wuere ubaut, déi mir entweder direkt hei nutzen oder als Fuddermëttele, oder ob net awer e ganz groussen Deel misst a méi eng klengparzelleg Bewirtschaftung goen, déi, an esou gëtt et och eng ganz Partie Etüden, e wesentlech bessert Mëttele wär, fir dem Welthonger entgéintzeschaffen, wéi ze probéieren, méiglechst bëlle Liewensmëttele - ech denken do u Mëllechpudder an Änleches - op de Weltmaart ze bréngen.

An dobäi brauch ee ganz kloer den Zougang zu fruchtbarem Land an do muss een deem Land Grabbing entgéintwierken, wat do eng real Problematik duerstellt.

Um nationalen Niveau, mengen ech, misste mer wierklech erëm eng Kéier méi a verstärkt op allen Niveauen a virun allem an de Schoulen d'Bréck bauen tëschent dem Konsument, virun allem de Kanner, well dat sinn d'Multiplikatoren fir d'Zukunft, an dem Produzent, dass e weess: Wou kënnst et hier?

Da brauche mer Transparenz. Da muss een och eppes mat deem Produkt ufänken. Da geet et net duer, fir et kucken ze goen, da muss een och duerno eng Aktivitéit maachen, wou ee schmaacht, wou ee richt, wou een et an de Grapp hält a wou een dann och mat deene Liewensmëttele schafft. Dat ass eiser Meenung no ganz kloer en Usaz. An do hunn d'Gemengen hir Verantwortung iwwer hir Cahier-dechargen.

Des Weidere méi saisonal, méi regional akafen. Formatiounen an esou weider hat ech ugeschwat. Well ganz kloer: Wa mer kënnen een Drëttel bis 50% aspieren an deem Offall, dee mer hunn, da kënnen mer jo och 50% méi ausgi fir eis Liewensmëttele, an dat géif dem Produzent zegutkommen, da kann en och anescht produzéieren, wéi dat am Moment de Fall ass, wou en u sech do an esou engem gewëssenen Däiwelskrees dréit, fir d'Enner beieenezekréien. Ech mengen, dass dat den Usazpunkt ass, wou mer de Gaspillage alimentaire kéinten an de Grëff kréien.

Ech soen lech nach eng Kéier alleguerte Merci fir d'Nolauschteren a fir d'Initiativ, fir dass mer zu dësem Debat konnte kommen. Merci fir d'Nolauschteren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci. Den nächste Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ma Merci, Här Président. Mir schwätzen hei iwwer d'Verbëtzte vu Liewensmëttele. Et kéint een och soen, et ass ee Gaspillage parlementaire. An dat soen ech ganz léif! Net, well d'Thema net wichteg wier, mä well mer eis alleguerten eens sinn. Mir sinn eis alleguerten eens - a wann ech verschidde Saachen héieren hunn: geschielten Orangen an engem Zellophan, Banannen, déi eenzel verpaakt sinn an esou weider -, datt dat net dee richteg Wee ass.

Et schiele sech u sech nëmme zwou, dräi Klengkeeten eraus, wou d'Usazpunkte verschidde sinn. Een dovun ass: Brauche mer méi, keng oder manner Legislatioun? An dat wäert dann och meng Konklusioun sinn um Enn vu menger Ried.

Hei si ganz vill Pisten opgewise ginn, déi schonn an engem Pabeier vun der Lëtzebuerg Regierung sti vu Februar 2016 iwwer „Aufkommen, Behandlung und Vermeidung von Lebensmittelabfällen“. Eigentlech steet do dat Wesentlech alles dran.

Wat sinn déi grouss Pisten?

Déi éischt Pist ass d'Ofschafung vun onsënnegen Normen, notamment EU-Normen, wat d'Form an d'Ausgesi vu Liewensmëttele ueget. Do si mer all d'accord.

De Verbuet vun der Angab vu Mindesthaltbarkeetsdatumen op Liewensmëttele, wou dat kee Sënn mécht: frëscht Uebst, frëscht Geméis - et ass frëscht, et ass nach z'iessen oder et ass net méi z'iessen -, Zocker, Esseg an dat berüumt Salz. Do si mer eis eens.

Mir als ADR si souwisou géint de Wahn vun Normativen. Mir brauchen insgesamt a ville Beräicher, an dësem, mä awer och an aneren, eng Pause normative. Ech denken hei einfach nëmme un den Afloss op d'Baukäschten duerch energetesch Normen, déi komplett iwwerzu sinn.

De Kolleg Colabianchi huet an allem, wat e gesot huet - en huet eng ganz... -, ech mengen, et war déi éischt wierklech Ried zu engem Projet -, en huet an allem recht, ausser vläicht wat säi Luefgesang op de Minister Etgen ueget, deem seng Broschür gutt war, allerdings an eisen Aen e Gaspillage. Net e Gaspillage alimentaire, mä e Gaspillage monétaire, Pabeier, dee mat Statsgeld finanziert ginn ass an do gelant ass, wou Liewensmëttele net sollte landen, näamlech an der Poubelle.

Liewensmëttele - gëtt gesot am Pabeier vun der Regierung, et ass ganz richteg - solle gespent, verfiddert oder verwäert ginn; verwäert: Kompost oder Biogas.

Komme mer fir d'Éischt emol bei „gespent“. Do hu mer e Problem, an et ass schonn ugeklongen, datt d'Kantinnen uechert d'Land, d'Maison-relais an anerer net dierfe Liewensmëttele spenden, déi net giess gi sinn, mä déi musse ewechgeheien. Hei ass dann d'Fro: Hu mer ze vill Gesetz oder hu mer ze wéineg Gesetz?

Da komme mer bei „verfiddert“. Och do gëtt et ee Gesetz, wou d'Seuchenhygiène huet eise Parteipresident, dee Veterinär ass, mer erkläert, verbit, fir Liewensmëttele zum Beispill u Schwäin ze verfidderen. An do wär d'Fro, ob een net ee Pilotprojet kéint maachen, wou déi Liewensmëttele esou traitéiert ginn an dezentraliséierten Institutiounen, datt se kënnen u Schwäin verfiddert ginn.

An da komme mer op eent vu menge Liiblings-themen, dat sinn d'Hénger. Dovun huet nach kee geschwat. Et ass esou schéin, wann ee kee Virriedner hat, dee laang a breet...

(**Interruption par M. Gérard Anzia**)



Ganz e bëssen, ganz e bëssen!

...laang a breet op en Thema agaangen ass.

(Brouhaha)

Ben, ech hunn notéiert, dass den Här Anzia keng Hénger hält, mä Virfaren hat, déi der emol eng Kéier gehalen hunn. An haut kuckt en op de Stempel drop. Ech sinn an der glécklecher Situatioun, dass an eiser Fraktioun souwuel eis Statsrotsmember Nicky Stoffel Hénger hält, mä Fraktiounschef Gast Gibéryen Hénger hält, an et kann net schwéier sinn, well souguer ech a Hennes halen Hénger.

(Interruptions)

An do gëtt et eng ganz flott Initiativ hei vir a Frankräich; als Vasallstat vu Frankräich kucke mer jo elo ëmmer erëm, wat se maachen an der Grande Nation. An do kënnen mer eis da wierklech emol eng Kéier e Beispill huelen un deem, wat geschitt an de Gemenge Colmar, Herrlisheim, Ingersheim, Jepsheim, Andolsheim, Bischwihr, Fortschwihr, Horbourg a Porte du Ried. Do kréien déi Bierger, déi interesséiert sinn an déi d'Konditiounen erfëllen, eng Koppel Hénger geschenkt.

(Hilarité)

Well een Hong frësst näamlech 150 kg Biooffäll an engem Joer! An dat ass e Beispill vun Nohaltegkeet, vun eppes Einfachem, woufir ech kee Gesetz brauch, vun eppes Kollaborativem, wou ech mat menge Bierger kann zesummeschaffen, vun eppes, wou mer alleguerten eppes dovun hunn, näamlech Liewensmëttel, déi net an der Poubelle landen, mä ganz konkret verfidert ginn. An d'Eeër, déi se leeën - ass dann nach derbäi -, déi hunn zwar kee Stempel, mä déi halen. All Mënsch, deen Hénger hält, weess, wéi laang dass déi sech halen. Si hale sech verdammt, verdammt laang!

(Hilarité)

Da komme mer op „verwäerten“, also no dem „Verfidderen“ d'„Verwäerten“, de Kompost. Et gëtt jo hautdesdaags honnert Oplagen u Promoteuren, wat se alles musse maachen u Kompensatiounsmoosnamen a Gott weess wat. Woubäi mer wëssen, an de Gast Gibéryen huet dat schonn oft genuch hei gesot, e Meter carré, dee bétonéiert ass, kann net kompenséiert ginn, en ass fort.

Mä eng Oplag, déi géif Sënn maachen, contrairement zu honnert onsennege Oplagen, wier zum Beispill, Gemeinschaftsgäert mat Kompost oder Gemeinschaftsgäert och mat Poulailleur a Lotissementer ze froen. A wa mer da scho bei Gibéryens sinn, dann däerf ech hei och net ophalen, ouni d'Tania Gibéryen ze ernimmen, wat sech dem „zero waste lifestyle“ verschriwwen huet mat senger Associatioun www.sila.lu. Do gesäit ee ganz konkret, wat ee ka maachen, fir net nëmme Liewensmëttel net ze verschwenden, mä och Offallprodukter, Verpackungue guer net eréischt opkommen ze loosse. Ganz konkret!

Firwat hu mer ze vill Gesetzer hei am Land? Mir hunn der ze vill! Ganz konkret: Ass et normal, dass op engem Lëtzebuerger Maart e Metzler eng Ham net däerf am Schnatt hunn, mä seng Ham muss an Zellophan verpaakt verkafen, an zu Baaschtech kréien ech meng Ham erfegeschneppelt? Wat ass méi nohaltig? Wat ass méi richtig? Déi Fro ze stellen heescht schonn, se ze beäntweren. Manner Verschwendung ass méiglech!

A mir als ADR sinn der Meenung, dass dat virun allem méiglech ass mat manner Normen, mat manner Gesetzer a mat méi gesondem Mënscheverstand.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci dem Här Reding. An als nächste Riedner ass den Här Marc Baum ageschriwwen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Wann een héiert a liest, dass een Drëttel vun de Liewensmëttel weltwäit ewechgehäit ginn, dann ass ee schockéiert. Zu Lëtzebuerg landen 68.000 Tonne Liewensmëttel pro Joer an der Poubelle, an d'Etüd, déi vum Ëmweltministère an Optrag gi gouf, seet eis, dass an der Moyenne 124 Kilo pro Kapp an der Poubelle landen, wouvu bal d'Halschent, also 56 Kilo, nach notzbar respektiv op jidde Fall vermeidbar wieren. A vill vun deene Liewensmëttel, déi an der Poubelle landen, stieche souguer nach an hirer Originalverpackung. Jo, dass ass erschreckend! An et ass ëmsou méi bedenklech, wann ee sech virun Ae féiert, wat an deenen lesswueren alles drastécht.

An der Dokumentatioun, déi d'Regierung eis fir dës Debatt zur Verfügung gestallt huet, läit de Fokus op dem Geldwäert vun deene verbëtze Liewensmëttel. Mä an deene Wuere stiechen awer och a virun allem Ressourcen, natierlech Ressourcë wéi de Buedem, op deem se produzéiert goufen, d'Energie, mat där se produzéiert goufen an domat dacks och e Stéck Äerderwärmung duerch fossill Brennstoffe a laang Transportweeër, d'Waasser, dat gebraucht an am Produktiounsprozess vu ville Liewensmëttel degradéiert gouf. An et stieche mänschlech Ressourcen dran, virun allem d'Aarbechtskraaft, déi an dës gaspilléiert Liewenswuere investéiert ginn ass an déi bei der Entsuegung vill un hirem Wäert verléiert an onproduktiv gëtt.

Wann een also iwwert d'Verbëtze vu Liewensmëttel schwätzt, da muss een dat ëmmer am Bléck behalen an da mierkt een och ganz séier, dass d'Haaptgrënn vun dëser Problematik net ausschliisslech beim Konsumverhale vun de Stéit ze siche sinn, mä an eischer Linn bei enger dereguléierter Liewensmëttelbranche, déi op Standuertkonkurrenz, niddreg Léin an op der Ausbeutung vun aarme Länner an hire Ressourcë baséiert.

Domadder sinn Informatiouns- a Sensibiliséierungsmoosnamen fir d'Konsumenten, déi bei Debatten iwwert de Gaspillage alimentaire ëmmer nees erëm a ganz séier als Patentléisung ugefouert ginn, zwar sënnvoll a begrëssenswäert, awer net dee wichtegste Léisungsweg.

All Mënsch huet sécherlech eng Responsabilitéit, fir verstänneg a respektvoll mat Liewensmëttel ëmzegoen. A ganz vill Leit maachen dat och, mä d'Verbëtzen ass aus eiser Siicht awer och Deel a Konsequenz vun enger Liewensweis an engem ekonomesche Kader, an deenen d'Leit liewen an déi verschidde Leit och imposéiert goufen.

Den ekonomesche Kader zeechent sech duerch eng grouss Muecht vun der Liewensmëttelindustrie an de groussen Handelschäin an. Si delokaliséieren hir Produktiounssitten dohinner, wou d'Léin oder d'Steieren am niddregste sinn an d'Regelen am schwächste sinn. Si vergréisseren domadder de Gaspillage vu Ressourcen an d'Komplexitéit vun der Kette vun de Liewensmëttel a Ressourcen, déi an enger lesswuer drastéchen.

Iwwer Handelsaccorden imposéiere se der Landwirtschaft an anere Produzenten Normen, déi zu weiderem Gaspillage féieren, a si beaflossen de Kafchoix vun de Konsumenten iwwer eng Flut vu Reklammen a Verpackungen zum Deel mat.

Den duerchschnëttleche Konsument op där anerer Säit, deen, gestresst tëschent Aarbecht, Heemwee an oft nach d'Kanner an d'Crèche oder an d'Maison relais siche goen, nach séier eppes akafe goe muss, ouni wierklech Zäit gehat ze hunn, fir moies ze kucken, wat dann nach alles esou am Frigo ass respektiv wat gekacht soll ginn, huet oft guer keng aner Méiglechkeet, dee richteg Choix beim Akaf ze treffen, engersäits, well e vläicht iwwerfuert ass mam Choix a mam Stress, anerersäits, well säi Budget vläicht just duergeet, fir beim Discounter anzekafen, wou bei Verpackungen an Offere vu Produkter an ze grouse Quantitéiten iwwerhaapt net opgepasst gëtt; also fënnep Papprikaen an enger Plastikboîte, obwuel een der eigentlech just eng, zwou oder dräi bräicht. Den Här Zeimet huet virun d'Beispill vun de Melounen erzielt. An och e gudder Porto léist dee Problem net.

Här President, wann een d'Liewensmëttelverschwendung virun dësem Hannergrond bekämpfe wëllt, dann ergi sech aner a weider Pisten, déi an eisen Ae méi Erfolleg hätte wéi de rengen Fokus op Sensibiliséierungsmoosnamen, an déi och nach aner positiv Niewenefekter op d'Ekonomie an op de Leit hiren Alltags hätten.

Alleréischtens menge mer emol, dass eng wirksam Strategie géint d'Bekämpfung vun der Verschwendung vu Liewensmëttel op vollstännegen Informatiounen berouwe muss. Déi leien awer net vir, well och an deenen Etüde vun der Regierung d'Produzenten, also d'Liewensmëttelindustrie an d'Landwirtschaft, net als Verschwender mat akalkuléiert sinn.

Dernieft gëtt e groussen Deel vum Verbëtzen direkt de Stéit mat imputéiert, obwuel si, wéi elo grad beschriwwen, keen direkten Afloss op d'Offer an d'Produktioun vu Wuere hunn. Wann also e Stot eng zoue Këscht griichesche Juggurt ewechgehäit, da kann een dësem Stot net déi ganz Liewensmëttelketten, déi an dëse Becher Juggurt agefloss sinn, unheften. De Stot kann déi net kennen an ass soumat guer net an der Lag, en informéierte Choix ze treffen. Hei misst onbedéngt nogebessert ginn.

Zweetens, an dat hânt awer mat der Informatioun direkt zesummen, misst et eng besser Transparenz bei der Liewensmëttelkette ginn.

Bei all Liewensmëttel misst kloer an däitlech iwwerpräift kënnen ginn, wéi eng Ressourcen a wéi engem Mooss an d'Produktioun agefloss sinn. Virun ass d'Beispill genannt gi vum Waasser, wat ee brauch fir en Apel, mä awer och vläicht de Bensinn oder de Kerosin, deen an enger Kiwi drastécht.

Duerfir missten d'Liewensmëttelindustrie an de Liewensmëttelhandel hir Wuerebilanzen oppeleën. An dorun uknäppend misst et och méiglech sinn, dass d'Konsumentenschutzorganisationen e Recht op Informatioun bei dësen Entrepreneuren hätten, fir esou gegebenfalls och kënnen gesellschaftlechen Drock auszeüben.

Drëttens menge mer, dass d'Verpackungsindustrie méi staark reguléiert muss ginn. An déi grouss Handelsketten a Supermaché mussen derzou verflücht ginn, all d'lesswueren, bei deenen et méiglech ass, eenzel auszeleeën, fir dass de Konsument beim Akaf och wierklech de Choix huet, fir just dat ze kafen, wat e wierklech brauch. Dass zu Lëtzebuerg a grouse Supermachéen haut an där doter Form net assuréiert.

Véiertens mussen d'Supermachéen derzou verflücht ginn, Wuere, déi eng gewëssen Zäit virun hirem Oflaftermin stinn, méi bëllege unzëbiden, a Wuere, déi ofgelaf, awer nach verwäertbar sinn, gratis erauszeginn. Domat dierften dann och ofgelafe Wuere net méi bewosst verdierwe gelooss ginn, fir esou ze verhënnere, dass d'Leit se an déi grouse Poubelle bei de Supermaché siche kommen.

Den Här Fayot ass virun op déi Dimension vum Don alimentaire agaangen. An ech muss éierlech soen, dass ech e groussen Deel vu senger Reflexiounen an deem dote Punkt absolut deelen.

Fënneftens musse lokal Produktiouns- a Konsumkreesleef gestärkt ginn. Op lokalem oder regionalem Niveau sinn d'Weeër tëschent Produzent a Konsument méi kleng, mä virun allem kennt e lokale Produzent meeschtens och seng Clienten. E weess besser, wat se wéi a wéini wëllen hunn. Geneesou kann eng Epicerie am Duerf besser aschätzen, wéi vill Wuere ee keeft, well se besser aschätze kann, wie wéini a wéi oft eppes kafe kënn. Op lokalem Niveau entsteet och e Vertrauensverhältnis vun de Konsumente par rapport zu de Produzenten respektiv zum Verkeefer, wat och en Deel ass vun engem aneren Émgang mat de Produkter selwer.

Här President, mir mengen, dass een d'Verbëtze vu Liewensmëttel an de Grëff kréie muss. A mir mengen, am Géigesaz zu Virriedner, dass mer dozou och legiferéiere mussen. De Gaspillage vu Liewensmëttel steet exemplaresch fir eng Wirtschaftsuendung, déi natierlech wéi mänschlech Ressourcen op eng net méi tragbar Aart a Weis verbraucht. A fir dat ëmzënnere, duerfir brauche mer Courage, néidege Courage op nationalem an awer och op europäeschem Plang.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci. Elo komme mer un d'Regierung, well dat war dee leschten ageschriwwene Riedner. Dir hutt - fir dat vläicht awer ze rappeléieren - 40 Minuten Zäit. Ech ginn dovun aus, dass Dir zu dräi wäert intervenéieren. Här Landwirtschaftsminister Etgen, Dir hutt, mengen ech, fir d'Éischt d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Plus fënnep Minutte fir d'Motiounen.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Plus natierlech selbstverständlech herno fir d'Motiounen déi entsprechend fënnep Minutten, wann et esou wäit ass. Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Fernand Etgen, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Merci villmoos, Här President. Dir Damm an Dir Hären, jo, et huet laang gedauert, bis mer endlech zur Debatt komm si vun dësem Thema, wat eigentlech schued ass, well ech hunn Iech ganz vill ze rapportéieren, an duerfir wëll ech fir d'Éischt emol der CSV-Fraktioun Merci soen, dass se dësen Debat gefrot huet.

Dir wësst, dass de Kampf géint d'Liewensmëttelverschwendung ee vu mengen Dadaen ass. Ech hu mer dat ganz uewen op meng Kape geschriwwen, souwuel op d'Kap vum Landwirtschaftsminister wéi och op déi vum Konsumentenschutzminister.

Wann ee weess, dass weltwäit een Drëttel vun alle Liewensmëttel, déi produzéiert ginn, ewechgehäit ginn, gläichzäiteg awer bal eng Milliard Mënschen op der Welt nach ëmmer Hunger leiden, da schéngt et evident ze sinn, dass mer mussen handelen, an zwar un éischer

Stell bei eis Konsumenten. Mir sinn déi, déi bäi Wäitem am meeschten ewechgeheien.

Nieft där moralescher Verflüchtung, sech dem Problem unzehuelen, dierf een och déi ekologesch Dimension net vergiessen. Liewensmëttelverschwendung bedeit, dass knapps een Drëttel vun allen Notzflächen onnëtz bewirtschaft ginn, ouni déi enorm Quantitéiten u Waasser ze vergiessen, déi verbëtzt ginn. Fir Iech dat emol eng Kéier bildlech virzustellen: Dat sinn 250 km³ pro Joer, also dräimol de Lac vu Genève, ronn 4.000-mol onse Stauséi!

A puncto CO₂-Emissiounen gesäit et och net besser aus: 3,3 Gigatonnen, dass sinn 80% vum gesamten CO₂-Ausstouss pro Joer a China oder 40% vun allen Autoen op der Welt, entsti bei der Hierstellung vu Liewensmëttel, déi mir ewechgeheien. Mol ganz ofgesi vun deem ekonomeschen Aspekt: Amplaz Liewensmëttel ewechgeheien, kéinte och jiddwer Eenzelnen 250 Euro d'Joer direkt an d'Poubelle geheien.

Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech wäert Iech am Laf vu menger Ried ëmmer nees mat Zuele konfrontéieren, och wann Der se schonn e puermol héieren hutt. Ech weess net, wéi et Iech dobäi geet, mech schockéiere se jiddefalls ëmmer nees op en Neits. An duerfir kann ech virun esou engem Ausmooss d'Aen net zoumaachen. Et muss een un alle Regéister zéien. Dat geet awer nëmme, wa mer alleguerten heibanne partnerschaftlech zesummeschaffen.

D'Ursaache vum Gaspillage alimentaire sinn näamlech ganz ënnerschiddlech. Mir liewen an Europa an enger Welt vun Iwwerfluss, wou een nawell gäre méi keeft, wéi ee brauch, well d'Ae méi grouss si wéi den Hunger. Eis schnelllieweg Zäit mécht et dovun ofgesinn heiansdo schwéier, fir seng Moolzechten anstänneg ze plangen.

Mä och beim Transport oder schlechtem Stockage kann et zu enger Verschwendung kommen, sief et um Wee vum Feld an de Supermaché oder vum Buttek bis heem. Derbäi kënn, dass nach zwee verschidden Datumen op onse Liewensmëttel ganz ënnerschiddlech Bedeitungen hunn an dacks falsch interpretéiert ginn. Dat läit net zulescht dorun, dass et bis ewell keng homogen Legislatioun an der Europäescher Unioun gëtt, oder ganz einfach, well et ze vill komplizéiert duergestallt ass.

Mir mussen also, wéi ech elo grad gesot hunn, u méi Hiewelen dréien, fir de Problem an de Grëff ze kréien. Den Enjeu ass riseg. 2050 si mer zu 9 Milliarden op dëser Welt, an d'Fro, déi sech stellt, ass: Wéi kréie mer déi Leit alleguerten ernäert, an zwar op eng responsabel Aart a Weis?

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat heescht, et geet net einfach dorëms, blannemännerchers Bëscher op anere Kontinenter ofzeholen, fir méi Notzflächen ze kréien an esou d'Produktioun ze steigere. Au contraire, et geet drëms, eis natierlech Ressourcen ze schounen. An dat kënnen mer ënner anerem, wa mer d'Liewensmëttelverschwendung drastesch reduzéiert kréien, an dat vun der Produktioun iwwert d'Transformatioun, d'Distributioun bis hin zur Restauratioun an natierlech virun allem bei eis Konsumenten.

D'Hierarchie bei der Liewensmëttelverschwendung weist ganz kloer, dass op éischer Plaz d'Präventioun vun de Perten an der Verschwendung steet, wäit nach virun Don alimentaire, der Verfidderung un d'Éieren, dem Compostage oder där energetescher Verwärtung.

Einfach ewechgeheien ass kloer déi schlechteste Léisung! A genee aus deem Grond ass d'Sensibiliséierung a méiglechst ville Beräicher an zesumme mat méiglechst villen Akteuren ee vun de Grondsteng am Kampf géint d'Liewensmëttelverschwendung. Mir mussen nees léieren, de Wäert vun de landwirtschaftleche Produkter ze schätzen an déi ganz Aarbecht, déi derhannertsteet, ze respektéieren.

Ech ka mech erënneren, dass Reschter ewechgeheie bei eis doheem tabu war. Meng Mamm war zwar kee Meeschter wéi de Paul Bocuse ee war, mä si wouss, wéi een aus Reschter den Dag drop konnt Platen zaubere, déi jiddwengerem vun eis Kanner wuel gutt geschmaacht hunn.

(Interruptions)

Nëmme duerch en neit Bewosstsinn kënnen mer och léieren, manner ze verschwenden. Duerfir hu mir de Welthongerdag vum 16. Oktober 2016 an de Kontext vun der Liewensmëttelverschwendung gesat. Dat war fir eis de Kick-off-Dag, fir eis Sensibilisatiounscampagne ze lancéieren, ugefaange mat eiser Broschür „Zesumme géint Liewensmëttelverschwendung“. Dës Broschür gëtt praktesch Tuyauen, wéi ee manner Liewensmëttel ka verschwenden. Dat geet beim Akafen an iwwert d'Araume vun Frigo bis hin zum Verwäerte vun eise Reschter.

Et fënnt een awer och wichteg Rotschléi dran, zum Beispill fir déi ënnerschiddlech Datumen op de Verpackungen, also d'Notiounen „à consommer jusqu'au...“ an „à consommer de préférence avant...“ besser auserneezenhalen. Do wäert meng Kolleegin Lydia Mutsch herno bestëmmt nach am Detail drop agoen.

Am Kader vun dëser Mobilisatioun hu mer dunn eng AntiGasp-Week op d'Bee gestallt, déi mer an Zesummenaarbecht mat de Restaurateuren gemaach hunn, dat am November 2016. Mat dëser Aktioun wollte mer ganz gezielt déi grouss an déi kleng Konsumenten errechen, déi grouss an de Restaurants an déi kleng an de Schoulen.

Déi Restaurants, déi sech bei dëser Week bereet erkläert hunn, matzemaachen, hunn nämlech gläichzäiteg an hire Gemengen ee Workshop mat enger Primärschouklass gemaach. De Kanner de Respekt virun eisen lesswueren nozebréngen, ze weisen, wat alles lessbares drun ass, an esou vill lesswuerer méi effizient kënnen ze brauchen, war d'Zilsetzung.

A fir déi Grouss gouf et am Restaurant een AntiGasp-Menü mat op d'mannst engem Plat aus Reschter. D'lescht Joer am November hate mer dunn eis zweet AntiGasp-Week a Kollaboratioun mat RTL, wou et drëms gaangen ass, och eemol déi verschidden Initiativen ervirzehiewen, déi an deem Beräich hei am Land gemaach ginn.

An deem Kontext wëll ech och Restopolis, wat jo de Service de restauration scolaire et universitaire vum Educatiounsministère ass, ervirsträichen, well déi all Kéiers parallel zu eisen AntiGasp-Week selwer Themewochen organiséiert hunn, fir d'Lycéeschüler ze sensibiliséieren. Mir hunn och ganz bewusst de Mount November erausgesicht, fir d'Leit ze sensibiliséieren, ganz einfach, well dat kuerz virum Dezember, dem Gasp-Mount par excellence, ass.

Am Kader vun den Zukunftsforen, déi de Landwirtschaftsministère zu verschiddenen aktuellen Themen an d'Liewe rufft, hate mer och eng Konferenz organiséiert, déi sech un déi Professionell, dat heescht d'Distributioun, d'Restauration, d'Kantinen, awer selbstverständlech och d'Producteure gerichtet huet. Dat mam Zil, ee breeden Dialog op der ganzer Produktiounschaîne ze lancéieren an ze kucken, ob misst legiferéiert ginn oder net.

Ausgangspunkt war d'Gesetz vum Februar 2016 a Frankräich, wat d'Supermarchéen obligéiert, karitativen Associatiounen hir Invendue weiderzeginn, amplaz se ewechzegeheien. No der Konferenz an am enken Dialog mat de betroffenen Akteuren huet sech erausgestallt, datt et hei zu Lëtzebuerg am Abléck - an ech betounen: am Abléck! - kee Besoin géif ginn, fir ze legiferéieren, well souwisou scho ganz vill op deem Plang gemaach gëtt, an zwar vun alle Supermarchéketten, an dat op fräiwëlleger Basis.

D'grande Distribution huet eng etlech Kooperatiounen mat den Cent-Butteker, der „Spënnchen“, der Stëmm vun der Strooss, awer och mam Parc Merveilleux zu Beeteberg oder och mat Biogasanlagen. Ausserdeem huet d'Chambre des Métiers mat der Horesca an enker Zesummenaarbecht mat der Direction de la santé a mat der Veterinärverwaltung Richtlinnen ausgeschafft, wat d'Spende vu Liewensmëttel ugeet. Mir hunn also liicht Vereinfachungen gemaach, net extrem, awer extrem hëllefriich.

De Kampf géint d'Veerschwendung dierf nämlech op kee Fall op d'Käschte vun der Liewensmëttelsécherheet, also op d'Käschte vun de Konsumente goen! Näischt verhënnert awer, datt mir eis eng Kéier Gedanke maache sollen, ob a wéi mir den Don alimentaire verstärkt promovéieren kënnen, dat heescht, deene weider ënnert d'Äerm gräifen, déi déi wäertvoll Benevoltsaarbecht am Kader vun der Liewensmëttelkollekt maachen, grad awer och esou wéi deene vun der grande Distribution, déi schonn den Tri maachen. Hei kéint ech mer Incentiven, zum Beispill a Form vu Steiererliichterungen, virstellen, äänlech wéi d'EU dat kierlech och scho virgeschloen huet. An et ass och, mengen ech, vum Här Fayot hei relevéiert ginn.

Här President, et geet eis an eiser breeder Mobilisatioun drëms, de Konsument ze sensibiliséieren. Et geet eis awer net drëms, en ze culpabiliséieren! Hie verschwent jo net express, mä dacks aus engem Manktum un Informatiounen eraus.

Duerfir hu mir och de Gemengepakt an d'Liewe geruff, well wien ass méi no bei de Bierger dru wéi d'Gemengepapp, fir eis ze hëllef? Duerfir sinn ech och immens frou, datt mëttlerweil méi wéi zwee Drëttel vun onse Gemengen - op den Dag vun haut sinn et der 71 vun 102 - sech dësem nationale Solidaritéitspakt géint d'Liewensmëttelverschwendung

ugeschloss hunn. Mat der rezenterer Gemeng, der Gemeng Schëffleng, déi sech net méi spéit wéi de leschte Freideg ugeschloss huet, entsprécht dat zesumme 85% vun eiser Populatioun!

Mir wollten de Gemenge ganz bewusst näischt virschreiwene, mä mir wollten hinnen et iwwerloossen, wéi eng Aktioun si wëilten an d'Weeër leeden. An do ginn et ewell ganz flott Initiativen an de Schoukantinnen. Mir sinn nämlech amgaangen, bei all Paktgemeng nozefroen, wat si en place gesat huet, fir datt mer dat kënnen verëffentlechen, fir datt deen ee sech bei deen anere kann inspiréieren goen.

Mir wëllen een Echange vu Best Practices. Dëst entsprécht absolut dem EU-Kommissär Vytenis Andriukaitis senger Visioun, fir de Problem unzogee mat Kreativitéit, Kollaboratioun an Engagement.

All Gemeng, déi sech dem Solidaritéitsblock ugeschloss huet, kritt iwwregens zanter genee engem Joer och eis Wanderausstellung gratis geléint, geliwwert an opgeriicht. D'Wanderausstellung, déi sech jo haaptsächlech u Grondschoolchüler richt, ass ee flotten educative Moyen, deen d'Kanner op eng spilleresch an interaktiv Aart a Weis op de Problem opmierksam mécht a motivéiertem Léierpersonal e wichtegen Outil ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Ech sinn och immens houfreg op de Succès vun dëser Ausstellung, déi 2017 an 2018 op wäit iwwer 200 Deeg op méi wéi 40 Plaze kann zrëckkucken. Do dernieft sinn och den LTB, d'Akerbauschoul an d'Hotelschoul onsem nationale Solidaritéitspakt bäigetrueden an thematiséieren d'Problematik vun der Liewensmëttelverschwendung queesch duerch hir Fächer. Ech fannen dat eng super Initiativ, zemoos et jo si sinn, déi déi Professionell vu muer ausbilden.

A wa mir scho bei der Wichtigkeet vun der Formatioun sinn, wëll ech hei och erwänen, datt mir d'Entwécklung vun engem Formatiounsmodull am Beräich Gaspillage alimentaire grad bei engem Liewensmëttelsécherheetsexpert an Optrag ginn hunn. An éischer Linn riicht d'Formatioun sech un déi Professionell aus der Restauration collective. Nach ee weidere Modull ass fir den Hierscht virgesinn, dee sech spezifesch un d'Besoin vun de Gemenge richt, dat heescht, Gaspillage alimentaire an de Kannerdagesstrukturen an anere Strukturen, déi de Gemengen ënnerstinn, awer och d'Sensibilisatioun vun mam grand Public, d'Sensibilisatioun vun de Mataarbechter vun de Gemengen an d'Mise en place vun Aktiounspläng.

Mir hunn och divers Charten ënnerschriwwen, fir datt op groussen Eventer wéi Foiren d'Liewensmëttelverschwendung am A behale gëtt. Jo, mir hunn eng Charta mat der CGFP fir d'Statskantin ënnerschriwwen, fir datt keen op d'Iddi kéint kommen, mir géifen net virun eiser eegener Hausdier kieren. An Dir wësst, Lifelong Learning ass och der CGFP ganz wichteg.

Dir Dammen an Dir Hären, wat mer hei besonnesch gutt gefält, ass, datt eise Ministère wuel d'Initiativ geholl huet, mä datt aner Ministèren an nach ganz vill aner Akteure sech eis uschléisen an datt mer hei zesummen un engem Strang zéien, fir d'Liewensmëttelverschwendung ze reduzéieren. Eng sëllegen Tipps an AntiGasp-Rezepter fënnt een iwwregens och op eiser Internetsite, ech soen elo emol um nationalen Internetsite géint d'Liewensmëttelverschwendung www.antigaspi.lu. D'Thema vun der Liewensmëttelverschwendung ass weltwäit eng Prioritéit, sief et bei der EU, der UNO, der FAO, dem G20 oder bei der OECD.

Virun engem Joer schonn hat ech um Agrarconseil d'Propos gemaach, datt mer nach eemol iwwer d'Normen, virun allem d'Schéinheitsnorme vun de Liewensmëttel misste schwätzen. Et ka jo net sinn, datt et Kataloge voller Normen ginn, wéi eng Banann auszege-sinn huet a se systematesch opgrond vun hirem Ausgesinn aussortéiert gëtt, an dat obwuel datt se qualitativ irreprochabel ass!

Den EU-Kommissär Vytenis Andriukaitis huet och Guidelines ausgeschafft, déi d'Veerschwendung vu Liewensmëttel an dräi Beräicher wëllen ugoen, an och de Kolleg Laurent Zeimet hat dovunner geschwat.

Et geet éischters do ëm d'Opklärung vun deene verschiddenen Datumen, déi zu vill Onsécherheet bei de Konsumente féieren, méi präzis ëm d'Notiounen „à consommer jusqu'au...“ an „à consommer de préférence avant le...“. Dir Dammen an Dir Hären, „mindestens haltbar bis...“ heescht net „sofort tödlich ab...“!

Een zweete Punkt ass dee vun den Don-alimentairen, wou d'EU nei, eenheetlech Guidelines am Oktober 2017 ausgeschafft huet, unni awer

d'Liewensmëttelsécherheet anzeschränken.

Eng drëtt Pist ass dann déi, fir ze kucken, awéieren een d'Liewensmëttel an Zukunft net awer nees kann un Notzdeiere verfidderen. Also „former food“ als „feed“ gebrauchen; eng weider Äntwert op d'Nofro vun dem Här Zeimet.

A last but not least brauche mir eng harmoniséiert Moosapproche an Europa, déi net nëmmen dem Konsument säi Verhalen eenheetlech hëllef ze erfassen, mä déi déi ganz Chaîne vun engem Liewensmëttelwien, ugefaangen um Feld iwwer d'Industrie an den Handel, erfaasst an hëllef, d'Benotze vun onse Mesuren an d'Emdenken ze moossen.

Leider huet d'EU keen eenheetleche Plang virgeluecht, fir um Feld ze moossen. Mä mir wäerten dann hei ganz kloer, an aller Transparenz an Zesummenaarbecht mat den Akteuren, ons Hausaufgaben ebe selwer wëssen ze maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, entschëllegt. Den Här Zeimet, wann Der erlaabt, wollt eng Fro stelle respektiv eng Zwëschebemierkung maachen. Här Zeimet, eng Fro?

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, den Här Minister huet näischt dergéint.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Selbstverständlech net, Här President.

(Hilarité)

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här Minister. Ech wollt just nach eng Kéier nofroen, Dir hutt elo nach eng Kéier déi Lignes directrices resuméiert. Dat hat Der eis schonn am November gesot. An d'Fro war: Ass déi Diskussioun zanter dem November an deene véier Méint iergendwouhi weiderentwéckelt? Wa jo, wouhin?

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Also wat d'Datumen ubelaangt, do sinn d'Diskussiounen nach net fäerdeg, mä et gëtt weider dru geschafft. Déi Guidelinen, wat elo d'Don-alimentaire betrëfft, déi si presentéiert ginn a wou u sech den Akzent awer weider prioritär op d'Liewensmëttelsécherheet geluecht gëtt. An déi bei „former food to feed“, do ass u sech am Fong dann awer gesot ginn, datt dat och weider géif analyséiert ginn.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Et ass fir mech och wichteg, op dëser Plaz ze ënnersträichen, datt mir den Akzent verstärkt op d'Fuerschung an d'Innovatioun an dësem Beräich musse setzen. Nei Technologien och am Kontext vun der Économie circulaire sinn d'Zukunft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdu schonn eng Kéier gesot: Mir mussen eis awer och bei eiser eegener Nues huelen. Schliisslech sinn et mir Konsumenten, déi am meeschte verbëtzen. Ee Privatstot hei an Europa verbëtzt an der Moyenne 180 Kilo op de Kapp pro Joer. Hei zu Lëtzebuerg sinn dat 340 Gramm Liewensmëttel pro Kapp a pro Dag. Wann Der lech dat eemol virstellt, dat sinn dräi gefüllten Drecksween pro Dag hei zu Lëtzebuerg!

Mir mussen eis mobiliséieren, fir datt mer eis Liewensmëttel nees wäertschätze léieren. Kuerz gesot, mir mussen léieren, méi responsabel ze consomméieren. Dir wësst, datt lokal a saisonal elo ganz am Trend läit. An ech si frou doriwwer als Landwirtschaftsminister, awer och als Konsumenteschutzminister.

Dir wësst, datt vill Liewensmëttel, déi mer importéieren, laang Transportweeër mussen zrëckleeen an ënnerwee verdierwen, an déi, déi ukommen, hale sech wéinst deem laangen Transport net méi esou laang. Anescht ass et bei der Kombinatioun vu lokalen a saisonale Produiten: Si hale sech wesentlech méi laang a werke sech och nach positiv op d'CO₂-Bilanz aus. Dowéinst ginn ech jo net midd ze widderhuelen, datt mer de Wäert vun eise lokale landwirtschaftleche Produiten nees mussen méi schätze léieren.

Hei wëll ech och drop hiweisen, datt mer ee Gesetz op den Instanzewege geschéckt hunn, wat d'Gebrauche vu lokalen a saisonale Produkter an de Kantine soll vereinfachen. Zousätzlech schaffe mer och un enger Plattform, mat Hëllef vun där an Zukunft ee Matchmaker wäert kucken, fir d'Besoin vun de Kantine mat der Offer vun de Produzenten ofzestëmme.

Dir gesitt also, Här Zeimet, datt mir ganz vill Punkte souwuel vun Ärer Motioun wéi och vun

der Resolutioun vum 16. Mee vum Europaparlament amgaange sinn ëmzesetzen. Wa jiddwer Einzelne vun eis och nëmmen e bëssen u sengem Verhale schafft, kënnen mer zesumme vill errechen. Loosse mer all zesummen eng Grimmél méi antigaspi sinn!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Wann ech dat richtig gesinn, ass et elo um Tour vun der Gesondheitsministesch, der Madamm Lydia Mutsch.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Dir gesitt et schonn, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, dass d'Regierung hei ganz gutt zesummeschafft an dass déi dräi Ministèren am Beräich vum Gaspillage alimentaire och Hand an Hand schaffen. An ech wëll dat och als Gesondheitsministesch hei ënnersträichen.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Déi aner sinn all zu Paräis!

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Mir sinn och betraff an agebonnen an déi Mesuren, déi hei ganz gutt vum Landwirtschaftsminister resuméiert gi sinn. Wat eis ugeet, esou geet et haaptsächlech drëm, dass mir drop oppassen, dass d'Définitioun an d'Surveillance vun deene Mesuren, déi mer en place setzen, en héijen Niveau vu Protektioun a vu Surveillance erméiglechen, dat ëmmer am Interêt vun der Gesondheet vun de Konsumenten. Do si mir an eise Rôle an do si mir och am Zesammenhang mat Gaspillage alimentaire gefuerdert.

Ech wëll hei just, ergänzend zu deenen Ausféierungen, déi scho vum Landwirtschaftsminister gemaach gi sinn, zwou vun deenen Haaptaktiounen ausféieren, déi d'Gesondheet betreffen, an dann och eng Ausféierung maache ronderëm déi Froe um Haltbarkeetsdatum, déi hei opgeworf gi si vum Interpellant.

Fir d'Éischt emol hu mir aktiv matgeschafft bei der Elaboratioun vun enger Annex bei dem Guide de bonnes pratiques, déi zesumme mat der Horesca a mat de Métiers de la bouche ausgeschafft ginn ass. An do geet et haaptsächlech ëm d'Hygiènesbestëmmungen. An do si mir wierklech och gefuerdert als Gesondheitsministère, well et do drëms geet, fir déi Kritären opzuleschten, déi mussen respektéiert sinn, wa Liewensmëttel redistribuéiert ginn. Dat si ganz wichteg Applikatiounsmesuren, déi do dra sinn an et sinn och ganz wichteg Hygiènesbestëmmungen, déi do dra sinn. A mir insistéieren och do, dass d'Liewensmëttel, déi verdierflech sinn a wou ebe mikrobiologisch Prozess sinn, déi zu Verdierflechkeet kënnen féieren, mussen e Verbrauchsdatum hunn an dass se dann och ausserhalb vun deem Verbrauchsdatum net méi dierfen utiliséiert ginn.

Par contre, an och dat ass hei schonn ugeschwat ginn, kënnen déi Liewensmëttel, déi net verdierflech sinn, déi ee Mindesthaltbarkeetsdatum hunn, nach eng Kéier reutiliséiert ginn. An do sinn eng ganz Rëtsch vu Consignes derbäi, déi dat präziséieren. An do geet et ëm Produkter, déi zum Beispill an de Bäckereien, an de Metzlerien oder och an der Restauratioun verdeelt ginn, oder och ëm Uebst a Geméis.

An hei insistéieren mir als Gesondheitsministère op de Prinzip, dass déi Persounen, déi op Liewensmëttel zrëckgräifen, déi redistribuéiert ginn, dass déi dat nämlech Recht hunn op Protektioun, wéi déi Persounen, déi hir Produkter regulär à source directe kafen. Et ass ganz wichteg, dass hei all d'Schinnen definéiert sinn an d'Sécherheitsnorme respektéiert ginn. An duerfir geet et och drëms, dass déi Associatiounen, déi eng Redistributioun maachen, e Système de traçabilité respektéieren. Dat heescht, et muss zrëckzeféiere sinn, wou déi Liewensmëttel hierkommen. An et muss een och kënnen déi Liewensmëttel zrëckzéien, wann dat muss sinn. Dat ass ganz wichteg. An duerfir ginn hei déi Hygiènesmesurë bei der Produktioun, beim Maintien vun der Chaîne du froid, bei den Informatiounen iwwer d'Allergene genaousou respektéiert wéi bei anere Liewensmëttel och.

Zum Zweeten ass et ganz wichteg, dass déi Aktivitéite ronderëm de Gaspillage alimentaire och afléissen an déi Regeln, déi se prägen, och matafléissen an d'Routinekontrollen, déi gemaach ginn. Ech wëll och dat hei betounen, well dat kléngt vläicht wéi eng Selbstverständlechkeet, mä dat ass nach laang net an alle Länner esou, mä et ass awer hei zu Lëtzebuerg esou.



Eis Divisioun vun der Sécurité alimentaire huet all Aktivitéite vun der Kontrollen, déi gemaach ginn, integréiert. An déi Aktivitéite sinn da ganz normal dem Contrôle officiel ënnerleucht wéi all aner Aktivitéiten och ronderëm de Liewensmëttelsecteur. An och hei wëll ech ëmmer erëm betounen, dass mer e ganz héijen Niveau hu vu Protektioun vun der Gesondheet vun der Konsument an dass mer och hei bei der Redistributioun all déi Regele mussen applizéieren.

Et ass hei scho gesot gi vum Landwirtschaftsminister, dass d'Europäesch Kommissioun ganz sensibil ass op der Problematik vum „food waste“, wéi et do meeschtens genannt gëtt. Och hei sinn eng Rëtsch vu Mesuren nach an der Diskussioun. Do ass „work in progress“, fir dann emol mat der anglofoner Terminologie weiderzefueren. An och sinn am Kontext vun deenen Diskussiounen Iwwerleeungen nach weider en cours ronderëm d'Froe vun der Liewensmëttelhaltbarkeet an dem Etiquetage, deen dorunnerhängt.

Ech wëll hei kuerz nach eng Kéier déi Lëscht rappeliere vun deene Liewensmëttel, déi net brauchen eng Date de durabilité ze hunn. Dat sinn Uebst a Geméis, also frëscht Uebst a Geméis, Wäin, Likör, ech mengen, et huet ee Porto hei als Beispill genannt, oder och Liewensmëttel, déi mer an enger Bäckerei kafen, Pâtisserie, déi een innerhalb vu 24 Stonnen an der Regel konsuméiert, Esseg, Salz, Zocker oder aner Produkter am Beräich vun der Confiterie, déi bal nëmmen aus Zocker bestinn. Dat si primär Produkter, déi sinn net transforméiert, dat si frëscht Produkter an dat sinn och an der Regel ganz stabel Produkter, déi sech gutt konservéieren loossen à température ambiante, wou keng extra Bestëmmunge gëllen.

Bon, dat ass eng Saach, déi een, mengen ech, hei muss oplëschten, dass dat ganz wichtig ass, dass am Zesummenhang mat enger Rei vu Produkter diskutéiert gëtt, fir de Mindesthaltbarkeetsdatum duerch d'Date de production, also de Produktionsdatum ze ersetzen. A bei där doter Diskussioun sinn haaptsächlech Aliment-primair viséiert. An do denken ech u Räis oder Nuddelen oder Konserven an esou weider.

Bon, ech muss soen, dass bei deene ganzen Diskussioun ronderëm d'Mindesthaltbarkeet mir op alle Fall drop insistéieren, dass folgend Elementer matafléissen:

Dir sollt wëssen, dass fir de Mindesthaltbarkeetsdatum de Produzent eng Rei vun Tester muss maachen, wou e muss erausfannen oder evaluéieren - besser gesot -, wéi d'Evolution vun deem Liewensmëttel ass a wéi sech d'Qualitéit an der Zäit deterioréiert respektiv wéi dat Produkt seng gustativ Qualitéit mat der Zäit verléiert. Dat si ganz wichteg Texter. An domadder muss de Produzent dee Mindesthaltbarkeetsdatum estiméieren an och determinéieren. An domadder gëtt en och eng Garantie fir de Konsument, dass an där Period d'Qualitéit vum Produkt sech net deterioréiert.

Wa mer elo, ouni all aner Elementer vun der Diskussioun matzberücksichtegen, soen: „Jo, et ass jo ganz einfach, da remplacéiere mer deen Datum, dee Mindesthaltbarkeetsdatum“, an et sinn eng Rei vun Intervenanten dorop eragaangen, „duerch de Produktionsdatum“, dann attribuéiere mer d'Responsabilitéit vun der Evaluatioun, ob dat Liewensmëttel nach

konsumfäeg ass oder net oder ob et nach e staill Produkt ass fir de Konsument. Dann iwwerlosse mer dat dem Konsument, deen awer eigentlech net outilléiert ass, fir dee Genre vun Evaluatioun ze maachen.

Ech wëll dat just hei signaléieren, well et keng einfach Diskussioun ass a well ech och heiansdo eis Mataarbechter, déi natierlech och op europäeschem Plang déi doten Diskussiounen matféieren, net beneiden, well se natierlech op där enger Säit net wëlle muttwëlleg derzou bäidroen, dass e Liewensmëttel onnëtz ewechgehät gëtt. Op där anerer Säit ass natierlech awer och de Risiko, dass ee vläicht e Liewensmëttel ewechgehät, well ee seet: „Ech weess et net genau. Et steet näischt drop, da geheien ech et léiwere ewech, net dass et vläicht awer net méi gutt ass.“ Dann hu mer och näischt geschafft.

Dofir, et ass schonn eng ganz komplex Diskussioun, déi mer do hunn. An dofir ass et och ganz wichtig, an och dat ass vu mengem Ministerkolleeg gesot ginn, ganz wichtig, dass mer differenzéieren tëscht Mindesthaltbarkeetsdatum a Mindestconsummationsdatum. Dat si ganz wichteg Nuancen an dat sinn Diskussiounen, déi fir de Konsument et vu grousser Bedeutung sinn.

An da wéilt ech gären, well mer dat esou ofgemaach hunn, dem President proposéieren, fir der Ëmweltministesch d'Wuert ze ginn.

Mir kënnen versécheren, dass mir weiderhin Hand an Hand schaffen. An ech mengen, mir hu souguer och kee Problem domadder, fir déi Motiounen, déi haut proposéiert gi sinn, unzehuelen. Also, wa mir no eiser Meenung gefrot ginn, ech mengen, fir eis wier dat an der Rei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann Dir mech dat frot, da maachen ech dat selbstverständlech. D'Ëmweltministesch, d'Madame Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Liewensmëttelverschwendung weist, dass an eisem System eppes schiffléift. Liewensmëttel ewechgeheien, dat ass ethesch verwerflech an dat ass ekonomesch net sënnavoll an ökologesch och eng Katastroph.

Dat heescht, iwwert d'Zil si mer eis heibannen eens: Keng Liewensmëttel ewechgeheien, ass dat grousst Zil. Fir dat ze erreechen, brauche mer e kloer Kader a mir brauche kloer Tëschenetappen. An eng vun den Tëschenetappen ass, dass Lëtzebuerg sech am Kader vu sengem Offallplang, deen de leschten November an der Regierungsrout goug, virgeholl huet, dass mer bis 2022 50% vun eisen Öffall an deem Beräich reduzéieren. Do si mer méi héich an den Ambitiounen, wéi säitens vun der EU, wou mer en Zil hu vu 50% bis 2030.

Ech mengen, dass dat weist, wéi engagéiert a motivéiert dës Regierung zesumme mat allen Akteuren hei zu Lëtzebuerg d'Liewensmëttelverschwendung ugeet. An ech mengen, et weist och: Mir schaffen op EU-Niveau, mir schaffen op internationalem Niveau, sief et an der FAO, sief et awer och am Beräich vun Erreeche vun der Agenda 2030, konkret zesummen un deemselwechten Zil. An dat ass och gutt esou.

Fir dat Zil ze erreechen, brauche mer awer ganz kloer Donnéeën. An dofir mengen ech, ass déi lescht Offallanalys, déi mer 2013-2014 gemaach hunn, e wichtegen Indicateur. An dee muss een dofir och genee liesen. An ech si frou, dass esou munnech Kolleegen d'Donnéeën dovun iwwerholl hunn, dass 72% aus dem privaten Haushalt kommen. Eng wichteg Zuel, déi et awer, mengen ech, ze wësse gëllt, ass: Ekonomesch ass dat eng Perte vu 60 Milliounen Euro am Joer eleng hei zu Lëtzebuerg. Dat si 5% vun deem, wat mer järelech fir Liewensmëttel ausginn. Déi kéint ee besser a regional, saisonal a biologesch Produkter erasteschechen. Dat ass op jidde Fall meng Iwwerzeugung.

An da gouf och ugeschwat, dass en Deel vun den Donnéeën feelt. An deen Deel vun den Donnéeën, dat ass dee vun der Landwirtschaft bis an d'Produktioun. Deen Deel misst an enger nächster Etüd, déi jo fir 2019 ugekënnegt ass, och nach derbäikommen. An ech mengen, da si mer gutt, andeems mer no an no eis Ziler erreechen.

A well den Här Zeimet gesot huet: „Hutt Der dann och konkret Moosnamen?“ Ech widderhuelen elo net alleguerten déi Moosnamen, déi bis ewell schonn ernimmt goufe vun de Kolleegen. Ech wëll awer trotzdem nach eng Kéier op dee Pilotprojet vun IMS bezüglech de Kantinnen agoen, well et ass wichtig, dass mer kucken, et sinn awer d'Kantinnen, d'Restaurants, déi Grouss, wou mer kënnen schnell usetzen, well et si si, déi awer nach ganz vill onnéidegen Offall hunn.

Mir hunn och e Projet zesumme mat der SuperDrecksKëscht, et gouf schonn ugedeit, „clever iessen“, wou ab Mee vun deem Joer nach eng Kéier nei Formationscyclé si fir genau d'Personal an der Restauratioun, an den Entreprises, wou d'SuperDrecksKëscht och elo scho schafft fir d'Reduktioun vun deenen aneren Offäll, fir do Synergien ze fannen an déi Formatioun nach eng Kéier unzebidden, well et wierklech ganz wichtig ass, dee Lien ze maachen. D'Leit mussen wëssen, wéi déi gutt Entscheedung sinn.

All déi aner Saache goufe scho gesot. An ech mengen, e wichtige Schrëtt fir de Privatmensch wäert sinn, dass mer och dës Fréijoer nach d'„Ecobox“, dat ass esou en „doggy bag“, deen ee ka mathuelen, wann een net alles gepackt huet, dass een dee lancéiert, genausou wéi mer e gudd Schrëtt weiderkomm sinn an de Lien gemaach hu mat den Naturparken, déi sech elo allen drai engagéieren am Beräich vun der École du goût, wou mir als Regierung, zesumme mam François Bausch, Gelder deblockéiert hunn, fir dass déi och kënnen en Haus hunn zu Branebuerg, wou ka geschafft ginn a vu wou aus kann erausgaange ginn an déi eenzel Schoulen, zesumme mat der Educatioun, da komme mer näamlech e Schrëtt weider. A mir schléissen de Krees a mir maachen déi Lienen och mat deenen anere Politicken.

Wa mer vu Liewensmëttelverschwendung schwätzen, da schwätze mer jo och vu Verschwendung vu Plastik. D'Plastikthematik gouf viru kuerzer Zäit bei den Ëmweltministere ugeschwat. An da schwätze mer - de Landwirtschaftsminister huet et gemaach - vun der Kreeslafwirtschaft. Dat hängt alles zesummen.

Dofir nach eng Kéier: Jo, ech mengen, mir brauche keng speziell Legislatioun op deem Punkt fir genau just de Gaspillage alimentaire, well mir hunn eng Offallplanung, e Plang, e

Gesetz. Mir hunn op villen Niveauen, souwuel an der Landwirtschaft wéi awer och am Beräich vun der Direktiv „Kreeslafwirtschaft“, Usatzpunkten, wou mer déi néideg Gesetzgebung haut scho fannen a wou mer sollten no an no un de Schrauwen dréien, wann et dann néideg ass a wa mer gesinn, datt iergendeppes eis hënnert, zum Beispill Hygiènesvirschrëften, wa mer mussen oppassen.

Jo, Gewunnechten änneren, ass dee groussen Défi, dee mer wellen zesummen ugoen. Et gëllt, hei dee Lien mam Liewensmëttel a senger Landschaft erëm hierstellen tëschent de Leit. D'Kanner sinn do e Schlëssel zum Erfolleg. Duerfir mengen ech, dass, wann een eng École du goût mécht, wa mer mat der Educatioun eis méi bewosst zesummen ernären, mat eise biologesche Statiounen an engem Programm wéi „Naturgeméis“, wou d'ailleurs de Landwirtschafts- an den Ëmweltministère zanter Joren d'Gemengen ënnerstëtzen, dass déi Lienen tëschent den Akteuren, tëschent der Landwirtschaft, de Gemengen als Akeefen an awer virun allem och de Kanner, déi erëm Sensibilitéit kréie fir hir Regioun, dass mer do dee Krees schléissen, dee mer alleguerte wellen.

Dofir och vu mir nach eng Kéier: Ee gudden Equiliber tëschent Legislatioun an Aktioun, tëschent allen Akteuren, dat wäert eis schlussendlech zu eisem groussen Zil féieren, manner Liewensmëttel, jo guer keng Liewensmëttel méi ze verschwenden.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun.

Motions

Mir si saiséiert mat zwou Motiounen. A wann ech d'Regierung richteg verstanen hunn, da sinn déi zwou Motiounen fir si an der Rei.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Jo, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géif ech vläicht d'Chamber froen, ob si dat d'selwecht gesäit an ob mer per Handophiewen ofstëmme kënnen.

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Déi éischt Motioun. Wien ass mat där Motioun d'accord?

Géigeprouf: Wie stëmmt dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun 1 ass unanime ugeholl.

Vote sur la motion 2

Zweet Motioun. Wien ass do dermat d'accord?

Géigeprouf: Wien ass dogéint?

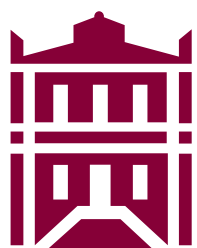
Wien enthält sech?

Keng Enthaltungen. Domat sinn déi zwou Motiounen unanime ugeholl.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm a Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

Ech soen lech Merci.

(Fin de la séance publique à 17.45 heures)



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 7164 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n°596/2014, et portant:

- modification du Code de la consommation;
- modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; et
- modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler
- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Alex Bodry, M. Henri Kox, M. Roy Reding
- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. 7199 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance et portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler
- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding
- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 7163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne le régime fiscal de la propriété intellectuelle, et modifiant la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs («Bewertungsgesetz»)

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger
- Discussion générale: M. Laurent Mosar (interventions de M. Eugène Berger et M. Gast Gibéryen) (dépot de deux amendements), M. Eugène Berger, M. Franz Fayot (question de M. Laurent Mosar), M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar)
- Vote sur l'amendement 1 (rejeté)
- Vote sur l'amendement 2 (rejeté)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 7226 - Projet de loi portant approbation de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", faite à Nicosie, le 8 mai 2017

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (question de M. Laurent Mosar)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 7065 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;
2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;
3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
- Discussion générale: M. Emile Eicher (interventions de Mme Josée Lorsché, Mme Viviane Loschetter et M. le Ministre François Bausch), M. Yves Cruchten, M. Henri Kox, M. Max Hahn (interventions de M. Laurent Zeimet et M. Gast Gibéryen), M. Gast Gibéryen (intervention de M. Alex Bodry), M. David Wagner, M. Alex Bodry
- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Emile Eicher et M. Claude Wiseler)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. Hommage à M. Roger Negri

- M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Roger Negri

8. Hommage à M. Claude Adam

- M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Claude Adam (intervention de M. Alex Bodry)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. François Bausch et M. Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- E schéine gudder Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op.

An ech gesinn, d'Regierung huet eis keng Matdeelungen ze maachen.

Da kënnen mer direkt zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7164. A schon am Titel gesäit een, dass et näischt Einfaches ass. Et geet em d'Referenzindice fir d'Performanz vu Fongen. Mä den Här Bauler wäert eis an einfache Wieder erklären, wat dat heescht. Den Här Rapporteur huet d'Wuert.

2. 7164 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n°596/2014, et portant:

1. modification du Code de la consommation;**2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;****3. modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; et****4. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances**

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Ech sinn awer ëmmer frou an zeffridden, dass Dir u meng pädagogesch Fäegkeete gleefft.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dir sidd jo Pädagog.

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem Gesetzesprojet 7164 zu de sougenannten „indices de référence“ gëtt e weidert europäesch Reglement an nationaal Recht emgesat an domat och e weidere wichtige Baustee geluecht, fir déi europäesch Finanzmäert méi stabil an transparent ze maachen.

Vu dass et sech hei em e Règlement d'application directe handelt, mussé just verschidden

Artikelen emgesat ginn. Effektiv stellen dës Indices de référence en zentraalt Element an eise Finanzsystem duer a sinn immens wichteg fir d'Integritéit an d'Stabilitéit vum ganze System.

Allerdéngs huet d'Vergaangenheet gewisen, dass mat hinnen och Schmu gedriwwen ka ginn a si den Objet vun Interessenskonflikter kënnen sinn. Ech erkläre mech: 2012 ass erauskomm, dass de LIBOR, den Zënssatz, zu deem d'Banken zu London sech géigesäiteg Sue léinen, jorelaang manipuliert gi war, woumat déi implizéiert Banken en Heedegeld op d'Käschte vun aneren Investisseuren verdéngt hunn. Dat huet, wéi ee sech denke kann, e grouse Skandal ausgeléist. An et ass effektiv och ee Grond, firwat d'Europäesch Unioun sech decidéiert huet, dës Referenzindice besser ze reguléieren.

Wat sinn also dës Indicien a wat fir eng Roll spille se? Wéi scho gesot, et sinn ënner anerem Zënssätz, an zwar generell Zënssätz, zu deene grouse Banke sech géigesäiteg Sue léinen. Nieft der Zentralbank hirem Taux stelle se awer och eng wichteg Referenz duer, fir de Präis vun allméiglechen anere Finanzprodukter, wéi zum Beispill Kreditter, Derivate, Swaps, Bonds an esou weider ze berechnen, déi och eenzel Investisseuren oder Firme kënnen kafen. Si spillen also eng essenziell Roll op de Finanzmäert. An et ass och indispensabel, dass déi eenzel Akteuren deene Wäerter kënnen trauen.

Dat europäesch Reglement gesäit duerfir e präzise Kader a kloer Regele vir, no deenen dës Indice berechent ginn. Op dës Manéier soll sécher gestallt ginn, dass d'Prozedur transparent an d'Referenztaux gläwvirdig sinn. Doriwwer eraus designéiert dës Gesetzesprojet d'Commission de surveillance du secteur financier an de Commissariat aux assurances als zoustänneg Autoritéiten, déi d'Implementatioun vum Reglement iwwerwaachen, a gëtt hinnen déi néideg Kompetenzen, fir och Sanktioune kënnen ze decidéieren.

Fir den Ännerunge Rechnung ze droen, déi dëst Reglement bei zwou Direktive virgesäit, gi mat dësem Gesetzesprojet och nach déi jeeweileg Gesetze modifizéiert, déi betreffen.

Et sief nach bemierkt, dass dës Gesetzesprojet de 4. August 2017 bei eis am Parlament deposéiert gouf. D'Handelskummer huet hiren Avis den 10. November 2017 publizéiert. Dem Statsrot säin Avis ass den 30. Januar 2018 verëffentlecht ginn. D'Chambre de Commerce hat dann nach en Avis complémentaire den 1. März 2018 erausginn an den Avis complémentaire vum Statsrot koum de 6. März.

De Statsrot hat a sengem éischten Avis eng Opposition formelle formuléiert, ausgeschwat. Déi héich Kierperschaft huet fonnt, dass d'Reglement a Bezuch op d'Méiglechkeete vun den zoustännegen Autoritéiten, fir Enquëten ze realiséieren, net genee emgesat gi wier. No enger Rei parlamentareschen Amendementer, déi dës Lacune behuewen hunn, konnt de Statsrot seng formell Opposition ophiewen a säin Accord fir dës Gesetzesprojet ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dës Projet de loi.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet den Här Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Merci dem Rapporteur. Wéi ëmmer brillant ware seng Ausféierungen hei op der Tribün an och säi Rapport. Mir bleift just nach, den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann huet den Här Bodry d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, ech géif am Numm vun der sozialistescher Fraktioun datselwecht maachen an och dem Här Bauler Merci soe fir seng aféierend Wieder.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Kox huet d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Jo, Här President, och mir bréngen den Accord zu dësem Gesetz a soe gläichzäiteg Merci fir de Rapport vum Rapporteur.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Villmools Merci dem Kolleeg Bauler fir seng exzellent Aarbecht. Et kann een dat guer net genuch ervirsträchen, well et ass jo awer ganz vill Aarbecht, esou e Rapport ze maachen. An ech bréngen mat Freed den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Ech gesinn, och den Här Wagner wäert déi Harmonie net stéieren. An da ginn ech dem Här Finanzminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci, Här President. Ech si frou iwwert déi Harmonie, mat där mer haut de Mëtten hei ufänken. Ech géif gär just ennersträchen, dass deen heite Reglement 2015 adoptéiert ginn ass ënner Lëtzebuurger Presidentschaft. Dat heescht, ech hu mech selwer drëm bekëmmert bis an d'Nuecht eran.

Dat hei ass e Reglement, dee méi Transparenz an déi Indicien erabréngt. An do gouf et jo Skandalen em LIBOR an em aner Indicien. Dat soll heimat behuewe ginn, andeem d'Methodologie méi streng gëtt an do méi Kontrolle sinn. Zu Lëtzebuerg sinn d'CSSF an de Commissariat aux assurances dann déi zwou Autoritéiten, déi sech domat befaassen. Mir hunn och de Code de la consommation esou geännert, wéi dat néideg war.

Ech freeë mech, dass all Mënsch dat heite kann ennerstéizen, also all d'Deputéiert. An ech soen dem Här André Bauler villmools Merci fir säi schrëftlechen a mëndlechen Bericht.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och.

Domat kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7164 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7164 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme, dann d'Procuratioune. D'Ofstëmmung ass, mat engem Hechtsprong, elo - jo, jo, mir maachen dat - eriwwer.

57-mol Jo, keng Géigestëmme, mir hunn also Unanimitéit vun deenen, déi um Vott deelgeholl hunn.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7164 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm (par M. Laurent Mosar), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Claude Wiseler), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par M. Marco Schank), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Tess Burton), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7199, enger Direktiv iwwert d'Schlüssel-informatiounen zu Investmentproduiten. An och hei sinn d'pädagogesch Qualitéite vum Rapporteur, dem Här André Bauler, gefrot. Hien huet och direkt d'Wuert.

3. 7199 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance et portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Merci, Hâr President. Och bei dëser Matière hunn ech mech missen, als een, deen net am Finanzsektor tätég war, aschaffen. Et klénge heiansdo chineesch. Mä op eemol versteet een awer wierklech, em wat et geet. Och de Kollege Merci fir hiert Vertrauen.

Léif Kolleginnen a Kollegen, Hâr President, beim Gesetzesprojekt 7199 handelt et sech em d'Operationalisierung vum europäesche Règlement 1286/2014 iwwert d'Documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance, also deem sougenannten „PRIIPs-Reglement“. PRIIP - P, R, I, I, P - steet fir „Packaged Retail and Insurance-based Investment Products“. Déi Däitsch hunn dat ganz flott an d'Sprooch vum Goethe iwwersat. Do steet de PRIIP fir, ech zitieren: „verpackte Anlageprodukte für Kleinanleger und Versicherungsanlageprodukte“.

Vu dass et sech hei och em e Règlement d'application directe handelt, mussen just verschidden Artikelen emgesat ginn. D'Haaptzil vum PRIIPs-Reglement ass et, d'Verständnis vun de Risiken an de Käschte vun Investissementsproduite fir sougenannt „Retail-Investoren“ ze verbessern, andeems d'Investisseuren an Zukunft en Document d'informations clés oder op gutt Lëtzebuergesch iwwersat e Basisinformatiounsblatt, de sougenannten „KID“ - Key Information Document -, fir Produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance kréien.

Iwwregens soll de KID - K, I, D, also, de Key Information Document - nëmme wesentlech Informatiounen iwwert de Finanzproduit beinhalten a sou fir de Client iwwersichtlech a liicht ze liese sinn. De KID, also d'Basisinformatiounsblatt, soll virun allem Informatiounen iwwert d'Charakteristike vum Produkt an iwwert de viséierte Marché ginn.

Da soll de KID och opweisen, ob e Kapitalverloscht méiglech ass. E soll also, wéi och schon ufanks bemierkt, Opschluss ginn iwwert d'Käschten an de Risikoprofill vun engem Produkt. De KID soll och kloer Informatiounen ginn iwwert d'Wäertentwicklung souwéi och speziellesch Date liwweren, déi et dem Client erlaube sollen, d'Charakteristike vu verschiddene Produktsorten besser ze verstoen oder ze erfassen.

Wat versteet een enner Produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance? Ma dëst si Produkter, bei deenen de Montant, deen zum Schluss un den Investisseur zrëckbezuelt gëtt, Schwankungen ennerläit, well se vu Referenzwäerter oder vun der Entwicklung vun Aktiva ofhänken. Sou sinn enner anerem Investmentfongen, Liewensversicherungserzeuger mat enger Investitionsdimension an awer och strukturéiert Finanzprodukte viséiert.

Fir dëst europäescht Règlement ze operationaliséieren, mussen déi zoustänneg Autoritéiten designéiert ginn. D'CSSF kritt hei eng generell Kompetenz a par dérogation gëtt de Commissariat aux assurances déi kompetent Autoritéit fir d'Entitéiten, déi senger Iwwerwaachung, senger Surveillance ennerleien.

De Projet gesäit dann och d'Pouvoir vir, déi dës Autoritéite brauchen, fir hir Missiounen am Kader vum Règlement PRIIPs auszeüben. Dës Pouvoir sinn dann och no un deene vum Artikel 53 vun der LSF, also der Loi relative au secteur financier.

Des Weidere gëtt och e Sanktionsregime an e Publikationsregime vun dese Sanktiounen agefouert. Den Niveau vun de Sanktiounen ass en ligne mat deem, wat am Règlement virgesinn ass.

Et gëtt och vun zwou Optionen Gebrauch gemaach. Engersäits ass virgesinn, dass SICAREN a Fongen, déi keng OPCVM sinn, och e KID no de Regele vum OPC-Gesetz vum 17. Dezember 2010 amplaz vun engem PRIIPs-KID kënnen opstellen. Anerersäits kréien d'Autoritéiten

d'Méiglechkeet, d'Ex-ante-Notifikatioun vum KID ze verlaangen.

Et sief nach bemierkt, dass dese Gesetzesprojekt de 25. Oktober d'lescht Joer bei eis hei am Parlament deposéiert gouf. D'Handelskummer huet hiren Avis den 9. Januar 2018 publizéiert. De Statsrot huet säin Avis den 30. Januar 2018 verëffentlecht. D'Chambre de Commerce hat hiren Avis complémentaire de 27. Februar dese Joers erausginn. An den Avis complémentaire vum Statsrot koom, wéi och bei deem Gesetzesprojekt vu virdrun, de 6. März 2018.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis eng Rei Remarque formuléiert. D'Finanzkommissioun huet deem, oder deenen an hire parlamentareschen Amendementer Rechnung gedroen, soudass de Statsrot a sengem Avis complémentaire säin Accord dann och ginn huet.

Hâr President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech soen lech och hei nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren a ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dese Gesetzesprojekt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet den Hâr Mosar d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, och hei e ganz grouse Merci fir de Rapporteur, deen eis dee ganz flotte Projet de loi mat deem nach méi flotten Numm PRIIPs hei am Detail erkläert huet. Mir bleift och soss näischt Weideres ze dinn, wéi nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Hâr Fayot huet d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Hâr President. Och vun eiser Säit e Merci un den André Bauler, deen dese Projet kompetent a komplett presentéiert huet. Do bleift näischt hinzuzufügen.

Ech kann och den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun fir dese Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Hâr Kox huet d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Hâr President, selbstverständlech wëll ech och hei dem Rapporteur nach eng Kéier villmools Merci soe fir säi schrëftlechen an natierlech ëmmer säi mëndleche Rapport hei an der Chamber, an ech gi gläichzäitig de Jo vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Hâr Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Hâr President. Ech kann dem Rapporteur alt nees eng Kéier nëmme felicitéieren, fir hei eng Matière, déi net all Mënsch zougänglech ass, esou klipp a kloer ze verdäitlechen. An et ass alt nees eng Kéier mat Freed, dass ech selbstverständlech den Accord vun der ADR zu deemem Projet bréngen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech liesen aus den Ae vum Hâr Wagner, dass hien och do dermat d'accord ass. An da ginn ech och dovun aus, dass de Finanzminister dermat d'accord ass.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, natierlech, Hâr President. Ech géif gär dem Hâr André Bauler och Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht.

Déi Unanimitéit ass jo ganz gutt an déi Terminologie ass jo ganz komplizéiert, mä ech mengen, et dierf een net aus den Ae verléieren, dass dat, wat hei gemaach gëtt, extrem wichteg ass fir den Investisseur, fir de Client. De Client gëtt hei protegéiert a Produiten, déi am Fong geholl relativ bekannt sinn, ob dat elo eng Part ass, déi een an engem Investitionsfong keeft, ob dat eng Assurance-vie ass, déi een hëlt, ob dat eng titriséiert Instrument ass, alles dat si Saachen, déi all Client ka bei senger Bank eventuell kafen. An do ass et jo berouegend, dass dann de Client déi néideg Informatiounen kritt, dee Key Information Document.

Dat ass also vläicht eppes, wat komplizéiert alles heescht, mä et geet haaptsächlech drëms, de Client ze protegéieren, dass e weess, wat fir eng Risiken en huet, wann e verschidde Produkte keeft. An doriwwer solle mer eis all freeën, dass déi Protektioun grad vun Europa organiséiert ass op eng harmoniséiert Aart a Weis, dass een am ganze Marché unique Informatiounen kritt, déi ausgeglach sinn, déi kohärent sinn. An dat ass gutt fir de Lëtzebuerg Client, mä et ass och ganz gutt fir eis Finanzplatz.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Domat kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7199 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7199 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass fäerdeg.

60-mol Jo. De Projet 7199 ass unanime ueg-holl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm (par M. Laurent Mosar), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Mabo Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass och hei d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci.

A mäi klenge Fanger seet mer, dass et elo eriwwer ass mat der Unanimitéit, well mir kommen zum Projet 7163, enger Ofännerung vum Steiergesetz. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Joëlle Elvinger.

4. 7163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne le régime fiscal de la propriété intellectuelle, et modifiant la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs («Bewertungsgesetz»)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Hâr President, léif Kolleginnen a Kollegen, de Gesetzesprojekt 7163 gouf de 4. August 2017 vum Finanzminister deposéiert. Bei deemem Projet de loi geet et em d'Besteuerung vun der Propriété intellectuelle, dem geeschtegen Eigentum. Ier ech op de Projet selwer aginn, erlaabt mer, kuerz de generelle Kontext ze skizzéieren, an dee sech dese Projet aschreift!

Wéi ëmmer, wann et sech em d'Fiskalitéit handelt, huet een nieft dem nationalen Interêt och nach internationalen Constraints, un déi ee sech hale muss. Dat ass bei deemem Projet net aneschter. Och an der Besteuerung vun der Propriété intellectuelle hu mir op där enger Säit den nationalen Interêt vun der wirtschaftlecher a steierlecher Kompetitivitéit vun eisem Land an op där anerer Säit déi internationalen Constraints. Et gëllt also erëm, e Balanceakt tëscht deenen zwee fäerdegzebréngen.

Hâr President, d'Propriété intellectuelle ass unni Zweifel e wichtige Facteur fir eis Wirtschaft, sief et op nationalem oder europäeschem Niveau. Innovatioun, Fuerschung an Entwicklung sinn doriwwer eraus d'Basis, fir langfristeg eng Économie du savoir opzebauen, sou wéi dat zum Beispill och déi europäesch Strategie fir 2020 virgesäit.

Evidenterweis steet dat och an engem direkten Zesammenhang mat deem sou oft genannte qualitative Wuesstum, deen net op weidere Ressourcéverbrauch soll setzen, mä op gesteigert Produktivitéit, Innovatioun an héich qualifizéiert Aarbechtskräften. Aus deem Grond ass et wichteg, den Entrepreneuren hei zu Lëtzebuerg déi richteg Ureizer ze ginn, fir nach méi an d'Fuerschung ze investéieren, besonnesch och virum Hannergrond, dass d'Investissementer

am Privatsektor zrëckginn, wat d'Recherche an d'Entwécklung betrëfft.

Den ale Regime vun der IP-Box vum Artikel 50bis gouf mam Budgetgesetz fir 2016 ofgeschaaft, Dëst mat enger Iwwergangsperiod vu fënnf Joer. Während där Zäit kënnen zwar all déi Aktiven, déi virum 1. Juli 2016 registréiert gi sinn, weiderhi vun enger steierlecher Erliichterung profitéieren, mä et kënnen ebe keng nei méi derbäikommen. Mat deem Gesetzesprojekt ginn déi abrogéiert Dispositiounen duerch den neien Artikel 50ter ersat. Lëtzebuerg kritt also en neien IP-Regime. Dese soll natierlech den internationalen Normen an der Matière entsprechen, virun allem deene vun der OECD.

Hâr President, Lëtzebuerg, dat hu mer entretemps geléiert, huet am Endeffekt méi dovun, „compliant“ ze sinn, eng transparent a fair Steierpolitik ze maachen, wéi de Risiko anzegoen, fir spéider op enger schwaarzer Lëscht ze stoen. Fir ze verhënnern, dass Bréifboittgesellschaften an engem Land gegrënt ginn, fir vu steierlecher Virdeeler ze profitéieren, huet d'OECD de BEPS, also Base Erosion and Profit Shifting, lancéiert. Aus deem Aktionsplang geet déi sougenannt „nexus approach“ ervir, op Franséisch „approche du lien modifiée“.

Wat heescht déi nei Approche elo fir d'Besteuerung vun der Propriété intellectuelle? An Zukunft muss eng „activité substantielle“ an deem Land existéieren, an deem d'Propriété intellectuelle besteiert gëtt. Eng substantiell Aktivitéit setzt zwou Saache viraus: Zum enge mussen et Ausgabe sinn, déi an engem direkten Zesammenhang mat Recetten aus der Propriété intellectuelle stinn. Zum anere mussen dës Ausgaben och vum Steierzueler selwer gemaach gi sinn.

De Gedanken ass also ganz kloer deen, dass een nëmme vun enger steierlecher Erliichterung op Revenue vun der Propriété intellectuelle profitéiere kann, wann ee selwer och an d'Fuerschung an an d'Entwécklung investéiert huet, an dat och nëmme an deem Land, an deem tatsächlech e Mehrwert geschaaft ginn ass.

Allerdéngs ass et méiglech, dass eng Firma, déi zum Beispill hire Siège social zu Lëtzebuerg huet, hir Recherche an engem anere Land vum Espace économique européen maache léisst, wou dese Betrieb en Établissement stable huet. Dës Ausgabe kënnen dann awer als Dépense éligible consideréiert ginn, ënnert der Bedéngung, dass enner anerem op Basis vun engem Steieroffkommens dem Contribuable zu Lëtzebuerg d'Ausgaben attribuéiert ginn.

Den neie Steierregime gëtt iwwert den Artikel 50ter vum Gesetz iwwert den Impôt sur le revenu agefouert. An deem Artikel gëtt ganz genee definéiert, enner wat fir enge Konditiounen een en Deel vu senger Steieren an dëser Matière kann ofsetzen.

Ech wëll lech nach kuerz verschidden Hauptpunkten illustréieren, wéi deen neie Regime funktionéiert. Als Éischt de Champ d'application: Am Géigesaz zum ale Regime sinn nach just ganz bestëmmt Aktiven eligibel. De Champ d'application ass also e Stéck méi kleng ginn. Haaptsächlech Breveten au sens large a Logicielle sinn nach eligibel, während zum Beispill Marken, Zeechnungen a Modeller et net méi sinn.

Am Kontext vun desen Actifs éligibles entstinn Ausgaben an och Revenuen, vun deenen alt erëm verschiddener eligibel sinn an anerer net. D'Rechnung, déi herno gemaach gëtt, multiplizéiert d'Revenuen éligibles mat engem Ratio, dee sech zesummesetzt aus den Dépenses éligibles als Numérateur an den Dépenses totales als Dénominateur. Vun där Zomm, déi bei dëser Rechnung erauskënn, sinn dann 80% exoneréiert.

Dir gesitt, Hâr President, et ass effektiv eng zimlech technesch Geschicht. An duerfir wëll ech elo net weider an den Detail goen. Ech verweisen duerfir awer gären op mäi schrëftleche Rapport fir weider Explikatiounen.

Wat d'Avisen dann ueget, ass den Avis vun der Chambre des Salariés den 10. Oktober verëffentlecht ginn an dee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics den 9. Oktober 2017. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 3. November 2017 publizéiert. An no engem Amendement gouvernemental vum 15. Dezember d'lescht Joer huet d'Chambre des Métiers dunn hiren Avis den 12. Januar 2018 erausginn. An d'Chambre de Commerce huet nach en Avis complémentaire gemaach, deen de 15. Januar publizéiert ginn ass.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 6. März 2018 déi eng oder aner Fro opgeworf, mä awer keng Opposition formelle ausgeschat a prinzipiell säin Accord ginn. Och hei fannt Dir d'Detailer a mengem schrëftleche Rapport.



Ofschlüssend kann een awer festhalen, dass mir mat dësem neie Regimm steierlech weiderhi kompetitiv an attraktiv bleiwen a gläichzäiteg d'Investitioun an d'Innovatioun fërderen. Dat steet engem Land wéi Lëtzebuerg sécherlech gutt zu Gesiicht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir bleift da just nach, e ganz, ganz grouse Merci lasszeginn un de Finanzminister, un den Här Carlo Fassbinder vum Finanzministère a seng ganz Equipp.

lech soen ech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. D'Wuert huet den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech wëll ufänken och mat engem ganz grouse Merci un d'Rapportrice, déi eis hei en technesch komplexe Projet am Detail virgestallt huet. A wéi gesot, duerfir och vun eiser Säit hir e ganz grouse Merci fir hiren Engagement.

De Projet de loi, dee mer haut de Mëtten hei diskutéieren a sollen ofstëmmen, ass also déi faméis IP-Box. Ech mengen, de Projet ass och an där doter Terminologie dobausse bekannt. Et ass u sech en extrem wichtige Projet fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Ech mengen, datt mer allegueren och domadder averstane sinn.

Et ass e Projet, wou et ëm d'Propriété intellectuelle geet. A just fir lech awer do zwee, dräi Wieder och iwwert d'Importanz vun der Propriété intellectuelle hei ze ginn, mengen ech, ass dat international an europäesch gewosst, datt d'Propriété intellectuelle e Schlüsselfacteur vum Wirtschaftswuesstum ass.

A wann ech och nëmmen am Projet de loi kucken, och am Exposé des motifs féinnt een déi Zuelen erëm, déi eigentlech impressionnant sinn: Eleng an der Europäescher Unioun schaffen iwwer 82 Milliounen Mënschen an deem Secteur, direkt oder indirekt. Do gesäit een och, wat dat duerstellt. Also bal ee Fënnfël vum Bierger an der Europäescher Unioun hunn direkt oder indirekt eppes mat Droit-intellectuellen ze dinn.

Mä och fir eist Land ass dee Projet vun enger ganz, ganz grouser Bedeitung, natierlech och am Kontext - an ech mengen, mir sinn eis do ëmmer och eens - wat d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft ubelaangt. Ech mengen, mir ënnersträchen all Kéiers, wa mer Rieden halen, wéi wichtig et ass, datt mer e bësse lasskomme vun deem grouse Gewicht, datt d'Finanzplaz an deem Land huet. An duerfir, d'Diversifikatioun vun der Wirtschaft ass wichtig an d'Droit-intellectuelle sinn och hei e fundamentaalt Element.

Dann ass awer och wichtig, ganz besonnesch fir Lëtzebuerg: Hei geet et och ëm d'Recherche an d'Innovatioun. Mir wëssen allegueren och, datt mer op déi Recherche an déi Innovatioun ugewise sinn. A Recherche an Innovatioun hunn natierlech och direkt e Lien mat Droit-intellectuellen, mat Brevet, Marken an all Zorte vun Inventiounen.

An dann en drëtt Element nach, firwat et fir Lëtzebuerg extrèmement wichtig ass, dat ass dee ganze Beräich och elo vu Space Mining, Space Resources. Och do si mer natierlech op eng gutt Gesetzgebung ugewisen, wat d'Droit-intellectuellen uegt.

Fir dann awer elo op de Projet de loi anzegoen, wëll ech nach eng Kéier rappeléieren, datt d'Budgetgesetz fir d'Joer 2016 am Dezember 2015 a sech den Artikel 50bis, de fréieren Artikel also, den d'Droit-intellectuelle regelt, ofgeschafft hat, deemools ouni Ersatz, en Element, wat och oft, och am concernéierte Secteur, fir Kritik gesuergt huet.

Ech muss dann och fir d'Alleréischte hei feststellen, datt ech fannen, datt et extrèmement laang gedauert huet, ier d'Regierung mat engem Projet de loi komm ass. Notamment wann ee weess, Här President, datt jo eigentlech schon 2013 respektiv 2014 gewosst war, datt mer dee 50bis net méi kéinten an där Form bäibehalen, muss ech e bësse bedauern, datt et da bis 2017 respektiv elo 2018 gedauert huet, ier d'Regierung do mat engem anere Projet komm ass. Notamment wann ee weess, datt all déi aner Länner, mat deene mir a Konkurrenz stinn, an ech brauch se net allegueren opzezielen, elo scho säit enger Rei vu Méint a Joren a sech hei e Gesetz hunn, wou mir also ganz kloer e Konkurrenzretard wäerten hunn.

Dann eng zweet generell Kritik, déi ech hei och wollt virbréngen, op déi ech awer nach e bësse méi am Detail aginn, ass, datt mir eigentlech fannen, datt hei eng minimalistesche Ëmsetzung

gemaach ginn ass vun enger Direktiv, déi eis vill méi Méiglechkeeten erlaabt hätt.

An ech wëll och do awer nach eng Kéier op déi éischt Sitzung agoen, wou mer konnten iwwert de Projet de loi schwätzen. Dat war den 19. Januar, wéi dunn déi zoustänneg Beamten eis dee Projet virgestallt hunn. Dozou muss ech eigentlech soen, datt iwwer all Reien, net nëmmen an den Oppositionsreien, mä och an de Majoritéitsreien, eigentlech eng grouss Enttäuschung virgeherrscht huet,...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Nee, mir hunn eis Froe gestallt.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...wat de Projet betrëfft. An ech ka mech...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mir hunn eis Froe gestallt, awer keng Äntwerte kritt.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech ka mech erënneren, datt souwuel de President vun der Finanzkommissioun wéi och aner Membere sech herno virun de Mikroe vun der lëtzeburgergescher Press eigentlech éischter enttäuscht ausgedréckt hunn iwwert déi Aart a Weis,...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dir interpretéiert dat falsch, Här Mosar!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...Här Berger, iwwert déi Aart a Weis,...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mir hu gesot, et géife Froen oobleiwen a mir géife kucken, déi ze beäntwerten.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...wéi dee Projet hei ëmgesat ginn ass. Leider Gottes...

(Interruption)

Leider Gottes huet déi Enttäuschung net laang ugehalen, dunn an der nächster Sitzung ass op eemol d'Enttäuschung bei verschiddene Leit an eng grouss Begeescherung ëmgekeiert.

Ech wollt awer hei elo nach eng Kéier op déi Punkten agoen, wou mir mengen, datt d'Regierung hätt kënnen méi wäit goen. An ech wëll och do nach eng Kéier déi Amendementen deposéieren, déi mer schon eng Kéier an der Finanzkommissioun eng éischte Kéier deposéiert haten, wou se awer ofgewise gi sinn. Well ech mengen, datt och déi Amendementen eigentlech kloer weisen, wou een hätt kënnen méi wäit goen.

Ech wëll och do direkt betounen, datt déi Amendementen 100%eg konform si mat OECD- an EU-Standarden. Dat heescht, alles dat, wat mir proposéieren, geet iwwerhaupt net iwwert d'Direktiv eraus. An déi dote Propositioun fanne sech d'ailleurs integral souwuel am iresche wéi och am hollännesche Gesetz erëm.

Wat sinn awer elo fir eis haaptsächlech déi zwee grouss Punkten, wou mer mengen, datt hätt kënnen méi geschéien? Dat eent ass natierlech, datt d'Gesetz virgesäit, oder d'Direktiv virgesäit, datt een hätt kënnen eng drëtt Kategorie vu sougenannten Droit-intellectuelle schaffen. Dat steet also expressément an der Direktiv. Hei wëll ech och nach eng Kéier drun erënneren, datt besonnesch fir Kleng- a Mëttelbetriber dës drëtt Kategorie vu sougenannten Droit-intellectuelle wichtig wier.

Firwat? Et ass net all Entreprise, déi direkt kann e Brevet deposéiere goen. Eischters ass dat mat engem gewëssene Käschtepunkt verbonnen. Et kënn awer och en aner Element derbäi: datt et ganz vill Inventiounen gëtt, déi net onbedéngt zu engem Brevet féieren, déi awer e gewëssene Wäert hunn, déi och kënnen als Mark oder als soss eppes deposéiert ginn. Ech denken notament, an ech kommen herno nach eng Kéier drop zrëck, un déi nei Technologien.

Hei ass einfach alt erëm eng Kéier d'Chance verpasst ginn, ganz besonnesch eppes fir déi Kleng- a Mëttelentreprisen ze maachen. An ech liesen lech d'ailleurs och do vir, wat de Statsrot justement op der Säit 2 doriwwer seet, e seet also: «Le Conseil d'État note qu'un régime particulier pour les petites et moyennes entreprises n'a pas été prévu.» A justement dat ass déi drëtt Kategorie vun Droit-intellectuellen, déi also hei net virgesinn ass.

Mir wäerten also an engem Amendement proposéieren, datt een och déi dote Kategorie vun Droit-intellectuelle mat eranhält. Ech wëll dann och direkt awer op déi Kritik agoen, déi da par rapport zu deem Amendement vun der Regierung formuléiert gëtt, fir ze soen: „Jo, mir hätten dat jo gemaach, mä mir hunn e Problem zu Lëtzebuerg, well mir hu keng Autoritéit, déi esou Inventiounen kéint zertifizéieren.“ Wat richtig ass, well ech mengen, datt d'Steierverwaltung déi dote Roll net kéint iwwerhuelen. Allerdéngs hätt ee sech parfaitelement kënnen virstellen, datt een esou eng Autoritéit en place gesat hätt zum Beispill um Niveau vun Wirtschaftsministère. An ech kann duerfir och net akzeptéieren, datt dat net gemaach ginn ass.

Mir wousste vum 2013, 2014 un, datt dat dote géif op eis zoukommen. Mir woussten och, wat d'Direktiv eis do fir Méiglechkeete géif opmaachen. Firwat hu mer net direkt 2013, 2014 ugefaangen, esou eng Autoritéit régulatrice och fir déi doten Zort vun Inventiounen en place ze setzen? Esou wéi iwwregens, Här Minister, d'Iren dat gemaach hunn. Do kann een also elo net soen: „Jo, mir hätten dat oder mir mussen dat nach maachen.“ Mir hate ganz einfach hei dräi, véier Joer Zäit. A mir hunn et an deenen dräi, véier Joer - oder d'Regierung - net fäerdegbruecht, fir dat en place ze setzen.

Dann deen zweete Punkt, an do muss ech soen, datt dat mech eigentlech nach méi erstaunt: datt d'Regierung déi Méiglechkeet, déi d'Direktiv hir gëtt, net geholl huet. An do geet et eigentlech ëm d'Applikabilitéit vun deenen Dispositiounen op Länner, déi net am Espace économique européen dra sinn.

Ech ginn lech do vläicht e konkret Beispill, well et ass eng komplizéiert Matière, déi net ëmmer ganz einfach verständlech ass. Mir hunn am Moment Dispositiounen, esou wéi se elo am Text stinn, déi maachen et méiglech, datt, wann eng Entreprise, déi zu Lëtzebuerg Aktivitéiten huet an déi zum Beispill an Däitschland Aktivitéiten huet, déi an der Recherche täteg sinn an déi et ee Moment da mat hirer Recherche fäerdegbréngen, e Brevet ze entwëckelen, déi da kënnen vun deene steierleche Moossname profitéieren, 100%eg, egal ob elo - wat weess ech? - 30%, 40% an Däitschland gemaach gi sinn a 50% oder 60% hei zu Lëtzebuerg.

Elo kënn awer de Rescht, also alles dat, wat Länner ausserhalb vum Espace économique européen betrëfft. A besonnesch hei zu Lëtzebuerg mengen ech, datt dat en extrem wichtige Punkt ass. Firwat? Mir hunn eng ganz Rei wichtig Entreprisen aus de Vereenegte Staten hei an dësem Land. Ech denken nëmmen u Goodyear, ech denken un DuPont de Nemours, mir wëllen an Zukunft Google heihinnerkreien.

An elo ginn ech lech e Beispill: Ganz besonnesch eng Entreprise wéi Goodyear, déi enorm vill, Här Minister, an der Recherche maachen, déi och ganz vill an der Recherche hei zu Lëtzebuerg maachen, wann elo - an esou fonctionnéiert dat eben, eng Recherche gëtt net exklusiv nëmmen op engem Standuert gemaach, dat ass esou - also hei zu Lëtzebuerg 90% vun der Recherche gemaach ginn an 10% ginn an Amerika gemaach, da kann déi Firma net vun dësem Gesetz profitéieren.

Wann also elo muer Google heihinnerkënn an déi maachen hei eng Recherche zesumme mat Google an de Vereenegte Staten, a wann och nëmmen 1% vun där Recherche an de Vereenegte State gemaach gëtt, da ka Google an Zukunft net vun dësem Gesetz profitéieren. An ech muss lech einfach soen, fir mech ass dat onverständlech. Dat hätte mer kënnen an d'Gesetz aschreiwen, gradesou wéi d'Hollänner a wéi d'Iren dat gemaach hunn.

Ech hunn dem zoustännege Beamten, deen iwwregens eng ganz gutt Aarbecht geleescht huet, déi Fro an der Kommissioun gestallt, firwat datt mer dat net dragesat hätten. Dunn hunn ech als Äntwert kritt: „Aus budgetäre Grënn!“ An do muss ech soen, dat ass awer fir mech net akzeptabel, wa mir an der Recherche, wat liewenswichtig fir dëst Land ass, dann aus budgetäre Grënn esou eng Dispositioun net an eist Gesetz aschreiwen.

Duerfir wäert ech och nach eng Kéier deen doten Amendement hei deposéieren, well ech wierklech mengen, datt mer all Interêt hunn, zumindest op deem dote Punkt méi wäit ze goen an eis zumindest op den Niveau vun eisen direkte Konkurrente wéi Holland an Irland ze setzen. Well wat soen dann elo d'nächste Kéier Goodyear an DuPont de Nemours? Ma déi kommen net méi op Lëtzebuerg mat hirer Recherche. Déi gi léiwer an Irland an an Holland an Zukunft, well se do einfach e bessere Regimm wäerte kréien.

Här President,...

(Interruption)

Ech hat eigentlech d'Impressioun, datt och déi Amendement, déi mer do proposéiert hunn, awer bei verschiddene Kolleegen, déi net der Opposition ugehéieren, eigentlech als relativ sympathesch ugesi gi sinn. Notamment bei de Kolleegen vun der DP hat ech eigentlech d'Gefill, datt se net onbedéngt do dergéint wäeren, notament hire President. Ech muss lech allerdéngs soen, an do kommen ech awer wierklech net derlaanscht, ech muss mech hei e bëssen...

(Interruption)

Ech muss mech hei e bësse mat der LSAP beschäftegen.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Well et ass ganz schwéier, et ass ganz schwéier...

(Brouhaha)

...eigentlech erauszefannen, wat d'Positioun vun der LSAP ass. An elo lauschtert awer ganz gutt no, den eminente Finanz- a Wirtschaftssprecher vun der LSAP huet, an ech hu mer dat erauslaffe geloos, bei RTL par rapport zu den Amendement, déi mir erabréngen, Folgendes gesot, an ech zitieren den Här Franz Fayot: „Déi Amendement vun der CSV“, also déi zwee, déi ech elo hei wäert deposéieren, „si fir eis am Fong erëm e Retour op eng al Politik aus den 80er, 90er Joren, wou mer am Fong eng zimlech opportunistesch an affaristesche Attitüd hate mat der Fiskaliteit a wou mer dem Land grouse Reputatiounsschued domadder bruecht hunn.“ Dat seet den Här Franz Fayot, eminente Wirtschaftsexpert vun der LSAP.

► **Une voix.** - Also ech sinn...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Den Här Wirtschaftsminister - lauschtert mer gutt no! -, deem ech ganz genau déiselwecht Propositione gesot hunn, äntwert mer viru 14 Deeg, dräi Wochen, wéi ech e gefrot hunn, firwat datt mer dat doten alles net gemaach hätten - lauschtert gutt no! -: „A fir dem Här Mosar op seng Fro ze äntwerten, ech mengen“, seet den Här Schneider, „datt dat schon eng interessant Saach wär, dass mer dat dote sollte maachen.“ Här President, dat seet den Här Etienne Schneider, datt mer et sollte maachen. „Et ass awer esou“, da gëtt den Här Berger zu Recht zitiiert, „wéi den Här Eugène Berger gesot huet, dass een esou eng Autoritéit net vun haut op muer aus dem Stee klappt“, datt dat also elo enk gëtt, fir dat nach virun de Wahlen ze maachen. An da seet den Här Etienne Schneider virun: „Ech wäert him awer versprechen,“ - mir - „dass ech dat an der nächster Legislaturperiod...“

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - „...da wäert ëmsetzen.“ An dann, lauschtert gutt no: „A falls ieren de Wieler mer déi Chance net sollt ginn“, seet den Här Schneider, „da wäert ech lech“ - mech - „drun erënneren, datt Dir et selwer sollt maachen.“ Wieder vum Här Etienne Schneider, wou ech also elo muss froen:...

(Brouhaha)

...Wat ass dann elo d'Positioun vun der Lëtzeburgergescher Sozialistescher Aarbechterpartei? Ass dat déi vum eminenten...

(Brouhaha)

...Wirtschaftssprecher Franz Fayot oder ass et déi vum Här Etienne Schneider?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Den Här Schneider ass dach kee Sozialist!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech mengen, datt dat hei wierklech e ganz, ganz wichtige Gesetz ass. Mir allegueret schwätze permanent vun enger Digitaliséierung vun eiser Wirtschaft. D'Regierung schwätzt permanent vu Rifkin, schwätzt vu Space Mining, schwätzt vu Fin-Tech. D'lescht Woch hate mer eng Diskussioun iwwert d'Blockchain-Technologie. Mir, an déi gréng Kolleegen ganz besonnesch, schwätzen extrem vill vun Ëmwelttechnologien.

(Interruption)

All dës Tech... Jo, mir och, bien entendu.

(Exclamations et interruption)

All dës Technologien - lauschtert no, Madamm Loschetter, lauschtert mer no! -, all dës Technologie sinn Technologie vun der Zukunft. Déi setzen awer eppes viraus: Déi setzen nämlech Kreativitéit...

(Interruption)

...an Erfindergeescht viraus. An ech soen lech: Mir brauche virun allem, wa mer all déi Technologien do wëllen heihinnerkreien, déi Käpp, déi déi Kreativitéit an deen Erfindergeescht hei op Lëtzebuerg bréngen. An do muss ech lech awer soen, datt déi Leit nëmme kommen, wann d'Ramebedéngunge stëmmen. An zu de Ramebedéngungen, ob engem dat nu gefält oder net gefält, gehéiert leider Gottes och de fiskalesche Kader. An duerfir hu mir alt erëm eng Kéier d'Impressioun, Här President, datt hei eng Chance vun dëser Regierung verpasst gëtt. Eng Chance, fir op en Zuch ze klammen, deen also elo wäert ouni Lëtzebuerg fortfueren a wou erëm eng Kéier verpasst gëtt, eist Land op d'Kaart vun der Propriété intellectuelle ze setzen. Dat bedauere mir. An duerfir wäerte mir eis och beim Vott iwwert dëse Projet de loi enthalen.

Amendements 1 et 2

Amendement 1 concernant le point 1 du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}

Il est proposé d'amender le point 1 du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} via l'ajout d'un point c) prenant la teneur suivante:

«[...]»

c) un actif de propriété intellectuelle dans le chef d'un contribuable faisant partie d'un groupe dont le chiffre d'affaires mondial n'excède pas 50 millions d'euros et dont les revenus bruts issus de la totalité des actifs de propriété intellectuelle ne dépassent pas 7,5 millions d'euros par an sur la base d'une moyenne établie sur cinq ans, caractérisé par sa nature non évidente, utile et nouvelle, certifié comme tel par un processus transparent de certification réalisé par un organisme gouvernemental compétent indépendant de l'administration fiscale à déterminer par règlement grand-ducal»

Amendement 2 concernant le point 3 du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}

Le point 3 du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} prend la teneur suivante:

«3. „dépenses éligibles“, la somme des dépenses nécessaires aux activités de recherche et développement, en rapport direct avec la constitution, le développement, ou l'amélioration d'un actif éligible, en ce compris les dépenses encourues par (i) un établissement stable générant un actif de propriété intellectuelle éligible et des revenus y relatifs à attribuer au contribuable en vertu d'une convention tendant à éviter les doubles impositions et dans une proportion telle que déterminée par l'application des règles de prix de transfert pour autant que cet établissement stable celui-ci soit situé dans un Etat partie à l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE) autre que le Luxembourg ou dans un Etat tiers avec lequel le Luxembourg a conclu une convention tendant à éviter les doubles impositions renfermant une clause sur l'échange d'informations substantiellement conforme à l'article 26, paragraphe 1^{er} du modèle de convention OCDE ou que, faute d'une telle clause, l'échange d'informations en matière fiscale substantiellement conforme à l'article 26, paragraphe 1^{er} du modèle de convention OCDE soit assuré en vertu d'un accord bilatéral ou multilatéral spécifique, qu'il soit opérationnel au moment de la réalisation du revenu éligible et qu'il ne bénéficie pas d'un régime fiscal de propriété intellectuelle similaire dans l'Etat dans lequel il est situé et (ii) une société résidente ou un établissement stable indigène faisant partie d'une intégration fiscale avec le contribuable qui exploite le droit de la propriété intellectuelle, et qui sont faites par le contribuable pour des activités de recherche et de développement effectuées par le contribuable lui-même, ou sont payées par le contribuable:

a) à une entité qui n'est pas une entreprise liée; ou

b) à une entreprise liée pour autant que cette entreprise verse les rétributions obtenues sans marge à une entité qui n'est pas une entreprise liée.

Ne constituent pas des dépenses éligibles:

i) les coûts d'acquisition;

ii) les intérêts et frais de financement;

iii) les coûts immobiliers;

iv) les autres coûts qui ne se rattachent pas directement à un actif éligible.

Par exception au point iv) qui précède, les dépenses engagées dans le cadre de la recherche et développement générale ou spéculative ou les dépenses de recherche et développement n'ayant pas abouti directement à la création d'un actif éligible peuvent néanmoins être prises en compte comme dépenses éligibles à condition que le contribuable établisse un lien entre ces dépenses et un actif éligible spécifique ou qu'il justifie une répartition proportionnelle de telles dépenses entre les actifs éligibles quant au principe et quant au montant sur base de documents probants.

Les dépenses éligibles sont à prendre en compte au moment où elles sont encourues, quel que soit leur traitement comptable ou fiscal;»

Motivation des amendements

Concernant la troisième catégorie d'actifs:

Le rapport final de l'action 5 BEPS prévoit l'éligibilité d'une troisième catégorie d'actifs à des régimes fiscaux préférentiels de propriété intellectuelle. Cette catégorie vise notamment les actifs de propriété intellectuelle issus d'activités innovantes entreprises par des PME et est soumise à moins de formalisme juridique. En effet, l'actif ne doit pas être nécessairement protégé mais certifié

comme «non évident, utile et nouveau» par un organisme gouvernemental compétent indépendant de l'administration fiscale.

Seraient entre autres compris dans cette catégorie au regard de la nouvelle loi, les secrets d'affaires tels que protégés par les directives et règlements de l'Union européenne, notamment la directive du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites, pour autant que ces savoir-faire et secrets d'affaires soient non évidents, aient une application pratique, industrielle ou artisanale, et qu'ils soient nouveaux.

De plus, l'ajout de cette catégorie est cohérent avec la politique gouvernementale de diversification de l'économie et de soutien aux PME innovantes. Il est indispensable que le Gouvernement fasse part de sa volonté d'inclure ces actifs dans le nouvel article de loi.

L'organisme gouvernemental compétent en charge de la certification pourra être désigné ultérieurement par le ministère ayant la propriété intellectuelle dans ses compétences et pourra être confirmé via un règlement grand-ducal.

Concernant les dépenses éligibles:

Premièrement, l'amendement vise à prendre en considération le paragraphe 33 du rapport final de l'action 5 BEPS qui prévoit en effet que des dépenses effectuées par un établissement stable étranger peuvent faire du revenu gagné par le siège social un revenu éligible, à condition que l'établissement stable en question soit en activité au moment où ce revenu est gagné, et ce sans égard quant à la localisation géographique de cet établissement stable.

Ainsi, afin d'éviter toute discrimination envers des investisseurs non européens dont certains sont de très importants investisseurs au Luxembourg, il semble nécessaire de considérer comme éligibles les dépenses de recherche et développement encourues par tout établissement stable situé dans un pays avec lequel le Luxembourg a conclu une convention tendant à éviter les doubles impositions.

Deuxièmement, l'amendement vise à permettre aux activités de recherche et développement externalisées à des sociétés résidentes et/ou établissement stable indigène faisant partie d'une intégration fiscale avec la société qui exploite le droit de la propriété intellectuelle éligible de bénéficier du même traitement que les établissements stables.

En effet, des groupes de sociétés peuvent, pour des raisons organisationnelles et/ou commerciales, organiser leurs activités de recherche et développement en matière de la propriété intellectuelle dans des sociétés distinctes, tout en gardant d'autres composantes de la chaîne de valeur dans une entité différente.

Étendre la qualification des dépenses éligibles à ce type de situation permettra dès lors de s'aligner aux réalités commerciales des entreprises et sera en ligne avec les prérequis de l'«approche nexus», qui fait dépendre les bénéfices du régime aux activités de recherche et développement faites sur le territoire national, et pas forcément dans la même entité légale.

(s.) Laurent Mosar, Aly Kaes, Paul-Henri Meyers, Octavie Modert, Gilles Roth.

► **Une voix.** - Ouh!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une autre voix.** - Quel courage!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert elo den Här Eugène Berger fir d'DP.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech war effektiv au départ net ageschriwwen, mä ech mengen awer als President vun der Finanzkommission respektiv nodeem ech och hei awer e puer Aussoe vum Spriecher vun der CSV héieren hunn, hunn ech mech awer verpflichtet gefillt, fir kuerz hei e puer Wieder awer zu dem Projet ze soen.

Vläch awer och nach eng Kéier allgemeng, fir d'Zil vun deem Projet, zu deem d'Joëlle Elvinger schonn den Accord vu menger Fraktioun ginn huet, awer nach eng Kéier duerstellen: Ech mengen, et geet hei drëms, fir d'Fuerschung an Innovatioun ze férdere. An et ass ganz kloer, Här honorabelen Deputéierte Mosar, datt mir, d'DP, natierlech voll hannert deem Zil, fir hei zu Lëtzebuerg d'Fuerschung an Innovatioun ze férdere, stinn. Do fannt Der sécherlech mat eis e Matstreider. An ech mengen awer och, an deem Gesetz hu mer e gutt Instrument, fir dat kënnen ze maachen.

Et ass jo esou, datt mat der IP-Box déi richteg oder wichteg steierlech Ureizer solle gebuede ginn, fir d'Entreprises unzezéien. Et ass e wichtige Bausteen, fir, ech géif emol soen, den Erfolgsmodell Lëtzebuerg weiderzeféieren.

Wat war eis eigentlech awer hei besonnesch an immens wichtig? Dat ass, datt mer bei deem Projet och sougenannt „OECD-compliant“ sinn, datt mer also mat den OECD-Regele konform sinn. Besonnesch wichtig ass och, datt mer och konform zu deene sougenannten „BEPS-Regelen“ sinn.

Well mir wësse jo, wat dat alles bruecht huet an der Vergaangenheet, wa mer do gekuckt hunn, extra Weeër ze goen, besonnesch am Beräich vun der Fiskalitéit. An enner anerem war jo och d'IP-Box eng vun den Ursachen, firwat mer do an der Vergaangenheet net immens gutt dobaussen dostoungen an doduerjer och ëmmer mat engem Fouss op der groer, wann net op där schwaarzer Lëscht stoungen.

Dat war also hei och déi Suerg. Duerfir huet et och vläch eng Zäitche gedauert, bis datt mer do wierklech kënnen Patte blanche weisen, fir ze weisen, datt mer et eescht mengen, wa mer hei zu Lëtzebuerg neierdénge Dossiere vun der Fiskalitéit an och eventuellen Avantagen an der Fiskalitéit uginn.

Hei ass et jo esou, datt eng substanzuell Aktivitéit en rapport mat der Fuerschung, mat der Innovatioun muss hei zu Lëtzebuerg stattfannen, fir datt een also an Zukunft nach ka steierlech Avantagé kréien hei zu Lëtzebuerg. Dat sinn dann also hei haaptsächlech - oder net haaptsächlech, well d'Direktiv dat och virschreift - Brevet an Logiciellen, déi eligibel sinn. Dat ass net nëmme hei zu Lëtzebuerg esou, dat ass och nach am Ausland esou.

Effektiv ass an der Kommissioun eng Diskussioun opkomm, wéi mer eng éischte Kéier de Projet presentéiert kritt hunn. Et ass eng Diskussioun, den Här Mosar interpretéiert dat e bëssen anescht, ech géif emol soen, effektiv, iwwert d'Bänken hu mer eis Froe gestallt. Mir hunn eis einfach Froe gestallt, well mer den Text cru presentéiert kruten, ob et effektiv net méi sännvoll wier, ob een net och nach aner, ech soen emol, Fuerschungsresultater kéint eventuell do mat eranhuelen. An dat ass also déi sougenannt drëtt Kategorie vun Droit-intellektuellen, fir déi d'Direktiv eng Méiglechkeet gesäit: Dat si Strategiepabeieren, Modeller, jee, dat kënnen aner Saache sinn.

Mir kruten awer duerno, Här Mosar, an enger nächster Sëtzung eng Rei, wierklech eng Rei pertinent Antworten, déi op alle Fall mir a menge Membere vun der Kommissioun Satisfaktioun ginn hunn, Erklärungen ginn hunn, firwat datt dat net bis zum Schluss ausgereizt ginn ass. An ech mengen, duerfir ass et jo och esou - Dir hat d'CSV-Amendementer abruecht -, datt mir déi dann och ofgeleent hunn.

Mä firwat hu mer déi ofgeleent? Dat betrëfft also déi drëtt Kategorie vun deenen Droit-intellektuellen, déi mer net wëllen eranhuelen. Firwat wëlle mer déi, ech soen emol weinstens elo, net eranhuelen? Dat ass, well mer dann eng Autorité de certification brauchen. An effektiv, déi hu mer net hei zu Lëtzebuerg. Dat heescht, esou eng Autorité de certification, déi géif also au cas par cas kucken: Ass dat eppes, wat ënnert déi drëtt Kategorie ka falen? Ass dat e Fuerschungsprodukt, dat consideréiert ka ginn?

Jo, ech hunn op enger Plaz - Dir hutt mech jo zitéiert - gesot: „Dat kann een net vun haut op muer dann aus dem Stee schloen.“ Mä ech mengen, de Punkt ass einfach deen, datt mer also net esou eng Autorité hunn an datt mer also net kënnen an d'Gesetz eppes schreiwen, wat awer an der Praxis net géif d'Strooss halen. A mir hunn dat och, mir hunn dat... Nee, duerfir schreiw mer eben net an d'Gesetz an. An ech mengen, et sinn awer och eng Rei aner Länner, déi et net an hiert Gesetz oder hir Émsetzung vun der Direktiv ageschriwwen hunn.

Ech war eng Kéier ersetzen an d'Ekonomieskommissioun an zoufälligerweis war dunn och do méi generell iwwert d'Propriété intellectuelle eng Diskussioun. An dunn hat den honorabelen Här Mosar do de Vertrieeder vun der Ekonomie gefrot, wéi si dat géife gesinn, ob si awer net éischer derfir wieren an ob se do prett wieren. An du war et awer eng ganz kloer Ausso vum Vertrieeder vun deem Departement, dee gesot huet: „Mir hunn de Moment näischt esou eppes. Dat kann een och net ganz schnell oprichten an do brauch een eng Rei Experten“, an esou weider. Duerfir, fir ze soen, datt do wierklech kee Blat tèschent deen een an deen aneren Departement passt, datt och d'Ekonomie ganz kloer gesot huet: „À ce stade ass dat net sännvoll“, an duerfir wier et och richtig, fir et net an d'Gesetz anzeschreiwen.

Ech mengen, dat ass dat, wat eigentlech de Punkt ass. Mir sollen net eppes an d'Gesetz aschreiwen, wou mer an der Praxis herno net kënnen esou e wichtegt Element emsetzen, wou dat géif feelen. Well datt wier wierklech net gutt fir d'Glawierdegkeet vu Lëtzebuerg am Dossier Fiskalitéit. An ech géif net nëmme soen „net glawierdeg“, mä dat kéint carrement ka-

tastrophal sinn, wa mer dat elo géifen esou maachen.

Well ech hunn héieren, datt am Laf vum Joer zum Beispill en neien Exame vum GAFI wäert ufänken, wou mer also nach eng Kéier op Häerz an Niere gepréift ginn - ech mengen, dat ass an deem ganze Kontext vu schwaarzen a groe Lëschten -, ob mer iwwerall „compliant“ sinn. Stellt lech emol vir, déi géifen hei op Lëtzebuerg kommen an dann eben hir Exame maachen. Déi géife gesinn, datt do am Text vun den IP-Boxen déi drëtt Kategorie drasteet. An da gi se kucken, kontrolléieren, an da gesi se, datt awer am Term net déi Autorité de certification do ass, déi dat ka maachen. Also dat wier eppes, wat wierklech, ech géif scho bal soen, déidlech fir eisen Image wier a wou mer ganz schnell géife riskéieren, erëm op Lëschten ze kommen, op déi mer net wollten. Dat also ass d'Ursach, d'Motivatioun, firwat mer op alle Fall zu deem Zäitpunkt déi Méiglechkeet net virgesinn hunn.

Ech maache mer awer trotzdem - dat ass e lescht Wuert - keng Suergen, well mer hei zu Lëtzebuerg gutt opgestallt sinn. Dat gesäit een all Dag am Beräich vun der Fuerschung, vun der Innovatioun. Nei Betriber kommen heihinner. An eigentlech hu mer net missen op déi nei IP-Box waarden, fir datt dee ganze Space Mining, ech géif soen, dee Secteur, alles, wat mat Space Mining ze dinn huet, op Lëtzebuerg komm ass. Déi sinn och heihinnerkomm unni d'IP-Box. An ech sinn iwwerzeegt, datt mer éischstens do wäerte weiderkomme kënnen, datt awer och aner Secteure kommen, och unni datt elo déi drëtt Kategorie hei an deem Gesetz wäert stoen.

Dat gesot, géing ech awer och nach eng Kéier - eng zweete Kéier - den Accord vun eiser Fraktioun abrëngen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo direkt den Här Franz Fayot fir d'LSAP.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Ech ka mech e bësse méi kuerz faassen, well d'Joëlle Elvinger huet a sengem gudden Rapport déi technesch Aspekter vun deem Projet de loi gutt erkläert, mat senger üblicher Kompetenz a Steiersaachen.

Mir begrëissen als LSAP, dass deenen neien IP-Regimm, des nei IP-Box, déi mer haut hei adoptéieren, vill méi eng gestréckt ass wéi déi viregt. An natierlech och, dass se konform ass zu den internationale Regelen an en particulier zu der Aktioun 5 vum BEPS vun der OCDE a vun der Approche du lien modifié.

Ech géif gären insbesonnesch op zwee Aspekter hei agoen. Deen een, dat ass de Gesichts-punkt vun der Recherche an dem Développement, an deen aneren ass den Aspekt vun den Abusen, en particulier vun deem vieregte Regimm.

Den Term „lien modifié“ - wéi dat schonn erkläert ginn ass - heescht, dass, fir dass e Betrib ka seng Recherche- an Developpementsdépense steierlech ofsetze bis zu 80% vun där Rechnung, wéi d'Madamm Elvinger erkläert huet, fir dass dat ka stattfannen, dofir muss lokal Recherche gemaach ginn. Dëst soll déi Lëtzebuerg Betriber derzou incitéieren, hir Recherche lokal ze entwéckelen amplaz se an d'Ausland akafen ze goen.

Dëst Gesetz schreift sech also an d'Strategie a vun eise Land, vun eiser Regierung, fir heizuland e gudden Kader fir d'Recherche an d'Innovatioun ze schafen, och am Interessi vun der Diversifizéierung vun eiser Ekonomie.

Et ass allerdéngs gewosst, an dat strächen och déi rezent Rapport souwuel vun der OCDE vun 2016 wéi och vun der Europäescher Kommissioun vum leschte Joer ervir, dass eist Land schwächelt am Beräich vun der privater Recherche, an dat scho säit Joren. Insbesonnesch wat den Output a Form vu Brevet, awer och vu Logiciellen an och „spin-offen“ ueget, déi aus den éffentleche Rechercheinstituter ervirginn, stieche mer nach an de Kannerschong.

Et fällt och op, dass d'Aféierung vun engem neien Régime d'incitation fiscale net zu de Recommandatiounen vun der OCDE zielt, fir eist Rechercheëmfeld ze verbessern, wéi aus dem Rapport vun 2016 ervirgeet.

Här President, d'Fro ass also, an ech hat déi Fro och schonn an der Kommissioun soulevéiert: Sollte mer hei net probéieren, eng Planz ze näzen, déi nach net ganz aus dem Buedem ass? Do ass sécher eng gutt Intentioun derhannert. Mä wat ass d'Effikasitéit vun esou engem Regimm an engem Kontext, wou et eréisch ganz weineg Brevet an Computerprogrammer gëtt, déi „hausmaacher“ sinn? Riskéiere mer net, vun engem pure Finanzsektorproduit, wat déi viregt IP-Box vum Artikel 50bis war, op eppes ze kommen, wat a Realitéit ganz weineg Re-tombéeën huet?

Verstitt mech net falsch! Mir fannen et natierlech eng gutt Saach, fir hei e Régime d'incitation ze schafen, fir d'Recherche, den Developpement an d'Innovation ze encouragéieren. Mir sti voll a ganz hannert där Strategie. Mä mir stellen eis Froen iwwert d'Effikassitéit vun deem Regimm am heitege Kontext an an der heiteger Maturitéit vun eise RDI-Environnement.

Här Minister, Dir hutt vläicht Elementer dozou, vläicht och net, mä et géif eis freeën, wa mer do e puer méi präzis Antworten an Analyse vum FNR hätten, méiglecherweis vum Ministère vum Enseignement supérieur an der Recherche iwwer méiglech Retombées vum deem Regimm. An egal wéi wär et gutt, wa mer géifen no enger Partie Joren, no zwee Joer soe mer emol, e Bilan maachen iwwert d'Effikassitéit vun deem Gesetz.

En zweete Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vun den Abuse vun deem viregte Regimm, och e bëssen am Kontext vun deem, wat den Här Mosar gesot a gefuerdert huet iwwert de Champ d'application vun deem neie Regimm.

Et ass, wéi gesot, esou, dass dësen neie Regimm sech op Breveten, dat heescht Erfindungen a Computerprogrammer begrenzt. D'Marken en particulier sinn elo eraus. An et ass ebe just mat de Marken, wou an der Vergaangeneheet dee gréisste Schindluder gedriwwen ginn ass. A munche Fäll si Gewënner, déi weltwäit op enger Mark gemaach goufen, esou an eng Lëtzebuerg SOPARFI geschleist ginn, wou se ganz wéineg besteiert goufen, eben duerch de Bénéfice fiscal vun där IP-Box, an dann als net besteiert Dividend ausbezueft ginn.

Et ass, wéi gesot, esou, dass dësen neie Regimm sech op Breveten, dat heescht Erfindungen a Computerprogrammer begrenzt. D'Marken en particulier sinn elo eraus. An et ass ebe just mat de Marken, wou an der Vergaangeneheet dee gréisste Schindluder gedriwwen ginn ass. A munche Fäll si Gewënner, déi weltwäit op enger Mark gemaach goufen, esou an eng Lëtzebuerg SOPARFI geschleist ginn, wou se ganz wéineg besteiert goufen, eben duerch de Bénéfice fiscal vun där IP-Box, an dann als net besteiert Dividend ausbezueft ginn.

Virdu konnten also Multinationallen esou hire ganze Portfeuille vu Propriété intellectuelle zu Lëtzebuerg usidelen an iwwert dee Wee Gewënner, déi am Ausland gemaach goufen, als „royalties“ steierbegünstegt duerchschleisen.

Domat, Här President, ass elo Schluss. An dat ass och gutt esou. Mir haten effektiv ee Moment eng Diskussioun an der Finanzkommissioun, ob et net opportuener wier, an der Haaptsaach wäinst der Recherche am Beräich FinTech an am Beräich Space Resources, fir verschiddenen Droits de la troisième catégorie wéi „trade secrecy“ an Know-how och an de Champ d'application vun Gesetz eranzuhuelen. Dat ass wouer, mir haten déi Diskussioun.

Mir kruten awer, wéi dat gesot ginn ass, hei eng Rei Erklärungen an eng Rei Apaisement, déi eis doranner bestätegt hunn, dass dat keng gutt Iddi gewiescht wär. Engersäits - et ass scho gesot ginn -, well et fir de Moment keen esou onofhängegen Institut gëtt, deen certifiéiere kéint, dass déi Biens de la troisième catégorie och effektiv de Kritären entsprechen. Mir krute gesot, dass den IPIL, den Institut de la propriété intellectuelle, de fréiere Centre de veille technologique vum CRP Tudor, dofir de Moment nach net outilléiert wier, dass en zwar ausbaufäeg wier, mä fir de Moment dat op alle Fall nach net kéint maachen.

An den zweete Grond, firwat mer dat net sollt maachen, ass, well gesot ginn ass, dass mer ebe ganz einfach déi Marge de manoeuvre do net hunn. Vläicht och, well mer et esou bont gedriwwen hunn an der Vergaangeneheet, hate mer an eiser Negociation vun eise neien IP-Regimm net déi Marge an net déi Latitude, fir dat ze maachen, wat elo haut vusaite vun der CSV gefrot gëtt. An eben aus dese Grënn konnt dës IP-Box net allze grouss opgemaach ginn.

Här President, ech géif nach gären eng Fro stellen un den Här Minister. Den Här Minister weess, dass mer virun net allze laanger Zäit en Echange hate mam Paul Tang a mat engem Representant vun der Commission européenne iwwert de CCCTB. Dat ass dee Regimm iwwert déi „Common Consolidated Corporate Tax Base“, wou och e Volet „Recherche et développement“ dran ass. De Minister weess dat bestëmmt. Do ass e Benefiss „Recherche et développement“ virgesinn. An et ass vläicht eng interessant Opportunitéit, fir der Chamber ze soen, wou dee Projet do drun ass. Et ass

gewosst, dass deen net oncontestéiert ass um europäeschen Niveau. Mä deemools ass eis gesot gi vum Paul Tang an och vum Representant vun der Europäescher Kommissioun, dass an hirer Optik déi IP-Boxen am Fong geholl e Modell vun der Vergaangeneheet wäeren an dass si vill méi d'Zukunft géife gesinn an deem zukünftege Modell ebe vun der Base commune, wou nach vill méi e favorable Régime d'exonération do wär fir d'Depense „Recherche et innovation“.

Här President, fir ofzeschlüsse géif ech gären zum Schluss ganz kloer soen, dass mer déi virsiichteg a responsabel Approche vun der Regierung a vum Finanzminister an deem Steierdossier voll a ganz ennerstëtzen. Mat BEPS, an am Fall vu Lëtzebuerg och mat LuxLeaks, ass eng Zäsur komm an eise wirtschaftleche Positionnement. Esou Trickereien an Nische wéi déi al IP-Box oder wéi eist waasserdicht Bankgeheimnis, dat iwwer Jorzéngten bec et ongles verteidegt gouf, gi bei eisen europäesche Partner, mä och soss international, net méi duerch. Dat ass an eisen Aen och gutt esou. Steiervermeidung an all hire Forme soll bei eis keng Zukunftsindustrie sinn. Et kann een näamlech net op där enger Säit Nation Branding fir en oppent, dynamescht an zouverlässegt Land maachen an op där anerer mat Steiertricken Aktivitéiten heihinnerlackelen. Et kann een och net all Joers 1% vu sengem Budget an d'Kooperatioun ginn a mat där anerer Hand den Entwicklungslänner duerch Steiererrungen an IP-Boxe Steiergelder aus der Täsche zéien, wéi dat zum Beispill bei Skol de Fall war.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- A wat dat Zitat ueget, wat den Här Mosar d'ënescht bruecht huet, wou e mech zitéiert huet a wou ech vun där aler Zäit geschwat hunn: Ech stinn hannert där Ausserung, déi ech effektiv virum Mikro vun RTL gemaach hunn, an ech warne virun engem Retour an déi al Politik. De Finanzminister huet rezent an engem anere Kontext, deem vun dem Duebelbesteierungsofkommes mat Frankräich, gesot, dass mat BEPS eng nei Zäit ugaangen ass. An et koum do en heftegt Geschütz vun Arer Säit, vun der CSV, mam Reproche, dass hei net mam Secteur geschwat gi wär am Beräich vun deem Duebelbesteierungsofkommes, wéi Der dat jo elo och plus ou moins gesot hutt am Beräich vun der IP-Box. Dat bitt da wuel en zimlech déiwen Abléck an d'Aart a Weis, wéi an der Vergaangeneheet d'Texter an deem Beräich an och am Duebelbesteierungsberäich gemaach gi sinn.

A ganz generell, an domadder halen ech da gären op, gesäit een, dass erëm eng gewëssen „Erdreistung“, kéint ee bal soen, vu verschiddene Finanzmilieue stattfénnt. Virun net allze laanger Zäit, nodeems d'CSSF hire Communiqué gemaach huet iwwert d'ICOen, „initial coin offerings“ - mir haten déi Diskussioun am Kontext vun eiser Debatt iwwert d'Monnaie virtuelle -, do huet d'CSSF effektiv zwee Communiquéen erausginn, wou se de Public warn virun de Risiken, déi mat de Monnaies virtuelles verbundene sinn, mä och mat den ICOen, deenen „initial coin offerings“, wat en Instrument ass, wat fir de Moment guer net reglementéiert ass, wou Prospekter erausgi ginn, déi kenger Reguléierung, kengem Gesetz ennerleien.

An do konnt een en Artikel liesen am „Paperjam“ d'lescht Woch, een oder zwee Deeg, nodeems dee Communiqué do erauskoum - ech hunn en elo net bei mer, mä et ass sënnegmäss -, dass de Secteur sech géif Suerge maachen, well dat u sech Produite wäeren, wou eng grouss Demande do wär, an dass ee sech géif grouss Froe stellen iwwert dee Communiqué vun der CSSF. Dat kann ee liesen aus dem Mond vun engem Associé vun engem grousser angelsächescher Etüd hei zu Lëtzebuerg. An dass ee sech - an dat ass dat, wat mech am Fong schockéiert an deem Artikel a wat mer Suerge mécht - do géif froen, ob een net géif d'CSSF court-circuitéieren a géif de Wee siche vun der Politik, fir do eppes drun ze änneren.

Ech muss soen, dat ass esou déi Aart a Weis, fir Lobbyismus ze maachen, déi am Fong wirklech där aler Zäit ugehéiert. An ech si frou, dass mer haut e Regulateur hunn, dee seng Responsabilitéiten hält, dee seng Aarbecht propper mécht. An ech sinn och frou, dass mer e Finanzminister hunn, dee seng Gesetzter a sengem Ministère, wéi d'Duebelbesteierungsofkommes, konform mam BEPS-Kader schreift, konform mat der internationaler Reglementation. An ech wëll soen, dass mir als LSAP voll a ganz hannert där Politik do stinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun eiser Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Däerf ech eng Fro un den Här Fayot stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Majo, ech ginn dervun aus, dass den Här Fayot do näischt dergéint huet.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Majo, ech hunn dem Här Fayot, wéi ech dat ëmmer maachen, ganz opmierksam nogelauschert. Ech sinn och mat villem, wat e gesot huet, averstanen. Net mat allem. Ech wöllt awer just op ee Punkt agoen, well ech hei gemengt hunn, dass e Konsensus géif bestoen, fir à un certain moment dat Gesetz hei awer fir déi drëtt Kategorie vun Droit-intellectuellen opzemaachen.

Ech hu verstanen - an dat ass sécherlech en Argument, den Här Berger huet dat bruecht -, dass am Moment nach keen eng Autorité de certification huet, dass d'Steierverwaltung dat net ka maachen. Dat sinn Argumenter, déi ech deelen. Ech hunn awer d'Gefill, dass et gutt wär - an ech hunn dat bis elo och ëmmer esou verstanen, d'ailleurs souguer och vum Finanzminister ass e puermol gesot ginn, dass hie sech dat ganz gutt kéint virstellen -, dass d'Gesetz dann eng kéier an engem Joer, an annerhallwem Joer géif amendéiert ginn, wa mer esou eng Autorité de certification hätten. An ech hat dem Wirtschaftsminister jo och déi dote Fro kloer gestallt an ech hu virdrun d'Äntwert vum Wirtschaftsminister ginn.

Duerfir elo meng Fro, well ech hunn dat eigentlech net richtig eraushéieren: Dat heescht, Här Fayot, Dir an d'LSAP, sidd Dir also net der Meinung, dass, wa mer eng kéier esou eng Autorité de certification en place gesat hunn, ee sollt dat Gesetz awer da méi wäit opmaachen an och esou eng drëtt Kategorie vun Droit-intellectuelle schafen? Wéi gesot, dat huet jo iwwerhaupt näischt ze di mat zréckgoen an d'60er, 70er, 80er Joren. Hei geet et einfach ëm eng zousätzlech Méiglechkeet, déi eng Direktiv eis gëtt, déi a verschiddene Länner och esou ugewannt gëtt a wou ech bis elo verstanen hunn, dass eigentlech e Konsens wär, dass een dat le moment venu soll maachen.

Duerfir nach eng kéier meng Fro: Sidd Dir och där Meinung oder net?

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Här Mosar, Dir wësst esou gutt wéi ech, well Dir och an der Finanzkommissioun waart, dass déi Explikatioun, déi mer vum Fonctionnaire vum Finanzministère kruten, déi war, dass déi Marge de manoeuvre, fir esou eppes ze maachen, de Moment net gi wär. Déi Negociatioun vun der IP-Box - an den Här Finanzminister geet bestëmmt och nach dorobber an - huet dat fir de Moment net hierginn. Dat huet sécher ze di mat der Vergaangeneheet, mat vergaangene Praktiken en rapport mat där IP-Box. A fir de Moment ass déi Marge de manoeuvre net do. Dat ass eis ganz kloer gesot ginn.

Et ass eis och gesot ginn, dass dat ganz schwéier Negociatioun wäer mat der Europäescher Kommissioun. Do gëtt et e Grupp „Code de conduite“, mat deem dat Ganzt ausgehandelt ginn ass. A fir de Moment ass et am Fall vu Lëtzebuerg net virgesinn an ass et net d'Richtung, an déi déi Negociatioun gemaach gi sinn, dass déi Biens de la troisième catégorie solle mat drakommen. Dat ass dat, wat eis erkläert ginn ass. A mir stinn hannert där Erklärung a mir akzeptéieren déi.

Dofir wëll ech elo emol einfach behaupten, dass eise Wirtschaftsminister, dee jo par ailleurs e ganz dichtege Mann ass, déi Informatioun net hat, wéi en dat hei e bësse locker gesot huet. Dat géif ech elo emol einfach esou soen. Hien ass net de Finanzminister, hien ass de Wirtschaftsminister. Mä ech mengen awer, dass et net falsch ass, fir ze soen, an do huet hie ganz recht, dass een den IPIL méiglecherweis kann ausbauen zu esou engem onofhängege Gremium, wat dann déi Biens de la troisième catégorie kéint certifiéieren, wann dann déi Méiglechkeet an déi Latitude besteet no eisen Negociatiounen, no den neien Negociatiounen mat der Europäescher Kommissioun.

(*Interruption par M. Laurent Mosar*)

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci. An elo huet den Här Kox d'Wuert.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Jo, Merci, Här President! Nodeems mer elo och déi technesch Finessé plus ou moins hei ausgetosch hunn, wëll ech fir d'Éischt der Rapportrice Merci soe fir deen ausféierlechen, technesche Rapport hei. Et ass effektiv e wichtegt Gesetz, fir d'Fuerchung an d'Innovation hei am Land och weider ze encadréieren.

Awer ech mengen, esou wéi mäi Virriedner dat och scho gesot huet, et ass gradesou wichteg, dass mer eis konform maache mat den OECD-Regelen. Dat ass ee vun deene wichtegste Volete bei der Ëmsetzung hei vun där neier IP-Box fir d'Lëtzebuerg Land.

Mir hunn et fäerdegruecht, an deene leschte véier Joer ass deem sougenannte finanztechneschen „Schmuddeleck“ e bëssen erausgekommen, an ech denken, dass dat eis ganz gutt zu Gesiicht steet. A mir musse virsiichteg sinn, och wann dat eent oder dat anert dann eben net hei op Lëtzebuerg kéint, dass mer no baussen - an dat hunn eis Regierung an eise Finanzminister iwwert déi lescht véier Joer ganz gutt fäerdegruecht - en aneren Image opbauen. Et ass dat, wat mer alleguere sollten ustriewen, ouni awer, wéi gesot, d'Innovation an d'Recherche hei a Lëtzebuerg ze vernolëssigen.

Dofir kann ech hei just fir déi ganz gréng Fraktioun dat nëmme ënnerschreien an d'Zoustëmmung zu deemem Gesetz ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci. Dann huet d'Wuert den Här Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Merci, Här President. Ech wäert mech extrem kuerz faassen. Mir als ADR stëmme fir dat Gesetz aus dräi Ursachen:

Fir d'Éischt emol ass et ganz richtig, Recherche an Innovation ganz kloer steierlech ze bevirdelegen. Fir d'Zweet ass et richtig, d'Abusen opzehalen, dass international Konzern, ech nenne se einfach emol „Mac Star“, vun hirem Chiffre d'affaires 10% kënnen un iergendeng Firma iwwerweisen, déi dann do zu 80% net besteiert ginn. Dat heescht, dass déi Nisch fir Markerechter zougemaach gëtt, fanne mer ganz richtig. A fir d'Drëtt: All Gesetz ass besser wéi kee Gesetz. Déi IP-Box ass zougemaach ginn zu Lëtzebuerg. Am Moment si mer an engem Vakuum, an et ass gutt, dass dee Vakuum endlech gefüllt gëtt. Aus all deene Grënn stëmme mer fir dat Gesetz.

Mir stëmme allerdéngs och fir d'Amendementen vun der CSV, wéi mer et och schonn an der Kommissioun gemaach hunn. Den Här Mosar huet ganz recht, dass déi Rechter vun der drëtter Kategorie, dat heescht d'Rechter, déi Innovationen an Inventionen duerstellen, ouni dass se kënnen e Brevet sinn, onbedéngt hätte misse mat berücksichtegt ginn. An d'Argument, dass mer keng Autorité de certification oder de contrôle hunn, gräift net, well aner Länner, an notamment Irland, hunn dat och net. A wa mer eng Marge de manoeuvre hunn an europäeschen Texter an Direktiven, da musse mer déi netzen an dann daerfe mer kee Millimeter opginn. An et ass e Feeler, déi hei opzeginn. Déi Autoritéit kann agesat ginn, déi Autoritéit soll agesat ginn an da wär d'Gesetz nach besser a mir géifen nach mat méi enger grousser Freed zoustëmmen.

Mä trotzdem stëmme mer aus deene genannte Grënn derfir.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci. Dann als leschte Riedner den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. „Arme de défiscalisation massive“ ass déi al Patentbox, déi jo bei LuxLeaks eng zentral Roll gespillt huet an déi och nach bis 2021 ka genotzt ginn, vu verschiddene Commentateure genannt ginn.

Fir et virewechzehuelen: Och déi nei Patentbox ass eng „arme de défiscalisation“. Ob se awer esou massiv ass wéi déi al, bleift nach ofzwaarden.

Den Här Fayot huet virdrun e Beispill genannt vum Béier Skol. Et gëtt der vill, déi een och kéint nennen. Enner anerem, dass ass jo och nach ëmmer an der Aktualitéit, ass dat d'Jugurtsfabrik Fage aus Griichenland, déi schonn zënter 2012 am Benefiss vun der aler Patentbox war, déi sech hei installéiert huet, wat och gréisser ekonomesch Schwierigkeete fir Griichenland bedeit huet.

Op jidde Fall huet sech awer d'Entrüstung iwwert dese Projet de loi bei de Consulting-firme vun der Finanzplaz relativ staark a Grenze gehalen. Dat weist och drop hin, dass sech fir d'Geschäft mat der Steiervermeidung net esou vill wäert änneren, wéi dat ëmmer esou dergestallt gëtt. Wann een zum Beispill déi global Consultingfirma DLA Piper hält, déi an deem Domän tätig ass, déi seet an hirer Analyse: «Plus contraignant que l'ancien régime, ce projet de loi (s'il est adopté) offrira sans doute de nouvelles opportunités aux contribuables en matière de structuration des activités de Recherche et de Développement à travers le Luxembourg». Ech mengen, mir kommen nach

dorobber zréck, wat „Recherche et Développement“ bedeit an deem Kontext.

Datt déi Consultingfirma esou reagiert, ass jo och net verwonnerlech. D'Resultat vum Anti-BEPS-Prozess vun der OCDE baséiert jo u sech net op objektive Constaten, mä op politesche Kouhändler, kann ee soen. Et huet vläicht mat enger gudder Intentioun ugefaangen, datt d'Länner sech alleguerten zesummesetzen, fir d'Steiervermeidung ze bekämpfen, mä et huet sech ganz schnell transforméiert an e Forum, wou d'Länner sech géigesäiteg zerklappen, fir e méiglechst groussen Deel vun de Profitter vun de Multinationallen unzezeien.

Déi nei Regelungen zu de Patentboxe baséieren dann och gréisstendeels op Kompromässer tëschent London a Berlin. Béd Säiten hunn dobäi Kompromässer gemaach. Dat heescht, datt Saache verbessert a Saache verschlechtert ginn. Mä et ass a kengem Fall eng Regelung, déi d'Steierlaascht vun de Multinationallen erhéicht oder d'Steiervermeidung wirksam bekämpft.

Déi „nexus approach“, „lien modifié“ eben, op déi sech den Anti-BEPS-Prozess baséiert, dat heescht, deen och op enger gewüssener Substanz soll baséieren, déi da schlussendlech bei de Patentboxen zréckbehale gouf, bréngt dann och mat sech, datt d'Fuerschung net zwingend muss hei am Land stattfannen. Wat d'Dier erëm grouss opmécht fir Emstrukturierung vun den Entreprisén mat deem eenzegen Zil, fir Steieren ze spueren.

Net méi eligibel si verschidde kommerziell Aktivitéiten, déi tatsächlech immens ufällig si fir den „profit shifting“, wéi Marken oder Internedomänen. Mä et koom elo awer och zu Extensioune fir d'Eligibilitéit an dëser Gesetzgebung, ënner anerem, fir ee Beispill ze nennen, d'Certificats d'obtention végétale, wat u sech op grénger Sait e bësse misst fir Ophorche suergen. Well do komme mer elo an dee Beräich vun de Semencen, déi d'Bauere jo permanent erëm mussen bezuelen u Bayer, Monsanto an esou weider. Dofir huele mer déi Aktivitéiten dann eben hei zu Lëtzebuerg eran, well dat grad esou grouse Konzerne wéi Bayer an och Monsanto gutt an de Krom passt. An déi hu jo och schonn Aktivitéiten iwwert déi Lëtzeburger Finanzplaz strukturéiert.

D'OCDE huet also mat deene BEPS-Regelen d'Abusen net gestoppt, mä beschtefalls just ageschränkt. Gläichzäitig huet se domadder déi Patentboxen awer iwwerhaupt eréischt salonfähig gemaach. Länner féieren elo Patentboxen an, déi virun nach keng haten. Domadder gëtt eng Course no ënne lassgetrëpelt, wéi e Land dann elo de Multinationallen déi beschte Konditiounen an deem Beräich ubidde kann. Irland bitt da mat senger neier Patentbox e Steiersaz vu 6,25% un, Lëtzebuerg 5,2% an d'Belsch 1%. Wie bei deem Spill letztendlech de Gewënner an de Verléierer ass, dat ka sech da jiddwereen ausmolen.

Här President, d'Patentboxe ginn allgemeng domadder gerechtfertegt, datt se géifen d'Fuerschung an d'Entwécklung undreiwen. Dat si mer elo haaptsächlech och vun der CSV-Sait gewuer ginn. Mir mengen allerdéngs, datt dat beschtefalls e Wonschdenken ass. Well et gëtt - an ech mengen, et ass awer och scho virduresot gi vum Här Fayot, et ass souguer ugedeit ginn och vum Här Berger -, et gëtt an allen internationalen Etüde keng objektiv Beweiser, datt se tatsächlech d'Recherche géife féerden.

An do ass och e renoméierten englesche Steueranalyst, dee beschreift dat esou: „D'Patentboxe kënnen“, also, et ass op Lëtzebuergesch iwwersat, dee schwätzt Englesch, „d'Patentboxe kënnen dozou féieren, datt méi Patenter ugemellt ginn. Mä dat ass meeschtens just e juristesche Manöver, ouni datt domadder tatsächlech déi Saache géifen eropgoen, déi mer wierklech wellen, näamlech Wëssenschaftler, déi méi Recherche maachen, an Erfinder, déi méi erfanen.“ An dat bestätegt sech jo och empiresch unhand vun den nationalen Zuelen, sou wéi d'Chambre des Salariés dat an hirem Avis schéi gewisen huet an och d'Chambre de la fonction publique, déi och seet: „Et ass u sech net d'Recherche, déi ënnerstëtzt gëtt, mä d'Revenue vun der Recherche.“

An et muss een och drun erënneren, datt 2008, wéi mer déi éischt Patentbox hei zu Lëtzebuerg agefouert hunn, do louch déi privat Recherche bei 1,28% vum PIB. An dann, sechs Joer méi spéit, 2014, louch se just nach bei 0,66%. Si huet sech also praktesch halbéiert. Et kann een net grad vun enger Success Story schwätzen. An do muss ee sech wierklech d'Fro stellen, ob et do e Lien gëtt. Ech mengen, déi

Argumentatioun gëtt nëmme benotzt, fir déi batter Pëll e bësse méi séiss ze maachen a fir a Wierklechkeet net iwwert déi reell Ursachen ze diskutéieren, firwat et Patentboxen an där Form gëtt.

An dat wäert sech och mat dëser Reform vun der Patentbox net änneren, well d'Fuerschung, wéi gesot, bei deene Steiervergëschtegungen net zwingend muss hei am Land sinn an och well se deene klengen a mëttleren Entreprisén kaum zeguttkënn. An héchstwahrscheinlech kann dann eng Aart Directeur de recherche hei kommen, wat bei Wäitem net heescht, datt ee Recherche hei huet.

Wat bleift also? Wat bleift eis also? Virun allem eng riseg Subventioun vun de groussen Entreprisén mat de Sue vun Lëtzeburger Steierzueler. De Steierverloscht gëtt 2018 bei der Regierung an der Fiche financière op 50 Milliounen geschat. Si huet do einfach d'Zuel iwwerholl, déi se schonn 2008 bei der éischter Patentbox uginn hat. De Conseil économique et social hat awer 2011 scho virgerechent, datt domadder ronn 250 Milliounen Euro pro Joer u Steierrettéit verluer ginn, also fënnemol sou vill. An déi Zuel ass mat Sécherheit méi fondéiert, menge mer, wéi déi 50 Milliounen, déi elo vun der Regierung ugi ginn.

250 Milliounen, dat si bal 100 Milliounen méi, wéi de Stat sech d'Universitéit kaschte léisst. D'Bedelegung bei der Uni läit 2018 bei ronn 160 Milliounen. Amplaz also hei mat dësem Projet de loi de groussen Entreprisén sennlos 250 Milliounen nozegeheien, kéint ee mat deene Suen d'Recherche publique quasi verdreifachen. Dat géif mëttelfristeg och déi privat Recherche an d'Entwécklung hei am Land ukuerbelen, well sech domadder e reell Fuerschungsfeld géif entwéckelen.

Här President, no rezente Recherchen, och vun der „Financial Times“, enger Zeitung, déi jo net grad e lént Propagandablatt ass, ass den effektive Steiersaz vun de Multinationallen tëschent 2008 an 2018 ëm 9% gefall. D'Halschent vun deem Réckgang war op tatsächlech Steiersenkungen zréckzuführen an déi aner Halschent op déi ëmmer méi sophistiquéiert Methoden, fir Steieren ze vermeiden.

Dat muss ee sech emol op der Zong zergoe looslen! An deene leschten zéng Joer säit der Finanzkris, während deene knallhaart Austeritéitsprogrammer a ganz Europa, an och hei zu Lëtzebuerg, duerchgeboxt gi sinn, déi Milliounen Familijen onverschëllt an d'Aarmut katalpultéiert hunn, während deenen zéng Joer konnten d'Multinationallen hir Steuerlaascht ëm néng Prozentpunkten erfrosetzen!

An dee Patentboxregimm, iwwert dee mer haut ofstëmmen, wäert d'Fuerschung hei zu Lëtzebuerg beschtefalls minimal beréieren. E wäert virun allem derfir suergen, datt déi transnational Entrepreneurie weiderhin iwwer Lëtzebuerg Milliounen u Steiere kënnen spueren, an e wäert derfir suergen, datt de Steierdumping an Europa weider ugekuerbelt gëtt.

Ech brauch lech dofir net weider ze erwänen, aus wat fir engen Ursache mir als déi Lénk géint dëse Projet de loi wäerte stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt géif ech gär dem Rapporteur, der Madamm Joëlle Elvinger, villmoos Merci soen a géif och gären den dräi Vertrieeder vun den dräi Regierungsparteie Merci soe fir hir Ënnerstëtzung a fir all déi Argumenter, déi se bruecht hunn, déi ganz wichtig sinn, fir dëse Projet de loi an de Kontext ze setzen.

De Régime de propriété intellectuelle, dee Lëtzebuerg virun hat, war ganz ville Länner en Dar am A. E war nieft dem Secret bancaire dat Stéck vun eiser Gesetzgebung, wat deene meeschte Länner riseg Problemer gemaach huet. An ech kann lech just soen, dass all Kéiers, wann ech Kollegeen aus Europa a vu baussent Europa an deenen éischte Méint begéint hunn, dee Sujet ëmmer op d'Tapéit komm ass. Dat därerf en net ënnerschätzen.

Dofir hu mer eis och e bëssen Zäit geholl, fir ze kucken, wéi mer elo deen neie Regimm, dee baséiert ass op neie Prinzipie vun der OCDE, wéi mer dee géifen ëmsetzen. Mir hunn eis Zäit ginn, fir dass mer konnte kucken, wéi aner Länner dat géifen ëmsetzen, vu dass all déi Regimier müssen duerch Gremie vun der OCDE a vun der Europäescher Unioun goen.

Mir haten d'autant plus Zäit, well deen ale Regimm och nach fënnel Joer undauert. Et war also guer keng Urgence. An ech si wierklech frou, dass mer eis déi Zäit geholl hunn, mat

deem Passé, dee mer mat deem heite Sujet hunn.

Ech mengen, dass d'Gesetz, wéi et elo hei proposéiert ass, e gudden Equiliber ass zwëschen deem, wat mer wellen erreechen, op där enger Sait attraktiv sinn, an op där anerer Sait alleguerten d'Regelen, déi d'OCDE an d'Union européenne hei setzen, respektéieren.

Jo, mir hu gewollt als Regierung, dass mer attraktiv si fir Innovatioun, Recherche an Développement. Jo, mir wellen attraktiv sinn, fir och eis Wirtschaft ze diversifizéieren. Dat maache mer jo och wierklech all Dag. Mä dat solle mer net a kënnen mer net à tout prix maachen. Mir wellen net méi op schwaarz Lëschte kommen.

Den Text berout op dem Prinzip vum Nexus. Dat heescht, dass haut an deenen neie Regimien déi speziell a gënschteg Besteuerung nëmme da méiglech ass, wa Recherche an Développement wierklech am Land selwer gemaach ginn. Dat ass jo u sech eng gutt Noricht, well dat heescht jo, dass dann d'Aktivitéiten an eise eegene Land sinn. Dat ass emol dat Éischt.

Dat Zweet: Et sinn dräi Kategorie virgessinn an der Direktiv. Dat Éischt sinn d'Brevet - maache mer. Dat Zweet sinn d'Logiciellen - maache mer och. An déi drëtt Kategorie, op déi komme mer elo nach ze schwätzen, déi mer jo net zréckbehalen hunn. Et ass och esou, dass d'Marken, d'Zeechnungen an d'Modeller ausgeschloss gi sinn, well grad an deem Beräich déi meescht Abuse waren.

Ech kommen elo ze schwätzen op déi Proposition vum der CSV, fir trotzdem déi drëtt Kategorie virzegesinn. Den Haaptgrond, firwat d'Regierung dat net zréckbehalen huet, ass folgenden: Déi drëtt Kategorie ass extrem flou. Et weess een nach net genau, wat iwwerhaapt drafält. An dofir muss eng Zertifikationsagence geschafe ginn, déi sech emol de Savoir-faire uneegent, fir ze wëssen, wat drënnerfält a wat net drënnerfält.

Dir kënt lech jo da virstellen, dass et fir e Land wéi Lëtzebuerg schwéier ass, esou eng Agence op d'Been ze setzen. Mir missten emol ganz vill Leit wahrscheinlech aus dem Ausland komme looslen. Dat huet jo och e Käschtepunkt. A wat mir géifen an der drëtter Kategorie zouloossen, géif wahrscheinlech mat enger Lupp gekuckt ginn, déi vill méi grouss war wéi bei anere Länner, wéinst eise Passé.

Dofir hu mir dat net zréckbehalen. Mä mir sinn awer net déi Eenzeg, déi dat net zréckbehalen hunn. Den Här Mosar huet gesot, dass Irland an Holland dat gemaach hunn. Mä d'Veereenegt Kinnekräich an d'Belsch hunn et zum Beispill och net gemaach!

Dat heescht, mir si jo net grad déi Eenzeg, déi vun där Fakultéit kee Gebrauch gemaach hunn. Fir eis war méi wichtig, dass mer de Risiko limitéiert hunn a kredibel sinn a kredibel bleiwen.

An ech mengen, dass ech domat déi richtig Argumentatioun hei zu Dag bruecht hunn, dass et hei drëms geet, dass mer attraktiv bleiwen an Domänen, déi kristallkloer sinn, an eis net op eng Pente beginn, wou den Doute méiglech ass. Well ech garantéieren lech: Mir sinn um Radar vun den internationalen Agencen.

Den zweete Punkt, deen den Deputéierte Mosar opbruecht huet, ass, a welleche Länner baussent Lëtzebuerg ee ka Propriété intellectuelle geltend maachen. An do hu mir gutt observéiert, wat aner Länner gemaach hunn. Do sinn der vill, net all, déi hunn den Espace économique européen erausgesicht, an dat hu mir dann och gemaach. Dat heescht, et ass déi ganz EU plus dräi Länner, dat ass, wann een esou wëllt, eng „Prime“ à l'Union européenne. Dat si Länner, déi mer gutt kennen, wou mer och kënnen verifiéieren, wou et licht ass, un Informatiounen ze kommen, an et ass ganz am Esprit vum Marché unique.

De Virschlag, deen hei vun der Opposition gemaach gëtt, fir alleguerten d'Länner eranzehuelen, mat deene mer en Accord de non double imposition hätten oder hunn, dat si ronn 80 Länner, hu mer net gemaach aus zwee Grënn: Dat Éischt ass, dass et do ganz vill Länner gëtt, wou et schwéier ass, un d'Informatiounen erunzekommen. An et muss ee jo dat kënnen jugéieren, wat an deem anere Land als Recherche gemaach gëtt, fir ze kucken, ob dat d'Kritären erfëllt. An dat Zweet ass effektiv, dass do och kënnen Abuse geschéien.

Ech huelen dat Beispill, wat den Deputéierte Mosar hei genannt huet, vu Goodyear. Wa Goodyear 90% vun der Recherche hei zu Lëtzebuerg mécht an 10% an de Vereenegte Staten, da ginn net déi 100% verluer, mä nëmme déi 10% an Amerika gi verluer.

Mä kommt, mir kucken et emol ganz anescht! Ass et an eise Interêt, fir hei en Déchet fiscal zu Lëtzebuerg ze hunn an d'Firmaen ze encouragéieren, hir Recherche an Amerika ze maachen, fir dann herno hir Steuerlaascht hei zu

Lëtzebuerg erfrozedrecken? Ech mengen, op déi Fro kann ee ganz liicht äntwerten!

Also anescht ausgedréckt: Andeem mir dat net opmaachen op d'ganz Welt an och net op Amerika, schuede mir eise Land net. Bien au contraire! Mir encouragéieren eng Firma wéi Goodyear oder DuPont oder anerer aus Amerika, déi hei ganz zefridde sinn an hei ganz wellkomm sinn, hir Recherche hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Den Deputéierte Fayot huet mer eng Fro gestallt, déi ganz berechtigt ass, iwwert d'Direktiv ACCIS, déi elo an zwee Deeler opgespléckt ass an an Diskussioun ass am Conseil. An op Englesch heescht déi Common Consolidated Corporate Tax Base.

Wéi déi virun zwee Joer presentéiert ginn ass vun der Kommissioun, hat ech expressement begréisst, dass och do zwou Mesuren dra sinn, déi gutt si fir d'Innovatioun a fir den Investissement. An eng vun deenen zwou war justement e Genre Crédit d'impôt recherche. An ech hat am Numm vu Lëtzebuerg deemools gesot: „Déi Direktiv stellt eng ganz Rëtsch Schwierigkeiten an Defie fir Lëtzebuerg, mä mir wäerten do matschaffen. Mä ech begréissen ausdrécklech, dass esou eng Mesure dran ass, Crédit d'impôt recherche, well dat brauch Europa.“

Ech muss lech awer soen, Här Fayot: Leider ass dat ganz vill ënner Beschoss komm, well ganz vill Länner dat net wellen. Komescherweis, muss ech soen, gëtt et eng ganz Rëtsch Länner, déi hu justement esou e Crédit d'impôt recherche bei sech doheem, mä wellen net, dass mer dat um Niveau européen generaliséieren. Wat jo beweist, wéi komesch déi Diskussioun do geet. Ech kann lech just versécheren, dass ech mech wäert am Numm vun der Lëtzeburger Regierung asetzen, fir dass dat soll geschéien.

Nun, et ass schwéier moossen, ob mir elo mat deem heite Gesetzestext attraktiv genuch si par rapport zum Rescht vun der Welt a par rapport zu anere Länner. Mä mir hunn de Moment en Test grandeur nature vun der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg am Kontext vum Brexit. An ech kann lech soen: Am Kontext vum Brexit gesi mir, dass Lëtzebuerg extrem attraktiv ass!

Ob dat ass am Domän vum Private Banking, wou eng Rëtsch amerikanesch Banken ënner anerem Lëtzebuerg gewielt hunn, fir sech hei ze verstärken an hei hire Centre de distribution ze maachen; wann ech d'Asset Manager kucken oder d'Private Equity Firms, déi hunn zu engem groussen Deel Lëtzebuerg erausgesicht; wann ech d'Assurancégesellschaften kucken, déi hu bal all Lëtzebuerg gewielt; a wann ech d'FinTech-Gesellschaften kucken, vun deene mer der eng ganz Rëtsch am Luxembourg House of FinTech hunn, soen ech lech: Ech hu guer net d'Gefill, dass mir net méi attraktiv solle sinn. Well wa mer net méi attraktiv wäeren, géifen déi all net kommen.

Et ënnersträicht och, dass een op Lëtzebuerg kënt net nëmme wéinst de Steieren. Gott sei Dank! Mir verteidege säit Joren d'Meenung, dass mer e gudden Ekosystem hunn, dass mer e stabelt Land sinn, Triple-A-Finzen an esou weider. An dat zitt anerer un.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mer am Budgetgesetz vun 2017 eng Mesure dran haten, déi ganz gutt ass fir d'Recherche an den Investissement. Dat ass d'Méiglechkeet, dass een elo e Crédit d'impôt zu Lëtzebuerg ka gebrauch fir Investissement an d'IT, d'Technologie de l'information. Dat erlaabt den Entreprisén, méi Recherche ze maachen an dat gënschteg zu Lëtzebuerg vun hire Steieren ofzezeien.

Jo, et ass eis hei net drëms gelaan als Regierung, fir deen allerleschten Element auszeieren, deen et hei an dëser Direktiv gëtt. Mir wollten hei prudent a responsabel sinn.

An dat ass eis och gelongen, well mir hunn eise Gesetzestext och missen der OCDE an der Union européenne am Virus schécken, dat sinn an der OCDE de Forum sur les pratiques fiscales dommageables an an der Europäescher Unioun de Grupp „Code de conduite“. Do krute mer en A priori favorable. Et hant natierlech dovun of, wéi d'Gesetz gestëmmt gëtt. Et gëtt jo elo gestëmmt, sou wéi mir et proposéiert hunn, soudass et duerno ausgesäit, wéi wa mer do gréng Luucht kéinte kréien.

Ech wëll just do ënnersträichen, dass aner Länner, déi vill méi kéng waren, vun deenen zwou Institutiounen gesot kruten, dass hir Projet-de-loien, wéi se se virgeluecht hunn, net konform wieren.

Fir Lëtzebuerg a fir dës Regierung ass et net esou, dass mer sollen eng Attraktivitéit maachen à tout prix, eng Attraktivitéit op d'Käschte vun eiser Reputatioun. Eis Reputatioun, eisen Image ass eis immens wichtig. Et ass wahrscheinlech dat Wäertvollst, wat mer hunn. An dat wëlle mer net op d'Spill setzen.



Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här Minister, Merci fir déi Äntwerten. Allerdéngs mengen ech, mir hunn eng Meenungsdivergenz, wat d'Interpretatioun ubelaangt.

Menges Wëssens - dat Beispill, wat ech do ginn hunn, vun deenen 90% hei an 10% an Amerika -, souwäit mir vu Spezialiste gesot ginn ass, sinn och déi 90% net méi eligibel. Dat heescht, datt do null kann ofgesat ginn. Ech huelen awer ganz gär zur Kenntnis, datt Dir do eng aner Interpretatioun doriwwer maacht.

Ech géif just froen, Här President, well et eng - mir sinn eis eens - fundamental wichteg Fro ass, datt een dat do nach eng Kéier nokuckt. Wann et näamlech esou ass, ewéi Dir sot, Här Minister, ass dat effektiv vill manner problematesch. Or, wéi et mir explizéiert ginn ass - an ech mengen och, datt Are Beamten dat an der Kommissioun erkläert huet, wéi ech et erkläert hunn -, fällt guer näischt, kee Prozent méi ënner d'Eligibilitéit. An dann hätt dat wierklech ganz negativ Konsequenzen.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt deen Amendement och en zweeten Objet huet, op deen Der elo net gaange sidd. Deen ass awer och wichteg. Ech hu vläicht och a menger Interventioun net genuch dorobber insistéiert. Duerfir erlaabt mer, dat dann nach eng Kéier ze maachen!

Dat sinn och déi Recherchen, déi hei zu Lëtzebuerg integral vun engem Grupp gemaach ginn, deen awer verschidde Societäten huet. Kommt, mir huelen elo einfach ArcelorMittal! ArcelorMittal, déi hu verschidde Societäten. Do gëtt an enger Societät eng Recherche gemaach. Et stellt sech awer eraus, datt déi Recherche fir dee Grupp a fir déi Societät net interessant ass, déi cedéieren dat eriwuer op eng aner Lëtzeburger Gesellschaft. Da sinn déi Depensen, déi do gemaach gi sinn, net méi eligibel, wat also och e reelle Problem duerstelt.

An duerfir wär ech frou, Här Minister, well et awer hei ëm ganz, ganz wichteg Punkte geet, wann Der vläicht dat doten nach eng Kéier am Detail géift nokucken a mir vläicht da schrëttlech och nach eng Kéier déi Äntwert dorobber kéint ginn.

Ech soen lech schon am Virfeld e grouse Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, ech mengen, dat si ganz wichteg Froen. Dat muss nogekuckt ginn, wat d'Portéeë vun där enger oder anerer Hypothees sinn. An ech maachen dat ganz gären, well hei geet et ëm d'Land, et geet ëm d'Attraktivitéit vun eisem Land an en parallèle ëm de Respekt vun deenen neie Regelen, international gesinn. A mir sollen d'Portéeën da kucken.

Ech hunn net a menger Ried gesot, mä ech deelen dat, dass mer jo all Interêt hunn, an deem Joer an am nächste Joer ze observéieren, wéi aner Länner mat där drëtter Kategorie ëmginn, wat da wierklech drënnerfällt a wat net drënnerfällt. Well och dorop gëtt et Debatten. Ech hunn dat net gesot. Ech hat et a mengen Notten, ech wollt net ze laang sinn.

De Savoir-faire, do gëtt et Schoulen, déi mengen, dass dat an déi éischt Kategorie fällt, an et gëtt anerer, déi mengen, dat géif an déi drëtt falen. Ech kennen d'Äntwert net. Dat kënne mer nëmme mat der Pratique kucken. An dofir mengen ech, dass mer op där Saach hei sollen den Dialog behalen, och iwwert d'Commission des Finances. Dat ass deen effikaste Wee. An da kënne mer all déi Sujete weider suivéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Amendements

Ier mer dann elo iwwert de Projet de loi ofstëmmen, si mer mat zwee Amendemente saiséiert, déi vun de Kollegee vun der CSV abruecht gi sinn. Ech ginn dovun aus, dass se am Detail explizéiert sinn. Wëllt nach ee Stellung dozou bezéien?

► **Une voix.** - Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass net de Fall. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert den Amendement 1, dee beim Punkt 1 vum Paragraf 1 vum Artikel 1 e Punkt c) wëllt derbäisetzen, iwwergoen. Wie mat deem Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo, a wien net domat d'accord ass, mat Neen.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo um Enn.

26-mol Jo, 34-mol Neen: Domat ass deen éischten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Deen zweeten Amendement kënnt och vun der CSV-Fraktioun an huet als Objet, de Punkt 3 vum Paragraf 1 vum éischten Artikel ofzeänneren. Wien domat d'accord ass, stëmmt mat Jo.

Vote sur l'amendement 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwuer.

26-mol Jo, 34-mol Neen: Domat ass deen zweeten Amendement och ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen elo zur Ofstëmmung iwwert den Ensembl vum Projet de loi 7163 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7163 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An och hei ass elo d'Ofstëmmung ofgeschloss.

(Interruptions diverses)

Hutt Der lech geiert?

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass kee Problem, mir rektifiéieren dat.

36-mol Jo..., dann ass et 35-mol Jo, 2-mol Neen an 23 Abstentiounen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Voilà. Merci. Dann hu mer d'Rektifikatioun direkt gemaach. An domat ass de Projet de loi 7163 adoptéiert mat 35 Jo-Stëmmen, géint 2 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM.

Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7226, engem Duebelbesteuerungsofkommes tëschent Lëtzebuerg an Zypern. An d'Wuert huet elo erëm d'Madamm Rapportrice Joëlle Elvinger.

5. 7226 - Projet de loi portant approbation de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", faite à Nicosie, le 8 mai 2017

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, de Gesetzesprojet 7226 gouf den 20. Dezember 2017 an der Chamber deposéiert. Mat deem Gesetzesprojet gëtt haut en Duebelbesteuerungsofkommes vun der Chamber approvéiert, dat de Finanzminister Pierre Gramegna den 8. Mee 2017 zu Nikosia mat sengem zyproteschen Homolog ënnerschriwwen huet.

Dës Konventioun huet als Haaptziele, eng Duebelbesteuerung vun deenen Akteuren, déi wirtschaftlech an deenen zwee Länner aktiv sinn, ze verhënneren. Esou Ofkommes sinn onverzichtbar fir eng Verdéiwung vun de wirtschaftleche Bezéiungen tëschent zwee Länner duerch den Austausch vu Wuere an Déngschtleeschungen an der fräier Zirkulatioun vu Kapital, Technologien a Persounen.

Lëtzebuerg huet effektiv och scho mat allen anere 26 EU-Memberstaaten esou eng Konventioun. An elo mat Zypern ass d'Lëscht dann och komplett vun allen EU-Länner. Mir kommen dann op en Total vun 81 Duebelbesteuerungsofkommissen, déi Lëtzebuerg entre-temps ënnerschriwwen huet an déi en vigueur sinn.

Här President, ech wëll awer nach betounen, dass dës Konventioun alle Standarde vun der OECD entsprécht a besonnesch de Richtlinie vum BEPS, och wann Zypern u sech net Member vun der OECD ass.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 30. Januar gréng Luucht gi fir dese Projet.

Här President, ech bräicht am Fong geholl just nach Merci ze soe fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert elo den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci och nach eng Kéier där exzellenter Rapportrice fir hire klore an detailléierte Rapport. Mir wäerten och eis Zoustëmmung zu deem Projet ginn.

Ech wollt awer profitéieren vun der Geleeënheet, Här President, fir de Minister ze froen, mat wat fir engen Duebelbesteuerungsofkommes mer nach an deenen nächste Woche wäerte sai-

siert ginn. Ech mengen, dat ass interessant. Mir hu jo och do den MLI, dee Multilateral Instrument, wou Lëtzebuerg eng Rei vu Reserve gemaach hat. An dorobberhin, mengen ech, wäerten nach eng Rei vun esou Duebelbesteuerungsofkommissen op de Leescht geholl ginn.

Duerfir meng Fro: Ech wär frou, wann de Minister eis e bësselche kéint soen, wat eis do nach an den nächste Wochen a Méint erwaart. Mir gëtt notamment gesot, datt Kanada geschwé fälleg wär.

Ech wollt och profitéieren a froen: Wou si mer dru mam Duebelbesteuerungsofkommes mat de Vereenegte Staten?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Och vun eis e Merci un d'Rapportrice fir e gudden Rapport an den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Eugène Berger ass... Jo.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Neen, ech hat gemengt, dat war emol esou an der Kommissioun annoncéiert ginn,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...et géif méi Diskussioun ginn.

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...et géife méi Diskussioun ginn iwwert d'Prozeduren.

(Hilarité et brouhaha)

Den Här Mosar iwwerrascht mech haut all hallef Stonn eng Kéier. Neen, duerfir war ech preparéiert, fir eventuell dorobber ze äntworten oder Stellung ze huelen. Mä vu datt dat net de Fall ass a sech dann d'Woge geglätt hunn, schéngt es, da brauch ech och do net weider drop anzegoen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren, fir der Rapportrice Merci ze soe fir hire schrëttlechen a mëndleche Rapport. An den Accord ass scho gi vun der Fraktioun.

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ech mengen, den Här Kox wollt nach eppes soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah, sorry. Et ass net schlëmm. Also, vu dass mer alleguer d'accord sinn, hätt et och elo kee Wäert, wa mer... Voilà.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll awer dovun profitéieren, der Rapportrice och Merci ze soen vun der grénger Fraktioun a gläichzäitig den Accord och ze bréngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ma villmoos Merci. An ech ginn dovun aus, dass den Här Reding elo datselwecht seet.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Net nëmme dat, Här President, mir freeën eis iwwer all weidert Antiduebelbesteuerungsofkommes, well dorëmmer geet et. Et geet jo net ëm eng Duebelbesteuerung, mä ëm eng Antiduebelbesteurungsmeasure; där kënne mer der guer net genuch hunn. Mat der Halschent vun de Länner hu mer nach keng. An duerfir schlëssen ech mech der Fro vum Kolleg Laurent Mosar ganz gären un, wat fir eng weider an der Pipeline sinn. An natierlech bréngen ech den Accord vun der ADR zu deem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Neen, ze vill Harmonie ass och net gutt. Ech mengen, do muss e bësse méi dergéint geschwat ginn.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

(Hilarité)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech wollt lech just erklären an zwee Sätz, datt mer géint dese Projet de loi wäerte stëmmen,...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - ...wéinst dëser awer relativ staarker Baisse vun der Besteuerung vun de Benefisser op d'Dividenden, déi vu 15% op 5%, voire bis op 0% kann erofgoe fir Societäten, déi wéinstens 10% vum Kapital hu vun der Societät, déi dann d'Dividenden ausdeelt. Fir eis ass dat awer eng substanzial Baisse vun der Kapitalbesteuerung, wou mer ganz skeptesch sinn.

An aus dësen Ursaache wäerte mer dergéint stëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. A bei esou vill Harmonie wäert de Finanzminister se och net stieren.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Neen, ech si ganz frou driwwer. A fir dat Lescht opzehuelen, wat elo just gesot ginn ass: Doduerch, dass d'Besteuerung um Kapital elo duerch dës Konvention méi schwach gëtt, gëtt eis Plaz méi attraktiv. Dat ass genau dat, wat mer gären hätten. Dofir freeën ech mech, dass mer e grouse Support fir dësen Traité hunn. An domadder hu mer da vun haut u mat alle Länner vun der EU, dat heescht, mat deene 27, en Netdubelbesteierungs-offkommens. Dat ass eng ganz gutt Saach. An den Total vun eise Konventionen ass dann elo 81.

Am Tube, an der Pipeline sinn Diskussiounen, Projete vun Traité mam Cap-Vert a mam Botswana. Mat Amerika si mer scho méi laang ënnerwee. Do gëtt et am Fong geholl keng ganz rezent Erneuerungen, wann net awer eng relativ grous, dat ass déi Steuerreform an Amerika, déi stattfont huet. Déi huet natierlech e gewëssenen Impakt op wéi déi future Konvention mat Amerika muer wäert ausgesinn. Well d'Veereenegt Staaten hunn an hirer Reform, déi elo a Kraaft getrueden ass, eng ganz Rëtsch Saache vu BEPS iwwerholl. An dat huet en Impakt natierlech op wéi ee verschidden Artikelen muss formulieren.

Wat de Multilateral Treaty ubelaangt vun der OCDE, do schaffe mer drop, fir dee virum Summer hei ze presentieren, fir dass e ka relativ séier gestëmmt ginn.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - A Kanada? Wéi ass et mat Kanada?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Do hunn ech keng extra Norichten. Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da si mer prett, fir iwwert de Projet de loi 7226 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7226 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass dann elo eriwver.

56-mol Jo an 2-mol Neen: Domat ass de Projet de loi 7226 adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7226 est adopté par 58 voix contre 2.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Gilles Roth), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vun zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir kommen dann zum leschte Punkt. Ah neen, et ass nach net de leschte Punkt; et kommen nach zwee aner Punkten hannendrun: Mir verofschiden zwee Deputéiert. Als leschte Projet diskutéiere mer dann elo de Projet de loi 7065 iwwert den Aménagement du territoire. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Lorsché.

6. 7065 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Villmoos Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi kommen ech net derlaanscht, e Bléck op seng Virgeschicht ze geheien an en an de Gesamtkontext vun der Landesplanung zu Lëtzebuerg ze setzen, ugefaange mat der Feststellung, dass e Land, wat net méi wéi 2.586 km² grous ass, seng limitéiert Fläch nohalteg an effikass muss notzen, wann et net u senger eegener Entwécklung wëllt scheitern.

Dës Feststellung stéisst prinzipiell op Konsens an ass och de Grond, firwat déi verschidde Regierung sech zanter ville Jore mat der Landesplanung an eisem Land beschäftegen, natierlech mam Zil, dem chaotesche Wuesstum en Enn ze setzen an d'Notzung vun de Flächen un nohalteg Kritären ze bannen.

Dobäi muss beduecht ginn, dass d'Zuel vun den Awunner, mä och déi vun de Grenzgänger virun allem an de leschten 20 bis 30 Joer fermlech explodéiert ass, wat d'Landesplanung natierlech net méi einfach mécht.

Dat éischt grousst Dokument, wat zu deem Zweck ausgeschafft ginn ass, war am Joer 2003 de Programme directeur d'aménagement du territoire, kuerz gesot de PDAT. An dësem Dokument war déi generell Orientéierung vun der nohalteger Landesplanung definéiert ginn, nodeems de Finanzministère schonn 1978 e bescheidene Versuch an déi Richtung gemaach hat, mä ouni Erfolleg.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Derbäi koum - och am Joer 2003 - d'Konzept vun IVL, wat de Fokus op d'Zukunft vun der Transportpolitik geluecht huet, dëst awer am allgemenge Kontext vun der Entwécklung vun Land a mam Zil, d'Entwécklung vun de véier sektorielle Pläng an de Beräicher vum Transport, dem Wunnensbau, de Grénglandschaften an den Aktivitéitszonen vun Ufank un ze koordinieren.

Derbäi koum am Joer 2010 de Plan national pour le développement durable, deen d'Liewensqualität vun de Biergerinnen a Bierger, déi an eisem Land wunnen a schaffen, an de Mëttelpunkt stellt huet.

A parallell dozou hunn déi zoustänneg Instanzen déi véier Plans sectoriels ausgeschafft, fir déi territorial Entwécklung vun Land konkret a präzis ze definieren.

Dir wësst, em wat et geet: Et geet drëms, déi verschidde Funktiounen wéi Wunnen, Schaffen, Ausbildung, Fräizäit a Versuergung méi no beieenezbréngen, d'Entwécklung vun Land ze dezentraliséieren a verschidden Entwécklungszentren an de Regionen auszuweisen, d'Transportweeër op déi Manéier ze verkierzen an ze verhënnern, dass wäertvoll Grénglandschaften duerch d'Entwécklung zerstéiert ginn.

An deem Sënn huet déi viregt CSV/LSAP-Regierung d'Landesplanungsgesetz vum 19. Juli 2004 duerch d'Gesetz vum 30. Juli 2013 modifizéiert, fir domat eng legal Basis fir déi véier Plans sectoriels ze schafen, mä och mat der Iddi, dem PDAT e contraignant Charakter ze ginn.

No de Wahlen vum Oktober 2013 huet déi aktuell Regierung déi véier Pläng an hirer deemoleger Form iwwerholl an huet se am Joer 2014 publizéiert, mam Zil, déi éffentlech Consultatioun ze lancieren an déi véier Pläng duerno ze adoptieren. Mä leider war dat wéinst juristeschen Hürden net méiglech.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat sinn ech beim kruziale Punkt, deen zu dësem Projet de loi gefouert huet. Et ass deen, dass déi véier Plans sectoriels véier Méint, nodeems se an d'Prozedur gaange sinn, opgrond vun engem Uerteel vum Verfassungsgericht hu missen zréckgezu ginn. De Problem louch beim Gesetz vum 30. Juli 2013, wat sech am Nachhinein als juristescht Graf erweisen huet, nodeems et schonn a Kraaft getruede war.

Domat hat kee gerechent. Firwat? Ënner anere, well dat Gesetz (veuillez lire: dat Uerteel)

et erméiglecht huet, eng substanzuell Ännerung vun den Attributer vun enger Propriétéit als Expropriation unzegesinn. Ech verweisen hei op den Arrêt 101/13 vum 4. Oktober 2013 vum Verfassungsgericht, dee sech op d'Gesetz vum 2013 bezunn huet an de PAG vun der Gemeng Fëschbech betraff huet.

Eng Modification ponctuelle vum PAG vun där Gemeng hat nottamtend dozou gefouert, dass eng Zone constructible an eng Zone non constructible ëmgewandelt gi war, ouni dass et zu der Indemnisation vum Propriétaire komm ass. D'Verfassungsgericht huet an deem Kontext ennerstrach, dass esou eng Approche verfassungswidderg wier, well keen Indemnisationssystem an d'Gesetz ageschriwwen gi war, fir sämtlech Fäll vu Reklassementer vun Terrainen ofzedecken.

Fir dës Problem, mä och fir aner juristesche Ongereimtheeten am Gesetz vum 2013 ze behiewen, huet déi aktuell Regierung am Joer 2014 decidéiert, d'Gesetz ze modifizieren. Mä leider ass och dee Versuch um negativen Avis vum Statsrot gescheitert.

Déi juristesche Problemer, déi sech an deem Zusammenhang gestallt hunn, hu sech engersäits op déi sougenannten „effets standstill“ bezunn an anerersäits op de feelenden normative Charakter vun de Plans sectoriels a vun de Plans d'occupation du sol; et seet ee PDS a POS.

Dernieft war de Statsrot och net domat d'accord, dass am Gesetz juristesche Konsequenzen virgesi ware fir de Fall, wou d'Virgabe vum Programme directeur d'aménagement du territoire net géife respektéiert ginn. Den Hoke bei der Saach war deen, dass de Programme directeur d'aménagement du territoire mam Gesetz vum 2013 kee contraignant Charakter krit hat an dass et laut dem Statsrot souwiesou verfassungswidderg ass, deem Orientéierungsdokument e contraignant Charakter ze ginn.

Och d'Verwaltungsgericht huet sech no-dréiglech an deem Kontext zu Wuert gemellt a geschriwwen - ech paraphrasieren -, dass de PDAT net dat adequat Instrument wier, fir iergende Programme directeur als contraignant Norm virzugesinn. Dee Moment géife sech näamlech multipel institutionell a strukturell Froe stellen, wat d'Konformitéit vum Gesetz vum 2013 zu der Verfassung ugeet.

Opgrond vun deem ganze Sammelsurium vu Schwierigkeeten, déi ech elo opgezielt hunn, huet den Nohaltegkeetsminister François Bausch et schlussendlech als déi eenzeg Option ugesinn, en eise Gesetzeprojet ze deposieren an den Aménagement vum Territoire an deem Gesetz komplett nei ze regelen, dëst natierlech mam Zil, dass déi véier Plans sectoriels an d'Plans d'occupation du sol endlech eng legal Basis sollte kréien an dass se och e contraignant Charakter sollten hunn.

Weiderhin net contraignant war a bleift an dësem Gesetz de PDAT, net nëmme, well de Statsrot esou eng Disposition als verfassungswidderg ugesäit, mä och, well d'Verwaltungsgericht am Kontext vun der Landesplanung widderhuel virun enger lwwerreglementéierung gewarnt huet a grad wéi de Statsrot op d'Vefassungswiddergkeet vum contraignant Charakter vum PDAT opmierksam gemaach huet.

Domat sinn ech beim Projet de loi, deen haut virläit an deen ech elo schonn zum Deel erklärt hunn.

Deposéiert gouf en de 27. September 2016 vum zoustännegem Minister François Bausch. Déi nei Dispositionen féieren zu der globaler Reform vun der Gesetzgebung iwwert d'Landesplanung an droen alle juristesche Bedenken an Oppositionen aus der Vergaangenheit Rechnung.

Dat heescht, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass dësse Projet de loi eng ganz nei Definition enthält, eng nei Definition vun der Landesplanungspolitik am Generellen, eng nei Definition vum Programme directeur d'aménagement du territoire a vun allen Instrumenter, déi et erlaben, dës Politik ëmzesetzen. Dernieft enthält en d'Definition, déi konkret Definition vum de Plans sectoriels a vun de Plans d'occupation du sol, esou wéi de Statsrot et a sengem Avis verlaangt hat.

Koordinéiert gëtt dee ganze System vum Conseil supérieur de l'aménagement du territoire als eenzegem Organ, wat niewent dem Comité interministériel fir d'Landesplanung zoustänneg ass.

De Projet de loi harmoniséiert dernieft d'Adoptiounsprozedure vun de sektorielle Pläng a vun de Plans d'occupation du sol, schafft d'Konzept vun den „effets standstill“ of a setzt d'Konzept vun den „servitudes provisoires“ an d'Plaz.

Weiderhi gëtt mat dësem Projet de loi en Indemnisationssystem fir d'Servituden agefouert, wat jo ee vun den Hauptpunkten am

Uerteel vum Verfassungsgericht am Fall Fëschbech war. An deem Kontext definéiert de Gesetzeprojet och d'Prinzipien an d'Kritären, no deenen déi sektoriell Pläng an d'Plans d'occupation du sol verschidde Rechter a Fräiheeten aschränke kënnen, dëst souwuel bei de Privatheit wéi och um Niveau vun de kommunale Bauungspläng.

Déi eenzeg Elementer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi an Zukunft ausserhalb vum Gesetz geregelt däreft ginn, bezéie sech op déi technesch Aspekter vun der Ëmsetzung, déi keng juristesche Effete produzieren.

sFir all juristesche Onsécherheet auszuschléisse vun Ufank un, ginn dowéinst sämtlech Fäll, déi vun engem Plan sectoriel oder vun engem Plan d'occupation du sol betraff kënnen sinn, konkret an dësem Gesetz opgezielt. Bei de Plans sectoriels gehéieren dozou beispillsweis Prescriptiounen, déi sech op de Grad oder d'Aart vun der Benotzung vun engem Terrain bezéien, mä och de Verbuet oder d'Aschränkung, eenzel urbaniséiert Zonen ze vergréisseren oder Haiser wéi Spannebee laanscht d'Stroossen ze bauen, ouni derhannert Wunnquartieren entstoën ze loosseren.

Derbäi kënt d'Obligatioun, dass all PAP «nouveau quartier» - déi d'Gemenge jo gutt kennen - mat méi wéi 25 Unitéiten 30% vun der bebauter Fläch fir Logement à coût modéré respektiv fir Locatiounswunnenge muss reservéieren. Dës Wunnenge kommen deene Persounen zegutt, déi laut dem Gesetz vum 25. Februar 1979 ënnert d'Aide au logement falen.

Bei de Plans d'occupation du sol geet et hirersäits drëms, definéiert Terrainen vun enger oder méi Gemengen enger ganz spezieller Destination zouzeféieren, déi vun nationalem oder regionalem Charakter ass. Dozou gehéiere beispillsweis d'Installationen vu Rettungsdéngschter, Spideeler, Schoulen, Bauschuttedepoien, Recyclingzentren, Reseauen an esou weider an esou fort.

Madamm Presidentin, dësse Projet de loi regelt doriwwer eraus all d'Prozeduren a puncto Ausaarbechtung an Adoptioun vun de sektorielle Pläng a vun de Plans d'occupation du sol grad ewéi och eng eventuell Modification ponctuelle vun deene Pläng, souwäit wéi dës Modifikatiounen d'Servituden net aggravieren an d'Propriétéiten oder d'Servituden net mat neie Chargé belasteschen.

Wann déi sektoriell Pläng an d'Plans d'occupation du sol bis a Kraaft sinn, däreft keng Baugeneemung méi erstallt ginn, déi konträr zu de Prescriptiounen vun deene Pläng ass. Eng Ausnam bilden hei déi Baugeneemungen, déi virum Akraafttriede vun de PDS an de POS approuvéiert gi sinn an deemno en vigueur bleiwen.

Dernieft kënnen d'PDS an d'POS - ech soen et elo ëmmer méi kuerz - Zonen enthalen, déi sech de plein droit op d'PAG an op d'PAPE leeën a sech deene Pläng souzesou superposieren. Am Fall wou dës PAGen a PAPen nach net approuvéiert sinn, si sämtlech Prescriptiounen vun de PDS a POS applikabel.

En heikele Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, ass an deem Zusammenhang de Volet vun den „effets standstill“, déi ursprénglech geduecht waren, fir all Initiativ op engem Terrain ze verhënnern, déi konträr zu de POS oder PDS ass.

Well dat juristesche net méiglech war, ass eng Alternativ gesicht ginn. Si besteet doran, dass provisoersch Servituden op en Terrain kënnen geluecht ginn - et sinn déi, déi ech virdu genannt hunn -, allerdéngs ënnert der Konditioun, dass et sech hei ëm en Acte individuel handelt an net ëm en Acte réglementaire, dat heescht, dass am Fall vun der Mise en place vun enger Servitude provisoire eng Notifikatioun un de Particulier muss adresséiert ginn, fir dass déi Persoun d'Recht krit, d'Servitude provisoire unzefechten.

E leschte Punkt betrëfft dann d'Hierarchie vun den Instrumenter. Hei ass et esou, dass d'POS net nëmme als Ausféierungsinstrument vun de sektorielle Pläng ugesi ginn. D'POS ginn heimat och zu autonomen Instrumenter, fir d'Projeten, déi präzis an dësem Gesetz opgezielt sinn, ze verwierklechen, ouni dass virdrun e sektorielle Pläng muss virlieën. An allen anere Fäll muss e POS konform zu de Prescriptiounen vun de sektorielle Pläng sinn.

Bleift nach ze soen, dass esouwuel de Volet vun de Geschäftsfläche wéi och dee vun Parkraummanagement a getrennte Gesetzter oder Reglementer wäerten definéiert ginn, dëst opgrond vum Statsrot senge Bedenken aus sengem Avis. Déi héich Kierperschaft war näamlech der Meinung, dass déi zwee Beräicher ganz komplex sinn a méi nuancéiert mussen definéiert ginn, wéi dat am initialen Text de Fall war.

Aus deem Grond huet d'Kommissioun am Konsens mam Här Minister decidéiert, déi entsprechend Voleten ze strächen aus dësem Pro-

jet de loi, fir datt se an aneren Texter nei geregelt kënne ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren a graffen Zich d'Haaptdispositiounen vum deemem Projet de loi, deen hoffentlech Rou an déi juristesche Problemfelder aus der Vergaangenheet bréngt. Bleift nach ze soen, datt de Programme directeur d'aménagement du territoire vum 2003 der Realitéit net méi entsprécht an „obsolet“ ass, wéi eng héijer Beamtin aus dem Département vum der Landesplanung et kierzlech op RTL ausgedréckt huet.

Aus deem Grond huet d'Regierung decidéiert, dee Programm ze iwwerschaffen an en un déi nei Erausforderunge vum der Landesplanung unzepassen, dëst mam Input vum der Zivilgesellschaft a mat alle federführende Partner an där Matière. Dee Prozess ass amgaangen.

Dobäi ass et mir wichteg ervirzeisträichen, datt de PDAT net geduecht ass, fir Privatinteressen ze verdeedegen, mä d'Interesse vum der Allgemeengeheet. Dat huet net nëmme Symbolcharakter, et kann och juristesche relevant ginn!

Nach kuerz e puer Wiederer zu deene verschiddeenen Avisen an zu den Aarbechte vum der Kommissioun.

Den 13. Juni 2017 huet de Statsrot säin éischten Avis zu deemem Projet de loi ofginn, mat enger ganzer Rei vun Oppositionen formelles, déi sech praktesch op sämtleche Punkte bezunn hunn, déi ech elo a mengem mëndleche Rapport erkläert hunn.

Den Avis complémentaire vum Statsrot koum de 24. Oktober 2017. Den zweeten Avis complémentaire stamt vum 20. Februar 2018 an huet dem Projet de loi definitiv gréng Luucht ginn.

Weider Avise koume vum der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers a vum Syvicol, dee sech als Gemengesyndikat intensiv mam Projet de loi beschäftegt huet.

D'Kommissioun huet sech an aacht Sätzungen domat befaasst an huet mä Rapport de 15. März majoritär ugeholl. Fir weider Detailler verweisen ech op mä schrëftleche Rapport, well et onméiglech ass, op desער Plaz op déi Hällewull vum Detailler a juristesche Finessen vum deemem Projet de loi anzegoen.

Erlaabt mer awer nach zum Schluss e Merci un d'Mataarbechterin an d'Mataarbechterin vum MDDI, déi eis kompetent an desער komplexer Aarbecht begleet hunn - et war wierklech net evident -, alle virop d'Madamm Renée Hostert, den Här Frank Vansteenkiste an d'Madamm Pascale Junker.

Den Accord ginn ech net, well ech dem Kolleeg Henri Kox déi Freed wëll iwwerloosen. Ech soen lech awer Merci fir d'Nolauschteren a wënschen eis alleguer eng animéiert Diskussioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci, Madamm Rapporteur Josée Lorsché. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Emile Eicher.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Emile Eicher** (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass gewosst, datt d'Bevölkerung an deem Land an de leschten aacht Joer em iwwer 100.000 Leit gewuess ass. An eis Bierger mierken dat am Alldag, sief et duerch de mëttlerweile systematesche Stau, deem si um Wee fir op d'Aarbecht ausgeliewwert sinn, oder nach méi duerch déi méi wéi bedenklech Entwécklung vum der Bauterrainspräisser, mä awer och duerch d'Sättegung vum deene villen Infrastrukturen, fir nëmme déi opzezielen. An de Landverbrauch hält och nach all Dag zou.

E Gesetz zum Aménagement du territoire war also absolutt noutwendeg. Duerfir ass am Juli 2013, also nach énnert där fréierer CSV/LSAP-Regierung, d'Gesetz vum Aménagement du territoire gestëmmt ginn, also knapps dräi Méint virun de virgezunnene Wahlen.

Ech betounen, datt dat Gesetz vum März 2010 u schon an der Chamber hannerluucht gouf an duerno an net manner wéi 27 Kommissiounssätzungen diskutéiert ginn ass an op Häerz an op Bols énnersicht ginn ass.

D'Gesetz ass duerno den 9. Juli 2013, ech betounen „ouni Opposition formelle“, vum Statsrot gestëmmt ginn. Fairerweis, an dat respektéieren ech, hutt Dir, Här Minister Bausch, op enger Pressekonferenz am November 2014 gesot, datt déi juristesche Schwierigkeeten, déi nom Vott vum 2013er Gesetz opgetaucht sinn, vu kengem opgeworf gi waren - also e Gesetz énnert där vergaangener Regierung, wou keng

juristesche Schwierigkeeten opgeworf gi waren -, weder vum Statsrot nach vum den deemolegen Oppositionsparteien, déi haut d'Regierungsverantwortung droen.

Dir Dammen an Dir Hären, mam Gesetz vum 2013 war eigentlech de Wee fir d'Plans sectoriels fräigemaach ginn. Elo kéint ee soen, des Regierung hätt eigentlech d'Plan-sectorielle vun där viiregter Regierung an d'Prozedur ginn. No der Verëffentlechung vum de Plans sectoriels huet näamlech den Nohaltegkeetsminister deklaréiert, him géif och net alles gefalen, wat an deene Pläng drastéing. An den Innenminister huet sech d'Fro gestallt, wou déi 10% Wuesstum bei de complementairé Gemengen an déi 20% Wuesstum bei de prioritäre Gemengen eigentlech hierkéimen. Déi fréier Logementsministerin huet vläicht vergiess, dem Här Innenminister do méi Detailler ze ginn.

Opgrond vun deenen Aussoen huet de Robert Goebels, fréieren LSAP-Minister, an engem „Tageblatt“-Bäitrag vum 18. März 2015 gemengt: „D'Fro misst awer erlaabt sinn, firwat den Nohaltegkeetsminister an, ech géif soen déi ganz Regierung, des Pläng iwwerhaupt an d'Prozedur ginn hunn, wa se net dovun iwwerzeegt waren.“

Des Fro ass d'autant plus berechtigt gewiescht, wou de Premierminister am État de la nation 2014 deklaréiert hat: „Et gouf sech och um Nohaltegkeetsministère an de leschte Méint intensiv mat de sektorielle Pläng beschäftegt. Et huet ee misse feststellen, datt an der Landesplanung zwar vill gutt Viraarbecht geleescht gi war (...), mä datt et ganz sécher an der Vergaangenheet un enger kohärenter, iwwergräifender politescher Orientéierung gefeelt huet. Duerfir huet vill Inkohärenz aus de Pläng missen erausgebotzt ginn. D'Regierung huet derneift och hir Schwéierpunkten afléisse gelooss. Dat, wéi scho gesot, zemoos an de sektorielle Pläng vum Logement an och beim Transport. Eng gutt Landesplanung ass eng wesentlech Viraussetzung fir eng kohärent, organiséiert an nohalteg raimlech Entwécklung vum eisem Land. Fir datt d'Landesplanung awer richtig ka gräifen, brauche mir esou séier wéi méiglech déi véier primär sektoriell Pläng.“

E sot weider - ech sinn nach ëmmer amgaangen ze zitieren, wat deemools de Premierminister am État de la nation 2014 scho gesot huet -, hie sot also, wa weider des Regierung also prett wär, am Kader vum enger Enquête publique de Gemengeréit an de Bierger des Pläng virzestellen, da missten déi groussherzoglech Reglementer schon an zwee Joer - dat heescht vum deemools gesinn 2016 - definitiv a Kraaft trieden.

Ech stellen awer och fest: Déi viiregt Regierung huet also, wéi de Premier et betount huet, gutt Viraarbecht geleescht. Vu datt déi nei Regierung nach all Inkohärenzen erausgeholl hätt, hätt een also da missen dovunner ausgoen, datt alles perfekt wär.

Madamm Presidentin, déi véier Plan-sectorielle sinn dunn, wéi am Gesetz 2013 virgesi war, hire prozedurale Wee gaangen, eng Prozedur, déi zimlech opwendeg war. Esou huet zum Beispill deemools eis Arméi souguer mussen ageschalt ginn, fir datt déi deemools 105 Gemenge quasi zäitgläich këschtweis Dokumenter geliewwert kruten, fir hir Bierger iwwert des Plan-sectorielle ze informéieren an hinnen och d'Méiglechkeet ze ginn, heiropp ze reagieren.

Sou wéi et am Gesetz virgesinn ass, sinn och regional Reunionen organiséiert ginn, wou déi zoustänneg Ministeren de Leit Ried an Äntwert stoungen. Des Reunionen sinn op e ganz grousse Interesse bei de Leit gestouss, och well d'Gemenge sech méi wéi aktiv abruucht hunn. An do wëll ech bemierken, datt bis dato, mengen ech, et nach kee legislativ Prozess gouf, wou wierklech all Gemeng hir Suergen, Hoffnungen a Chancén wougerholl huet. Et ass schon eemoleg, datt all Gemeng en Avis geschriwwen huet, zum Deel ganz detailléiert, wou och Remarken a Reklamatiounen vum hire Bierger matabruucht waren. An dat ass eigentlech dem Gesetz vum 2013 nach ze verdanken.

Desen Exercice war mat Sécherheet méi wéi sénnvoll, well eng sëllegen Onstëmmegekeiten an Inkohärenzen dobäi un d'Liicht komm sinn. Ech kann lech d'Beispill vum Iwwerlappungen nennen, wou an Transport- an Industriezonen Iwwerlappungen waren a sech deelweis widder sprach hunn. An dat ass net gutt gewiescht genau, a mir hunn dat och geléist. Dat war jo och de But vun där ganzer Aarbecht. An ech mengen awer, dat hätt zu ganz vill Onsécherheet gefouert, wann do net virauser déi Remarken gemaach gi wäeren.

Och déi verschidde Moosstief vum de verschidde Pläng an de Plans sectoriels waren net homogen. A wann ee weess, datt d'Gemengen an engem Moosstaf vum 1:2.500 hire PAG verëffentlechen a beschaffen, sou muss een och wëssen, datt d'Moosstief vum alle Plans sectoriels, déi net déiselwech waren, zu wahr-

scheinlech grousse technesche Problemer gefouert hätten, Problemer, déi mer eigentlech net wollten.

Niewent ville Kriticke gouf et awer och vill gutt iwwerduchte Virschléi vum Associatiounen, Chambres professionnelles, Gemengen, dem Syvicol a virun allem och vum der Zivilgesellschaft.

Ech maachen dann hei och nach eng Klammer op, Här Minister. Dir hutt eis am Januar 2015 versprach am „Lëtzebuerger Wort“ an engem Interview, d'Gemenge kréiche matgedeelt, a wéi engem Moos hire Kriticke Rechnung gedroe géif. Datselwech géif och fir Privatleit gellen. Ech wär frou, wann Der eis géift confirméieren, datt dat och geschitt ass. Dat géife mer op alle Fall begrëissen.

Ech sinn op jidde Fall gespaant op d'Neioplage vun den neie Plan-sectorielle, mä dorobber wäert ech nach méi spéit zrëckkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, trotz dem Réckzuch vum de Plans sectoriels, dee mir och bedauert hunn, well d'Landesplanung den A an O ass vum enger geuerdener Entwécklung vum eisem Land, huet d'Regierung an hiren ambitiösen Ziler festgehalten, wat mir och duerchaus begrëissen.

Deemno sollten Enn 2015 souwuel de Programme directeur iwwerschafft sinn, d'Landesplanungsgesetz ugepasst an d'Plans sectoriels nees an d'Prozedur goen. Dee richteg Wee, wéi mir och mengen. Mä éischten kéint et anescht an zweetens, wéi een denkt! Den Timing gouf ëmmer nees erëm no hanner geréckelt an op eemol wollt kee méi eppes vum enger Iwwerarbechtung vum Programme directeur während desער Legislaturperiode méi wëssen. Mir bedauern dat ausdrécklech, well do duerch gouf d'Päerd näamlech vum hannen opgesuedelt.

D'Gemenge sollen zudeem hir PAGen den 8. August 2018 adaptéiert hunn. D'Ëmsetzung vum Landesplanungsgesetz, dat heescht de Plan-sectorielle, wäert, wann alles richtig geet, eréischt 2019 a Kraaft trieden. An duerno eréischt soll dann de Programme directeur ugepasst ginn. Dat ass e bëssen ze vergläiche mat engem Héichhaus, wou all Stack bis an de leschten Detail geplangt ass, mä wou awer eréischt spéiderhin d'Fondatiounen berechent ginn, op deenen dat Haus opbaut.

D'Fro stellt sech dann och, ob d'Gemengefinanzreform net och nach eng Kéier misst op de Leescht geholl ginn, an dat am Hibleck op dat, wat elo bei dem neie PDAT erauskéint.

Madamm Presidentin, d'Territorialreform, d'Landesplanung an d'Gemengefinanzreform respektiv d'Subventionenpolitik sollten als Ganzes fonctionnéieren an aneneegräifen. Dat ass op jidde Fall d'Meenung vum der CSV.

deí gréng fuerdere scho säit Joren eng Landesplanung um regionalen Niveau. An hirem Wahlprogramm vum 2013 stoung ze liesen: „deí gréng werden eine beratende Regional-kammer einführen, die nur jene Gesetzestexte begutachtet, welche die Gemeinden oder die Regionalentwicklung betreffen. Diese Kammer soll ausschließlich eine beratende Funktion haben und sich aus Vertreterinnen und Vertretern der Schöffen und Bürgermeister zusammenstellen.“

De Camille Gira huet an der Diskussioun em d'Landesplanungsgesetz 2013 hei an der Chamber betount, datt déi gréng dat Gesetz net kéinte matstëmme, well kee Fonds régional a keng Conseils régionaux virgesi wäeren. D'Feele vu regionale Pläng gouf niewebäi och nach kritiséiert. De wëlle Wuesstum huet en a Fro gestallt, d'Antispekulationsklausel als ongenügend bezeechent, an dat hat deemools och déi gréng dozou bruecht, fir d'Gesetz vum 2013 net matzestëmme.

Mä wéi gesäit et dann haut aus? De Wuesstum ass nach ëmmer esou wéi virdrun, d'Antispekulationsklausel gëtt elo éischer nach e bësse gelockert an et ass ëmmer nach keng regional Komponent an deem Gesetz, déi d'Fuerderunge vum deem gréng Wahlprogramm géif erfëllen.

Wären déi gréng sech also konsequent, dierfte si dëst Gesetz jo dann net matstëmme!

(Interruptions par Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter)

Merci, Madamm.

Mir als CSV sinn nach ëmmer der Meenung, datt de Stat an enger besserer Kooperatioun mat de Gemengen iwwert de Wee vu Konventionen oder iwwert de Wee wéi zum Beispill bei den Naturparken och méi strukturéiert plangen, landesplaneresch Akzenter setzen an och ëmsetze sollt. Sou stoung et am 2013er Gesetz an esou bleibt et jo och elo bestoen.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, op de virleiende Gesetzesprojet anzegoen.

Nom prozedurale Fiasko vum 2014 an nom Scheitern vum Iwwerschaffe vum 2013er Gesetz ass d'Chamber am Hierscht 2016 mat engem neie Gesetzesprojet befaasst ginn. Et muss ee soen, datt et no de villen Oppositionen formelles am Avis vum Statsrot vum 13. Juni 2017 ganz séier gaangen ass.

Als CSV hu mir eis Verantwortung iwwerholl an och ganz aktiv an der Kommissioun matgeschafft. Mir hu vill Virschléi gemaach a vill vun eise Virschléi sinn och zrëckbehale ginn. Besonnesch bei der Oplëschtung vum den Domänen, déi zukünfteg an d'Plans sectoriels an an d'Plans d'occupation du sol afléissen, war et ausserordentlech wichteg, keen ze vergiessen. Well d'Gesetz extrem restriktiv ass, kënnen nëmme déi Plan-sectorielle an Plans d'occupation du sol reglementéiert ginn, déi och vum Artikel 1 am Gesetz ofgedeckt sinn.

Fir d'Plans sectoriels sinn net manner wéi 19 Domänen zrëckbehale ginn,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Emile Eicher** (CSV).- ...dorënnen och déi véier, déi deemnächst an d'Prozedur ginn, näamlech Transport, Wunnengsbau, Industriezonen a Paysages.

Den Här Bausch huet eis matgedeelt, datt hien des véier Plans sectoriels warscheinlech de 27. Abrëll un de Regierungsrat wëllt weiterleeden, se da verëffentlechen an an d'Prozedur ginn.

Mir sinn der Meenung, datt d'Chamber des Pläng am Virfeld vum deem grousse Debat, deen elo gläich kéint, zur Verfügung gestallt sollt kréien. D'Pläng si jo fäerdeg, d'SUP sinn och schon ofgeschloss, soudatt mir eis froen, wat lech eigentlech nach kéint dovunner ofhalen, no deemem Vott eis déi Pläng zur Verfügung ze stellen. Well wann Der lech jo konsequent sidd, dierfte mir jo dann och d'Recht hunn, déi Pläng ze kucken. Dir géift domadder och Ären eegenen Uspréch Rechnung droen, wou Der Transparenz verlaangt.

Madamm Presidentin, erlaabt mer, nach e puer Wuert ze soen zu där ominöser Spekulationsbremse, ee Schlagwuert, bei deem jiddwereen direkt versteet, em wat et geet. An do, muss een éierlech soen, dierften de Stat an d'Gemengen an där Fro selwer och eng grousse Verantwortung droen an deelweis souguer och eng Matschold, well si sinn dacks selwer Akteuren, beispillsweis beim Kaf vum Terrain fir Industriezonen a Kompensationsflächen, fir nëmme déi ze nennen.

Fréier war et emol esou, datt mer den duebele Maartpräis bezuelt hunn un d'Bauere fir hiert Land, wat op der grénger Wiss louch, fir datt mer hinnen d'Méiglechkeet och geschafft hunn, sech zousätzlech Terrainen iergendwou aneschtens ze kafen oder se ze ersetzen, fir hinnen nëmme net d'Brout ewechzehuelen. Mä haut ginn zum Deel ganz verréckt Präisser bezuelt.

Ech kann lech do eng sëllegen konkret Beispiller ginn, enner anerem den Dossier ZANO zu Ettelbréck oder den Dossier Klengbousberg II, virun allem awer den Dossier Google. Do si Präisser bezuelt ginn, wou engem d'Dronkenellen ausginn! An eo een dat wëllt oder net, de Stat dréit hei eng Verantwortung mat. Jo, de Stat huet dem Google den Terrain net selwer kaaft, mä hien huet awer eng aktiv Vermittlerroll gespilt. An déi Präisser, déi do bezuelt gi sinn, déi sinn absolutt surrealistesch! An ech traue mech net, se hei ze soen, ech iwwerloosen der Regierung dat. Mä ech soen lech: total geckeg!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Emile Eicher** (CSV).- An dese staatleche Wellen, esou héich Präisser fir zukünfteg Industrieterrainen ze bezuelen, dréit natierlech och dozou bäi, datt d'Präisser fir eis Landwirtschaft, awer och d'Präisser am Wunnengsbau onweigerlech mat an d'Luucht ginn. Duerfir freet ee sech, wat an de leschte Jore geschitt ass. An et kéint een eigentlech iwwerspéit drop äntworten: guer nëmscht, ausser datt d'Präisser geklomme sinn, an dat och aktiv vu staatlecher a Gemengesäit virugedriwwen!

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss vu menger Ried woen ech dann nach e klengen Ausblick op déi zukünfteg Plan-sectorielle. Mat de Plan-sectorielle sollten eng sëllegen Problemer op de Leescht geholl ginn. Duerfir wär et eigentlech nëmme normal, datt, wa Problemer méi akut sinn, se dann och méi schnell behandelt misste ginn.

Ech ginn elo op de Problem vum den Déchets inertes an, deen ëmmer erëm kritiséiert ginn ass a wou besonnesch och an de leschten Avise vum der Chambre de Commerce an der

Chambre des Métiers drop higewise ginn ass, datt do méiglechst schnell eng Léisung muss kommen. Déi besteend Plan-sectorielle liwweren do keng zefriddestellend Äntwert. Jo, et ass e grouse Problem. Neen, de Problem verschwénnt net, andeem een net driwwer schwätzt an no Léisung sieht! Do froen ech lech, Här Minister: Wat gedenkt Der an deem Dossier ze maachen?

Gespaant si mer och, wéi dann elo eis Plans sectoriels «Paysages» ausgesinn, well Dir, Här Minister Bausch, jo och der Meenung sidd, datt scho villes am Naturschutzgesetz geschriwwen ass an datt ee soll an deem Kader sech och déi néideg Mëttel ginn, fir d'Gesetz ëmzesetzen, amplaz an dem Plan sectoriel nach eppes dropzesuedelen. Do si mer komplett mat lech d'accord. Wéi gesot, mir sinn also elo gespaant, wat an deene Plans sectoriels op eis duerkéint.

Da kéint ech nach aner nennen. Et kéint ganz bestëmmt an nächster Zäit eng Diskussioun iwwert d'Plans sectoriels vun de Funkstationen, well 5G steet op der Hausdier, ass eng ganz aner Technologie, brauch ganz aner Moyenen. An do wäerten och Diskussiounen wahrscheinlech néideg sinn.

Och op Niveau vun de Plans d'occupation du sol bleift nach Verschiddenes ze dinn, beispillsweis: Wou brénge mer an Zukunft d'Demandeurs de protection internationale ënner? Ass dat nach ee Problem? Wou steet och do d'Planung?

Madamm Presidentin, fir et kuerz ze soen: Jo, et si vill gutt Usätz an deem Projet de loi, vill Usätz, déi och op Demande vun der CSV hi mat an de Projet agefloss sinn.

Leider huet dese Projet de loi awer och Schéinheitsfeeler. An dee gréisste Schéinheitsfeeler ass deen, datt de PDAT net méi als Valeur normative festgehale gëtt. Eppes, wat an eisen Aen awer onbedéngt hätt missen am Gesetz virgesi sinn, well no deem Urteel, vun deem mer virauser geschwat hunn, do wär et scho méiglech gewiescht, wann ee sech un d'Constitution gehalen hätt. Dat heescht, den Artikel 16 war do net respektéiert ginn. Et war keng Promulgatioun iwwert de Grand-Duc gemaach ginn. Dat heescht, et wär schonn duerchaus méiglech gewiescht, och de PDAT ëmzesetzen, natierlech net an där Form, wéi mir e kannt hunn,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Emile Eicher (CSV).** - ...well do awer vill Aufsatz dra war, dat muss ee soen.

(Brouhaha)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Domat fänkt schonn de Problem un!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Wat hutt Dir gemaach?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Firwat hutt Dir et net...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Hei, wann ech gelift, loosst den Här Eicher schwätzen oder wann ech gelift fro d'Wuert! Här Eicher, Dir hutt eleng d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et ass esou einfach!

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Neen, et geet net drëm, fir dee ganzen Aufsatz, deen do geschriwwen ass, an e Reglement ze schreiwen. Mä do stinn awer ganz vill normativ Regeln, déi hätt ee scho kënnen erausplécken an och geziilt an de PDAT setzen. Déi Chance ass awer hei verpasst ginn. An dat deet eis awer wirklech leed, well dat ass awer ee vun de sprangende Punkten.

Dernieft, wéi gesot, ech hat och nach eng sëllegen aner Punkten ugeschwat, déi eis Kappzuecher maachen, wéi zum Beispill de Parkraummanagement. Och beim Parkraummanagement ass et esou, datt mir mengen, de Parkraummanagement géif zesummen an de Plan sectoriel vun der Mobilitéit gehéieren.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ...den Avis vum Statsrot?

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Dach, ech hunn deen Avis gesinn, mä duerfir proposéieren ech dat heiten. Ech sinn nämlech der Meenung, datt de Plan sectoriel Mobilitéit an de Parkraummanagement vernetzt misste bleiwen, a géif och duerfir eng Fro un de Minister stellen, fir ze wëssen, wou de Gesetzentwurf vun dem Parkraummanagement drun ass. A sidd Dir net och der Meenung, datt et wichteg wär, zäitgläich Plan sectoriel a Parkraummanagement a Kraaft ze setzen? Dat géif sécherlech...

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Erlaubt Der eng Fro?

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Jo, jo.

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Dir wësst jo, Parkraummanagement kann een national regelen, mä et ass kenger Gemeng verbueden, et haut schonn ze maachen. Duerfir gëtt et der wéi d'Stad Lëtzebuerg, déi huet dat scho laang. Do hunn ech mat drun deelgeholl, fir dat ze maachen. Dir sidd jo och selwer Buergermeeschter. Hutt Dir schonn een an Ärer Gemeng?

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Neen, mä ech mengen, mir sinn esou eng kleng Gemeng, muss ee soen. Mir hunn och Parkproblemer, wéi all Gemeng se huet. Mir hunn och Projeten um Lafen. Den Terrain feelt eis awer dozou, soss wär et och scho laang geschitt. Mä do si mer elo awer um Niveau vu menger Gemeng.

(Interruption par M. François Bausch)

Jo. Mä ech mengen, Dir hutt awer d'Méiglechkeet an dem Parkraummanagementgesetz, fir anescht virzegoen. An dat hätt een awer kënnen méi geziilt ugoen an e Regelwierk dozou ginn, wat eis och als Gemengen eng Stäip ginn hätt. Mä bon, Dir bréngt jo en neit Gesetz, da wäert de Problem jo och geléist ginn, huelen ech un.

Zum Schluss wollt ech awer e ganz décke Merci un eis Rapportrice ausdrécken. Si huet et och verdéngt! Si hat virbildlechen Asaz bruecht an der Kommissioun. An och wa mir net an alle Punkte mateneen eens sinn, si war ëmmer kollegial a konstruktiv, an d'Zesummenaarbecht war wirklech ganz agreabel. Duerfir, och vu mir aus e ganz opriichtege Merci un lech. Och en opriichtege Merci un all d'Mataarbechter vun dem MDDI, déi sécherlech mat eis vill Kappzuecher haten an trotzdeem en Text hikritt hunn, dee mer haut hei diskutéiere kënnen.

E grouse Merci lech fir d'Nolauschteren, an d'CSV-Fraktioun wäert sech aus deene Grënn, déi ech elo gesot hunn, haaptsächlech PDAT an och nach e puer aner Grënn, enthalen. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Eicher. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wéilt ech natierlech och der Rapportrice, der Madamm Lorsché, villmools Merci soe fir hiren awer ganz ausféierleche Bericht, och wa si gemengt huet, si hätt verschidde Saachen nëmmen ëmress. Ech hunn e ganz ausféierlech fonnt, an dat erlaabt mir dann och, dass ech net muss all déi Saachen nach eng Kéier widerhuelen, déi si scho gesot huet, respektiv och déi net, déi den Här Eicher a senger Ried schonn ugeschwat huet.

Ech beschränke mech och duerfir haut op e puer Remarken zum reglementaresche Kader vun der Landesplanung. Mir hu jo, wéi mer alleguete wëssen, och ganz geschwënn hei an der Chamber e groussen Debat iwwert d'Landesplanung am Allgemengen. An deem Debat, fannen ech, sollt mer haut net virgräifen.

Ech weess net, wéi dacks scho gesot a geschriwwen gouf, wéi dréngend dass mer Plans sectoriels fir den Transport, fir de Logement, fir d'Aktivitéitszonen a fir d'Erhale vun eise Landschaften brauchen. Dës Regierung wollt no jorelaangen Diskussiounen an Annerungen un deene betreffende Gesetzestexten endlech Neel mat Käpp maachen, fir dann awer feststellen, dass et nach ëmmer rechtlich Hürde géif ginn, déi mer dann hoffentlech haut ee fir alle Mol aus der Welt schafen.

E grondleeende Problem läit doran, dass d'Landesplanung weinst där rasanter Entwécklung ëmmer méi preskriptiv muss ginn. Et geet scho laang net méi duer, e Plan (veuillez lire: Programme) directeur ouni rechtlich Verbindlechkeet als Orientierungshëllef ze hunn, wou am konkrete Fall jiddwereen awer mécht, wat en am beschten arrangéiert.

Den Aménagement du territoire an d'Plans sectoriels schränken den Handlungsspillraum vum Stat, vun de Gemengen an och vum private Bauhär an. Et geet deemno ëm en Agréff an d'Eigentumsrecht, dat verfassungsrechtlech e ganz héije Stellenwert huet. D'gesetzlech Basis muss also engersäits ganz präzis sinn, fir en Agréff an d'Eigentumsrecht ze justifiéieren, an anerersäits muss se flexibel genuch sinn, fir dass et iwwerhaup méiglech ass, allgemeng Prinzipien an der Praxis un déi reell Entwécklung unzepassen.

Engersäits muss et séier goen, well all Joer, wat vergeet a wou gebaut gëtt, Chancen verluer ginn. An anerersäits wëlle mer bei Gesetzter a

Reglementer, déi esou e staarken Afloss op d'Planungshoheit vun de Gemengen an op d'Liewe vun de Leit hunn, jiddweregem d'Méiglechkeet ginn, fir un der Gestaltung vun dese Pläng matzeschaffen.

Mat deem Gesetz vun haut hoffe mer, des Quadratur vum Krees erreecht ze hunn. D'Gesetz gëtt eng kloer Basis, déi bei Bedarf d'Notzungsrecht vu privaten Terrainen aschränke kann. D'Plans sectoriels, déi dann endlech an d'Prozedur kënnen goen, si vum Prinzip hier evolutiv a ginn ëmmer erëm un d'Realitäten am Land ugepasst. Un der Ausschaffung vun dese Pläng gëtt d'Effentlechkeet no deenen entre-temps übliche Prozedure bedeelegt. Wann des Pläng endlech a Kraaft sinn an och all d'Gemengen endlech hir PAGES un déi aktuell Gesetzgebung ugepasst hunn, gëtt et méiglech, vun Ufank un ze gesinn, wat fir e Projet wou ka realiséiert ginn a wat fir een eben net.

Wichtig ass dann awer och, dass, wann all des Gesetzter a Virschreften endlech a Kraaft sinn, se respektéiert ginn an net andauernd Ännerungen oder zousätzlech Oploue kommen. De Sënn vun der Landesplanung ass et, en Equiliber tëschent verschidde legitimme Interessen ze schafen an all Bauhär déi néideg Rechtssécherheet ze ginn, déi e brauch. Hie muss vun Ufank un kënnen aschätzen, ob säi Projet realisabel ass a wat fir eng Konditiounen hien duerfir anhale muss.

Dee legale Kader, dee mer schafen, muss duerfir transparent sinn. Et gëtt am Abléck méi dacks Reklamatiounen, dass, wann e Projet schonn autoriséiert ass vun där enger oder och vun där anerer Verwaltung, duerno nach aner Obligatiounen nokommen, déi de Bauhär misst erfüllen.

Ob des Reklamatiounen berechtigt sinn, kann ech net beuerteelen, mä si weisen awer, dass offensichtlech net fir jiddweree kloer ass, wie wat autoriséiert, no wat fir enge Regeln an interner Leitlinien a wéini ee sech kann drop verlossen, dass all déi néideg Konditiounen erfüllt sinn, fir e Projet ze realiséieren.

E kloer gesetzleche Kader, vun deem d'Landesplanungsgesetz e wichteg Puzzlestück ass, muss d'Grundlag bidde fir kuerz an effikass Geneemegungsprozeduren. Fir dass dat an der Praxis klappt, mussen d'Verwaltungen an d'Relatioun mat de Gemengen a Privatleit entsprechend organiséiert sinn.

An deem Sënn ass dat hei Gesetz e wichtige Schratt, deen et eis erlaabt virunzekommen, an ech ginn duerfir den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Cruchten. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Kox.

► **Une voix.** - Ah jo!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin! Ech wëll direkt ufänke mat engem Merci un d'Rapportrice. Et ass scho viru gesot ginn: Si huet eis Aarbechten iwwert déi lescht Jore ganz propper gefouert an och hei een e bësse komplizéiert Gesetz awer zu engem glécklechen a gudden Enn bruecht.

Ech wëll awer och gläichzäitig profitéieren, fir de sëllege Mataarbechter vum Ministère an och dem Minister selwer e Merci ze soen. Ech mengen, an deser Matière gouf an deene leschte Jore ganz vill geschafft. A fir mech geet d'Aarbecht eréischt richtig un, well, mir hu viru schonn dovun geschwat: De Plan (veuillez lire: Programme) directeur d'aménagement du territoire, deen ass am Moment och an der Diskussioun.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An ech hat d'Chance, de leschte Méinden och un där éischter Versammlung deelzehuelen, nämlech am Osten zu Manternach, wou diskutéiert gouf iwwer eng Weiderentwécklung vun eise Land. Do ware ganz vill interesséiert Bierger dobäi an dat war e ganz flotten Owend, deen och nach net eriwuer ass, deen nach zwee oder dräi Owender hannendrun huet, an net nëmmen an der Regioun Osten, mä och an deenen anere Regiounen.

Dës Gesetz ass e ganz wichteg Gesetz, et soll nämlech d'Orientatioun an d'Entwécklung vun eise Land hoffentlech méi harmonesch u sech begleeden. Et ass jo d'Basis fir déi véier Plan-sectoriellen. Et kommen der jo héchstwahrscheinlech nach e puer no. Et ass awer nëmmen ee Baustein, ee Puzzlestück an enger ganzer Rei vun Elementer, déi mer brauchen, fir dat Land hei kënnen richteg ze orientéieren.

Wichtig fir mech awer ass, wa mer nach weider Gesetzter op den Instanzeweie bréngen,

dass eng Cohérence des politiques zrëckzefannen ass. An dat géllt och da fir en Naturschutzgesetz, dat gläichzäitig deemnächst hei um Dësch wäert leien, dat géllt fir d'Waassergesetz, dat mer och schonn hei gestëmmt hunn, dat neit, dat géllt fir e Buedenschutzgesetz, wat de Moment um Instanzeweie ass. All déi Elementer féieren dozou, dass dat Land e bësse méi kohärent an och besser organiséiert gëtt, an et ass dat, wat mer u sech wëllen hunn.

Well mir si gewuess, d'Zuele si genannt. Ech hu mer déi och nach eng Kéier erausgeholl. Et ass awer schonn erstaunlech, wéi mer gewuess sinn déi lescht Joren. Et ass schonn des Èftere gesot ginn, ech wëll se awer nach eng Kéier widerhuelen: Virun 100 Joer oder esou, do hu mer 90 Joer gebraucht, fir 100.000 Awunner am Land méi ze kréien. Haut si mer do ukomm, dass mer dat innerhalb vun aacht Joer fäerdegbruecht hunn. Also dat ass eng exponentiell Kurv an déi ass schonn erstaunlech.

Dann ass gläichzäitig vun den Aarbechtsplazen och emol rieds gewiescht. Och do vläicht déi lescht Zuelen: Mir si bei 2017, am Ganzen hu mer 400.000 Aarbechtsplazen a mir hunn dovunner Frontaliere geschwënn ëm 200.000.

(Interruption)

Mä ech mengen, et ass net dee Wuesstum, dee mir Angscht mécht oder dee problematesch ass. Et ass éischter d'Fro: Wéi hu mer an der Vergaangenheet a wat hu mer an der Vergaangenheet wou autoriséiert an och geplangt?

Ech ginn dat un dräi Beispiller un. Éischt Beispill ass: Wou sinn déi meeschte Wunnhaier entstanden oder d'Wunnengen, wou si se entstanden? Déi sinn am ländleche Raum entstanden, wat zu zousätzleche Problemer gefouert huet, nämlech bei der Mobilitéit.

Zweete Punkt: Wou sinn nees Aarbechtsplazen ugesidelt gewiescht? Mir hu se deels ganz staark an d'Stad zentriert. Mä mir hunn awer hott an har och deels Industriezonen, net bei en alleguerten, awer bei enger Rei vun Industriezonen wousste mer direkt: Wa mer se dohinner implantéieren, hu mer de Problem vun Transport, hu mer de Problem vun der Novernung. Also mir hunn eis selwer Problemer geschafen.

An en drëtten Punkt ass vläicht och do nach ze soen, dat sinn déi sëllegen Akafszentren, déi hu mer all aus de sougenannten CDAen erausgeholl, de Centres de développement et d'attraction. Dat sinn déi fréier regional Hauptuert wéi Réimech, Maacher a Clierf, Woltz, an d'Geschäfte sinn all op d'gréng Wiss gaangen.

D'Resultat war eben, dass mer eng Entflechtung vun Aarbecht, Schaffen a Fräizäit gemaach hunn, mat Problemer an der Mobilitéit. Mir hu keng Banneverdichtung gemaach. Mir hunn d'Perimeteren einfach erweidert gelooss. An d'Konsequenz war natierlech, dass mer och gläichzäitig haut Baulücken hu vun - wat gëtt gesot? - iwwer 1.000 Hektar, déi haut direkt zur Verfügung stinn, fir kënnen bebaut ze ginn. Dat heescht, et sinn an der Vergaangenheet awer eng Rei vu Feeler gemaach ginn.

Dat huet eng Rei vun Ursachen. Ech mengen, déi kenne mer alleguerten. Et ass net esou einfach, eist Land ze organiséieren, dat wësse mer alleguerten. E Punkt ass: Mir hunn nëmmen zwou Ebenen, mir hunn de Stat an d'Gemengen. An d'Gemengenautonomie ass eng ganz staark hei am Land. An natierlech all Kéiers, wa mer hei iwwer Gemengepunkten diskutéieren, kënn d'duebelt Mandat an och d'Vehemenz vun der Regioun gëtt ëmmer ausgedréckt, wat och deels da konträr zu landesplanereschen Idée kéint sinn.

An en zweete Punkt ass ganz kloer, dat ass awer och dee vun der Propriétéit. Déi ass geschützt an der Verfassung, an déi aner Elementer, déi landesplaneresch vläicht och op deeselwechte Stellewäert misste bruecht ginn, déi sinn net op deeselwechten Niveau. Dat heescht, d'juristesche Konsequenz sinn do ganz kloer. Dat huet sech jo och erëm an deem Gesetz gewisen.

Ech wëll awer och ervirhiewen, dass net eleng des Regierung un deem Dossier geschafft huet. Ech mengen, och déi viregt Regierungen hu ganz intensiv ëmmer un der Landesplanung geschafft, an de fréieren Innenminister sëtzt hei. Ech fannen, dass dat Dokument vum IVL nach ëmmer e ganz gutt Dokument gewiescht ass. Ech hat mech och déizäit laang domat beschäftigt.

Mir wëssen et alleguerten: Mir haten zwee Zeenarien dodran. Mir haten de Pendlerzeenario an de Wuesstumszeenario. Mir hate gemengt, mir géifen dat eent oder dat anert maachen. D'Resultat ass, dass mer se allen zwee hunn. Mir hu souwuel de Pendlerzeenario wäit iwwerschratt wéi och den Awunnerzeenario wäit iwwerschratt.

Ech wëll vun der Inkohärenz awer da vun deene viregte Politiker schwätzen. An et ass viru dru gesot gi vun der CSV, si hätten dat esou ganz propper alles gemaach. Da muss ech awer soen, et ass ee Gesetz, wat awer komplett diametral opposéiert war zu deene ganzen Iwwerleunge vum IVL, an dat war de Pacte Logement!

Beim Pacte Logement hu mer grad dat beschleunegt, wat mer haut wëllen e bëssen zrëckmaachen. Mir hunn all Gemeng ënnerstëtzt, Haaptsaach, si huet iergendepes gebaut. Mir hu souguer réckwierkend deemools deene Gemengen nach Sue ginn, well se gewuess sinn, ouni iergendee landesplanerescht Element berücksichtegt ze hunn. Dat war fir mech awer net dat richteg Instrument deemools.

Et war an der Iddi richteg. Et soll een d'Gemengen ënnerstëtzen, wa se am Logement eppes ënnerhuelen, awer et war net deene Kritären ënnerleucht, déi eis déi Problemer vun haut vläicht ewechgeholl hätten. An dat ass ee Punkt, dee mir deemools scho kritiséiert hunn an deen och haut nach ëmmer falsch ass.

Dofir si mer frou an den Diskussioun vum Pacte Logement 2.0, dass mer effektiv do landesplaneresch Elementer erakréien, dass mer do effektiv och fir déi Gemengen, déi dann net esou wuessen, Kompensatiounsnoomsnamen erabrëngen. An et si jo déi Diskussiounen, déi mer net awer an enger spéiderer Phase erëm d'Gemengefinanzen eng Kéier iwwerkuckt, ob dat wierklech dat nach ëmmer widderpigelt, wat mer u sech wëllen errechen, näämlech eng kohärent Landespolitik duerchsetzen ze kënnen.

Dofir mengen ech, dass dëst Gesetz e ganz wichtegt éischt Instrument ass, fir éischters emol déi Plan-sectoriellen elo op den Instanzewe zee kréien, dass mer do elo emol kucken, wéi déi sech ofspillen. Ech mengen, den Datum ass genannt ginn: De 27. Abrëll gi se duerch de Regierungsrat. Da gi se public. Si sinn a verschiddene Punkte contraignant, dass een och weess, a wéi eng Richtung et geet.

Mä ee Punkt ass och schon erwänt ginn, wat ganz wichteg war: Et ass mam Public an och mat de Gemengen diskutéiert ginn. Et ass gesot ginn, et hu praktesch sämtlech oder ganz vill Gemengen hiren Avis ginn - alleguerten, seet hei den Här Eicher. Also dofir mengen ech, dass och an déi Pläng, déi elo wäerte kommen, eng ganz Rei vun deene Kriticken, déi scho genannt gi sinn, elo erëm eragefloss sinn a wierklech dozou féieren, fir eben eng Kohärenz an déi ganz Dokumentatioun eranzekréien an och wierklech landesplaneresch Elementer eranzekréien.

Fir awer op d'Kritik nach anzegoen: Dass Der elo lech enthaalt, fannen ech awer net ganz richteg, well déi grouss Problemer sinn u sech entstanden doduerch, dass een de PDAT esou contraignant wollt maachen. Ech muss drun erënneren, och déi éischt PDAT, dee vun 1978 an och dee vun 2003, déi hate keng esou Elementer dodran.

An ech denken, wat dat géif heeschen, wa mer dat géife contraignant maachen! Da wär elo wierklech de Stillstand, a mir missten dat - et ass jo eng Dokumentatioun vun iwwer 200 Säiten - reglementaresch ëmsetzen. An ech wëll net wëssen, wéi vill Opposition-formelle mer op deem Punkt géife kréien, well da géife mer wierklech an de leschte Punkt vun der Gemengenautonomie erawierken. Mir géifen hinne virschreien, wou a wat a wéi. An ech mengen, et ass eng Orientatioun, et sinn aner Gesetze, déi eis hëlfefen, esou eng Leitplank ze ginn. Ech denken do nach eng Kéier un d'Naturschutzgesetz, wou ee seet: Okay, et si Méiglechkeeten do, zesumme mam Plan sectoriel vun der Landschaft gëtt dat e kohärent Dokument, wou ee weess, wéi een an Zukunft do virgeet.

Ech mengen, de groussen Deel hunn ech da ginn. Ech soen: Fir eis Gréng ass dat Dokument hei oder dat Gesetz e ganz wichtegt. Et ass wierklech déi Etapp, déi mer scho laang gebraucht hunn. Et ass wichteg, dass déi Gesetze, déi mer elo parallel dozou ginn, och kohärent mat deem sinn, an et ass dat, wat viru dru gefeelt huet.

Da muss ech awer nach eng Kéier daitlech soen, dass de Pacte Logement wierklech ee vun de gréisste Problemer geschafen huet an der Vergaangenheet. An dofir mengen ech, dass mer doraus och Léiere gezunn hunn. Ech mengen, et si Punkten, déi an der viregter Regierung ganz propper virgeluecht goufen, dat muss een och hei soen, dass déi Dokumenter, déi Pläng ganz wichteg Dokumenter waren, fir iwwerhaupt op den Instanzewe zee kommen.

Ech mengen, et hätt een och deemools vläicht scho méi transparent mat de Leit kënnen ëmgoen an net an dem stillen Kämmerlein dat diskutéieren. Ech mengen, och d'Aarbecht innerhalb vun der Kommissioun war eng ganz konstruktiv.

An dofir wëll ech zum Schluss dann och den Accord fir dat Gesetz hei ginn a soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleegen, et ass deem engen oder deem anere vläicht an Erënnerung bliwwen: Virun dräi Joer hunn ech lech am Kader vun der Debat iwwert d'Landesplanung vu mengen éischten Erfahrungen am Beräich vum Bau erzielt, déi ech am Alter vu fënnf Joer mat Legosstäng gemaach hunn!

► **Plusieurs voix.** - Ah jo!

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E ganz bleiwenden Androck!

(**Hilarité et interruptions**)

► **M. Max Hahn (DP).** - Dir erënnert lech!

Ee Grondprinzip vun der Architektur hunn ech deemools scho fréi misse léieren: Wann d'Fundament net stabil genuch ass, da fält dat ganz Haus iergendwann zesummen.

► **Une voix.** - Voilà!

► **M. Max Hahn (DP).** - Bei der Landesplanung ass et net anescht. D'Gesetz iwwert den Aménagement du territoire vun 2013 sollt d'Fundament vun der Landesplanung duerstellen. D'PAGe vun de Gemengen an d'Plan-sectorielle sinn, fir a mengem Bild ze bleiwen, d'Material an d'Instrumenter, mat deene Schrëtt fir Schrëtt d'Haus Lëtzebuerg soll gebaut ginn.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Ass et nach net fäerdeg?

(**Hilarité**)

► **M. Max Hahn (DP).** - Elo ass et awer esou komm, wéi et huet komme misse: D'Landesplanungsgesetz, eist Fundament, war net staark genuch, fir de schwéiere Bëton ze droen, a krut déi éischt Réss, ier mer iwwerhaupt richteg ugefaangen hate mat bauen.

Här President, erlaabt mer, nach eng Kéier ganz kuerz den Historique ze maache vun der Situatioun, an där mer eis haut befannen! En éischt Gesetz iwwert d'Landesplanung staamt vun 1974. Deemools huet eist Land mat ronn 355.000 Awunner nach ganz anescht ausgesinn ewéi haut. Et schéngt mer logesch ze sinn, dass ee seng landesplaneresch Instrumenter mat steigendem Bevölkerungswuesstum muss upassen. Ennert der deemoleger CSV/DP-Regierung goufen am Joer 2003 de Programme directeur de l'aménagement du territoire an dat sougenannt IVL-Konzept ausgeschafft a presentéiert.

(**Interruptions**)

An duerno ass leider eng laang Zäit näischt méi geschitt.

(**Interruptions**)

Zwou Regierungen hunn et net fäerdegbruecht, fir d'Plan-sectoriellen ze verëffentlechen, un deene si ganzer zwou Legislaturperioden, also bal ee Joerzängt, hanner zouenen Diere gedoktert hunn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et sinn nach fënnf beräikomm!

(**Hilarité**)

► **M. Max Hahn (DP).** - Den 9. Juli 2013 huet déi deemoleg CSV/LSAP-Majoritéit dunne en neit Kadergesetz fir d'Landesplanung an der Chamber gestëmmt. Dëst Gesetz sollt enner anerem als legal Basis dëngen, fir d'Plan-sectoriellen ze verëffentlechen. Kuerz duerno ass et zu Neiwahlen an zu engem Regierungswissel komm.

(**Interruptions**)

Et war déi nei Regierung, et war dës Regierung, déi dunne endlech am Joer 2014 Neel mat Käpp gemaach huet an d'Plan-sectoriellen an d'Prozedur geschéckt huet, andeems d'Pläng verëffentlecht goufen an de Public consultéiert ginn ass.

Här President, ech soen lech et an aller Daitlechkeet:...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Max Hahn (DP).** - Et war déi richteg Entscheedung vun der Regierung, d'Plan-sectorielle viru véier Joer ze verëffentlechen!

An ech muss och soen, dass et mech awer wonnert, wa grad eng CSV der Regierung

virwërft, mat der Verëffentlechung vun de Plan-sectorielle wäertvoll Zäit an der Landesplanung verluer ze hunn. Eng Partei, déi vun 1979 bis 2013 onënnerbrach an der Regierung war an et viru, viru allem wëscht 2004 an 2013, verschlof huet, dee wichteg Dossier vun der Landesplanung viruzedreiw!

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Max Hahn (DP).** - Jo, déi viregt Regierung huet e groussen Deel vun de Plan-sectoriellen, wéi se 2014 verëffentlecht goufen, preparéiert. Jo, ech sinn averstanen, dass d'Plan-sectoriellen esou wichteg fir eist Land sinn, dass een dës net an engem Joer séier op de Pabeier bréngen kann.

Mä ee Joerzängt, léif Kolleegen, zwou Legislaturperioden, dat ass einfach ze laang!

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Max Hahn (DP).** - An déi laang Zäit, déi mir hei verluer hunn, déi huet eisem Land, déi huet eiser Liwensqualität keen Déngscht geleescht. Et ass dann och e Gesetz vun der viregter Regierung, dat fir déi juristesche Schwiergekeete suergt, déi schlussendlech dozou gefouert hunn, dass d'Plan-sectoriellen erëm hu misse zrëckgezu ginn an dass mir haut iwwert dës Projet de loi diskutéieren mussen. Keen huet déi juristesche Schwiergekeete virausgesinn, weder déi deemoleg Majoritéit nach d'Oppositioun nach de Statsrot.

De Problem gouf eréischt entdeckt, nodeems d'Plan-sectoriellen an der Prozedur waren. Wann also elo ee vun den CSV-Ministeren d'Plan-sectoriellen nach méi laang am Tirang leie gelooss hätt, da wier de Problem och deementsprechend nach méi spéit entdeckt ginn.

(**Interruption**)

D'2013er Amenagementsgesetz hätt nach ëmmer derfir gesuergt, dass d'CSV d'Plan-sectoriellen erëm hätt misse zrëckzéien. Dat Eenzege, wat par rapport zur Situatioun vun haut geännert hätt, wier de Fakt, dass mer nach eng Kéier e puer Joer verluer hätten a mir dëst Gesetz haut net kéinte stëmmen, mä eréischt 2019, 2020 oder 2021.

Kommt, mir sinn also frou, dass dës Regierung de Courage hat, 2014 dat ze maachen, wat eis haut erméiglecht, mat dësem Gesetz all juristesche Onkloerheeten aus der Welt ze schafen an endlech de Wee fräi ze maache fir d'Plan-sectoriellen!

En zweete Punkt, deen een net vergiessen däerf, ass, dass d'Verëffentleche vun de Plan-sectoriellen zu wäertvollem Input vun den Akteuren gefouert huet, vun allen Akteuren, viru allem awer vun de Gemengen.

Et kann een esou laang u Pläng schaffen, wéi ee wëllt, iergendwann ass een op den Know-how an d'Erfahrung vun de Spezialisten um Terrain ugewisen. A wien, wann net d'Gemengen, weess, wat d'Besoinen an deenen hirer Regioun a vun hire Bierger sinn?!

Ech wëll dofir der Regierung nach eng Kéier felicitéieren a Merci soen, dass si déi vill Avisen, déi d'Gemengen zu de Plan-sectorielle geschriwwen hunn, eescht geholl huet an och e groussen Deel vun de Kriticke berücksichtegt huet.

Ech géif d'Regierung awer bieden, elo no de Gemengewahlen nach eng Kéier mat de Schaffen- a Gemengeréit Récksprouch ze halen, besonnesch an deene Gemengen, wou d'Majoritéitsverhältnissen geännert hunn. Do schéngt dat mir awer net onwichtig ze sinn, fir sécherzegoen, dass d'Positiounen vun deenen eenzelne Gemengen zu de Plan-sectoriellen och nach ëmmer déiselwech sinn.

Här President, mir sinn also haut um Punkt ukomm, laanscht deen och déi gréisst Oppositionspartei net komm wier. Mir stëmmen haut iwwer e Projet de loi of, deen enner anerem derfir suergt, dass d'Plan-sectoriellen endlech Wierklechkeet kënnen ginn.

Ech wëll net ze vill an den Detail vun de Modalitéite goen, wéi dësen Text zustane komm ass. Ech mengen, d'Rapportrice Josée Lorgé huet dat an hirem schrëftlechen...

► **Plusieurs voix.** - Lorsché!

(**Brouhaha**)

► **M. Max Hahn (DP).** - D'Madamm Rapportrice Josée Lorsché... Entschëllegt! Entschëllegt! Ech wollt lech grad e Kompliment maachen an Ären exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport heimat ervirsträchen.

Ech wëll och net op all déi Modifikatiounen am Detail zrëckkommen, déi mir an deenen eenzelne Punkten an och an der Kommissioun, wou, mengen ech, eng ganz konstruktiv Aarbecht geleescht gouf, duerchgefouert hunn. Déi éischt ganz wichteg Ännerung am Gesetz ass d'Präzisioun, a wat fir enge Fäll d'Plan-sectoriellen an d'Plans d'occupation du sol kënnen

konstitutionell Rechter wéi den Droit de propriété, d'Liberté de commerce an d'Gemengenautonomie aschränken. Dass ee mat dëse Rechter net lichtferteg däerf ëmgoen, ass, mengen ech, jiddwerengem heibanne bewosst.

D'DP huet schon am Juli 2013 am Debat iwwert dat aktuell Amenagementsgesetz hir Bedenken zum Ausdrock bruecht, dass d'Recht op Eegentum an d'Gemengenautonomie nawell zimlech staark a Matleedenschaft gezu ginn. Mir begrëissen dofir ausdrücklech, dass dat neit Gesetz eng präzis Oplëschtung vun de Fäll an de Konditiounen mécht, wéini d'Plans sectoriels an d'Plans d'occupation du sol hei intervenéieren däerfen a wéini net.

Dës Approche beugt spéidere Prozesser a Sträitfäll vir. Mir kënnen eis keng zousätzlech Verspéidung an der Landesplanung duerch juristesche Onkloerheeten a Prozesser leeschten.

Här President, d'DP begrëisst och, dass d'Plan-sectoriellen elo manner grouss prozedural Implikatiounen fir d'Gemenge mat sech bréngen wäerten, wéi dat mam aktuellen Text de Fall wier. Et ass wichteg a richteg, dass et mam neie Gesetz keng Recommandatiounen fir d'Gemenge beim Ausschaffe vu PAGen a PAPE méi gëtt, mä just nach Prescriptionen. Bei de Recommandatiounen hunn d'Gemenge misse all Kéiers argumentéieren, firwat si dës net nokomme wëllten. Dat kascht Zäit, an net all Gemeng huet déi néideg technesch, finanziell a personell Moyenen, fir hir Decisioun ze begrënnen.

Ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier un eng Forderung erënneren, déi ech am Kader vun der Debat iwwert de Logement gestallt hunn. Mir als DP wëllen, dass déi nächst fënnf Joer e Moratoire op der Landesplanung an deem Sënn ass. Et däerf net sinn, dass d'PAGen an d'PAP-Prozedure weider verkomplizéiert ginn, besonnesch wann ee bedenkt, dass nach ëmmer iwwert d'Halschent vun de Gemengen hire PAG net fäerdeg hunn, an dat no 15 Joer a méi, déi d'Gemengen dru schaffen!

Dës Projet de loi ass konform mat eiser Forderung, well d'Gemengen et méi einfach gemaach kréien, fir hir Bebauungspläng konform ze maache mat de Plan-sectoriellen.

Här President, léif Kolleegen, e sprangende Punkt an der Landesplanung ass d'Fro, wéi vill e Rechtsstat an d'Eigentumsrechter vun de Bierger däerf agräifen. An der Logementsdebat hunn ech et fir d'DP jo scho ganz kloergemaach, dass et mat eis keng Expropriatioun vun eenzelne Persounen gëtt, fir dass en aneren op dësem sengem Terrain baue kann. Hei bewege mir eis näämlech am Beräich vun Eenzelfäll, wou et net méiglech ass, ze ënnerscheeden tëschent Spekulationen a Familijen, déi Terrainen aus privaten Ursache behale wëllen.

Eent ass awer och kloer: Eng kohärent Landesplanung ass just da méiglech, wann de Stat staark Instrumenter huet, fir grouss Projeten esou ze koordinéieren, dass si net nëmme op enger spezieller Plaz, mä fir dat ganz Land Sënn maachen. Dofir muss de Stat och kënnen derfir suergen, dass dës grouss Projeten net schon am Virfeld duerch Privatinitiative verbaut ginn.

Mir als DP begrëissen dofir d'Léisung, fir d'Servitude provisoire op gewëssen Terrainen ze leeën. Speziell si mir awer och frou, dass d'Propriétaire vun dësen Terrainen méi séier an onkomplizéiert entschidedt ginn.

Här President, an e puer Woche schwätze mer an dësem Haus iwwert de Wuesstum zu Lëtzebuerg. Mir stellen eis d'Fro, wéi vill an a wat fir enger Form eist Land Wuesstum verdréit. Et ass wichteg a richteg, dass mir eis dës Fro stellen. Mä egal, wat d'Antwort wäert sinn, déi déi eenzel Partei wäerte proposéieren, eent ass ganz kloer: Egal ob mir vill oder weineng wëlle wuessen, mir kënnen net op eng kohärent Landesplanung verzichten! Och wa mir manner séier wëlle wuessen, musse mir weiderhin Haiser, Spideeler, Schoulen, Stroossen, Zuchstrecken an Industriezone bauen.

Während deene leschte Joerzängt hu mir eis keng Froen iwwert de Wuesstum gestallt, mir sinn einfach gewuess. Leider hu mir eis an där Zäit och ze weineng ëm eis Landesplanung gekëmmert. D'Resultat gesi mer haut all Dag op eise Stroossen an op eise Immoiliemarché!

Här President, ech wëll also ofschléisse mat der Konkusioun, dass, egal wéi eis Debat iwwert de Wuesstum ausgoe wäert, et wichteg ass, dass mir haut endlech d'Fundament fir eng kohärent Landesplanung geluecht hunn, e Fundament, dat hoffentlech laang Joren ouni Réss wäert auskommen.



Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - Ech géif souguer soen, ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Merci un d'Kolleegin Josée Lorsché fir hire méndlechen a schréfftleche Rapport an där net einfacher Matière. An ech soen e perséinleche Merci: Vu datt ech net Member an der Kommissioun sinn, huet d'Rapportrice mer gëschter och nach e klenge méndleche Rapport am Virfeld vun dëser Sëtzung gemaach.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech mengen, deen Dossier huet eng laang Virgeschicht, wa mer iwwer Landesplanung schwätzen. Ech gesinn hei de Kolleg Alex Bodry. Hie war sengerzäit Ëmweltminister, dunn hate mer schonn déi Diskussioun do. Dat ass schonn zwanzeg Joer hier!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Laang hier.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Scho ganz laang hier, scho ganz laang hier!

(Hilarité)

Virdrun huet d'Rapportrice och déi verschidden Etappen opgezielt, déi mer iwwer all déi Jorzéngten um legislative Plang gemaach hunn.

An ech mengen och, wa mer an déi viert Regierungszäit zrëckkucken, hu mir, déi Liberal, déi gréng, alleguer hu mer ëmmer hei vun der Regierung verlaangt, datt déi sektoriell Pläng dach endlech missten ëmgesat ginn. An et war dunn och, wéi den Här Minister Bausch Minister ginn ass, eng vu sengen éischten Initiativen, fir dann eben och deem Wonsch, deen e ëmmer als Oppositionspolitiker hat, nozekommen, fir dëst dann esou séier wéi méiglech ze maachen, mat deem bekannte Resultat, datt mer opgrond vun Decisiounen vum Verfassungsgericht hu missen, oder hien huet missen déi Projeten zrëckzéien. A mir stoungen du virun enger Situatioun, datt ebe laang huet missen diskutéiert ginn, wéi een am Fong erëm eng legal Basis geschaaft krit, fir iwwerhaapt an der Prozedur mat deene Pläng virunzekommen.

Et kann een am Fong soen, datt mer haut, fofzeng Joer méi spéit no 2003, do stinn, wou mer 2003 eng Kéier ugefaangen hunn. D'Land huet sech awer an deene fofzeng Joer schonn enorm entwéckelt. Mir hunn an der Tëschenzäit méi wéi 100.000 Awunner bäikritt. Mir hu bal 150.000 Salariéen an där Zäit bäikritt. Mir hunn also an deene leschte Joren en ongebremschte Wuesstum erlieft, e Rekordwuesstum erlieft.

Duerfir mengen ech, souguer wa mer 2003 déi Pläng direkt gehat hätten, hätte mer vill Problemer mat deene Pläng kritt am Kader vun deene Rekordwuesstumer, déi mer an deene leschten zéng, fofzeng Joer gemaach hunn; oder mir hätten net dierfen esou wuessen.

Richtig a gutt wier jo am Fong gewiescht, datt een, ier dee Wuesstumsboom hei am Land esou richtig agesat huet, dunn déi Pläng gehat hätt, datt een du gewosst hätt, wou d'Land histeiert, wou een hätt kënnen Extensiounen maachen, wou een hätt kënnen Wunnraum maachen, wou een hätt kënnen Betriber sech usammele loosse. Mä elo geschitt am Fong, datt mer dat ëmgedrëit maachen! E Gros, wat an deene leschte fofzeng Joer geschitt ass am Kader vun deem Rekordwuesstum, fënnt natierlech elo selbstverständlech an déi nei Pläng Agang. Mir wäerten alles dat, wat elo gemaach ginn ass, an déi nei Pläng selbstverständlech mat abauen.

Et kann een elo just hoffen - et kann ee just hoffen! -, datt dat heite Gesetz vun haut elo d'Schinn wäert halen!

Wat mer och elo wëssen: datt wann dat Gesetz hei gestëmmt gëtt, elo ausgangs vum Mount, nächste Mount de Minister déi Pläng wëllt virstellen, an da ginn déi emol op den Instanzwee. Mir wëssen och, datt am Abléck duerch d'Land schonn eng Rei vu Consultatiounen lafen, déi méi wäit ginn, wat d'Landesplanung ubelaangt. An duerfir wësse mer och, datt déi Pläng net méi wäerten an dëser Regierung ëmgesat ginn, mä datt se érischt rechtskräfig an enger nächster Regierung ginn.

An duerfir, wa mä Virriedner, de Kolleg Max Hahn, hei gesot huet, datt am Fong do zéng

Joer virdu verluer gaange sinn, muss ee soen, et sinn der elo nach fénnef derbäikommt! Et sinn der elo fofzeng, wou mer dru schaffen, a mir gesinn nach net un d'Enn! Mir hunn elo d'Hoffnung, datt mer eventuell duerch dëst Gesetz an der Prozedur duerchkommen. Mä et wäert nach trotzdem eng Rei vu Joren daueren, bis mer awer definitiv Pläng hunn, wa mer der iwwerhaapt eng Kéier wäerte kréien!

D'Fro, déi ech mer gestallt hunn, ass, ob dat d'Politik oder d'Regierung vläicht net souguer arrangéiert huet, datt mer déi sektoriell Pläng net haten. Well elo huet jo och näischt kënnen verhënnert ginn. Ech weess net, ob een alles dat, wat an deene leschten zéng, fofzeng Joer hei am Land realiséiert ginn ass, hätt kënnen realiséieren op deene Plazen an esou, wéi et realiséiert ginn ass, wa mer déi Pläng gehat hätten! An duerfir huet et se och vläicht arrangéiert.

Ech weess net, ob mer zu Google hätte kënnen direkt soen, mat deem Terrain zu Biissen: „Dat geet“, wa mer sektoriell Pläng gehat hätten. Do wier doudsicher an där Géigend esou eppes net virgesi gewiescht. Ech weess och net, ob een hätt kënnen um Kierchbierg den Tramsschapp do an eng Natura 2000-Zon plangen, wa mer déi Pläng richtig gehat hätten. Ech weess och net, ob mer hätte kënnen an de Grénggertel vun der Stad Lëtzebuerg den neie Fussballstadion bauen, eng Gare dohinner bauen a Gott weess wat nach bauen.

A wa mer kucken, deemools wéi mer dat geplangt haten, datt am Fong sollt ronderëm d'Stad Lëtzebuerg e Grénggertel kommen a bleiwen. Haut stelle mer praktesch fest, datt d'Stad Lëtzebuerg a Leideleng lues a lues zesummewuessen. Do ass net méi vill Gréngs dertëscht. An ech sinn iwwerzeegt, wa mer weiderfuere an fäerdeg sinn, da sinn déi zwee och zesummegeewuss.

Well d'Fro, déi mer eis einfach musse stellen, dat ass d'Fro vum Wuesstum. Wa mer esou weiderwuesse wéi... An de Kolleg Kox huet jo kee Problem am Fong, huet en haut nach eng Kéier gesot, en hat dat schonn deemools als Budgetsrapporteur hei op der Plaz gesot, datt hie kee Problem hätt mat engem 1,2-Milliounen-Awunner-Stat. An haut huet en et nach eng Kéier ernimmt. Wa mer esou viruwuessen, da kann ech lech soen, egal wat fir eng Pläng datt mer elo maachen: Bonjour les dégâts! Da wäert sech dat an der Realitéit net ëmsetze loosse.

Mir kommen also net derlaanscht, fir fir d'Éischt emol ze kucken: Wou wëlle mer als Land hiwuessen? A wa mer wëllen dohinner wuessen op déi 1,2 Milliounen, da wësse mer jo, wa mer an där Logik sinn, datt mer herno och nach wëlle weiderwuessen oder souguer mussen, wann de System dorobber opgebaut gëtt. Da sinn all déi Pläng, déi mer elo maachen, souwisou nëmme zäitlech begrenzt. Da kann ee soen, mat deenen heite Pläng kënnen mer elo fénnef oder zéng Joer fonctionnéieren, mä spéitstens da stellt sech schonn erëm d'Fro: Wéi fuere mer da weider, well déi Terrainen hei alleguer besat sinn?

Mir hunn elo zum Beispill e Riseprojet hei an der Stad, de Ban de Gasperich. Do gesäit een, mat wat fir enger Vitesse datt do zouggebaut gëtt. Mä dat dauert keng zéng Joer, bis de Ban de Gasperich komplett vollgebaut ass! Dat geet esou rapid virun. A wann dat voll ass, da stellt sech schonn automatesch d'Fro: Ma wou maache mer dann déi nächst grouss Extensioun? Well wa mer esou viruwuessen, musse mer jo erëm esou Terrainen hunn. Dat heescht, mir mussen eis fir d'Éischt déi Fro stellen. Wann ech dann och nach héieren, elo nach vun eise Kolleegen vun déi gréng, datt si kee Problem hunn, datt mer esou viruwuessen, da fäerten ech ganz, dann déngen alleguer déi Pläng hei näischt.

An ech mengen, dann ass och eng nächst Regierung vläicht frou, wa se keng esou Pläng huet. Well mir diskutéieren iwwer all déi dote Politike scho 15, 20, 25 Joer. Ech sinn der elo 30 hei an der Chamber, ech kann och scho soen, datt mer schonn 30 Joer doriwwer diskutéieren, mä d'Politik huet sech ni déi Barrière gesat, datt se net méi konnt fräi agieren. Mir hunn ëmmer an de Prozeduren diskutéiert an diskutéiert an diskutéiert, mä mir hunn eis ni déi Barrière gesat.

An ech soen lech, wa mer se bis gesat hunn, wäerte mer grouss Problemer kréien. Wa mer weider esou wuessen, da sprengen déi Barrière souwisou all Grenzen. An dat ass dann nëmme zäitlech befrist, bis mer un déi Situatioun kommen.

Här President, mir wëllen awer net d'Brems spillen. Mir wëllen net d'Brems spillen an dëser Prozedur. D'Regierung huet mat Recht gesot, si hätt e Gesetz virfonnt vun 2003, wou se zwar gudder Déng war, datt se déi Plan-sectorielle kéint domadder ëmgesat kréien. Si ass oder mir alleguer sinn enges Bessere beléiert ginn, datt dat Gesetz d'Schinn net gehalen huet.

Wann elo d'Regierung kënt a seet hei, si hätt elo en neit Gesetz, wat op all déi Problemer géif eng Äntwert fannen, déi mer am 2003er Gesetz haten, a mat dësem Gesetz kéim se virun, fir déi Plan-sectorielle elo an d'Realiteit kënnen ëmsetzen, da wëlle mir net d'Brems sinn. An duerfir stëmme mir dësem Gesetz zou, fir dëser an der nächster Regierung déi Chance ze ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An eise leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Also, ech duecht ëmmer, datt d'Finanzgesetzgebunge komplizéiert wieren an net ganz transparent, well mir hunn eis jo heiansdo domadder ze beschäftegen. Mä ech muss awer feststellen, datt d'Fro vum Aménagement du territoire, vun der Landesplanung, wéinstens genausou komplizéiert ass a wahrscheinlech nach heiansdo souguer manner transparent!

Ech mengen, an engem rezenten Interview huet den Här Minister Bausch et och missen zouginn, datt en net domadder gerechent hat, datt et esou komplizéiert wier, hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt eist Land e bëssen ze organisieren. Mir sinn eis awer d'äers bewosst, datt et immens wichtig ass, datt mer endlech Rege-lunge kréien.

Den Här Gibéryen huet virdu vum Ban de Gasperich geschwat. Ech mengen, dat ass e Beispill, wat nimools hätt dierfe geschéien hei am Land, wou ëmsou méi katastrohal ass, wat viru Kuerzem geschitt ass. An ech sinn nach viru Kuerzem... Ech si jo Stater an ech fuere heiansdo derduerch. Dee Chantier, also et gesäit gruelech aus! Also, et ass eng Katastroph! Et ass e Quartier, deen ass verschampel-éiert ginn! Vun den ekologesche Problemer net ze schwätzen! An ech hoffe wierkelech, datt eng Kéier eppes aneschtens dohi kënt. Ech mengen, mir wäerten net derlaanscht kommen. Bon.

Et kéint een nach laang doriwwer schwätzen, well et ass wierkelech e Sujet, dee mech fierchterlech rose mécht, mä dat ass eng aner Saach.

Ech mengen, an deemselwechten Interview och, deen den Här Minister ginn huet... well et geet jo och ëm Besëtzerhältnissen. Also, mir hunn de Problem u sech, datt engersäits... Ech hu selwer Schwierigkeete gehat, ech kann lech dat soen, och an deene Kommissiounen, fir heiansdo e weínege den Duerchbléck ze kréien! Ech mengen, ech sinn awer net deen Eenzegen hei. An ech muss awer och soen, mir hunn d'Beamte vum MDDI awer wierkelech leedgedoen, well - also si si wierkelech kompetent, muss ee soen, mä souguer trotz hirer Kompetenz - d'Matière ass esou komplizéiert an esou schweier, also si hu sech Méi ginn, well do hate mer jo och e puer Punkten, op déi ech zrëckkommen, wou versicht ginn ass, wierkelech Progrésen ze maachen, a bon, wou et net esou an déiselwecht Richtung gaangen ass.

Mä bon, mir hunn do eng ganz Partie vu Saachen, vu konstitutionelle Prinzipien, ënner anere justement wann et ëm Besëtzerhältnissen geet. A mir wëssen, wéi komplizéiert dat hei zu Lëtzebuerg ass. Den Här Bausch huet och gemengt, zu Recht, datt ee misst d'Verfassung an deem Sënn änneren. Mir sinn och dëser Meenung. Et ass anscheinend awer net jiddwereen dëser Meenung an der Chamber, fir awer e bësse méi an déi richteg Richtung ze goen, wat dat ugeet.

An do mierkt een och, wéi dat Uerteel deemools gefall ass zu Walfer, wou dann den Terrain, deen ëmklässiert gouf vun enger Zone d'habitation an en Terrain constructible (veuil-lez lire: an eng Zone non constructible) - bon, do waren och materiell Problemer, mengen ech, déi sinn do komm -, mä duerno gëtt sech ëmmer beruff op d'Utilité publique, an als abusiv Enteeung gouf dat och bezechent.

Ech mengen, mir mussen och iergendeng Kéier... Ech wëll net onbedéngt erëm eng Kéier polemiséieren mat der DP, wann d'DP permanent net versteet, wat gewësse Leit dorënner verstinn: datt et ëm d'Enteeung vu Spekulative geet a vu Leit, déi Schmu driewen, an net vu Bomien oder uerdentleche Leit. Dat wëllt d'DP einfach net verstoen, oder vläicht maache se et express. Mir kéinten eng Kéier e Workshop maachen, fir der DP ze erklären: Mir wëllen d'Bomien net enteegnen! Mir wëllen einfach derfir surgen, datt een och kann normal hei bauen an datt „gewësse Leit“ net alles blockéieren.

► **Une voix.** - Ganz richtig!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Mir kënnen dat zesammen organisieren.

Also mir hate jo och eng Propos gemaach - ech mengen, dat kéint ee vläicht och an deem

Kontext nach ernimmen -, wou mir och justement der Meenung sinn, datt ee kéint eng Steier op d'Plus-value beim Verkauf vun Terrainen ophiewen, déi och an d'Gemenge géif zrëckfléissen. Dat kéint vläicht och dozou déngen, fir herno bei gewëssenen Terrainen en Dedommagement virzugesäi bei der Emklasséierung. Soit!

Do waren awer och interessant Saachen dran, an der urspringlecher Fassung vum Gesetzesprojet, ënner anere d'Fro vun de Surfaces, déi iwwer 10.000 m² grouss sinn, fir Zones économiques an esou weider, fir dat kënnen anzeschränken. An dunn, ech mengen, et ass zwee- oder dräimol zrëckkomm hin an hier, well de Statsrot huet do seng Opposition formelle ginn, wat schued ass, sous prétexte vun der Liberté de commerce. An et ass - ech mengen - zwee-, dräimol hin- an hiergaangen. Den MDDI huet versicht, eng Léisung ze fannen. Schlussendlech konnt ee keng fannen. Ech mengen, dat war och e bëssen e Kärstéck wahrscheinlech vun dësem Gesetzesprojet. Ech mengen, den Här Bausch huet och gesot, datt dann d'Gesetzgebunge op engem aneren Niveau misst geännert ginn. Dat wier awer éischer dem Här Schneider säin Dossier.

(Hilarité)

Ech hoffen, datt mer och esou wäit kommen, d'autant plus, datt ee sech awer heiansdo freet - ech si kee Jurist -, awéifem d'Liberté commerciale interpretéiert gëtt oder d'Liberté contractuelle interpretéiert gëtt, zum Beispill vum Statsrot. Mir hu jo och eng Proposition de loi als déi Lénk deposéiert iwwer de Bail à loyer an do kënt och eng Opposition formelle, well de Statsrot der Meenung ass, datt do d'Liberté contractuelle ageschränkt gëtt. Bon, ech kann dat net esou richtig aschätzen. Ech menge vläicht, et ass awer Matière à interprétation, well soss maache mer jo ni iergendwelch Gesetzer, soubal et wierkelech substanzuell gëtt! An dat ass erëm eng Kéier en Element, dat déi ganz Saach wierkelech komplizéiert mécht.

Bon, schlussendlech natierlech wier et wahrscheinlech, héchstwahrscheinlech besser gewiescht, déi Plan-sectorielle hätten e Caractère normatif; ech ginn net dorobber an, well jiddwereen ass dorobber agaangen. Ech mengen, mir sinn eis all eens, datt et hätt kënnen besser sinn. Mä étant donné d'Situatioun, déi esou komplizéiert ass, fir hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt iergendepes kënnen ze organisieren, menge mer, datt een awer dee Projet de loi misst ënnerstetzen.

Op jidde Fall géif ech och soen, wéi mäi Virriedner virdrun, wahrscheinlech géif et kee Sënn maachen, elo eng Saach ze bremsen, déi awer an déi richteg Richtung geet. Mä mir mussen eis wierkelech fundamental Fro stellen, net nëmme un juristeschen Niveau, mä och, wéi mer iwwerhaapt kollektiv Decisiounen kënnen huelen, wéi mer dat hei zu Lëtzebuerg institutionell organisieren a wéi mer och zum Eegentum stinn oder zu Interessen, Intérêts privés an Intérêt commun, wéi mer dozou stinn a wéi mer dat kënnen léisen. An dëser Legislaturperiod wäert dat net méi geléist ginn. Ech weess och net, ob et an där nächster wäert geléist ginn.

Voilà. Ech hoffen, datt mer eis awer déi Fro ganz seriö wäerte stellen. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet nach gefrot: den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, den Här Gibéryen war esou léif, mech u meng Ver-gaangenheet ze erënnern. Dat bréngt mech dozou, fir vläicht e puer Wuert just an dëser Debatt hei ze soen, wat dat neit Gesetz iwwer d'Landesplanung ugeet oder déi Reform vum Gesetz iwwer d'Landesplanung ugeet. Ech mengen, et ass wichtig, dass mer elo erëm en Instrument kréien, wat voll asafzäeg ass, wat elo dat méiglech mécht, wat vill Regierungen eigentlech virbereet hunn, dass mer an deene wichtige Beräicher vum Naturschutz, vum Wunnengsbau, vun der Mobilitéit, vun den Aktivitéitszone méi schnell kënnen virukommen.

Duerfir brauche mer dat Instrument vun der Landesplanung, wat soll hëllefe koordinéieren, mä wat awer selbstverständlech och keen zahnlosen Tiger dierf si mat hehren Absichtserklärungen, wat eng vag Orientéierung gëtt, wat déi Decisiounen an der Organisation territoriale ugeet. Dat muss esou sinn, wat am Endeffekt och kann tatsächlech um Terrain ëmgesat ginn. An duerfir ass et fir d'LSAP och wichtig, dass an deem heiten Text vun der Landesplanung eng Dispositioun och weiderhin drasteet, déi weist, mat wat fir enge Mëttele dat kann am Noutfall ëmgesat ginn.

Dat ass och d'Mëttel vun dem Droit de préemption, et ass d'Mëttel vun der Expropriatioun. D'Expropriatioun ass ausdrécklech hei an dësem Gesetz virgesinn. An et ass d'Mëttel natierlech och vun de Servituden, déi kënnen



iwwert deen heite Wee festgeluecht ginn, wéi mer dat och schonn an eenzelne sektorielle Gesetzestexter haut kennen.

Et ass also wichtig, dass mer, wéi gesot, net nëmme Planungsinstrumenter hunn, mä dass mer eis gläichzäiteg och hei déi néideg juristesche Mëttele ginn, déi mer am Noufall a leschter Instanz och mussen asetzen, fir kënnen dat Ganzt um Terrain do ëmzesetzen. Ech mengen, mir sollten och elo bei där éischter praktescher Applikatioun vun deem heiten Text - dat ass an eisen Ae jo dann de Lancement vun den neie Prozeduren iwwert d'Plan-directeur-sectoriellen -, do genau oppassen, wéi mer virginn, dass mer eis do strikt och un dat halen, wat am Gesetz vu Prozedur virgesinn ass.

Et ass un der Regierung an eleng un der Regierung, an Aarbechtsgruppen de Projéit vum Plang auszeschaffen. Et ass un hinnen, en ze deponéieren. An an deem Moment sinn dann och d'Avise fälleg, muss e gläichzäiteg da geschéckt ginn u sämtlech Gemengeréit am Land, déi dann en Avis iwwert deen doten Text ofginn. Ech géif also do net eng Vermeschung maache vun eenzelne Prozeduren.

Am Virfeld huet eng Concertatioun stattfont, an iwwert de Wee jo och hei iwwert déi éischt Plan-sectoriellen, déi jo aviséiert gi si vun deenen eenzelne Gemengen. An elo, mengen ech, geet et drëm, dass mer esou schnell wéi méiglech, wann deen heiten Text a Kraaft ass, dann och déi praktesche Ëmsetzung maachen an et zu engem Depot vun deenen eenzelne Plan-sectorielle komme loosson.

An an deem Kontext do selbstverständlech ass et och wichtig, d'Avise vun deenen eenzelne Gemengeréit ze héieren. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An elo huet d'Wuert den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Fir d'Éischt emol e grouse Merci un d'Madamm Lorsché, un d'Rapportrice, déi dee komplizéierte Rapport hei hikritt huet. Dat war net evident. An duerfir, wéi gesot, e grouse Merci. Merci och alle Riedner vun haut de Mëtteg a Merci och fir déi breet Zoustëmmung, och wann eng Rei Enthaltung wäerte kommen. Mä ech kommen op déi nach kuerz ze schwätzen. Vlächicht kréien ech se nach iwwerzeugt mat menger Ried, datt se herno awer fir dat Gesetz stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'Éischt zwou Virremarque maachen, fir ze beschreiwen, wat eigentlech de grondsätzleche Problem ass vun der Landesplanung. Et ass de Mëtteg hei vu verschidde Riedner gesot ginn, déi eng hu vun Hoffnung geschwat par rapport zu deem Gesetz hei, déi aner schwätze vun Hoffnungen an déi nei Plan-sectoriellen, an et ass e bëssen d'Geschicht gemaach ginn iwwert déi lescht 10, 15 a souguer 20 Joer bis bei den Här Bodry zrëck an d'90er Joren. Mä de Problem ass ëmmer deen nämlechten, soen ech lech.

Mir hunn zwee grondsätzlech Problemer, wann et ëm Landesplanung geet. An déi zwee grondsätzlech Problemer, dat soen ech awer och direkt, déi si besonnesch staark an deene leschte Joren opgetrueden, ënner anerem duerch eng Rei Uerteeler, déi komm sinn, mä net nëmme, och duerch verschidde Positione vum Statsrot, déi geännert hu par rapport zu de Positione vum Statsrot vu virdrun. Well wann Der lech d'Méi maache gitt nozeliesen zum Beispill, wat beim 99er Gesetz geschriwwen ginn ass, wat beim 2013er Gesetz geschriwwen ginn ass a wat des kéier geschriwwen ginn ass, dat si ganz aner Saachen, déi do geschriwwen gi sinn! An duerfir huet d'Philosophie geännert, mä d'Problemer sinn ëmmer déi zwee nämlecht.

Deen éischte Problem ass, datt d'Landesplanung zu Lëtzebuerg deen eenzege Ressort ass, dee leider kee verfassungsrechtliche Rang huet. Mir hunn den Déiereschutz an der Verfassung entre-temps, mir hunn den Naturschutzberäich, e Recht op Aarbecht, e Recht op Wunnen. Mir hunn all Méiglech an der Verfassung stoen, wou ee sech kann drop beruffen. Mä wann et drëms geet, eist Land territorial zu organiséieren, gétt et keng Referenz an där Verfassung, wat ech perséinlech natierlech katasrophal fannen a wou ech och der Meenung sinn, datt déi nächst Chamber - déi nächst Chamber - net derlaanscht wäert kommen, fir sech domadder ze beschäftegen.

Well mir wäerte jo nach iwwert de Wuesstum diskutéieren Enn Abrëll, an all déi schéi Froen, déi ech lech geschéckt hunn, do wäert Der erausfannen, wann Der déi Froe wëllt uerdentlech beäntweren, datt Der och ëmmer erëm op déi dote Fro zrëckkommt. Also wéi gesot, ee

grondsätzleche Problem, deen och grondsätzlech aneschtlers diskutéiert ginn ass an deene leschte Joren, en plus nach awer net am positive Sënn.

Deen zweete Punkt ass de Schutz vum Privateigentum. Ech sinn och fir de Schutz vum Privateigentum! Jiddwereen heibannen ass wahrencheinlech fir de Schutz vum Privateigentum.

(Interruption par M. Roy Reding)

Oh, enfin, Dir sidd éischter fir de Schutz vum Privateigentum, hunn ech déi leschte kéier gesinn, wann et ëm Är eege Propriétéite geet, wann Der lech musst un d'Bautereglement hale vun der Stad, Här Reding. Do gesitt Dir dat e bësselchen anescht vlächicht wéi déi aner.

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat si keng eege Propriétéiten.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Entschëllegt, Här Gibéryen, et ass dem ADR seng Propriétéit, Dir hutt recht.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Och emol net, och emol net! Mä d'ADR ass awer dran, oder net?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, awer net als Propriétaire.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Okay. An d'ADR huet awer eppes dora gemaach, wat am Fong laut dem Bautereglement net geet. Sidd Der mat mer d'accord?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat decidéieren aner Leit.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Okay. Ech mengen, datt et awer esou ass. Mä soit!

Op alle Fall mengen ech, datt mer eis eens sinn, datt de Schutz vum Privateigentum wichtig ass.

(Interruption par M. Roy Reding)

Allerdéngs soen ech, déi Aart a Weis, wéi mir de Schutz vum Privateigentum gesinn, dat gétt et néierens op der Welt!

Ech ginn ëmmer gär d'Beispill vun engem Land, wat ech ganz vill schätzen, aus ville Grënn, dat ass d'Schwäiz, e Land, wou d'territorial Organisatioun vun der Landesplanung eng grouss Traditioun huet, wat awer och e liberaalt Land ass, wat ekonomesch gesinn duerchweege och mat eis ze vergläichen ass. An der Schwäiz, soen ech lech, do gétt et och e Schutz vum Privateigentum, mä dee geet awer net esou wäit, wéi mir dat hei maachen, wéi mir et hei driewen a wéi et och elo a verschidde Uerteeler ëmmer erëm méi zum Virschäi kënn!

Ech muss lech soen, mir mussen eng kéier doriwwer diskutéieren. An ech soen lech och, wann net d'Politik doriwwer diskutéiert, da wäerte mer weder am Logement weiderkommen nach an der Landesplanung weiderkommen a mir wäerten och näischt Fundamentals kennen änneren un där ganzer Wuesstumsdebat, déi der ADR jo zum Beispill anscheinend ewell esou wichtig ass.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ah jo!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, mä ech géif weinstens emol gär wëssen, Här Gibéryen, wa mer iwwer Wuesstum wäerten diskutéieren an iwwert d'Mesuren, déi mer mussen ergräifen, déi Dir jo wëllt,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...wat dann den Här Reding dozou seet, deen normalerweis ganz aner Saache vertritt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Den Här Reding ass domadder ganz d'accord.

(Brouhaha)

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Oh, ech bréngen lech do genuch Fudder, maacht lech keng Suergen doriwwer, da wäerte mer nach doriwwer kënnen diskutéieren!

(Brouhaha)

Ech fäerte ganz, Dir wäert un Ären eegene Widerspréich explodéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech fäerte ganz, wann esou duerjereegeschwat gétt, dass kee méi eppes versteet!

► **Une voix.** - Richtig.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, riicht lech un d'Chamber!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech maachen dat, Här President, mä een Deel vun der Chamber sëtzt leider hei op menger rietser Säit.

► **Une voix.** - Gott sei Dank!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Gott sei Dank, jo, richtig.

De Stellwäert, wéi gesot, dee muss diskutéiert ginn. A vill vun deenen Avisen, déi mer kritt hunn, a vill vun deenen Diskussiounen a leschter Zäit, déi eis Schwieregkeete gemaach hunn an der Landesplanung, hunn domat ze dinn.

An da kommen ech zrëck op dat, wat geschitt ass 2014 an op d'Gesetz vun 2013.

Ech hunn natierlech dat gesot, wat den Här Eicher hei zitéiert huet, an dozou stinn ech och nach haut, datt 2013 keen, weder en Deputéierten nach e Statsrot nach iergendee gemierkt huet, datt am Fong dat, wat an deem Gesetz vun 2013 steet, wat jo d'Basis ass, well do steet jo dran, wéi déi Plan-sectorielle sollen an d'Prozedur goen, datt dat net géif fir fënnef Sou d'Strooss halen duerno, wann d'Plan-sectorielle kéimen. Well dat war de Grondproblem vun deem Ganzen!

Et ass schonn ugaange mat der Aart a Weis, wéi am Gesetz stoung, wéi een d'Pläng soll an d'Prozedur ginn, datt zum Beispill iwwer eng Decisioun vun engem Gouvernement en conseil ee kéint Pläng an eng Prozedur schécken, déi zum Beispill Froe vu Privateigentum regléieren. Sou stoung et am 2013er Gesetz, datt sou d'Prozedur soll lancéiert ginn, wat déi viregt Chamber gestëmmt huet!

Also, och wann et vlächicht net previsibel war a keen et gesinn huet 2013, mä egal wéi mir déi Pläng ausgestalt hätten - mir hunn elo déi iwwerholl, déi déi viregt Regierung ausgeschafft huet, a mir hunn déi esou an d'Prozedur ginn, mä och wann et anerer gewiescht wäeren -, mam Fait, datt et esou am 2013er Gesetz stoung, hätte mer schonn direkt e Problem gehat an der Prozedur!

Donc hunn ech relativ séier decidéiert - well eleng schonn d'Aart a Weis, wéi mer dra gaange sinn, a well dat am Gesetz vun 2013 wierklech net gutt formuléiert war, fir ze evitéieren, datt mer juristeschen an en totale Chaos géifen eragoen -, fir déi Prozedur ze stoppen a mer gesot, datt mer dat Gesetz hei komplett iwwerschaaffe mussen; well mir kënnen net op Basis vun deem dote juristeschen schlechte Gesetz déi Prozedur do weiderféieren, well do géife mer wierklech total an d'Mauer rennen. Dat war den Hannergrond!

An, firwat hu mer déi Pläng an d'Prozedur ginn? Ech hunn dat och deemools gesot am Numm vun der Regierung. Well déi Pläng, déi si jo net an der leschter Legislaturperiode eleng diskutéiert ginn. Mir diskutéiere jo schonn zéng Joer doriwwer! Et si schonn zwou Regierungen, déi sech domadder beschäftegt hunn! Zwar ëmmer - et war jo ee Premierminister, deen huet ëmmer vun enger Black Box geschwat - an enger Black Box, well do ass net dat gemaach ginn, wat mir gemaach hunn déi lescht Joren elo, datt mer gesot hunn, mir wëilten awer elo en neie Wee goen an eben zum Beispill de Syvicol eranhuelen an den Aarbechtsgrupp, deen am Fong zentral duerfir do ass, fir déi nei Pläng auszeschaffen. Mir wëllen och transparent sinn a soen, wat mer zrëckbehalen hunn zum Beispill vun den Avisen - an ech kommen nach dorobber ze schwätzen. An duerfir, wéi gesot, dat Ganzt ännert sech.

Mä ech hätt awer gär heibannen lech gesinn! Wa mir déi Pläng, déi jo dann effektiv fäerdeg an den Tiräng louchen, net an d'Prozedur ginn hätten, dann hätt Der mer genau de Contraire reprochéiert! Dann hätt Der gesot: „Et ass eng Sauerei, et ass alles fäerdeg,“

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...déi viregt Regierung huet alles gemaach an Dir wëllt just net an d'Prozedur goen. Dir wëllt déi Pläng also net! Dann hätt Der just de Contraire gesot!

Also ass eis näischt aneschtlers iwwerreg bliwwen an der Logik och vun deem, wat déi Jore virdrun diskutéiert ginn ass, wou mer eis jo anscheinend och alleguerten eens waren, datt een endlech déi Plans sectoriels misst kréien, wéi fir déi fäerdeg Pläng, déi dolouchen, an d'Prozedur ze ginn. Mä, wéi gesot, leider hate mer eng gesetzlech Basis, déi net gutt war, a mir hunn do profitéiert natierlech, fir déi Avisen, déi komm sinn - well mer déi jo kritt hunn, an effektiv ginn ech lech recht, ech hunn dat wierklech relativ gutt fonnt, datt d'Gemengen och all relativ gutt Avisen eraginn hunn -, alleguerten ze berücksichtegen an deenen neie Pläng, déi mer ausgeschafft hunn.

Dir hutt mech gefrot, Dir hutt gesot, mir hätte gesot, mir géifen äntweren, wat mer zrëckbehalen hunn. Ech wëll lech awer drop hiweisen, mir hate sechs regional Konferenzen am ganze Land, wou sämtlech Gemengeréit am ganze Land invitéiert waren! An do hu mer alles virgestallt, wat mer géifen zrëckbehalen. Also, ech mengen, dat ass besser, géif ech soen, wéi e Bréif zrëckzeschécken un all eenzel Gemeng, wat mer géife maachen. Also, mir hunn dat gemaach. En plus, wéi gesot, de Syvicol sëtzt jo am Comité «interplans», also ass ëmmer un der Source gewiescht a weess jo eigentlech, wat an de Pläng drasteet.

Elo gétt gesot: „Okay, d'Pläng si fäerdeg.“ Déi eng soen, mir missten nach eng kéier d'Schäfferéit consultéieren, déi elo alleguer nei komm sinn am Oktober. Ech wëll lech soen, wa mer... Duerfir gétt et jo eng Prozedur, fir d'Schäfferéit ze consultéieren am Prinzip! Et ass jo esou, mir maachen dat jo, mir maache jo net de l'art pour l'art! Et ass jo net, datt ech mer zwee Méint ëm d'Ouere schloe mat öffentleche Versammlungen, mat Honnerten Avise liesen, wann ech net wëll consultéieren! Et ass jo precisement, fir d'Schäfferéit, ob et elo neier sinn oder aler, ze consultéieren.

An duerfir, wat ass elo de Méiwäert dovunner, datt ech elo géif all déi Schäfferéit froen: „Stitt Dir nach zu deem, wat de viregte Schäfferot gesot huet?“ Well da géife mer wahrscheinlech déi, déi bliwwen sinn, natierlech alleguerte soen: „Jo selbstverständlech, mir stinn zu deem, wat mer virdu gesot hunn.“ An all déi nei wäerten da soen: „Mir hunn näischt mat deem viregten ze dinn.“ Wou mer do solle landen, dat muss ee mer erklären! Mä bon, ech sinn awer bereet, mir kënnen alles diskutéieren.

Ech soen lech just..., genau wéi d'Propos, datt mer d'Pläng sollen einfach an der Chamber ofginn. Éischters, ech muss se emol duerch de Regierungsrot kréien! Si sinn nach net duerch de Regierungsrot gaangen! Se si fäerdeg. Ech mengen, mä Ministère huet seng Aarbecht gemaach. Perséinlech stinn ech och dozou, datt ech déi Pläng wichtig fannen, datt ech fannen, datt se sollen an d'Prozedur goen. Mä et ass net u mir, ze decidéieren! Do gétt et e Regierungsrot, dee muss dat decidéieren.

An duerno muss dann am Kader vun der Prozedur an den Avisen alles sai Wee goen, wéi et soll goen. Ech sinn op, fir alles ze diskutéieren. Ech wëll lech just soen: Wa mer gäre weiderkommen, mussen mer awer och iergendwéi Faarf bekennen an eng kéier op e gewëssene Wee goen!

(Interruption par M. Emile Eicher)

Jo.

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Sidd Der d'accord, fir den Debat no hannen ze leeën, fir datt mer am Virfeld, nodeem datt Dir am Conseil de Gouvernement d'Plan-sectorielle virgestallt hutt, nach eng Chance hätten, déi ze gesinn, éier mer an den Debat ginn?

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Den Debat iwwert d'Landesplanung, mengt Der?

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Iwwert d'Plan-sectoriellen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Also, et ass net u mir, ze decidéieren. Ech wëll lech just soen, datt vun der Regierung eng Konsultatiounsdebat scho virun engem Joer ugefrot ginn ass, vum Premier hei beim État de la nation. Bon, mir hunn dat schrëftlech eraginn, mir hunn e Pabeier duerno eraginn. Dat geet jo do ëm méi, do geet et jo net nëmme ëm d'Plan-sectoriellen, do geet et jo ëm eng méi fundamental Diskussioun iwwer: Wéi soll dat Land sech entwéckelen?

Ech muss lech awer éierlech soen, ech géif et awer net gutt fannen, wa mer déi Debat endlos géife virun eis hierschiben, ëmmer erëm mat neien Argumenter. Also, ech sinn zu allem bereet. Et ass och un der Chamber, dat ze decidéieren. D'Chamber soll an der Conférence des Présidents decidéieren, wéi si hiren Ordre du jour wëllt organiséieren. Ech weess just, datt ech d'Debatt..., oder d'Regierung huet d'Debatt ugefrot. Si ass elo emol fixéiert op den 18. Abrëll, mengen ech, Här President. D'Conférence des Présidents soll dat decidéieren.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Ech hunn alles... Jo, Här Gibéryen, wësst Der, den Inhalt ass geliiwert, lagement geliiwert. Ech kann net derfir, ech kann net decidéieren, wéi d'Chamber hir Aarbechte soll organiséieren! An ech wëll dat och net. Et steet mer net zou.

Da wëll ech eppes soen zum Plan (veuillez lire: Programme) directeur, well dat jo och elo hei gesot gëtt mat der normativer Form, also datt dee misst am Gesetz méi contraignant dra-stoen. Ech liesen lech hei en Uerteel vum 13. Juli 2017 am Kader vu Fëschbech vir. Do geet et ënner anerem och ëm de Programme direc-teur d'aménagement du territoire, dee besteeënden. Do steet geschriwwen: «(...) ce PDAT, en tant que norme réglementaire émanant du conseil de gouvernement, n'aurait pas pu utilement prévoir un quelconque programme directeur en tant que norme.», „en tant que norme“, dat heescht, dat, wat hei ver-laangt gëtt. «Il se poserait à ce niveau des questions multiples à la fois», an da kënn dat, wat ech am Ufank gesot hunn, «d'ordre institu-tionnel et structurel impliquant la conformité de la loi du 30 juillet 2013 à la Constitution (...)». Genau dat, wat ech lech am Ufank gesot hunn!

Dat heescht, Här Eicher, wat Dir verlaangt oder wat d'CSV verlaangt - hei ass den Text, dat ass en Uerteel. An de Conseil d'État schreift a sengem Avis zu deem Gesetz hei dauernd och dat nämlecht. Also ech ka beim beschte Wellen net eppes an en Text schreiwen, wou ech hoerge-nee weess, datt ech eischtens vum Conseil d'État permanent eng Opposition formelle kréien a wou et och schon en Uerteel gëtt.

Dat wär jo net seriö, wann ech géif hei eppes an en Text schreiwen, wou ech ganz genau weess, datt et en Uerteel gëtt vum engem Ge-riicht, wat seet: „Wann Der dat maacht, dat ass antikonstitutionell.“ Ech hoffe jo net, datt d'CSV mech opfuert, esou eppes ze maachen! An duerfir steet et och net hei dran an deem Text. Ech hätt och léiwer, et kéint ee méi contraignant Saachen zu eenzelne Beräicher draschreiwen.

Dat Zweet ass, et sinn eng Rei aner Saachen...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Minister, et ass awer duerchaus méiglech, déi grouss nor-mativ Linne reglementaresch festzeleeën. Dat ass awer net dat, wat d'Uerteel do beanstant, an dat ass dat, wou de Conseil d'État a sengem Avis eng Méiglechkeet opgelooss huet. Et ass dat, wat mer gefrot hunn.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Neen, dat ass net richtig. De Conseil d'État sot ganz kloer - ech liesen lech dat dann och vir - an engem vu sengen Avisen: «Le programme directeur revêt alors plutôt le caractère d'un acte préparatoire (...) qui „guide“ les communes dans leurs décisions relatives à l'aménagement communal.»

Dat heescht ganz kloer: Et ass net normativ, mä fir e Guidage ze maachen. An dat ass jo och lo-gesch. Wa mer gären e Programme directeur hätten, deen eng allgemeng Beschriewung mécht, dee ka jo net normativ sinn. Well wann et soll normativ sinn, da muss et extrem präzis sinn am Text. Dat wësse mer ganz genau, well wann et net ganz extrem präzis ass, da kréie mer ëmmer d'rout Kaart gewisen. Dat kann ech och verstoeden, dat ass jo och logesch.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech verstinn absolutt Äert Rasonnement. Ech wëll just, datt Der och eist Rasonnement verstitt. Mir sinn der Meinung gewiescht, datt déi Punkten, déi wesentlech sinn an deem Programme direc-teur, duerchaus an där Präzisioun hätte kënnen an engem Reglement figuréieren an dee Mo-ment och en normative Charakter hunn. Et ass dat, wat mer gesot hunn. Mir kennen och d'Uerteeler (veuillez lire: d'Avisen) vum Conseil d'État, mä mir hätte gär déi Applikatioun do anescht an deem Gesetz festgeluecht gehat.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Also, ech mengen, et sti jo och normativ eng Rei Saachen dran. Den Här Bodry huet der e puer op-gezielt. Mä dat si spezifesch normativ Instru-menter, déi an deem Text drastinn, déi och dann hei am Detail beschriwwen sinn a wéini mer se dierfen asetzen. Well dat war dee schwierigste Punkt, dee mer an der ganzer Diskussioun haten, wou mer ëmmer erëm Op-position-formelle kritt hunn, datt, wa mer déi dräi Saachen, déi den Här Bodry opgezielt huet, net präzis beschriwwen hunn, wéi se géi-fen applizéiert ginn, wéi géif indemniséiert ginn an esou weider an esou virun, dann hu mer eng Opposition formelle kritt.

Da wëll ech awer och drun erënneren, datt jo awer eng Rei aner Instrumenter am Gesetz dra-stinn. Mir hunn op Wonsch vum der CSV effek-tiv eng ganz Rei Saachen zousätzlech dragesat an déi Opleschtung, wéini ee kann zum Beispill e POS maachen, als Beispill, dee jo och en In-strument ka sinn, wat ee kann asetzen.

Duerfir mengen ech...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir fannen dat och ganz gutt, datt dat drasteet.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, mä lei-der wëll Der et net stëmmen.

Also, wéi gesot, ech sinn der Meinung, datt à ce stade, sou wéi d'Gesetz hei formuléiert ass, wa mer dat gemaach hätten, dem PDAT méi en normative Charakter hätten hei wëlle ginn, dann hätte mir dat net hikritt, ausser mir hät-ten esou en déckt Gesetz geschriwwen an an de ganze PDAT déi lescht Detailler hei drage-schriwwen. Duerfir mengen ech, datt et richtig ass, fir et esou ze maachen, wéi et hei elo ge-schriwwen ass. An dann, wéi gesot, verweisen ech op dat, wat ech am Ufank gesot hunn, op déi Debatt, déi mer souwisou musse kréie par rapport zu der Constitution, fir vläicht eng Keier an der Constitutioun der Landesplanung en anere Stellewäert ze ginn.

Da wëll ech och soen, do sinn e puer Saachen opgeworf ginn, Parkraummanagement oder och d'Fro vun de Commercen, mat de Limita-tiounen vun de Commercen. Mä och do waren Opposition-formelle vum Statsrot do. An ausser datt mer eis hei doriwwer ewechgesat hätten, andeem mer en zweete Vote constitutionnel hei an der Chamber geholl hätten, de Stats-rot... Bon, ech muss awer soen, et muss een awer och mat zwee Féiss um Buedem bleiwen.

Ech hunn och gesot, datt ech mengen, datt een déi zwou Saache kann a spezifesch aner Gesetzer drabrénge. An duerfir hu mer se aus deem heiten erausgeholl, fir datt mer hei wei-derkommen.

Da wëll ech och nach dem Här Gibéryen soen zu de Plans sectoriels: Also et ass net richtig, ze mengen, datt d'Plan-sectorielle géifen herno all Meter carré regléieren, deen am Land besteet. Dat ass jo nëmme ganz spezifesch, wou mer punktuell Zeeche setzen iwwert déi Plan-secto-riellen.

An Dir hutt zum Beispill witzegerweis och zwou Saachen opgezielt, déi och nach grad an de Pläng awer drastinn. Dir hutt opgezielt den Areal vum Fussballstadion. De Stadion steet net dran, mä souguer an deene Pläng, déi mer de-positéiert haten, hu mer kloer ausgewisen, datt do eng Zone de loisir ass, wou een dat kéint bauen.

(Interruption)

Jo, neen, mä wou virgesinn ass, e Stadion an esou Saachen ze bauen. An och de Centre de remisage vum Tram, dee war am Plan sectoriel «Transports» virdu virgesinn. Also dat ass net richtig, datt eng Rei Saache gemaach gi sinn an deser Legislaturperiode, déi, wann d'Pläng do gewiescht wäeren - zumindest net déi, déi Der opgezielt hutt -, déi dann...

(Interruption)

Google ass eng aner Diskussioun, well mer net wëssen effektiv, wou d'Zones d'activité hikom-men. Do hutt Der net onrecht. Dat wär wahr-scheinlech par rapport zu de Pläng méi kompli-zéiert vläicht ginn. Ech weess et awer och net, muss ech awer soen, well... Mä awer net déi aner zwee Beispiller, déi Der opgezielt hutt, ganz sécher!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer dat Ge-setz hei stëmmen, well dat Gesetz eis awer eng ganz Rei Instrumenter gëtt: POSe kënnen mer elo endlech erëm maachen. Déi si vill méi prä-zis heira regléiert a vill méi hieb- und stichfest juristescht opgestallt, mengen ech, wéi virun. Mä och e ganze Koup aner Saachen - wéi ge-sot, den Här Bodry huet der e puer opgezielt - si wichteg. An et ass wierklech d'Basis, fir datt mer iwwerhaupt kënnen d'Plan-sectoriellen an d'Prozedur ginn.

De Wee, wéi mer da mat deene Plan-sectoriel-len an d'Prozedur ginn, dat gesi mer dann an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint.

Op alle Fall, ech kann lech soen: Deen heite Minister huet an där Hisiicht seng Hausaufgabe gemaacht. Elo ass et un alle politeschen Deci-deuren, Faarf ze bekennen oder och net Faarf ze bekennen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

Mir kënnen dann elo zur Ofstëmmung iwwert d'Gesetz 7065 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7065 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi per-séinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

37-mol Jo an 21 Abstentiounen. Domat ass d'Gesetz 7065 uegholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7065 est adopté par 37 voix pour et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Boffending, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Léon Gloden), MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Zeimet), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Ech bieden d'Kollegen dann um Schluss vun der Sëtzung nach ëm e bësse Gedold, well mer haut e bësse méi eng speziell Situatioun hunn, wou mer zwee vun eise gudden Kollege wäerte verofschiden, an zwar de Roger Negri an de Claude Adam.

7. Hommage à M. Roger Negri

Ech fänken da beim Roger, beim Roger Negri un, well hien als Éischte seng Demissionen vun hei ugekënnegt hat an den 1. Abrëll - et ass lei-der keen Abrëllsgeck - eis Chamber wäert ver-loossen. Hie war zënter dem 3. August 2004 fir d'LSAP an der Chamber an ass am Joer 2000 no de Gemengewahle Schäffen an der Ge-meng Mamer ginn, an dat onënnerbrach zën-ter 18 Joer an och elo nach weider, well der Gemeng Mamer bleif en erhalen.

2004 ass hien Deputéierten hei am Haus ginn. An dem Roger Negri läit zënter ëmmer d'Ém-welt um Häerz. Hie war, ier en Deputéierte ginn ass, aktive Member am Mouvement éco-logique. An och an der Chamber ass hie sech trei bliwwen an huet sech fir d'Émwelt enga-géiert. Ee vu senge groussen Dossieren als Pre-sident vun der Émweltkommissioun vun 2004 bis 2009 ware sécherlech den Hearing an d'Orientéierungsdebat iwwer - dat ass atypesch fir de Roger -, iwwert d'Jueg.

De Roger Negri war och Rapporteur vun enger ganzer Rei Émweltgesetzter, déi eis Émweltpoli-tik méi demokratesch, méi participativ ge-maach hunn an déi e Lëtzebuerger Bäitrag zur Verhënnereung oder zur Senkung vum Treib-hauseffekt solle liwweren.

Hie war während senger politescher Carrière och President vun der Landwirtschaftskommissioun. Als Vizepräsident vun der Kontekommissioun a vun der Finanzkommissioun an duerno vun der Budgetskontrollkommissioun war hien och am Finanzberäich e ganz engagéierten Uspricht-partner.

2006 war de Roger Negri Budgetsrapporteur, wat besonnesch a Krisenzäiten eng grouss Erausforderung war. Onvergiess si seng Propo-sitiounen fir eng Reform vun der Budgetspro-zedur an eng kloer Finanzpolitik no Objektiv.

De Roger Negri huet vill geschafft an huet seng Dossierer kann, awer ni mat Gedäisch ron-derëm. Hie war an ass gedéleg a kompromëss-bereet, oft, awer net ëmmer: En hat bestëmmt ganz vill Fingerspëtzegefill, awer wann et huet misse sinn, mat senger eegener Hartnä-ckegkeet.

An deser Legislatur ass de Roger Negri Vizepre-sident vun der Reglements-kommissioun, Mem-ber an der Émweltkommissioun, an der Konte-kommissioun, der Petitiouns- a Budgets-kontrollkommissioun gradesou wéi an de Kom-missiounen fir Développement durable oder fir Héichschoulen. Den techneschen Ingenieur huet vun 1976 bis 2004 bei der Eisebunn ge-schafft a war och am Landesverband aktiv. Och als Deputéierten huet hie sech am Beräich Mo-bilitéit spezialiséiert.

Um internationale Plang war de Kollege Roger Negri ganz aktiv am Benelux-Parlament. Hie war net nëmme President vun der Lëtzebuer-ger Delegatioun, mä während där Period, wou mer d'Presidence haten, och President vum Be-nelux-Parlament.

An Zukunft wäert de Kollege Roger, deen ëm-mer do war, wou d'Leit waren, an ëmmer en Ouer fir si hat, méi Zäit fir Famill an Hobbyen hunn, och wann hie sech jo net ganz aus der Politik zrëckzitt. E wäert also méi Zäit a senger Gemeng hunn.

Léiwe Roger, och wann s du der Chamber elo Addi sees, bleifs du an der Gemeng Mamer als éischte Schäffen a bei eis als gudden Kollege a Frënd. Bei eis sinn et scho fënnf Jorzéngten, wéi dat tëscht eis zwee de Fall ass, Stéchwuert - du weess, wat ech soen -: Foyer de la Femme, Saas-Grund.

Léiwe Roger, maach et gutt! An du bass hei ëmmer wëllkomm!

(Applaudissements)

Voilà!

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Jo, villmools Merci, Här President. Léiwe Frënd Mars, ech wouss, dass et haut schwéier gëtt. Mä dat do mécht mer et elo net méi einfach!

(Hilarité)

Also, léif Kolleginnen a léif Kollegen hei aus der Chamber, ech soen lech alleguerte Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer haten, ëmmer korrekt an ëmmer sachlech an ni per-séinlech. Ech hunn dat immens appreciéiert.

Ech wëll och virun allem hei menge Fraktiouns-kolleginnen a Fraktiounskollegen e grouse Merci soen, un hirer Spëtzt dem Alex Bodry. Alex, villmools Merci fir dech. Ech wëll och menge fréiere Fraktiounspräsidenten, wéi dem Alex och dem Lucien Lux an dem Ben Fayot, e grouse Merci soen iwwert déi dräi Legisla-turperioden, wou ech derbäi war.

Zur gläicher Zäit wëll ech och alle Mataarbech-terinnen a Mataarbechter e grouse Merci soen, an eiser Fraktioun, déi ëmmer do waren, wann Nout war, an ëmmer gehollef hunn an exzellent geschafft hunn.

Dat gläicht gëllt fir hei am Haus, dem General-sekretär Claude Frieseisen. Claude, Dir e grouse Merci, mat denger ganzer formidabe-ler Equipp, déi hei am Haus ass. Dat weess een nëmme, wann een hei ass.

An zum Schluss, awer net zulescht, déi Bescht: Ech wëll natierlech menger Famill e grouse Merci soen, un éischer Plaz menger Fra a menge Kanner.

Här President, et war mir eng immens Éier, an deem Haus kënnen Deputéierte fir eist Land ze sinn. Wéi Der et gesot hutt: Ech hunn dat im-mens gär gemaach. Ech hunn dat mat Leif a Séil gemaach an deem héijen Haus vun der Demokratie. A wéi wichteg d'Demokratie ass, wësse mer alleguerten, wa mer gesinn, dass an der Lescht souguer a Länner vun der Europä-escher Union dat net méi esou respektéiert gëtt, wéi dat misst sinn. An émsou méi wichteg ass et, dass mer all Dag just hei dorëm kämpfen, dass mer eis Demokratie erhalen. Do-zou gehéiert och de Wiessel. Bon, déi eng ginn - haut ass et u mir - an aner kommen. Léiwe Claude, mäin Noper, mir sinn zesumme komm a mir ginn och zesummen.

Ech wënschen och menger Nofolgerin oder ei-sen Nofolgerinnen, speziell dann a mengem Fall dem Simone Asselborn-Bintz, all Guddes fir d'Zukunft. Virun allem wënschen ech menger Partei och all Guddes fir d'Zukunft. Ech wën-schen dat just menger Partei. Dir verstitt dat!

(Hilarité générale)

Ech wëll ganz einfach zum Schluss soen: Vill-mools Merci! Addi a vive d'Chamber!

(Applaudissements)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hoffen, dass, och wann dat op den éischte Bléck esou ausgesäit, well déi zwee Kollege sinn Noperen, dass dat Addisoe keng ustie-chend Krankheet ass!

(Hilarité)

8. Hommage à M. Claude Adam

De Claude hat scho virun zwee Deeg fir d'Iwwerraschung gesuergt, eng Iwwerra-schung, mengen ech, wat wierklech eng war, an niewent dem Roger musse mer dann och haut eisem Kollege a Frënd Claude Adam vun der grénger Fraktioun Addi soen.

No 14 Joer an der Chamber geet de fréiere Schoulmeeschter, Inspekter an der Primär-schoul - sou huet dat deemools jo nach geheesch - a früie Mataarbechter vun der Uni nom 15. Abrëll erëm zrëck dohinner, vu wou en eis geléint ginn ass.



De Claude, wien e kennt, weess, dass e sech dat ganz gutt iwverleucht huet. An ech mengen och, dass, wann en et virdrun ugekënnegt hätt, keen en dovun hätt kënnen ofbréngen.

Op Gemengenniveau war de Biissener Jong Schäffen an der Gemeng Miersch an duerno Conseiller bis 2014, an erëm zënter de Gemengewahlen am Oktober vum leschte Joer. 2004 ass de Claude eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn. 2009 an 2013 gouf hien erëmgewielt.

Am Parlament huet de gréngen Deputéierte vu Miersch sech virun allem an de Beräicher Educatioun, Enseignement supérieur, Famill, Émwelt, Klima, Energie, Kultur a Fonction publique engagéiert. Dir gesitt also, dass e genuch ze dinn hat. An dëser Legislaturperiod ass hie Vizepräsident vun der Héichschoulkommissioun. Mä och d'Aussepolitik, wou hien an der zoustänneger Kommissioun ass, läit dem Claude Adam um Häerz. Direkt e puermol war hie Wahlbeobachter: an der Ukrain, Bosnien an Herzegowina, Serbien, Georgien, Moldawien an Albanien. Et sinn net onbedéngt e lauter Ziler, wou déi meescht vun eis d'Vakanz géife verbréngen. Mä et war awer sécher eng spannend a ganz léierräich Aufgab.

Och an der Lëtzebuerger Delegatioun vun internationalen Assemblée war de Claude Adam aktiv, zum Beispill an der COSAC, Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires, oder dem CPI, dem interregionale Parlamentarierröt.

De Claude Adam huet op eng roueg, awer bestëmmt Aart a Weis iwverzeegt an huet och, wann et néideg war, keng Ausenanersetzung

gescheit, besonnesch an der Educatiounspolitik. Mir wäerten d'Interpellatioun messen.

Hien huet sech vill fir d'Schoulpolitik a Reformen engagéiert an en huet et als eng grouss Chance an Erausfuorderung gesi fir seng Fraktioun, fir d'Chamber, fir d'Schoulreforme vun deene leschte Joren hëllef ze begleeden.

Iwwer 14 Joer gekuckt war awer déi markantsen Debatt - ech hu mam Claude doriwwer geschwat gehat - fir hien déi iwwert d'Palliativmedezinn an d'Stierhëllef, déi mat vill Dignitéit hei am Haus gefouert gouf an eng vun deenen Debatte war, wou ee bis zum Schluss net wouss, wéi se géif ausgoen.

De Claude ass op alle Bänken als fairen, fläissege Kolleeg a Frënd geschat ginn.

Léiwe Claude, léiwe Roger: Och wa mir Äre Choix verstinn a kënnen novollzéien, sou deet et eis awer leed, dass Dir dëst Haus verloost. Dir wäert eis allen zwee net nëmmen als Kolleegen, mä als gutt Deputéiert feelen. An ech ginn datselwecht dem Claude mat op de Wee wéi dem Roger: Maach et gutt, mäi Frënd! Maacht et gutt, Dir zwee!

(Applaudissements)

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Merci, Här President, fir déi léif Wieder. Et schéngt de richtege Moment gewiescht ze sinn, fir ze goen. Et ass ëmmer méi schéin, wann ee mat engem Luef geet, wéi wann ee sech muss duerch d'Hannerdier verabschieden.

Datt ech beim Roger sëtzen, huet mech laang gefreet. Et ass awer net d'Ursach, firwat datt ech ophalen.

(Hilarité)

Ech mengen, ech kommen aus der Schoul, ech si viru bal 14 Joer vun hannert dem Pult heihinnerkomm. An duerfir och e grouss Merci un d'Personal hei an der Chamber. Ech weess nach, dat, wat mech am meeschte beandrockt hat, dat war déi Effikasitéit, déi Manéierlechkeet, mat där hei an der Chamber geschafft gëtt. Ech ginn erëm zrëck an den Enseignement. Genau weess ech et nach net. Wann ech et weess, da soen ech lech et och.

Ech si gespaant, wat ech dann elo, no 14 Joer, an deem Secteur, deen ech awer nach ëmmer gutt kennen, wäert erëmfannen. Dat ass eng Erausfuorderung, déi ech mer gären operleucht hunn. Ech fannen dat wierklech spannend. Et ass e leschte klengen, neien Challenge, ier ech dann an d'Pensioun ginn.

Et war fir mech eng grouss Freed, et war fir mech eng Eier, hei ze sinn. D'Politik ass wichtig. Mir brauche Leit, déi sech engagéieren, fir Politik ze maachen. U jiddweree vun lech, deen nach eng Kéier mat an d'Wahle geet: Dat ass gutt! Un all déi aner vill Kandidaten a Kandidatinnen, deene wënschen ech alleguerten Zefriddenheet, e gudden Score a selbstverständlech menger Equipp dee beschten. Ech mengen, och dat musst Der kënnen verstoen.

Jo, léif Kolleginnen a Kolleegen,...

(Interruption par M. Alex Bodry et hilarité)

Gelift?

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Waars de net ëmmer e klengen Dreemert?

(Hilarité)

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Gutt. Léif Kolleginnen a Kolleegen, ech soen lech villmools Merci. An ech wäert lech dann, wann ech Zäit hunn, gären doheem an der Chamber TV suivéieren...

(Hilarité générale)

...an dann d'Debatte vun der Fotell aus kucken.

Merci villmools alleguerten a bonne Continuation. Maacht et gutt! Dir gitt gebraucht. Et ass eng wichtig Aufgab. An ech wäert mech och - an ech mengen, dat ass och wichtig - weider als engagéierte Bierger consideréieren. Et gëtt och nach e gesellschaftlecht Engagement, wat net hei an der Chamber ass, an dat ass mer och wichtig. An da kréien ech vläicht méi Zäit, fir mech do ze engagéieren, da mäi Beruff.

De Roger huet esou léif senger Famill Merci gesot. Ech maachen dat natierlech och. Et heescht ëmmer: „E Mann ass nëmmen esou staark...“ oder „Engem Mann raumt d'Fra de Réck fräi.“ Den emgedréite Sproch soen ech elo net. Ech hu jo dann eben d'Chance, datt ech duerch eng dynamesch Fra ersat ginn, déi wäert hei d'Relève huelen. Gutt.

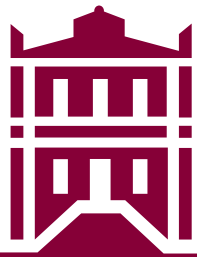
Merci. A bonne Continuation!

(Applaudissements)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Villmools Merci. Ech mengen, dat war e gudden Ofschluss vun der Sëtzung vun haut.

Eis Sëtzung ass eriwuer. Kommt alleguer gutt heem, besonnesch Dir zwee!

(Fin de la séance publique à 18.07 heures)



SÉANCE 29

MARDI,
17 AVRIL 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Hommage à la mémoire de Mme Katja Hientgen, fonctionnaire de l'Administration parlementaire
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Communications
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Simone Asselborn-Bintz et de Mme Sam Tanson
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification
 - Suspension de la séance publique de 14.41 à 14.52 heures
 - M. Claude Wiseler
 - Rapport de la Commission de vérification: M. Henri Kox
 - Prestations de serment et discours inauguraux de Mme Simone Asselborn-Bintz et Mme Sam Tanson
- Changements de composition des commissions parlementaires
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Claude Wiseler
- Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Octroi de deux titres honorifiques
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Ordre du jour (suite)
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Heure de questions au Gouvernement

Question n°310 du 16 avril 2018 de M. Gusty Graas relative à la vente éventuelle du site ArcelorMittal de Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie et

Question n°311 du 17 avril 2018 de M. Alex Bodry relative au sujet de l'avenir d'ArcelorMittal à Dudelange et la politique industrielle européenne en général, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. Gusty Graas - M. Alex Bodry - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Claude Wiseler et M. Marc Spautz) - M. Claude Wiseler (fait personnel) - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (intervention de M. Claude Wiseler)

Question n°312 du 17 avril 2018 de M. Marco Schank relative au système carsharing «Flex» des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°313 du 17 avril 2018 de M. David Wagner relative aux négociations relatives au contrat collectif pour LuxTram SA, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. David Wagner - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°314 du 17 avril 2018 de Mme Martine Hansen relative aux modifications au niveau du Code de la route concernant les cyclistes qui entreront en vigueur le 1^{er} mai 2018, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Mme Martine Hansen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°315 du 17 avril 2018 de M. Laurent Zeimet relative au règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- M. Laurent Zeimet - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

- 7137 - Projet de loi relatif à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

- Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot

- Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- 7136 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne les voyages à forfait et les prestations de voyages liées, et modifiant la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

- Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton

- Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Simone Beissel, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, Mme Françoise Hetto-Gaasch (intervention de M. Roy Reding)

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- 7162 - Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification:

1° de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux;

2° de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

3° de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

4° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

- Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox
- Discussion générale: M. Laurent Zeimet (intervention de Mme Viviane Loschetter), Mme Cécile Hemmen, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures (intervention de M. Michel Wolter)
- M. Michel Wolter, M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, M. Michel Wolter, M. Fernand Kartheiser, M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

14. 7244 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
- Discussion générale: M. Marco Schank, M. Georges Engel (intervention de M. Gast Gibéryen), M. Henri Kox, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen
- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Claude Wiseler et M. Gast Gibéryen)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. François Bausch, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Gudde Mëtteg. Ech maachen heimat eis Chamberssëtzung op a froen d'Regierung, ob se eis eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice.- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Am Moment net. Villmools Merci, Här Justizminister.

2. Hommage à la mémoire de Mme Katja Hientgen, fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Ech géif dann zu engem méi traurege Punkt iwwergeren. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeinnen a Kollegen, ech hunn déi traureg Flicht, lech den Doud vun enger vun eise Mat-aarbechterinne vun der Chambersverwaltung, der Madamm Katja Hientgen, matzedelen. Si huet eis de 6. Abrëll am Alter vu 45 Joer fir ëmmer verlooss. Nodeems si siwe Joer bei der Administration des ponts et chaussées geschafft hat, ass si den 1. März 2002 an den Dëngscht vun der Chamber getratt. Si huet déi fënnf éischt Joer am Service Comptable rendu geschafft, éier se Enn 2007 an de Service juridique an an d'Sekretariat vun Secrétaire général adjoint gewieselt ass.

Déi lescht 18 Méint war si am Service financier affektéiert. Parallell huet si laang Joren am Hannergrond vun eisen effentleche Sëtzunge geschafft a sech méi speziell ëm d'Markéierung vun den Interventiounen bei der Videosopnam, de Vademecum an d'Gestioun vun de Mikroe bekëmmert.

D'Chamber verléiert mam Katja Hientgen eng léif an hëllefsbereit Kolleege, déi se vermësse wäert an déi se a gudder Erënnerung wäert behalen. Hirer Famill a ganz besonnesch hirer Mamm an hirem Brudder wëll ech am Numm vun der Chamber eist deifste Matgefill an eis éierlech Sympathie ausdrécken.

Kolleegeinnen, Kollegen, ech géif lech bieden, ee Moment opzestoen an der Madamm Hientgen ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

3. Communications

Ech hunn der Chamber da folgend Kommunikatiounen ze maachen:

Wéi gewinnt läit d'Lescht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerte bei eis um Büro. D'Lescht vun de Projeten, déi sät der leschter Sëtzung an der Administratioun deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite verdeelt ginn, grad wéi d'Lescht mat de Petitiounen.

Communications du Président - séance publique du 17 avril 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7266 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 19.03.2018

7268 - Projet de loi portant modification

1. du Code du travail

2. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail et

3. de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 22.03.2018

7269 - Projet de loi complétant le Code du travail en portant création d'une activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 23.03.2018

7270 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, faite à New-York, le 12 novembre 1974

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.03.2018

7271 - Projet de loi relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 27.03.2018

7272 - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.03.2018

7273 - Projet de loi relatif aux contrôles officiels des produits agricoles

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 28.03.2018

7274 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la Mission d'entraînement de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali)

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 29.03.2018

7275 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.04.2018

7276 - Projet de loi instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 13.04.2018

7277 - Projet de loi portant approbation de la Convention de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé, fait à Luxembourg, le 17 janvier 2018

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.04.2018

7278 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 13.04.2018

7279 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la Directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.04.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

985 - Demande de pétition publique: Interdiction de fumer aux arrêts de bus, tram, train

Dépôt: Mme Elizabeth Langdon-Smith, le 20.03.2018

986 - Demande de pétition publique: Une réglementation européenne pour des associations sans but lucratif européennes (a.s.b.l.e.)

Dépôt: M. Raoul Pierre Emile Schweicher, le 22.03.2018

987 - Demande de pétition publique: Iwwerreschter vun lessen aus de Maisons Relais bzw. Bäckereien, Restaurants... u Leit verdeelen, déi net esou vill hunn. Do kéint ee jo ee klenge Shop opmaachen, wou Leit registréiert sinn, déi natierlech da wëllen d'lessen do gratis siche goen. Dat misst awer iwwerwaacht ginn an natierlech och gekuckt ginn, dass jiddwereen dat nämlech verdeelt kritt

Dépôt: M. Kevin Krier, le 23.03.2018

988 - Demande de pétition publique: Établissement de l'égalité fiscale

Dépôt: M. Andre Schmit, le 24.03.2018

989 - Demande de pétition publique: Fir d'Erhale vun der Gebléishal vun der fréierer ARBED Belval

Dépôt: M. Daniel Cao au nom de Amicale des hauts-fourneaux „A“ & „B“ de ProfilARBED Belval, le 26.03.2018

990 - Demande de pétition publique: Abschaffung der 4 Wahlbezirke für die Parlamentswahlen

Dépôt: M. Helmut Dahner, le 26.03.2018

991 - Demande de pétition publique: Für die Benutzung von Papiereinkaufstüten aus wiederverwendetem Papier „Recyclingpapier“, sowie das Verbot von Plastiktüten als Einkaufstüten in sämtlichen Großflächenkaufhäusern und Geschäften

Dépôt: M. Tom Pintsch, le 27.03.2018

992 - Demande de pétition publique: Kaf vun alkoholeschem Gedränk mat 18 Joer / achat de boissons alcoolisées à partir de 18 ans / Erwerb von alkoholischen Getränken ab 18 Jahren / purchase of alcoholic beverages from the age of 18

Dépôt: M. Luc Scholtes, le 03.04.2018

993 - Demande de pétition publique: Un logement digne pour tous

Dépôt: Mme Maria Alice Dos Santos, le 03.04.2018

994 - Demande de pétition publique: Autorisation pour tout véhicule motocyclique de rouler sur les voies d'autobus et de taxi comme dans des autres grandes villes (Lisbonne, Paris, etc.)

Dépôt: Bryan Ministro Fernandes, le 03.04.2018

995 - Demande de pétition publique: Fir d'Afféierung vun engem Vidange-System fir Béchsen, Glas- a Plastikfläschchen / pour l'introduction d'un système de consigne sur les canettes, les bouteilles en verre et en plastique / für die Einführung eines Pfandsystems für Dosen, Glas- und Plastikflaschen / for the introduction of a deposit system on cans, glass and plastic bottles

Dépôt: M. Luc Scholtes, le 04.04.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Da komme mer zum Ordre du jour vun dëser Woch. Dir hutt de Projet d'ordre du jour virgueluecht kritt, wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass. An ech wollt lech froen, ob Der mat deem Ordre du jour d'accord sidd.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

5. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Simone Asselborn-Bintz et de Mme Sam Tanson

Da komme mer zu méi engem freedegen Ulass. Mir huelen haut zwee nei Memberen an d'Chamber op. A sengem Brëif vum 22. Januar 2018 huet den Här Roger Negri matgedeelt, dass hie vum 1. Abrëll dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht. An a sengem Brëif vum 20. März huet den Här Claude Adam matgedeelt, dass hie vum 16. Abrëll vun dësem Joer un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement ass Folgendes ze liesen: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection. En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort. La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Et ass vläicht fir d'leschte Kéier, dass mer no där heiter Prozedur fueren, mä si géllt nach ëmmer.

(Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification)

Ech géif da mat Hëllef vun Här Marc Baulesch eis Kommissioun constituieren:

den Här Hahn, den Här Traversini - dee Kolleg ass am Moment nach net heibannen -, d'Madamm Adehm, d'Madamm Hetto, den Här Wiseler, d'Madamm Modert, den Här Halsdorf an den Här Kox.

(Brouhaha)

Also, d'Kommissioun setzt sech aus folgende Kolleegeinnen a Kollegen zesammen: dem Här Hahn, dem Här Traversini, der Madamm Adehm, dem Här Wiseler, der Madamm Modert, dem Här Halsdorf an dem Här Kox. An ech géif d'Kommissioun elo bieden, am Sall 4-5 zesammenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze prüeven an ze kucken, ob bei der Madamm Simone Asselborn-Bintz an der Madamm Sam Tanson wahltechnesch gesinn alles an der Rei ass.

An ech géif dann elo d'Sëtzung ënnerbriechen.

(La séance publique est suspendue à 14.41 heures.)

(La séance publique est reprise à 14.52 heures.)

Eis Kommissioun huet hir Aarbechten ofgeschloss an ech géif heimat d'Sëtzung erëm opmaachen an d'Wuert direkt un de President vun der Kommissioun weiderginn, déi mer elo just constituéiert hunn. An de President ass keen anere wéi de Kolleg Claude Wiseler.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci, Här President. D'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesammen: dem Här Max Hahn, dem Här Roberto Traversini, der Madamm Diane Adehm, dem Här Claude Wiseler, der Madamm Octavie Modert, dem Här Jean-Marie Halsdorf an dem Här Henri Kox.

Den Här Kox gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt. An, Här President, ech bieden lech deemno, dem Här Rapporteur d'Wuert weiderzeginn.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Dat maachen ech dann och direkt. An d'Wuert huet den Här Rapporteur, den honorabelen Här Henri Kox.

Rapport de la Commission de vérification

► **M. Henri Kox** (déi gréng), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech lech elo eise Rapport virdroen.

A sengem Brëif vum 22. Januar 2018 huet den Här Roger Negri de Chamberspräsident doriwier informéiert, dass hien ab dem 1. Abrëll dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.



A sengem Bréif vum 20. März 2018 huet den Här Claude Adam de Chamberspresident doriwwer informéiert, dass hien ab dem 16. Abréll dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, derzou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demission, Stierfall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemander an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 22. Januar 2018 huet de Chamberspresident sech un d'Madamm Simone Asselborn-Bintz gewannt, déi als éischte Suppleant op der Lëscht vun der Sozialistischer Partei aus dem Wahlbezirk Süde steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

A sengem Bréif vum 21. März 2018 huet den Här Chamberspresident Mars Di Bartolomeo sech un d'Madamm Sam Tanson gewannt, déi als éischte Suppleant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen aus dem Wahlbezirk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.»

Eis Kommissioun hat also d'Aufgab, déi néideg Verifikatiounen virzehuelen. D'legislativ Wahlen vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dese Wahlen geet ervir, dass d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, wunnhaft zu Biele, effektiv den éischte Suppleant op der Lëscht vun der Sozialistischer Partei aus dem Wahlbezirk Süden ass an dofir dem Här Roger Negri seng Plaz unhuele kann, an dass d'Madamm Sam Tanson, wunnhaft an der Stad, effektiv den éischte Suppleant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen aus dem Wahlbezirk Zentrum ass an dofir dem Här Claude Adam seng Plaz unhuele kann.

An engem Bréif, deen der Chamber den 31. Januar 2018 zougestallt gouf, huet d'Madamm Simone Asselborn-Bintz eise Chamberspresident informéiert, dass si d'Mandat vum Här Roger Negri wéilt weiderféieren.

An hirem Bréif vum 23. März 2018 huet d'Madamm Sam Tanson eise Chamberspresident informéiert, dass si d'Mandat vum Här Claude Adam wéilt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, dass näischt géint d'Vereedegung vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz a vun der Madamm Sam Tanson schwätzt, a wënscht hinne vill Gléck bei der Ausübung vun hire Mandater.

Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gétt um Büro deponéiert.

An ech soen hinne selwer aus perséinleche Grënn vill Gléck an deem héijen Haus.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. D'Konklusiounen vun der Kommissioun si ganz kloer. An et bleift mir just nach, d'Chamber ze froen, ob se mat deene Konklusiounen d'accord ass.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert, an ech géif dann d'Madamm Simone Asselborn-Bintz an d'Madamm Sam Tanson bieden, eranzekommen.

Prestations de serment et discours inauguraux de Mme Simone Asselborn-Bintz et Mme Sam Tanson

Madamm Tanson, Madamm Asselborn-Bintz, ech géif lech bieden, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.» An ech géif lech bieden, déi riets Hand ze hiewen an no mir ze soen: «Je le jure.»

► **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - «Je le jure.»

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).** - «Je le jure.»

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat, léif Kollegeinnen, sidd Dir Membere vun der Chamber.

(Hilarité)

Meng ganz häerzlech Felicitatiounen. Nodeems Dir Ären Eed gelescht hutt, vun deem ech lech Akt ginn, géif ech lech bieden, fir

d'Éischt emol Är Plazen ze fannen, mat alle Felicitatiounen vu mir selwer a vun där ganzer Chamber.

An ech mengen, d'Madamm Asselborn-Bintz brauch dann net op hir Plaz ze goen, si kritt direkt als Éischt d'Wuert, an dann direkt hannendru kritt d'Madamm Sam Tanson selbstverständlech och d'Wuert. Madamm Asselborn-Bintz, wann ech gelift.

► **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, erlaabt mer, am Ufank vu menger Ried e bëssen an d'Vergaangenheet ze kucken. Den 20. März 1878 ass e gewëssene Léon Weirich zu Weiler-la-Tour op d'Welt komm. Hien huet awer säi ganzt Liewen zu Esch/Uelzech verbruecht. Vu Beruff Biergaarbechter, huet hie sech séier gewerkschaftlech engagiert an huet gehollef, de Berg- an Hüttenarbeiterverband ze grënnen, an huet duerno nom Streik vun 1921 d'Successioun vun Jos Kieffer un der Spëtzt vum LBMIIV, dat war de Lëtzebuerger Berg-, Metall-, Industrie- an Aarbechterverband, iwwerholl, an dat bis 1929.

Am Joer 1925 ass hien éischte President gi vun der Aarbechterkammer an huet sech ëm d'Organisatioun vun dëser deemoos nei gegrennter Institutioun gekëmmert. Am Joer 1928 ass de Léon Weirich an dat heiten Haus gewielt ginn, wou e fir déi deemoleg Aarbechterpartei bis an d'Joer 1940 souz. Donieft war e Conseiller an der Stad Esch vun 1935 bis an de Krich. E war och Grënnungsmitglied vun der Escher Genossenschaftsdréckerei, der spéiderer „Editpress“. De Léon Weirich war am Krich an der Resistenz aktiv, wat leider derzou gefouert huet, dass hien de 24. Juli 1941 op Dachau komm ass, wou en den 31. Januar 1942 als ee vun den éischte Lëtzebuerger un de Suite vu Mësshandlung gestuerwen ass.

Firwat zielen ech lech dat elo? Ma de Léon Weirich war mäin Urgrousspapp a vu Klengem un hu mer doheem ganz vill vun him erzielt kritt: vu sengem Liewen, der Resistenz, dem Krich an och vu Politik am Allgemengen. An dat huet Spure hannerloos. Meng Mamm, d'Micky Bintz-Erpelding, huet en äänleche Wee ageschloen. Si war vun 1981 bis zu hirem Doud am Joer 2000 Member fir d'LSAP am Escher Gemengerot, fir d'Éischt Conseillère an duerno Schaffén. Wéi gesot, dat huet Spure hannerloos. Am Ufank awer éischer esou, dass ech dee Wee ni wollt aschloen an alles wollt aneschtens maache wéi meng Mamm. Mä no hirem Doud huet dat sech geännert an ech hu gemierkt, dass ech dach awer méi geprägt gi sinn, wéi ech dat u sech wollt agesinn.

Ech si virun 52 Joer zu Esch gebuer, hunn do meng Schoule gemaach, hunn och do Theater gespillt a soss meng Jugend aktiv do verbruecht. Nom Lycée zu Esch sinn ech op Fenteng an d'Schoul gaangen. Do war déi deemoleg Schoul fir Moniteuren an Educateuren, wou ech dann de Beruff vun der „monitrice d'éducation différenciée“, wéi dat deemoos geheescht huet, der haiteger „éducatrice diplômée“, geléiert hunn.

Nodeems ech ee Joer am Escher Altersheem geschafft hunn, sinn ech säit 1989 am Spillhaus Parc Laval, enger Crèche/Maison relais vun der Escher Gemeng, ugestallt, op d'mannst war ech et bis haut. Ech si säit 1990 mam Roland Asselborn bestuet a mir hunn zwee erwuesse Bouwen, de Max an de Sam.

Mir hunn als Kanner doheem Wäerter mat op de Wee kritt, déi ech ëmmer an iwwerall konnt an nach kann setzen. Meng Mamm ass vun Ufank u mat schaffe gaangen, a meng Elteren hu bei der Aarbecht doheem an och an der Erziehung mat eis Kanner sech ergänzt a géigesäitig gehollef. Dat war an där Zäit net esou üblich. Ech sinn dacks komesch gekuckt ginn, wann ech gesot hunn, dass mäi Papp mer gekacht hätt oder dass hie mam Staubsauger doheem gefuer wär. Dat huet mir awer perséinlech ganz vill bruecht an ech si frou, dass ech an esou engem oppenen a fräie Geescht erzu gi sinn.

Nodeems ech 1985 an der Gemeng Suessem meng grouss Léif fonnt hunn, hu mer eis och duerno do installéiert. 15 Joer drop, wéi ech de Georges Engel kennegeleiert hunn, huet dee mech iwwerzeegt, mech politesch ze engagieren.

(Hilarité et brouhaha)

Also Klammer op: Dat soll elo net zu Konfusiounen féieren. Mäi Mann gétt et awer nach ëmmer!

(Hilarité)

Op jidde Fall hunn ech de Georges kennegeleiert, an deen ass och e ganz gudd Kolleg vu mengem Mann, an deen huet mech awer...

► **Une voix.** - Aah!

► **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - ...iwwerzeegt...

(Hilarité)

...deen huet mech iwwerzeegt, mech politesch ze engagieren. An ech sinn 2002 der LSAP bäigetrueden, fir 2005 mat an d'Wahlen ze goen an der Gemeng Suessem, wou ech dann am Gemengerot war an elo säit 2011 Schaffén an dëser Gemeng sinn.

Här President, ech sinn an der Lescht dacks gefrot ginn, wisou ech mech politesch engagieren an och aktiv wéll matgestalten. Ma mä klengen Exkurs a meng perséinlech Vergaangenheet sinn en Deel vun dëser Äntwert. Et ass awer esou, dass ech immens gär no beim Mënsch sinn an zesumme mat de Leit wéll sinn an och wéll schaffen. Ech sinn en Equipemënsch an ech sinn iwwerzeegt, dass een nëmmen zesummen, gëeent, ka Saache bewegen.

An der Politik kann ee bewegen, änneren, weiderféieren an och eventuell emol stoppen. Als Educatrice sinn ech geléiert ginn, ganz opmierksam ze sinn, Observatiounen ze maachen, ze analysieren, der Persoun, mat där ech schaffen oder zesumme sinn, mat Respekt ze begéinen an se och als e Ganzt ze gesinn. An dat ass an der Politik net vill anescht.

An där Zäit, wou ech elo Lokalpolitik maachen, hunn ech gemierkt, dass een net soll esäitig handeln oder jugieren, mä vill nolauschten, de Leit hir Problemer oder Bedenken eescht- a wouerhuelen. An dat wéll ech op nationalem Plang och net aneschtens maachen. Respekt, Toleranz a Versteedsdemech si keng eidel Wieder fir mech an ech wéll mech an Zukunft weider an deem Geescht engagieren.

Dem Roger Negri soen ech op dëser Plaz awer nach eemol en décke Merci. Säin Ophalen hei an der Chamber erlaabt mir, dëst Mandat unzuehuelen, wat mech éiert a mech houfreg mécht, wou ech mer awer och bewosst sinn, dass ech fir de Rescht vun der Sessioun, déi bleift, nach ganz vill Aarbecht bäikreien, vill Dossierer, a mech relativ séier muss eraschaffen. De Roger war e ganz fläisseg Deputéierten, dee seng Dossierer gutt kannt huet, an déi Lat läit elo héich fir mech. Mä ech ginn op alle Fall mä Beschit!

Här President, mir ass eng solidaresch Gesellschaft immens wichteg, wou jiddweree kann zesummeschaffen an -liewen, jonk an Al, déi Gesond a Krank, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, a wou mer besonnesch déi méi Schwaach kënnen opfänken an hinnen Ënnerstützung ginn, wou se gebraucht gëtt. An dat alles an engem Land, wou d'Liewensqualitéit héichgeschriwwen gëtt a wou et sech fir déi meescht gutt liewe léisst. Dës Iddien a Wäerter wéll ech och a menger parlamentarescher Aarbecht an alle Beräicher materabréngen.

Duerch mä Beruff si mer ënner anerem d'Kanner, déi Jugendlech an awer och déi eeler Matbierger, d'Famill an alles ronderëm, wichteg. Fir dass e klengen Aerdebierger zu engem selbststännegen, responsablen, selbstbewossten an erfüllten Erwuesse gëtt, brauch et e gesond Émfeld, gutt Liewenskontiounen, eng gutt Erziehung a Betreuung, gutt Aarbechtskonditiounen an och bezuelbare Wunraum an eventuell souguer Hëllef am Alter. Dee kulturellen Aspekt därer awer och net feelen. Eng kulturell Erziehung ass a mengem Ae wichteg, fir dass ee sech ganzheetlech kann entwéckelen. An heifir wéll ech mech, nieft all den anere Beräicher, och setzen.

Dir Dammen an Dir Hären, hannert enger staarker Fra steet och e staarke Mann. Oder war et ieren ëmgedréit? Op jidde Fall wéll ech hei profitieren, mengem Mann e ganz décke Merci ze soen, natierlech och mengem zwee Jongen, well ouni si kéint ech dat hei alles net meeschten. Merci och menger Famill a menge Frënn, déi mech zu deem gemaach hunn, wat ech sinn, a bei deenen ech ëmmer opgefaange ginn an nei Energie tanke kënn.

Här President, ech freeë mech op dësen Defi, op dës kompakt an interessant Zäit an op eng gutt Zusammenarbecht.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Simone Asselborn-Bintz. An ech géif dann direkt d'Wuert weiderginn un hir Nopesch, d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir sechs Méint an d'Chamber... „Da kanns de e bësse Chamberloft schnupperen“, krut ech an deene leschten Deeg dacks gesot.

Wann ech awer kucken, wat mer hei nach u Gesetzesprojeten an der Pipeline hu fir genau déi Zäit, da wäert et mat „schnupperen“ wuel net gedoe sinn. An dat ass och gutt esou, well ech mat vollem Engagement dës grouss Eier op mech huelen. Ech sinn houfreg, haut hei dierfen ze stoen an déi éischte Kéier d'Wuert am

Plenum ze ergräifen. An ech freeë mech, an där kuerzer, mä garantéiert intensiver Zäit, an där nach ganz vill wichteg Projeten ustinn, hei am legislative Prozess matunzepaken.

De Prozess ass fir mech net ganz nei. Ech kenne just eng aner Facette, eng manner politesch a méi technesch, aus dem Statsrot, vu wou ech jo hierkommen. An ech hoffen, dass déi Aarbecht, déi ech an de leschte Joren am Statsrot gelescht hunn, mer och hei am Haus wäert weiderhëlfen.

Doiwwer gëtt kollegial geschafft am Sënn vun der Saach, dem Gesetzestext, parteiwwergräifend an ausserhalb vu predefinierte Fronten. Ech si vläicht nach naiv als ganz frëschgebaken Deputéiert, mä ech wënsche mer, dëst hei net aus den Äen ze verléieren an e Stéck vun deem Esprit bäizebehallen. Ech weess, et si geschwé Wahlen an all Partei steet fir hir Iddien. An dës Iddien ënnerscheede sech a spigelen esou déi ënnerschiddlech Iddien vun der Gesellschaft erëm. An dee Pluralismus gehéiert jo glécklecherweis zur Demokratie.

Mä wat eben och zielt, ass, op wéi eng Aart a Weis ee sech fir seng Iddien asetzt. Meng Virstellung dovun ass, dass et probéiert, dat am Respekt ee géintwuer deen aneren an deem anere sengen Iddien ze maachen. Am Respekt och vun der Wourecht a vun de Fakten an Zäiten, wou dës esou einfach kënnen verdréit ginn. An dobäi och ëmmer d'Qualitéit vun de Gesetzestexten am A hunn, och wa se net engem seng Iddien zu 100% erëmginn.

Fir mech läit de Fokus hei an den nächste Méint op e puer Sujeten, déi mer um Häerz leien: d'Juristerei, d'Familljen- an d'Kulturpolitik.

D'Famill als Kär vun der Gesellschaft huet sech an de leschte Jore vill verännert. Et gëtt aner Formen vun Zesummeliewen. Eng Scheedung ass näischt Aussergewöhnlech méi, ausser vläicht fir deen, dee se duerchlief. An et gëtt vill ënnerschiddlech Manéieren, fir Kanner op d'Welt ze setzen a grousszézien.

Et gouf hei an der leschter Zäit schon esou munches ënnerholl, fir der Famill vun dësem Millennium Rechnung ze droen: Eng Hochzäit muss net méi tëschent Mann a Fra stattfannen an de Congé parental ass esou flexibiliséiert ginn, dass e fir béid Elteren interessant ass. Dat ass dee richtege Wee, deen nach muss verdéift ginn, well et muss am Joer 2018 méiglech sinn, sech zu zwee ëm seng Kanner ze bekëmmern a gläichzäitig och zu zwee eng Carrière opzebauen. Mä mir musse weider dru schaffen, dass dat an all Beruff an an all sozialer Schicht normal ass.

Méi flexibel Aarbechtszäite fir jiddweree, nach méi flexibel a laang Méiglechkeeten, fir Elterecongé ze huelen, sinn unabdingbar, fir d'Wuel vum Kand ze garantieren. Mir dierfen awer dobäi eng Kategorie vun Elteren net vergiesen: déi Ëlterezéien, vun deene 46% e Revenu ënnert der Aarmutsgrenz hunn. Dës Eltere mussen déi néideg sozial an organisationell Ënnerstützung kréien, fir aus der Aarmut erauszekommen.

Och d'Familljerecht muss dem 21. Jorhonnert ugepasst ginn. Dräi Texter leien nach vir, vun deenen ech mer wënschen, dass se nach virum Summer a Kraaft trieden. D'Reform vun der Scheedung ass no jorelaangem Waarden op guddem Wee. An och fir d'Filiatioun läit en neien Text vir. Diskriminatiounen solle bei de Filiatiounen komplett aus dem Wee geschafft ginn. An och eppes, wat fir ëmmer méi Koppen zur Realitéit gëtt, d'Prokreationsmedezinn, soll besser encadréiert ginn. En drëttes Projet bei de Personerlechter, deen zwar bedeitend manner Leit betrëfft, dofir awer net manner bedeitend fir dës Leit ass, ass deen, deen et den Transgender-Persounen erlaabt, op eng einfach Aart a Weis hiren Numm an hiert Geschlecht am État civil ze änneren.

Mir mussen ons awer och an den nächste Wochen nach eng nei Dateschutzgesetzgebung ginn, fir ons dem europäesche Recht am Kader vun neien Dateschutzreglement, dat de 25. Mee a Kraaft trëtt, unzepassen. En eminenten wichtegen europäeschen Text, deem seng Wichtigkeet nach ervirgestrach gëtt, wann een de rezente Facebook-Skandal kuckt. Mir hanterloossen alleguer all Dag eng sëlliche perséinlech Spure am Internet. Transparenz, wat fir eng Donnéeë vu wem gehale ginn, d'Recht drop ze hunn, Donnéeë geläscht ze kréien a seng eegen Donnéeë kënnen mat dohin ze huelen, wuer ee wéllt, sinn nëmmen e puer vun de Verbesserungen, déi dat neit Reglement mat sech bréngt. En Text, an deem Europa eng Virreiderroll spillt a wou mir och hei mussen eis national Datekommissioun stäerken, fir deem Rechnung ze droen.

Ech wäert mech awer och - an dat ass fir haut mäi leschte Punkt - an der Kulturpolitik abrénge. Hei ass an de leschte Jore mam Kulturentwécklungsplang eppes ugestouss ginn, wat muss Form kréien an a Politik émgesat ginn. De Rächtm bei ons am Land ass net just e finanziellen. Mir hunn eng ganz lieweg a villfälteg Kulturzeen, déi et ze ënnerstëtze géllt. Mir mussen d'Professionaliséierung vun onse Kënschtler besser encadréieren, souwuel wat hire Statut ugeet wéi den Export vun hirem Wierken iwwer ons Grenzen eraus. Mir mussen och d'Kultur besser a fächeriwergreifend an onser Schoul integréieren; ons Kanner an onse kulturelle Rächtm kënnen nëmmen dovou profitéieren.

Ech wollt awer ganz zum Schluss nach e puer Merci lassginn: Ech wollt dem Claude Adam merci soe fir säin Engagement hei am Haus, ganz besonnesch an der Educationspolitik. Säi Wësse wäert feelen.

Merci och de Kollegen aus der Fraktioun, déi mech esou léif bei sech opgeholl hunn; eng Fraktioun, déi elo emol erëm eng Kéier paritétesch besat ass. Merci dem François Bausch. Wann hien net wier, wier ech haut net hei. An och Merci deenen anere Leit aus der Partei, déi mech vill ënnerstëtzt hunn.

An dann e ganz grouse Merci u meng Famill: u mäi Partner, de Pierre, ouni dee mäi politesch Engagement net méiglech wier, meng Mamm, déi mech ëmmer bei allem ënnerstëtzt, an ons Kanner, einfach datt se esou sinn, wéi se sinn. An erlaabt mer, datt ech haut och e Gedanke fir mäi Grousspapp hunn, de Roger Schleimer. Hie wor mer dacks e Virbild als Mënsch, net als Politiker, well als Politiker hunn ech en net kann. Hie wor bis 1979 Deputéierten, dunn hat ech zwee Joer. En ass elo schonn 21 Joer dout an ech si sécher, datt och meng Mamm haut besonnesch un hien denkt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

6. Changements de composition des commissions parlementaires

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci an eiser aller Numm eisen zwou neie Kolleginnen, deenen ech eng ganz glécklech a staark Hand wënschen. Den Ofgang vun eisen zwee Kollegen, dem Roger Negri an dem Claude Adam, huet an der Besetzung vun de Kommissiounen e klengen Tsunami ausgeléist, wat och weist, wéi fläisseg déi zwee waren a wéi vill Aarbecht op déi zwou nei Kolleginnen zoukënn.

Ech hunn eng Rei vu Propositione fir Ännerungen an de Kommissiounen an och an den internationalen Institutiounen fir d'Éischt vun der LSAP-Fraktioun kritt: An der Commission des Comptes ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz den Här Roger Negri, an der Petitiounskommissioun ebenfalls, an der Commission du Règlement ebenfalls deeselwechte Changement. An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt den Här Alex Bodry den Här Roger Negri. An der Commission du Développement durable ersetzt d'Madamm Tess Burton den Här Roger Negri. An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz den Här Claude Haagen. An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz den Här Roger Negri. An der Commission de l'Environnement ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz deeselwechte Roger Negri an an der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz d'Madamm Tess Burton.

Wat d'Zusammensetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, huet d'Fraktioun vun deene grénge Kollege folgend Ännerunge proposéiert: An der aussepolitichescher Kommissioun ersetzt d'Madamm Viviane Loschetter den Här Claude Adam. An der Kulturkommissioun ersetzt d'Madamm Sam Tanson den Här Claude Adam. An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ersetzt d'Madamm Josée Lorsché den Här Claude Adam fir all Voleten ausser der Formation professionnelle, déi den Här Gérard Anzia behält. An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace ersetzt d'Madamm Sam Tanson den Här Claude Adam. An der Commission de la Famille ersetzt d'Madamm Sam Tanson den Här Roberto Traversini.

An der Fonction-publiques-Kommissioun ersetzt d'Madamm Sam Tanson den Här Claude Adam. An der Commission de la Force publique ersetzt den Här Henri Kox den Här Claude Adam. An der Institutionskommissioun ersetzt d'Madamm Sam Tanson den Här Claude Adam. An an der Commission juridique ersetzt d'Madamm Sam Tanson d'Madamm Josée Lorsché.

Ass d'Kommissioun mat deenen...

(**Interruption**)

Dat ass den Elan. Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen an eise Kommissiounen d'accord?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann...

(**Interruption**)

Jo, den Här Wiseler freet d'Wuert?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wann Der mer erlaabt, just eng Remark ze maachen, well et hei och ëm Kommissiounen geet. Ech hunn datt scho méi wéi eng Kéier och an der Conférence des Présidents gesot, mä esou wéi d'Kommissiounen elo zesummekommen, haut respektiv an deenen nächsten Deeg, ass et awer extrem schwéier, eng uerdentlech an eng seriö parlamentaresch Aarbecht ze maachen.

Zum Beispill haut de Moie sinn dräi Kommissiounen - d'Famill, d'Santé, d'Finanzen - zur selwechter Zäit gewiescht, muer ass et esou, datt d'Commission des Institutions zur selwechter Zäit ass wéi eng Kommissioun Environnement, juridique, Santé zesummegeholl. En Donneschdeg ass et esou, datt um 9.00 Auer Commission du Développement durable a Commission d'Éducation ass, um 9.30 Auer Commission de l'Économie an um 10.30 Auer Commission du Travail a Commission de la Fonction publique - also alles zur selwechter Zäit hei. Den nächsten Dënschdeg ass et esou, datt d'Commission de la Famille zur selwechter Zäit zesummekënn wéi eng Réunion jointe vun de Finanzen, der Économie an dem Travail.

Ech muss soen, mir hunn zwar vill Représentanten an deenen eenzelne Kommissiounen, mä et ass awer - well d'Leit sech ëm Dossiere bekëmmern an och an deenen eenzelne Sujeten dra sinn - bal net méi méiglech, an där doten Aart a Weis seng Kommissiounssätzungen uerdentlech ze suivéieren.

Ech weess, Här President, datt Dir net dofir responsabel sidd. Ech géif lech awer bieden, de Kommissiounspräsidenten un d'Häerz ze leeën, och d'uerdentlech Aarbecht vun der Chamber ganz einfach duerch Terminfestsetzungen ze erlaben.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wiseler, dee weess, dass all Kéiers, wann ech dat kann, ech dat och maachen. Heiansdo kënn et eben zu Kollisiounen, mä et soll een alles maachen, fir dass ee laanschte-neekënn.

Merci.

7. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Ech géif dann iwwergoen zu deem nächste Punkt: d'Changementer an der Kompositioun vun den internationalen Delegatiounen. D'LSAP huet mer folgend Propositionen zougestallt: Am Benelux-Parlament ersetzt den Här Marc Angel den Här Roger Negri als effektive Member an am CPI ersetzt d'Madamm Tess Burton den Här Roger Negri als effektive Member an d'Madamm Simone Asselborn-Bintz d'Madamm Tess Burton als Suppléante.

D'Fraktioun vun deene Grénge huet Folgendes proposéiert: An der Delegatioun vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe ersetzt den Här Roberto Traversini den Här Claude Adam als Suppléant vun deem Moment un, wou hie seng Demissiou agereecht huet.

An der Delegatioun bei der COSAC ersetzt d'Madamm Viviane Loschetter den Här Claude Adam als effektive Member an an der Delegatioun fir de Benelux ersetzt d'Madamm Viviane Loschetter den Här Claude Adam als Suppléante. An der Delegatioun vum Groupe de contrôle parlementaire conjoint spécialisé, dat ass am Rame vun Europol, ersetzt den Här Henri Kox den Här Claude Adam als Suppléant.

Ass d'Chamber mat deene Propositionen d'accord?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

8. Octroi de deux titres honorifiques

A vu dass mer haut zwou nei Kolleginnen opgeholl hunn an zwee fréier Kollegen an enger fréierer Sëtzung verabschit hunn, wollt ech lech opgrond vun den Artikelen 197 an 199 vum Chambersreglement am Numm vum Bureau virschloen, de fréieren Deputéierte Roger Negri a Claude Adam den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzëerkennen. Si hunn dat largement meritéiert. Ass d'Chamber domat d'accord?

(**Assentiment**)

Da géif ech lech Merci soen. An dat ass dann och esou decidéiert.

9. Ordre du jour (suite)

An ech wollt lech dann als Complement zum Ordre du jour proposéieren, fir e Mëttwoch nom éischte Punkt, der Aktualitéitsdebatt...

(**Concertation interne**)

...datt heescht virun der Consultatiounsdebatt iwwert d'Landesplanung dee klenge Projet de loi 7121 nom Basismodell ze programméieren, wann d'Chamber domat d'accord ass?

(**Assentiment**)

Dann ass dat esou decidéiert. Villmools Merci de Kollege vun deene verschiddene Fraktiounen fir hir Flexibilitéit.

A mir géifen dann zu deenen nächste Punkte vun eisem Ordre du jour iwwergoen, ugefaange mat enger Froestonn. Dir kennt d'Prozedur: De Froesteller huet zwou Minutten, an d'Regierung huet véier Minutten, fir dorop ze äntweren. Ech géif jiddweree bieden, sech un déi Riedezäit ze halen.

Déi éischt Fro kënn gläichzäitig vun Här Gusty Graas a vun Här Alex Bodry an dréit ronderëm den eventuelle Verkaf vum Site vun ArcelorMittal zu Diddeleng. A vu dass mer hei d'Chronologie respektéieren, huet d'Wuert als Éischten den Här Gusty Graas.

10. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°310 du 16 avril 2018 de M. Gusty Graas relative à la vente éventuelle du site ArcelorMittal de Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

- **Question n°311 du 17 avril 2018 de M. Alex Bodry relative au sujet de l'avenir d'ArcelorMittal à Dudelange et la politique industrielle européenne en général, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ArcelorMittal huet jo d'lescht Woch ugekënnegt, datt se wéilten dat italienescht Stolwierk Ilva iwwerhuelen. Déi Nouvelle war u sech jo scho méi laang bekannt. Mä déi Acquisitioun war jo um Niveau vun der Europäescher Kommissioun trotzdeem op eng gewisse Reserv gestouss, well se gefaart huet, doduerch géif vläicht d'Positioun vun ArcelorMittal um Niveau vum Flaachblechmarkt ze staark ginn. An dowéinst huet jo ArcelorMittal och ugebueden, eng Rei vu Wierker gegebenfalls ze verkafen, ënner anerem Wierker aus Rumänien, aus Mazedonien, der Tschechescher Republik, awer et muss een och soen, leider och vläicht de Standuert Diddeleng, do wou jo fréier d'Galvalange war, wou jo ëmmerhin awer 300 Leit schaffen.

D'Stolwierk zu Diddeleng ass jo virun allem renomméiert fir seng Produkter am Automobillbau an och fir den Aluzénk. An u sech gétt jo elo eng definitiv Entschuedung vun der Kommissioun fir den 23. Mee erwaart. Entre-temps huet jo de Wirtschaftsminister och reagéiert gehat, wat een och ka begrëissen. Ech mengen, net méi spéit wéi de Moie gouf och nach e gemeinsame Bréif vum Wirtschaftsminister zesumme mam Buergermeeschter vun Diddeleng un d'Europäesch Kommissioun, virun allem un déi zoustänneg Kommissarin, geschéckt. An da gouf jo och de Fraktiounspräsident vun der CSV opgefuerdert, vläicht och seng Relatiounen spillen ze loosse vis-à-vis vum Kommissiounspräsident. Dowéinst wollt ech an deem ganze Kontext e puer Froen hei un de Wirtschaftsminister riichten:

Éischtens emol, inwiefern huet awer och de Vertrieeder vun Lëtzebuurger Stat am Verwaltungsrat vun ArcelorMittal sech ëm déi Problematik do bekëmmert an och vläicht gegebenenfalls intervenéiert?

Zweetens, vu datt de Wirtschaftsminister elo op e puer Manéiere scho reagéiert huet, koumen do scho Reaktiounen doropshin? A

rechent de Minister och vläicht domat, datt awer déi Interventioun vläicht zu engem positive Resultat féiere kënnen an deem Sënn, datt de Standuert Diddeleng net a Gefor ass?

Drëtzens, wat géif dat dann awer, an der Hypothese, d'Wierk vun Diddeleng géif verkaaft ginn, u sech bedeiten?

Véiertens, wa meng Informatiounen richtig sinn, da misst jo u sech bannent sechs Méint e Keefer fonnt ginn. Wann dat net sollt de Fall sinn, wat géif dat dann och fir de Standuert Diddeleng bedeiten?

An dann nach vläicht ofschléissend eng alleslescht Fro, dat ass: Besteet net awer och déi eng oder aner Gefor vläicht fir en anert Wierk, wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Graas. An och wa mir Diddeleng ganz staark um Häerz läit, wann ech gelift, respektéiert d'Zäit! Den Här Bodry huet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Ech mengen, déi Nouvelen, déi een elo déi lescht Deeg gelies huet, déi berouege wierklech net, zemoos als Diddelenger. Ech mengen, mir hunn nach alleguete gutt an Erënnung, wéi 2005 d'Schmelz zu Diddeleng zougemaach huet, duerno 2007 d'Fusioun vu Galvalange a vu Giebel, déi da schlussendlech elo ArcelorMittal Diddeleng ausmaachen. Diddeleng, datt wéll ech vläicht rappeléieren, ass den éischte Sëtz gewiescht vun der ARBED. Den „D“ an ARBED steet fir Diddeleng. Diddeleng war d'Wéi eigentlech vun der moderner Stolindustrie hei am Land mat deem éischte grouse Wierk, wat 1886 a Betrib gaangen ass.

Also ArcelorMittal Diddeleng, wat do nach bleift am Stolberäich mat der Blechbeschichtung an deem dote Betrib, dat ass e Stéck vun eiser Geschicht, e Stéck vun eiser Kultur. An et ass ee mat beonrouegt mat der Belegschaft, mat de Gewerkschaften, mat de Responsabelen, och mat de politesche Responsabele vun der Gemeng, iwwert dat, wat sech do amgaangen ass ze maachen a wat duerch aus kéint fréier oder spéider zum Enn eigentlech vun deem Betrib do féieren. Duerfir sinn et och äänlech Froen wéi déi vum Gusty Graas un d'Regierung, besonnesch awer wat d'europäesch Industriepolitik ubelaangt.

Déi lescht puer Joer ass och des Kommissioun, ass de Ministerrot net midd ginn, fir ëmmer erëm ze betounen, dass och Europa muss eng Industriezukunft behalen. Da stellt sech fir mech d'Fro, wéi déi Industriezukunft ausgesäit an engem internationale Marché, um Weltmarkt, wou d'Betriber, och déi europäesch Betriber, muss kompetitiv bleiwen a wou dann iwwer Kartellbestëmmungen eigentlech derfir soll gesuergt ginn, dass se hei an Europa solle méiglechst kleng bleiwen. An Europa kleng an op Weltniveau solle se zu den Haaptakteuren eigentlech vun der Industrie gehéieren: Do ass fir mech e grouse Widersproch dran.

Duerfir meng Fro och, ob d'Regierung déi doten Aschätzung deelt an net och wéllt um Niveau vun den Industrien, quitte dass dat heiten eng Kommissiounskompetenz ass, iwwert déi mer hei schwätzen, intervenéieren, fir en Émdenken ze kréien, wat d'Ausrichtung vun der europäescher Émweltpolitik (veuillez lire: Industriepolitik) ugeet. Dat wär dat, wat ech mer jiddfalls géif wënschen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet dann direkt den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Ech soen och den honorabelen Deputéierte Graas a Bodry Merci fir déi Froen. Et ass effektiv esou, dass am Kader, am Kontext vun der geplangter Iwwernam vun Ilva duerch ArcelorMittal d'Europäesch Kommissioun eng ganz Rei Konditiounen stellt, fir dass déi Iwwernam ka passéieren.

Et ass esou, dass d'Prozedur eigentlech déi ass, déi vun engem Reglement vun 2004, also dat bal 15 Joer al ass, festgeluecht ass an déi dorobber fokusséiert ass, eben am Kader vun Kartellrecht derfir ze suergen, wéi den honorabelen Här Bodry dat richtig gesot huet, dass mer eigentlech keng ze grouss, keng ze staark europäesch Betriber hunn, wat am Kontext vun enger globaliséierter Welt mat Sécherheet net méi déi richtig Method ass, wéi mer eis europäesch Industrie an eis europäesch Industriepolitik sollen a musse gestalten.

Déi Prozedur vun 2004 gesäit vir, dass an enger éischer Phas eng Enquête préliminaire gemaach gétt. Déi dauert normalerweis ee Mount. An do gétt da vun der Kommissioun aus gekuckt: Wat ass den Impakt op de Bannemarkt vun esou enger Iwwernam? Wann do erauskënn, dass dat kéint en Impakt hunn, da gétt eng Enquête approfondie gemaach, déi



bis zu dräi Méint dauert. Do ginn dann och d'Cranté vum der Kommissioun diskutéiert mat deene concernéierte Betriber. An normalerweis ass déi Prozedur dann, wéi gesot, no dräi Méint ofgeschloss, wat am Mäerz hei de Fall war. An dunn ass d'Konklusioun komm, dass effektiv ArcelorMittal misst eng Rei Betriber, Produktiounsstätten an Europa opginn, fir net ze staark ze ginn um europäesche Marché.

Déi éischt Propositionen, déi ArcelorMittal gemaach hat, do war effektiv kee Site vu Lëtzebuerg derbäi. Dat gëtt da gekuckt mat deene concernéierte Betriber. D'Kommissioun mécht en „market test“, schwätzt mat der Konkurrenz, ob déi och fénnt, dass dat dann elo duergëet, fir dass d'Firma net ze grouss gëtt. Wa se domadder dann net d'accord ass, mat deene Propositionen, déi komm sinn, da freet se weider Kompensatiounen. An do koom et an deem heite Fall eben och zu der Proposition vusäite vum ArcelorMittal, fir d'Wierk Diddeleng opzeginn.

Ech muss ganz kloer soen, dass ech mat ArcelorMittal hei och a Kontakt war an dass si net Demandeur sinn, fir dat Wierk ze verkafen. Et ass esou, dass elo eng final Decisioun eigentlech vum der Kommissioun muss geholl ginn an deenen nächste Wochen. An dat wäert am Prinzip Métt Mee de Fall sinn. An déi Decisioun, déi gëtt geholl vum dem Collège vum de Kommissären oder vum der Europäescher Kommissioun insgesamt. Bon, duerno gëtt et ëmmer nach d'Méiglechkeet, virum Europäesche Gerichtshaff Klo dogéint ze féieren. Mä et ass awer esou, dass d'Europäesch Kommissioun do wäert eng Decisioun mussen huelen.

An ech hunn dofir och zesumme mam Diddelenger Buergermeeschter Dan Biancalana e Bréif geschriwwen, souwuel un d'Kommissärin, déi direkt zoustänneg ass, wéi och un de Kommissiounspräsident, well ech der Meenung sinn, dass dat doten - an ech hunn dat d'ailleurs schonn x-mol och op europäeschem Niveau gesot - eng Industriepolitik ass, déi „out of date“ ass, déi net méi den haitege Gegebenheet Rechnung dréit. Mir brauchen an Europa industriell Championen, déi sech och weltwäit kënnen positionéieren. A mir sinn der Meenung, dass dat Kartellrechtsreglement vu viru 15 Joer effektiv misst iwwerschafft ginn.

Mir schwätzen ëmmer vum enger Industriepolitik, déi derfir muss suergen, dass Europa staark ass um weltwäite Marché. A mir maachen eigentlech mat esou Aktiounen just de Contraire.

Dofir mäi Bréif souwuel un den Här Juncker als Kommissiounspräsident wéi och un d'Madamm Vestager, fir dat doten ze iwwerdenken, fir déi dote Konditiounen net an deem Mooss ze stellen.

An ech hunn och parallel e Bréif un de Fraktiounschef vum der CSV geschriwwen, den Här Wiseler, fir hien ze froen, eis ze hëllefen an deenen Demarché vis-à-vis vum Här Juncker, well mer awer mengen, dass dat heiten en nationalen Interêt ass, a mengen, dass mer hei sollten un engem Strang zéien a probéieren, eis Interêten, d'Interête vum Lëtzebuerg Land hei zesummen ze verteidegen.

Ech gesinn, den Här Wiseler huet eng Fro.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- ...ech wollt lech elo keng Fro stellen, ech wollt just Stellung huelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, ech mengen, mir loosse den Minister...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Ech hunn eigentlech alles gesot.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Hien ass fäerdeg. Duerfir wollt ech duerno Stellung huelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et ass an der Froestonn net esou virgesinn. Mä vu dass de Minister lech direkt ugeschwat huet...

(Problème de sonorisation)

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- ...vu datt den Här Schneider fest d'Pult do unhält.

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Ech halen lech d'Plaz. Am Parlament sidd Dir de Chef.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, et ass e bësse méi speziell an enger...

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Wann Dir wëllt, kann ech och vun hei aus Stellung huelen.

(Brouhaha général)

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- E gëtt zweemol zitëiert an da sot Dir, e krit d'Wuert net! Ulah! Ulah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, Kollegen, ech wier ganz frou, wa mer déi dote Fro géifen an der Conférence des Présidents beschwätzen. Well dat hei ass Neiland. Et ass wierklech Neiland!

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Här President, et ass zwar och Neiland, wann de Minister den Oppositionschef uschreift, dee Bréif zitëiert op der Chambertribün. A wann dann den Oppositionschef wëllt Stellung zu deem huelen, wat de Vizepremier him als Fro gestallt huet, da fannen ech et normal, datt en dat direkt kann. Zumindest consideréieren ech dat als Fait personnel. An op e Fait personnel kann een normalerweis awer eng Äntwert ginn. Ech versprechen lech, dat och kuerz ze halen, mä ech fannen, datt ech se misst kënnen ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, also wann de Fait personnel invoquéiert gëtt, deen awer da ganz wäit ausgeluecht muss ginn, géif ech dem Här Wiseler d'Wuert ginn.

Mä wann ech gelift, an där nächster Conférence des Présidents hätt ech déi dote Fro gär geregelt, ee fir alle Mol, well hei bréngt een awer... Gutt, mir hunn eis verstanen!

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Déi eng an déi aner Prozedur kënnen vläicht duerchdiskutiert ginn, och déi vum Bréiwerschreiw vum der Regierung.

Ech wëll am Fong dozou soen, datt an eisen Aen, an ech wëll dat eng Kéier kloer an däitlech soen, d'Erhale vun industrielle Sitten hei zu Lëtzebuerg wesentlech ass, an och inklusiv dee vum Diddeleng, wou mer och där Meenung sinn, an datt en och fir Lëtzebuerg a fir d'Lëtzebuerg Industriepolitik en absolute strategesch Interêt huet.

An ech wëll dem Här Schneider och kloer an däitlech soen, datt ech mech sécherlech setzen, fir datt Diddeleng zu Lëtzebuerg, éischens, net vum ArcelorMittal verkaaft gëtt an datt ArcelorMittal och hei zu Lëtzebuerg an Zukunft wäert eng uerdentlech oder sollt eng uerdentlech Präsenz hunn.

Ech wëllt eigentlech soen, datt ech net den Här Schneider brauch, fir mer dat do ze soen an ze rappéléieren. An ech wëll him och soen, datt ech selbstverständlech och bei der Kommissioun meng Meenung doriwwer kloer an däitlech wäert soen, insofern ech d'Geleeënheet hunn. Mä ech fannen et och besonnesch, datt de Vizepremier en Oppositionschef freet, fir bei d'Kommissioun seng Positione verteidegen ze goen. D'Kommissiounsrelatiounen sinn evidentement um Ordre du jour vum der Regierung a sinn hir an et ass net un der Opposition, hir Roll ze spillen.

Mä selbstverständlech maachen ech dat awer gär mat. An, Här Schneider, wann Der gär hätt, datt ech dee Bréif soll mat lech ënnerschreien, stinn ech lech zur Verfügung, fir zesumme mat lech meng Ënnerschrëft dorënnermachen a fir e fortzuschécken.

Ech wëll awer och nach soen - well dann heiansdo esou gemaach gëtt -, datt, an den Här Schneider huet et elo gesot, et net esou ass, datt d'Kommissioun hei eng Decisioun geholl huet, fir u sech Diddeleng verkafen ze mis-

sen oder fir datt et misst verkaaft ginn. Mä en fin de compte huet d'Kommissioun just am Kader vum Ilva-Akaf eng Demande gemaach am Kader vum deene Reglementer, déi se haut nach huet, fir datt d'Präsenz vum ArcelorMittal op verschiddeenen europäesche Sitten, ouni unzégi wellech, dann och soll erfogeschraaft ginn. Et ass am Fong en fin de compte d'ArcelorMittal, déi Diddeleng an enger zweeter Etapp proposéiert huet.

ArcelorMittal huet awer och Vertrieeder vum der Lëtzebuerg Regierung am Verwaltungsrot. Duerfir wär ech just frou, awer ze wëssen, wéi dann déi Decisioun vum Arcelor zustane komm ass.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mir sinn e bëssen an enger spezieller Prozedur hei.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Dat ass kee Problem. Ech hu guer kee Problem, dem Här Wiseler ze äntwerten. Et ass selbstverständlech esou, dass d'Kommissioun de Betrib ArcelorMittal freet, fir Propositionen ze maachen, wat en dann opgëtt, fir dat dote kënnen, déi Aktioun kënnen ze maachen. Do huet ArcelorMittal Propositione gemaach, wou kee Site vu Lëtzebuerg proposéiert gi war. An et ass doropshin op Drock vum der Kommissioun, wou gesot ginn ass: „Mir brauche Produiten, déi äänlech sinn, wou Der Produktiounskapacitéit muss opginn“, wou ArcelorMittal op déi Proposition do komm ass vum Wierk Diddeleng.

Nach eng Kéier: ArcelorMittal géif dat Wierk gär halen. Et ass profitabel. An ech fäerte ganz einfach, dass, well dat Wierk am Verbund fonctionnéiert mat aneren Zouliwwerbetriber vum ArcelorMittal, dass ee Repreneur aner Konditiounen huet an eventuell dat Wierk net profitabel ka weiderféieren an dass dat Auswierkung kann hunn op dee Site.

Zweetens stellen ech mer ebe berechtigt Froen, wat dat bedeit fir déi Mataarbechter vum deem Betrib, wat dat bedeit, wann déi net méi ënnert de Kollektivvertrag vum enger ArcelorMittal falen et cetera.

An ech mengen, Här Wiseler, dass dat awer Bedenke genuch sinn, fir och den Oppositionsleader kënnen ze froen, dee jo aus darselwechter politescher Famill ass wéi de Kommissiounspräsident, fir säin - ech soen elo emol - „Pouvoir“ vis-à-vis vum deem Kommissiounspräsident och vläicht spillen ze loosse, fir ze hëllefen, dass mer dat doten deblockéiert kréien.

An dann awer och op Är Fro zum Vertrieeder vum Lëtzebuerg Stat am Conseil d'administration: Deen hat ech natierlech direkt och um Telefon. Dat do, déi Proposition ass jo bis elo just eng Proposition. Déi ass nach net duerch de Conseil d'administration gaangen. Mä et ass ganz kloer esou, dass de Vertrieeder vum der Lëtzebuerg Regierung déi do Proposition esou net wäert ënnerstëtzen. Dat schéngt mer evident ze sinn.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Also d'CSV ass fir den Erhalt vum deem Site.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci!

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- A mir wäerten lech och an Ären Demanden do ënnerstëtzen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dir Hären,...

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- ...fir dat kloer an däitlech gesot ze hunn.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...wa mer méi laang mussen iwwert deen doten Dossier debattéieren, da kënnen mer dat an enger anerer Form maachen. Mä kommt, mir loosse eis Froestonn bei deem, wat se bis elo war! An ech hätt gär eng Klärung an där nächster Conférence des Présidents, wéi wäit dass mer hei d'Reglement kënnen bëien.

Da komme mer zu där zweeter Fro. Déi kënt vum Här Marco Schank, dréit ronderëm de Carsharing-System „Flex“ a riicht sech un den Nohaltegkeetsminister.

- **Question n°312 du 17 avril 2018 de M. Marco Schank relative au système car-sharing «Flex» des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Marco Schank (CSV)**.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CFL Mobility huet de Carsharing „Flex“, also e Carsharing-System, den „Flex“, an d'Liewe geruff. Sécher eng sënnavoll Initiativ, déi laut dem Flyer, deen an de Garen ausläit, ab dem 6. Dezember d'lescht Joer op zwanzeg Statiounen, also Garen, am Land fonctionnéiert.

Laut Pressemapp sinn am Ufank 84 Autoe kauft ginn a waarden op hir Clienten. Ech hunn e puer Froen zum Sujet:

Wéi vill Abonnenten huet de System no véier Méint Betrib respektiv wéi vill Locatiounen ginn et bis ewell?

Interessant wier och, gewuer ze ginn, wéi vill Autoen d'CFL effektiv kauft hunn respektiv wéi vill der de Moment am System operationell sinn. Laut Internetsite flex.lu wieren et am Total 24 Bensinner a 7 Elektroautoen, hunn ech gesinn, op de Statiounen. D'Fro ass deemno, wat mat deenen anere kaaften Autoe geschitt ass.

Dann, bei der Aféierung sollten d'Gemengen op Wonsch vum Bedreiwler ëffentlech Parkplazen zur Verfügung stelle fir den „Flex“-System, wat awer opgrond vum Code de la route net ëmmer méiglech war, net ëmmer konnt geneemegt ginn.

Meng Fro: Wou sinn déi Autoen deemno elo stationéiert?

A vläicht och d'Fro: Gouf, gëtt ieren dru geduecht, fir de Code de la route unzepassen, fir de Carsharing ze reglementéieren an eben ze erlaben, datt eng Privatfirma ëffentleche Stroosseraum ka reservéiert kréien?

An zum Schluss och d'Fro, ob et dem Minister säi Wonsch ass, aner Systemer, wéi zum Beispill de City Mov' aus der Nordstad mat engem A-B-Verlei, wou jo e fräit Ofstellen an engem begrenzte Secteur vum enger Uertschaft erlaabt ass, an den „Flex“ ze integréieren, ouni datt déi hiert Konzept opginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Schank. D'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci dem Här Schank fir déi Froen. Fir d'Éischt emol eng kleng Rektifikatioun: An de System „Flex“ konnt ee sech vum Dezember un aschreien, mä e fonctionnéiert nach net vum Dezember un. E fonctionnéiert eréischt vum 20. Februar un. Dat heescht, operationell ass e vum 20. Februar un. Tëschent dem hallwen Dezember an dem 20. Februar waren Testphasen, an déi waren nach net geduecht fir de Public.

Dat heescht, et ass esou, datt zwanzeg Statiounen an entre-temps awer elo 80 Autoen zur Verfügung stinn op deene Statiounen, datt d'Clientszuel no knapp sechs bis aacht Woche scho bei 300 festen Abonnementer läit, den Interesse ganz grouss ass, datt entre-temps och ganz vill Privatfirmen sech gemellt hunn, well déi drun denken, souguer hiren eegene Betribsautosystem ofzeschaffen an zréckzegräfen op de CFL hiren „Flex“-System.



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Dir wësst och, datt mer wëlles hunn, de System am urbane Raum auszubauen. De Moment sinn d'CFL an Diskussioun mam Fonds d'urbanisation de Kirchberg, mam FUA, fir ze kucken, um Kierchberg eventuell souguer eng Statioun ze maachen.

Dann ass et esou, datt natierlech kënnen Gesprécher stattfannen, fir net nëmme Synergien ze siche mat besteende Systemer, ob dat de Carloh ass an der Stad oder deen, deen an der Nordstad fonctionnéiert, mä à la limite souguer carrement vun „Flex“ iwwerholl ze ginn. Also all Méiglechkeete sinn op. Op alle Fall, de System vun „Flex“, deen erlaabt alles, entweder Synergien oder dat anert ze maachen.

Et ass och esou, datt den Interesse ganz grouss ass, obscho jo nach eigentlech keng Publicitéit gemaach ginn ass. Dat heescht, dat Eenzegt, wat jo vu Publicitéit gemaach ginn ass, dat ass de Fait, datt et lancéiert ginn ass mat enger Pressekonferenz, wou ech och dobäi war, an datt dunn eng Kéier eng kleng Kommunikatioun gemaach ginn ass deen Dag, wou et fir de Client zougänglech gemaach ginn ass.

Et ass awer esou, datt d'CFL an och haapt-sächlech déi Filial „Flex“, dat ass jo eng Filial vun de CFL, datt déi elo plangen, fir déi nächst Méint eng gréisser Campagne ze maachen, fir de System nach besser ze erklären. Virun allem och fonctionnéiert e ganz reibungslos. Déi Clienten, déi en notzen, zum Beispill ëmmer méi Businessleit, déi sinn op alle Fall ganz zefridde mam System, soudatt een dovun kann ausgoen, datt dat Ganzt sech an eng ganz gutt Richtung entwéckelt, sou wéi ech mer dat och erhofft hat.

Zu Ärer Fro - Dir hat nach gefrot zum Ausbau - vum Code de la route: De Moment stinn déi Autoen nëmme op Plaze vun de CFL. Et gëtt zwar eng Regel am Code de la route, mä déi ass net kloer an der Interpretatioun. An do war schonn eng Kéier en Ulaf geholl ginn, fir déi Regel ze änneren. Deemoos huet de Statsrot dat verworfen. An elo si mer amgaangen, un enger neier Formule ze schaffen, well ech mengen, datt een de Code de la route awer soll änneren, net nëmme en plus fir de Car-sharing, et sinn och nach aner Froen, déi sech stellen. Zum Beispill hu mer och vill Problemer mat Parkplazen, déi fir Elektroauto reservéiert sinn, wou net ëmmer respektéiert gëtt, datt do just en Elektroauto ka stoen.

Ech wëll lech e Beispill ginn: Um Glacis hu mer elo eng ganz Rei där Chargy-Stationen opgestallt an déi stinn natierlech och esou gutt, datt se méiglechst no un der Säit vun der Stad sinn, datt d'Leit och sollen e Virdeel hunn, déi mat engem Elektroauto kommen. Mä et gëtt net ëmmer respektéiert. A mir wäerte vum Code de la route an deenen nächste Wochen eng nei Versioun eragi bei de Statsrot, wou ech dann hoffen, datt de Statsrot domadder d'accord ass, fir datt dann deementspreechend déi Parkplazen am öffentlechen Raum besser kënnen regléiert ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Déi nächst Fro kënn vum Här David Wagner, riicht sech un deeselwechten Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm d'Verhandlungen iwwert de Kollektivvertrag beim Tram.

- **Question n°313 du 17 avril 2018 de M. David Wagner relative aux négociations relatives au contrat collectif pour Lux-Tram SA, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Wéi Dir wësst, si mir elo grad an der Phas, wou de Kollektivvertrag vun de Salarié vum Tram verhandelt gëtt. Mir haten datt schonn thematiséiert, souwuel hei an der Chamber wéi och am Stater Gemengerot duerch Motiounen, fir ze froen, datt souwuel de Stat wéi och d'Stad Lëtzebuerg, also d'Propriétaire vu LuxTram - 70% engersäits, 30% anerersäits -, sech derfir asetzen, datt, esou wéi d'Gewerkschaften OGB-L a Landesverband dat och fuerderen, d'Léin an d'Aarbechtskonditiounen un déi vum öffentlechen Déngscht ugepasst ginn, vu datt den Tram jo och en öffentlechen Déngscht ass, zumindest erhoffe mir eis dat.

Zurzeit muss ee sech awer ganz grouss Suerge maachen, well mer ganz wäit dovun ewech sinn, souwuel wat d'Gesamtamplituden ugeet, wéi och wat d'Léin ugeet. D'Gesamtamplitude sollen zurzeit laut Gewerkschaft bei 13 Stonne leien. Am Verglach: Beim RGTR sinn et der 11.

Mir hate schonn deemoos, wéi d'Gesellschaftsform vun Bedreiver vum Tram debattéiert gouf, gefuerdert, datt et ganz an öffentlecher Hand bléif, zum Beispill an der Form vun engem Établissement public, fir souwuel d'Qualitéit vum Service wéi och d'Aarbechtskonditiounen vun de Leit, déi do schaffen, an dat eent hängt jo mat deem aneren zesammen, ze sécheren.

Du gouf géint eis Stëmmen och schonn eng SA gegrennt, wuel mat öffentlecher Participatioun, mä elo kënnen mer scho feststellen, datt dat net datselwecht ass. Et ass also kee Wonner, datt d'Gewerkschaften hir Aarbecht maachen, fir fir korrekt Aarbechtsbedingungen a Léin ze kämpfen.

Laut de Gewerkschaften seet d'Direktioun, datt si kee Mandat hätt, fir iwwert d'Aarbechtskonditiounen an d'Grille des salaires ze negociéieren, wat relativ erstaunlech ass. Well da froen ech mech, iwwer wat se iwwerhaupt negociéieren wëllen!

Dofir meng Fro un de Minister: Ass de Minister bereet, de Vertrieeder vum Stat am Verwaltungsrot vu LuxTram domadder ze beoptragen, fir kënnen iwwert des Aarbechtskonditiounen an iwwert d'Léin ze negociéieren, falls dat nach net de Fall wier?

Ech sinn näamlech och der Meinung, datt och an enger SA d'Regierung net onbedéngt muss intervenéieren am Dagesgeschäft, mä awer strategesch Decisiounen muss een nach kënnen huelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci och dem Här Wagner fir déi Fro. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Betrib fonctionnéiert operationell elo zënter dem 10. Dezember: fënnf Méint. Déi meescht Leit, déi do schaffen, déi sinn tëschent aacht an zéng Méint agestallt. An ech gi jo dovun aus, datt déi Leit, wéi se virun aacht an zéng Méint agestallt gi sinn, en Aarbechtskontrakt virgeluecht kritt hunn, datt heescht, wou drasteet, wéi d'Aarbechtskonditiounen sinn, zu engem Zäitpunkt selbstverständlech, wou et jo nach kee Kollektivvertrag ginn ass a kee konnt ginn, well et ass dee Betrib quasiment nach net ginn, an datt se och e Relevé virgeluecht kritt hunn, wivill se géife verdéngen, wéi hir Carrière sech géif entwéckelen an esou weider an esou fort.

An déi Leit hu jo en connaissance de cause dat alles ënnerschriften an hu voller Erwaardung a Freed hir Aarbecht ugetratt a si fueren zënterhier och op deene Gefierer do hin an hier respektiv schaffen an deenen Atelieren.

Fir elo no véier, fënnf Méint, wou dee Betrib an der Exploitatioun fonctionnéiert, ze maachen, wéi wann do d'Welt um Kapp stéing an d'Aarbechtskonditiounen desastréis wäeren, fanen ech relativ kokass, wéi gesot, well déi Leit jo eréischt viru fënnf Méint ënnerschriften hunn op engem Kontrakt, wou d'Konditiounen drastinn, a si jo och woussten, op wat se sech géifen aloossen.

Wat elo de Kollektivvertrag ubelaangt, sou brauch weder de Minister nach iergendee Verwaltungsrot eng Direktioun vun enger privater Gesellschaft, vun enger SA, opzefuerderen, fir e Kollektivvertrag auszuhandelen. Dat ass e Gesetz. An e Betrib, eng SA, huet sech un ee Gesetz ze halen! An och LuxTram huet sech un dat Gesetz ze halen a wäert sech un dat Gesetz halen an negociéiert e Kollektivvertrag. An an deem Kollektivvertrag, wann deen herno fäerdeg ass, do wäerte wahrscheinlech, sou wéi dat ëmmer ass, e bëssen aner Saachen nach erauskommen, an der Regel Verbesserunge fir d'Leit par rapport zu deem, fir wat se wahrscheinlech agestallt gi sinn.

Esou leeft et normal an esou leeft et och hei. An duerfir brauch de Minister do kengem en Optrag ze ginn. Dat ass einfach e banaalt Anhal vum Gesetz. An ech muss och soen: Datt en Deputéierte mer eng Fro stellt, ass jo kee Problem, datt ass jo säi Recht. An et ass och da meng Pflicht, him ze äntwerten. Mä ech wëll awer net äntwerten op esou Aussoe wéi: „Laut de Gewerkschaften huet...“, datt deen oder dat an engem Kollektivvertrag an enger Verhandlung sou gesot hätt.

Mir sollen eis als Chamber wann ech gelift - an ech hoffen, datt jiddwereen dat esou gesäit! - net a Kollektivvertragsverhandlungen améschen. Dat ass eng verdammt Verpflichtung, datt d'Politik sech aus Kollektivvertragsverhandlungen eraushält.

An herno wäerte mer da gesinn, um Enn, wann déi Verhandlung fäerdeg sinn, wéi déi Kontrakt wäerten ausfallen. Da kënnen mer selbstverständlech och nach eng Kéier hei driwwer diskutéieren an deem Parlament,

wann dann de Wonsch besteet, ob dat elo e gudden oder e schlechte Kollektivvertrag ass.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Mir kommen dann zur véierter Fro. Déi kënn vum der Madamm Martine Hansen, erëm eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, an dréit ronderëm d'Ännerunge vum Code de la route, wat d'Vélosfuerer ugeet.

- **Question n°314 du 17 avril 2018 de Mme Martine Hansen relative aux modifications au niveau du Code de la route concernant les cyclistes qui entreront en vigueur le 1^{er} mai 2018, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Den 28. Mäerz huet de Minister Bausch eng Pressekonferenz gehat, wou en d'Upassung am Code de la route virgestallt huet. Hei geet et virun allem drëm, d'Sécherheet an de Confort fir d'Vélosfuerer ze verbesseren. Sou soll et ënner anerem en règle générale erlaabt ginn, ausserhalb vun den Uertschaften zu zwee niewenteneenzefueren.

Als Vélosfuerer ass fir mech virun allem d'Sécherheet wichteg, an duerfir meng fënnf Froen.

Eng éischt: Gëllt des Regelung vum Niewenteneefuerer fir all Stroossen? Oder ginn et Restriktiounen bei méi enke Stroossen?

Zweetens: An anere Länner ass et dacks esou geregelt, datt dat Niewenteneefuerer nëmme dann erlaabt ass, wann een en engem Grupp firt, zum Beispill mindestens 15 Vélosfuerer, well et dann definitiv ze laang gëtt, fir ze iwwerhuelen. War esou eng Regelung och bei eis an der Diskussioun? A wa jo, firwat ass déi net zréckbehal ginn?

Drëtens: Gëllt des Regelung vum Niewenteneefuerer och fir d'E-Biken? A wa jo, och onofhängeg vun hirer maximaler Vitesse?

Véiertens: Den Här Bausch sot an der Pressekonferenz, et géifen Exceptionen zu deser Regelung ginn a gefeierleche Situatiounen. Wéi sinn des gefeierleche Situatiounen genau definiert?

A fënneftens: D'Vélossaison huet ugefaangen. D'Regulation soll den 1. Mee a Kraaft treden. Wéi ginn d'Leit iwwert d'Detailer informéiert?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. D'Wuert huet erëm den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci der Madamm Hansen fir hir Froen. An déi Froen, déi beleen, datt, wéi et schéngt, net alles grad richtig verstane ginn ass. Well, Madamm Hansen, et ass näamlech net esou, wéi Dir et gesot hutt, datt mer ausserhalb vun den Uertschaften d'Niewenteneefuerer generaliséieren. Et ass souguer esou, datt mer ausserhalb vun den Uertschaften iwwerhaupt näischt änneren!

Et ass genau déi nämlech Regelung, déi nom 1. Mee wäert a Kraaft treden, wéi déi, déi et och haut gëtt, déi vu mengem Virgänger, deen Der jo kennt, agefouert ginn ass: datt ee kann ausserhalb vun den Uertschaften niewenteneefueren, awer ënner gewëssene Konditiounen, selbstverständlech. An déi Konditiounen sinn, datt zum Beispill, wann een Auto gefuer kënn an deen lech wëllt iwwerhuelen, da sidd Der gebieden, erëm hannerteneenzefueren. Dat huet net geännert. Et ass d'nämlech haut bliwwen, wéi et war. Oder, wann Der op gefeierleche Plaze fuert, viru Kräizungen an esou weider an esou virun, datt Der dann och net dierft niewenteneefueren. Et huet also do guer näischt geännert.

Dat Eenzegt, wat geännert huet ausserhalb vun den Uertschaften, dat ass: Beim Iwwerhuele vun engem Vélo muss Der 1,50 m Ofstand halen. Do stoung haut am Gesetz zwar och, datt Der muss en Ofstand halen, mä do stoung just dran, datt e muss breet genuch sinn.

Or, et gëtt awer entre-temps am Ausland genuch Accidenter, déi passéiert sinn, a wou eben d'Gerichter festgeluecht hunn, datt Insécuritéjuridiqué waren. Zum Beispill an Däitschland gëtt et entre-temps eng Rei Jurisprudenzen, déi dunn derzou gefouert hunn, datt déi Däitsch och d'Gesetz deementspreechend geännert hunn, well d'Gerichter gesot hunn: „Mir sinn der Meinung, an esou engem Fall muss mindestens 1,50 m Ofstand gehale ginn.“ Dat heescht, datt den Auto carrement eriwuer muss op déi aner Spur.

Also am Kloertext: Ausserhalb vun den Uertschaften huet, ausser datt den Ofstand 1,50 m muss sinn, näischt geännert par rapport zu deem, wéi et haut ass.

Mir hunn och, fir dat doten ze maachen, net einfach... Dat ass kee Schnellschoss gewiescht. Mir hunn eis ëmgekuckt. Mir hunn e Benchmark gemaach an acht europäesche Länner: Däitschland, Frankräich, Belsch, Holland, Dänemark, Eisträich an d'Schwäiz an England. A mir hu festgestallt, datt déi Regelungen do an deene Länner längstens bestinn. Dat heescht, mir hunn hei einfach d'Rad net nei erfonden, mä mir hu gekuckt: Wéi sinn d'Jurisprudenzen, déi et schonn an eenzelne Länner gëtt? Wéi sinn d'Regelen en général? A mir hunn eis och dorop baséiert.

An en plus sinn déi Regeln agefouert ginn net am Ministère eleng op Initiativ vum Minister, mä duerch en Aarbechtsgrupp. An deem Aarbechtsgrupp waren dran: natierlech de Ministère, d'Police, d'Sécurité routière, de Syvicol, d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch, d'Ponts et chaussées, d'Lëtzebuurger Vélosinitiative, den Automobillsclub an d'Association des victimes de la route. An déi Regelungen do sinn en accord mat deenen zréckbehal ginn.

Also, wéi gesot, et ass keng Revolutioun, déi geschitt, mä et si richtig Jurisprudenzen, déi mer am Ausland schonn hunn, déi mer hei a Lëtzebuurger Recht ëmgesat hunn, natierlech mat der Zilsetzung, fir méi vulnerabel Verkéiers Teilnehmer ze beschützen.

Wat Är Fro ubelaangt zum E-Bike: Neen, den E-Bike fällt natierlech net drënner, well jo en Ennerscheid gemaach gëtt an eisem Code de la route, an eise Regeln, tëschent dem E-Bike an dem „Pedelec“. Den „Pedelec“, dat ass de Vélo à assistance électrique, dat heescht, wou de Motor bei 25 km an der Stonn ofschalt. Dee gëtt betruecht wéi e Vélo an dee fällt natierlech ënner déi nämlech Regeln, laut dem Code de la route, ewéi de Vélo. Mä wann et e richtegen E-Bike ass, esou een „Speed Bike“, wéi se genannt ginn dobaussen, dat heescht, een, wou de Motor net ofschalt iwwer 25 km/h, déi hu jo och eng Immatrikulation vu Sandweiler, dat heescht eng Plaqueette an esou weider, déi gi betruecht wéi e Motorrad, also wéi en anere Cycle motorisé. Also och do, wéi gesot, gëtt et e ganz kloer Ennerscheid.

An innerorts gëtt et och ganz kloer Restriktiounen, ënner wat fir enge Konditiounen een dat net dierf maachen, zum Beispill, niewenteneenzefueren. An et ass och ganz kloer, wat och nach drasteet, datt hu mer bäigesat an de Code de la route, dat war virun net dran: datt et verbueden ass, nuets niewenteneenzefueren.

An dann déi lescht Fro mat der Distanz, et ass just de Géigendee: Wann Der zéng Véloen hutt, déi en file indienne fueren, wann Der muss 1,50 m Ofstand halen, dat heescht, Dir muss eriwuerfueren op déi nächst Spur, dann ass et jo méi komplizéiert, fir déi zéng Véloen en file indienne - dat ass jo méi e laangt Stéck - ze iwwerhuelen, wéi wann Der der niewenteneefuerer hutt. Loosse mer soen, déi zéng dividéiert duerch zwee, da fuere fënnf der niewenteneen, déi hutt Der méi séier iwwerholl! Also, dat ass souguer och, wann een et esou wëllt huelen, e Virdeel fir den Autosfuerer.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir kommen dann zur leschter Fro. Déi kënn vum Laurent Zeimet, riicht sech un den Innenminister a betrëfft d'EU-Reglement zum Schutz vun de perséinlechen Donnéeën. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°315 du 17 avril 2018 de M. Laurent Zeimet relative au règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur**

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Effektiv, d'Fro dréit sech em dat europäescht Reglement iwwert den Dateschutz, wat de 25. Mee a Kraaft trëtt, d'Madamm Tanson hat et och schonn erwäant, a wat natierlech och eng Erausforderung ass fir eis Gemeinverwaltungen, déi sech och fir dee Stéchedatum musse préparéieren.

Elo war - ech mengen, et war Ufank vum Joer - eng Circulaire erausgaange vum Här Innenminister un d'Gemengen, wou drop higewise gouf, wou och e bësse resuméiert gouf, wat op se duerkënn, woubäi déi Circulaire sech awer och drop beschränkt huet, u sech dat erëmzuehuelen, wat an der Circulaire (veuillez lire: am Reglement) grosso modo steet. Et ass och op Formatiounen higewise ginn an invitéiert ginn, déi organiséiert goufen. Et ass och op de Guide pratique vun der Dateschutzkommissioun higewise ginn. Ech hu mer deen och eng Kéier ugekuckt. Do gëtt natierlech ëmmer méi erkläert oder gesot, wat op een duerkënn, a manner, wat een dann elo genau a konkret

misst maachen, fir alles dat ze erfëllen, wat vun Defien op een duerkennt.

Natierlech hunn d'Gemenge sech och am Kader vun hire Syndikater drop preparéiert, besonnesch dann am Kader vum Informatiksyndikat, dem SIGI, deen alles, wat am Hannergrond informatesch muss preparéiert ginn, mécht.

Mä natierlech mussen och elo d'Gemengen do virdrun an do duerno sech drop preparéieren. An do stelle sech awer eng ganz Rei vun Erausforderungen. Eng just genannt ass déi vun deem Data Protection Officer, dee jo eigentlech jiddweree misst hunn.

Do d'Fro: Ass do eng national Léisung denkbar a méiglech oder net? Wënschenswäert wär se bestëmmt fir vill Gemengen, well et jo och en Ennerscheid tëschent awer nach groussen a mëttleren a méi klengen Gemenge gëtt an hei awer dat Reglement vu jiddwerengem muss ëmgesat ginn.

Dofir, Här Minister: Sidd Der der Meenung, datt eis Gemengen elo gutt opgestallt si fir de 25. Mee? Mussen nach weider Efforte gemaach ginn? A kënnen d'Gemenge mat Ennerstëtzung aus dem Interieur rechnen, fir sech op de Stéchdatum vum 25. Mee nach besser ze preparéieren?

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här Innenminister, den Här Dan Kersch.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Merci, Här President. Ech wollt och dem Här Zeimet Merci soe fir déi Fro, well se nach eng Kéier an Erënnung bréngt effektiv déi Date limite, déi virdu genannt ginn ass, déi vum 25. Mee 2018, wou dat europäesch Reglement jiddwerengem imposabel ass, also wou jiddweree et muss uwennen. Dat ass net méi ganz laang. Dofir hu mer och, mengen ech, am Virfeld schonn eis dorobber preparéiert mat enger ganzer Rei vu Concertatiounen tëschent den eenzelne Ministären, awer och tëschent dem Syvicol an dem Interieur, wou mer probéiert hunn, eis dorobber virzereeden.

Aus deenen Diskussiounen, déi mer do zesumme gefouert hunn tëschent Ministère de l'Intérieur, dem Syvicol, awer och aneren Akteuren nach, ass dann och déi Circulaire erausgangen, déi den Här Zeimet ugeschwat huet, wou mer, mengen ech, in extenso beschriwwen hunn, wat elo kuerzfristeg op d'Gemengen duerkennt.

Fir et eng Kéier ganz kloer ze soen, wien do nach derbäi war: Et waren och Leit vun der CNPD derbäi, vum SMILE, vun der Stad Lëtzebuerg, vum SIGI, an och de Commissaire à la protection des données, wou, mengen ech, de Syvicol sech elo kuerzfristeg och nach eng Kéier mat der ganzer Problematik ausenanergesat huet. Mengen Informatiounen no war nach des Woch oder d'lescht Woch eng Comité, eng Bureauaussetzung vum Syvicol, wou nach eng Kéier iwwert déi Thematik do geschwat ginn ass.

Fir eis am Ministère ass et natierlech wichteg, d'Gemengen drop opmierksam ze maachen, hinnen och dee Support ze ginn, wéi dat iergendwéi méiglech ass. Mä et ass awer och ganz kloer, dass d'Gemengen, sou wéi och de Stat, fir sech selwer, an och déi privat Betriber, dass jiddweree fir sech selwer responsabel ass, fir dat europäesch Reglement do ëmzesetzen.

Mir kënnen vum eiser Säit aus Hëllefstellung leeschten do, wou et gewünscht ass, haaptsächlech och, fir ze informéieren, wat iwwerhaapt verlaangt ginn ass. An den Här Zeimet huet ee Stéchwuert ugeschwat, dat ass dat vun deem berüümten Dateschutzbeoptragten, deen all Entitéit u sech muss hunn.

A fir konkret op d'Fro ze äntworten: Jo, et ass méiglech, dass e puer Gemengen zesumme sech esou en Dateschutzbeoptragte ginn. An et ass och méiglech, dat extern ze maachen. Dat heescht, et muss also kee sinn, dee selwer op der Gemeng schafft. Déi Fro do ass schonn eng Rei Kéieren och vis-à-vis vun de Leit am Interieur, déi fir deesen Dossier responsabel sinn, gestallt ginn. Do hu se och des Äntwert kritt, déi ech elo grad ginn hunn. An Dir wësst et och, et ass och nach ee Responsabelen an der CNPD, fir d'Gemengen an deem dote Beräich weider ze informéieren.

Et ass richtig: Et ass eng Erausforderung, déi do op eis duerkennt. Et ass virdu schonn hei ugeschwat ginn. Ech mengen awer, dass et am Interêt ass vu jiddwerengem, dass méi virsiichteg mat den Donnéeën vun deenen eenzelne Leit ëmgaange gëtt. An dofir si mer bereet, deesen Défi zesummen unzegoen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Innenminister. Mir sinn domat um Enn vun eiser Froestonn, déi a Wierklechkeet eng hallef Stonn war.

Mir géifen zu dem nächste Projet vun eiselem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7137, betreffend d'Autorerechter. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet, den honoreabelen Här Franz Fayot.

11. 7137 - Projet de loi relatif à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hannert deem komplexen, technesche Gesetzesprojet verstoppt sech e ganz wichtegen Enjeu. Et geet hei ëm d'Kärinteressie vun de Konschtschafenden - den Auteuren - an ëm eng besser Gestoung vun hire Rechter, dat souwuel an hirem Interessi, dass se kënnen vun hirer Aarbecht an hire Kreatiounen liewen, mä och am Interessi vun der kultureller Diversitéit an dem kulturelle Räichtum an Europa.

Mat deem Gesetz maache mer d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2014/26 perfekt. Dës Direktiv hätt schonn am Fong missen den 10. Abrëll 2016 ëmgesat ginn. An dowéinst si mer hei a Verzych a sinn och dowéinst vum Europäesche Geriichtshaff ugesicht ginn, wat awer net schlëmm ass, wa mer dat Gesetz elo hei schnell ëmsetzen.

Et gëtt also héich Zäit, dass mer deesen Text hei stëmmen. De Retard an der Ëmsetzung erkläert sech doduerch, dass mer gewaart hunn, bis de franséischen an de belsche Legislatuer hir Texter verabschit haten, well, wéi Der wësst, ass dat eis traditionell Inspiratioun am Beräich vun der Propriété intellectuelle. An dofir hu mer och hei des Kéier ofgewart, bis déi Texter do waren.

D'Direktiv 2014/26 huet zwee Haaptobjektiver: Engersäits wëllt si d'Governance, d'Transparenz an d'Responsabilitéit vun de Verwäertungsgesellschaften, den Organismen de gestion collective, verbessern, déi eben déi gemeinschaftlech Verwaltung vun de Kënschtler hiren Urheberrechter maachen.

An deene meeschte Fäll ass et jo esou, dass Kënschtler sech vertriebe loosse bei der Verwäertung vun hiren Droits d'auteur. Bei eis gëtt et dräi Verwäertungsgesellschaften. Dat ass engersäits d'SACEM am Beräich vun der Musek, d'ALGOA fir d'Filmer a LUXORR fir d'Bicher.

Deesen éischte Volet vum Gesetz betrëfft all d'Urheberrechter, also och déi vun Auteurs vu Filmer, Bicher a Musek.

Där Verwäertungsgesellschaft gëtt et der wéi 250 a ganz Europa. A si funktionnéieren op ganz verschidden Aart a Weisen, mol besser, mol méi schlecht, mä ëmmer streng no net harmoniséierten nationale Regeln. Et ass also esou, dass een an all Land en anere System virfënt. An dat hënnert natierlech eng gutt an effektiv Verwaltung vun Urheberrechter an der Europäescher Unioun a schuet domat am Endeffekt souwuel den Auteurs wéi den Utilisateuren.

Dobäi kënn, dass verschidder vun deenen Organismen an der Vergaangenheet staark kritiséiert gi si wéinst hirem Mangel un Transparenz an dass et och verschidde Skandalen gi si wéinst hirer finanzieller Gestoung.

Dofir gesäit d'Gesetz a sengem Titre II e komplette Kader vir, deen d'Rechter vun den Urheber definéiert, deen och seet, wéi ee Member gëtt vun engem Organismus, wéi a wouriwwer Decisiounen geholl ginn, also wéi d'Governance ausgesäit vun deene Verwäertungsgesellschaften, deen d'Surveillance vun deene Gesellschaften virgesäit an och d'Flichte vun de Gestionnaires.

Och den Ëmgang mat de Revenuen aus de Rechter an hir Distributioun si kloer definéiert, gradesou wéi d'Relatioun mat den Utilisateuren an d'Transparenz vis-à-vis vun den Titulairen vun Urheberrechter, déi elo méi kloer a méi strikt definéiert sinn.

Am véierten Titre vum Gesetz sinn d'Prozeduren am Fall vu Sträitfäll virgesinn, dat heescht, souwuel d'Plainte, d'Méiglechkeet, eng Plainte ze maache bei der Verwäertungsgesellschaft, d'Méiglechkeet, eng Mediatioun ze froen oder

eben och eng Geriichtsaffär ze maache beim Tribunal zu Lëtzebuerg.

Mä den Titre IV gesäit och d'Verpflichtung vir vun de Verwäertungsgesellschaften, fir en Agreement vum Minister ze hunn a sech och dorunner ze conforméieren.

Här President, wann ee mat deene Responsabele schwätzt vun deene Verwäertungsgesellschaften, da kritt ee gesot, dass deesen éischte Volet u sech keng grouss Retombéeë fir si huet. Et ass haaptsächlech eng Mise en conformité vun hire Statutte par rapport zu den Exigence vum Gesetz, woufir se dräi Méint hunn à partir vun der Entrée en vigueur vun deem Gesetz. Mä soss ass et esou, dass ee gesot kritt - an dat ass, mengen ech, eng gutt Nouvelle -, dass jiddweree prett ass, fir d'ëst Gesetz hei och en vigueur ze setzen a fir dat ze applizéieren, soudass hei am Fong keng grouss Ëmwälzungen a keng grouss Changementer op déi Akteuren duerkommen.

Den zweete grouse Volet vum Gesetz betrëfft déi multiterritorial Lizenzen. An dese Volet betrëfft just, an et ass wichteg, fir dat ze ënnersträichen, dee betrëfft just de Museksector. Et ass also elo méiglech, eng Lizenz fir méi EU-Länner erauszeginn, zur Bedéngung, dass den Organisme de gestion collective, d'Verwäertungsgesellschaft, dozou déi néideg technesch Capacitéit huet, fir d'ëst och ze geréieren. Et muss och garantéiert sinn, dass déi néideg Transparenz an d'Präzisioun gi si vis-à-vis vun den Titulairen, wat d'Informatioun iwwert d'Repertoiren ugeet, mä och iwwert d'Facturatioun an d'Versementer un d'Urheber.

Et besteet och d'Méiglechkeet, engem aneren Organismus, zum Beispill engem, mat deem een eng Relatioun huet, e Mandat ze ginn, fir multiterritorial Lizenzen ze verginn. Dat ass och virgesinn. An dat ass och wichteg am Fall vu Lëtzebuerg, well et ass gewosst, dass d'SACEM jo eng Filial ass vun der franséischer SACEM. A si profitéiert vun deem internationale Réseau an och vun der Plattform vun der franséischer SACEM, déi elo schonn eng vun deene gréisste Verwäertungsgesellschaften an der Welt ass an déi e Réseau huet an der ganzer Welt an eng Plattform, iwwert déi och elo scho kënnen Repertoiren am Internet zur Verfügung gestallt ginn, wat wichteg ass, fir eben d'Konscht vu Lëtzebuerg Kënschtler och a Reseau wéi Spotify oder iTunes kënnen disponibel ze maachen, an och op aneren Internetplattformen.

Dese Gesetzesprojet bréngt also och d'Matière vun der Verwäertung vun den Droits d'auteurs hei en phase mat der neier digitaliséierter Économie a mécht et méiglech, eben d'Repertoiren hei méi effikass zur Verfügung ze stellen.

Et ass och wichteg ze betounen, dass d'Lëtzebuerg SACEM e Member ass vum Armonia-Hub. Dat ass eng international Plattform, iwwert déi een Accès ka kréien zu Repertoiren, wéi gesot, an déi et eben och da méiglech mécht fir Kënschtler, fir vill méi eng breet Diffusioun weltwäit vun hire Kreatiounen, vun hire Musekstécker ze kréien.

Här President, nach e Wuert zu der parlamentarescher Aarbecht zu deemem Projet. Mir hunn am Hierscht d'lescht Joer an dräi Sitzungen den Avis vum Statsrot vum 4. Juli 2017 duerchgeholl, natierlech och de Gesetzesprojet article par article analyséiert, souwuel wéi déi verschiddenen Aise vum de Beruffskummeren.

Et waren eng Rei vun Opposition-formellen am Avis vum Statsrot wéinst net korrekter Transposition vun der Direktiv, mä och mat e puer Kriticken iwwert d'Prozedur, wat d'Recoursen ugeet an d'Kontroll ex post vun deenen Organismen, vun deene Verwäertungsgesellschaften duerch de Minister. Do waren eng Rei Bedenken ugemellt ginn. Mir hunn déi awer allequerte kënnen léisen, soudass déi Opposition-formellen och konnten opgehuewe ginn.

Et war eng Exceptioun, an dowéinst hu mer nach eng Kéier missen en Tour dréie mam Statsrot, an dat war eng Dispositioun am Artikel 13 Paragraf 4, wou d'Kommissioun proposéiert hat, e Minimum vun 10% vun de Revenuen vun all Verwäertungsgesellschaft fir déi sougenannt „promotion culturelle“ ze reservéieren. Dat ass vum Statsrot wéinst feelerhafter Ëmsetzung mat enger Opposition formelle beluecht ginn. De Statsrot huet gesot, dass d'Direktiv dat net géif hierginn, déi Decisioun och iwwert de Montant, den Niveau vun deene Revenuen, déi der Promotion culturelle virbehale géife ginn, dass dat eng Decisioun wär, eng souverän Decisioun vun de Verwäertungsgesellschaften duerch hir Assemblée générale. An dofir hu mer dat du gestraht.

Et ass awer esou, an ech mengen, dat ass e wichtege Punkt, dass d'SACEM konfirméiert, dass déi 10% hirer Praxis aus deene vergaangene Joer entsprechen. Dat heescht, dass all Joers ongeféier 125.000 Euro an d'Promotion culturelle ginn, ënner Form vu Produktioun vu CDen, ënner Form vun aneren

Aart a Weisen, wéi Lëtzebuerg Museker ënnerstëtz ginn, Promotioun am Ausland et cetera, soudass dat u sech souwisou scho geschitt.

Et sief och nach erwäant, dass mer eng Diskussioun haten, wat d'Form ugeet vun de Verwäertungsgesellschaften. Et ass jo esou, dass d'SACEM, an ech mengen, och déi aner hei, Asble sinn zu Lëtzebuerg. Mir hunn eis gefrot ee Moment, ob mer et hei net awer trotzdem mat enger kommerzieller Aktivitéit ze dinn hätten. Mir hunn awer du schlussendlech decidéiert, d'Fangeren dovun ze loosse, well dat hei e System ass, dee sech bewäert huet, an et och bei eis am Fong nach ni e Problem ginn ass mat deem Modell vu Gesellschaft, nach ni e Skandal do war, et ëmmer ganz seriö geréiert ginn ass, säit et d'SACEM ënnert där Form esou gëtt.

Här President, ofschléissend ass ze hoffen, dass mer mat deemem Gesetz europawäit eng besser a méi effikass Gestoung vun Urheberrechter kréien, duerch e besseren a méi transparente Fonctionnement vun deenen Organismen, déi et den Urheber erlaben, bezuelt ze gi fir d'Notzung vun hire Wierker, déi se selwer net kënnen kontrolléieren oder akloen, och am Ausland. Dat am Sënn engersäits vun engem besseren Zougang zu allen europäesche Wierker fir d'Leit, mä och a virun allem am Sënn vun engem besseren Schutz a Rendement vun de Rechter vun de Kënschtler, déi de Garant vun der Kreativitéit an der kultureller Villfalt an Europa sinn.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. D'Wuert huet direkt d'Madamm Diane Aehm fir d'CSV.

Discussion générale

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Europäescher Unioun gëtt et eng 250 Organismen, déi d'Autorerechter an déi dovunner ofgeleete Rechter, déi sougenannt „droits voisins“, fir hir Besëtzer geréieren. Si dreie ronn 6 Milliarden Euro pro Joer an. D'ëst ass en net negligéable Betrag. An 80% vun dese 6 Milliarden entfalen op musikalesch Wierker.

Am Kader vun hirer digitaler Strategie fir Europa huet d'Europäesch Kommissioun eng Direktiv erausginn, fir de Fonctionnement vun deenen Organismen de gestion collective vun den Autorerechter an den Droits voisins ze verbessern.

Des Weidere ginn och online multiterritorial Lizenze fir musikalesch Wierker etabléiert. Et gi Prozeduren opgestallt, fir eventuell Plainten ze behandelen, an et gi Mechanismen agefouert, fir d'Organismen de gestion collective ze kontrolléieren. Zu Lëtzebuerg setze mir des europäesch Direktiv ëm mam Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmme wäerten.

Zu Lëtzebuerg gëtt et dräi Organismen, déi kollektiv Autorerechter geréieren. Et sinn d'ëst d'SACEM, d'LUXORR an d'ALGOA. Si sinn déi Haaptbeträffe vun deemem Gesetzesprojet, e Gesetzesprojet, deen net einfach war a bei deem ech dem Rapporteur, dem Här Franz Fayot, wéilt Merci soe fir säi gudder schrëftlechen a mündleche Rapport.

Als CSV ass et eis wichteg, dass Lëtzebuerg Virreider ass an digitale Froen. Mir hunn des Punkten an der Vergaangenheet och ëmmer virgedriwwen, an d'ëst am Interessi vum Land a vun alle Bedeelegten. Aus deemem Grund wäerte mir och dem Gesetzesprojet vun haut zoustëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. D'Wuert huet direkt den Här André Bauler fir d'DP.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, och ech wëll am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporteur Franz Fayot villmoos Merci soen, dass hien eis deesen Dossier esou detailléiert a pertinent presentéiert huet. Et gëtt nawell dacks esou kniwweleg Projekte wéi deesen, déi ganz technesch sinn a wou d'Beamten, déi an d'Kommissioun kommen, den Androck hannerloossen, dass se sech vill mat der Gesetzesvirlag geplot a sech bal de Kapp domadder zerbrach hunn.

Dat hei ass esou e Projet, deen an der Ëffentlechkeet net grad am Fokus vum allgemengen Interesse steet an dach awer ganz relevant ass,

souwuel fir de kulturelle Milieu wéi och am Kontext vun der weiderer Verdeiwung vun der wirtschaftlecher Integratioun vun der Europäescher Unioun.

Bei dësem Gesetzesprojet handelt et sech ëm eng kläresch Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. An der zoustänneger Kommissioun gouf et dann och dozou e grouse Konsens. De Statsrot huet just e puer Objektiv formuléiert, soudass mer de Projet zweemol hu missen nobesseren, fir déi héich Kierperschaft zefridenzustellen.

Mir liewen haut an enger vun der Digitaliséierung geprägter Welt. A ville Beräicher ass dat Digital net méi ewechzedden. Denke mer nëmmen un d'Automobilindustrie, d'Gesundheitswiesen, un d'Finanzwelt mat de FinTech oder un d'Verwaltungswiesen! Ouni PC an Internet wieren d'Kommunikatioun an d'Iwwerdroe vun enger Abberzuel un Daten net méi denkbar.

Et verwonnert och net, dass dat Digital och d'Welt vun der Kultur erreicht huet. Besonnesch am Beräich vu Musek a Gesang ginn zeg Wierker iwwer d'Netz verspriet. De Rapporteur huet dat och virdu betout. De sougenannte Streaming erlaabt et, fir eng Hällewull vu Wierker online ze lauschten. Den Trend dozou, dass ee Musek éischter léint, also lauschtert ouni se ze besetzen, huet déi lescht Joren immens zougeholl. Dat weist och d'Zuel vun den Abonnente vun de groussen Ubidder wéi Spotify, Deezer, Apple Music an Amazon Music.

Här President, mir hunn et effektiv mat engem Paradigmewissel ze dinn. Et ass onméiglech, an dësem Beräich nach wéi fréier an de Kategorie vun nationalen Territoiren ze rasonéieren an ze agéieren. Den traditionelle Modell, op dee sech d'Organismen vun der kollektiver Verwaltung vun Urheber- oder Autorechter baséiert hunn, op deene se monoterritorial Lizenzen erausginn, dëse Modell ass wierklech net méi de Realitéit vum 21. Jorhonnert an de Konsumgewunnechten, déi d'Musek am Netz erméiglecht, ugepasst. Duerfir d'Noutwendegkeet vu multilaterale Lizenzen, déi déi national Grenzen iwwerschneiden.

An engem groussen europäesche Bannemaart, deen dem Zil vun der wirtschaftlecher Integratioun verflücht ass an duerfir all onnéideg Grenzen ofbaue wëllt, an esou engem Marché ass et jo nëmmen evident, dass mer eng wierksam Notzung vun den Autorechter an den Droits voisins ustriewen. Hei geet et jo och, wéi am Rapport steet, ëm eng Gläichbehandlung vun den Auteuren am Kader vun der ganzer Europäescher Unioun. An et geet drëm, all Schued ze vermeiden, deen duerch déi ënnerschiedlechste national Regelungen a Gestionsmodeller fir d'Auteuren entstoë kann.

Verschidden europäesch Organismen de gestion collective krute jo och reprochéiert, dass se net transparent genuch wieren an d'Auteuren hinnen eigentlech och ausgeléiwert wieren.

D'Direktiv, déi mer haut an nationaalt Recht ëmsetzen, huet duerfir am Fong zwee Ziler: eng Harmoniséierung vun de Verpflichtungen, un déi sech d'Sociétés de gestion collective am europäesche Bannemaart mussen halen, fir méi Transparenz an deem Beräich, deen déi europäesch Richtlinn ofdeckt, ze garantéieren. Hei zu Lëtzebuerg soll et jo bis dato keng weider Problemer domadder ginn hunn. Et kann ee souguer behaupten, dass eis Akteure bis elo esou funktionéiert hunn, dass dat, wat si gemaach hunn, novollzéierbar an duerchsichteg war. Och d'Kontroll vun dësen Organismen de gestion collective huet fir keng Kritik gesuergt.

Bei de Gesellschaften, déi hei zu Lëtzebuerg an dësem Secteur aktiv sinn, handelt et sech - de Franz Fayot huet et gesot - ëm d'SACEM, d'LUXORR an d'ALGOA. Dës mussen am Fong just hir Statuten änneren, fir den neie Verpflichtungen, déi d'Direktiv festschreift, Rechnung ze droen. Dës Obligatioun bezéie sech hauptsächlech op eng erweidert Informatiounspflicht an op d'Noutwendegkeet, fir verschidden Informatiounen op enger Homepage ze verëffentlechen.

Et sinn also keng nennenswäert Ännerunge fir dës Gesellschaften, et ass just e bëssen Aarbecht, fir d'Statuten unzepassen. D'Aart a Weis, wéi d'Droit-d'auteurs zu Lëtzebuerg agezunn an un déi betraffe Leit verdeelt ginn, wäert sech duerch dëst Gesetz net änneren.

D'Direktiv passt sech deemto dem Zäitalter vun der Digitaliséierung un. Hautdesdaags ginn zwar erëm méi Vinylplacke verkaaft, mä déi meescht Leit lauschten hir Liiblingsmusek am léifsten iwwer eng Streaming-Plattform.

Well awer an der neier digitaler Welt déi meescht Melomane Musek iwwer Streaming-Plattformen héieren, gëtt mat dëser Direktiv, déi haut mam Vott vun dësem Projet de loi ëmgesat gëtt, den Accès zu deene sougenannte multiterritoriale Lizenze vereinfacht. Dat ass dat zweet Zil.

Bis elo war eng Lizenz jo ëmmer un den Territoire vun engem Land gebonnen. A wann een als Déngschtleeschter a méi Länner aktiv war, hunn déi zoustänneg Sociétés de gestion collective bi- oder multilateral Representatiounsacorde mat engem missen ofschléissen. Domadder ass dann elo Schluss.

Här President, dëst Gesetz wäert derfir suergen, dass déi ronn 250 Gesellschaften, déi europawäit an dësem Secteur aktiv sinn, ënnert deeneselwechte Bedéngungen d'Droit-d'auteurs fir d'Titulair vum dësen andreiwe kënnen an dass dës vun deeneselwechte Garantien an der ganzer Europäescher Unioun profitéieren kënnen, egal aus wat fir engem Land se kommen. D'Direktiv encouragéiert a vereinfacht jo d'Konzessioun vu multiterritoriale Lizenzen, dëst, fir d'Entwécklung fir Museksservicer am Netz ze féerden. Dës Ustreuung misst zu enger besserer Verbreedung vu musikalesche Wierker bäidroen, andeems och grad d'Rechter vun den Auteure respektéiert ginn.

Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'No-lauchteren. Och nach eng Kéier dem Rapporteur en härezeleche Merci! An ech ginn dann den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An den nächste Riedner ass den Hér Gérard Anzia fir déi gréng.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Hér President. Ech maachen et e bësse méi kuerz. Et geet hei an dësem Gesetz also ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. E grouse Merci un de Fränz Fayot, deen am Detail beschriwwen huet, ëm wat et geet: Et geet ëm d'Stäerkung vum Künstler a sengen Rechter.

E grouse Merci och un d'Mataarbechter vum Ministère, déi an dëser Matière, déi awer heiansdo e bësse méi holpereg war a Revirementer mat sech bruecht huet, de Fuedem ni verluer hunn.

An ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Als Nächsten huet d'Wuert: den Hér Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Hér President. Ech wëll och den Accord vun der ADR zu dësem Projet bréngen a mech de Mercien un de Rapporteur uschléissen, mä natierlech och ganz besonnesch un d'Beamten, an do virun allem den Hér Kaufhold, dee mat grousem Sachverstand a mat grousser Perspicacitéit eis duerch déi Matière do gefouert huet.

Ech hunn eng eenzeg Kritik, an dat ass, dass mer hei mengen, et wier eng „lex SACEM“. Zu Lëtzebuerg gëtt et eng franséisch Gesellschaft, déi hei eng Succursale huet, déi SACEM heescht, mä et gëtt, wéi och schon ervirgehuewe ginn ass, 250 aner Gesellschaften uechter Europa. A ganz vill Lëtzeburger Kreateure si bei anere Gesellschaften wéi där Lëtzeburger. Mir sollten also net esou maachen, wéi wann do e Monopol géif bestoen. Ech selwer hunn déi grouse Eier, därfe Membre associé ze si vun der Sabam, dem belschen Equivalent, der Droit-d'auteurs-Gesellschaft fir d'Wierker vum Camillo Felgen. An ech denken, et sollt een net esou maachen, wéi wann dat heiten e Gesetz nëmme fir déi Lëtzeburger Gesellschaften wier. Et gëtt anerer, et gëtt aner Kreateuren an et gëtt aner Verwärtungsgesellschaften.

Ceci étant dit, bréngen ech, wéi gesot, den Accord vun der ADR-Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet d'Regierung, den Hér Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Jo, Merci, Hér President. Ech wäert och ganz kuerz sinn. Ech wëll dem Rapporteur fir säi Rapport e grouse Merci soen. Ech wëll awer och der ganzer zoustänneger Chamberskommissioun Merci soen. Ech weess, dass et net ëmmer einfach war, fir dee Projet do hinzekréien. Et ass e relativ komplexe Sujet, wou et ebe just drëm geet, fir de Funktionement vun den Organismen de gestion collective ze vereinfachen, ze verbesseren am Beräich vun den Droits d'auteurs an den Droits voisins.

Wéi gesot, ech si ganz frou iwwer dat, wat elo erauskomm ass. Ech mengen, dat ass e Kompromiss, mat deem, wéi ech och hei héieren, jiddwereen „ëm den Dësch“ ass vläicht e falscht Wuert, mä hei „an de Bänken“ ka

liewen. Dofir e grouse Merci der Chamber a speziell dem Rapporteur!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Hér Minister. Mir sinn dann um Enn vun eisen Diskussiounen zum Projet 7137 ukomm a mir kéinten iwwer de Projet ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7137 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

60-mol Jo, also hu mer Eestëmmegkeet fir de Projet.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen), Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da ginn ech dervun aus, dass d'Chamber och d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7136, enger Ofännerung vum Code de la consommation am Beräich vun de Reesen. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Tess Burton.

12. 7136 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne les voyages à forfait et les prestations de voyages liées, et modifiant la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Rapport de la Commission de l'Économie

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Merci, Hér President. Léif Kolleginnen a Kollegen, de Projet de loi mat der Nummer 7136, deen ech lech elo hei presentéieren, ass den 12. Mee 2017 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider deposéiert ginn.

An dësem Gesetzestext geet et ëm d'Voyages à forfait an ëm d'Prestations de voyages liées. Eier ech op den Detail vum Projet aginn, wëilt ech lech gäre kuerz erklären, wat een ënnert deenen zwou Bezeechnunge versteet.

De Voyage à forfait, och Pauschalrees genannt, ass e Package vun enger Rees, wou de Client alles matenee bucht. Zum Beispill bucht de Client mat deem Package eng komplett Rees, dat heescht, den Transport, den Hotel a vläicht nach en Auto oder en Ausfluch. Ënner Prestations de voyages liées, och einfach Mateneeverbonne-Reesleeschtunge genannt, bezeechent ee verschidde Leeschtungen, déi getrennt an noene gebucht kënnen ginn. Zum Beispill kritt de Client, nodeems hien e Fluch gebucht huet, nach eng Propos fir en Hotel gemaach a kann deen dann och nach buchen. Dëse Fall féint een oft am Internet, wou, nodeems een e Fluch gebucht huet, zum Beispill eng „Pop-up-Fenster“ opgeet an een eng Propos fir en Hotel gemaach kritt.

Komme mer zrëck op de Contenu vum Projet de loi. De Gesetzestext gesäit vir, eng EU-Direktiv ëmzesetzen, déi als Zil huet, eng Rei Verbraucherrecht bei Pauschalreesen a Reesleeschtunge festzeleeën. Fir méi präzis ze sinn:

Et soll mat dëser Direktiv eng vollstänneg Harmoniséierung vun de Rechter a Flichten, déi bei Kontrakter fir Pauschalreesen a verbundene Reesleeschtungen entstinn, erreicht ginn, fir esou e gudden an eenheetleche Schutz vum Verbraucher ze garantéieren.

Fir d'Direktiv kënnen an eis Gesetzgebung ze transposéieren, muss dat ganzt Kapitel 5 vum Buch 2, Titel 2 vum Code de la consommation ëmgeschriwwen ginn, wat dann och mat dësem Projet de loi geschitt. Déi nei Regele fir d'Organisatioun vu Pauschalreesen betreffen ab elo dann net nëmmen déi klässche Reesagenen, déi duerch d'Gesetz vum 21. September 2011 eng Autorisatioun kruten, mä dës Ännerunge betreffen elo och all d'Akteuren aus dem Tourismus, déi esou Pauschalreesen zesummestellen an ubidden.

Der Direktiv wéi och dem Projet de loi säin Objektiv ass et, fir de juristesche Kader vun dëse Reesen un d'Entwécklung vum Marché unzepassen. Niewent den traditionelle Vertriebsweeër wéi de klässche Reesagenen huet sech och den Internet als Mëttel duergesat, fir Reesen unzbidden an ze verkafen. Doderch ass dann och de Besoin entstanen, fir d'Notiounen „forfait“ an „prestations de voyages liées“, also d'Pauschalreesen an d'verbundene Reesleeschtung, ze definéieren an och d'Flichte vun den Ubidder wéi och d'Rechter vun de Reesenden ze klarifiéieren an ze präziséieren.

Bon, rechtlech gesi befanne sech nämlech déi grouss Unzuel vun de Kombinatiounen u Reesleeschtungen an enger Grozou oder falen net an den Uwendungsbereich vun der besteeënder Direktiv. De Wonsch vun den europäesche Gesetzesschreiver war et dofir, de juristesche Schutz vun dëse Reesleeschtungen un d'Entwécklung vun der haiteger Zäit unzepassen, d'Transparenz ze erhéien an de Reesenden an den Agencéi méi Rechtssécherheet ze ginn.

De Konsument profitéiert also elo vu méi Schutz a folgenden dräi Situatiounen: bei enger fäerdeger Pauschalrees, bei Pauschalreesen, déi op Mesure gemaach ginn, also op Basis vum Client senger Wënsch, a bei Reesleeschtungen, déi zousätzlech offréiert ginn.

Déi wichtegst Changementer betreffen also éischstens d'Definitioun vun der Pauschalrees, zweetens d'Aféierung vun der Notioun Prestations de voyages liées, also de Reesleeschtungen, an drëtens d'Präzisatiounen zu de Flichte vun de Professionellen an de Rechter vun de Konsumenten.

Déi eenzel Dispositiounen vum Gesetzestext sollen dann elo och nach virun der Sommervakanz a Kraaft treden, fir genee ze sinn den 1. Juli 2018.

Här President, den europäesche Gesetzeschreiver huet hei versicht, e Maximum un Harmonisatioun ze schafen, andeems d'Memberstate verbuede kréien, fir widerhin Dispositiounen an hirer Gesetzgebung ze hunn, déi sech vun deene vun der Direktiv ënnerscheeden. Esou erhofft ee sech e bessert a méi transparent Fonctionnement vum Marché souwéi awer och méi ee groussen an uniforme Schutz vum Konsument, wat d'Kontrakter tëschent Reesenden a professionellen Ubidder bei Pauschalreesen a verbundene Reesleeschtungen ueget.

Dësem Wëlle kënn Lëtzebuerg natierlech no an esou ass dëse Gesetzestext eng Transposition à la lettre vun der virleiender Direktiv.

Wat de finanziellen Aspekt ueget, esou muss een eng Personalopstockung virgesinn, fir eng Kontaktstell ze grënnen, un déi sech Reesender an och déi Professionell kënnen wenden. Dës Persoun, déi sech dorëm soll këmmen, ass scho säit dem Februar am Ministère designéiert.

Här President, ech kommen dann elo zum Schluss nach kuerz op den Avis vum Statsrot. Dee krut d'Chamber de 7. November d'lescht Joer zugeschéckt. De Statsrot hat a sengem Avis eng Opposition formelle, déi de Prinzip vun der Legalitéit vun den Incriminatiounen an de Strofe vum Artikel 14 vun der Constitution opwerft. Laut dem Statsrot missten déi Infraktiounen kloer definéiert sinn. Deem ass déi zoustänneg Chamberskommissioun och no-gaangen an huet Ufank des Joers eng Lettre d'amendement formuléiert mat deenen néidege Präzisatiounen.

Opgrond vun deenen Amendementer, déi vun der Ekonomieskommissioun ausgeschafft goufen, huet de Statsrot a sengem Avis complémentaire vum 6. März 2018 déi Opposition formelle dunn och erëm fale gelooss.

Voilà. Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'No-lauchteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Burton. An d'Wuert huet elo d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, obwuel d'Ouschtervakanz virgëschter erëischt op en Enn gaangen ass, geet et an dësem Gesetzesprojet och ëm Vakanz, a fir méi präzis ze sinn, ëm d'Forfaits- oder Pauschalreesen.

Dass mir Lëtzebuerger gäre reesen, dat ass bekannt. Emmerhi buche méi wéi 80% vun de Leit all Joers eng Vakanz. An domadder si mer Vakanzespëtzereder hei an Europa.

De Reessecteur ass awer e Secteur, dee sech rasant verännert. Haut verreesen d'Leit aneschtens wéi fréier, si buchen och aneschtens wéi fréier, an d'Offer ass eng aner wéi fréier. D'Agence de voyage ass scho laang net méi déi eenzeg Plaz, wou ee Reese ka buchen. A fir eben deenen neie Gegebenheete Rechnung ze droen an dat Ganzt um europäeschen Niveau ze reglementéieren an ze harmoniséieren, transposéiere mer mat dësem Gesetz integral eng europäesch Direktiv iwwert d'Forfaitsreesen.

Duerfir wëll ech och der honorabeler Rapportrice Tess Burton villmools Merci soe fir hire mëndlechen an och schrëftleche Rapport.

Déi nei Regelen, wéi se an der Direktiv virgesi sinn, bezéie sech an Zukunft dann och net méi just op d'Agents de voyages, mä op sämtlech Professionell aus der Tourismusbranche, déi esou Forfaiten, also esou Pauschalreesen, zesummestellen a proposéieren.

An Zukunft gëtt ënnerscheet tëscht Detaillant an Organisateur. Deen, dee finalement an Zukunft haft, ass de Reesorganisateur, also den „tour operator“. Dat gëllt dann och fir d'Internetportaler a Saache Reesen, déi mer elo besser reglementéieren, wéi dat bis dato de Fall war. Do ware mer dacks an engem Genre Grozon, wéi dat an der EU-Direktiv heescht.

Alles in allem also eng gutt Saach. Dernieft sollen dann d'Rechter, awer och d'Flichten, déi aus engem Verkaf vun enger Pauschalrees entstinn, EU-wäit harmoniséiert ginn. De Client ka besser vergläichen an d'Consommateur kënnen besser an hire Rechter protegéiert ginn.

Mä wéi kënnst elo dee bessere Schutz vum Voyageur zustanen? Aneschtens gefrot: Wat ännert konkret? Abee, heirop sinn zwou Äntwerten ze ginn. Éischtens, déi Regelen, déi bis elo just fir d'Agents de voyages gezielt hunn, gëlle vum Juli u fir alleguer déi Professionell aus dem Tourismussektor, déi Pauschalreesen ubidden. An zweetens, d'Rechter vum Voyageur gi präziséiert, gestärkt an ausgeweit, virun allem, wéi gesot, am Internet.

Ganz konkret gëtt de Schutz vum Reesenden duerch dräi nei Notioune vergréssert: dem sougenannten „forfait précomposé“, deen éischter der traditioneller Katalogrees entsprécht, dem „forfait sur mesure“, wat eng Reesform „on demand“ ass, an drëttens mat där neier Formule „prestations de voyages liées“, wou ee sech seng Reesmoduler am Fong geholl selwer kann zesummebastelen. An deem Fall huet een et mat enger Kombinatioun vu Reesleeschtungen am Kader vun enger eenzeger Rees ze dinn, awer mat méi wéi engem Dëngschtleeschter. D'Leit kréie vun elo u ganz kloer gesot, wie fir déi korrekt Ausféierung vun hirer Rees haftbar ass.

E puer Froe si fir eis als CSV awer nach net gekläert a vläicht kann de Minister eis jo do-robber äntwerten. An zwar wéisste mer gären, wéi eng Qualifikatiounen een an Zukunft muss hunn, fir esou Reesen zesummenstellen an ze proposéieren. Den aktuellen Agent de voyages fällt jo ënnert den Droit d'établissement a muss och deementspreechend Qualifikatiounen virweisen. Wéi ass dat fir déi aner Leit?

Da feelt eis och méi eng präzis Definitioun vum Detaillant. Am Text vun der Direktiv steet, den Detaillant wär «un professionnel autre que l'organisateur qui vend ou offre la vente de forfaits élaborés par un organisateur». Dat wäert sech jo dann op d'Reesagence bezéien. Wéi gesäit et mat hirer Responsabilitéit aus? Responsabel fir d'Forfaitsreesen ass jo den „tour operator“. Mä wéi ass et mat den Agencen? Si si just e Revendeur an hu weider keng Responsabilitéit? Wéi sou si mer hei net op de Wee gaange wéi Frankräich an hu fir de Regime vun der Responsabilitéit solidaire tëscht „tour operator“ a Reesagence optéiert?

An da stelle mer eis och, genau wéi d'ULC, Froen zu der praktescher Applikatioun vun der Garantie géint d'Zuelungsonfäegkeet. Well souwuel dës Assurance, déi bis dato obligatoresch war, genee wéi och déi vun der Responsabilitéit civile professionnelle spécifique, déi fa-

len ewech. Elo soll eng Garantie des Zomm couvréieren déi raisonnablement virusége-sinn ass. Mir froen eis: Wéi soll dat konkret funktionéieren? Wéi soll séchergestallt an och kontrolléiert ginn, dass am Fall vun enger Faillite genuch Suen do sinn, fir déi Avancen, déi scho bezuelt gi sinn, zrëckzebezuelen?

Problematesch gëtt et och, wann ee Forfait, dee vun engem „tour operator“ aus engem anere Land zesummegestallt gouf an awer vun enger Lëtzebuerger Reesagence verkaaft ginn ass, net esou exekutéiert gëtt, wéi e misst. Hei ass an Zukunft d'Commission luxembourgeoise des litiges de voyages nämlech net méi kompetent. De Konsument muss sech an esou engem Fall un eng aner Instanz am Ausland wenden, wat dee ganze Prozess onnéideg verkomplizéiert.

Och deele mir als CSV déi aner kleng Suerg, déi de Konsumenteschutz mat dësem Gesetz huet, nämlech dass et vläicht kéint méi schwéier ginn, zu sengem Recht ze kommen, wann ee via Internet am Ausland an dacks och nach iwwer verlinkte Websäite seng Rees bucht.

Mir als CSV wäerten d'Transpositioun vun der Direktiv matstëmmen, och wann d'Ëmsetzung eiser Meenung no net optimal ass.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, Kolleginnen a Kollegen, fir d'Éischt wëll ech och der Madamm Tess Burton en hærzleche Merci soe fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen eis dëse Projet de loi méi no bruecht huet.

Ech wëll awer kuerz vun der Geleeënheet profitéieren, fir e puer Neierungen nach eng Kéier ze beliichten, well déi mer wichteg schéngen. An eis allegueren als DP-Fraktioun och.

1990, wéi déi éischt Direktiven erauskomm sinn, fir de Schutz vun de Konsumente wirklech unzeleieren, du war dee ganzen Internet praktesch nach an de Kannerschong. A wa mer eng Rees gebucht hunn, da si mer gemittelt an eise Reesbüro, mat deem mer gewinnt waren, reservéiere gaangen an hu gehofft, dass alles géif gutt goen. A meeschtens ass et och gutt gaangen.

Elo huet d'Welt sech terribel geännert. Wann een d'Sondage kuckt, da sinn et, jee no Sondage, momentan tëschent 57% an 80% vun de Leit an haaptsächlech déi Jonk, déi hir ganz Reesen an hir Flich online reservéieren. A wéi gesot, d'Reesbüro sinn nach do, mä net méi esou vill.

Dofir ass et extrem wichteg, dass elo hei „de l'ordre dans la boutique“ geschaaft gëtt, fir dass mer déi Direktiv, ëm déi et haut geet - an dat ass och déi scho vun 2015 -, an eis national Legislatioun ëmsetzen.

Wa mer Reese bestellen iwwer e Site, dann ass et jo esou, dass een dat kann an engem Land maachen, mä déi sinn och aktiv europawäit a weltwäit. An dofir geet u sech d'Direktiv esou wäit, elo am ganzen europäesche Bannemaart praktesch eng Harmonisatioun vun deem ganze Secteur ze forcéieren. Virdu war et esou, dass déi national Staten awer nach konnten extra Regelen huelen, an dee Moment war trotzdeem eng bestëmmten Insécurité juridique do, well een net genau wousst, jee nodeems a wat fir engem Land ee war, wat een da konnt maachen.

Elo ass et ganz wichteg fir de Konsument, dass e genee weess, wie responsabel ass, wann eng Rees gebucht gëtt, an u wien e sech ka wenden. Bis dato war et esou, all déi vun lech, déi online funktionéieren - ech loosse mer heiansdo vu menge Kanner hëllef, well ech dann ëmmer fäerten, ech géif awer nach e Feeler maachen -, wann een zum Beispill e Fluch bucht: Knapps huet een de Fluch gebucht, dann op eemol ginn nei Säiten op an da sinn do Hotellen drop, Voitures de location, e ganze Koup Ausflich. An da geet een, wann een elo net ganz gewiift ass, dervun aus, dass een dee Moment een Interlocuteur op deem Site huet, an en fin de compte huet een der véier. A wann iergendeppes net klappt, dann ass een extrem gehäit, fir dann ze wëssen: Wéi kommen ech dann elo un deen, wann ech e Schued hunn? Oder wann iergendeppes net klappt, fir iwwerhaupt d'Responsabilitéiten ze determinéieren.

Elo ass et esou, dass just deen, an nëmme deen, deen de Site geréiert, responsabel ass, wa mir de Moment elo eng Rees an och Exkursiounen an Autoen an esou weider online buchen.

Wat d'Reesbüroen ugeet, gëtt et och zwou grouss Ännerungen, déi wichteg sinn. Ech weess net, ob déi éischt de Reesbüroen onbedéngt Spaas mécht. Bis dato hu si allegueren eng spezifesch Autorisation d'établissement a si haten u sech de Monopol, fir déi Reesen ze organiséieren. Elo ass et esou - ass et Simplification administrative, ech weess et net -, mä jiddefalls ass et esou, dass eng Ännerung kënn. Do geet et duer, fir eng Autorisation pour activités et services commerciaux ze hunn. Do gëtt dee Moment u sech de Reesbüro gläichgestallt mat den Hotelieren an anere Prestateurs de services, déi an deem Secteur sinn an déi Reesen ubidden.

Bon, wéi gesot, de Monopol ass gebrach. Et muss ee kucken, wéi eis Reesbüroen elo domat eens ginn.

Dat Zweet, an d'Françoise Hetto huet et och schonn extra ënnerstrach: Et muss een och kucken, wéi wäit dat elo eng Vereinfachung gëtt oder eng Erschwéierung fir déi Leit, déi Reese kafen. Wat ass, wann een elo an de Reesbüro geet an et bestellt een eng Rees? Dann huet ee jo normalerweis en internationalen, ee vun deene groussen Touroperateuren hannendrun. A bis dato huet ee sech dann iwwert de Reesbüro beschwéiert. Mä elo muss een direkt un den internationalen Operateur goen. Dat kann elo méi effikass a méi schnell ginn.

Mä et ass awer och esou, well dat weess ech aus der Praxis, ganz oft, jee nodeems, wéi wéineg oder wivill Schued et ass a wivill Soucien an Embêtement dat fir de Reesende mat sech bréngt, ass dee schonn discouragéiert, fir iwwerhaupt unzefänken, den internationalen Touroperateur do ze belangen. Et muss een eben elo kucken an der Praxis, wéi wäit dat elo eng Verbesserung ass. Mä jiddefalls ass dat awer de Wëlle vun der europäescher Direktiv, ebe just fir d'Harmonisatioun am ganze Secteur ze bréngen.

D'DP-Fraktioun ka mat deenen Neierungen liewen. Mir droe se mat, an der Hoffnung zwar trotzdeem, dass et e bëssen e Worst-Case-Zenario ass, dass d'Leit awer allegueren kënnen hir Reesen organiséieren, ouni gréisser Soucien ze hunn. Well dat hei ass eppes, wat am Prinzip jo gemaach ass, fir wa Saachen net klappen, a fir ze wëssen, u wien ee sech da ka wenden, wéi d'Responsabilitéiten do verdeelt sinn.

Mir hoffen, dass et eng Amélioratioun gëtt, déi Harmonisatioun am ganze Bannemaart, dass jidderween a sengem Land besser weess, wat en dierf an net dierf. An dass d'Seriositéit awer virugeet, dass d'Rees ka gemaach ginn, ouni dass déi Neierungen dauernd müssen invoquéiert ginn.

An dofir bréngen ech och mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun a soen lech Merci fir Aert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll lech elo net allegueren direkt erëm an d'Vakanz schécken, elo komme Verschiddener erëischt grad erëm. Ech mengen, mat der Ëmsetzung vun...

(Interruption)

Voilà, déi net waren, déi sollen nach e bësse waarde bis nom 1. Juli, well mat der Ëmsetzung vun dësem Gesetzestext, wëll heeschen der europäescher Direktiv, ginn d'Flichte vun den Ubidder eng Kéier méi kloer definéiert an d'Rechter vun de Konsumente gestärkt.

An duerfir fir d'Éischt emol e grouse Merci un d'Tess Burton fir säin ausféierleche Rapport, an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Roy Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Ech bréngen och den Accord vun der ADR. Ech muss allerding praktesch all Virriedner widderspreechen. Mir hu säit 2004 eng Direktiv, déi de Konsument schützt an allem, wat Forfait ass, sief et ee Forfait préétabli oder sief et e Forfait, deen zesummegesat gëtt. Dat ass net nei.

Wat nei ass, an d'Simone Beissel huet zu Recht drop higewisen, dat sinn déi Internet-Forfaiten, wou Prestations liées gebucht ginn. Ganz besonnesch onrecht gi muss ech dem Françoise Hetto. Wéi déi Direktiv 2004 ëmgesat ginn ass, huet Lëtzebuerg, ënnert dem deemolege Minister Fernand Boden, eng Transpositioun a maxima gemaach. Dat heescht, hien huet effektiv déi Responsabilitéit vum Agent de voyages mam „tour operator“, déi Koresponsabilitéit agefouert, wat falsch war. Firwat?

Ma wat ass dee gréisste Risiko? Dee gréisste Risiko ass: Ech buche bei engem „tour operator“, ech fléien iergendwouhin an ech bleiwe sëtzen, well dee Faillite mécht a säin Charter net bezilt, an ech kommen net méi heem. Well mat IATA-Billjeeën, mam Linneverkéier, gëtt et dee Risiko net duerch IATA-Regelen. Dee Risiko gëtt et nëmme iwwert den „tour operator“. A vu datt dee jo schonn eng Garantie huet, déi garantiert, datt d'Leit heembrecht ginn, war et deemools een absoluten Nonsens, fir ze soen: Och de Lëtzebuerger Agent de voyages, deen déi Rees just verkeeft, ass derfir matresponsabel.

Duerfir ass dat heiten ee grouse Fortschrëtt, datt do eng Bürd ewechgeholl gëtt vun engem Revendeur vu fäerdege Forfaite vun „tour operators“, déi jo scho garantiert sinn. Et ass also eng extrem intelligent a positiv Neierung, en plus nach déi Saach mam Internet.

An duerfir bréngen ech mat Freed den Accord vun der ADR-Fraktioun.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn. Ah, d'Madamm Hetto fret d'Wuert.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Jo, wann Dir erlaabt, Här President, ech wëll awer dem Här Reding äntwerten. Och wann Dir der Meenung sidd, dass dat net richtig ass, wat den Här Boden deemools agefouert huet, da wëll ech just vun lech wëssen: Firwat ass dann elo Frankräich higaangen an huet haart Negotiatiounen gefouert, fir ebe just bei sech déi Responsabilité solidaire do tëscht dem Organisateur an der Agence anzeféieren? Also, da mussst Der de Fransousen och soen, si hätten näischt verstanen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, d'Fransouse maache vill Topegkeeten, mä mir muss se net allegueren matmaachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Elo si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Jo, Merci, Här President. Och ech soen der Madamm Tess Burton e grouse Merci fir hire Rapport. Merci och der Kommissioun fir déi Aarbecht, déi do gelescht ginn ass.

Ech mengen effektiv, dass et esou ass, dass dat heite Gesetz op enger Direktiv vun 2015 baséiert, déi komm ass, well eng Rei Saache sech awer an der Welt geännert hunn, ënner anere d'Liberaliséierung vum Transportsecteur, déi derzou gefouert huet, dass ganz nei Forme vu Rees vu Secteur entwéckelt gi sinn. Et ass och esou, dass den Usage vum Internet ëmmer méi an de Vierdergrond kënn an dass de Comportement vum Consommateur, fir eng Rees ze buchen, sech staark geännert huet an der leschter Zäit.

An et geet ebe just drëm, dem Consommateur méi Garantien ze ginn, en ze schützen vis-à-vis vun Organisateuren vu Reesen, vu Pauschalreesen, déi eventuell net ganz seriöus sinn. Speziell och, well bei organiséierte Pauschalreesen et herno ganz oft schwéier ass fir de Consommateur, wann et zu engem Litige kënn, erauszefannen, wien dann elo responsabel ass, u wien hie sech muss wenden, wann hien e Problem hutt.

An dofir hu mer dat alles haut an deem heite Gesetz kloer definéiert an och d'Responsabilitéit kloer festgeluecht. Mir hunn zum Beispill gesot: Wann esou e Voyage à forfait, esou eng Pauschalrees, vun engem Organisateur ugebuede gëtt, dann ass et an Zukunft ganz kloer, dass hien, an hien eleng, responsabel ass vis-à-vis vu sengem Client, vum Consommateur, deen déi Rees gebucht huet. An e kann net verweisen op seng Sous-traitanten, déi eventuell e Feeler gemaach hunn. Ech mengen, dat ass ganz wichteg.

Mir hunn och eng Definitioun gemaach vun dem Voyage lié, dee meeschtens geschitt iwwer Internet, wou Clientë sech op deem enge Site e Vol buchen, op deem anere Site en Hotel buchen, op deem nächste Site en Auto lounen. Do ass et natierlech ganz kloer esou, dass all Prestataire responsabel ass fir deen Deel vu Service, deen en dem Client verkaaft huet.

Wat elo d'Aktivitéit vum Agent de voyages ugeet: Déi Aktivitéit gëtt et tel quel net méi. An déi ass remplacéiert ginn duerch eng Autorisation fir Activités et services commerciaux, wat

de Sujet besser ẽmschreift, wat e m'ei large ẽmschreift, wat en haut jo och ass.

An et ass och esou, an dat ass, mengen ech, am Interẽt vum Consummateur, dass deen, deen eng Pauschalrees organisẽiert, muss eng Assurance hunn, fir bei enger eventueller Insolabilitẽit opzekommen, fir dass, wann den Organisateuor vum enger Pauschalrees sollt insolabel ginn, dann de Client net am Ree stoe bleift an dass seng Vakanz trotzdeem ka stattfannen.

Voilà. Dat gesot, e kuerze Resumé, wat d'ei Hauptpunkte sinn, firwat dat Gesetz wierklech am Interẽt vun de Leit dobaussen, vun de Consummateuren ass.

An e grouse Merci och der Chamber, fir deen heite Projet ze ẽnnerstẽtzen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Prẽsident.** - Merci och.

Mir g'eißen dann zur Ofstẽmmung iwwert de Projet de loi 7136 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7136 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstẽmmung fãnkt un. Fir d'ẽischt d'ei persẽnlech Stẽmmen, dann d'Procuratiounen.

D'Ofstẽmmung ass mat engem Hechtsprong elo ofgeschloss.

(Interruption)

Huet jiddwereen ofgestẽmt? 59-mol Jo, also Unanimitẽit.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7136 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech ginn dann dovun aus, dass d'Chamber och d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decid'iert.

Mir g'eißen zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7162 iwwert d'Evaluatioun vun den ẽmweltimpakter. An de Rapporteur, den honorabelen Hãr Henri Kox, ass scho prett. Hãr Kox, Dir hutt d'Wuert.

13. 7162 - Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification:

1° de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux;

2° de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

3° de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

4° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Henri Kox** (d'ei grẽng), rapporteur. - Merci, Hãr Prẽsident. D'ese Projet de loi geet iwwert d'Evaluatioun des incidences sur l'environnement et portant modification vun direkt

v'ier Gesetzgebungen, nãamlech dem Gesetz vum Remembrement vun 1964, wat jo och schonn e puermol modifi'iert ginn ass; dem Gesetz vun 1999 iwwert d'Établissement-classé; dem Gesetz vun 2004 iwwert d'Protection de la nature an dem Gesetz vun 2008, dat sougenannt Waassergesetz.

D'ese Projet de loi, och nach EIE gemengerhand genannt, ass eng wichtig ẽmweltgesetzgebung, fir direkt am Virfeld vun engem gr'essere Projet d'Auswirkungen op de M'ensch, d'ẽmwelt an de Klima ze analys'ieren an d'ei n'ideg Precautiounen virzugesinn.

D'Zil vun d'erer Evaluatioun ass, e motiv'ierte Rapport direkt zesammenstellen, deen herno och Bestanddeel vun der Autorisatioun vun dem Projet wãert ginn, an d'est natierlech am Respekt vum M'ensch, der ẽmwelt an dem Klima.

D'est g'ellt natierlech fir ẽffentlech Projeten, ech kommen herno kuerz dorop zr'eck, an natierlech fir privat Projeten oder gr'essere Investitiounen.

Et ginn, w'ei virdru gesot, mat d'esem Gesetz och nach v'ier aner Gesetzgeber matber'icksichtigt. Et ass u sech e Kadergesetz, en ẽmweltkadergesetz, wou bei d'ar Evaluatioun v'ier parallel Gesetzgeber gl'ichzãitig ber'icksichtigt ginn. Dat ass nach eng K'ier, w'ei gesot, d'Remembrementsgesetz, alles wat d'Agrarflãchen ubelaangt; et ass d'Gesetz iwwert d'Établissements classés, w'ei scho gesot, d'Auswirkung op d'Natur an natierlech och d'Auswirkung, wann et ẽm d'Waasser geet.

Et ass och de Moment ganz an der Aktualit'it. Net m'ei sp'eit w'ei d'ei lescht Wochen ass iwwer eng Evaluatioun vun ẽnnerschiddleche gr'essere Betriber schonn an der ẽffentlecher Meinung diskut'iert ginn. Et geet an d'erer Analys ẽnner anerem ẽm d'Beetebuerger Juggurtsfabrik, ẽm d'Steewollfabrik zu D'ifferdeng oder och nach de Contournement, zum Beispill, vu Kãerjeng, wat och ẽmmer mat enger Evaluatioun vun der ẽmwelt einhergeet.

Wat ass den Objet vun d'esem Gesetz?

Dat ass ẽsichtens emol eng ẽmsetzung vun enger Direktiv. D'ei ẽischt Direktiv bas'iert op der Direktiv 2011/92. Si ass reform'iert, modifi'iert ginn 2014, fir ebe m'ei kloer, m'ei exakt, awer och mat engem motiv'ierte Rapport gl'ichzãitig k'ennen ẽmgesat ze ginn, fir eben ze verh'ennen, dass gl'ichzãitig parallel ẽnnerschiddlech oder hannereneen ẽnnerschiddlech Projete gl'ichzãitig nach eng K'ier mussen analys'iert ginn. Sou g'ett versicht an d'esem Projet, dat gl'ichzãitig ze maachen.

Op wat bas'iert d'ese Prinzip?

D'ese Prinzip bas'iert um Artikel 191 vun der Europãescher Unioun, deen nãamlech ganz genau defin'iert, dass och den Domãn vun Environnement muss analys'iert ginn. An en huet drãi Prinzipien. Den ẽsichte Prinzip ass natierlech de Principe de précaution. Dat heescht, d'Action préventive esou fr'ei w'ei m'ieglech an engem Projet k'ennen ze bedenken oder d'Auswirkungen ze analys'ieren. Den zweeten ass eben, Korrektive k'ennen duerchzef'ieren a schonn un der Source m'ieglechst ze interven'ieren. An den dr'ette Prinzip, dat ass och e wichtige an der ẽmweltpolitik: Dat ass de Principe du pollueur-payeur. Et sinn d'ei drãi g'ross Prinzipien, d'ei am Artikel 191 vun der Europãescher Unioun gemaach ginn.

D'Prinzipie sinn also: Esou fr'ei w'ei m'ieglech, esou prãventiv w'ei m'ieglech an nom Verursacherprinzip soll eng EIE duerchgefouert ginn.

Well et eng Direktiv ass, ass et net n'ennen eng ẽmsetzung hei zu L'etzebuerg, et ass eng europãesch Harmonis'ierung, soudass d'Betriber sech an der europãescher Gesetzgebung selwer mussen harmonis'ieren an d'iselwech Kritãren uwennen, w'ei se an deenen anere Lãnder vun der Europãescher Unioun ausgefouert sinn.

Et ass awer och eng ẽmsetzung, an et ass och wichtig an d'esem Gesetz, dass eng administrativ Simplificatioun mat erabruecht g'ett, nãamlech dass mer an engem Gesetzestext direkt v'ier aner Gesetzgeber mat erabr'engen a mat analys'iere k'ennen, soudass et och de Betriber ẽsichtens eng Previsibilit'it g'ett an d'ei och domadder m'ei s'ier a m'ei schnell zu hirem Resultat k'enne kommen an awer och duerch eben de Rapport herno zu d'ar richteger Ausso k'enne kommen.

Ech hu scho vum Kadergesetz geschwat, ech w'ell dat net nach eng K'ier widerhuelen. Effektiv, duerch d'ei Simplificatioun gi v'ier parallel Moosnamen duerchgezunn.

Wichtig ass, dass natierlech no deem Prozess eng motiv'iert Konklusioun muss festgehalte ginn. D'ei Conclusion motiv'ee ass integrãle Bestanddeel vun der Autorisatioun herno a muss d'ei n'ideg Auswirkungen op d'ẽmwelt, op de

M'ensch an op de Klima analys'ieren an och festle'een.

Wat g'ett alles gekuckt a w'ei eng Berãicher mussen analys'iert ginn?

Dat sinn der relativ vill. Ech w'ell se net alle guerten opzielen. Awer et sinn der, d'ei awer wichtig sinn. Et ass emol fir d'ẽischt d'Population, de M'ensch steet als ẽischt hei an der Direktiv an och am Gesetz nach eng K'ier erwãant. Et ass d'Santé, also d'Gesondheet, d'ei analys'iert g'ett vun de Leit. Et ass d'Biodiversit'it, d'ei am ẽmfeld vun deene Betriber gekuckt g'ett oder vun enger Strooss. Et ass d'Versiegelung vum Terrain. Et ass de Buedem, de m'ieglech Auswirkungen kann erleiden. Et ass onst Waasser. Et ass natierlech och d'Loft an och de Klima, d'ei ber'icksichtigt mussen ginn.

Nei, wat elo hei duerch d'ei Direktiv an duerch d'est Gesetz mat erakomm ass, sinn drãi Berãicher, d'ei soss nach net esou analys'iert ginn. Dat ass eben d'Santé humaine, d'Biodiversit'it an de Buedem oder d'Occupation du sol, fir k'ennen och d'ei Berãicher an der Evaluatioun festzehalen.

E weidere Punkt, deen och ẽmmer m'ei wichtig g'ett, dat ass d'Auswirkung op de Klima. Och do ass neierd'ings an deenen Evaluatiounen wichtig, w'ei et sech mat den Auswirkungen an der Vulnerabilit'it vun de Projeten op d'zukünft'ig Entw'icklung vum Klima verhält. Dat muss ber'icksichtigt ginn, an och, w'ei eng Moosnamen dann herno am Kader vun der Autorisatioun festgeluecht k'enne ginn.

W'ei eng Projete sinn dann elo an der EIE oder ginn duerch d'EIE, duerch d'est Gesetz evalu'iert?

Do g'ett e Règlement grand-ducal, deen an der Chamberskommissioun och ernimmt ginn ass a gl'ichzãitig parallel um Instanzewege dann och avis'iert gouf vum Statsrot. Et si v'ier Berãicher. Ee Berãich, deen ẽsichte Berãich, dat sinn d'ei ganz g'ross Projeten. Natierlech ass ee Beispill eng Autobunn, eng Erweiderung vun enger Autobunn, eng gr'esser ẽmgeengungsstrooss. Dat bed'it, dass d'ei mussen op hiren Impakt k'ennen analys'iert ginn.

Da sinn eng Rei aner Projeten, d'ei nach derbãikommen, wou dann esou Kategori'ie sinn. An zum Schluss, ech mengen, sinn et verschidde Kritãren, e Seuil an iergendengem Berãich, sief et am Waasser, an der Loft, oder och nach d'Buedemversiegelung kann awer mat enger Evaluatioun op deem Berãich ẽnnersicht ginn. An dofir huet een d'ei verschidde Kategori'ien, d'ei och deementsp'iechend am Règlement grand-ducal erklãert ginn.

Zwee ganz wichtige Punkte w'ell ech awer nach eng K'ier erausstrãichen an d'esem Projet de loi. Dat sinn international Konventiounen, d'ei L'etzebuerg och ẽnnerschriwwen huet an d'ei och applikabel sinn. Dat ass engersãits d'Aarhus-Konventioun an zweetens ass et d'Espoo-Konventioun.

Dat ẽischt ass d'Aarhus-Konventioun. Wat ass d'Aarhus-Konventioun? Dat ass d'Consultatioun vum Public. Dat ass am Artikel 8 vun d'esem Gesetz ganz kloer beschriwwen. An ech denken, dass all Bierger sech deem Gesetz och kann unhuelen a seng Bedenken iwwert d'Auswirkungen vun esou engem Projet op d'ẽmwelt an op hie selwer kann an de Vierdergrund stellen. Et geet dr'ems, sãi Recht op eng propper ẽmwelt, Recht op proppert Waasser, Recht op propper Loft k'ennen anzekloen an entsp'iechend och anzewirken op de Projet.

Zweete wichtige Punkt, deen och m'ei renforc'iert g'ett, esou steet et emol an der Direktiv an och hei am Gesetz, dat ass eben d'Espoo-Konventioun, d'ei grenziwwerschreidend Auswirkung vun engem Projet, dat heescht, och vu grenziwwerschreidend Projeten. Ech soen elo d'Beispill Cattenom, wou mer nach net richtig w'issen, ob, w'ei gemunkelt g'ett, mer vlãicht Awierkung hãtten, wann d'Verlãngerungen ustinn, fir dann och an d'esem Kader Espoo sp'illen ze loossen, fir dann Auswirkungen op d'ẽmwelt k'ennen ze ber'icksichtigen. Dat ass e Punkt, deen wichtig hei an d'esem Kontext ze ernimmen ass. Oder wann aner gr'essere Projeten am Berãich vun der Grenz ẽmgebaut oder gemaach sinn, sou hunn awer och d'Nopeschlãner d'Recht, k'ennen ze interven'ieren.

Vlãicht zu den Avisen. Mir haten en ẽsichten Avis vum Statsrot. Dat war de 16. Januar. Do waren eng Rei Opposition-formellen dran, haauptsãchlech, ẽmmer, oft w'inst der Insécurité juridique. Eppes hu se awer ganz kloer eis gesot: Dat ass, dass mer d'Prozedur Aarhus, dat heescht d'Prozedur fir de Public, m'ei kloer sollte beschriwwen. Dat hu mer och gemaach. Dat hu mer och no enger Serie vun Amendementen dunn och k'enne geneemegt kr'eien, soudass mer am ẽsichten Avis complémentaire de 6. Mãerz dorop konnten antworten. An den 31. Januar hu mer nach eng K'ier missen nosch'issen, well mer d'ese Projet u sech ge-

duecht hu fir nom Naturschutzgesetz, wat jo de Moment och an der Ausaarbechtung ass, fir deernãchst och hei k'enne gestẽmt ze ginn, fir dat sp'ieder w'ellen ze maachen. Mã heimadder z'ie mer d'est Gesetz och vir, well mer och eng gew'issen Urgence hunn, well mer vis-à-vis vun der Europãescher Kommissioun och d'Direktiv mussen schnellstm'ieglech ẽmgesat hunn.

Mir hunn och nach weider drãi aner Aviser kritt, eng K'ier vun der Chambre de Commerce den 22. August an e weidere vun der Chambre des M'etiers, d'ei all natierlech, d'ei eng oder d'ei aner, d'Lãngt vun de Prozeduren e b'esse wollten a Fro stellen. Ech denken awer, dass mer heimadder och vis-à-vis vun de Betriber d'ei n'ideg Schnellgeket erabr'engen. Et ass och nach en Avis vun der Fedil komm, awer och en Avis vum Prẽsident vun dem Tribunal administratif, fir nach eng K'ier op verschidde Punkten hinzeweisen.

De Projet gouf den 3. August 2017 depos'iert. Ech kommen dann eben zu den eenzelnen Daten nach. Ech hu virdru schonn d'ei eenzel Avisen, d'ei komm sinn, gesot. Ech selwer gouf den 18. Oktober 2017 als Rapporteur zu d'esem Gesetz best'immt. Mir hate v'ier Chamberss'etzungen. An de Rapport gouf an der S'etzung vum 28. Mãerz 2018 unanime ugeholl.

Leider, ier ech dann zum Ofschloss w'ell kommen an och d'Zoustẽmmung vun der gr'enger Fraktioun w'ell heimadder br'engen, ass mir bei der Relektur vun dem ganze Projet oder vu mengem Projet de rapport opgefall, dass sech awer kleng Onprãis'ionen erageschlach hunn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An d'ei w'ell ech dann heimadder och nach eng K'ier ernimmen, well et effektiv ẽm Buschtawen an Zuele gaangen ass, d'ei urspr'englech als Zuel do waren an duerno awer als Buschtaf hu missen an d'Gesetz erakommen.

An dofir erlaben ech mer, Madamm Prẽsidentin, lech d'ei virzeliesen.

Et ass eng K'ier am Artikel 2, do hate mer am ẽsichte Paragraf „Paragraf 2“ geschriwwen. Et misst awer „Paragraf 3“ sinn. An dem Artikel 4 verweise mer am ẽsichte Paragraf op de Punkt 2 an 3. Well mer awer op Buschtawen eriwergaange sinn, misst et B an C sinn. Dat widerh'elt sech leider natierlech och am Artikel 5. Am Paragraf 2 hãtte mer de Point A misse schreiwen am plaz e Point 1. An datselwech tr'iffit zou fir den Artikel 5 Paragraf 3, wou mer och Punkt 2 an 3 geschriwwen hunn am plaz Point B an C.

An dann e leschte Korrektiv. Ebe mat dem Hin an Hier, wat mer haten: fir d'ẽischt d'Naturschutzgesetz oder d'EIE?, hate mer fir d'ẽischt op dat aalt oder dat neit Naturschutzgesetz scho verweisen. Mir mussen awer an d'esem Gesetz op dat aalt Naturschutzgesetz verweisen. An dofir k'ennt e Korrektiv nach derbãi am Artikel 32, wou mer dann op d'Artikelen 6 an 9 verweise vum Naturschutzgesetz, an net urspr'englech 8 an 11, w'ei elo dosteet. Ech entsch'ellege mech fir d'ei kleng Korrekturen an hoffen, dass dat och deementsp'iechend kann duerchgoen.

Dofir soen ech Merci fir d'Nolauschteren an ech gi selbstverstãndlech fir d'est ganz wichtige Gesetz den Accord vun der gr'enger Partei nach eng K'ier. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Prẽsidente de séance.** - Merci dem Hãr Rapporteur Henri Kox. Als ẽsichten ageschriwwene Riedner hunn ech den Hãr Laurent Zeimet. Hãr Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet** (CSV). - Merci, Madamm Prẽsidentin. L'ei Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Spannung net ze g'ross ze maachen, g'eiף ech direkt emol scho viraussch'eken, dass mer d'ese Projet wãerte matstẽmme, well an d'esem Text jo och zesummegefouert g'ett, wat zesumme geh'iert, an eng Rei vu positive Schr'ett dra virgesi sinn.

En Text, en neien Text ass allerd'ings nach keng administrativ Vereinfachung eleng! A mir sinn och awer skeptesch, dass mer eleng mat d'esem Text eng administrativ Vereinfachung wãerten errechen. A mat d'ar Skepsis si mer och net ganz eleng. D'ei Skepsis, d'ei liest een och aus deenen Avisen, d'ei den Hãr Rapporteur schonn zit'iert huet, awer zum Deel eraus. Och do sch'enge se net esou wierklech drun ze gleewen, dass eleng mat d'esem Text et elo zu enger administrativer Vereinfachung g'eiף kommen, dass d'Prozedur onbed'engt m'ei s'ier g'eiף virgoen, well d'Prozedur natierlech awer och stramm Delaien oder laang Delaie virgesãit. Eleng fir eng ẽischt Analyse ze maachen, g'ett sech de Ministère schonn emol 90 Deeg Zãit. Dat ass net w'ineg an enger ẽsichter Etapp.



Den Text soll och d'Méiglechkeet ginn, och dorop ass higeweis ginn, fir kënnen op aner Evaluatiounen, Impaktelevaluatiounen zréckzegräifen. Dat fanne mer u sech eng gutt Saach, fir datt net zweemol muss gekuckt an evaluéiert ginn, datt een u sech op Resultater aus aneren Étude kann zréckgräifen.

Mä och hei bleift eng gewësse Skepsis bestoen. D'Handwierkerchamber weist dorop hin a seet, datt déi Dispositioun awer en zimleche Caractère vague hätt, esou wéi se formuléiert ass. A se stellt natierlech dann hannendrun déi Fro: Wéi wäert dat herno applizéiert ginn an der Praxis?

Dat ass u sech jo och ëmmer déi spannend Fro. Mir kënnen Texter schreiwen, déi gutt kléngen, mä wéi se herno applizéiert ginn, dat ass u sech dat Entscheidend.

Kloerheet, wou dës Evaluatioun erfuerdert ass herno oder vläicht net, déi soll sech jo méi erginn aus deene Reglementer, déi dann nach ze huele sinn. Et ass ëmmer méi flott, wann een déi Reglementer kennt, déi herno wäerten en vigueur trieden. Den Här Statssekretär huet eis awer d'Garantie ginn, datt u sech do net wäert vill un den Dispositiounen ännere par rapport zum Zoustand vun haut. Da gi mer dervun aus, datt et esou wäert sinn.

Iwwer wat een awer dacks an deem Text hei fält, dat ass déi Formule „cas par cas“. Déi kënn relativ dacks erëm. An och do ass et natierlech dann eng Saach vu Vertrauen, wien dee Cas par cas herno kuckt, wien deen herno wéi interpretéiert. An dat suergt da vläicht fir dat net grad groust Vertrauen, wat och déi verschidde Leit hunn, déi dësen Text analyséiert beziungsweis aviséiert hunn.

Interessant wär et natierlech ze kucken, wéi sech dat hei géif auswierken op e Fallbeispill. Do kann een elo zum Beispill drun denken, wann ee gréisserer Betrib wéilt eng Juggurtsfabrik hei am Land implantéieren, wat dat da géif bedeuten. Géif dat da méi séier goen? Géife mer da méi eng kohärent Approche hikréien? Wäert et da schonn elo kloer, ob déi kéint implantéiert ginn oder net, wann déi ganz Evaluatioun vum de betroffenen Terrainen gemaach wieren, oder net?

An da wär vläicht net esou vill Onstëmmegkeet innerhalb vum enger Regierung, ob dann elo dee Betrib soll sech kënnen implantéieren oder ob e sech net kéint implantéieren, wa mer am Virfeld dat scho genau gekuckt hätten, ob dat do op där Plaz méiglech a sennvoll wär.

Dëst ass jo och net déi eenzeg Prozedur, déi esou e Betrib misst duerchlafen. Et ass u sech eng Prozedur an der Prozedur. Mir hu punktuell Modifikatiounen, déi vu PAgE musse gemaach ginn, PAPen, déi musse gemaach ginn, an de PAPen och SUPen, Ëmweltpräiwungen, déi musse gemaach ginn. Dann hu mer de Kommodo-Inkommodo, dee leeft, a weider Autorisatiounen, déi spéiderhin nach musse kommen.

Et gëtt eng Interaktioun vu Prozeduren. Hei schwätze mer vun enger Vereinfachung vum enger Prozedur. Mä eis ass et awer och wichtig, déi Interaktioun vum de Prozeduren net aus den Aen ze verléieren. A wa mer vum enger Vereinfachung vu Prozedur schwätzen, dann ass et eis wichtig, datt mer dat ganzheetlech kucken, all Prozedur kucken, all Prozeduren openeen ofstëmmen, an och an deem Sënn Vereinfachung net eng no där anerer, no enger gewëssener Salamitaktik, woubäi mer herno da kee Konzept wäerten hikréien.

An an deem Sënn si mer natierlech als CSV-Fraktioun elo immens gespaant op de Frontalugréff vum Max Hahn an e puer Minuten, well mir gi jo emol dovunner aus. Den „Frontalugréff“ war d'Qualifikatioun vum elo Eierendeputéierte Claude Adam op d'Kritik vum de Liberalen un der grénger Regierungspolitik. Do ass geschwat gi vun „bürokrateschen Hürden“, déi géifen opgebaut ginn am Land vum deene Gréngen. Vum engem „Reglementéierungswahn“ ass geschwat ginn.

Duerfir gi mer elo ganz gespaant an déi nächst Etapp vun dëser Diskussioun, well da wäerte mer jo vum dem Spriecher vum deene Liberalen erkläert kréien, wat un dëser Politik falsch wär a wat hei de Reglementéierungswahn an dësem Gesetz 7162 wäert sinn, fir datt mer déi Kritik och besser kënnen novollzéien, déi vum der liberaler Säit un der grénger Regierungspolitik gemaach gouf.

Well de Mënsch - well de Mënsch! - ass der DP, Här Statssekretär, méi wichtig wéi d'Fliedermaus! Ech denken, Dir hutt dat och matkritt. Ech kann lech versécheren: Mir hunn iwwerhaupt näischt géint Fliedermais. Neen, mir si souguer der Meenung, datt d'Fliedermais e Recht hunn op hire Liewensraum, esou wéi mir Mënschen och.

Mä natierlech ass et och esou, mir kënnen alles evaluéieren, mä mir brauchen och nach Plaz, fir

kënnen ze evoluéieren. An och dat sollte mer net aus den Ae verléieren.

Mir maachen dat awer net gären, Här Statssekretär, op d'Käschte vum de Fliedermais oder vum aneren Déieren, déi an deem Zesammenhang genannt goufen, well mer och hei eng integral Approche virzéien, eng ganzheetlech Approche virzéien a wëssen, datt deen een nëmme mat deem anere kann, an net nëmmen op d'Käschte vum deem aneren.

Mä ech denken, datt den Här Hahn eis dat herno nach wäert erklären an datt mer dat wahrscheinlech falsch interpretéiert, falsch verstanen hunn an datt an der Regierung gréisser Harmonie an dëser Politik wäert weider herrschen, op d'mannst nach e puer Wochen.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Dir sidd e Witzbold!

(Hilarité)

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Madamm Loschetter, wéilt Der mer eng Fro stellen?

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Zeimet, wäert Der esou gentil, lech un d'Parlament ze wenen?

Oder wéilt Der d'Madamm Loschetter eppes froen? Ech hunn eppes Hallwes héieren, awer nëmmen eppes Geflüstertes.

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Neen, mä, Madamm Presidentin, d'Madamm Loschetter huet en Zwëscheruff gemaach. An do hunn ech mech gefrot, ob d'Madamm Loschetter wéilt...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Ech géif vläicht virufieren an dann en temps opportun kënn Der jo... Fuert elo emol virun, wann Der wéilt!

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Eis ass et wichtig, datt mer d'Prozedur wéi gesot openeen ofstëmmen. Dat maache mer net zur Genüge. Dir kënn eis soen: Dat do ass an der Vergaangenheet vläicht och nach net genuch geschitt. Mä mir sinn der Meenung, datt mer op engem Punkt ukomm sinn, wou mer et musse kloer, wou mer et musse konsequent maachen.

D'Natuschutzgesetz, wat an e puer Wochen dann hei zum Debat steet, wär esou eng Méiglechkeet gewiescht. Déi ass net ergraff ginn. Dat bedauere mer. An duerfir si mer der Meenung, datt esou Efforten an den nächste Joren erëm musse gemaach ginn. Duerfir muss de Wëllen do sinn, fir déi Efforten ze maachen. Mir hunn dee Wëllen. Mir wëllen deen Effort maachen. Dëst ass en zaarte Versuch. Et geet eis awer net duer. Mä mir droen et awer mat, an ech soen dem Rapporteur Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Zeimet. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Cécile Hemmen** (LSAP).- Merci, Madamm Presidentin. Merci awer och dem Rapporteur, dem Henri Kox, fir dëse ganz detailléierte schrëftlechen a virun allem och mëndleche Rapport.

Dëse Gesetzesprojekt ass un éischer Stell eng Upassung un d'Evolution vum der EU-Gesetzgebung. 2014 ass eng Richtlinn näamlech a Kraaft getrueden, déi als Zil hat, fir d'Direktiv, vum där jo schonn de Mëtteg e puermol geschwat ginn ass, 2011/92 iwwert d'Préiwung vum Ëmweltimpakt vu bestëmmten öffentlichechen oder private Pläng a Projeten, ze iwwerschaffen.

Dës Direktive befanne sech ganz an der Kontinuitéit vum der fréierer Politik. Trotzdeem mussen eng ganz Rei vu Gesetzter adaptéiert ginn, fir se an d'nationaalt Recht ëmzesetzen.

Fir dat ze erklären, ass et vläicht wichtig, e ganz klengen Exkurs an d'Vergaangenheet ze maachen.

Viru ronn zwanzeg Joer huet den Ëmweltschutz an der EU en däitlech méi staarke Stellenwäert kritt wéi virun, ënner anere och verbonne mat Strategie fir eng nohaltig Entwécklung, wou déi ekonomesch, ekologesch a sozial Aspekter gläichermoosse musse berücksichtegt ginn.

Besonnenesch waren déi skandinavesch Länner staark engagéiert am ekologesche Beräich. A si hunn der EU-Politik jo zum Deel och hire Stempel opgedréckt. Et ass jo och net fir näischt, dass grondleeënd Konventiounen wéi Aarhus an Espoo den Numm vu Stied aus deene Regiounen droen. Zanterhier verfollegt d'EU zwee Ziler: e konsequente Ëmweltschutz, deen an allen EU-Länner deeselwechten héije Stellenwäert soll hunn, an eng basisdemokratesch Approche, déi op engem einfachen Zougang zur Informatioun a participativen Decisiounsprozesser berout, wou all Bierger sech ka beedelegen.

D'Iddi hannendrun, déi war, dass et zur Sensibiliséierung vum de Leit fir Ëmweltfroe géif bäidroen, wa se gutt informéiert wieren a sech kéinte perséinlech engagéieren an och un Decisiounen deelhuefen.

Och dës Approche huet zum Deel der Praxis an eenzelne skandinavesche Länner entsprach. Déi konkret Ëmsetzung vum dëser Politik op EU-Niveau war awer alles aneschters wéi einfach. Déi Erfahrung hu mer hei zu Lëtzebuerg gemaach. Mä mir stinn domadder natierlech net ganz eleng do. Dass d'EU-Direktiv vum 2011 dräi Joer méi spéit iwwerschafft gouf, huet och ënner anere domat ze dinn, dass sech aus der Komplexitéit vum ënnerschiddlechen Texter, déi eng Form vum Ëmweltpräiwung virgesinn, Inkohärenzen an och e grouse bürokrateschen Opwand erginn hunn.

Déi modifizéiert Direktiv, déi mer mat dem Projet de loi, deen hei virläit, ëmsetzen, probéiert, Inkohärenzen ofzebauen an administrativ Prozeduren ze vereinfachen. Et gëtt domat eng ganz staark Parallell tëschent den Erfahrungen op EU-Niveau an deenen, déi mer zu Lëtzebuerg mat der Ëmsetzung vum deene verschiddenen Direktive gemaach hunn.

Mir hunn ëmmer hannert der Iddi gestanen, dass den Ëmweltschutz misst verstärkt ginn an dass een am Ufank vum engem Planungsprozess respektiv vum enger Geneemegungsprozedur misst den Ëmweltimpakt préiwen a kucken, fir dës negativ Auswierkungen och esou niddreg wéi méiglech ze halen.

An deene leschten zéng, föfzég Joer goufen et tatsächlech Verbesserungen an d'Oplage fir Bertriber an esou weider sinn och méi héich gi wéi deemools. Gläichzäiteg sinn awer och d'Geneemegungsprozeduren, wéi d'Ausschaffe vu PAgE a PAPen an esou weider, vill méi laang an och méi komplizéiert ginn. E Knackpunkt ass do dernieft d'Participatioun vum de Bierger. Et war vun Ufank u kloer, dass et hei net nëmmen drëms geet, dee gesetzleche Kader ze veränneren, mä dass mer e Mentalitéitswandel géife brauchen, wann dës Gesetzter tatsächlech zu engem verbesserten Ëmweltschutz solle féieren.

Hei an der Chamber hu mer d'Entwécklung um EU-Niveau generell ëmmer begréisst, an dach ware mir ni déi Eischt, fir nei Direktiven an deem Beräich ëmzesetzen, ugefaange bei der Aarhus-Konvention vum 1998, wou 1999 dat entsprecheend Gesetz deposéiert gouf. Obwuel de Statsrot säin Avis am Joer 2000 ginn hat an de Gesetzesprojekt relativ schnell hätt kënnen ugeholl ginn, huet et awer bis 2005 gedauert, bis et dunn esou wäit war.

Et war deemools scho kloer, dass d'Konsequenze vum der Ratifikatioun ganz wäitreechend wieren. De Statsrot, deen hat och deemools a sengem Avis drop higewisen, dass d'Approbatoun vum dëser Konventioun grondleeënd Verännerung vum eise nationale Recht an de Beräicher Ëmwelt, Aménagement du territoire an Urbanismus géif no sech zéien. En huet dobäi Wieder gebraucht wéi „spectaculaire“ oder „révolutionnaire“, fir dass jiddwerengem sollt kloer sinn, wouop mer eis och hei missten astellen. An déi Previsiounen, déi hu sech och tatsächlech bestätegt.

Och de Protokoll zur Konventioun vum Espoo an den zougehéierege Gesetzesprojekt iwwert d'Incidences de certains plans et programmes sur l'environnement hu mer eréischt 2008 gestëmmt, obwuel d'Deadline, déi d'EU gesat hat, am Juli 2004 gewiescht wär.

A sengem Avis zu dësem Projet de loi vum 2007 huet de Statsrot drop opmierksam gemaach, dass et entre-temps an enger Rei vu méi spezifische Gesetzter a Reglementer Prozedur géif ginn, fir dësen Ëmweltimpakt ze moossen, déi awer net ëmmer d'selwecht wieren an duerfir zu vill Konfusioun géife féieren. Souwuel d'Administratioun vum Stat an de Gemenge géifen do riskéieren, Prozedurfeeler ze maachen, genau wéi Privatleit och, déi sech an deem Ganzen net méi géifen erëmfannen.

De Statsrot schreift iwwregens: «Il est à craindre que le projet de loi sous examen, dont le mode d'évaluation environnementale et les procédures de consultation du public viennent s'ajouter au taillis légal, ne complique encore davantage la situation décrite. En effet, il faut déplorer que les auteurs du projet de loi se soient limités à une transcription quasi textuelle des dispositions de la directive sans se soucier des incidences du projet de loi sous examen sur les dispositions légales et réglementaires spéciales, existant à l'heure actuelle déjà en matière d'évaluation environnementale.

Dans une approche législative idéale, il y aurait avantage à déterminer un mode d'évaluation environnementale et une procédure de consultation du public comme régime de droit commun.»

Dat ass en fait dat, wat mer haut, iwwer zéng Joer méi spéit, mat dësem Gesetz maachen. Mir schafen eng Prozedur fir d'Préiwung vum

Ëmweltimpakt, déi allgemeng ugewannt gëtt, a ginn duerno op d'Spezifisitéiten a verschiddenen Domänen an.

D'LSAP begréisst dës Verännerungen an hofft, dass d'Ëmweltpräiwungsprozeduren domadder méi transparent a besser uwendbar ginn. D'Zil ass et jo, dass de Maître d'ouvrage esou fréi wéi méiglech weess, wat fir eng Prozedur e maache muss an u wat fir eng Konditiounen dass e sech och hale muss. Mir gesinn dëse Projet de loi als e weidere Schrëtt vum enger Simplification administrative, wéi de Rapporteur et och schonn d'ënescht gesot huet. An d'LSAP gëtt selbstverständlech hiren Accord dozou.

Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci der Madamm Hemmen. An als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn** (DP).- Madamm Presidentin, ech wéll direkt am Ufank vu menger Ried dem Laurent Zeimet äntwerten an em soen, dass d'DP ganz zefridde mat deem heite Gesetz ass.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Max Hahn** (DP).- An dat huet och eng gutt Ursach. Dat huet eng Ursach, well dëst Gesetz verbënnst zwou Saachen, déi eis immens wichtig sinn als Partei, an zwar: d'Prozeduren, fir ze bauen, gi méi einfach gehalen an, zweetens, d'Natur an d'Ëmwelt gi weiderhi geschützt.

Jo, dëst Gesetz wäert net nëmme wéi bis elo kucken, wat d'Aflëss vum engem gréisseren Bauprojet op d'Awunner, op d'Waasser, op d'Loft, op d'Klima, op de kulturelle Patrimoine sinn, mä et wäert zousätzlech op d'Aflëss vu Bauprojeten op d'Gesondheet vum de Leit, op d'Biodiversitéit, de Buedem an op d'Buedembeschafeneheet kucken. Et geet also drëms, dës negativ Aflëss ze evitéieren oder, wann et net anescht méiglech ass, ze kompenséieren.

Madamm Presidentin, d'Lëtzebuerger Ekonomie ass en Erfolgsmodell. Et ass awer leider gewosst, dass jorelaang versäumt ginn ass, d'Infrastrukture vum eise Land un dee Succès unzepassen. Elo gëllt et, dee Retard esou séier wéi méiglech opzehuelen. An dofir därefer mir bei groussen Infrastrukturprojeten net duerch laangwiereng Prozeduren onnéideg Zäit verléieren. Dofir begrëisse mir, dass d'Evaluation des incidences sur l'environnement, d'EIE, an Zukunft net méi duerch dräi, mä duerch een eenzeg Gesetz geregelt gëtt. Dëst wäert déi ganz Prozedur méi iwwersiichtlech an och méi transparent maachen.

Madamm Presidentin, och d'Delaïen, déi an dësem Gesetz festgehalte goufen, suerge fir Planungssécherheet, well fir de Stat genauou wéi fir e privaten Investisseur gëllt: „Zäit ass Geld.“ Wat d'Prozedur méi laang daueren, wat de Projet méi deier gëtt. Begrëissenswäert ass och, dass eng Vérification préliminaire decidéiert, ob een iwwerhaupt eng Evaluation des incidences maache muss oder net. Falls dat näamlech net de Fall ass, da kann de Projet vill méi séier realiséiert ginn.

D'Autoritéiten hunn 90 Deeg Zäit, fir ze kucken, ob eng Evaluatioun néideg ass oder net. Bei klenge Projeten, wou et offensichtlech do-rober erausgoe wäert, dass keng Evaluatioun néideg wäert sinn, hoffen ech zumindest, dass ee largement ënnert deene maximalen 90 Deeg wäert leien.

Madamm Presidentin, ech ginn elo net méi op déi enzel Detailler a vun deenen neie Prozeduren, well dat huet de Rapporteur Henri Kox ausféierlech a sengem schrëftlechen awer och a sengem mëndleche Rapport hei gemaach. An dofir géif ech em op dëser Plaz dann och ganz gäre Merci soen.

Madamm Presidentin, d'Vertreieder vum der Industrie froe sech zu Recht an hirem Avis, firwat een d'Enquête publique am Kader vum der EIE an déi am Kader vum Kommodosgesetz net parallell lafe loosse kann, op d'mannst emol, wann de Bauhär dat géif aktiv ufroen. D'DP huet sech ëmmer fir Parallelisme vum de Prozedur staarkgemaach, esou wäit dat ebe méiglech ass.

Wann d'Prozedur kënne parallell lafen, kann een näamlech enorm Zäit gewinnen. An deem Kader fannen ech och hir Iddi, eng Aart Schema anzeféieren, fir dass ee sech net an all de Prozedur verléiert, ganz interessant. Dëst géif da weisen, wou déi verschidde Prozeduren

dru wieren an och Interaktiounen mat aneren obligatoresche Prozeduren opweisen.

Madamm Presidentin, d'Demokratesch Partei begréisst, dass de Bierger bei där neier Prozedur besser informéiert gëtt an och d'Méiglechkeet huet, op geplangte grousse Projete ze reagéieren. Wéi gesot, mir fannen et gutt, dass de Bierger an och Interessensorganisatiounen kennen hir Suerge mat afléisse loos- sen. Mir mussen awer Uecht ginn, dass den NIMBY-Phänomeen net iwwerhand iwwer eng verstänneg Wirtschaftsentwécklung hält. Beim NIMBY-Effekt geet et dacks ëm aner Ursache wéi ëm méiglech Ëmweltverschmutzungen, mä et geet och dacks ëm e prinzipiellen Nee géint eppes Neies.

Dofir soen ech et nach eng Kéier ganz kloer: Mir sinn derfir, dass de Public ka géint e grouse Projet Asproch aleeën. An och wa Argumenter fundéiert sinn, sollen a mussen des och berücksichtegt ginn. Mä et muss een oppassen, dass dat Ganzt net aus dem Rudder leeft. Mir dierfen net an de Fall kommen, dass rar Déieren oder Planzen enzwousch ausgesat ginn, fir do e Projet ze verhënneren oder op déi laang Bänk ze drécken, esou wéi dat am Ausland schon emol passéiert ass.

D'Politik muss fir déi gesond Balance tëschent enger ekonomescher Entwécklung an dem Ëmweltschutz suergen. Ech hu vollst Vertrauen an déi zoustänneg Autoritéiten, déi sécher eng nuancéiert a gewëssenhaft Decisioun wäerten huelen.

Madamm Presidentin, d'DP begréisst och déi nei Méiglechkeet vun enger grenzwärschreidender Consultatioun. Och wann des natierlech d'Prozedur verlängert, ass et awer net vu Muttwéll, och déi Leit ze froen, déi concernéiert sinn, och wa se um Territoire vun engem anere Land wunnen.

Dést gesot, soen ech lech Merci fir d'No- lauschteren an ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Hahn. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Madamm President. Dir Hammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt dem Här Kox Merci fir de Rapport. Deen huet eis och orientéiert. Mir sinn net als ADR an der Ëmweltkommissioun vertrauden. An ech muss soen, et war och dowéinst fir eis e bësse schwéier, de Projet ze liesen, well mir hunn ebe just och déi Problemer gehat, déi Dir opgezielt hutt, nämlech datt d'Referenzen am Text net ëmmer déi waren, déi mer gesicht hu mat de Punkten A, B an C. An et ass gutt, datt Der déi legistesche Präzisiounen elo ginn hutt.

D'politesch Analys, déi mir vun deem heiten Text maachen, déi ass vläicht e bësse manner optimistesche, wéi d'Virriedner se gemaach hunn. Mir hunn dat Gefill, datt an deser Prozedur, wou jo awer och ganz vill wirtschaftlech, sozial Enjeuen eng grousse Roll spillen, d'Gewicht vun Ëmweltministère nach weider gestärkt ginn ass. Mir hunn eis och gefrot: Ass dat am Konzept vun der Nohaltegkeet wierklech ëmmer richteg? Well net nëmme den Ëmweltimpakt vun engem Projet spillt jo eng Roll, mä och ebe seng sozial a wirtschaftlech Dimensiounen.

Et ass vu ville Leit kritiséiert ginn, datt eben net eng kollegial Decisioun hei geholl gëtt, wou och aner Instanze solle mat vertrauede ginn. Hei, wéi gesot, ass den Ëmweltministère politesch gestärkt ginn.

Ech hunn allerdéngs, dat muss ech och zouginn, wéineg Vertrauen an déi Objektivitéit, déi vu verschiddene Virriedner hei ervirgestrach ginn ass an an déi Decisiounen, déi do geholl ginn. Well wéi kann een erklären, datt déi Autorisatiounen gi si ginn an deene leschte Jore fir e Footballsterrain an enger Gréngzon, fir en Tramsschapp an enger Gréngzon? An et freet ee sech dann... Pabeier ass gedéllig, well déi Impact-environmental-Etuden, déi hätte jo awer och kënnen a missen drop opmierksam maachen, datt an deenen Zonen eben net soll gebaut ginn. Et dierf keng Ausnam gi fir gréng Ministeren oder gréng Projete.

Et ass kloer fir eis, datt de Stat net dierf fir sech Rechter eraushuelen, déi deen Einzelnen net soll kréien. A mir hunn e bëssen den Androck, datt dat Gesetz hei Instrumenter gëtt, fir deen Einzelnen ze dirängelen oder verschidde Projete wëlle méi lues ze maachen oder ze verhënneren.

Et ass als Argument gesot ginn, et wär eng Simplification administrative. Dat kann en argumentéieren - den Här Kox huet dat jo och gemaach -, mä kredibel ass dat eigentlech net. Et schéngt éischer ze sinn, datt et jo bei villen Aspekter kann zu engem Méi un administrativem Opwand féieren.

Ee Virriedner hat gesot, datt relativ oft eng Etüd cas par cas am Gesetz virgesinn ass, wat dem Pouvoir exécutif natierlech eng ganz grousse Latitud gëtt. Den Detail vun Projet erfëiert een och heiansdo, wou gesot gëtt, wat alles muss per Internet publizéiert ginn. Dat ass ganz, ganz komplizéiert. An heiansdo sinn am Detail an de Prozedure Saache virgeschriwwen, déi vläicht och net hir Plaz an engem legislativen Text hunn. A virun allem: Déi Fro vun den Delaien ass substanzuell. Well esou vill Méiglechkeeten... Éischtens sinn d'Delaien, déi virgesi sinn, souwisou scho laang. An doriwwer eraus existéieren esou vill Méiglechkeeten, fir se nach ze verlängeren.

Bei grenzwärschreidende Projete ass dat natierlech nach méi staark. A Lëtzebuerg, méi wéi aner Länner, ass natierlech och mat där Perspektiv konfrontéiert, fir Nopeschlänner matzeconsultéieren oder mat an engem Projet ze implizéieren, well mer nun eemol méi kleng si wéi aner.

Et wonnt eis och net nëmme, datt d'DP, wéi den Här Zeitmet et mat Recht ënnerstrach huet, hei dee Projet matdréit, mä och eng Partei, déi am Abléck de Wirtschaftsminister stellt, hätt u sech kënnen an eiser Erwaardung méi staark insistéieren op eng kollegial Decisioun an net eleng dem Ëmweltministère hei awer ganz grousse Pouvoire ginn, well, wéi gesot, wirtschaftlech Aspekter spille bei all deenen Decisiounen, déi hei solle geholl ginn, och eng grousse Roll. Et ass net nëmme den Impact environmental, deen zielt, mä och ebe méi breet Consideratiounen vu gesellschaftlechen Interessen.

► **Une voix**.- Aah!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Mir mussen och soen, datt déi Kriticken - den Här Kox huet déi a sengem Rapport ganz séier behandelt -, déi verschidde Chambres professionnelles virbruecht hunn, awer substanzuell sinn. Dat ass net ëm Detailler gaangen. Och dat, wat den Tribunal administratif ugeet, dat ware keng Detailler. Dat waren zum Deel ganz substanzuell Froen.

A wann d'Chambre de Commerce eis hei seet, déi Delaien, déi elo géife kommen, déi wäeren „incompatibles avec les exigences d'efficacité et de transparence“, dann ass dat eng ganz grav Kritik. Well et si jo déi Leit, déi do organiséiert sinn, déi zu engem groussem Deel zu eiser Economie an zu eiser Gesellschaft bäidroen. An dat ass wierklech eng gravéierend Kritik, datt si eben Angscht hunn ëm d'Effektivitéit, d'Transparenz vun eise Prozeduren an datt domadder de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg och kéint a Fro gestallt ginn.

Et ass och d'Sequenz vun de Prozedure kritiséiert ginn, datt ebe mat all deenen Delaien och nach eng Prozedur hannert déi aner kënn, wat natierlech d'Projete ganz wäit no hanner réckelt. Et ass gesot ginn, d'Prozedure misste méi daitlech sinn an d'Interrelationen tëschent de Prozedure misste méi kloer sinn. Ech mengen, dat sinn alles Saachen, iwwert déi hei relativ séier ewechgaange gëtt, mä déi awer esou wichteg sinn an esou substanzuell, wann een eist Land och wirtschaftlech wëllt korrekt situéieren, datt dat doten awer hätt missen anescht ugepaakt ginn.

Mir hunn an der Praxis d'Gefor vu ganz laangen Delaien mat deem Gesetz, eben net vun der Simplification administrative, a vun engem gewëssenen Arbiträr duerch de Cas par cas, deen hei invoquéiert ginn ass, duerch onkloer Grenzen heiansdo an der Beschriewung vun deem, wat wierklech soll analyséiert ginn, wou et eben och dann d'Méiglechkeet gëtt, déi Portée vun deenen Etuden ëmmer méi wäit auszebreden, an och eigentlech d'Begrëffer, déi iwwerhaupt net méi wierklech uersches oder iergendwéi erfassbar sinn.

Wann zum Beispill drasteet, e Projet muss etu- diéiert ginn, wat seng Vulnerabilitéit par rapport zum Klimawandel ugeet... jo, theoretisch ass all Projet vulnerabel géint iwwer engem Naturphänomeen. An da muss een awer soen: Wou sinn dann do d'Grenze vun der Evaluatioun? Wat ass nach rational vertriebar a wat ass et net méi? An heimadder gi mer awer dem Pouvoir exécutif en onheemleche Pouvoir d'appréciation.

Och de Maître d'ouvrage gëtt hei mat enger ganzer Rei vu Chargé konfrontéiert, wat all Projet natierlech méi deier mécht. Wann de Maître d'ouvrage muss d'Fraisé vun der Consultation publique bezuelen, wann de Maître d'ouvrage...

(**Interruption**)

Dach, dat steet am Gesetz, Här Statssekretär.

Wann de Maître d'ouvrage och muss derfir suergen, datt en d'Résultats disponibles d'autres évaluations pertinentes ka kréien, dat kann a sengem Virdeel sinn, mä et ass alt erëm eng Kéier e ganz groussem Opwand. An ech mengen, et muss ee wëssen, wann all déi Chargen op en Entrepreneur oder op iergendee geluecht ginn, fir e Stat ass dat net esou schlëmm, mä wann e privaten Investisseur all déi dote Chargé muss erfëllen, da féiert dat net nëmme zu méi laangen Delaien, mä och zu enger Verdeierung vun all Projet.

An et ass och eppes, wat mer hei jo vill diskutéieren, datt eigentlech ëmmer alles méi deier gëtt an de Stat selwer och eng Verantwortung hätt, fir derzou bäiedroen, fir dee Prozess net nach ze begënschtigen. Dat schéngt awer mat deem Gesetz net errechbar ze sinn.

Mir sinn als ADR, fir dat zesammenzefaassen, ganz kloer fir e staarken Ëmweltschutz. Datt mer eis do verstinn! Awer deen Ëmweltschutz, dee muss kënnen gemaach gi mat rationale Prozeduren, séiere Prozeduren, séchere Prozedure fir jiddwieren, dee wëllt investéieren oder deen eben e wirtschaftleche Projet huet.

Et soll och esou sinn, datt déi Decisiounen net eleng an der Hand vun engem Ministère - iwwersat an der Hand vun enger Partei! - sinn, mä datt eben eng Regierung méi breet un esou enger Decisioun muss kënnen deelhuelen. Well mir sinn och als ADR an deene Prozeduren an an all deenen Diskussiounen hei ëmmer derfir, datt mer e schlanke Stat hunn an en effikasse Stat.

Ech mengen, de Stat ass en Déngschtleeschter fir d'Economie, fir de Privaten, fir d'Bierger. An an deem Fall ass et net sécher, datt déi Perspektiv vun der Déngschtleeschung vun Stat un éischer Plaz steet, mä et ass éischer déi vun der Kontroll a vun dem Gewicht, vun deem ze vill Stat, wat op d'Schëllere vun Bierger geluecht gëtt.

Mir denken also, datt een déi Kriticken un deem Gesetz muss vill méi eescht huelen, wéi dat hei elo gemaach gëtt. An dofir wäerte mir et och net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Madamm Presidentin. Am Ufank wollt ech emol d'Wuert net huelen, well mer u sech dee Projet de loi begrëssen an och gutt fannen an en deemtspreichend och wäerte matstëmmen, genaousou wéi mer dat och an der Kommissioun gemaach hunn, well mer mengen, datt et zu enger Vereinfachung kënn am Sënn vun Ëmweltschutz. An et kommen och Verbesserungen derbäi, ënner anerem och, datt iwwert d'Grenze gekuckt gëtt, wann e Projet zu Lëtzebuerg soll implantéiert ginn.

Ech fannen et och e bësse witzeg, wann een d'Avisé liest, souwuel vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, déi e bësse Schwierigkeeten hunn domadder, wann d'Leit solle mat agebonne ginn an d'Decisiounen, well se fäerten, datt d'Leit jo ëmmer hir privat Interesse géife verteidegen, wat selbstverständlech d'Industrie an d'Privatwirtschaft net maache bei esou Projete.

Vläicht hätt ee sech nach kënnen aner Model- len denke vun der Abannung vun de Leit. Ech mengen, dat ass prinzipiell och nach eng Fro, déi ee misst diskutéieren. Ech weess awer net, ob dat an deem Kader do de Fall war.

Ech wollt awer och nach eppes soen, well et ass eppes, wat mech e bësse wuermt: déi Saach zum Käschtpunkt. Ech mengen, et ass eng Diskussioun, déi permanent gefouert gëtt. De Virriedner huet gemengt, datt een ëmmer muss oppassen a rationell muss virgoen an esou weider. Well d'Iddi kënn e bëssen esou duerch oder et gëtt versicht, ëmmer esou... et ass eng falsch Iddi. Déi gëtt ëmmer esou kommunizéiert, wéi wann d'Interesse vun der Ëmwelt oder vun der Natur Géigepol wieren zu den Interesse vun dem sozialen a wirtschaftleche Wuelstand vun de Mënschen. An dat ass awer net de Fall!

Do kéint een immens vill Beispiller huelen. An ech huelen einfach esou e Beispill, wat mer einfach esou afält: d'Flantermas zum Beispill. Dat fält mer elo grad an, ech weess net, firwat.

(**Interruption**)

D'Flantermas sinn ekonomesch immens viabel. Do gëtt et souguer Etuden, déi gemaach gi sinn. D'Flantermas sinn en natierleche biologesche Pestizid, deen immens effikass ass. An den USA hu se Etude gemaach zum Beispill, datt et do Larve gi beim Mais, an déi Flantermas, déi

kommen déi Larven iessen. An dofir brauch een da keng Pestiziden anzeféieren. A si hunn och festgestallt, datt een Honnerte vu Milliounen vun Dollare ka spueren an der Landwirtschaft duerch den natierlechen Asaz vun deem natierleche Pestizid, deen eng Flantermas ass.

Déi ganz Perversitéit vun der wirtschaftlecher Logik, an där mer sinn, dat ass, datt mer Mesuren huelen, Pestiziden och benotzen, déi duerno negativ Effekter op natierlech Pestiziden hunn, wéi zum Beispill d'Flantermas oder Villercher oder nach aner Insekten, déi derzou féieren, datt déi Déiere stierwen an duerno anerersäits dann eben hir Roll net méi als Pestizid kënnen spillen. Duerno gi Pestiziden agefouert, dat heescht, et muss ee se och nach bezuelen. A wéi mer wëssen, huet dat och e Schued fir d'Gesondheet vun de Mënschen. Also mécht et kee Sënn vun Standpunkt hier vun der Gesondheet an och keen ekonomesche Sënn!

An et muss iergendwéi jiddwiere kënnen bekäppen, datt d'Natur ganz gutt organiséiert ass, ob do iergende Gott derhannert ass oder net. Well ech mengen, déi, déi dru gleewen, déi kënnen dat vläicht och domat verkraaften. Ech mengen zwar net. Mä ech mengen, d'Natur ass ganz gutt organiséiert a si kéint a Wierklechkeet, wann ee se a Rou léisst oder net ze vill drangsaléiert, jiddwiere gutt ernären an et kéint jiddwierengem gutt goen. Dat ass e bëssen esou eng Lappalie, mä et stëmmt a Wierklechkeet: Mir liewen e bëssen an enger geckeger Welt.

Dat gesot, wäerte mer dese Projet de loi matstëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Wagner. Ech hunn elo keen ageschriwwene Riedner méi. Da géif ech direkt dem Här Statssekretär Camille Gira d'Wuert gi fir seng Prise de position.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll als Éischt och dem Rapporteur villmools Merci soe fir seng präzis a kloer Rapporten, souwuel dee schrëftleche wéi dee mündlechen. Ech wëllt em awer och a senger Fonctioun als President vun der Ëmweltkommissioun villmools Merci soen.

En huet et gesot: Mir waren e bëssen hin- an hiergerass, ob mer dat heite Gesetz sollte virhuelen an dann duerno d'Naturschutzgesetz oder emgedréit. Nodeem d'Naturschutzgesetz awer e bësse méi laang Zäit gebraucht huet, hu mer emgesuedelt. An dat hu mer awer alles ganz flexibel hikritt. Dofir e grouse Merci. An dann ass et och verständlech, mengen ech, wann een da vläicht deen een oder anere Renvoi op en Artikel mat engem Buschtaf amplaz mat enger Zuel mécht. Mä ech mengen, dat hu mer elo alles riichtgebéit.

Op jidde Fall wollt ech an deem Merci och all Member vun der Kommissioun, och vun der Opposition, aschleissen. Dat huet et eis erlaabt, flexibel kënnen ze reagéieren an dat Gesetz haut kënnen ze stëmmen. A muer scho wäerte mer Bréssel doriwwer informéieren, well mir sinn an Zäitdrock. Ech erklären lech awer herno, firwat dass mer e bësse spéit u sinn.

Mir adaptéieren, wéi et gesot ginn ass, haut eng vun den eelsten an awer och eng vun de wichtegsten EU-Direktiven am Ëmweltberäich.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence**.)

Eelst, well no der Vullschutzdirektiv vun 1979 war déi éischt Impactstudiendirektiv vun 1985. Du war schon d'Erkenntnis do, dass, wa mer gréisser Polluanten hätten, et net géif duer- goen, méi héich Kamäiner ze maachen, well mer domadder just géifen d'Schadstoffver- deelen. Dat war déi Zäit, wéi mer praktesch d'Diskussioun iwwert de sauere Reen an d'stier- wend Bëscher an Däitschland hanner eis haten. An et ass awer och e ganz gutt Beispill, wéi d'EU-Politik funktionéiert, nämlech, wéi de Rapporteur et scho ganz kloer ervirgestrach huet, nom Principe de précaution.

An et geet wierklech hei drëm - an dat schéngt awer net jiddwierengem kloer ginn ze sinn, haaptsächlech dem virleschte Riedner -, matzäit a mat de mannste Käschten derfir ze suergen, erauszufannen, wéi da wierklech d'Incidenté virun allem op de Mënsch an dann och duerno op d'Ëmwelt sinn. Et geet wierklech drëm, fir laangfristeg Schied ze evitéieren. An dat ass an Tëschenzäit awer hoffentlech jidd- werengem kloer ginn. Et gëtt ëmmer, Ma- damm Presidentin, et gëtt... Här President, pardon! Hei war e fliegender Wechsel.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Et ass guer net schlëmm.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Här President, et gëtt ëmmer méi bëlleeg - an där Beispiller kéint ee vill zitieren -, Präventioun ze maachen, wéi wierklech herno Schied flécken ze goen.

Mä wéi esou oft war Lëtzebuerg bei der Ëmsetzung vun Ëmweltdirektive relativ spët un. An ech sinn der Verriederin vun der LSAP extra dankbar, dass se dat ganz kloer an däitlech an am Detail hei virgewise huet.

An zu wat dass dat ka féieren a wierklech awer konsequente Blocagen, wa mer dat net eescht huelen, dat weist d'Beispill vun der Saarstrooss. Ech kéint lech elo hei eng hallef Stonn zielen, firwat do Joren, Jorzéngten Autoen hu missen e risegen Ëmwee maachen. Dat war net, well do stur Leit gewunnt hunn, mä dat war, well an der Zäit en Transportminister net wollt hunn, dass déi heiten Direktiv sollt fir d'Stroossen zielen.

Et wier eng Aarbecht, eng Dokteraarbecht fir en ugeënde Jurist, eng Kéier den Dossier „Saarstrooss“ erauszehuelen. Da géife mer feststellen, wat et Lëtzebuerg kascht, wa mer eis Direktiven net korrekt an net séier genuch ëmsetzen.

Mä se war net nëmme spët ëmgesat ginn, si war och komplizéiert ëmgesat. An dräi verschiddene Gesetzer, an dräi verschiddene Règlement-grand-ducallen huet e Maître d'ouvrage sech missen erëmfinden, fir ze soen: Wat gëllt dann elo fir mech? An dat ass ëmmer kritisiert ginn - an och dat huet d'Verriederin vun der LSAP hei gutt zitiert - vum Statsrot, vun Ëmwelt-ONGen an och vun enger gewëssener Partei, déi déizäit nach an der Opposition war.

An ech soen lech awer, Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - ...ech sinn haut wierklech frou an och ganz e bëssen houfreg, an dat erkläert och, dass mer e bësse méi spët u sinn, dass et eis no 20 Joer Diskussioun... An dann huelen ech den Här Zeimet mam Wuert, an da si mer gespaant, wou dann d'Simplification administrative géif kommen, wann dann éieren déi Partei erëm an d'Regierung kënt. Dir hutt et a 25 Joer net fäerdeg bruecht, déi heiten Direktiv an een Text ze maachen. Komescherweis muss dann e gréngen Ëmweltministère hikommen, fir dat do hinzekriegen an déi Simplification administrative hei duerzeleëen.

Duerfir, mengen ech, léisst Är Kritik, wat dat ugeet, mech relativ kal. An duerfir si mer elo esou wäit, dass mer dat endlech hikritt hunn. An dat suergt, léif Kollegeinnen a Kollegen, fir méi Transparenz. Dat ass en Akt vu Simplification administrative. An domadder erfëlle mer och Wuert fir Wuert e weidere Punkt aus dem Koalitionsaccord, well dat, wat mer haut maachen, dat steet schwaarz op wäiss am Koalitionsaccord. An dat setze mer haut och esou ëm.

An dann eppes, wat an déiselwecht Richtung fir méi Transparenz, fir méi Kloeerheet geet, ass de Prinzip... An op dee wëll ech awer nach eng Kéier hei ganz speziell agoen, och am Kontext vun den aktuelle Fäll, déi esou vill diskutiert ginn. Dat ass, dass mer d'EIE-Prozedur vun der Kommodosprozedur trennen. Dat war bis elo net de Fall. An dat féiert bei de Gemengen, bei de concernéierte Bierger a Biergerinnen, och an der Press an - ech hunn dat Gefill - och heiansdo bei eenzelnen Deputéierten zu grousser Konfusioun!

(Interruption)

An, Här President, ech kann déi Konfusioun och ganz gutt verstoen, well dat ass de Moment bal net ze verstoen, wou mer dann elo an deem ganze Prozess dru si vun deem Rapport, dee fir d'Éischt muss gemaach ginn iwwert d'Incidents, an dann awer schon amgaange sinn, iwwer Konditiounen vun enger Autorisatioun ze diskutieren. Ech ka gutt verstoen, dass do, wéi een op Lëtzebuergesch seet, „eng Al hir Jong net méi erëmfënt“.

An dat weist och, Här President, déi aktuell Diskussioun ëm d'Juggurtsfabrik, ëm d'Steewollfabrik. Ech kéint awer och nach gradesou gutt de Wandpark vun Déifferdeng huelen. Do gëtt sech Suerge gemaach iwwer eng Distanz zu den Awunner an Awunnerinnen. Et ka ganz gutt sinn, dass dee Projet guer näischt gëtt! Dee Projet ass mat véier Wandmille gestart. Et ass elo scho relativ kloer no éischten Etüden, dass et der héchstens dräi ginn. Et kann och sinn, dass et guer keng gëtt!

Weder beim Wandpark Déifferdeng nach an deenen zwee aneren Dossierien hu mer emol nach net all d'Donnéeën um Dësch, wat den Impakt vun deenen Projekten op déi eenzel Beräicher wäert sinn. An an der éffentlecher Diskussioun gëtt awer gemengt - a verschiddene wëllt een dat och vläicht bewosst esou duer-

stellen -, wéi wa mer schon an der Autorisatiounsprozedur wieren. Wat definitiv net de Fall ass!

An duerfir ass déi Kritik och vun der CSV, hei géifen et Meenungsverschiddenheeten tëschent dem Ëmweltministère an dem Wirtschaftsministère ginn, iwwerhaupt net ubruecht! Et huet nach keen aus dem Ëmweltministère gesot, déi Betriber do kéinten an d'äerften net autorisiert ginn! Mä et ass dach awer d'Roll vun engem Ëmweltministère, hei op eng Rei Problemer opmierksam ze maachen. Ech kommen herno nach dozou.

An Zukunft ass dat kloer getrennt! An Zukunft mécht de Promoteur seng Impaktstudie fäerdeg. Do mussen, wann et méiglech ass, och alternativ Standuerter oder Techniken analysiert ginn. Dee Rapport geet da mat den Aweise vun alle concernéierten Instanzen, an do gehéiere selbstverständlech och d'Gemengen derzou, eng éischte Kéier an d'Consultation publique. An duerno, mat de Kritik vun de Gemengen, vun de Leit, hëlt den Ëmweltministère seng Konklusiounen an engem sougenannten nei agefouerten Avis motivé.

An dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da fänkt eréischt an Zukunft d'Autorisatiounsprozedur un. Mä dann hu mer net bei engem Wandpark zum Beispill zéng Méiglechkeeten, wou d'Wandmille stinn, mä dann hëlt de Promoteur eng Decision an e seet: „Ech maachen der elo keng véier, mä ech maachen der dräi. Deen Typ vun Anlag. An déi Anlage kommen duer an duer stoen.“ An da weess jiddwereen, ëm wat et schlussendlech geet. An da kënne selbstverständlech am Kader vun der classescher Kommodosprozedur d'Gemengen an de Public nach eng Kéier hiren Avis ofginn.

Dir hutt recht, dat kléngt a priori vläicht wéi e bësse méi Verkomplizéierung. Et wäert awer an der Praxis an eisen Aen zu vill méi Kloeerheet an domat manner Diskussiounen wéi de Moment féieren. An dat ass am Interessu vu jiddwereen, an och vun de Promoteure vun deenen Projekten.

An trotzdem, an do gi mer op déi Kritik an, déi hei erwänt ginn ass vun der Chambre de Commerce. Mir hunn e Règlement grand-ducal, deen um Kommodosgesetz hänkt. Wann e Promoteur awer wëllt, an en insistéiert, dass déi zwou Consultatiounsprozeduren parallel solle sinn, da kann en dat maachen. Ech géif et awer ofroden, wann net kloer ass, dass nimm ee Standuert an eng Technik a Fro kënt. Soss riskéiert e bei engem Recours virum Tribunal mat der Aarhus-Konventioun, sech e Been ze brieden.

Här President, zu där Transparenz wäert awer och bäidroen, dass mer en extraen Internetsite wäerten ariichten, wou all Mënsch zu all Moment sämtlech Dokumenter vun all deenen dach komplizéierte Projekte kann uckelen.

Dann hu mer awer nach eng aner wichteg Ännerung gemaach, déi bis elo nach net erwänt ginn ass, déi et och derwäert ass. An zwar, an och dat, mengen ech, suergt fir Konfusioun, bis elo war d'Ëmweltverwaltung d'Autorité compétente. Ech hunn dat ëmmer komesch fonnt, dass eng Verwaltung Verwaltungen aus eisem Haus, mä souguer doriwuer eraus Verwaltungen aus anere Ministären an de Gemenge Bréiwer schreift a seet: „Wat haalt Der vun deem Projet hei?“

Ech fannen dat net normal, dass eng Verwaltung dat mécht, a scho guer net normal fannen ech dat, wann et dann och nach ëm eng Consultatioun iwwert d'Grenzen eraus geet. Déi gëtt et näamlech och schon haut. Et ass dach net normal, dass eng Lëtzebuerg Verwaltungen ech weess net wem a Frankräich oder an der Belsch e Bréif schreift a seet: „Mir sinn hei d'Autorité compétente fir eng EIE zu Lëtzebuerg. Wat haalt Dir dovun?“

Mir huelen dat op de Ministère. Dat ass vill méi normal, dass e Ministère seng eege Verwaltungen alleguerten uschreift, aner Verwaltungen, aner Ministären uschreift, aner kompetent Autoritéiten an Nopeschlänner uschreift an net, dass dat bei enger vun eise Verwaltungen läit. Dat wäerte mer och esou maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Lëtzebuerg falen effektiv net vill Projekten ënner d'Impaktstudiegesetz. Ech wëll dat och nach eng Kéier kloer an däitlech soen a präzisieren. 2015 an 2016 zesummegeholl waren et eng knapp Dosen. Dat sinn de Moment virun allem Wandparken. Dat kann déi eng oder aner gréisser Kläranlag sinn. An am Transportberäich ass et den Ausbau vun Zuchstrecken an dann e gréisser Contournement, wéi dee vu Käerjeng.

Mä all déi Projekten, do si mer eis jo awer eens, hunn oder kënnen zumindest eventuell e ganz groussen Impakt op d'Liewensqualitéit vun deenen Mënschen hunn, déi an der Gégend wunnen, op eis natierlech Ressourcen an awer

och op eis international Engagementer am Klima- an am Ëmweltberäich.

A wann esou Projekten an engem Raum stattfannen, wou déi Belaaschtung scho grouss ass, da geet et eben net nëmmen duer, d'Emissiounen ze kucken, mä och d'Immissiounen mussen mer kucken. An dat heescht: Wat kënt insgesamt vu Kaméidi bei de Leit un? Hale mer d'Grenzwärter vun de Steckoxiden an den Uertschaften nach an?

An, fir bei deenen aktuellen Dossierien ze bleiwen: Wann eng Juggurtsfabrik esou vill Waasser verbraucht wéi d'Stad Diddeleng, dann ass et dach net nëmmen d'Recht, mä d'Flicht vun där betroffener Gemeng, am Kader vun der Prozedur dorop hinzewiesen an dat ze thematisieren.

A wann, Här President, eng Steewollfabrik riskéiert, sämtlech Reserve vu Schwefeldioxidemissiounen, déi Lëtzebuerg nach zegutt huet am europäesche Kontext, opzefriessen, jo vläicht souguer ze dépassieren, dann ass et dach net nëmmen d'Recht, mä d'Flicht vun Ëmweltministère, dorop hinzewiesen, an dat net nëmmen, an dat wëll ech hei betounen, net nëmmen am Interêt vun der Liewensqualitéit vun de Mënschen, mä och am Interêt vun de besteeende Betriber, well déi eventuell géife riskieren, iwwerhaupt net méi kënnen ausbauen, wa se selwer och Schwefeldioxid zum Beispill emetteieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme scho bal zum Schluss. An der Vergaangenheet ass sech jo virun allem iwwert d'Benefisier vun wirtschaftleche Wuesstum gefreet ginn. A wie freet sech dann net och op Dausende vun Aarbechtsplazen, déi geschaaft ginn, a Steiersuen, déi sprudelen?!

Mat de Käschte vun deem Wuesstum, besonnesch am Ëmweltberäich, an dat ass och hei schon erwänt ginn, ass sech net ëmmer genuch beschäftegt ginn. D'Resultat, dat kenne mer: nach 2% vun eise Flëss, déi an engem gudden Zoustand sinn, feelend Kläranlagen, plazeweis schlecht Loftqualitéit, Schwieeregkeeten, eis Klimaengagementer anzehalen, Stauen op de Stroossen, Enkpäss bei der Eisebunn.

An des Regierung, mengen ech, huet et fäerdegbruecht, no der Kris dem Land eng vu kengem méi erwaarte wirtschaftlech Entwécklung ze bréngen. Mä des Regierung beschäftegt sech awer och mat den negative Konsequenzen an de Käschte vun deem Wuesstum. An endlech mécht se dat och emol am Ëmweltberäich!

Dat gesäit ee beim Ausbau zum Beispill vum Transport, bei der Dynamik, déi mer fäerdegbruecht hu beim Kläranlagebau. Dat gesäit een awer och beim Ausweise vun Naturschutzgebieder. An dat gesäit een och bei all eenzel Impaktstudie, déi mir am Ëmweltministère virgueluecht kréien.

Jo, an der Vergaangenheet huet ee vläicht d'Stëmm vun engem Ëmweltministère bei esou gewaltigen Investissementsprojeten net héieren. Dat ass awer net eise Problem. Dat ass dann éischer de Problem vun deenen, déi virun dem Amt innehaten.

A wa mer vun enger kollegialer Decisioun an Decisiounen schwätzen, jo, da war et an der Vergaangenheet ëmmer esou, dass nimm de Wirtschaftsministère decidéiert huet, wat an deem Land hei geschitt ass!

Mir verstinn des Regierung als e Kollegium,...

(Interruption par M. Michel Wolter)

...wat insgesamt driwwer diskutiert...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech ka mech net erënneren, säit ech Politik maachen, dass mir jeemools de Wirtschaftsminister haten.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Ech mengen, dass et dat Normalst vun der Welt ass, wann esou gewaltig Investissementer op Lëtzebuerg kommen, dass mer endlech net nëmme frou sinn iwwert déi puer Honnert Aarbechtsplazen an déi eventuell Steiersuen, mä dass mer eis och Gedanke maachen a Regiounen.

(Interruption par la présidence)

An dat hunn, mengen ech, och déi Buergermeeschtere vun Déifferdeng a Suessem gesot, wou d'Belaaschtung fir d'Mënsche scho ganz héich ass. Dann ass et dach derwäert, dass mer eis ganz e bëssen Zäit huelen, fir ze kucken, ob dat do och ëmweltméisseg Sënn mécht oder net.

Dat si mer an aller Rou amgaangen ze maachen. An ech wäert lech och soen: Wann dann déi ganz komplizéiert Prozedur, déi mer amgaange sinn, Sënn soll maachen, a wann d'Biergerinnen an d'Bierger eis nach sollen eescht huelen, da muss et jo och esou sinn, dass um Enn vun esou enger Prozedur eventuell - eventuell - och en Nee ka sinn!

Zum Beispill, wann et sech erausstellt, dass d'Immissiounsgrenzwärter net anzehale sinn, obwuel de Betriber vläicht sämtlech Emissiounsgrenzwärter anhält; zum Beispill wa mer duerch e Betriber eis international Engagementer am Klimaberäich oder bei der Loftqualitéit net méi kënnen anhalen; oder zum Beispill wann e Projet - an do denken ech un Déifferdeng - op enger immens sensibeler Plaz geplangt ass, soudass en op jidde Fall an där geplangter Envergiure net ka realiséiert ginn.

Här President, wa vun Ufank un nëmmen d'Optioun Jo a Fro kënt, da mécht dat Ganz kee Sënn an da kënne mer eis dee ganzen Opwand spueren, well Opwand ass et. Eng Impaktstudie, an da kommen ech zum Schluss, ass en ergebnisoffene Prozess. Dat ass esou mat deem aktuelle Gesetz an dat gëtt nach vill méi kloer mat deem neie Gesetz, wat mer haut stëmmen.

An duerfir freeën ech mech iwwert déi ganz breet Zoustëmmung zu deem Gesetz. Merci villmools!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Statssekretär. Den Här Wolter freet Parole après ministre.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, Här President, ech froe Parole après ministre, well ech dem Här Gira seng Ried esou wéi eise mandatierte Spriecher och ka ganz gutt novollzéien. Mä ech mengen, dass e sech an deene leschte fofzëng Minuten e bëssen um Partner geiert huet, wou e sech ze reiwen hat.

D'Diskussioun ass jo net déi, déi hien elo hei gefouert huet, fir ze soen, dass een déi Impaktstudie net soll maachen. D'Diskussioun ass jo net déi, dass aus dräi Gesetzer ee Gesetz gemaach gëtt. Dat ass jo eppes, wat mer begreifen. An duerfir stëmme mer dee Projet de loi och mat.

D'Diskussioun ass déi, dass des Regierung an deene leschte Méint op Dossierien, déi Dir elo gesot hutt, wéi d'Juggurtsfabrik oder wéi d'Steewollfabrik, mat zwee verschiddene Mënnere geschwat huet, an dass op där enger Säit ee Ministère seet: „Hei sinn d'Prozeduren, déi nach mussen respektéiert ginn“, an en anere Ministère, deen Der selwer ernimmt hutt, dee seet an dee mécht quasi, wéi wann d'Decisioun scho geholl wier, fir dass d'Implantatioun vun deene Betriber do ass.

A wann dese Projet de loi eppes soll bréngen, näamlech, dass déi eenzel Ministère sollen ophalen, de Leit an de Medien eigentlech scho kloerzemaachen, dass Decisiounen geholl wieren, déi nach net geholl sinn, an dass Decisiounen dee Moment geholl ginn, wann d'Prozeduren alleguerten ofgeschloss hunn, da war et derwäert, dass mer dese Projet haut gestëmmt hunn.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Ech hunn näischt aneres gesot. Ech mengen, et gëtt eng Rolleverdeelung an enger Regierung. De Wirtschaftsminister probéiert, Aarbechtsplazen op Lëtzebuerg ze bréngen. Da komme Betriber, da gëtt et Prozeduren, an da gëtt et en Ëmweltministère, deen dann nun eemol responsabel ass, fir eng Rei Prozeduren hinzemaachen.

A wann awer scho beim éischte Bléck an den Dossier et kloer ass, dass dat do e bësse méi ass wéi e Gaardenhaischen oder eng Schräinerei, dann ass et dach endlech sennvoll, dass mer an deem Land hei driwwer diskutieren, wéi mer dann déi zukünfteg Wirtschaftspolitik maachen.

An da gëtt et endlech Zäit, dass mer, wéi ech et gesot hunn, net nëmmen déi positiv Effekter vun neien Aarbechtsplazen a Steiersue gesinn, mä awer och driwwer nodenken: Hu mer da kuerzfristeg 3.500 Fudder Waasser zur Verfügung, fir op ee Coup enger Fabrik ze ginn? Huet dann een...

(Interruption)

1997 ass en Ëmweltministère op Kyoto e Protokoll ënnerschreiwe gaangen an duerno huet kee sech méi Gedanke gemaach, wéi mer dee Protokoll sollen anhalen.

Mir hunn an eiser Presidence eng NEC-Direktiv verhandelt. An do huet Lëtzebuerg, an dat ass eng generell Decisioun vun deser Regierung, gesot: „Mir wëlle bei Schwefeldioxid, bei anere Schadstoff déi an déi Ziler errechen.“

Elo stellt et sech eraus, dass de Risiko besteet, dass mat engem Coup déi ganz Contingenten opgefressen sinn. Dann ass et dach normal, dass eng Ëmweltministesch dorop opmierksam mécht. Dat hu mer iwwregens net an der Press

gemaach. Dat weess de Wirtschaftsminister scho laang. An dat hei ass en „work in progress“. An ech kann lech haut an och nach muer net soen, wéi dat ausgeet.

Dat ass dach flott, dass mer eis endlech breet Gedanke maachen an net nëmmen d'Aarbechtsplazen an d'Steiersue gesinn. An dat ass en Ennerscheid par rapport zu deene Regierung virdrun.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech wëll dem Här Gira dann nach eng Kéier soen, dass dat, wat en elo gesot huet, eigentlech meng Position vu virdu just bekräftegt, nämlech dass dës Regierung mat zwee verschidde Mënnern schwätzt, tëschent dem Environnement, deen eng Rei Prozeduren,...

(Interruptions)

...deen eng Rei vu Prozedure mat Recht beanstant, an engem Wirtschaftsminister, deen dobaussen de Leit gleewen deet, dass d'Decisionen scho geholl si gi fir d'Implantation vun de Betriber.

(Interruption)

Dofir kommen ech nach eng Kéier zur Konklusion, well dat, wat hie seet, an dat, wat den Här Schneider seet, dat ass diametralement opposé gewiescht an deene leschte Méint, dass et wichteg ass, dass mer de Projet de loi haut stëmmen, fir dass mer endgültig Kloeerheet kréien an dass et eriwwe ass, dass Ressortministere sech eigentlech um Kapp vun der Landesplanung an der Effentlechkeet matenee streiden.

► **Une voix.**- Jo!

► **Une autre voix.**- Très bien!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- A wat fir enger Prozedur si mer?

(Interruption)

Den Här Minister huet awer elo net méi geschwat, den Här Wolter huet elo geschwat.

(Hilarité et brouhaha)

Also „Parole après Monsieur Wolter“ ass net am Reglement virgesinn. Also, ech géif mengen...

(Brouhaha général)

Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Merci, Här President. Ech mengen, ech begrëssen, datt Der wëllt an der Presidentekonferenz eng Kéier iwwert déi Parollen do schwätzen, well virdu ware mer an enger Prozedur, wou mer e bësse wäit gaange sinn. An ech mengen, ech hunn dat Recht, Parole après ministre ze froen. An ech sinn och frou, datt Der mer dat ginn hutt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Et ass awer de Statssekretär.

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Dat muss ech lech zougustoen. Mä ech sinn awer och elo, wou den Här Gira geschwat huet - ech mengen, en huet säi Standpunkt iwwert dëst Gesetz ganz gutt presentéiert -, mä ech sinn awer duerjerneen. An ech wollt e bieden, mer ze hëllef, eppes besser ze verstoen.

Ech hunn den Androck, datt déi gréng Partei an deene leschte Joren an der Regierung eng Wuesstumspolitik hei matgemaach huet, déi och Klimainzidenzen huet, déi och Standuerter verbraucht huet, déi och eng Rei Ëmweltetüde matgedroen huet, déi awer wahrscheinlech all positiv waren.

An ech hunn den Androck, an ech wär frou, Här Gira, wann Der dozou kéint Stellung huelen, datt Der elo e puer Méint virun de Wahlen probéiert, lech aus enger Verantwortung erauszueschelen, déi Der an deene leschte Jore jo awer matgedroen hutt.

Wat ass dann eigentlech d'Kredibilitéit vun Ärem Standpunkt no fënnf Joer wëller Wuesstumspolitik, no Zoubetonéieren, wann Der eis elo hei erziele kommt, wéi wichteg dann déi differenziéiert Approche ass tëschent Ministèren? Déi hu mer an deene leschte Joren net gesinn!

Ech soen lech Merci.

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ech weess net, ob et am Reglement vun der Chamber virgesinn ass, elo hei Wahlkampf ze maachen, ob dat esou geduecht ass. Mä ech ginn

awer gären eng Äntwert, Här President. Ech stinn net hei als Vertrieeder vun der grénger Partei, mä als Member vun der groussherzoglecher Regierung.

► **Une voix.**- Aah!

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- An déi Regierung huet fënnf Joer laang eng exzellente Wirtschaftspolitik gemaach, eng exzellente Sozialpolitik...

(Interruption)

...an eng exzellente Ëmweltpolitik.

A mir sinn eis ganz konsequent, Messieurs les Députés!

An ech wëll och drun erënneren, Dir kritt eis eben net mat Schlagwierder a mat Populismus. Ech weess, dass eng Rei Leit eis elo Industrie-feindlechkeet virwerfe wëinst eisen Diskussionsenen an deenen zwee Projeten.

Ech wëll drun erënneren, dass ech als Vertrieeder vun Ëmweltministère am Ufank vun der Legislaturperiode relativ desagreabelen Owend zu Esch verbruecht hunn.

Dat war en Dossier, Här President, deen hätt eigentlech scho misse virun deene leschte Wahlen vum deemolegen delegéierten Ëmweltminister geholl ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Well deen Dossier, dat war ee vun deenen, déi am Tirang louchen. Do war den Delai schonn ofgelaf fir d'Asphaltfabrik. Mä do haten 1.000 Leit ënnerschriwwen géint déi Asphaltfabrik an do huet den delegéierten Ëmweltminister keng Decisionen geholl an huet där nächster Regierung dat iwwerlooss. An ech sinn op Esch gaangen, nodeem mer d'Decisionen geholl haten, nodeem mer den Aspréich vun de Leit Rechnung gedroen haten. An ech kréien haut gesot, an ech sinn och do houfreg drop, zu Esch-Lalleng stéing déi ëmweltfrëndlechste Asphaltfabrik a ganz Europa.

Dat ass gréng Wirtschaftspolitik, dat ass gréng Ëmweltpolitik. Ech mengen, domat hunn ech lech geäntwert.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci.

Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mer kënnen iwwert de Projet de loi 7162 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7162 et dispense du second vote constitutionnel

Et sief nach eng Kéier drop higewisen, dass de Rapporteur eis informéiert huet, dass eng Rei vu materielle Feeler dra waren, wouriwwer och de Statsrot schonn informéiert ass, an dass mer dann dee berichtigten Text haut ofstëmmen. Den Här Rapporteur huet am Detail dorop higewisen.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung vum Projet iwwergoen. D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

57 Jo-Stëmmen, 3 Nee-Stëmmen: Domat ass de Projet de loi 7162 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdig, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum leschte Projet vum Ordre du jour vun haut iwwergoen, de Projet de loi 7244 iwwert de Bau vun neie Quaien an der Stater Gare. D'Wuert huet elo d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

14. 7244 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

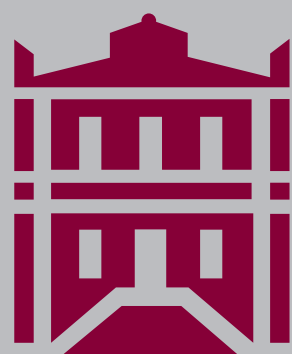
► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*), *rapportrice.*- Merci, Här President. Ech huelen un, datt et bei dësem Projet de loi e wéineg méi roueg zougeet an datt grouse Konsens wäert bestoen. Et handelt sech ëm en zentralen a substantielle Projet um Niveau vun der Eisebunnsinfrastructure a méi speziell ëm d'Finanzéierung vun zwee neie Quaien op der Stater Gare, mat allen Elementer, déi dozou gehéieren.

Et sinn d'Quaie 5 a 6, déi um Terrain vun de fréieren Ateliers nord vun den CFL implantéiert solle ginn. Wéi Dir wësst, sinn dës Ateliere schonn am Joer 2017 ofgerappt ginn. Et ass en Terrain vun den CFL, soudatt dem Bau vun deenen neie Quaien net méi allze vill am Wee ka stoen.

De Montant, dee fir sämtlech Aarbechte gebraucht gëtt, läit bei 171 Milliounen Euro. Generell wäert dës Projet d'Verbindungen a Richtung Süden an a Richtung Norde massiv verbessern an d'Capacitéit vun der Infrastruktur un de massive Wuesstum vun de Passagéier vun ongeféier 6% am Joer upassen. E féiert dozou, datt méi Direktzich a béid Richtunge kënnen agesat ginn, datt de Plan d'occupation des voies méi flexibel kann organiséiert ginn an datt d'Vespéidunge vun den Zich op déi Manéier zolidd reduzéiert kënnen ginn.



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et
Instagram



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Do muss ee wëssen, datt 90% vun den Zuchverspéidungen op d'Enkpäss an der Stater Gare zréckzeféiere sinn, ganz einfach, well d'Zich vun alle Richtungen op déi Stater Gare zoustréimen a ganz grouss Kniet um Reseau verursaachen.

Dése Projet mécht et dann och méiglech, den Arrêt Pafendall-Kierchberg adequat ze bedéngen an déi nei Beetebuenger Linn, mä och d'Linn Lëtzebuerg-Waasserbëlleg optimal an de Reseau ze integréieren. D'Quaien hunn eng Längt vun 311 respektiv 253 m an erschléissen d'Voie 11, 12, 13 a 14. D'Schinne vum Quai 5 verläfen a Richtung Süden an Norden, während déi vum Quai 6 just mam Süde wäerte verbonne ginn.

Zu den Aarbechte gehéieren och d'Installation vum Marquisen, de Bau vun engem Souterrain, enger Plattform an enger Passerell. Dozou kommen technesch Installatiounen, déi de sougenannte Spécifications techniques d'interopérabilité an de Methodes de sécurité commune entsprechen. Dat si Regelen, déi an der Europäescher Unioun virgeschriwwen sinn.

De Projet gëtt a siwe Phase realiséiert. Den Ufank vun den Aarbechten ass fir den Hierscht 2018, Enn 2018 geplangt, während de ganze Projet Enn 2021 soll fäerdeggestallt ginn. Fir sämtlech technesch Detailler an de geplangte Phasage vun den Aarbechte verweisen ech direkt op mäi schrëftleche Rapport an op den Document parlementaire, dee ganz komplex ass an all Detailler vun den Aarbechten duerstellt, och wat d'Phasen ubelaangt.

Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi ass den 12. Februar 2018 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch deposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 20. März ofginn an hat eigentlech guer näischt um Projet auszesetzen, soudatt mer d'Aarbecht an der Kommissioun séier ofgeschloss haten. Den 29. März 2018 huet d'Kommissioun mäi schrëftleche Rapport eestëmmege uegeholl.

Domat sinn ech schonn um Enn vu mengem méi kuerze mëndleche Rapport ukomm, wéilt awer nach den Hären Henri Werdel a Jeannot Poeker vun den CFL villmoos Merci soe fir hir flott Präsentatioun vum Projet an der Kommissioun. An lech alleguer e grouse Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Rapporteur. Eische Riedner ass den Här Marco Schank.

Discussion générale

► **M. Marco Schank (CSV).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt mat engem Merci un d'Rapporteurice ufänken, un d'Josée Lorsché, fir säin exzellenten, ausféierleche schrëftlechen an och mëndleche Rapport elo just. An ech wollt och direkt am Ufank soen, datt d'CSV selbstverständlech dëst Gesetz wäert stëmmen.

Dése Projet fir d'Uleëe vun zwee neie Quaien, 5 a 6, fir méi Capacitéiten, fir méi Flexibilitéit ass ganz kloer entscheidend fir d'Weiderentwécklung vum Eisebunnsresseau hei am Land, wéilt heesche vum ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg. An ouni ze iwwerdreiwen, kann ee roueg de Begrëff vun „historesch wichteg“ be méien, well ouni dësen Ausbau d'Retarde weider geifen zohuelen.

Wien all Dag mam Zuch schaffe fiert an an der Stater Gare erauskliemmt a pünktlech wéilt erausklammen, weess, datt dat net ëmmer esou einfach ass, well ëmmer erëm kënn et zu méi oder manner grouse Retarden, well den Zuch muss waarden, ier en an d'Gare kann eraufueren, well d'Stater Gare an de Spëttestonne

saturéiert ass. Eng vun den Ursaachen ass, datt d'Passagéierzuelen déi lescht Joren immens zougeholl hunn, em bis 6% pro Joer, wat jo positiv ass.

Eng aner Ursach ass natierlech déi, datt de Lëtzebuenger Eisebunnsresseau ebe keen Netz ass, mä e Stär, mat der Stater Gare als Nadelöhr just an der Mëtt. An anere Wiederer: All Weiderentwécklung an Ausbau um nationale Reseau bréngt zousätzlech Belaaschtunge fir d'Gare mat sech. Als Beispill sinn hei just déi nei Arréten Houwald oder Pafendall-Kierchberg ze ernimmen oder och déi nei Linn, déi entsteet tëschent der Stad a Beetebuerg.

Op d'Detailler vun den neien Embauearbechten op der Gare mat zwee zousätzleche Quaien fir e Käschtpunkt fir insgesamt 171 Milliounen ginn ech net weider an, dat ass virdu vun der Rapporteurice am Detail gemaach ginn. Ech wollt just soen, datt evidenteweise déi nei Quaien mat allen noutwendegen CFL an europäesche Standardequipementen ageriicht ginn. An et ass a mengem Aen och gutt a sennvoll, datt d'Quaien 5 a 6 eng gehetzte Salle d'attente kréien. Selbstverständlech gëtt och dru geduecht, déi al Quaien a besonnesch de Quai Nummer 3 entsprechend ze adaptéieren an ze moderniséieren.

Loosst mech nach ee Wuert zum Problem vun de Retarde vum Zuch soen! Ënnert der Iwwerschrëft „Pünktlechkeet“ oder „Pünktlichkeit im Zugverkehr: eine schwere Last“ konnt een am Bulletin vun der Eisebunnergewerkschaft Syprolux noliesen, datt den CFL-Direkter an leschte Comité mixte vum 7. März a sengem Rapport gesot huet, datt d'Pünktlechkeet sech am Verglach zum Joer virdu verschlechtert hätt, ausser bei zwou Linnen. Ech wäert awer iwwermuer a menger Interventioun zu der Debat iwwert den ëffentlechen Transport dorop zréckkommen.

Här President, ech wollt dann nach eemol ënnersträichen, datt mir et natierlech gutt an unabdingbar fannen, fir méiglechst vill Suen an d'Weiderentwécklung vum ëffentlechen Transport ze investéieren. Dat hunn och déi fréier Majoritéit respektiv fréier Regierunge gemaach, zum Beispill jo och, wéi den Tram respektiv den Arrêt Pafendall-Kierchberg decidiert goufen.

Mä ech wéilt och daitlech maachen, datt et net duergeet, fir déi Leit, déi haut mam Zuch fueren a mam Bus, ze tréischen, datt 2020 oder 2021 alles besser gëtt. Zum Beispill wéilt all Patron, datt seng Mataarbechterinnen a Mataarbechter pünktlech op d'Schaff kommen. An et ass deenen egal, wéi se kommen am Prinzip, mam Zuch, mam Bus oder ebe mam Auto.

An duerfir mussen d'CFL an eisen Aen all Méiglechkeeten ausschaffen, fir hire Clienten d'Bus- an d'Zuchfueren esou effikass wéi méiglech, wéilt soen esou pünktlech wéi méiglech ze gestalten.

Ech hat a menger Heure d'actualité iwwert de Fahrplanwiessel vum leschten Dezember och op eng noamenswäert Initiativ vun der Deutsche Bahn higewisen, déi ech och vun Eisebunnsxperte recommandéiert krut, op déi ech elo weider keng Reaktioun kritt hunn. Do gëtt et nämlech dee sougenannten „PlanStart-Team“-Projet mat senger Koordinateuren, déi jo Wochen a Méint an enger gewëssener Region um Terrain kucken an iwwerpräieren, iwwerwaachen, an dat dagdeeglech, wéi eng Problemer da genee u welche Verspéidungen hänken, zum Beispill Verspéidungen, déi ëmmer erëmkommen, a wou da mat deene gesammelten Donnéeë Léisunge gesicht ginn.

An och d'CFL missten a Saache Léisunge fir Verspéidunge vläicht d'Rad net nei erfannen,

mä Projekte siche wéi zum Beispill deen hei an - firwat net? - esou eng Initiativ oder äänlech Initiative präieren an da kucken, ob een net entsprechend kéint aktiv ginn.

Domat wollt ech zum Schluss den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn. An ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. 171 Milliounen Euro ginn hei investéiert. Et ass e ganz grouse Projet. Et ass e Projet, bei deem et schonn derwärt ass, och e Wuert driwwer ze verléieren. Et ass en extrem wichtige Projet. An dee kënnst och gutt haut hei virum Debat vun dem Donneschdeg iwwert d'Mobilitéit.

Lëtzebuerg huet eng ganz spezifesch Situatioun. Den Nadelöhr Stad, wou alleguer d'Zuchlinien dann och drainéiert ginn, ass natierlech e ganz kriddeleche Punkt. An och mam Ausbau vun dësen zwee Quaien, déi elo hei wäerte gestëmmt ginn, hu mer wuel eng Verbesserung vun der Situatioun, mä duerno ass et esou, dass mer vir bei an hanne widder op där doter Plaz sinn.

Ëmmer méi Leit huelen awer den Zuch. Ëmmer méi eng grouse Progressioun hu mer, wat d'Beedelegung ueget, wat Leit sinn, déi den Zuch an de leschte Joren huelen. An duerfir muss mer niewent dem Invest, dee mer an den ëffentlechen Transport maachen, an deen och ganz gutt ass an dee mer virum allem an d'Bunn investéiert hunn an deene leschte Joren, och hei zu Lëtzebuerg Alternativen nach hunn, déi mer ausbaue mussen an déi ënnerstëtzt wäerte mussen ginn.

Et ass ganz vill geschitt, dat ass virdu gesot ginn. Niewent deenen enorme Suen, déi an deene leschte Joren an d'Bunn investéiert goufen - ech zitëiere just der zwou: déi nei Linn op de Kierchberg mam Funiculaire an och d'Linne Waasserbëlleg-Lëtzebuerg, Beetebuerg-Lëtzebuerg, déi elo kënnen bis an d'Stad da fueren -, ass et vun absoluter Wichtigkeet, dass mer eis Alternativen zum Zuch ginn. An ech kann do och nëmmen ënnerstëtzen, dass de Minister uegekënnegt huet, ënner anerem och eng Tramverbindung an de Süden ze prekoniséieren. Och dat, mengen ech, ass eppes, wat ganz, ganz wichteg an deenen nächste Jore wäert sinn.

Mir brauchen och a virum allem eng Diversifikatioun eben am ëffentlechen Transport, an awer och eng Dezentralisatioun vun eisen Aktivitéiten. Mir kënnen net ëmmer alles an d'Stad drainéieren. Och do spillt dee Projet haut dann also mat an den Debat, dee mer muer wäerten hunn, iwwert den Aménagement du territoire.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Maja!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - De Projet muss dann och am normalen Trafic realiséiert ginn op der Gare. Dat ass keen einfache Projet. Duerfir ass en dann och a siwe Phasen opgedeelet. Et geet natierlech och hei drëms, virum allem opzepasst, dass alleguer déi Leit, déi do schaffen, ënner uerdentleche Konditiounen kënnen schaffen, dass d'Sécherheet garantéiert ass.

Et sinn eng ganz Rei vu gudde Verbesserungen an deem Projet mat dran. Déi nei Passerell, déi gëtt méi Confort, déi ass un d'Personnes à mobilité réduite uegpass. Et ass eng extra Signaletique do ebe fir déi Leit a mobilité réduite. De Souterrain gëtt verlängert, gëtt méi frëndlech gestalt. Marquisé suerge fir de Confort bei schlechtem Wieder. Alles dat si Mesuren, déi maachen, dass d'Leit natierlech dann och léiwere den Zuch huelen. An dat ass och gutt esou.

Ech hoffen, dass déi Suen, déi virgesi si fir den Assainissement, dass dat och wäert duergoen. Dat ass net ëmmer esou einfach virauszege sinn. An ech hoffen, dass déi Suen, déi eben am Projet hei virgesi sinn, dann och wäerten duergoen.

Déi Suen hei, déi si gutt investéiert, an ech wënsche mer och, dass mer an där heiter uegfaangener Richtung, déi mer an deene leschte Joren - an ech wéilt elo net nëmmen dës Regierung mat eranhuelen - uegfaangen hunn, dass mer och an där Richtung do weiterfueren.

Ech ginn heimadder dann och den Accord vun der LSAP an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Ech wéilt direkt am Ufank der Rap-

porteurice Merci soe fir de schrëftlechen an de mëndleche Bericht. Sou wéi och meng Virriedner oder mäi Virriedner direkt gesot huet, ass et schonn net schlecht hei, wann ee vun 171 Milliounen schwätzt fir e Projet, deen awer eng wäitgräifend a positiv Entwécklung fir eis Eisebunns duerstellt. An dofir soll ee sech awer d'Méi ginn, och hei e puer Sätz doriwwer ze verléieren.

Ech mengen, an dat huet de Riedner vun der CSV gesot, dass et schonn historesch ass, wat hei passéiert, nämlech et gëtt an der Infrastruktur vun der Eisebunns, an ech mengen, dat kann ee wuel soen, nom Zweete Weltkrich awer e ganz grouse Worf gemaach, nämlech dass d'Gare vun der Stad Lëtzebuerg den Infrastrukturen emol uegpass gëtt an och der Entwécklung, déi do passéiert ass an deene leschte Joren.

Mir hunn uegfaangen, d'Zich méi laang ze maachen. Mir hunn uegfaangen, d'Zich méi héich ze maachen. An iergendwann, mengen ech, ass d'Capacitéit awer um Enn, an et ass dat jo effektiv, wat zu deene Retarden an der Gare féiert. An dat huet natierlech Repercussiounen op all déi no- a virgelagert Zich, déi dann op eisem Reseau ënnerwee sinn. Dofir kann ech deem nëmmen zoustëmmen an net nëmmen ech eleng, mä eis gréng Fraktioun steet sämtlech zu honnert Prozent hannert dësem Projet.

An zoufälleg hat ech gëschter op der däitscher Tëlee gesinn, dass an Däitschland och déiselwecht Diskussiounen lafen iwwert d'Retarden. An do ass zum Beispill e Versuch gemaach ginn iwwer dräi Méint, wou se probéiert hunn, d'Zich méi schnell fueren ze loosse, fir ebe matzäiten an d'Gare ze kommen. An et ass net do, wou de Problem louch. Se hunn nämlech dee Versuch ofgesot, nämlech se hunn de Problem an de Gare. Ouni eng Erweiterung vun de Gare, ouni déi intelligent an effizient Ofwécklung vun den Zich mat de Passagéier, fir dass se déi néideg Infrastrukturen fannen, ass deem Manktum net entgéintzekommen. An dofir nach eng kéier eng grouse Ënnerstëtzung derfir.

Da wéilt ech awer och nach eng kéier op d'Schnellegkeet vun deem Projet agoen. Well dat ass ee Punkt, deen och hei ze ernimmen ass. Ech mengen, et ass driwwer diskutéiert ginn, et kann een elo driwwer schwätzen: Firwat huet dat esou laang gedauert? Awer effektiv ass de Problem 2017 wierlech op den Dësch komm. An och an der Kommissioun gouf nach driwwer diskutéiert. An et ass relativ séier doraus e Projet entstanen.

An dofir och e Merci un déi ganz CSV, CFL, déi dorunner geschafft hunn, fir...

(Hilarité)

CFL hat ech gesot!

(Brouhaha et hilarité)

Awer net CSV. Ech mengen, ech hat mech awer elo richtig ausgedrückt.

(Interruption)

CFL hat ech, mengen ech, awer elo gesot. Ech wéilt dat awer nach eng kéier betounen.

Awer, wat méi wichteg ass, an dat ass och scho virdu vu mengem Virriedner vun der CSV gesot ginn, nämlech d'Retarden, nämlech déi, déi aus dem Norde kommen, mä och déi, déi aus dem Oste kommen, si frou, wa se déi néideg Capacitéit fannen an déi néideg Plaz, fir dass hiren Zuch méi schnell gëtt mat méi engem héijen Takt. An et ass dat, wat den ëffentlechen Transport wäert attraktiv maachen, wa mer en héijen Takt fäerdegbréngen, en effektiven Takt, den Takt, dee sech un d'Zäiten hält. An domadder kréie mer d'Leit och vill méi begehert, fir den ëffentlechen Transport ze huelen.

Heimat ass e wichtige Schratt doranner gemaach. A wann 2019, esou wéi et hei virgesinn ass, déi éischt Realisatioun gemaach ginn, dann hu mer sécherlech nach eng kéier e weidere Qualitéitssprung op dem ëffentlechen Transport, insbesondere bei dem Zuch.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo u sech kee Geheimnis, datt de Strosserverkéier u seng Limitte kënn. Dat ass hei schonn oft genuch ënnerstrach ginn an dat wäert an deenen nächste

Stonnen, an deenen nächsten Deeg virun allem hei nach méi wéi eemol gesot ginn.

Mir wëssen alleguer, datt et keng Zauberformel gëtt, fir de Verkéier hei zu Lëtzebuerg richteg an de Grëff ze kréien. Mä ech géif awer soen, datt et ee Konsens gëtt, net nëmmen heibanen, mä och dobaussen, datt een an Zukunft nach méi verstärkt muss op den öffentlichen Transport setzen. An datt ënnert dëser Regierung virun allem immens grouss Efforte gemaach gi sinn, dat brauch een och net méi weider hei ze ënnersträchen. An duerfir brauch een och net op déi eenzel Projeten anzugeen, déi an deene leschte Jore realiséiert goufen. Natierlech ass och de Schinnereseau esou lues u seng maximal Capacitéit komm.

E Paradebeispill ass ouni Zweifel d'Streck vu Beetebuerg an d'Stad. Wann ee virun een, zwee Joer den Zuch geholl huet, da wouste een, datt een em déi an déi Zäit hei an der Stad wier. Déi Zäite si leider eriwwer. Et muss een elo scho mindestens eng Véierelstonn éischer fueren, wann net souguer nach vill méi éischer en Zuch huelen. Mir wëssen, wat d'Ursaach ass. Mir wëssen, datt d'Stater Gare iwwerlaascht ass. Mir wëssen, datt doduerch enorm Retarden entstinn.

Op där anerer Säit ass jo awer dee wichtige Projet hei schon decidéiert ginn, fir dann en drétt Gleis tëschent Beetebuerg an der Stad ze realiséieren. Déi Aarbechte sinn immens gutt amgaangen. Besonnesch, wann een den Agang vu Beetebuerg kuckt, wou och elo de Saut-de-mouton scho seng Konture kritt a wou ganz villes geschitt a wou ee sech nëmme kann drop freeën, wann dee Projet eng Kéier definitiv realiséiert ass.

Jiddefalls, wann dat Gleis 2022-2023 fäerdeg ass, da wäert dat nei Perspektive mat sech bréngen. Virun allem wäert awer och de Bau vun deenen zwee Quaien an der Stad Lëtzebuerg an der Gare nei Perspektive mat sech bréngen. Hei ass scho vun de Passagéier aus dem Norde geschwat ginn, aus dem Osten, wat ganz richteg ass. Ech denken awer virun allem an d'Passagéier, déi vun Diddeleng kommen, déi et jo de Moment e bësse méi schwierig hunn, déi ëmmer mussen ëmsteigen zu Beetebuerg gréisstendeels. Och dat kann dann eriwwer sinn.

D'Situatioun ass effektiv ganz schwierig de Moment. A wann ee kuckt, wéi d'Zich iwwerlaascht sinn, a besonnesch déi, déi aus Frankräich kommen an de Spëttestonnen tëschent siwen an néng, hallwer zéng, wou an eng Sätzplazguer net méi ze denken ass, ass nëmmen ze hoffen, datt et ni zu enger Vollbremsung kënn, scho guer net zu engem Accident, well dat géif wahrscheinlech eng riseg Katastroph ginn.

Duerfir, wéi gesot, gëtt mat dësem Projet ee Kär, kann ee soen, vum Problem geléist. An duerfir si mer och frou, datt dee Projet haut hei gestëmmt gëtt.

Ech wëll awer op eng Ausso zrëckkommen, déi de Minister an der Kommissioun gemaach huet an déi een natierlech nodenklech stëmmt, mä déi awer och richteg ass, wou e gesot huet, datt d'Stater Gare awer elo un hir maximal Capacitéit komm ass. Als Netingenieur an als Laie mengt een zwar, et kéint ee vläicht nach eng Kéier an de Buedem fueren, et kéint een eng Kéier vläicht an d'Héicht fueren. Mä ech ginn dovun aus, datt dat net méiglech wäert sinn. Mä dat muss eis awer ze denke ginn! Wann ee seet, datt déi Haaptgare zu Lëtzebuerg duerch den Ausbau op e fënneftene a sechste Quai elo d'maximal Capacitéit ausgeschöpft huet, da wësse mer, wat dat bedeit.

An da kann ee sech jo awer d'Fro stellen: Wat bedeit dat, fir an 20, 30 Joer dann nach d'Leit mussen ze transportéieren, wa mer nach ëmmer zumindest populationsméisseg esou wuessen? Mä dat ass eng Diskussioun, déi gehéiert elo net heihinner, déi wäerte mer jo da spéitstens muer oder iwwermuer nach eng Kéier méi verdéiwen.

Ech wëll zu der Gare Lëtzebuerg awer nach dat eent oder dat anert Wuert verléieren, an zwar am positive Sënn. Een, dee jorelaang duerch déi Gare geet, dee vläicht net ëmmer mat ganz grousser Freed duerchgaangen ass, huet alerdéngs elo misse feststellen, datt déi lescht Méint, déi lescht Jore sech do villes beweegt huet, villes zum Positiven. Den Design vun der Stad (veuillez lire: Stater Gare) insgesamt huet sech verbessert. Ech fannen dat och eng ganz flott Saach, wéi dat mat deene Marquisen do amenagéiert ginn ass, déi jo och elo weidergefouert ginn op de Quai 5 an de Quai 6.

Da muss een och drop hiweisen, dat ass zwar elo nëmmen en Detail, mä et ass awer net onwichtig, datt eng nei digital Informatiounstafel amenagéiert ginn ass. Och dat dréit am Fong geholl zu engem verbesserte Look vun der Gare bäi. A fir dat emol op Neilëtzebuergesch ze soen: Et ass méi userfrëndlech ginn. An dat kann ee jiddefalls nëmme begréissen.

Begréisse muss een an dësem Projet och, datt d'Passerell endlech och elo dach eng méi - wéi soll ech soen? - modern Ausrichtung kritt. Se gëtt och méi passagéierfrëndlech. Ech denke besonnesch un déi Leit à mobilité réduite. An duerfir ass dat och gutt, datt déi frësch konzipiéiert gëtt.

An deem Sënn jiddefalls begréisse mir als DP dee Projet hei. Mir sinn net der Meenung vum Statsrot, dee gemengt huet, et soll ee jo déi Projeten all fusionéieren an een eenzegen. Et ass scho richteg, datt mer se separat hei diskutéieren - d'nächst Woch wäerte mer jo dann déi zwee aner hei op der Lee hunn -, well soss géif ee vläicht emol d'Bedeutung vun deem engen oder anere Projet net kënnen esou hei ënnersträchen.

Wéi gesot, nach eng Kéier bréngen ech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei a soe selbstverständlech der Madamm Lorsché och Merci fir hir eenzel Rapporten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Graas. D'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, och vun eiser Säit ee Merci un d'Kollegin Josée Lorsché fir hire Rapport, virun allem dee schrëftleche Rapport, deen an all Detailler erageet vun dësem Projet, wat e wichtige Projet ass.

Ech mengen, mir sinn eis heibanne parti-iwwergräifend eens, datt et enorm wichtig ass, an den öffentlichen Transport ze investéieren, an Zuch an a Bus, wéinst eben där Wuesstumsfro, an där eist Land sech befénnt, wou mer all Joers, wéi gesot, ongeféier 20.000 Leit hunn, déi sech weider hei am Land bewegen, sief et als Residenten, sief et als zousätzlech Frontalieren, soudatt mer kuerz virum oder scho quasi am Kollaps stinn.

Ech mengen, mir wëssen alleguer: D'Staue gi vun Dag zu Dag méi grouss. Mir wëssen, datt d'Capacitéit vun den CFL och un hirem Maximum ukomm sinn. Och d'CFL hunn op där enger Säit déi vill Schantercher, déi sinn an och mussen sinn, déi dann och als Konsequenz nun eemol Problemer mat sech bréngen, Retarde mat sech bréngen. Mir wëssen awer och, datt d'Eisebunn am Abléck bei der aktueller Infrastruktur un dem Maximum vun hire Capacitéiten ukomm ass. An duerfir ass et esou, datt all déi Projeten, déi mer fir d'Eisebunn maachen, wichtig sinn. An dat wäert sech och iergendwéi an enger Rei vu Joren, wann déi Projete fäerdeg sinn, dann zum Virdeel vun de Passagéier ausbréngen.

Ech mengen, op där anerer Säit mussen mer awer wëssen, an ech hunn dat schon e puermol hei gesot: Wa mer déi Wuesstumsfro net seriö heit am Land diskutéieren - an ech mengen, datt mer elo lues a lues an där Phas ukommen, datt jidderwee bereet ass, doriwwer ze diskutéieren -, wa mer déi net upaken an de Courage net hunn, dann och zesumme Léisungen dozou ze sichen, da wäerte mer och bei deene Problemer hei bleiwen, trotz all deenen Investitiounen, déi mer maachen.

Ech hunn deslescht eng Kéier hei gesot, datt mer domat rechne mussen, wa mer an där Wuesstumspolitik bleiwen, datt mer an engem Zäitraum vu fënnef Joer 100.000 Leit den Dag weider hunn, déi sech hei am Land bewegen, virausgesat, datt mer weider esou wuessen.

Déi heite Projeten droe vläicht der Situatioun vun haut Rechnung. Mä Dir wësst awer och, datt dat alleguer Projete sinn, déi iwwer Joren daueren. Mir wëssen zum Beispill, datt et bei der Zuchstreck Beetebuerg-Lëtzebuerg 2024 doruechter ass, wann déi fäerdeg ass. A wa mer da wëssen, wat d'Capacitéit bis dohinner schon erëm gewuess sinn, da wësse mer, datt d'Problemer an Zukunft net wäerte méi kleng sinn.

Déi 171 Milliounen, déi mer haut hei investéieren, am Fong bréngen mer dat an enger Stonn hei duerch, dat sinn annerhalfe Lycéien, déi ee mat deene Sue kéint bauen. Dat sinn also schon enorm Zommen. Mä mir gesinn awer - a mir sinn eis och duerfir eens, a well mer eis eens sinn, geet et dann och eben hei an der Chamber esou séier -, datt dat enorm Zomme sinn an datt et wichtig ass, datt mer déi doranner investéieren.

Mir sinn och frou, datt am Kader vun dësem Projet, et ass vu menge Virriedner och scho ge-

sot ginn, fir Leit mat Behënnerung déi Gare elo vun alle Säiten och accessibel ass. An ech mengen, dat ass haut eng Selbstverständlechkeet. Wa mer politesch e bëssen zrëckdenken, zéng Joer, da war dat nach d'Exceptioun, datt esou gebaut ginn ass, datt alles behënnergerecht gemaach ginn ass, an et ass net emol bei alle Projeten dru geduecht ginn. Haut ass et eng Selbstverständlechkeet, datt mer all Projeten, déi mer maachen, behënnergerecht maachen. An duerfir, mengen ech, ass dat och hei ze begréissen.

Et hunn och Virriedner scho viru mir elo gesot hei, datt mer elo an der Stater Gare un de Maximum vun de Capacitéiten erukommen. Dat heescht, mir wäerte keng Plaz méi hunn, fir weider Quaien ze bauen. An och hei hu mer schon ee Quai, deen am Fong widdert d'Rotonde stéisst, wou mer am Fong net méi kënnen duerchfueren, mä mer mussen eran- a erausfueren, wann ech dat gutt verstanen hunn an de Plangen, deen a Richtung Norde weidergeet, soudatt mer och gesinn, datt mer do un de Maximum vun eise Capacitéiten erukomm sinn.

Mir wäerten als ADR dësem Projet selbstverständlech zoustëmmen. D'Diskussioun wäert weidergoen. A wann ech lech gesot hunn, datt mer elo um Maximum vun de Capacitéiten an der Stater Gare ukomm sinn, da kënn Der sécher sinn, datt mer dann och nach eng Kéier, net vläicht mir, mä déi no eis eng Kéier hei an der Chamber sätzen, driwwer diskutéieren, fir ënnert der Stad erduerch mat enger Zuchverbindung ze fueren, wann et driwwer net méi geet. An do erënneren ech mech un eng Kéier, do hat eng Partei eng Iddi, déi ass net vergiess, déi kënn och eng Kéier.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm an d'Wuert huet de fir den öffentlichen Transport zoustännegen Nohaltegekeetsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Merci och der Madamm Lorsché fir hire gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport an allen Deputéierte fir déi breet Zoustëmmung. Wann ech dat richtig verstanen hunn, kritt dee Gesetzesprojet hei 60 Stëmmen. Dat fret mech natierlech ganz besonnesch.

Ech wëll e puer Remarke maachen zu där méi allgemenger Diskussioun, déi elo gefouert ginn ass iwwert d'Entwécklung vum schinnegebundene Verkéier a vun de Capacitéitsenkpass, déi mer haut hunn.

An deene leschte véier Joer, a wann ech d'Péiteng kucke vun 2013 bis 2023, investéiere mer 3,8 Milliarden Euro an d'Eisebunn, eleng an d'Eisebunn, an de schinnegebundenen Eisebunnverkéier. Dat ass e Rekord an der Nokrichszäit. An ech menge souguer, wann ech géif an d'Virkrichszäit kucke goen, an déi Zäit, wou d'Eisebunn nach en anere Status hat wéi direkt no der Nokrichszäit, och do léiche mer a Rekordhéicht.

Derbäi muss een nach zielen, datt d'Eisebunn eng Ausschreiwung lancéiert huet, fir fir 400 Milliounen Euro neit Zuchmaterial ze kafen. Och dat ass e Rekord an der Geschicht vun der CFL-Gesellschaft. Fir 400 Milliounen neit Zuchmaterial, soudatt mer fäeg sinn, wann deen Ausbau hei gemaach ass, 2020 geet et jo un, dann ass dee fënnefte Quai hei fäerdeg, mä et kommen d'nächst Joer nach aner Projeten, déi och fäerdeg ginn, d'Passerell, also de Viaduc - pardon, net d'Passerell, de Viaduc - an natierlech d'Streck op Sandweiler och zweegleiseg an esou weider an esou fort, datt mer da fäeg sinn, d'Sätzplazcapacitéit par rapport zu haut, déi mer zur Verfügung kënnen stellen, ze verduebelen op eisem eegenen Zucheseau.

Dat kënn alles net vun ongeféier. Dat ass enorm vill. Dat si Rekordzielen. A wann ech am Ausland op den europäesche Conseile mat menge Kollegen Transportministere driwwer schwätzen, da gesinn ech deenen ëmmer net de Schreck am Gesicht of, mä d'Frustratioun. An déi soen: „Wéi maacht Der dat, fir dat iwwerhaupt hinzekréien, ze finanzéieren an an esou enger kuerzer Zäit alles ze realiséieren?“ An da beneide se eis schrecklech fir dat, wat mer amgaange sinn ze maachen.

Dat ass vill. Et geet schnell. Mä nach soen ech ëmmer, an dat ass meng Äntwert op all déi, déi mer ëmmer soen: „Et kann een net verträischen, et kann een net kucken, hei an do, dat misst nach méi séier goen an esou weider an esou fort“, ech kann net a fënnef Joer oder des Regierung kann net a fënnef Joer nohuelen,

wat drësseg Joer verpasst ginn ass! Well dat ass d'Realitéit!

Mir hu mat Ausnam vun der Verduebelung vun der Péitenger Streck an der Nokrichszäit net an d'Eisebunn investéiert, an den Ausbau vum Netz. Mäi Virgänger, de Claude Wiseler, huet d'Péitenger Streck effektiv op zwee Gleiser ausgebaut. Dat war deen éischte reellen Ausbau vum Schinnereseau. Fir de Rescht ass éischer ofgebaut gi bis an d'80er a souguer bis an d'90er Joren. D'Nordstreck, kënn Der lech erënneren, sollt zougemaach ginn! Also d'Capacitéit ass éischer zrëckgefouert ginn, wéi datt se ausgebaut ginn ass.

An duerfir, mir brauchen déi Zäit wéi dat heiten, fir kënnen esou Saachen ze realiséieren. An effektiv, et war, wéi den Henri Kox gesot huet, 2017, datt mer d'Decisioun geholl hunn, Ufank 2017, nodeem ech mat den CFL, wou ech jo regelméisseg Réunion-de-services hunn, doriwwer geschwat hunn, fir deen Ausbau do ze maachen, well dee Capacitéitsenkpass ëmmer méi kloer ginn ass, a fir dat relativ ze beschleunegen. Am Ufank war et souguer méi spéit virgesinn, dat sollt da kommen, ufänken eréischt 2023 oder 2024. Ech hu gesot: Dat geet mer net séier genuch. Ech hätt gär, datt mer dat virzéien, well dat ass esou e wichtige Projet, deen heiten, fir datt mer méi Capacitéit kréien. An dunn hu mer dat em e puer Joer virgezunn.

An elo, wéi gesot, gëtt d'Gesetz gestëmmt haut. An deen éischte Quai, dee ka schon a Betrib goen 2019 am Dezember beim Fahrplanwiessel.

Här President, ech gesinn do e Fanger an der Luucht.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, ech war just amgaangen, lech dorop opmierksam ze maachen. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President, ech wëll just soen, et ass awer net just d'Beetebuurger Streck. Et ass awer och d'Zweegleisegkeet vun der Streck an d'Belsch, déi gemaach ginn ass. Et ass och d'Gare Belval, déi gebaut ginn ass. Et ass och den Ufank vun der Zweegleisegkeet fir d'Streck an Däitschland, déi ugefaange ginn ass an de leschte Joren. Ech mengen, et wär e wéineg reduzéierend, fir ze soen, et wär just d'Streck op Beetebuerg, déi véiergleiseg...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Net Beetebuerg, op Péiteng.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo, Péiteng.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Also déi Streck op Péiteng. Et ass richteg, hanner Igel hu mer op der däitscher Säit och en Investissement gemaach, deen eis hëlleft, dat stëmmt.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir hunn och d'Sortie...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, mir hunn eng Rei Sortien... Déi Sortie ass awer nach net fäerdeg.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - D'Projeten dauere laang, mä...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - De Projet dauert laang, jo. Mä et muss een awer eierlechkeetshalber soen, dat ass richteg, dat huet och gehollef, mä den Ausbau vun der Péitenger Streck, wou mer carrement eng Verduebelung gemaach hu vun enger Streck, dat war e richtige Capacitéitsgewinn. Mir kéinten haut op der Péitenger Streck net déi Capacitéit fueren, wa mer net déi Verduebelung do gemaach hätten. An ech mengen, et ass dat, wat eis richteg hëlleft. A bei den Enkpass an der Gare Lëtzebuerg, mengen ech, hu mer, muss ee ganz eierlech soen, ze laang gewaart.

Mä soit! Ech wëll no vir kucken! Et geet mir drëms, fir ze soen, datt mir de Leit elo net Saache kënnen versprechen haut - haut -, wëssend, datt déi Enkpass do sinn, a wëssend, datt déi Chantieren och Joren um Reseau sinn. Well wa Chantiere sinn um Eisebunneseau, ass et net anescht wéi am Stroosereau! Da kënnen mer net Zich bäisetzen, well dat fonctionnéiert jo schon net mat deenen Zich, déi mer haut hunn, wéi mer dat all Dag kënnen feststellen.

An, effektiv, d'Pünktlechkeet ass net esou, wéi se soll si bei den CFL, dat wësse mer. Mä dat huet awer och mat den Enkpass an de Chantieren ze dinn, déi mer um Reseau hunn.

An da wëll ech och soen, datt, wat d'Technik ubelaangt an d'Aart a Weis, wéi d'Verspéidung gekuckt ginn, wéi d'Zich wäerte geréiert ginn, och doran ass investéiert ginn. De

Sommaire des séances publiques n^{os}27, 28 et 29

27^e séance

Ouverture de la séance publique p. 253

7000 - Projet de loi sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV p. 253-356

Ordre du jour p. 356

Débat d'orientation sur le gaspillage alimentaire p. 356-364

28^e séance

Ouverture de la séance publique p. 365

7164 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n^o596/2014, et portant:

1. modification du Code de la consommation;
2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
3. modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; et
4. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances p. 365

7199 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) n^o1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance et portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif p. 366

7163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne le régime fiscal de la propriété intellectuelle, et modifiant la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs («Bewertungsgesetz») p. 366-371

7226 - Projet de loi portant approbation de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, faite à Nicosie, le 8 mai 2017 p. 371-372

7065 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;
2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;
3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain p. 372-378

Hommage à M. Roger Negri p. 378

Hommage à M. Claude Adam p. 378-379

29^e séance

Ouverture de la séance publique p. 380

Hommage à la mémoire de Mme Katja Hientgen, fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 380

Communications p. 380

Ordre du jour p. 380

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Simone Asselborn-Bintz et de Mme Sam Tanson p. 380-382

Changements de composition des commissions parlementaires p. 382

Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 382

Octroi de deux titres honorifiques p. 382

Ordre du jour (suite) p. 382

Heure de questions au Gouvernement

Question n^o310 du 16 avril 2018 de M. Gusty Graas relative à la vente éventuelle du site ArcelorMittal de Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie

et

Question n^o311 du 17 avril 2018 de M. Alex Bodry relative au sujet de l'avenir d'ArcelorMittal à Dudelange et la politique industrielle européenne en général, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 382-383

Question n^o312 du 17 avril 2018 de M. Marco Schank relative au système carsharing «Flex» des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 383-384

Question n^o313 du 17 avril 2018 de M. David Wagner relative aux négociations relatives au contrat collectif pour LuxTram SA, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 384

Question n^o314 du 17 avril 2018 de Mme Martine Hansen relative aux modifications au niveau du Code de la route concernant les cyclistes qui entreront en vigueur le 1^{er} mai 2018, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 384

Question n^o315 du 17 avril 2018 de M. Laurent Zeimet relative au règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 384-385

7137 - Projet de loi relatif à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données p. 385-386

7136 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne les voyages à forfait et les prestations de voyages liés, et modifiant la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales p. 386-388

7162 - Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification:

- 1^o de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux;
- 2^o de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;
- 3^o de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;
- 4^o de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau p. 388-392

7244 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 392-395

Dat heescht, da gëtt et, d'nämlecht wéi beim Busreseau haut och, e Poste de commande, dee wierklech den Iwwerbléck huet, wou d'Zich en temps réel dru sinn, dee ganz anescht kann intervenéieren. De Client kann anescht informéiert ginn. Dat heescht, d'Qualitéit an der Exploitatioun, mä och fir de Client an der Informatioun wäert sech do immens verbessern.

Also, wéi gesot, dat ass natierlech en Herkules-Programm, dee mer do amgaange sinn ze maachen. An do kann een effektiv nëmmen der Eisebunn Merci soen, och fir d'Vitesse, mat där entre-temps geschafft gëtt.

Also, zu de Capacitéitsenkpass wëll ech soen: Dat ass richtig, datt d'Gare Lëtzebuerg net méi kann ausgebaut ginn. Mä et brauch awer elo kee sech Suergen ze maachen. Déi Diskussioun wäerte mer jo da kënnen en Donneschdeg féieren. Mir hunn awer nach aner Peripheriegaren. Mir bauen eng Gare Houwald de Moment. Do ass nach massiv Capacitéit do. D'Gare Pafendall hu mer gebaut. Mir wäerten och nach aner Saache ronderëm d'Stad bauen, ebe fir ewechzekomme vun deem System, datt alles op déi Gare Lëtzebuerg ausgeriicht ass. Dat ass jo dee Problem, dee mer hunn, datt mer e Reseau hatten, dee komplett op d'Gare Lëtzebuerg fokalisiert war.

Also elo keng Angscht! Mir brauchen, Här Gibéryen, och nach soubal keng Tunnellen ze bauen ënnert der Stad erduerch. Et gëtt nach genuch aner Méiglechkeeten, fir d'Capacités an der Stad a ronderëm d'Stad ze verbessern.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wie weess!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och.

Domat si mer prett, fir iwwert de Projet de loi 7244 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7244 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7244 mat Unanimitéit uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger (par M. Gilles Baum), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Et bleift mer just ze froen, ob Der d'accord sidd fir d'Dispens.

(Assentiment)

Jo, et ass esou decidéiert. Merci.

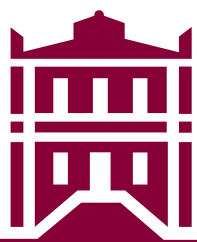
Da si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtteg ukomm. Rendez-vous muer de Mëtteg um zwou Auer. Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 18.45 heures)

System ARAMIS, dat heescht, et gëtt jo zwee Niveauen, et gëtt de betriebsméisseg, den exploitatiounsméisseg System, an da gëtt et och deen, deen d'Clienten informéiert herno an der Echtzäit an esou weider, deen ass an der Ëmsetzung.

Ech wëll drop hiweisen, datt mer op der Péitenger Streck domat amgaange sinn, fir d'Éischt Gare Péiteng, déi ass, mengen ech, schon esou wäit ofgeschloss, d'Péitenger Streck wäert elo fäerdég gemaach ginn. Da kënnt d'Gare Beetebuerg, do geet et elo lass.

Déi soll bis de Summer ugeschloss ginn. Da kënnt d'Gare Lëtzebuerg am Hierscht. A bis Enn 2019 soll dee ganze Reseau esou gemaach sinn. An dann ass och d'Exploitatioun vum Reseau eng ganz aner wéi haut, dann hu mer aner Méiglechkeete wéi haut.



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
3657	Fernand Kartheiser	Liaison aérienne directe entre Luxembourg et Moscou	3721	Fernand Kartheiser	Œuvre d'art «Kapell»
3676	Gilles Baum	Enfants en familles d'accueil	3722	David Wagner	Régime fiscal de la propriété intellectuelle
3678	Fernand Kartheiser	Comité pour une paix juste au Proche-Orient	3723	Fernand Kartheiser	Inondations
3693	Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Future construction d'un lycée à Mondorf-les-Bains	3726	André Bauler	Infirmiers
3696	Octavie Modert	Ouverture d'une structure pour les personnes DPI traumatisées	3727	Franz Fayot	Chantier du Pont Adolphe
3700	Marc Lies	Fonds du logement	3728	Sylvie Andrich-Duval, Marco Schank	asbl Schrëtt fir Schrëtt
3702	Max Hahn	Émissions sonores des éoliennes	3729	Léon Gloden	Repos hebdomadaire des chauffeurs de poids lourds
3703	André Bauler	Aides-soignants	3730	Lex Delles, Gusty Graas	Oiseaux sauvages
3704	Laurent Zeimet	Avenir de la résidence pour personnes âgées «an de wisen» à Bettembourg	3731	Laurent Mosar	Rôle des administrateurs représentants de l'État luxembourgeois dans la Société Européenne des Satellites (SES)
3706	Laurent Mosar, Gilles Roth	Mandat d'arrêt européen	3732	Martine Hansen, Serge Wilmes	Installation de l'école fondamentale de l'École internationale Michel Lucius au campus Limpertsberg
3707	Diane Adehm, Gilles Roth	«Whistleblower»	3733	Fernand Kartheiser	Incident à Salisbury et les sanctions de l'Union européenne
3708	André Bauler	Réaménagement de la route nationale entre Dasbourg-Pont et Marnach	3734	Gusty Graas	Immigration clandestine par voie aérienne
3711	Max Hahn, Claude Lamberty	mPass	3735	Max Hahn, Claude Lamberty	Abonnements «courte distance»
3712	Fernand Kartheiser	Intervention de la Turquie en Syrie	3736	Sylvie Andrich-Duval	Site Elsenbrich à Esch-sur-Alzette
3713	Léon Gloden	Financement de certaines infrastructures à l'étranger	3738	Fernand Kartheiser	Réserves pétrolières nationales
3714	Gilles Baum	Transport transfrontalier	3740	Marc Lies, Diane Adehm	Contournement d'Alzingen
3715	Martine Hansen	Nouvel institut de formation continue dans le château de Sanem	3743	Fernand Kartheiser	Pacs
3716	Laurent Mosar, Gilles Roth	Braquage d'une bijouterie à Luxembourg-ville	3744	Fernand Kartheiser	Protection internationale
3717	Octavie Modert, Léon Gloden	Écluse de Stadtbredimus-Palzem	3747	Fernand Kartheiser	Réaction du Ministre des Affaires étrangères et européennes au sujet des élections en Hongrie
3718	Martine Hansen, Octavie Modert	Zones agricoles défavorisées	3748	Gast Gibéryen	Résultats de l'enquête «Luxmobil 2017»
3719	Laurent Zeimet, Marco Schank	Vol de données informatiques relatives à la centrale nucléaire de Cattenom	3750	Gast Gibéryen	Statistiques d'Eurostat sur l'état des logements au Luxembourg
3720	Gusty Graas, Edy Mertens	Interdiction de la circoncision à but non médical	3805 urgente	Martine Hansen	Plans directeurs sectoriels
			3825 urgente	Françoise Hetto-Gaasch	Stagiaires-instituteurs
			3833 urgente	David Wagner	Convention à conclure entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII

Question 3657 (28.02.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la liaison aérienne directe entre Luxembourg et Moscou:

Bei engem Aarbechtsbesuch vum Här Wirtschaftsminister am Februar zu Moskau ass d'Iddi nees opkomm, fir en direkte Linnefluch Lëtzebuerg-Moskau ze organisieren. Esou war et op d'mannst an der Press ze liesen. Ech wëll dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an deem Kontext dës Froe stellen:

1. Wat sinn déi konkret Méiglechkeeten, fir nees e Linnefluch tëschent Lëtzebuerg a Moskau ze organisieren? Gëtt et konkret Verhandlungen a fir weini ka mat eventuelle Konkursioune gerechent ginn?

2. Wéi schätzt den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen d'Wichtigkeet vun esou enger Linn fir d'Wirtschaft an den Tourismus zu Lëtzebuerg an?

3. Denkt den Här Minister drun, eng Lëtzebuerger Fluchgesellschaft fir dës Projet ze interessieren, souwäit nach keng konkret Pläng géinge virleien?

4. Wéi eng nei Erausforderunge géif esou eng Fluchlinn am Beräich vun de Visae mat sech bréngen, a misst dee konsularsche Service vun eiser Ambassade zu Moskau dowéinst verstärkt ginn?

Réponse (26.04.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

ad 1. Dem Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture leie bis dato keng konkret Elementer oder Pläng vir, wat d'Afëierung vun engem regelméissege Linnefluch tëschent Lëtzebuerg a Moskau ugeet. Fir awer nees ee Linnefluch tëschent Lëtzebuerg a Moskau ze organisieren, beméit Lëtzebuerg sech dréms, fir Fluchoperateur en ze sensibiliséieren. Dëst sinn awer privat Operateur en, déi hiert Geschäft an hir Verhandlungen autonom ausrichten.

ad 2. D'Fro no enger genauer Aschätzung vun esou enger Linn op den Tourismus an d'Wirtschaft ass schwéier, eng Fluchverbindung tëschent Lëtzebuerg an enger grousser Metropol, mat engem vun de gréissten internationale Passagéier-Hubs iwwerhaapt, géif sécherlech a béid Richtungen et Touriste méi lücht maachen, ze reesen a Land a Leit besser kennenzéieren.

ad 3. Am Moment besti keng konkret Iwwerleeungen an dës Richtung an d'Decisioun ass natierlech eng kommerziell, op déi d'Lëtzebuerger Regierung keen Afloss huet.

ad 4. Den Traitement vu Visasdemande misst gegebenfalls, jee no Gréisstenuerdnung vun de Flieger en a Passagéierzuelen, adaptéiert ginn. Néideg Changementer géifen duerchgefouert gi mat Berücksichtigung vun Erfahrungen op anere Posten, bei deenen d'Visaszuelen duerch Fluchverbindungen oder aner Ursachen an d'Luucht gaange sinn.

Question 3676 (07.03.2018) de M. Gilles Baum (DP) concernant le placement d'enfants en familles d'accueil:

En mars 2017, le Ministère de la Famille a lancé un nouvel appel pour des familles d'accueil. Dans cet appel, on pouvait lire que sur 1.300 enfants placés en dehors de leur environnement familial, seuls 501 l'ont été dans une famille d'accueil alors que les autres ont été placés dans une institution.

Plus loin, dans le communiqué, on expliquait que dans la comparaison internationale, le Luxembourg se situe parmi les pays dont le taux de placement en famille d'accueil est le

plus faible. Cette situation s'explique en partie par le manque de familles prêtes à accueillir un enfant.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille:

1) Combien d'enfants sont actuellement placés au Luxembourg? Quelles sont les catégories d'âge?

2) Combien d'enfants ont été placés à l'issue d'une décision judiciaire? Combien d'enfants ont été placés à court terme? Est-ce que les besoins sont aujourd'hui comblés, notamment aussi en ce qui concerne les nourrissons?

3) Combien de personnes, couples ou individus, se sont manifestées auprès des services concernés suite à l'appel du ministère? Combien de demandes ont été introduites et combien de dossiers ont été traités? Avec quels résultats?

4) Quel est le délai moyen du traitement d'une demande? Quel est le pourcentage de décisions favorables et combien de ces décisions donnent lieu à un placement?

5) Combien de personnes seules ou familles monoparentales ont été autorisées à accueillir un ou plusieurs enfants? Est-ce qu'une personne célibataire peut accueillir des enfants?

6) Quelle est la relation, hommes-femmes, familles-individus, dans le nombre de demandes et dans les décisions positives?

7) Parmi les critères qui déterminent si oui ou non un couple/une famille ou une personne seule peuvent accueillir une ou plusieurs personnes, quel est l'importance relative du revenu du foyer, du niveau de formation des personnes qui le composent et de leur situation professionnelle?

8) De quelle façon les critères évoqués plus haut sont-ils déterminés et selon quelles modalités la décision finale si une famille/un individu peut accueillir des enfants, est-elle prise?

9) Est-ce que le ministère peut confirmer que les associations agréées ont des procé-

dures différentes? Est-ce que le ministère entend procéder à une homogénéisation de ces procédures?

10) Étant donné que certaines de ces associations relèvent des données très personnelles, comme notamment sur l'état de santé et les maladies des postulants, qui garantit la confidentialité de ces données?

Réponse (08.05.2018) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) Actuellement 1.085 enfants sont placés au Luxembourg, dont 539 en familles d'accueil et 546 en centre d'accueil, dont 78 sont âgés entre zéro et trois ans, 440 entre trois et douze ans, 500 adolescents entre douze et 18 ans et 67 jeunes adultes entre 18 et 21 ans.

ad 2) Sur 539 enfants placés en familles d'accueil, 477 ont été placés sur décision judiciaire. Une concertation est organisée mensuellement par l'ONE avec les différents services en charge de l'accueil en famille afin de discuter des situations des enfants en attente d'un accueil en famille et de la mise en relation des enfants avec des familles d'accueil potentielles. En moyenne, dix à 14 enfants se trouvent sur la liste d'attente par mois. Dans la pratique, les enfants de la tranche d'âge entre zéro et trois ans trouvent plus facilement des familles d'accueil.

Lors de la mise en relation, il est tenu compte le plus possible des desiderata formulés par les familles d'accueil lors de la sélection, en considération de leur constellation familiale. En ce qui concerne les enfants en dessous de trois ans ainsi que les fratries, le placement peut parfois durer plus longtemps. Les demandes d'accueil en famille notamment pour les moins de trois ans ne sont pas régulières et peuvent fluctuer d'un mois à l'autre. C'est pourquoi il est important de disposer d'une «réserve» de familles d'accueil disposées à accueillir des enfants de toutes les tranches d'âge.

ad 3) Depuis le 15 mars 2017, 44 dossiers de candidatures pour l'activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil ont été introduits.



À ce jour, douze candidatures ont abouti à un agrément. 32 demandes sont soit en cours de procédure de sélection, soit n'ont pas encore de service d'accompagnement.

ad 4) Le délai du traitement d'une demande s'étend en moyenne sur une période de six mois. 99% des familles sélectionnées par un des services d'accompagnement reçoivent un agrément conditionné ou non conditionné.

Ce n'est pas nécessairement la décision d'octroi qui donne lieu à un placement. À l'heure actuelle, la quasi-totalité des familles d'accueil agréées ont au moins un enfant en accueil, ce qui équivaut à 285 enfants placés auprès de 196 familles d'accueil avec agrément.

ad 5) Depuis le 15 mars 2017, douze personnes seules ou familles monoparentales ont introduit une demande d'agrément.

Je confirme qu'une personne célibataire peut accueillir des enfants.

ad 6) Depuis le 15 mars 2017, cinq hommes et 39 femmes ont introduit une demande d'agrément.

Douze personnes célibataires avec ou sans enfant(s) et 32 personnes en couple avec ou sans enfant(s) ont introduit une demande d'agrément.

ad 7) En principe, les deux parents d'accueil ont le droit de continuer leurs activités professionnelles. C'est la disponibilité globale du système familial qui est évaluée et l'accueil d'un enfant ne doit pas avoir des répercussions majeures négatives sur la situation sociale du ménage.

Il n'y a pas de prérequis en termes de niveau de formation des familles candidates, néanmoins elles ont l'obligation d'effectuer une formation de base pour famille d'accueil de 54 heures.

ad 8) La sélection est un processus primordial puisqu'elle vise à garantir à l'enfant un accueil de qualité. La famille d'accueil candidate est invitée à participer à plusieurs entretiens sociaux et psychologiques afin d'avoir une appréciation générale relative sur son aptitude. Il s'agit donc de vérifier notamment les conditions générales de vie ainsi que les dynamiques personnelles et relationnelles de la famille candidate.

Lors dudit processus, le service encadrant remplit une grille d'évaluation (modèle-type utilisé par tous les services) comprenant des critères variables que sont notamment les ressources familiales et sociales, les compétences éducatives et relationnelles, la disponibilité ou l'autonomie financière. À l'issue du processus de sélection, la grille d'évaluation est transmise au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse accompagné d'un certificat de sélection en vue de l'obtention d'un agrément.

ad 9) Les trois services encadrant les familles d'accueil sont tenus de suivre la procédure d'agrément prévue dans le cadre de référence et les lignes directrices en matière de sélection de familles d'accueil candidates à l'activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil. La procédure a été revue en 2017 par mon département, notamment l'ONE et les trois services encadrant afin d'uniformiser les critères et procédures.

ad 10) Les professionnels des services de placement familial sont soumis au secret professionnel.

Le Service de l'aide à l'enfance et à la famille du MENJE supprime les casiers judiciaires des familles après les avoir consultés.

Question 3678 (08.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **Comité pour une paix juste au Proche-Orient**:

Au Luxembourg, une ONG portant le nom de «Comité pour une paix juste au Proche-Orient» (CPJPO) est largement et généreusement soutenue par le Gouvernement. Or, les prises de position de cette association se caractérisent souvent par une adversité prononcée à l'encontre des politiques de l'État d'Israël. C'est pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Culture:

1) De 2013 à 2018, quels sont les moyens financiers publics par an et au total qui ont été mis à la disposition de cette ONG? Quelles sont les origines exactes de ces fonds (par ministère et article budgétaire) et à quelles fins ces sommes ont-elles été allouées et employées?

Est-ce que la Cour des comptes a fait des remarques quant à la gestion des fonds?

2) Quelle a été la présence de cette ONG dans les écoles? Combien de conférences (sujets, dates) ont pu être tenues par des membres de cette ONG ou un de leurs invités dans l'enceinte d'une école luxembourgeoise? Quelles expositions ont pu être montrées par cette ONG dans une école luxembourgeoise, pour quelle durée et à quel sujet?

3) Est-ce que cette ONG a pu intervenir à un moment quelconque dans la formation d'enseignants de l'enseignement public luxembourgeois, p. ex. dans le cadre de l'IFEN? Si oui, quand et sur quels sujets? Est-ce que ces cours étaient facultatifs ou obligatoires? Est-ce qu'ils ont été officiellement reconnus et valorisés dans le cadre de la formation des enseignants?

4) Quelle a été la présence de cette ONG dans les institutions culturelles? Combien de conférences (sujets, dates) ont pu être tenues par des membres de cette ONG ou un de leurs invités dans l'enceinte d'une institution culturelle luxembourgeoise (p. ex. Abbaye Neumünster)? Quelles expositions ont pu être montrées par cette ONG dans une école luxembourgeoise, pour quelle durée et à quel sujet?

5) Cette ONG milite pour une campagne appelée BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions). Le Gouvernement luxembourgeois approuve-t-il cette campagne? Le Gouvernement luxembourgeois est-il d'avis que de telles mesures devraient être envisagées, voire préconisées dans le cas d'autres territoires occupés ou présumés occupés par une autre puissance (p. ex. dans la partie occupée de Chypre ou dans le Sahara occidental)?

6) Dans sa «charte» cette ONG affirme: «Tout en rappelant le droit du peuple palestinien de résister à l'occupation, nous condamnons toute forme de violence dirigée contre les populations civiles, d'où qu'elle vienne.» Il faut en conclure que cette ONG ne désapprouve pas l'usage de la force contre les forces armées israéliennes. Le Gouvernement luxembourgeois approuve-t-il l'usage de la force contre l'Armée israélienne? Si non, entend-il prendre ses distances avec les positions défendues par cette ONG?

7) Dans ses offres pédagogiques, cette ONG inclut des conférences telles que: «Palestine: de l'expulsion à l'apartheid» ou encore «La Nakba, l'expulsion et l'exode des Palestiniens en 1948». Ces titres semblent traduire une présentation à la fois très partielle et partielle des événements qui ont eu lieu à cette époque. Le Gouvernement est-il d'avis qu'une telle présentation des événements favorise la compréhension de l'histoire et encourage les jeunes à envisager des solutions justes et équitables pour l'ensemble des peuples de la région?

8) Le Gouvernement approuve-t-il l'utilisation du terme «apartheid» employé par cette ONG pour décrire les politiques poursuivies par le Gouvernement israélien?

9) Le Gouvernement est-il d'avis qu'il faut impliquer davantage l'Ambassade d'Israël et des associations pro-israéliennes dans les présentations et discussions organisées dans une école publique ou une institution culturelle au sujet des problèmes du Proche-Orient pour permettre une information plus objective, plus variée et plus équilibrée du public?

10) L'ONG «CPJPO» a critiqué la coopération entre le Luxembourg et l'État d'Israël, p. ex. dans le domaine universitaire. Le Gouvernement entend-il poursuivre, voire renforcer sa coopération avec l'État d'Israël, y compris dans le domaine universitaire et la recherche scientifique?

11) L'ONG «CPJPO» est membre du «European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP)» qui demande entre autres «la suspension immédiate de tous les liens économiques et militaires avec l'État d'Israël». Quelle est la position du Gouvernement face à cette revendication?

Réponse commune (25.04.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

ad 1) Comme toute ONG agréée par le Ministère des Affaires étrangères et européennes, CPJPO peut faire appel à un appui financier du ministère pour des actions de sensibilisation (participation aux frais), des projets de coopération (cofinancement), ou des programmes pluriannuels de coopération (accord-cadre). Selon des modalités définies, les ONG peuvent par ailleurs demander un remboursement de certains frais administratifs.

Conformément aux procédures et conditions générales qui régissent la relation financière entre le ministère et les ONG de développement, CPJPO a ainsi pu bénéficier d'un appui financier d'un total de 509.477,83 € pendant la période du 1^{er} janvier 2013 au 26 mars 2018.

Ce montant global pour la période en question comprend d'une part le cofinancement d'un projet pluriannuel sur le soutien psychosocial aux enfants (351.734,94 € pour la période 2013-2018) qui est imputé sur le «Fonds de la coopération au développement» (de même que des frais administratifs à hauteur de 27.886,28 €) et d'autre part des activités de sensibilisation et d'éducation à la coopération au développement de 2013 à 2017 (montant global de 129.856,61 € pour toute la période visée) qui elles relèvent de l'article budgétaire 01.7.33.000 - «Participation aux frais d'organisations non gouvernementales (ONG) pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant la coopération au développement et autres mesures à cet effet».

S'agissant des montants annuels versés, ceci correspond en 2013 à 66.495,03 €, en 2014 à un montant de 160.637,22 €, en 2015 à un montant de 129.243,22 €, en 2016 à un montant de 117.715,16 € et en 2017 à un montant de 35.387,20 € pour des projets de développement ainsi que de sensibilisation/éducation au développement. Les demandes de financement pour 2018 sont actuellement encore en cours de traitement.

La Cour des comptes ne s'est pas prononcée à ce sujet.

ad 2) Depuis décembre 2013, deux conférences ont été organisées dans des lycées luxembourgeois pour lesquelles le conférencier a été un membre ou invité du CPJPO:

- 11 février 2014: Mieux comprendre la Palestine - terre de non-droits de l'homme

- 18 mai 2017: L'écologie dans une situation d'occupation.

La première conférence a été organisée à l'Athénée de Luxembourg dans le cadre d'une exposition sur le même sujet, la deuxième conférence s'est tenue au Lycée Michel Lucius dans le cadre de son 50^e anniversaire qui a également donné l'occasion d'une sensibilisation à la diversité et au développement durable.

ad 3) Ci-après le relevé des interventions, sous forme de conférences ou séminaires, dans le cadre des formations continues organisées par l'IFEN:

2 février 2011: Le regard sur l'autre et sur soi dans l'enseignement: le cas israélo-palestinien

3 février 2011: Le conflit israélo-palestinien dans l'enseignement: différentes versions et perspectives

11 mars 2013: Pour une compréhension approfondie du conflit israélo-palestinien à la lumière des droits de l'homme et du droit international

11 février 2014: Mieux comprendre la Palestine - terre de non-droits de l'homme

18 mai 2017: L'écologie dans une situation d'occupation

Ces cours ont été facultatifs et ils ont été reconnus au même titre que les autres cours offerts à l'IFEN.

ad 4) Liste des événements organisés par le Comité pour une paix juste au Proche-Orient au sein d'institutions culturelles:

Neimënster

- 23 novembre 2017: table ronde «Israël - Palestine: responsabilités européennes d'hier et d'aujourd'hui et leviers d'action»

- 20 janvier 2017: conférence-débat avec Ilan Pappé «L'art du marketing en politique»

- 3 décembre 2015: conférence: «Le pouvoir des mots ou la guerre de l'information dans le cas du conflit israélo-palestinien»

- 19 avril 2015 au 3 mai 2015: exposition «Breaking the Silence» et deux conférences dans le cadre de l'exposition

- 4 juillet 2013: conférence avec Norman Paech «Le conflit syrien et le droit international»

Centre national de l'audiovisuel

- 26 novembre 2013: ciné-débat en présence du réalisateur Eyal Sivan «Jaffa, la mécanique de l'orange»

- 29 novembre 2017: dans le cadre du Cinéma du Sud: projection-débat «Ghost Hunting»

Rotondes

- 17 janvier 2018: conférence-débat: «La culture comme résistance: vues de Palestine» avec Rania Elias, directrice du Centre culturel Yabous et du Festival de Jérusalem, et Abdelfattah Abusrour, initiateur de la «Belle résistance»

- 30 janvier 2017: projection d'un film de Tamara Erde «This is my land»

- 16 juin 2016: conférence avec Sandrine Mansour «La question des réfugiés palestiniens»

- 28 octobre 2015: conférence-débat avec Thomas Vescovi «Israël: une radicalisation jusqu'où?»

- 31 juillet 2015 au 31 août 2015: exposition «Familles décimées de Gaza»

ad 5) Le Gouvernement luxembourgeois est contre toute forme de boycott de l'État d'Israël dans les frontières de 1967. En ce qui concerne des mesures contre d'autres territoires occupés, elles doivent se baser sur le droit international et être prises en étroite concertation avec nos partenaires européens et onusiens.

ad 6) Le Gouvernement luxembourgeois estime que le droit international et le droit humanitaire international, notamment la 4^e Convention de Genève, sont applicables dans tous les territoires sous régime d'occupation, et, par conséquent, aussi dans les Territoires palestiniens occupés (la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est et Gaza).

ad 7) Il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur les titres de conférences organisées par une ONG.

ad 8) Lors de la déclaration de politique étrangère devant la Chambre des Députés le 13 mars 2018, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a dit que «Israël doit prendre une décision, soit opter pour la solution à deux États, soit opter pour une politique de colonisation qui est en train de conduire en réalité à un État unique, qui comporte le risque de voir Israël devenir un État-apartheid».

ad 9) La communauté internationale doit continuer à souligner que le consensus international sur la solution à deux États est toujours valable. Il faut éviter d'entrer dans une logique «anti» ou «pro». En revanche, il y a le droit international et celui qui le transgresse, et dans ce cas le Gouvernement israélien doit pouvoir être soumis à la critique.

ad 10) En ce qui concerne la coopération entre le Luxembourg et l'État d'Israël dans le domaine universitaire et la recherche scientifique, les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, comme l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics, sont dotés de la personnalité juridique et jouissent de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière.

ad 11) La société civile doit pouvoir s'exprimer librement dans le respect de la loi. Les positions exprimées par des ONG, dans ce cas au niveau européen, n'engagent que les organisations qui les ont affirmées.

Question 3693 (13.03.2018) de **Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **future construction d'un lycée à Mondorf-les-Bains**:

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale vient de déposer le projet de loi, concernant la création d'un lycée à Mondorf-les-Bains. Selon les propos du ministre, un groupe de travail a été mis en place pour élaborer un programme de construction déterminant les besoins du lycée. Une date approximative du début des travaux sera fixée à la suite de l'analyse détaillée dudit programme de construction.

Dans la mesure où une réunion d'information a eu lieu, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Messieurs les Ministres, l'État a-t-il acquis tous les terrains nécessaires pour la construction du lycée?

2) Le groupe de travail a-t-il achevé l'élaboration du programme de construction ainsi que l'analyse de ce dernier?

3) Dans l'affirmative, quelles en sont les grandes lignes?

4) Selon l'exposé des motifs du projet de loi, le lycée va démarrer dans un bâtiment préfabriqué construit par la commune et repris par l'État. Quand débutent les travaux pour la mise en place du bâtiment préfabriqué?

5) Quand seront entamés les travaux pour la mise en place des structures définitives?

6) Le lycée sera-t-il muni d'infrastructures sportives?

7) Dans la négative, à quelles infrastructures sportives le lycée sera-t-il relié?

Réponse commune (09.05.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

ad 1) Les terrains nécessaires pour la construction du lycée sont actuellement soit propriété de l'État ou de la commune de Mondorf-les-Bains, soit appartiennent à des personnes privées. Certaines parcelles nécessaires pour l'aménagement global du site (vélodrome, piscine, lycée) sont en train d'être acquises par la commune. Pour faire le départage des terrains nécessaires pour le lycée d'un côté et les infrastructures sportives de l'autre, l'État et la commune vont faire les échanges qui s'imposent.

ad 2) Le programme de construction est achevé et les entrevues quant à l'analyse de ce dernier sont en cours.

ad 3) Le programme de construction prévoit pour une offre scolaire englobant les cycles primaire et secondaire européens, le cycle préparatoire luxembourgeois, les cycles moyen et supérieur de l'ESG ainsi qu'une offre au niveau de la formation professionnelle, soit en tout pour 74 classes et un maximum de 1.585 élèves.

ad 4) Les travaux de mise en place des infrastructures provisoires ont commencé début avril; l'arrivée des premiers éléments préfabriqués est prévue pour la mi-mai 2018.

ad 5) Les travaux pour la mise en place des structures définitives débiteront dès que l'analyse du programme de construction sera terminée et les plans auront été dressés en fonction.

ad 6) et 7) Le lycée disposera d'infrastructures sportives extérieures propre à lui. Pour les activités sportives à l'intérieur, le lycée utilisera les infrastructures sportives planifiées sur le même site, à savoir trois terrains de sport dans l'infield du vélodrome, trois terrains multisports et une piscine. Ces infrastructures seront suffisamment grandes pour pouvoir suffire aux besoins du lycée; leur utilisation prioritaire pour les besoins du lycée sera fixée par une convention entre l'État et la commune de Mondorf-les-Bains.

Question 3696 (13.03.2018) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant **l'ouverture d'une structure pour les personnes DPI traumatisées**:

Lors de la réunion de la Commission de la Famille et de l'Intégration du 13 novembre 2017, d'après le procès-verbal publié sur le site de la Chambre, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration a annoncé l'ouverture, en 2018, d'une «structure pour réfugiés gravement traumatisés par les événements qu'ils ont dû vivre ou dont ils ont été témoins».

Madame la Ministre a encore ajouté en guise de précision qu'il était «prévu d'ériger cette structure dans le centre - plus précisément à Luxembourg, dans le quartier dit Mühlenbach (Millebaach) -, où l'OLAI exploite déjà un foyer» et «que la prise en charge et l'encadrement de ces réfugiés traumatisés seront assurés par le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique moyennant convention».

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Est-ce que Madame la Ministre confirme les informations qu'elle a avancées?

2) Dans l'affirmative, y a-t-il eu des avancements dans le dossier?

3) Y a-t-il une date prévue pour l'ouverture de cette structure?

4) Quels moyens, Madame la Ministre entend-elle allouer à cette structure?

5) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les procédures d'identification des vulnérabilités des demandeurs de protection internationale actuellement existantes? À quel moment de la procédure d'asile ces personnes vulnérables sont-elles identifiées et de quelle façon?

6) Pour ce qui est de l'identification spécifique des personnes traumatisées, y a-t-il des agents

de l'État formés au «protocole d'Istanbul», qui permet d'enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels? Sinon, comment sont identifiées les personnes traumatisées?

7) D'une façon générale, comment sont aujourd'hui pris en charge les réfugiés vulnérables? Et plus spécifiquement les réfugiés traumatisés?

Réponse commune (17.04.2018) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1), 2), 3) et 4) Parmi les demandeurs de protection internationale qui vivent dans les structures d'hébergement de l'OLAI ou de ses partenaires, certaines personnes sont psychologiquement fragiles et souffrent de traumatismes ou de troubles psychiatriques. Il a été constaté que ces personnes rencontrent souvent des difficultés d'adaptation dans les structures d'hébergement dites mixtes. Différents facteurs, comme le manque de calme et d'intimité dans les dortoirs collectifs, ne sont pas favorables à la prise en charge de personnes présentant des problèmes de santé mentale.

Ainsi, lors de sa séance du 28.10.2016, le Conseil de Gouvernement a chargé «l'OLAI, avec l'aide de la Direction de la santé, à ouvrir une structure d'hébergement spécialisée de petite envergure offrant un encadrement psychosocial renforcé aux personnes psychologiquement très fragiles, atteintes de traumatismes ou souffrant de troubles psychiatriques».

Une structure d'hébergement de type modulaire et d'une capacité d'accueil de 33 personnes dans le quartier Mühlenbach à Luxembourg-ville a été initialement identifiée par l'OLAI, dû à sa situation centrale et de par sa proximité par rapport aux structures de prises en charge en matière de santé mentale.

Le groupe de travail chargé de piloter le projet de prise en charge de soins holistiques pour DPI souffrant de troubles psychiatriques a toutefois proposé d'orienter l'organisation de cette prise en charge vers les structures existantes de la psychiatrie conventionnée extrahospitalière. À cette fin, ce groupe s'est déjà concerté avec les organismes gestionnaires de la Ligue (Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale) et de «Liewen Dobaussen». L'aménagement de projet de prise en charge des soins pour migrants (psychiatriquement malades) souffrant de troubles psychiatriques, prévoit douze places dans le cadre de logements (psychiatriquement) encadrés et ceci selon les besoins géographiques (huit places de logements encadrés offertes par la Ligue au centre du pays et quatre places par «Liewen Dobaussen» dans le nord du pays). Le projet prévoit entre autres que les bénéficiaires devraient également avoir accès, en fonction de l'indication et de leurs besoins, à d'autres structures du secteur conventionné de la psychiatrie extrahospitalière, notamment aux centres de rencontre, centres de jour, centres de consultations de la Ligue et de «Liewen Dobaussen».

Le projet part de plus du principe que les offres de prises en charge ambulatoire au sein de tous les foyers DPI (phase 1, 2 et 3) soient disponibles en nombre suffisant ou soient renforcées (niederschwellige Betreuung) afin d'éviter l'hospitalisation en cas de décompensation, voire à ce que ces services puissent prendre en charge la personne suite à une hospitalisation indiquée.

Actuellement, l'OLAI finance une équipe ethnopsychologique constituée de psychologues et d'infirmiers psychiatriques pour les DPI hébergés dans les structures des phases 1 et 2 (Logopédie et CREOS Mersch) gérées par la Croix-Rouge pour le compte de l'OLAI. La mission générale de cette équipe est la détection de personnes vulnérables, notamment de personnes présentant des troubles mentaux parmi les DPI récemment arrivés, et la mise en place d'un suivi adapté aux besoins de ces personnes avec les services du domaine de la santé mentale. Cette équipe ethnopsychologique n'intervient toutefois dans aucun des foyers de phase 3.

Le projet en cours d'élaboration par la Direction de la santé prévoit justement une extension de l'offre ambulatoire (équipe mobile), qui interviendrait dans tous les foyers (phase 1, 2 et 3). Il reste à clarifier l'envergure des ETP nécessaires et par conséquent le financement de cette équipe mobile, ainsi qu'à définir le Ministère de tutelle de celle-ci.

Selon ce projet, l'offre thérapeutique de l'équipe médico-soins et de l'équipe socio-éducative des services extrahospitaliers consiste en des suivis psychothérapeutiques individuels, en entretiens réguliers à fréquence adaptable (selon la fragilité du résident), en accompagnement dans les activités de la vie quotidienne,

ainsi qu'en un suivi en médecine générale et psychiatrique.

Il sera primordial que les équipes des services impliqués dans la prise en charge des DPI et des réfugiés soient formées en ethnopsychiatrie et/ou en transculturalité. Le projet devra accorder une grande attention à l'interprétariat, ce qui impliquera aussi bien des ressources humaines qu'économiques, ainsi que le temps nécessaire à faire de l'interprétariat dans un secteur santé.

ad 5) et 6) Comme indiqué auparavant, l'équipe ethnopsychologique de la Croix-Rouge est chargée de détecter les personnes vulnérables les jours suivants leur arrivée (structures d'hébergement phases 1 et 2). Parallèlement, tout DPI effectue un examen médical pour des motifs de santé publique auprès de l'inspection sanitaire. Lors de cet examen, une consultation en santé mentale gratuite peut être demandée par le DPI à l'équipe de l'inspection sanitaire ou être proposée par cette dernière à chaque DPI souffrant de troubles somatiques ou psychiques. Pendant son séjour dans les structures d'hébergement de l'OLAI et de ses partenaires, chaque DPI a aussi un assistant social de référence qui évalue les besoins spécifiques de la personne lors de son arrivée et qui suit l'évolution de ces besoins dans les mois suivants.

Au niveau de la procédure d'asile, les agents de la Direction de l'immigration sont formés pour détecter les personnes vulnérables. En effet, les agents en charge des entretiens reçoivent des formations d'EASO (European Asylum Support Office) concernant les techniques d'entretien pour les personnes vulnérables et également concernant les mineurs non accompagnés. Des formations ont aussi été dispensées par l'UNHCR au sujet notamment de l'impact des facteurs psychologiques dans l'appréciation de la crédibilité, et les agents ont été formés par l'ONG Hungarian Helsinki Committee concernant le traumatisme et le stress posttraumatique, ainsi que par le Ministère de l'Égalité des chances concernant les victimes de la traite des êtres humains. En outre, lorsqu'il convient d'évaluer les garanties procédurales spéciales qui s'avèreraient nécessaires pour une personne vulnérable, le ministre a la possibilité de demander conseil à un médecin. Il en est de même pour les signes de persécutions ou d'atteintes graves. La Direction de l'immigration a mis en place une procédure avec un cabinet médical pour procéder à un examen médical depuis juillet 2016. Les médecins en charge de ces missions prennent en compte le protocole d'Istanbul.

Lorsqu'un demandeur est identifié comme bénéficiant de garanties procédurales spéciales du fait de sa vulnérabilité, un soutien adéquat lui est accordé et notamment du temps suffisant pour lui permettre de présenter les éléments à la base de sa demande. Les entretiens sont donc adaptés à l'état physique et mental du demandeur et tout est mis en œuvre pour lui permettre d'exposer ses motifs de manière adéquate. Les demandes de protection internationale de personnes vulnérables peuvent être traitées prioritairement.

ad 7) Les DPI vulnérables sont ainsi identifiés par plusieurs acteurs:

- les équipes encadrantes des structures d'hébergement, y compris l'équipe ethnopsychologique de la Croix-Rouge et l'assistant social de l'OLAI;

- les médecins inspecteurs et les médecins inspecteurs somaticiens lors du contrôle sanitaire obligatoire à l'accueil des DPI et lors des consultations à la demande des résidents;

- les agents de la Direction de l'immigration;

- et sur demande de la personne vulnérable elle-même.

L'OLAI tient compte des besoins spécifiques des personnes vulnérables: mineurs, mineurs non accompagnés, personnes handicapées, personnes âgées, femmes enceintes, parents isolés accompagnés d'enfants mineurs, victimes de la traite des êtres humains, personnes ayant des maladies graves, personnes souffrant de troubles mentaux et personnes qui ont subi des tortures, des viols ou d'autres formes graves de violence psychologique, physique ou sexuelle, et plus particulièrement les victimes de mutilation génitale féminine.

Afin de répondre aux besoins des personnes vulnérables, une évaluation de la situation du DPI est faite lors du premier entretien avec l'assistant social de l'OLAI.

L'OLAI identifie et prend en charge immédiatement les personnes dont la vulnérabilité est visible tels que les mineurs, les femmes enceintes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les parents isolés, les parents isolés accompagnés d'enfants mineurs en leur proposant, dans la mesure du possible, un hé-

bergement adapté à leurs besoins et une orientation voire la prise en charge financière des prestations de services compétents.

Dans le cadre de l'accord de collaboration entre la Croix-Rouge et l'OLAI, une équipe ethnopsychologique est chargée de dépister des personnes souffrant de troubles mentaux et de mettre en place un suivi extérieur à la structure d'hébergement. Dans le cadre de cette mission, l'équipe en question collabore étroitement avec les acteurs compétents du réseau de la santé mentale.

Par ailleurs, un dépistage est effectué par l'OLAI et ses partenaires tout au long de la procédure. En effet, certains besoins ne peuvent se détecter au premier entretien et ce n'est qu'au fil du temps et suite à l'installation d'une relation de confiance, que certains besoins sont dépistés.

Depuis l'afflux massif de 2015, l'OLAI a confié l'encadrement et le suivi social de différentes structures d'hébergement à ses partenaires Caritas et Croix-Rouge. Parallèlement, les effectifs de l'OLAI ont été renforcés. Ces mesures ont permis une présence renforcée de personnel socio-éducatif dans les structures, ce qui est indispensable au développement du suivi et de la relation de confiance. Enfin, pour augmenter la sensibilité du personnel encadrant à certaines problématiques, l'OLAI forme de façon continue ses collaborateurs chargés de l'encadrement et du suivi social sur divers sujets, tels que les victimes de la traite des êtres humains, les victimes de mutilation génitale féminine ou encore les personnes LGBTI.

Question 3700 (14.03.2018) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant **le Fonds du logement**:

Selon les informations parues sur le site Internet paperjam.lu, le Fonds du logement quittera son siège actuel à Gasperich pour intégrer deux étages du bâtiment «White Pearl» situé boulevard Marcel Cahen à Merl. Le déménagement est prévu pour début avril.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'affectation future des locaux du Fonds du logement à Gasperich?

- Quel est le loyer mensuel que le Fonds du logement doit payer pour les quelques 4.000 m² répartis sur deux niveaux au sein du bâtiment «White Pearl» à Merl?

Réponse (16.04.2018) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

En début du mois d'avril 2018, le Fonds du logement a transféré son siège de Gasperich vers un nouvel immeuble situé à Merl, Boulevard Marcel Cahen.

En ce qui concerne la première question de l'honorable Député quant au sort de l'ancien siège du fonds, je déduis que la seule et plausible explication pour laquelle l'honorable Député me pose cette question est qu'il suppose que cet immeuble appartient au Fonds du logement. Tel n'est pas le cas et le fonds y était locataire depuis juillet 2005.

Le Fonds du logement a quitté ses anciens locaux après avoir respecté les conditions de résiliation arrêtées dans son ancien bail, ceci en toute harmonie avec le propriétaire de l'immeuble. Si l'honorable Député souhaite savoir ce qui sera la nouvelle affectation de ces locaux, je ne peux que lui recommander de s'adresser directement au propriétaire.

Quant au choix des nouvelles localités, les responsables du Fonds du logement ont procédé de la même façon que le font les responsables des établissements publics, voire administrations ou même ministères, se trouvant dans un scénario de développement soutenu.

Après le constat de la non-conformité des anciens locaux, notamment en ce qui concerne le nombre de collaborateurs par m², les espaces limités pour garantir l'accueil de nouveaux membres du personnel et l'analyse approfondie des besoins dans le temps du fonds, de nombreuses études sur des immeubles existants et en projection ont suivi pour en fin de compte orienter le choix sur l'immeuble situé à Merl. Cet immeuble, nouvellement construit a pu être aménagé selon les besoins du Fonds du logement et permettra à son personnel de travailler dans des conditions nettement améliorées et d'accueillir ses clients de façon optimale au niveau de l'accès (personnes à mobilité réduite) et de la discrétion. Les nouveaux locaux permettront en outre d'intégrer les nouveaux collaborateurs à être engagés durant les prochains mois et justement, d'assurer la croissance soutenue du fonds.



Un bail a finalement pu être signé après les négociations adéquates et l'accord définitif du comité directeur au printemps 2017.

La nouvelle d'un déménagement fut d'ailleurs connue depuis longtemps. Déjà en juillet 2017, lors d'une interview du président avec le Luxemburger Wort, l'information d'un déménagement était diffusée.

Les nouveaux locaux ont été loués aux conditions du marché, c'est-à-dire pour l'ensemble des 3.616 m² de bureaux, avec en plus sous-sols, archives et parkings, le loyer mensuel s'élève à 119.824 euros (HTVA).

Question 3702 (15.03.2018) de **M. Max Hahn (DP)** concernant les **émissions sonores des éoliennes**:

Actuellement cinq projets de parcs éoliens sont en cours d'élaboration dans le sud du pays. Un projet prévoit la construction de neuf éoliennes dans cinq communes qui auront chacune une capacité de production qui avoisinerait les 3.000 kilowatts et produiront de l'électricité pour environ 1.400 ménages. Actuellement, des réunions d'information sont organisées dans les communes concernées (Sanem, Dippach, Mondercange, Reckange-sur-Mess et Roeser.) Lors de ces réunions, certains habitants ont exprimé leur crainte que les éoliennes pourraient avoir des conséquences négatives sur leur santé, notamment à cause de l'exposition à des basses fréquences et à des infrasons.

Or, d'après l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) française «les émissions sonores des éoliennes ne génèrent pas de conséquences sanitaires directes, tant au niveau de l'appareil auditif que des effets liés à l'exposition aux basses fréquences et aux infrasons. À l'intérieur des logements, fenêtres fermées, on ne recense pas de nuisances ou leurs conséquences sont peu probables au vu des bruits perçus. En ce qui concerne l'exposition extérieure, les émissions sonores des éoliennes peuvent être à l'origine d'une gêne, souvent liée à une perception négative des éoliennes».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Quelles sont les distances entre les éoliennes actuellement en service et les habitations? Quelles sont les distances prévues pour les éoliennes des cinq projets en cours d'élaboration dans le sud du pays?

2) Madame la Ministre de la Santé peut-elle m'informer si au Luxembourg des personnes se sont déjà plaintes de conséquences sanitaires liées à la présence d'éoliennes?

3) Est-ce que Mesdames les Ministres partagent l'avis de l'ANSES que les émissions sonores des éoliennes ne génèrent pas de conséquences sanitaires directes?

Réponse commune (27.04.2018) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement**, et de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé**:

ad 1) Selon les résultats d'une analyse géographique sommaire réalisée par l'Administration de l'environnement, il y a lieu de noter que les éoliennes existantes sont situées en moyenne à 914 m d'une habitation. La valeur médiane de l'échantillon analysé se situe à 777 m.

Les cinq projets auxquels fait référence l'honorable Député ont été précisés en réponse à la question parlementaire n°3479 du 24 novembre 2017 de l'honorable Député Monsieur Eugène Berger, à savoir les parcs éoliens Garnich, Differdange, Sudwand, Dalheim et Kayl-Rumelange.

Actuellement, seule une demande d'autorisation a été déposée pour le projet Garnich. Les autres projets sont encore en phase d'élaboration d'une évaluation des incidences sur l'environnement et donc sujet d'études.

En ce qui concerne le parc éolien de Garnich, une demande d'autorisation est en cours d'instruction. La distance minimale entre une éolienne et l'habitation la plus proche se situe à 614 m. L'habitation concernée fait partie d'une ferme située hors agglomération. Les habitations les plus proches situées en agglomération se situent à plus de 850 m.

ad 2) Aucune plainte par rapport à un dommage ou un malaise auditif causé par les éoliennes n'est parvenue ni au Service audiophonologique de la Direction de la santé, ni à l'Administration de l'environnement.

ad 3) L'honorable Député cite un extrait de la conclusion du rapport «Impacts sanitaires du bruit généré par les éoliennes» élaboré en mars 2008 par l'AFSSET (Agence française de sécu-

rité sanitaire de l'environnement et du travail); expertise demandée par les ministères chargés de l'environnement et de la santé suite aux recommandations formulées par l'Académie nationale de médecine dans son rapport du 14 mars 2006 et intitulé «Le retentissement du fonctionnement des éoliennes sur la santé de l'homme».

L'AFSSET a été chargée d'évaluer la pertinence de la fixation d'une distance d'implantation des éoliennes par rapport aux habitations. À cette fin, l'expertise de l'AFSSET tient compte de la réglementation française applicable aux émissions sonores de parcs éoliens.

Contrairement à l'énoncé d'une distance minimale d'implantation des éoliennes vis-à-vis des habitations, l'AFSSET recommande une étude locale systématique préalablement à toute décision. Au Luxembourg, cette approche est aussi favorisée, notamment dans le cadre de l'application de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. L'impact sonore d'un parc éolien relève du champ d'application du règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

Les critères d'appréciation appliqués aux projets éoliens dans le cadre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés en ce qui concerne la lutte contre le bruit ont été publiés dans le rapport d'activité du Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en 2013.

Suite à une modification de la réglementation française relative aux éoliennes, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), issue de la fusion de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) et de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFSSET), se penche une nouvelle fois sur les effets sur la santé des basses fréquences et des infrasons dus aux parcs éoliens.

Outre l'intensité des bruits générés par les éoliennes, le rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) de 2017 analyse également le spectre fréquentiel de ces bruits. L'agence française établit ainsi que toutes les installations éoliennes partagent, à quelques détails près, le même spectre fréquentiel dans lequel les basses fréquences et les infrasons prédominent. Par contre, même si les basses fréquences et les infrasons prédominent dans le spectre fréquentiel des éoliennes, les niveaux mesurés dans ces fréquences restent inférieurs au seuil d'audition chez l'homme, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des habitations.

On peut déduire des faits exposés ci-dessus que les niveaux sonores générés par les éoliennes ne dépassent que rarement les bruits de fond habituels à l'intérieur et à l'extérieur des habitations et que s'ils les dépassent, l'impact sonore ne sera que très léger. À l'instar de l'avis de l'ANSES, on peut donc conclure que les sons générés par les éoliennes n'affectent pas directement la santé auditive et générale des riverains.

Il faut par contre ajouter qu'au-delà des répercussions directes, l'ANSES approfondit davantage les aspects des bruits générés par les éoliennes susceptibles de constituer une gêne indirecte pour les riverains. En effet, l'audibilité des bruits, même très faible, peut être perçue comme inconfortable et la présence d'infrasons, même si ceux-ci ne sont pas perceptibles, peut générer de l'inquiétude.

L'inconfort et l'inquiétude peuvent engendrer du stress et par la suite tout un ensemble de symptômes d'intolérance environnementale idiopathique, tels que des maux de tête ou des insomnies.

Cependant, au niveau des répercussions indirectes, l'ANSES conclut, après d'innombrables mesures, études et recherches bibliographiques, qu'il est impossible d'établir un lien de causalité spécifique et universel entre le bruit généré par les éoliennes et l'apparition de ces symptômes auprès d'une petite partie des riverains. Vu l'actualité, la neutralité et l'exhaustivité de l'avis de l'ANSES, il convient d'accepter cette conclusion.

Question 3703 (16.03.2018) de **M. André Bauler (DP)** concernant les **aides-soignants**:

Le vieillissement prévisible de la population conduira à un accroissement inévitable de la population dépendante et, par conséquent, à une augmentation des besoins en personnel qualifié pour lui assurer une prise en charge adéquate et adaptée.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Quelle est l'évolution du nombre d'élèves inscrits en formation d'aide-soignant depuis 2012?

2) Comment les besoins en aides-soignants ont-ils évolué durant la même période?

3) Est-il possible de retracer l'évolution du personnel enseignant pour cette formation?

4) Les ministres sont-ils en mesure de présenter les besoins en personnel enseignant jusqu'en l'an 2023?

5) Comment les stages pratiques sont-ils actuellement organisés? Est-ce que le nombre de places de stage est suffisant pour répondre aux besoins en ce domaine?

7) Le LTPS à Ettelbruck continuera-t-il à assurer la formation d'aide-soignant durant les années à venir?

Réponse commune (20.04.2018) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé**, et de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale**, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1)

- La formation aide-soignant comprend outre la formation initiale à temps plein (AS), la formation en cours d'emploi (ASE), et la formation en apprentissage d'adulte (ASA).

- En réponse à la demande des terrains professionnels, le nombre d'élèves admis en formation AS a annuellement augmenté depuis 2011.

- Depuis peu, le LTPS est confronté à une pénurie d'enseignants qualifiés et on risque une diminution du nombre d'admissions en formation initiale et en formation en cours d'emploi. Toutefois, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'engage à remédier à cette pénurie pour que le nombre d'admissions puisse à nouveau augmenter.

- À noter également que l'organisation de classes d'ASA (apprentissage adulte) nécessite beaucoup de ressources en personnel enseignant, qui font, dès lors, défaut pour la formation initiale (AS).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Jusqu'à l'année scolaire 2016-2017, le nombre de diplômés du LTPS intégrant le marché du travail a considérablement augmenté. Il ne faut pas seulement éviter une diminution du nombre de diplômés, mais au contraire, il faut assurer un accroissement constant des admissions. À cette fin, il faut que l'école en question profite et d'infrastructures nécessaires, qui seront construites au Val St André, et des ressources humaines adéquates. Pour ce qui est du deuxième volet, il est inévitable de repenser la façon de recrutement et d'embauche et de modifier les dispositions légales y relatives.

(Tableau et graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Le Ministère de la Santé dispose, pour les années 2012-2017, d'informations quantifiées concernant l'évolution des aides-soignants salariés auprès des établissements hospitaliers, des organismes prestataires d'aides et de soins et des institutions pour personnes âgées. Ces données sont issues de la base de données relative au registre des professions de santé et réparties en différentes catégories, dont les aides-soignants praticiens.

La catégorie des aides-soignants praticiens concerne les aides-soignants diplômés, titulaires d'une autorisation d'exercer la profession d'aide-soignant au Luxembourg et dispensant des soins et services directement aux patients, quel que soit le lieu d'exercice.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne la planification des besoins futurs en professions de santé et plus particulièrement des besoins futurs en aides-soignants, le Ministère de la Santé est en faveur d'une démarche concertée avec les Ministères et administrations impliqués dans la prise en charge de la personne âgée au Luxembourg. Ces travaux pourraient être réalisés dans le cadre des travaux du Comité interministériel de consultation appelé à donner des avis sur toutes les réglementations et questions concernant la formation des professions de santé visées par la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'in-

firmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé.

ad 3)

- Un quart des enseignants du LTPS dispensent des matières générales (langues et sciences), et trois quarts sont des enseignants issus du milieu professionnel (infirmiers, médecine, pharmacie). Cette parité n'a pas changé depuis 2011.

- Alors que le nombre d'élèves/étudiants au LTPS a fortement augmenté depuis 2011, le nombre d'enseignants professionnels stagne depuis des années, ce qui explique en bonne partie la situation actuelle précaire du LTPS.

- Il y a lieu de remercier le corps enseignant du LTPS pour son engagement extraordinaire (grand nombre d'heures supplémentaires).

Dès lors, l'augmentation des admissions au LTPS va de pair avec le recrutement d'enseignants qualifiés dans le domaine des professions de santé.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose pas de ces informations.

ad 5)

- Au cours de la formation initiale de l'AS, le LTPS organise pour ses élèves sept stages différents répartis sur 39 semaines au cours des trois années de formation, correspondant à 1.560 heures de formation pratique.

- La plupart des stages sont organisés dans le secteur dit du long séjour (maisons de soins, maisons de repos, handicap, etc.).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Au cours des trois dernières années scolaires, une diminution du nombre de places de stages mis à disposition des élèves du LTPS a dû être constatée. Une campagne de sensibilisation auprès des prestataires susceptibles d'accueillir des stagiaires sera lancée.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7) La formation d'aide-soignant au LTPS - Ettelbruck n'est nullement mise en cause.

Question 3704 (16.03.2018) de **M. Laurent Zeimet (CSV)** concernant l'**avenir de la résidence pour personnes âgées «an de wisen» à Bettembourg**:

Un communiqué de presse diffusé en date du 9 février 2017 signalait que depuis 2012 la résidence pour personnes âgées «an de wisen» à Bettembourg a vu son déficit augmenter. Pour remédier à cette situation, la direction avait proposé, à certains de ses collaborateurs, un régime transitoire sur trois ans dans l'objectif d'accompagner la suppression progressive des avantages extralégaux résultant de l'application volontaire de certaines dispositions de la convention collective des hôpitaux. Or, la proposition fut rejetée par une majorité des concernés et début 2017 une grève menaçait la maison.

Ainsi, le 17 février 2017 le Ministre de la Sécurité sociale, Monsieur Romain Schneider, a rencontré la direction, les représentants du personnel de la maison des soins «an de wisen», ainsi que le syndicat OGBL afin de trouver une solution viable pour le maintien de l'emploi et de la paix sociale.

À l'issue de cette réunion le Ministre de la Sécurité sociale a diffusé un communiqué de presse qui déclarait qu'un accord avait été trouvé. Cet accord consistait à recourir à une procédure prévue dans la convention entre l'État comme propriétaire de l'immeuble et l'exploitant de la maison des soins. Les parties devaient se réunir sur cette base dans les plus brefs délais pour analyser les conventions et pérenniser durablement la situation financière de la maison de soins. Cet accord du 17 février 2017 avait évité un plan social et rétabli la paix sociale dans l'institution concernée.



Or, selon nos informations, le conflit est sur le point de resurgir. Il semblerait que le Gouvernement n'a pas concrétisé ses engagements suite aux déclarations du Ministre de la Sécurité sociale et que par conséquent la situation financière de la résidence pour personnes âgées reste toujours très précaire.

Au vu de ce qui précède, je prie le Ministre de la Sécurité sociale de bien vouloir m'éclaircir sur les points suivants:

- Est-ce que le ministre peut m'informer sur les suites données par le Gouvernement à ses déclarations du 17 février 2017?

- Est-ce que le ministre peut confirmer qu'une solution durable a pu être trouvée sur base de la convention liant l'État et l'exploitant?

- Est-ce que le ministre peut expliquer le cas échéant les engagements pris par le ministre?

- Est-ce que le ministre entend toujours intervenir pour pérenniser la situation et sauver la paix sociale? Dans l'affirmative est-ce que le ministre pourrait nous éclairer sur les moyens envisagés pour atteindre cet objectif et nous informer dans quel délai ces moyens seraient mis en œuvre?

Réponse (17.04.2018) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Un dialogue social de qualité constitue un élément essentiel des relations entre employeurs et salariés et l'autonomie des partenaires sociaux est un droit fondamental que le Gouvernement respecte entièrement. Or, au vu de la situation qui se présente début 2017 au sein de la maison de soins «an de wisen» - l'État étant le propriétaire de l'immeuble et Sodexo résidences services asbl assurant la gestion de la maison de soins -, une solution n'avait pu être dégagée entre partenaires sociaux.

La situation ayant été portée devant Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, les deux parties ont convenu d'une réunion en présence de Monsieur le Ministre, en tant que représentant de la partie étatique et avec le consentement du Gouvernement, pour l'analyser et, le cas échéant, proposer des solutions dans le cadre contractuel existant, ceci afin de garantir la paix sociale dans cet établissement.

Lors de la réunion précitée qui a eu lieu le 27 février 2017, les parties se sont mis d'accord pour avoir recours à une clause prévue dans la convention liant l'État et l'asbl Sodexo Résidences Services. Cette clause vise à entamer des échanges entre le gestionnaire et l'État, à la demande du gestionnaire, lorsque des déséquilibres financiers se présentent. Il s'ensuivit que les partenaires sociaux renoncèrent à leurs actions respectives et consentirent à revenir aux conditions de travail et de salaire applicables avant le 1^{er} janvier 2017.

Dès lors, l'engagement pris par Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, ceci en accord avec le Gouvernement, porta seulement sur l'analyse de l'évolution financière et uniquement dans le cadre conventionnel existant, moyennant l'activation de ladite clause conventionnelle.

Pendant l'année 2017, plusieurs réunions techniques eurent lieu entre des représentants du gestionnaire de la maison de soins et des représentants des Ministères des Finances, de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ainsi que de la Sécurité sociale pour analyser l'évolution financière.

Par la suite, une réunion entre la direction de Sodexo Résidences Services et les ministres concernés a eu lieu le 18 septembre 2017 lors de laquelle la situation financière de l'établissement fut abordée et des pistes furent discutées.

Actuellement, les pourparlers se poursuivent en vue d'une solution durable.

Question 3706 (19.03.2018) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant le mandat d'arrêt européen:

Suivant des informations relayées par RTL la semaine dernière, le bureau du procureur général/département de l'exécution des peines à Luxembourg aurait délivré un mandat d'arrêt européen contre une personne condamnée au Luxembourg à une peine d'emprisonnement de 22 ans.

Toujours selon RTL, le condamné serait fugitif depuis quelques semaines. RTL poursuit: «D'Brigange waren nom lwwerfall a Richtung Belsch entkomm, do festgeholl an u Lëtzebuerg ausgeliewert ginn.»

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le condamné ait été extradé vers le Luxembourg après avoir été arrêté en Belgique?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer si la personne concernée a été mise en détention préventive au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, comment se fait-il que le condamné se retrouve actuellement «en liberté»? Le condamné s'est-il évadé d'un centre pénitentiaire?

- Dans la négative, pourquoi l'extradition a échoué?

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer pour quelles raisons le bureau du procureur général a seulement maintenant délivré un mandat d'arrêt européen contre un criminel extrêmement dangereux?

Réponse (13.04.2018) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Il importe de rappeler les faits:

1. La personne en question a été extradée de Belgique sur base d'un mandat d'arrêt européen délivré par le juge d'instruction le 5 février 2014.

2. Un mandat de dépôt a été décerné contre lui le 9 avril 2014.

3. Il a retrouvé la liberté sur base d'un arrêt rendu par la Chambre du conseil de la Cour d'appel en date du 11 novembre 2014 ordonnant la mise en liberté provisoire à charge pour lui de répondre aux convocations de toutes autorités policières et du juge d'instruction, de se présenter à toutes les convocations et tous les actes de procédure et de se présenter une fois par mois au commissariat de proximité de Luxembourg-gare et pour la première fois le 1^{er} décembre 2014. Il a respecté ces conditions jusqu'en janvier 2018.

4. La déléguée du procureur général d'État a délivré un mandat d'arrêt européen contre lui le 26 janvier 2018, soit le lendemain du prononcé de l'arrêt de rejet du pourvoi en cassation.

Question 3707 (19.03.2018) de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant le «whistleblower»:

La radio 100,7 a rapporté la semaine dernière le cas d'une personne voulant avertir le service étatique GovCert d'une lacune sécuritaire sur une plateforme étatique. Cette personne aurait toutefois insisté de ne pas vouloir dévoiler les informations à sa disposition (mots de passe de plus de 1.000 utilisateurs de cette plateforme, parmi lesquels des ministres, députés, journalistes et agents de l'État), que si elle restait à l'abri de poursuites pénales. N'ayant obtenu aucune garantie de la part de GovCert, elle aurait retenu lesdites informations.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer qu'après cet appel anonyme, les services étatiques ont passé en revue l'ensemble des dispositifs de sécurité des sites étatiques?

- Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions de cet «audit cybersécuritaire»? Des lacunes ont-elles pu être dénichées et corrigées entre-temps? Quels sites étatiques ont connu ces lacunes? Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que des données personnelles ont pu être consultées/dérobées par des personnes non autorisées? La Commission nationale pour la protection des données, sinon les autorités judiciaires ont-elles été informées de ces incidents?

- Dans la négative, pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas entrepris un tel audit?

- Alors que, début 2015, le Gouvernement a été invité à entamer les travaux préparatoires nécessaires en vue de modifier la loi du 13 avril 2011 sur les «lanceurs d'alerte», Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer pour quelles raisons, la Chambre des Députés n'a à ce jour pas encore été saisie d'un projet de loi afférent?

Réponse commune (03.05.2018) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Nous avons l'honneur d'informer les honorables Députés qu'une personne, qui a sou-

haité garder son anonymat, a en effet contacté en janvier 2016 les services étatiques en vue de signaler une faille de sécurité. A priori, cette même personne a recherché le contact avec l'État en mars 2018. Les services concernés ont encouragé la personne de leur fournir les informations afférentes tout en lui proposant de réactualiser cette notification par voie anonyme.

Afin de prouver ses affirmations, la personne a communiqué en 2016 un «hash cryptographique» aux services. Le «hash cryptographique» fut analysé par les services étatiques, mais n'a pas permis d'identifier la source du problème ou de valider l'existence d'un problème.

De manière générale, les services étatiques examinent et mettent à jour régulièrement les systèmes d'information en place. Dans le cadre de ces travaux, ils n'ont pas pu découvrir depuis lors de faille latente à ce niveau, une telle faille ne pouvant cependant jamais être exclue complètement et apparaître en conséquence de l'évolution très rapide des technologies et outils malicieux auxquels les services sont confrontés dans ce domaine. Il est entendu que toute compromission de données à caractère personnel sera notifiée aux autorités compétentes, et ce conformément à la législation en vigueur.

En ce qui concerne le deuxième volet de votre question le Gouvernement tient à relever que suite au vote de la loi du 13 avril 2011, le Luxembourg est un des rares pays européens à disposer d'un texte légal protégeant les lanceurs d'alerte. Pour le moment cette protection vise la dénonciation de faits de corruption au sens large et une extension du champ d'application est envisagée. Le Gouvernement travaille sur un avant-projet de loi en ce sens et y intègrera l'initiative législative annoncée par la Commission européenne en la matière qui devrait être présentée dans les meilleurs délais. L'avant-projet de loi pourra ainsi utilement reprendre les dispositions prévues au niveau européen. Il convient également de remarquer que la jurisprudence luxembourgeoise, en s'alignant totalement sur celle de la Cour européenne des droits de l'homme, garantit déjà aujourd'hui une protection des plus étendues aux lanceurs d'alerte.

Question 3708 (19.03.2018) de M. André Bauler (DP) concernant le réaménagement de la route nationale entre Dasbourg-Pont et Marnach:

J'ose revenir à ma question parlementaire n°2787 du 21 février 2017 concernant le réaménagement de la route nationale N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach.

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre avait précisé qu'en 2016 une étude supplémentaire concernant entre autres le potentiel d'optimisation de ce tronçon de la N10 avait été confiée à deux bureaux d'études.

Il y a une année, Monsieur le Ministre avait noté que ses services seraient en train d'élaborer une variante dite «douce» avec un redressement plus léger des virages en vue de concilier les aspects sécurité et impact sur l'environnement naturel.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- L'étude en question a-t-elle pu être finalisée en l'an 2017?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant la variante «douce» du redressement de la N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach?

- Monsieur le Ministre peut-il avancer une date pour le commencement des travaux de redressement du tronçon de la N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach?

Réponse (20.04.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Le redressement de la route nationale N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach s'est heurté à plusieurs reprises aux conflits subsistants entre les critères de la sécurité routière devant être respectés lors du réaménagement, et les restrictions causées par le statut de la zone dans laquelle se situe le tronçon routier en question, à savoir des zones de protection habitats et oiseaux Natura 2000. Ainsi, une évaluation des incidences sur les habitats faune et flore et plusieurs études d'audit de sécurité ont été réalisées depuis les années 2000.

Les études supplémentaires lancées en 2016 pour trouver une variante qui tient compte des obligations relatives à l'environnement et celles

relatives à la sécurité routière ont été terminées en 2017 avec le résultat qu'une solution définitive a pu être trouvée.

La variante dite «douce», examinée également dans le cadre de ces études, avait dû être abandonnée pour des raisons de sécurité routière, notamment à cause de sa non-conformité aux recommandations de sécurité en vigueur.

L'incompatibilité entre les obligations environnementales et celles de la sécurité routière a d'ailleurs fait l'objet de nombreuses concertations entre les acteurs impliqués, ce qui a finalement permis qu'un accord quant à la variante à retenir a été trouvé il y a quelques semaines. En attendant le rapport final des experts chargés de l'audit de sécurité ainsi que l'autorisation relative à la protection de la nature, les études du projet seront poursuivies jusqu'au stade d'un projet d'exécution. Le projet afférent comprendra deux lots, dont le premier traitera le redressement de la route proprement dite et le second la construction d'un ouvrage d'art dont la réalisation permettra de réduire au minimum les impacts sur les espèces protégées de la zone de protection. L'avis de marché relatif au premier lot, donc le redressement de la route, pourra prévisiblement être publié au courant de l'année, de sorte que les travaux pourront débuter au début de l'année 2019; le deuxième lot sera prêt à une date ultérieure, les études détaillées étant actuellement en cours.

Aux complications précitées s'ajoute encore que la route existante fait preuve d'une pollution aux hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), ce qui est pris en compte pour le procédé de recyclage à froid sur place qui, à son tour, devra encore faire l'objet d'une demande d'autorisation à l'égard de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ainsi que de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (commodo-incommodo).

Les travaux de redressement de la route N10 s'étendront sur un tronçon d'une longueur de 4,22 km et le chantier prendra une durée totale de 300 jours ouvrables. Le nouveau tracé aura une largeur de 6 m avec des surlargeurs dans les virages en épingle.

Question 3711 (20.03.2018) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant le mPass:

Par la formule du mPass, un titre de transport spécifique destiné aux entreprises, le Verkeiersbond souhaite encourager le recours aux transports publics.

Or, celui-ci ne peut être accordé à une entreprise que sous condition de soumettre une commande annuelle, soit de dix abonnements, soit d'au moins 10% de la totalité de son personnel, sans être inférieur à trois abonnements.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien d'entreprises ont profité de cette offre depuis son introduction? Combien de mPass ont été issus?

- Pour quelles raisons ces conditions spécifiques susmentionnées ont-elles été introduites?

- Monsieur le Ministre n'est-t-il pas d'avis que ces conditions risquent d'entraver l'accès à cette offre, notamment pour les petites entreprises?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun d'assouplir l'accès au mPass afin d'encourager l'utilisation des transports publics?

Réponse (02.05.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En effet, depuis son introduction en 2009, l'émission annuelle de mPass est en croissance constante. Le nombre total de mPass émis entre 2009 et 2017 a été de 64.628.

Le nombre de clients, i. e. d'entreprises ayant signé une convention avec le Verkeiersverbond pour fournir un tel abonnement à leurs salariés, était de 202 en 2017. Il y a lieu de relever aussi que le nombre moyen de mPass commandés par client a augmenté de 21 en 2009 à 91 en 2017. Le tableau ci-dessous résume l'évolution:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les conditions d'accès au mPass tiennent à la spécificité et à la finalité du produit lui-même. Il faut noter que ce produit s'adresse aux entreprises et organisations qui, par le biais de leur coopération, jouent un rôle multiplicateur dans le cadre de la promotion des transports en

commun. Il s'agit ici de responsabiliser les chefs d'entreprise qui s'engagent par la conclusion d'une convention mPass à promouvoir les transports en commun et à aborder de manière globale la problématique de tous les déplacements liés à leurs entreprises. Pour avoir un effet, cette mesure s'adresse principalement aux grandes et moyennes structures.

Vu la charge administrative relativement importante liée au traitement des commandes mPass, celles-ci ne peuvent se justifier qu'à partir d'un certain volume de commande. D'ailleurs ceci est pratiquement partout le cas où des produits similaires sont offerts. En Allemagne, notamment, la limite inférieure pour pouvoir profiter de ce genre de produit est en principe de 50 abonnements. Concrètement en ce qui concerne les régions avoisinantes, le VRT de Trèves applique une limite minimale de 20 abonnements, tandis que le saarVV applique, à l'instar du Luxembourg, une limite de trois abonnements au minimum.

L'accès aux petites structures reste garanti par le fait que le nombre minimal de mPass à commander est de trois. Par ailleurs, le système de remise progressif en fonction du pourcentage d'employés participants, permet aux petites entreprises de bénéficier de remises importantes, bien que le nombre absolu d'abonnements achetés puisse rester faible.

Au vu de ce qui précède, il n'est actuellement pas prévu d'assouplir encore l'accès au mPass. Notons, par ailleurs, que le tarif extrêmement favorable de 440 € pour un abonnement annuel classique valable dans tout le Grand-Duché de Luxembourg ne devrait pas constituer un frein à l'utilisation des transports publics.

Question 3712 (20.03.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'intervention de la Turquie en Syrie:

An engem Interview mam „Tageblatt“ (20.03.2018) huet den Här Bausseminister Asselborn dëst gesot: „Dem türkischen Präsidenten scheinen die UN egal zu sein. Und mit Selbstverteidigung hat das nichts mehr zu tun.“ Domat ënnerstellt d'Lëtzebuerg Regierung der Tierkei e Broch vun der UN-Charta a besonnesch vum Artikel 51, Kapitel 7.

Dowéinst wéilt ech dem Här Bausseminister dës Fro stellen:

1. Wéllt Lëtzebuerg den UN-Sécherheetsrot mam Verhale vun der Tierkei a Syrien saisiéieren, déi jo, no Opfaassung vun der Regierung, an deem Land intervenéiert, ouni sech dobäi op d'Recht op Selbstverdeedegung (Art. 51, UN-Charta) kënnen ze beruffen?

2. Wéi eng Konsequenzen huet dëse Broch vun internationalen, effentleche Recht duerch d'Tierkei op d'Position vun der Lëtzebuerg Regierung am Hibleck op eng EU-Bäitrittsperspektiv vun der Tierkei?

3. Wéi eng Konsequenzen huet dës Ausso vun der Lëtzebuerg Regierung op déi bilatérale Relationne mat der Tierkei?

Réponse (18.04.2018) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

ad 1. Déi Fro mécht eng Interpretation vu menger Ausso, déi net dem Kontext vum Interview entsprécht. Am Saz virun ass en Hiweis op d'Sécherheetsrot-Resolutioun 2401, déi de 24. Februar 2018 eestëmmege uegeholl ginn ass an déi vun alle Krichsparteie verlaangt, direkt e Waffestellstand ëmzesetzen, fir humanitären Zougang a medezinesch Evakuatiounen ze erméiglechen, an dat iwwert de ganze syreschen Territoire.

De Sécherheetsrot brauch net extra saisiéiert ze ginn, well am leschte Paragraf vun därselewechter Resolutioun steet, dass de Sécherheetsrot vun der Fro saisiéiert bleift: „décide de rester activement saisi de la question“.

ad 2. D'Position vun der Lëtzebuerg Regierung zu der Relation tëschent der EU an der Tierkei bleift esou, wéi se an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°3611 vum 7. Februar 2018, Punkt 3, beschriwwen ass:

«Le Luxembourg reste préoccupé quant à la détérioration des libertés fondamentales et de l'État de droit en Turquie. En tant que pays candidat à l'Union européenne, la Turquie a souscrit à un certain nombre d'obligations, dont le strict respect des critères de Copenhague. Comme ces obligations ne sont à ce stade pas satisfaites, des avancées dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE ne sont actuellement pas possibles.»

ad 3. Den Interview mam „Tageblatt“ vum 20. Mäerz hat keng Konsequenzen op déi bilatérale Relationne vu Lëtzebuerg mat der Tierkei.

Question 3713 (21.03.2018) de M. Léon Gloden (CSV) concernant le financement de certaines infrastructures à l'étranger:

Dans le cadre du premier séminaire intergouvernemental franco-luxembourgeois, il a été annoncé que le Luxembourg va investir 120 millions d'euros dans le développement du réseau ferroviaire en Lorraine d'ici 2018. Dans ce contexte, une enveloppe financière de dix millions d'euros serait prévue pour deux P&R à proximité des gares de Thionville et Longwy et un autre P&R situé entre Thionville et la frontière qui serait dédié au covoiturage.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre prévoit-il également investir dans de nouveaux P&R au-delà de la frontière allemande respectivement dans l'infrastructure ferroviaire longeant la frontière?

- Dans l'affirmative à quel endroit?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà entamé des pourparlers en ce sens avec son homologue allemand?

Réponse (08.05.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans ce contexte, je tiens à rappeler à l'honorable Député que l'État luxembourgeois s'est déjà engagé récemment du côté allemand en cofinçant la mise à double voie du tronçon ferré Igél - Igél-West dans le cadre du projet de la réactivation de la Weststrecke de Trèves.

En ce qui concerne les projets de P&R du côté allemand, le long de cette Weststrecke de Trèves, les autorités allemandes financent et réalisent des P&R aux arrêts d'Euren et d'Ehrang Hafenstrasse.

Parallèlement et conformément à ce qu'il a été retenu dans le programme SMOT (Schéma de mobilité transfrontalier), des installations «Bike & Ride» seront mises en place à tous les arrêts de la Weststrecke et les connexions avec bus seront améliorées.

Les investissements luxembourgeois en terme d'augmentation de capacité P&R dans la région frontalière avec l'Allemagne vont principalement dans les projets d'extension des P&R de Mesenich (730 places supplémentaires) et P&R Wasserbillig-gare (300 places supplémentaires). S'y ajoute le P&R de Höhenhof près de l'aéroport dont profiteront certainement aussi les navetteurs de la région frontalière avec l'Allemagne pour accéder au réseau du tram.

Question 3714 (21.03.2018) de M. Gilles Baum (DP) concernant le transport transfrontalier:

Dans le cadre de la visite d'État en France, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a signé un protocole d'accord sur le renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers avec son homologue français Elisabeth Borne. À ce sujet, le Gouvernement a également publié un communiqué de presse, dans lequel certains éléments de la coopération précitée sont précisés.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien de parkings relais pour favoriser les transports publics routiers sont prévus du côté français et à quel endroit précisément?

- Quand les travaux y relatifs seront-ils terminés?

- Quel sera le coût estimé de ces travaux?

- Existe-t-il des accords du même genre avec l'Allemagne et la Belgique? Dans la négative, des accords pareils sont-ils prévus? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions à quel endroit des parkings relais sont envisagés?

Réponse (08.05.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En ce qui concerne les parkings relais en relation avec le domaine ferroviaire, le protocole d'accord du 20 mars 2018 prévoit le cofinancement par le Luxembourg de deux parcs relais à proximité des gares en principe de Thionville et de Longwy.

Le protocole d'accord prévoit également de définir, financer et mettre en œuvre tout un programme de parkings pour favoriser l'usage des transports en commun routiers et la pra-

tique du covoiturage afin de promouvoir une mobilité plus durable entre les deux pays.

L'identification des projets est en cours par les autorités françaises. Ainsi un premier projet de parkings pour le transport en commun routier et pour le covoiturage a été identifié près de l'échangeur d'Élange à Thionville. D'autres projets pourraient utilement être positionnés à proximité de l'A31 ou près d'autres grands axes routiers.

D'après le protocole d'accord, la maîtrise d'ouvrage de ces projets a vocation à être portée par les collectivités territoriales françaises. Après identification des projets concrets, les études nécessaires y relatives seront réalisées, ce qui permettra de définir les coûts de ces projets et de procéder par la suite aux travaux de réalisation de ces projets.

Dans le contexte de la réactivation de la Weststrecke à Trèves en coopération avec la Rhénanie-Palatinat, des parkings P&R seront créés aux arrêts d'Euren et d'Ehrang Hafenstrasse. Parallèlement des installations «Bike & Ride» seront créées à tous les arrêts de la Weststrecke et les connexions avec bus seront améliorées.

La lettre d'intention relative au renforcement de la coopération ferroviaire entre le royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg signée en date du 6 novembre 2017 retient notamment qu'en ce qui concerne la tarification transfrontalière et la gratuité des parkings auprès des gares, que les prix des abonnements de base mensuels ont été réduits de 13,50 euros et que le déchet des recettes en résultant est pris en charge par le Luxembourg. En contrepartie, la SNCB met gratuitement à la disposition des détenteurs d'un abonnement de train domicile - lieu de travail Belgique - Luxembourg, les parkings SNCB à proximité des gares d'Arlon, Aubange, Bertrix, Florenville, Forrière, Gouvy, Grupont, Habay, Halanzy, Jemelle, Libramont, Marbehan, Messancy, Neufchâteau, Poix-Saint-Hubert, Stockem, Trois-Ponts, Vielsalm, Virton, Viville, zone Marche (Marloie, Marche-en-Famenne, Aye).

Question 3715 (22.03.2018) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le nouvel institut de formation continue dans le château de Sanem:

Madame la Secrétaire d'État à l'Économie vient d'annoncer en date du 21 mars 2018 qu'il sera prévu d'implanter dans les locaux du château de Sanem un institut de formation continue pour les métiers de la gastronomie et de l'hospitalité avec un restaurant attenant.

Le même jour a été présenté à la Commission parlementaire l'avant-projet de loi portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH). Dans ce contexte, il a été souligné le rôle crucial du LTHAH dans la formation continue du secteur de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme. Le projet de loi prévoit entre autres que le LTHAH va compléter son offre de formation en offrant des formations professionnelles continues et des formations spécifiques qualifiantes dans les secteurs de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

- Est-ce que le groupe de travail en charge de l'analyse des besoins du secteur et de l'offre scolaire des formations en gastronomie, hôtellerie et tourisme au Grand-Duché a été impliqué dans le développement de cette proposition?

- Monsieur le Ministre, est-ce que le projet de loi du LTHAH va en tenir compte?

- Annoncé à plusieurs reprises, quand Monsieur le Ministre envisage-t-il nous présenter le rapport final du groupe de travail?

Réponse commune (08.05.2018) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Il va sans dire que le Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH) jouit d'une bonne réputation auprès des professionnels du secteur de l'Horeca et joue un rôle essentiel dans la formation de jeunes aux métiers de la restauration et de l'hôtellerie. Les établissements du secteur du tourisme bénéficient largement de l'excellente formation dont font preuve les jeunes formés au LTHAH pour accéder aux métiers de ce secteur.

Afin de permettre au LTHAH d'élargir à l'avenir ses formations en proposant également des formations supérieures, des formations conti-

nues et des formations spécifiques à haut niveau pour le secteur de la restauration et de l'hôtellerie, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a soumis au Conseil de Gouvernement un projet de loi portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck. Le projet de loi reflète largement les négociations entre la Chambre de Commerce, l'Horesca et le MENJE.

Parallèlement, des représentants du secteur de l'Horeca ont approché la Secrétaire d'État à l'Économie afin de discuter des questions de promotion de la gastronomie au Grand-Duché et au-delà des frontières. Dans ce contexte, ils ont présenté des bonnes pratiques, dont l'idée de créer un institut de formation à rayonnement européen qui s'adresse à la haute gastronomie. En effet, le Luxembourg est connu pour sa gastronomie de haute qualité et jouit d'une concentration de restaurants étoilés par habitant qui est unique au monde. La gastronomie de notre pays est régulièrement mise en avant en tant qu'atout majeur du pays lors de workshops et séminaires organisés dans le cadre de la promotion touristique. Afin de progresser sur ce niveau élevé, le secteur souhaite pouvoir faire bénéficier les chefs de formations à haut niveau jusqu'ici inexistantes au Luxembourg. La création d'un tel institut permettrait de renforcer cet atout gastronomique de notre pays.

À cette fin, une pré-étude a été commanditée fin mars. Dans ce cadre, une visite de l'Institut Paul Bocuse sera effectuée au cours des prochaines semaines afin de s'inspirer de l'expérience et de l'excellence de cet institut pour pouvoir développer un concept autour de la gastronomie et d'un site tel que celui du château de Sanem.

Actuellement sans affectation, le château de Sanem est à la recherche d'une nouvelle vocation dans un souci d'éviter une dégradation des bâtiments historiques dont le cadre exceptionnel et rare a été reconnu. En alliant la demande du secteur à l'opportunité du site exceptionnelle du château de Sanem, la Secrétaire d'État à l'Économie a proposé qu'une telle offre de formations de haut niveau dans le domaine de la gastronomie pourrait y être développée. Il est en outre envisagé d'installer un restaurant de haute qualité sur le site du château de Sanem en y alliant formation et culture de la gastronomie.

Ce projet à caractère entrepreneurial est parfaitement complémentaire à l'éducation offerte au LHTAH. Il permettrait d'établir le Luxembourg comme lieu de formation dans le domaine de la gastronomie. À côté de l'obligation de l'État de mettre en place une offre scolaire importante dans le domaine de l'Horeca, il est toujours loisible à des investisseurs de lancer une initiative privée. Toute démarche en ce sens se fera bien évidemment en concertation entre les différents départements ministériels concernés et dans l'objectif d'assurer une approche cohérente et concertée dans le cadre du soutien à la gastronomie luxembourgeoise.

Question 3716 (22.03.2018) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant le braquage d'une bijouterie à Luxembourg-ville:

Dans un commentaire paru sur rtl.lu, un journaliste rapporte, en se référant à un reportage paru sur la radio France 3 Rhône-Alpes, que les braqueurs auraient été sous observation en France, alors que les services de l'ordre les soupçonnaient de préparer un «coup». Si tel était le cas, il est pour le moins étonnant que la Police luxembourgeoise n'ait pas été avertie de l'arrivée de ces criminels sur le territoire luxembourgeois.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Les services de l'ordre luxembourgeois avaient-ils été informés de ce que des criminels récidivistes soupçonnés de commettre des infractions et lourdement armés se dirigeaient vers le Luxembourg?

2) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer pour quelles raisons ces personnes n'avaient pas été repérées avant de commettre le braquage?

3) Dans la négative, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que l'échange d'informations policières entre le Luxembourg et la



France soit déficitaire? Ce sujet a-t-il été abordé lors de la visite d'État en France?

Réponse (19.04.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) et 2) La question parlementaire fait référence au commentaire d'un journaliste luxembourgeois qui se serait basé sur des informations diffusées sur Radio France 3 Rhône-Alpes. Alors que des sources journalistiques françaises ont rapporté que les braqueurs étaient sous «surveillance» depuis plus de six mois par la Police française, l'information relayée au Luxembourg était que les braqueurs étaient sous «observation» en France.

La Police grand-ducale ne dispose d'aucune information selon laquelle les personnes soupçonnées d'avoir commis le braquage de la bijouterie à Luxembourg auraient fait l'objet de mesures d'observation de la part des autorités françaises au moment des faits.

Enfin, il convient de préciser que l'observation systématique, telle que prévue par le chapitre VII du titre II du livre 1^{er} du Code de procédure pénale, s'inscrit au Luxembourg dans les missions spéciales d'enquête qui ne peuvent être ordonnées que par le procureur d'État ou le juge d'instruction. La surveillance est une expression générale utilisée pour indiquer qu'une personne ou un groupement de personnes, de par ses agissements, a attiré l'attention des autorités policières ou judiciaires, sans être soumis à une observation systématique.

ad 3) Dès la mise en œuvre des recherches concernant les auteurs du braquage, le Centre d'intervention national de la Police grand-ducale a transmis à ses homologues français, belges et allemands toutes les informations disponibles afin de les sensibiliser à la recherche du véhicule utilisé lors de l'infraction. En parallèle, les enquêteurs en charge ont relayé ces informations à leurs homologues étrangers.

La collaboration entre les autorités françaises et luxembourgeoises dans cette affaire et le recoupement d'informations échangées ont permis l'interception des auteurs moins de 24 heures après la commission des faits par les autorités françaises.

Question 3717 (22.03.2018) de **Mme Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant **l'écluse de Stadtbredimus-Palzem**:

Momentan ist der Schiffsverkehr an der Mosel wegen eines Defektes der Schleuse Stadtbredimus-Palzem gesperrt. Heute soll die Schleuse trockengelegt werden, um den Schaden analysieren und bewerten zu können. Bislang ist nicht klar, wie lange der Schiffsverkehr behindert sein wird.

Aus diesem Grund und wissend, dass Mitte 2017 routinemäßige Kontrollen und Wartungsarbeiten durchgeführt wurden, möchten wir folgende Fragen an den Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

1. Welches ist die Ursache der Beschädigung am Untertorflügel?
2. Wurden bei den letztjährigen Kontrollen im Sommer keine Schäden festgestellt?
3. Waren eventuelle Arbeiten an Schleusen geplant?
4. Wie lange werden die Reparaturarbeiten voraussichtlich dauern, und wie lange wird der Schiffsverkehr stillgelegt sein?
5. Kann der Ausfall und demzufolge der Schaden, der durch die Stilllegung der Schifffahrt entsteht, geschätzt beziehungsweise beziffert werden?

Réponse (10.04.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

In ihrer parlamentarischen Anfrage N°3717 vom 22. März 2018 stellen die verehrten Abgeordneten Fragen bezüglich der am 21. März 2018 eingetretenen Beschädigung der Schleuse Stadtbredimus-Palzem.

ad 1. Am 21. März 2018 wurde der rechte Torflügel des Untertores der Schleuse Stadtbredimus-Palzem beschädigt. Ursache für die Beschädigung war ein großes Stück Holz, das unter der Wasseroberfläche zwischen dem rechten Torflügel und der Mauer in Höhe des Torlagers eingeklemmt wurde. Als sich das Tor öffnete, wurde die Halterung des Torlagers beschädigt. Bei der anschließenden Untersuchung durch Taucher wurde ein Riss am Tor-

körper im Bereich des unteren Torlagers festgestellt.

Im Interesse der Verkehrssicherheit und zwecks Vermeidung größerer Schäden an der Anlage wurde der Betrieb der Schleuse sofort eingestellt und die Schifffahrt informiert.

Seitens der zuständigen Behörden wurden umgehend alle erforderlichen Maßnahmen zur Beseitigung des Schadens eingeleitet. Dies bedingt das Setzen der Revisionsverschlüsse, die Trockenlegung des Unterhauptbereiches, die Begutachtung des Schadens und die anschließende Reparatur. Nach Überprüfung der Torendstellungen und mehreren Probeschleusungen konnte die Schleuse am 23. März 2018 um 02.30 Uhr wieder für die Schifffahrt freigegeben werden.

ad 2. Die Anlagen der Staustufen werden regelmäßig über das ganze Jahr gemäß dem Konzept der planmäßigen Unterhaltung auf etwaige Mängel und Schäden untersucht. Bis zum Vorfall am 21. März 2018 waren keine Mängel oder Schäden am Untertor bekannt.

ad 3. Im Regelfall, ausgenommen in dringenden Fällen, werden größere, zeitaufwendige Reparaturen während der jährlichen einwöchigen Schifffahrtssperren ausgeführt.

ad 4. Durch den Ausfall der Schleuse Stadtbredimus-Palzem war die Schifffahrt für eine Dauer von 43 Stunden gesperrt. In den unter- und oberhalb liegenden Stauhaltungen mussten 20 Schiffe ihre Fahrt zeitweilig einstellen.

ad 5. Dank des sofortigen und ununterbrochenen Einsatzes der Behörden konnte die Reparatur zügig ausgeführt werden, sodass der Ausfall für die Schifffahrt auf ein Mindestmaß beschränkt werden konnte. Eine genaue Bezifferung des Schadens für die Schifffahrt ist nicht möglich.

Hervorzuheben bleibt, dass derartige Ausfälle bei zwei Schleusenarkaden vermieden wurden. Bei Ausfall nur einer Anlage würde der Verkehr aufrechterhalten.

Question 3718 (22.03.2018) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** (CSV) concernant **les zones agricoles défavorisées**:

Le soutien de l'activité agricole dans les zones défavorisées constitue une mesure absolument indispensable pour le maintien de l'activité agricole au Grand-Duché de Luxembourg. Une réforme de la carte des zones agricoles défavorisées au niveau européen est actuellement en cours suite aux critiques de la Cour des comptes européenne.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Est-ce que le Luxembourg sera touché par cette réforme?
- Monsieur le Ministre peut-il nous faire le point sur l'état des discussions avec la Commission européenne?
- Est-il prévu de modifier la carte des zones agricoles défavorisées au Luxembourg?
- Dans l'affirmative, comment sera-t-elle modifiée?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la surface agricole utile qui sera classée en tant que zone défavorisée après la réforme?

Réponse (19.04.2018) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Les questions ont trait aux zones agricoles défavorisées qui sont actuellement soumises à une réforme prévue par les articles 31 et 32 du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil.

Il est à noter que les aides aux zones agricoles défavorisées jouent un rôle très important pour le secteur agricole car elles représentent un soutien substantiel au revenu pour les agriculteurs. Actuellement tout le Luxembourg, à l'exception de la zone viticole, est considéré comme zone défavorisée d'après l'article 50 (3) a du règlement (CE) n°1698/2005. La réforme prévue pour les zones agricoles défavorisées est donc considérée comme une priorité et sera menée dans le but de maintenir le régime d'aide pour la plus grande partie possible du territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Au départ il est opportun de préciser que la réforme des zones défavorisées prévoit pour le Luxembourg deux nouvelles zones possibles:

a) les zones soumises à des contraintes naturelles, et

b) les autres zones soumises à des contraintes spécifiques.

La détermination des zones soumises à des contraintes naturelles est prévue par une évaluation scientifique sur base de huit critères biophysiques fixés à l'annexe III du règlement (UE) n°1305/2013 tout en respectant la procédure prévue à l'article 32 du même règlement. La délimitation doit se faire sur des unités territoriales correspondant aux communes. Les critères concernent le climat, le sol et la topographie, dont seuls les deux derniers peuvent être pris en compte au Luxembourg. En décembre 2016, un premier rapport technique, répondant aux critères imposés, a été transmis pour avis à la Commission européenne, laquelle fait évaluer le volet technique par des experts du Joint Research Center (JRC) d'Ispra qui, en 2017, ont soumis une série de questions quant à la corrélation entre les données pédologiques luxembourgeoises et les seuils et limites de classes fixés par le règlement européen. En décembre 2017, un deuxième document technique complémentaire, répondant aux questions posées, a été transmis à la Commission européenne. L'avis du JRC, datant de février 2018, a accepté une partie des hypothèses posées par le Luxembourg. En ce qui concerne les points restés en suspens, des travaux de justification supplémentaires sont en cours au Service de pédologie de l'Administration des services techniques de l'agriculture.

À l'état actuel des discussions, il est encore impossible de faire une simulation définitive de la nouvelle délimitation des zones à contraintes naturelles, étant donné que certains critères pédologiques proposés, dont les classes de drainage, n'ont pas encore trouvé l'accord du JRC. Il faut néanmoins se rendre à l'évidence qu'il y a une forte probabilité que certaines communes ne feront dorénavant plus partie des zones à contraintes naturelles proprement dites.

Il reste à souligner que les nouvelles zones à contraintes naturelles devront être soumises à un exercice d'affinement qui a pour but d'écartier de la zone délimitée, par les critères biophysiques, les zones qui ont surmonté le handicap naturel par des investissements, par l'activité économique ou par des méthodes de production qui ont compensé la perte de revenus.

Il est cependant prévu de soumettre à la Commission européenne une proposition de délimitation pour des zones à contraintes spécifiques qui permettrait de récupérer les communes qui n'ont pas pu être retenues pour la délimitation des zones à contraintes naturelles. Cet exercice consiste à déterminer des zones spécifiques pour lesquelles la poursuite de la gestion des terres est nécessaire pour assurer la conservation ou l'amélioration de l'environnement, l'entretien du paysage rural et la préservation du potentiel touristique. Uniquement 10% du territoire national peuvent être repris en tant que zone spécifique.

À noter que le processus de l'affinement et la détermination des zones spécifiques ne peuvent pas être poursuivis tant que les zones à contraintes naturelles ne sont pas déterminées définitivement.

Reste à mentionner que la production viticole, reconnue pour avoir surmonté un handicap naturel par l'activité économique, ne peut cependant pas être considérée comme zone à contraintes naturelles ou spécifiques.

À l'état actuel de l'avancement des travaux, on peut conclure que la nouvelle délimitation des zones à contraintes naturelles ne correspondra plus aux zones défavorisées telles qu'elles étaient définies avant la réforme. En complément des zones à contraintes naturelles, il est prévu de définir des zones à contraintes spécifiques afin de garantir que la majeure partie du territoire du Grand-Duché de Luxembourg pourra bénéficier des paiements en faveur des zones à contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques. Vu l'importance de ces paiements pour le secteur agricole, la délimitation de ces zones est traitée de façon prioritaire et avec assiduité avec le but d'aboutir à la situation la plus favorable possible pour les exploitants agricoles.

Question 3719 (22.03.2018) de **MM. Laurent Zeimet** et **Marco Schank** (CSV) concernant **le vol de données informatiques relatives à la centrale nucléaire de Cattenom**:

En date du 21 mars 2018, la police judiciaire de Metz et EDF ont confirmé le vol de données informatiques concernant plusieurs centrales nucléaires françaises, dont celle de Cattenom.

En date du 16 février dernier, la voiture professionnelle d'un prestataire d'EDF de la centrale nucléaire de Cattenom a été volée. À bord de la voiture se trouvait, entre autres, un ordinateur portable sécurisé, ainsi que deux clés USB - non sécurisées - sur lesquelles figuraient des informations confidentielles et sensibles relatives aux schémas de ventilation de plusieurs centrales nucléaires. Selon EDF, ces plans ne seraient pas structurants pour la sécurité des sites concernés. Il n'en demeure pas moins que ce vol est inquiétant et qu'il ne saurait être «banalisé» en raison des risques évidents qu'un tel vol peut comporter en termes de sécurité des installations et des populations concernées, et ce d'autant plus que l'on ignore si ce vol est à un «simple» vol de voiture ou si les malfaiteurs visaient les informations contenues dans l'ordinateur portable et les clés USB.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et Madame la Ministre de l'Environnement:

- Mesdames les Ministres ont-elles été tenues au courant par les autorités françaises de cet incident et de l'enquête y relative? Dans l'affirmative, à quelle date?

- Toujours dans l'affirmative, les deux gouvernements ont-ils convenus d'un modus operandi concernant la gestion de ce dossier en termes d'information? Le Gouvernement luxembourgeois sera-t-il informé des suites dans cette affaire?

- Dans la négative, comment Mesdames les Ministres entendent-elles réagir à un tel manque de communication?

- En tout cas de cause, qu'en est-il de la sécurité sur le site de la centrale nucléaire de Cattenom? Est-elle garantie? Des mesures pour améliorer l'état de sécurité ont-elles été prises suite à l'incident? Le système de sécurité a-t-il d'ores et déjà été révisé ou sera-t-il révisé prochainement après le vol des données submentionnées?

- Comment est-il possible que les données d'une telle envergure se trouvent sur un ordinateur portable voire sur des clés USB d'un employé? La société EDF a-t-elle réagi en renforçant ses règles internes concernant le maniement des données sensibles? Dans l'affirmative, ces règles sont-elles de nature à éviter des vols de données informatiques? Ces règles sont-elles jugées suffisantes?

- Mesdames les Ministres ne jugent-elles pas nécessaire de lancer une procédure d'urgence concertée de tous les pays concernés? Ne faudrait-il pas insister à ce que le Gouvernement français prenne des initiatives afin de remédier aux lacunes en matière de sécurité dans les centrales nucléaires françaises?

Réponse commune (19.04.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

En date du 21 mars, le Centre nucléaire de production électrique Cattenom a informé la Division de la radioprotection du Ministère de la Santé du vol d'une voiture d'un salarié d'une entreprise prestataire. Dans cette voiture se trouvaient l'ordinateur (crypté) du salarié, ainsi que des plans et documents d'un système d'aération.

Le 22 mars, la société Électricité de France (EDF) a fourni des informations supplémentaires. Ainsi, le véhicule volé aurait contenu un ordinateur portable sécurisé et crypté, un badge d'accès à la centrale, qui aurait été immédiatement désactivé et deux clés USB contenant des informations sur des chantiers portant sur le système de ventilation. Ce matériel appartenait à la société prestataire.

EDF confirme que les documents présents sur les deux clés USB sont essentiellement des schémas de portions de circuit de ventilation, des pièces utiles à l'intervention et des photos de ventilateurs uniquement relatives à ce chantier. Le salarié n'ayant pas accès aux documents sensibles de l'installation, cet évènement n'aurait pas d'impact sur la sûreté ou la sécurité de la centrale.

Vu qu'il n'y aurait pas eu de vol d'informations sensibles, le fait auquel se réfèrent les honorables Députés ne se prête pas à prendre les initiatives qu'ils proposent. Il est toutefois rappelé qu'une délégation luxembourgeoise, composée de représentants du Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN), du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Division de la radioprotection (DRP) du Ministère de la Santé et du Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, a rencontré, le 31 janvier 2018, l'autorité française responsable de la sécurité nucléaire pour un échange de vues sur la sécurité du site nucléaire de Cattenom et sur l'organisation de la sécurité nucléaire en France de manière générale.

Question 3720 (22.03.2018) de **MM. Gusty Graas** et **Edy Mertens** (DP) concernant **l'interdiction de la circoncision à but non médical**:

En date du 1^{er} février 2018, une proposition de loi portant interdiction de la circoncision à but non médical a été déposée au Parlement luxembourgeois.

Aux termes de cette proposition, toute personne qui causerait des dommages au corps ou à la santé d'un mineur «en enlevant ses organes sexuels en totalité ou en partie» est passible d'une peine d'emprisonnement maximale de six ans.

Le même texte présente la circoncision pratiquée pour des raisons culturelles et religieuses comme une modification corporelle irréversible, qui serait, en l'absence de toute nécessité médicale, une «violation des droits des jeunes garçons, incompatible avec la Convention internationale des droits de l'enfant des Nations Unies».

À ce sujet nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Les ministres ont-ils connaissance de cette proposition de loi? Partagent-ils l'argumentaire de ses auteurs? Dans la négative, pour quelles raisons?

- Existe-t-il des estimations voire statistiques sur le nombre des circoncisions pratiquées au Luxembourg?

- Les ministres estiment-ils que l'interdiction de la circoncision constitue une limitation à la liberté d'expression religieuse?

Réponse (23.04.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Le programme gouvernemental 2013-2018 du Luxembourg prévoit que «le Gouvernement prendra une initiative législative visant à interdire toute forme de mutilation génitale. Ne sont pas considérées comme mutilation les circoncisions effectuées en milieu médical». Il y a un arbitrage à faire entre la liberté de croyance et les droits de l'enfant. L'argumentaire qui est à la base de cette proposition de loi de la femme politique Silja Dögg Gunnarsdóttir en Islande est celle de dire que l'on se place sur le terrain des droits de l'enfant et non pas sur celui de la liberté de croyance.

À l'heure actuelle, la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille précise au dernier paragraphe de l'article 2 qu'«au sein notamment des familles et des communautés éducatives, la violence physique et sexuelle, les transgressions intergénérationnelles, les traitements inhumains et dégradants ainsi que les mutilations génitales sont prohibés».

Récemment, le Gouvernement luxembourgeois a déposé un projet de loi n°7167 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, ainsi est précisé que quiconque qui aura pratiqué, facilité ou favorisé toute forme de mutilation des organes génitaux d'une personne de sexe féminin sera puni selon les modalités du nouvel article 410 du Code pénal.

Dans le commentaire de ce nouvel article 410 du Code pénal, le législateur envisage de préciser que «le débat sur l'acceptation de la circoncision chez les hommes est différent. La circoncision n'est pas considérée comme une mutilation. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y a aucun fondement légal en ce qui concerne la mutilation chez les hommes, les dispositions générales des «lésions corporelles volontaires» peuvent toujours être invoquées. Le Code pénal sanctionne actuellement toutes les formes et tous les types de mutilations par le biais de dispositions générales des «lésions corporelles volontaires», mais n'interdit pas spécifiquement la pratique des mutilations génitales féminines. Les auteurs peuvent être poursuivis notamment pour des violences ayant entraîné soit une incapacité permanente, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave. Il en résulte que les mutilations génitales féminines sont sanctionnées sous la dénomination de «mutilations graves» avec des peines aggravées. Il reste néanmoins que l'appréciation en revient au juge».

En Belgique, chaque année, 25.000 petits garçons sont circoncis à l'hôpital, selon les chiffres de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI). Au Luxembourg, seules les circoncisions effectuées pour des raisons médicales sont enregistrées par la Caisse nationale de santé (CNS) aux fins du remboursement. Les circoncisions effectuées pour motifs culturels ou religieux ne sont pas communiquées à

la CNS, qui ne dispose dès lors pas de statistiques concernant les circoncisions effectuées pour des raisons non médicales.

En outre, il faut souligner que la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière met en place des nouvelles dispositions législatives relatives à la documentation des activités hospitalières, ce qui permettra l'enregistrement des circoncisions à des fins non médicales en milieu hospitalier et permettra ainsi au Gouvernement d'établir des statistiques nationales sur ces pratiques, indépendamment de leur prise en charge par la CNS.

D'autre part, la controverse persiste dans la littérature médicale à propos des bénéfices médicaux potentiels de la circoncision, tels que la diminution du risque d'infection urinaire chez le petit garçon.

L'intervention chez le nourrisson n'est ni banale, ni dénuée de risques ou de complications. Les données de la littérature médicale internationale font état de taux de complications variables selon l'âge: 1,5% des cas de circoncision chez le nourrisson et 6% des cas de circoncision chez l'enfant à partir de l'âge de un an. Les études épidémiologiques réalisées dans des pays où la circoncision est régulièrement pratiquée par du personnel médical et non médical ont montré des taux de complication très élevés (jusqu'à 80%) lorsque la circoncision est réalisée par du personnel non médical ou dans des conditions ne respectant pas les règles de stérilité. Il est donc important que l'intervention soit pratiquée par un médecin.

Question 3721 (23.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'œuvre d'art «Kapell»**:

Aus der Press geet ervir, datt de Mudam wéilt e Konschtwierk („Chapelle“) vum belsche Kënschtler Wim Delvoye am Mee 2018 ofbauen.

Dowéinst wéll ech dem Här Kulturminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt dat Konschtwierk soll ofgebaut ginn?
2. Wa jo, wat soll dann domat geschéien?
3. Wa jo, wat kënn dann an d'Plaz vun der „Kapell“?
4. Wa jo, wat sinn d'Ursaachen dofir a wien huet déi Decisioun geholl? Ass den Här Kulturminister am Virus informéiert ginn?
5. Wat ass d'Meenung vum Här Kulturminister zu dem anscheinend geplangten Ofbau vun der „Kapell“?

Réponse (03.04.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

ad 1. Jo.

ad 2. Den Zoustand vum Konschtwierk gëtt gepréift an d'Wierk gëtt astand gesat, souwäit et néideg ass. Duerno gëtt et stockéiert (D'Commande vum Wierk am Joer 2006 huet präziséiert, datt d'Wierk demontabel a stockabel wier.) a kann an engem anere Kontext, am Musée oder ausserhalb, gewise ginn.

ad 3. Laut senge Statuten an der Konvention mam Stat huet de Mudam eng educativ Mission, déi mat der Notzung vum neie Raum besser erfëllt ka ginn. D'Plaz, wou d'Kapell opgebaut ass, war net vum Architekt dofir virgesinn. Hannendru befënnt sech e Raum mat Lavabo an Toilette, deen accessibel gëtt a fir pedagogesch Aktivitéite gebraucht ka ginn.

ad 4. Fir d'Ouverture vum Mudam goufen eng Rei Konschtwierker vu verschiddene Kënschtler an Optrag ginn, déi säit enger Rei vu Joren net gewise goufen oder wéineg Visibilitéit zanter der Ouverture vum Musée haten. Dës sinn en Deel vun der Kollektioun an et ass un der Zäit, datt d'Kollektioun eng besser Visibilitéit am Musée kritt. De Minister ass am Virus informéiert ginn.

ad 5. D'Decisioun betreffend d'Ausstellung vu Wierker aus der Kollektioun gehéieren zu der Responsabilitéit vum Musée direktor an der onofhängeger Ausféierung vu senger Fonction.

Question 3722 (23.03.2018) de **M. David Wagner** (déi Lénk) concernant **le régime fiscal de la propriété intellectuelle**:

Lors de votre intervention le 22 mars 2018 à la Chambre des Députés, suivant le débat sur le projet de loi n°7163 concernant le régime fiscal de la propriété intellectuelle, vous avez notamment prononcé la phrase suivante:

«Den Text berout op dem Prinzip vum Nexus. Dat heescht, dass haut an deenen neie Regimmen déi speziell a gënschteg Besteuerung nëmmen da méiglech ass, wa Recherche an Development wierklech am Land selwer gemaach ginn. Dat ass jo u sech eng gutt Noricht, well dat heescht jo, dass dann d'Aktivitéiten an eise eegene Land sinn.»

Il s'agit là d'un argument clé avancé par Monsieur le Ministre (et d'ailleurs également par certains orateurs de la majorité gouvernementale) pour justifier l'introduction de ce nouveau régime fiscal préférentiel très favorable aux entreprises (communément appelé «IP box»), au motif qu'il servira essentiellement à promouvoir la recherche et le développement privé au Luxembourg.

Or, ayant des difficultés à retracer le bien-fondé de votre affirmation, telle qu'elle est citée ci-dessus, nous partageons plutôt l'opinion de la juriste Dr Paloma Schwarz Martinez, experte en droit fiscal international et promue à l'Université du Luxembourg, qui écrit notamment dans un article dédié au nouveau régime préférentiel luxembourgeois: «The R&D activity does not have to be carried out within Luxembourg (otherwise it would be contrary to the EU fundamental freedoms). It is therefore debatable to what extent the IP box will contribute to more R&D in Luxembourg»¹.

Ainsi, l'article 1 du projet de loi n°7163, qui modifie le point 3 de l'article 50ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, dit clairement que les dépenses éligibles, qui entrent dans le calcul du traitement fiscal préférentiel, peuvent également provenir d'un établissement non lié «situé dans un État partie à l'Accord sur l'espace économique européen (EEE)».

Nous en concluons que les dépenses en recherche et développement ne doivent pas nécessairement avoir été effectuées sur le territoire du Luxembourg pour pouvoir bénéficier du traitement fiscal préférentiel, ce qui est en contradiction avec les affirmations de Monsieur le Ministre.

D'ailleurs, l'approche du lien modifié («nexus approach» en anglais) de l'OCDE, cité par Monsieur le Ministre, ne contient pas de lien obligatoire entre les dépenses éligibles et la juridiction dans laquelle a eu lieu la recherche et le développement. Le paragraphe 49 du chapitre 4 du rapport final sur l'action 5 du Plan d'action sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfice (cité par les auteurs du projet de loi dans le commentaire des articles) précise notamment que: «L'approche du lien autoriserait l'éligibilité de toutes les dépenses éligibles au titre d'activités effectuées par des parties non liées (qu'elles se trouvent ou non dans la juridiction) [...]»

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre maintient son affirmation prononcée le 22 mars 2018 à la Chambre des Députés, telle qu'elle est citée ci-dessus?

2) Si oui, pouvez-vous nous fournir les explications juridiques nécessaires pour comprendre le bien-fondé de votre affirmation?

3) Si non, êtes-vous prêt à redresser votre affirmation devant la Chambre des Députés, respectivement à amender le régime préférentiel susmentionné de manière à le rendre en accord avec votre affirmation?

Réponse (24.04.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Il convient d'emblée de constater que l'honorable Député se réfère à un article de doctrine publié antérieurement à l'amendement gouvernemental du 15 décembre 2017.

L'élément clé de ce nouveau régime fiscal est l'approche du lien, c'est-à-dire la «nexus approach», selon laquelle les dépenses réalisées par le contribuable lui-même sont la variable de substitution retenue pour mesurer l'activité substantielle. Ceci assure que les contribuables qui bénéficient de ce régime fiscal ont bien conduit des activités de recherche et de développement et effectué les dépenses correspondantes. Le corollaire de cette approche est que la recherche susceptible d'accéder à ce traitement fiscal aura en principe lieu avant tout sur le plan domestique. En effet, dans le cas où les activités de recherche et de développement sont réalisées sur le territoire d'un autre État, ces activités sont en principe imposables dans cet autre État et ne peuvent dès lors bénéficier du régime fiscal mis en place par le projet de loi n°7163.

Ce n'est que dans des cas très spécifiques que des dépenses non réalisées directement sur le

territoire national peuvent être considérées comme des dépenses éligibles au sens de l'alinéa 1^{er} du nouvel article 50ter de la modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.). Il s'agit de l'hypothèse visée par le paragraphe 50 du chapitre 4 du rapport final de l'action 5 dans laquelle le contribuable paie une entité autre qu'une entreprise liée au titre d'activités de recherche et développement en rapport direct avec la constitution, le développement ou l'amélioration d'un actif éligible effectuées par cette entité au profit du contribuable, ainsi que de l'hypothèse dans laquelle les dépenses sont encourues par un établissement stable, mais sont attribuées au contribuable en vertu d'une convention tendant à éviter les doubles impositions pour autant que les autres conditions de l'alinéa 1^{er} du nouvel article 50ter L.I.R. sont pleinement respectées. Cette dernière hypothèse présuppose cependant que le contribuable exerce et contrôle toutes les fonctions essentielles liées aux activités de recherche et de développement (c'est-à-dire les fonctions liées à la mise au point, à l'amélioration, à l'entretien, à la protection et à l'exploitation) effectuées par l'établissement stable et ayant généré les dépenses, et assume tous les risques liés à ces fonctions.

Dès lors, même dans ces hypothèses très spécifiques, l'affirmation selon laquelle «Den Text berout op dem Prinzip vum Nexus. Dat heescht, dass haut an deenen neie Regimmen déi speziell a gënschteg Besteuerung nëmmen da méiglech ass, wa Recherche an Development wierklech am Land selwer gemaach ginn.» reste valable. Les fonctions essentielles liées aux activités de recherche et de développement doivent en tout état de cause être exercées par le contribuable.

Question 3723 (26.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **les inondations**:

Am Juli vum Joer 2016 koum et zu Lëtzebuerg zu schlëmmen Iwwerschwemmungen. Virun allem d'Uertschafte Kruuchten, Iermsdref, d'Fiels, Noumer an de gesamten Ärenzdall ware mat engem héije Materialschued konfrontéiert. D'Regierung huet doropshin de Betreffene finanziell Hëllef vum insgesamt 30 Milliounen Euro zougesprach.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt déi 30 Milliounen Euro och effektiv un déi betraffte Leit ausbezuelt goufen? Gouf et dobäi Problemer?

2. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Opraum- a Sanéierungsarbeiten no den Iwwerschwemmungen op eng fir déi betraffte Leit zefriddestellend Manéier ofgelaf sinn?

3. Wéi eng Schutzmoosname goufe bis elo getraff, fir ze verhënnern, datt sou eng Katastroph nach eemol ka virkommen?

Réponse commune (30.04.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, *Ministre à la Grande Région*, de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Den 22. Juli 2016 ware véier Gemengen aus der Géigend vum Ärenzdall Affer vu ganz uergen Onwiederer, déi zu gréisseren Iwwerschwemmungen a Schied gefouert hunn. An den éischte Stonnen an Deeg no den Iwwerschwemmungen hunn déi staatlech Servicer, a besonnesch d'Rettungsdéngschter, d'Stroosbauverwaltung an d'Arméi, zesumme mat de Gemengeservicer, d'Opraum- an d'Sanéierungsarbeiten ugefaangen.

Zäitno huet d'Regierung nach am Juli 2016 eng Enveloppe vun 30 Milliounen Euro debloquéiert a sech domadder deen néidege finanzielle Spillraum ginn, fir de betraffte Leit, Gemengen a Betriber ze hëllefen, de Schued, dee se duerch dës Naturkatastroph kann hunn, ze behiemen. Zu deem Zäitpunkt, e puer Deeg no der Naturkatastroph, konnt de geneeën Ausmooss vun de Schied nach net beziffert ginn, mä et war der Regierung hiert Uleies, am Aklang mat de gesetzleche Regelen esou séier wéi méiglech kënnen ze hëllefen.

No an no sinn déi gemellte Schied an engem enken Zesummespill tëschent de Verwaltun-

¹ <https://mnetax.com/luxembourg-unveils-new-ip-tax-incentive-22905>

gen, de Gemengen, de betraffene Leit a Betriber analyséiert ginn. Déi finanziell Hëllef fir d'Moosnamen, déi vun de Ministèren, Verwaltungen a Servicer geholl goufen, beleef sech am Moment op ronn 11,5 Milliounen Euro. Et handelt sech heibäi haaptsächlech ëm:

- Reparaturaarbechten enger ganzer Rei Bësch- a Feldweeër ënnert der Leedung vun der Natur- an Ëmweltverwaltung respektiv der technescher Administratioun fir d'Landwirtschaft;

- Stabiliséierungs-, Reparatur- a Botzaarbechten, déi, ënnert der Leedung vum Waasserwirtschaftsamt, un de Waasserleef ënnert goun;

- direkt finanziell Hëllef, déi vum Familljeministère un déi betraffe Leit ausbezueelt goufen;

- d'Entscheidung vu Schied u kommunale Gidder an Infrastrukturen duerch den Innenministère;

- finanziell Hëllef (aide de minimis), mat deenen de Wirtschaftsministère déi betraffe Betriber ënnertstëtzt huet;

- Refectiounsaarbechte vun der Stroossebauverwaltung un de Stroossen- a Bréckeninfrastrukturen;

- finanziell Hëllef, déi de Landwirtschaftsministère ausbezueelt huet, fir engersäits de landwirtschaftleche Betriber den direkte Schued ze kompenséieren an hinnen anerersäits ze hëllef, hiert Produktiounspotenzial nees hierze stellen.

Ze bemerken ass, datt et sech bei dem virgeannte Montant net ëm en definitive Chiffer handelt, well d'Projeten, „déi vum Stat finanziell ënnertstëtzt ginn“, nach net alleguer ofgeschloss sinn.

Betreffend d'Fro vun de Schutzmoosnamen, fir esou eng Katastroph ze verhënneren, muss een drop hiweisen datt esou Naturphenomene onerwaart a mat grousser Intensitéit optriede kënnen. Den Impakt vun esou engem Naturphenomene hänkt vun enger ganzer Réi Facteuren of: déi geographesch Gegebenheeten, de Relief vun der Landschaft, d'Naturbeschafeneheet, d'Waassersaturatioun vum Buedem oder nach d'Versigelungssituatioun. Eng Rei vun de Moosnamen, déi no den Onwieder vum 22. Juli 2016 geholl goufen, hu gehollef bestoend Infrastrukturen ze stabiliséieren an ze stäerken. Doriwwer eraus, ass d'Waasserwirtschaftsamt de Phenomene vu plötzlechen Iwwerschwemmungen an hirem Héichwaasserisikoplang 2015-2021 ugaangen. An deem Kontext hunn d'Aarbechten ugefaangen, eng Staarkreenkaart fir d'Land auszeschaffen, fir esou déi Géigenden ze identifizéieren déi engem erhéichte Risiko ënnertleien. An dësen Zonen ënnertstëtzt d'Waasserwirtschaftsamt déi betraffe Gemengen, fir Géigemoosnamen ze huelen.

D'Käschte fir dës präventiv Mesurë sinn zu dësem Zäitpunkt net genee ze bezifferen, mä leie mat Sécherheet am zwee-, wann net dräistellige Milliounebereich.

Question 3726 (26.03.2018) de M. André Bauler (DP) concernant les infirmiers:

La croissance tangible de la population luxembourgeoise depuis 2010 a conduit à un accroissement sensible du nombre de patients à soigner dans nos hôpitaux et, partant, à une augmentation des besoins en personnel qualifié pour garantir une prise en charge appropriée des personnes malades ou soumise à des examens médicaux.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Quelle est l'évolution du nombre d'élèves inscrits en formation d'infirmier depuis 2010?

2) Comment les besoins en infirmiers ont-ils évolué entre 2010 et 2017?

3) Dans quelle mesure nos hôpitaux ont-ils dû recourir à des infirmiers qualifiés venant de l'étranger pour pallier aux besoins en personnel?

4) Par quels moyens le Gouvernement encourage-t-il les jeunes à entamer des études d'infirmier?

5) Quelles sont les différentes catégories d'infirmier (spécialisations) formées dans les lycées pour professions de santé et quelle est leur évolution respective?

6) Dans quelle mesure les programmes de formation ont-ils évolué afin de répondre aux besoins les plus divers des patients?

7) Qu'en est-il de l'évolution des taux de réussite dans nos lycées pour professions de santé? Dans quelles disciplines les élèves éprouveraient-ils le plus de difficultés d'apprentissage? Combien d'élèves se voient obligés de doubler au moins une classe?

8) Quelle sera la capacité d'accueil du nouveau bâtiment du LTPS à Ettelbruck situé à proximité du Centre Hospitalier du Nord (CHdN)?

Réponse commune (26.04.2018) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1)

- Le nombre d'inscrits en 12SI/2GSI (première année de formation infirmière) a augmenté régulièrement depuis 2010, cependant seulement un quart à un tiers des élèves ayant réussi l'examen de fin d'études secondaires dans la section Soins infirmiers (SI), entament ensuite les deux années d'études au niveau du BTS infirmier (Schéma 1).

- Ceci peut s'expliquer par le fait que beaucoup d'élèves sont découragés par le niveau théorique de la formation, les compétences requises par le profil professionnel (CLQ) et les expériences faites durant leurs premiers stages en milieu clinique.

Dans ce contexte, et malgré l'augmentation du nombre d'inscrits en formation SI, le total des diplômés a diminué (Schéma 2).

- Une formation infirmière au niveau supérieur valoriserait cette profession et permettrait d'ouvrir cette voie à chaque diplômé de fin d'études secondaires intéressé. Le but serait, à moyen terme, d'avoir 120 diplômés par promotion.

(Schémas à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Le Ministère de la Santé dispose, pour les années 2010-2017, d'informations quantifiées concernant l'évolution des infirmiers salariés auprès des établissements hospitaliers, des organismes prestataires d'aides et de soins et des institutions pour personnes âgées. Ces données sont issues de la base de données relative au registre des professions de santé et réparties en différentes catégories, dont les infirmiers praticiens.

La catégorie des infirmiers praticiens concerne les infirmiers diplômés, titulaires d'une autorisation d'exercer la profession infirmiers au Luxembourg et dispensant des soins et services directement aux patients, quel que soit le lieu d'exercice.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne la planification des besoins futurs en professions de santé et plus particulièrement des besoins futurs en infirmiers, le Ministère de la Santé est en faveur d'une démarche concertée avec les ministères et administrations impliqués dans la formation et la prise en charge des patients au Luxembourg. Ces travaux pourraient être réalisés dans le cadre des travaux du Comité interministériel de consultation appelé à donner des avis sur toutes les réglementations et questions concernant la formation des professions de santé visées par la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé. Des travaux de concertation interministériels ont d'ailleurs été entrepris au sujet d'une réforme sur les études d'infirmier, dont un des objectifs serait de former davantage d'infirmiers au Luxembourg afin de mieux répondre aux besoins de la population résidente.

ad 3) Comme le montrent les tableaux ci-dessous, le Luxembourg se trouve actuellement dans l'impossibilité de former suffisamment d'infirmiers pour occuper tous les postes disponibles dans le domaine de la santé. Afin de pallier à ce manque, le Luxembourg recrute en partie de ces professionnels dans les pays voisins.

1) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de personnes ayant obtenu une autorisation d'exercice après délivrance d'un diplôme luxembourgeois pour la profession d'infirmier pour les années 2013 à 2017:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

2) Le tableau ci-dessous indique le pays d'origine des diplômés des infirmiers qui ont obtenu une autorisation d'exercer au cours des années 2013-2017, en valeur absolue et en pourcentage des autorisations délivrées. Il inclut les résidents et les ressortissants luxembourgeois diplômés à l'étranger ayant obtenu une autorisation d'exercer au Luxembourg:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Il est clair qu'il faut absolument promouvoir par tous les moyens les professions de santé auprès d'une jeune population, car ces professions sont éminemment nécessaires pour garantir la qualité du système de santé du Luxembourg à l'avenir. Cependant, la société change et la demande d'un engagement personnel et professionnel soutenu dans un milieu de travail très exigeant, ainsi que l'acquisition de compétences complexes, peut faire peur ou paraître peu attrayant, malgré une rémunération intéressante. Le LTPS est en tout cas en train de réfléchir à une campagne publicitaire permettant de valoriser les formations concernées et de motiver ainsi des jeunes à s'intéresser à la découverte de professions passionnantes.

ad 5) Le LTPS forme les spécialisations infirmières suivantes sur une durée de deux années de formation BTS au niveau du MESR:

- l'assistant technique médical de chirurgie (ATM de chirurgie): BSC,

- l'infirmier en anesthésie et réanimation: BSA,

- l'infirmier en pédiatrie: BSP,

- l'infirmier psychiatrique: BSY.

Le nombre d'étudiants entamant une spécialisation n'est pas très élevé. En effet, la plupart des étudiants ayant fini leur formation infirmière entament directement leur carrière professionnelle.

La demande du terrain pour les spécialisations est très grande, surtout en ce qui concerne les formations de l'infirmier psychiatrique, de l'ATM en chirurgie, et de l'ATM en radiologie.

Le LTPS est en train d'élaborer des formations en cours d'emploi pour l'ATM de chirurgie (début en septembre 2018) et pour l'infirmier psychiatrique (en phase de conception), afin de recruter davantage de candidats et répondre à la demande croissante du terrain. Une augmentation respectivement une adaptation des indemnités proposées aux étudiants en formation de spécialisation pourrait également attirer plus de candidats.

Au niveau de la formation BSA, le LTPS doit malheureusement refuser chaque année des candidats à cause d'une pénurie de places de stage en milieu professionnel. Le LTPS reçoit régulièrement des demandes d'admission pour certaines spécialisations de candidats issus des régions limitrophes qui ne disposent pas des connaissances linguistiques nécessaires. La VAE (validation des acquis de l'expérience) en spécialisations et en soins généraux connaît un réel succès.

ad 6) Toutes les formations du BTS doivent répondre à des critères exigeants et sévères, établis par une commission d'accréditation. Ces critères sont réévalués tous les cinq ans sur base d'un dossier et de la visite de l'établissement en question. Toutes les formations BTS du LTPS ont été réaccréditées avec succès pendant les années académiques 2015-2016 et 2016-2017.

Au niveau de la formation pratique, par exemple, le LTPS a introduit pour toutes ses formations la simulation comme outil d'apprentissage, permettant ainsi de mieux préparer les étudiants à la réalité du terrain clinique et de promouvoir l'éthique et la qualité de soins offerts aux patients.

Le LTPS est en train d'analyser et de développer un concept de laboratoire pratique sur base des «skills lab»; il organise ensemble avec l'IUIL une formation de «tuteur-infirmier» pour les soignants des terrains cliniques pour permettre un meilleur encadrement des étudiants pendant «leur enseignement clinique (stages)».

Le contenu des cours est adapté en permanence par rapport aux résultats du «Evidence-Based Nursing» (soins basés sur des résultats probants). Les cours spécifiques, comme les soins palliatifs, la psychogériatrie, les sciences humaines, l'éthique professionnelle, la communication en situations de crise sont approfondis pour préparer les étudiants à leur future vie professionnelle. Le LTPS offre de nombreuses options aux étudiants infirmiers afin de pouvoir s'initier à des thématiques comme les médecines parallèles, la médecine chinoise ou tropicale, l'aromathérapie, la kinesthésie, la musicothérapie, etc.

ad 7) Nous aimerions préciser qu'il n'existe qu'un lycée pour professions de santé, fonctionnant avec quatre centres de formation (Luxembourg, Strassen, Bascharage et Ettelbruck).

Lors des dernières quatre années scolaires, le taux de réussite de la première année de formation SI variait entre 88 et 93%, le taux d'échec et de redoublement se situait entre 7 et 12% pour les élèves fréquentant une 12SI/2GSI. Il faut signaler que l'enseignement clinique est purement formatif et non pas certifiant en première année de formation: par conséquent, il n'est pas pris en compte pour la promotion.

Concernant la réussite de l'examen de fin d'études de 13SI/1GSI, le taux de réussite varie entre 54 et 59%, plus d'un tiers des élèves ont un échec à l'examen, ce qui appuie l'hypothèse que le profil d'entrée des élèves dans les études infirmières serait à revoir.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les disciplines concernées par l'échec sont les sciences (sciences médicales et surtout la biologie humaine).

Les élèves du LTPS présentant souvent de graves faiblesses dans au moins une des langues, ne permettant ainsi pas d'atteindre la moyenne dans la branche combinée des deux langues.

Au niveau de l'enseignement clinique (apprentissage pratique sur le terrain clinique), qui est une condition d'admission à l'examen, environ 5 à 10% des élèves échouent.

Les élèves qui continuent les études infirmières au niveau BTS connaissent beaucoup moins d'échecs. En effet, un module non réussi peut être refait, sans devoir redoubler une année de formation.

ad 8) Le nouveau bâtiment du LTPS à Ettelbruck pourra accueillir 430 élèves et étudiants.

Question 3727 (27.03.2018) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant le chantier du Pont Adolphe:

Le Pont Adolphe, rénové et ouvert à la circulation il y a un an, ne cesse d'être en chantier depuis lors aux quatre coins de cette construction. Si l'on peut comprendre qu'un certain provisoire puisse durer jusqu'à ce que la ligne de tramway y arrive un jour, le provisoire qui s'y étale depuis l'ouverture solennelle est laid et dangereux à la fois, surtout pour les piétons qui pataugent dans les flaques d'eau d'un trottoir provisoire.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures quel est le détail et surtout le timing des travaux autour du Pont Adolphe, si des délais contraignants ont été assignés aux entreprises pour finir ces travaux et s'ils sont respectés, enfin si les entreprises concernées sont autorisées à laisser cet endroit de la ville en chantier permanent.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quand les restes du chantier dans la vallée de la Pétrusse situés sous le pont seront enlevés?

- Enfin, étant donné les travaux permanents en cours que l'on constate autour du pont cycliste suspendu, des problèmes d'étanchéité ou autres ont-ils apparus à l'usage?

Réponse (08.05.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Les travaux de réhabilitation du Pont Adolphe ont commencé le 12 mai 2014 et, selon le délai prévu par le cahier des charges, auraient dû être achevés au plus tard en novembre 2016. Or, entre 2015 et 2017, l'entreprise adjudicataire a été chargée de nombreux travaux complémentaires qui ont fait augmenter le délai d'exécution initial de 550 jours à finalement 800 jours. Il s'agit notamment des travaux suivants:

- Création des galeries d'accès à partir des places de Metz et de Bruxelles, et mise en œuvre d'une passerelle cycliste de 150 m de longueur entre les deux arcs en dessous du tablier reconstruit de l'ouvrage.

- Réalisation d'une passerelle de 25 m en intégration des vestiges existants à la sortie de la galerie Metz.

- Réalisation de travaux de réseau pour le projet tramway et prolongation de son tracé du côté de la place de Metz.

- Nombreux travaux d'adaptation des infrastructures des réseaux.



Il va sans dire que ces travaux, même s'ils ont pour la plupart pu être achevés à brève échéance, ont prolongé les délais impartis. En plus, lors de la réalisation des travaux d'aménagement des places de Bruxelles et de Metz, de nombreux travaux ont été réalisés pour le compte de LuxTram. Ces travaux ne faisaient pas partie du marché initial, mais étaient devenus nécessaires suite à l'avancement du projet tramway, à savoir:

- Réalisation d'une sous-station souterraine d'environ 100 m² sur la place de Metz rendant nécessaire la fermeture du trottoir côté est/Ville-Haute.

- Construction de plusieurs chambres de tirage souterraines d'environ 20 m² de part et d'autre de l'ouvrage.

En ce qui concerne la place de Metz, il faut également mentionner les nombreux travaux de réseaux réalisés par les différents concessionnaires des réseaux d'approvisionnement et dont le volume a considérablement augmenté au fil du projet. Ainsi, il fallait procéder à un bon nombre d'adaptations pour déplacer ces réseaux en dehors la future plateforme du tramway.

Finalement, les nombreuses périodes de mauvais temps et de météo défavorables pour la réalisation de certains travaux, ont souvent perturbé le planning des travaux. Je note par exemple l'exécution des revêtements époxydiques sur les trottoirs et les places avoisinantes qui nécessitent une période sèche avec des températures jours et nuits au-dessus de 5°C. Prévus initialement pour la fin de l'été 2017, ces travaux ont été reportés au printemps 2018 et leur exécution est actuellement prévue à la fin du mois de mai.

Quant aux travaux restants, à part quelques travaux de finition, ils seront tous achevés, sauf imprévus, au plus tard en juin 2018.

En ce qui concerne le dépôt du chantier dans la vallée de la Pétrusse, son enlèvement est en plein cours et sera terminé au plus tard fin mai 2018.

Enfin, des problèmes d'étanchéité autour du pont cycliste suspendu ne sont pas connus. Cependant, au niveau des puits de lumière de part et d'autre de l'ouvrage, des infiltrations d'eau sont à constater. Il s'agit cependant d'un phénomène connu, qui sera éliminé dès que les revêtements finaux sur les trottoirs du Pont Adolphe seront terminés.

Question 3728 (27.03.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant l'**asbl Schrëtt fir Schrëtt**:

Selon nos informations, il s'avère que l'existence de l'asbl Schrëtt fir Schrëtt, qui permet à des enfants handicapés de bénéficier d'un enseignement adapté et fondé sur le système de l'éducation conductive, n'est toujours pas assurée. Outre le fonctionnement futur non garanti de l'asbl, il est à préciser que l'asbl manque de locaux pour pouvoir assumer l'encadrement adéquat des enfants.

Dans la mesure où une pétition des responsables de l'asbl avait donné lieu à un débat public à la Chambre des Députés, en avril 2016, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- 1) Monsieur le Ministre, comment l'asbl est-elle actuellement financée?
- 2) Le ministre est-il au courant du manque de locaux de l'asbl?
- 3) De quelle manière Monsieur le Ministre entend-il réagir à la situation de l'asbl?

Réponse (08.05.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Ensemble avec Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, je soutiens les actions de l'asbl Schrëtt fir Schrëtt, qui s'occupe des besoins et du développement d'enfants et de jeunes particulièrement fragiles.

L'association m'a récemment soumis un projet visant à diversifier ses missions. En effet, l'asbl souhaite développer ses activités et se dédier, outre à la scolarisation et la rééducation des élèves (dès un très jeune âge), également à offrir un lieu de vie, d'activité et de rééducation aux jeunes adultes voire aux adultes. Dans ce contexte, Madame la Ministre Cahen et moi-même avons suggéré à l'asbl de revoir son projet initial en faisant la distinction entre le lieu de vie et le lieu de scolarisation et de séparer, de ce fait, les enfants des jeunes adultes.

ad 1) Actuellement, l'État participe aux frais de fonctionnement de l'asbl qui, entre 2008 et 2012, s'élevaient à quelque 220.000 €. Depuis

2014, le budget annuel alloué s'élève à 383.903 €; s'y ajoutent également l'utilisation gratuite des locaux et du transport.

Je viens d'introduire une demande pour un dépasement budgétaire qui permettrait aux parents d'éviter de renoncer à l'assurance dépendance en la transférant en tant que contribution aux frais à l'association Schrëtt fir Schrëtt.

ad 2) Je viens de confirmer aux responsables de l'asbl Schrëtt fir Schrëtt que l'association pourra continuer à occuper les infrastructures de l'Institut pour infirmes moteurs cérébraux (IMC) au Val Saint André jusqu'à ce qu'une solution adéquate au niveau des locaux puisse être trouvée.

ad 3) Pour ce qui est de l'avenir de l'asbl Schrëtt fir Schrëtt, mes services étudient actuellement deux pistes en ce qui concerne l'amélioration de la scolarisation des élèves, à savoir:

- la création d'une école privée dans le domaine du handicap, ce qui impliquerait une réforme des dispositions légales au niveau des écoles privées, afin de pourvoir à l'attribution d'un budget annuel;

- l'intégration d'une offre «Petö» au sein du nouveau Centre de compétences pour le développement moteur et corporel, impliquant le recrutement de «conducteurs» spécialisés dans la méthode «Petö».

Question 3729 (27.03.2018) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **repos hebdomadaire des chauffeurs de poids lourds**:

Une loi en vigueur en France depuis 2006 interdit aux chauffeurs de poids lourds de prendre leur repos hebdomadaire de 45 heures dans leur camion. Comme il n'y avait aucune sanction prévue en cas d'infraction constatée, peu de camionneurs respectaient cette interdiction. C'est pour cette raison qu'en 2014, le législateur français a mis en place un catalogue de sanctions applicables en cas de non-respect de cette obligation.

Cette répression a comme conséquence que davantage de chauffeurs de poids lourds prennent leur repos de 45 heures au Luxembourg, notamment sur les aires de repos ou encore dans les alentours du port de Mertert ou le long des routes dans les zones industrielles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces observations?
- Le Gouvernement pourrait-il envisager d'aménager des parkings pour poids lourds afin que les camionneurs puissent y prendre leur repos, au lieu de devoir se stationner dans des zones industrielles, etc.?

Réponse (08.05.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Il est un fait que le phénomène décrit par l'honorable Député est généralement en augmentation en Europe et le Luxembourg n'en est malheureusement pas épargné.

Ainsi, la Police grand-ducale a constaté ces dernières années une augmentation réelle du nombre des chauffeurs passant leur repos hebdomadaire normal à bord de leur véhicule, sans cependant disposer de chiffres concrets.

De même, l'Administration des ponts et chaussées a constaté de façon générale que la fréquentation des aires de services situées le long de nos autoroutes par des poids lourds est en hausse permanente. L'Administration des ponts et chaussées ne dispose cependant pas de statistiques sur les itinéraires, ni les coutumes de stationnement des poids lourds en question.

Au port de Mertert, un besoin croissant en places de stationnement pour poids lourds est également à observer. Ce besoin est cependant à voir, du moins en très grande partie, en relation avec les activités portuaires.

En ce qui concerne l'aménagement de parkings pour poids lourds, les initiatives suivantes sont à mentionner.

L'aire de Berchem étant particulièrement fréquentée par les chauffeurs de poids lourds, l'Administration des ponts et chaussées est en train d'y augmenter la capacité de stationnement de poids lourds sur le côté ouest par la construction d'un parking intelligent et partiellement sécurisé. Si ce projet pilote fera ses preuves, le principe pourrait être étendu à l'avenir à d'autres aires de services.

Au port de Mertert, certaines mesures concernant la sécurité et la santé sont également en cours de réalisation pour offrir de meilleures

conditions de stationnement aux chauffeurs de poids lourds.

Enfin, l'ancien site du terminal intermodal de Bettembourg est actuellement en cours de transformation en un centre routier sécurisé, disposant à terme d'une zone de parking d'environ 350 places, d'une station-service multi-carte, d'un shop de première nécessité et d'un shop social avec possibilité de restauration rapide, de sanitaires et d'une zone de détente ou zone verte. Ce site, entièrement sécurisé, sera cependant réservé aux seuls usagers du nouveau terminal intermodal de Bettembourg-Dudelange et du parc logistique. Il a pour objectif de permettre aux camionneurs, usagers du terminal et du parc logistique, de prendre leurs pauses et repos en disposant des services nécessaires sur un périmètre délimité, évitant ainsi une circulation dans les rues et zones industrielles aux alentours.

Question 3730 (27.03.2018) de **MM. Lex Delles** et **Gusty Graas** (DP) concernant les **oiseaux sauvages**:

Ces dernières années, le nombre d'oiseaux sauvages en Europe est en chute libre. Les espèces des plaines agricoles sont particulièrement menacées. La situation n'est non seulement critique pour les espèces d'oiseaux mais également pour la biodiversité en général.

L'actualisation de 2017 du «European wild bird indicator», initiative conjointe du «European Bird Census Council» et de «BirdLife International», observe depuis trente ans une raréfaction inquiétante (moins 55%) des populations d'oiseaux vivant en zone agricole. Cet indicateur recense les données de 28 pays européens et constate que de nombreux oiseaux sont menacés et qu'en seulement 15 ans un tiers a disparu à travers l'Europe. Les résultats notent également une chute marquée de 24 espèces spécialistes des plaines agricoles tandis que la population de six espèces des champs a augmenté.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- 1) Est-ce que le Luxembourg a fourni ses données pour l'actualisation de cet indicateur?
- 2) Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions pour notre pays?
- 3) Hormis les recensements réguliers effectués par «natur&emwelt», d'autres études nationales ou européennes sont-elles prévues pour les années à venir?
- 4) En général, quel est le développement des espèces d'oiseaux au Luxembourg pendant les dernières dix années? Quelle est la situation des oiseaux des campagnes, dont les espèces sont le plus menacées par la disparition?
- 5) Est-ce que la situation au Luxembourg peut être considérée comme préoccupante?
- 6) Quelles mesures sont mises en place au Luxembourg pour lutter contre la disparition des espèces d'oiseaux? Existe-t-il des mesures spécifiques pour la protection des oiseaux sauvages des champs?

Réponse (30.04.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1) Oui, le Luxembourg a fourni ses données, tel que l'indiquent les liens suivants:

<https://www.ebcc.info/pecbm.html>

<https://www.ebcc.info/trends2017.html>

ad 2) Les conclusions sont similaires aux constats réalisés au niveau européen, respectivement sont pratiquement identiques à l'évolution des pays limitrophes: un large déclin de la majorité des espèces des milieux ouverts et ruraux, et particulièrement des labours, des herbages et des prairies humides. L'évolution des effectifs de ces espèces d'oiseaux reflète la dégradation de leurs habitats et biotopes qui connaissent des régressions similaires.

ad 3) En vue de répondre aux différentes obligations issues de la directive «Oiseaux» (2009/147/CE) dans le cadre d'une convention avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département environnement, la Centrale ornithologique du Luxembourg a été créée et réalise systématiquement depuis la fin des années 1990 différents inventaires avifaunistiques annuels ou pluriannuels, dont notamment le programme du suivi des espèces d'oiseaux rares, mais également le programme du suivi des oiseaux communs. Parallèlement à ces inventaires, les stations biologiques et certains bureaux d'études agréés réalisent également des inventaires ornithologiques.

La prochaine grande compilation et évaluation de données ornithologiques est prévue pour 2019 dans le cadre du rapportage à la Commission européenne, à réaliser tous les six ans, en vertu de l'article 12 de la directive «Oiseaux».

ad 4) Les évolutions à court terme des populations des oiseaux annoncent que 28% des espèces sont actuellement en «déclin», 38% ont une évolution «fluctuante» respectivement «incertaine». Uniquement 13% indiquent une évolution de leur population actuellement «stabilisée» et 21% montrent une «amélioration». Donc deux tiers des espèces d'oiseaux présentent une évolution actuelle de leur population non stabilisée, ni améliorée.

La protection de la nature a connu certains succès ces dernières années: quelques espèces rares et emblématiques sont en progression, entre autres grâce à des mesures ciblées, des efforts accrus ou une protection légale, tels que le Grand-duc d'Europe, la Chouette chevêche et la Cigogne noire, ainsi que la nouvelle apparition de la Cigogne blanche en tant que nicheur. Cependant, tel que mentionné plus haut, souvent les oiseaux communs et particulièrement les oiseaux des campagnes connaissent les régressions les plus fortes et inquiétantes. Sur les 32 espèces typiquement agricoles, 24 sont dans un état de conservation dégradé. Ceci est d'autant plus alarmant qu'il s'agit en grande partie d'espèces d'oiseaux jadis considérées en tant que très communes.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) Oui, la situation est même très préoccupante.

Hormis la valeur intrinsèque des différentes espèces, les oiseaux jouent également un rôle primordial dans l'équilibre écologique. À l'instar des chauves-souris, il s'agit de bons indicateurs quant à la qualité de l'environnement naturel, et finalement leur présence indique un environnement sain pour les humains. En plus, bon nombre de ces espèces se nourrissent en partie de ravageurs et nuisibles des cultures et fournissent ainsi gratuitement un service écologique. Ainsi, aux États-Unis, en 2011, l'impact économique direct des chauves-souris a été évalué à 23 milliards de dollars par an pour le seul secteur de l'agriculture. Si l'on considère également la valeur monétaire de la santé humaine, par le fait de ne pas devoir recourir à des pesticides, l'impact économique annuel se chiffre à 53 milliards de dollars.

Or, notre société est engagée dans une évolution qui voit un appauvrissement alarmant des espèces animales. Prenons l'exemple de la Pie-grièche grise qui a connu une régression entre les inventaires des territoires au niveau national de 2006 et 2012. Cette espèce présentait dans les années 1990 encore plus de 100 couples au Luxembourg. Malgré l'élaboration d'un plan d'action espèce, les tendances néfastes s'opposant à la restauration de l'état de conservation de cette espèce ont dominé. Le résultat: une diminution du nombre de 96 territoires recensés en 2006 vers 29 en 2012. Actuellement, en 2018, uniquement six couples sont recensés. Cette espèce - un remarquable indicateur de la valeur écologique de nos paysages - risque bel et bien de s'éteindre dans les quelques années à venir.

ad 6) Différentes mesures ont été mises en place, dont notamment:

- la protection légale dite «stricte» des espèces d'oiseaux, par la loi relative à la protection de la nature et des ressources naturelles et le règlement grand-ducal relatif à la protection stricte des espèces d'animaux;
- la désignation d'un réseau de zones protégées et la mise en œuvre de plans de gestion y relatifs: zones Natura 2000 et zones protégées d'intérêt national;
- la mise en œuvre de plans d'action «Espèces» et «Habitats», par exemple le Plan d'action «Chouette chevêche» a permis d'éviter la disparition de cette espèce au niveau national et de stabiliser ses effectifs;
- une sylviculture proche de la nature dans les forêts publiques ce qui explique en partie la meilleure situation des espèces forestières;
- la mise en place d'un régime d'aide pour les exploitants sylvicoles et agricoles, comme des programmes «biodiversité»;
- l'agriculture biologique.

Malgré toutes ces mesures mises en place, celles-ci semblent trop chétives par rapport aux tendances néfastes générales. Il ne suffit pas d'instaurer des mesures spécifiques, ciblées et localisées pour la protection des oiseaux sauvages des champs. Pour renverser la tendance de ces espèces, il y a lieu de procéder à un changement substantiel de l'orientation de la politique agricole au Luxembourg et en Europe. L'interdiction des pesticides néonicotinoïdes est une première mesure importante pour combattre la disparition des insectes et des espèces qui en dépendent, mais elle ne peut constituer qu'un premier pas vers une agriculture respectueuse de la faune et de la santé humaine.

En conclusion:

Malgré les efforts avérés et les mesures réalisées, souvent très localisées et restreintes, les menaces et pressions pesant sur la biodiversité et les écosystèmes s'étendent de façon généralisée sur l'entièreté du territoire.

Le territoire national a subi et risque de subir davantage de transformations importantes au dépend de la préservation des espèces, des habitats et des écosystèmes, et finalement au dépend de la qualité de vie des humains:

- la banalisation des paysages s'opère au dépend d'espèces spécialisées entraînant un appauvrissement des communautés animales et végétales;

- les habitats naturels sont directement affectés par leur destruction et leur altération;

- au niveau de la dynamique des populations, les espèces sont très significativement affectées par les effets de la fragmentation et de l'uniformisation des paysages ainsi que par une diminution nette de leurs habitats naturels de prédilection;

- les effets sur les écosystèmes affectent également les humains qui sont directement dépendants de la nature, des ressources naturelles et des services fournis tels que l'eau potable, l'air pur, la régulation du climat et des inondations, ainsi que la récréation.

Question 3731 (27.03.2018) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le rôle des administrateurs représentants de l'État luxembourgeois dans la Société Européenne des Satellites (SES):

L'État luxembourgeois ensemble avec la SCNI et la BCEE détient 33,3% des droits de vote dans le capital de SES. Le Gouvernement a également le droit de proposer un tiers des membres du conseil d'administration, soit six administrateurs sur un total de 18.

Le 11 février 2018, l'opérateur privé luxembourgeois de satellites de télécommunications a annoncé le départ de son directeur général et de son directeur financier.

Le cours de bourse de l'action SES, qui a perdu deux tiers de sa valeur les trois dernières années, a continué de chuter après l'annonce de ces démissions. Cette baisse est un signe manifeste que les marchés financiers s'interrogent sur la stratégie et les perspectives de cette société. Les actions B (non cotées en bourse) détenues par l'État, la SNCI et la BCEE ont également connu une perte de valeur très significative.

Les dividendes à encaisser par l'État et les établissements publics baisseraient de 40 millions d'euros suivant les propositions de dividendes faites à l'assemblée générale. Par ailleurs, beaucoup de particuliers luxembourgeois détiennent des actions de la société dans leur portefeuille et connaissent eux aussi des pertes significatives.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Comment le Premier Ministre, ayant dans ses attributions le secteur des médias et des communications, et dont des conseillers sont représentés au conseil d'administration de SES, voit-il ces développements?

- Quel est l'impact de la baisse significative du dividende et de la valeur de la participation détenue sur les finances publiques?

- Pourquoi un poste d'administrateur, revenant à l'État luxembourgeois, a-t-il été laissé vacant?

Réponse (04.05.2018) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias:

L'évolution des résultats financiers de SES et de son cours en bourse sont suivis de près par le

Gouvernement, à la fois parce que l'État est actionnaire et parce que la société est un des fleurons de l'économie luxembourgeoise.

Il y a lieu de rappeler d'emblée que SES, comme d'ailleurs tout le secteur des satellites de communications, se trouve dans une phase profonde de transformation liée au progrès technologique et à la numérisation des systèmes de communication, ce qui suscite de nombreuses interrogations.

Ces interrogations sont également reflétées dans les cours de bourse de tous les opérateurs de satellites.

SES, soutenue dans cette démarche par l'État actionnaire, doit rechercher de nouveaux relais de croissance, ce qu'elle continue de faire en investissant de manière conséquente dans des satellites de nouvelle génération qui devront permettre la diversification dans les domaines de croissance comme la connectivité Internet dans l'aviation civile ou dans les navires et les services gouvernementaux notamment.

Lors de l'assemblée générale du 5 avril, SES a informé ses actionnaires sur la situation financière de la société et le nouveau CEO, Monsieur Steve Collar, a exposé la stratégie de diversification.

Les responsables de la société ont répondu en détail aux nombreuses questions posées par les actionnaires et ont notamment exposé que les revenus liés à ces relais de croissance se trouvent en déphasage par rapport aux investissements programmés ou déjà réalisés, si bien que les résultats de la société s'en sont ressentis. Les responsables de SES sont confiants que la société se retrouvera sur son orbite de croissance dès la fin de cette année-ci.

Il y a lieu de retenir que suite aux explications fournies par les responsables de la société, l'assemblée a exprimé sa confiance envers la direction et le conseil d'administration de la société, toutes les résolutions ayant été votées à plus de 90% des votes exprimés.

Quant au deuxième volet de la question, il y a lieu de noter que l'impact de la réduction du dividende se fera ressentir au niveau de la Trésorerie de l'État par une moins-rentée de 17,7 millions en 2018 par rapport à 2017. Il n'en reste pas moins que SES versera un dividende substantiel de 26 millions d'euros à l'État en 2018. Le dividende avait augmenté de 10% l'an pendant de nombreuses années et il revient en 2018 au niveau de 2011.

Quant au troisième volet de la question, il y a lieu de retenir que l'assemblée générale a voté avec une très large majorité à la demande des actionnaires privés une réduction du nombre des administrateurs de 18 à 15. L'influence des actionnaires publics ne s'en trouve cependant pas affectée dans la mesure où les statuts de la société précisent que les actionnaires de la catégorie B (les actionnaires publics) doivent détenir un tiers des mandats (soit 5 sur 15 au lieu de 6 sur 18).

Question 3732 (27.03.2018) de Mme Martine Hansen et M. Serge Wilmes (CSV) concernant l'installation de l'école fondamentale de l'École internationale Michel Lucius au campus Limpertsberg:

L'école fondamentale anglophone de l'International School Michel Lucius, qui a commencé à la rentrée 2017-2018, est actuellement installée dans la construction modulaire de la rue Charles IV à Belair avec ses 280 élèves. Or, il s'avère que l'école va emménager dans les locaux du Lycée Vauban au Limpertsberg après les vacances de Pâques.

Pour remédier aux importantes difficultés de circulation dans le quartier de Limpertsberg, le Gouvernement avait annoncé la mise en place d'une série de démenagements de certains établissements scolaires, dont le Lycée Michel Lucius et le Lycée technique du Centre.

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre, quelle est la durée prévisible de cette installation provisoire dans les locaux du Lycée Vauban?

- Le nombre d'élèves restera-t-il à environ 300 ou est-il envisagé d'y ajouter encore d'autres classes du fondamental? Si tel était le cas, quel serait le nombre maximal d'élèves pour cette école?

- Quelles mesures seront prises pour éviter que la plupart des jeunes élèves ne soient transportés à l'école en voiture privée?

- Quand débiteront les relocalisations du Lycée Michel Lucius et du Lycée technique du Centre?

Réponse (17.04.2018) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Les questions des honorables Députés m'incitent d'abord à rendre public le nombre d'élèves qui viennent de quitter le quartier du Limpertsberg depuis la rentrée 2017, à savoir 800 élèves de l'École française (primaire) et 1.400 élèves du Lycée Vauban ont déménagé. En revanche, quelque 250 élèves vont occuper les infrastructures du Lycée Vauban à partir du début des cours après les vacances de Pâques 2018. Force est de constater un solde de 1.950 élèves de moins au Limpertsberg, ce qui est considérable.

Le nombre maximal d'élèves que l'école fondamentale de l'International School Michel Lucius saurait accueillir au Limpertsberg s'élève à 320. Pour éviter que les jeunes élèves ne soient amenés à l'école en voitures privées, deux navettes seront mises en place, l'une en provenance du Kirchberg et l'autre en provenance du quartier Belair.

Il est vrai que le quartier du Limpertsberg connaîtra un soulagement encore plus net à partir de la relocalisation du Lycée Michel Lucius et du Lycée technique du Centre, qui, ne l'oublions pas, font partie du quartier en question depuis leur création il y a une bonne cinquantaine d'années. Or, tout à fait conscients de la situation précaire du quartier en matière de trafic routier, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ainsi que mes services travaillent intensément sur la planification des deux nouvelles infrastructures, l'une à Kirchberg et l'autre dans le quartier Midfield. Il est prévu que le Lycée Michel Lucius ainsi que le Lycée technique du Centre soient opérationnels sur leurs nouveaux sites respectifs à partir de 2025.

S'y ajoute le fait que la Fräi-ëffentlech Waldorfschoul Lëtzebuerg quittera aussi le quartier du Limpertsberg; un terrain destiné à accueillir cette école vient d'être identifié et les infrastructures devraient également être disponibles vers 2025.

Question 3733 (28.03.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'incident à Salisbury et les sanctions de l'Union européenne:

Den Europäesche Rot vum 22. März 2018 huet no deem rezenten, tragesche Virfall zu Salisbury, duerch deem d'Liewe vun zwou Persounen a Gefor komm ass, enner anerem dëst a senge Konklusiounen zréckbehalen:

«Il souscrit à l'analyse du Gouvernement du Royaume-Uni selon laquelle il est hautement probable que la Fédération de Russie soit responsable de cet acte et qu'il n'existe pas d'autre explication plausible. Nous exprimons une solidarité sans faille avec le Royaume-Uni face à cette grave remise en cause de notre sécurité commune.»

An deem Zesammenhank wollt ech dem Här Statsminister an dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Beweiser huet dat Vereenegt Kinnekräich deenen anere Memberstate presentéiert, fir déi Hypothees vun enger Verantwortung vun der Russescher Federatioun bei dem Virfall zu Salisbury ze ennermaueren?

2. Wéi eng Elementer leien der Lëtzebuenger Regierung vir, fir unzuhuelen, datt et keng „aner plausible Erklärungen“ kéinte ginn?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Ukloen oder d'Veruertele vu State wéi och all Decisioun iwwe Sanktiounen oder Retorsiounen an den internationale Bezéiunge Virgäng vu gravéierender Natur sinn, déi kenne wäitreichend Konsequenzen hunn?

4. Wa jo, deelt d'Regierung déi Meenung, datt dowéinst esou Decisiounen net därefer liichtfankeg geholl ginn, mä nëmmen am Klang mam internationale Recht an op Basis vun enger kloerer, eendeteiger, objektiv novollzëibar an iwwezeegender Beweissituatioun?

5. Wéi gesäit d'Regierung d'Entwécklung vun de Bezéiungen tëschent Lëtzebuerg a Russland, nodeem si opgrond vun „Wahrscheinlechkeeten“ Russland fir de Virfall zu Salisbury verantwortlech gemaach huet?

6. Fir de Fall, wou d'Enquête vun der Organisation fir de Verbuet vu chemesche Waffen, der brittescher Police a justiz an aneren net kéinten dozou féieren, eng Verantwortung vun der Russescher Federatioun fir de Virfall zu Salisbury ze beweisen, wéi eng Konklusioone géif d'Lëtzebuenger Regierung dann zéien, besonnesch am Hibleck op

- de Fonctionnement vun der europäescher Bausse- a Sécherheetspolitik an der Koordinatioun an der NATO,

- de Relatiounen zu där aktueller Regierung vum Vereenegt Kinnekräich,

- de Relatiounen zu der Russescher Federatioun?

Réponse commune (30.04.2018) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

ad 1. D'Veereenegt Kinnekräich huet seng Analys zum Virfall zu Salisbury presentéiert an duergeleucht. Dës Analys léisst drop schléissen, datt mat héchster Wahrscheinlechkeet soss keen aneren ewéi Russland plausibel ka responsabel sinn. Den Europäesche Rot vum März 2018 huet sech dëser Analys ugeschloss.

ad 2. cf. D'Äntwert op d'Fro 1.

ad 3. D'Regierung deelt d'Usiicht, datt Virfall ewéi deen zu Salisbury, déi d'Zivillbevölkerung a Gefor bréngen, ganz eescht Virfall sinn. All Äntwert, déi een op esou Virfall gëtt oder och net gëtt, ass bedeutsam a wichteg.

ad 4. D'Lëtzebuenger Regierung wäert hir Entscheedunge weiderhi mat der néideger Suergfalt an am Liicht vun allen disponibelen Informatiounen huelen.

ad 5. Russland ass e wichtege Partner vun der Europäescher Unioun, och nom Virfall vu Salisbury. D'Regierung wäert sech och weiderhin an der EU fir eng Politik vum Dialog, dem Engagement a vun Zesummenaarbecht mat Russland ausschwätzen, op enger Basis, déi d'Wärter an d'Sécherheet vun der EU respekitéiert.

ad 6. cf. D'Äntwert op d'Fro 4.

Question 3734 (28.03.2018) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'immigration clandestine par voie aérienne:

Le contrôle renforcé le long des principales routes de l'immigration clandestine vers l'Europe, comme la route des Balkans, ainsi que la mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie sur les migrants, ont provoqué un changement au niveau des routes et moyens employés pour l'immigration clandestine. En effet, le Centre d'information et de coopération allemand (GASIM - Gemeinsames Analyse- und Strategiezentrum illegale Migration), qui a comme objectif la lutte contre le phénomène de la migration illégale, constate que le nombre d'entrées illégales sur le territoire allemand par voie aérienne est en augmentation. Selon leurs études, presque 30% des demandeurs de protection internationale ont pris au moins une fois l'avion sur leur route vers l'Allemagne. Ce phénomène met la Police allemande devant un nouveau défi au niveau des contrôles. Les contrôles aux aéroports de départ, majoritairement en Grèce, mais aussi à l'arrivée en Allemagne engendrent une constante adaptation des routes aériennes empruntées.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si la Police grand-ducale a constaté des arrivées clandestines à l'Aéroport de Luxembourg-Findel?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre connaît-il le nombre des arrivées clandestines durant l'année 2017?

3) Est-ce qu'il est prévu de renforcer les contrôles à l'aéroport afin d'endiguer respectivement d'éviter les arrivées clandestines?

Réponse (30.04.2018) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

ad 1) La police n'a pas constaté jusqu'à présent des arrivées clandestines à l'Aéroport de Luxembourg-Findel. Néanmoins, cinq personnes se sont vu refuser l'entrée au territoire étant donné qu'elles ne remplissaient pas les conditions nécessaires. Une personne s'est présentée à la Direction de l'immigration en soumettant une demande d'asile.

ad 2)

/

ad 3) En octobre 2018, la SCA-SCF atteindra l'effectif recommandé lors de la dernière évaluation Schengen (SCHEVAL) pour un volume de passagers de 2,5 millions.

Cette affluence renforcée de voyageurs, couplée ponctuellement à l'atterrissage simultané de plusieurs avions extra-Schengen ne réduit pas les temps d'attente devant les guichets d'arrivée et de départ.

Pour faire face à ces défis, le contrôle aux frontières extra-Schengen sera facilité avec l'intro-

duction des ABC-gates, mesure qui sera en place avant les vacances scolaires d'été 2018. En résumé, lux-Airport portera le nombre total de guichets de contrôle de six à neuf (trois au contrôle d'immigration plus un ABC-gate composé de cinq lignes de contrôle, quatre au contrôle d'émigration plus un ABC-gate composé de cinq lignes de contrôle). Enfin, la Police grand-ducale prendra soin d'agencer les effectifs disponibles de ses agents en fonction des périodes de forte affluence afin de réduire au maximum les temps d'attente dus aux contrôles d'identité à exécuter.

Question 3735 (28.03.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant les **abonnements «courte distance»**:

Outre les abonnements mensuels et annuels réguliers, le «Verkéiersbond» offre également des abonnements «courte distance» à prix réduit. Un trajet de courte distance est défini comme équivalant à six cases sur une carte graphique, consultable sur mobilité.lu. Ce prix plus favorable incite de plus en plus de navetteurs à opter pour des abonnements «courte distance» et par conséquent à stationner dans les villages périphériques de Luxembourg-ville. Ceci ne va pas sans congestionner de plus en plus ces villages.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien d'abonnements mensuels et annuels «courte distance» ont été vendus pendant les cinq dernières années? Quel en est le ratio par rapport aux abonnements mensuels et annuels réguliers?

- Cette offre s'adresse-t-elle a priori aux navetteurs luxembourgeois et frontaliers?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'élargir la distance de trajet de billets «courte distance» afin de rendre cette offre plus adaptée aux besoins des navetteurs?

Réponse (08.05.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Tout d'abord, permettez-moi de signaler que mes services ne peuvent aucunement retracer le constat qu'un abonnement «courte distance» inciterait des navetteurs à se déplacer en voiture vers un endroit plus proche du centre afin de bénéficier d'un tarif plus avantageux dans les transports publics. Par contre, ceci peut être constaté parfois aux alentours des frontières, permettant d'éviter le paiement du tarif «RégioZone» pour les lignes transfrontalières, plus élevé que le tarif national.

Il faut savoir que le billet «courte distance» pour lequel la distance est définie à l'aide de la carte graphique des distances annexée à la réglementation tarifaire depuis 1991, avait été modifié pour devenir un billet courte durée d'une validité de deux heures, ceci dans le cadre du changement vers une tarification électronique «e-go» en 2007 et pour la raison que ce prédécesseur à la tarification électronique actuelle ne permettait pas la validation et le contrôle d'un billet simple sur une distance. Les abonnements n'ayant pas rencontré cette problématique n'ont pas subi de changement et sont toujours définis à l'aide de la carte graphique.

- La quantité d'abonnements mensuels et annuels «courte distance» vendus pendant les cinq dernières années est indiquée ici:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

La proportion des ventes «courte distance» par rapport aux abonnements mensuels réseau varie entre 24% et 26% pour ces années de référence, tandis que celle des abonnements annuels se situe entre 36% et 40%. On constate donc une certaine continuité, sans écarts particuliers, dans cette relation.

L'offre d'un produit «courte distance» s'adresse évidemment à toutes les personnes désirant seulement parcourir une distance restreinte voire un seul trajet, ou, pour un abonnement, parcourir une distance ou une ligne sans pour autant utiliser d'autres trajets. D'ailleurs, j'aimerais davantage inciter les voyageurs réguliers de recourir aux abonnements au lieu d'acheter à chaque voyage un billet, par une campagne de sensibilisation à lancer prochainement par le «Verkéiersverbond».

Enfin, à l'heure actuelle, je ne vois pas d'utilité particulière à changer la définition actuelle de la courte distance.

Question 3736 (29.03.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant le **site Elsenbrich à Esch-sur-Alzette**:

Madame la Ministre de la Santé vient de présenter l'avant-projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du Südspidol.

Le nouvel hôpital sera construit sur le site Elsenbrich à Esch-sur-Alzette, site sur lequel se trouvent actuellement des jardins de la section locale de la ligue CTF Gaart an Heem et qui, prévisiblement, ne pourront plus être exploités par les jardiniers amateurs d'ici peu.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Les ministres peuvent-ils me confirmer cette information?

2) Dans l'affirmative, à partir de quand les jardins situés sur le site Elsenbrich ne seront plus à la disposition du Coin de Terre et du Foyer?

3) Les exploitants se verront-ils proposer des sites alternatifs? Dans l'affirmative, où? À qui incombe cette mission?

Réponse commune (04.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1) Les ministres confirment que le site Elsenbrich, qui a été retenu par le conseil d'administration du CHEM en date du 17 septembre 2012 pour y construire le futur Südspidol, abrite actuellement des jardins exploités par la section locale de la ligue CTF Gaart an Heem.

ad 2) Afin de pouvoir respecter le délai d'ouverture du nouveau Südspidol planifié pour 2023, les maîtres d'ouvrage devront disposer du terrain pour juin 2019 au plus tard. Jusqu'à cette date, le CHEM est contraint d'y installer un couloir spécialisé pour les chauves-souris. De plus, le CHEM a rempli toutes les modalités demandées par l'Administration de l'environnement, l'Administration de la gestion de l'eau ainsi que l'Administration de la nature et des forêts. Il est envisagé que le terrain dit Elsenbrich soit mis à la disposition du CHEM pour le 1^{er} janvier 2019 afin de pouvoir entamer tous les travaux préparatoires à la construction du nouvel hôpital.

Selon les informations des autorités communales de la Ville d'Esch-sur-Alzette, les jardiniers pourront terminer normalement la saison 2018 jusqu'à fin octobre et disposeront ensuite des mois de novembre et décembre pour libérer la parcelle.

ad 3) Suite à une réorganisation des autres cités jardinières implantées sur le territoire de la ville d'Esch-sur-Alzette, les jardiniers domiciliés à Esch-sur-Alzette qui exploitent actuellement une parcelle dans la cité jardinière Elsenbrich auront la possibilité de formuler une demande auprès de ces mêmes autorités pour une des parcelles qui vont se libérer dans les autres cités jardinières eschoises.

Question 3738 (29.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **réserves pétrolières nationales**:

Et gëtt jo ewell laang iwwert d'Erweiterung vun de Lëtzebuurger Tanklager zu Mäertert/Gréiwemaacher, Bartreng (Lëtzebuerg West) an em de Bau vun engem Lager zu Käerjeng diskutiert, dëst souwuel am Kontext vun der nationaler strategescher Pétrolsreserv, déi eis vun der EU-Direktiv 2009/119/EG wéi och vun der NATO virgeschriwwen gëtt. Eng ganz nei Luucht op dësen Dossier geheie rezent Aussoe vum Här Aarbechtsminister. Deemo géif d'Regierung am Ament net un eng Erweiterung vum Tanklager vu Mäertert/Gréiwemaacher denken.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Ëmweltminister, dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Verdedegungsminister an dem Här Minister fir nohaltig Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Ass et richtig, wéi den Här Aarbechtsminister op engem Parteitreffen a Präsenz vum Här Wirtschaftsminister gesot huet, datt d'Pläng fir eng Erweiterung vum Tanklager vu Mäertert/Gréiwemaacher géifen „am Tirang“ leien?

2. Lait fir déi Erweiterung ausschliesslech eng Demande fir eng Autorisatioun (an zwou Varianten) vun engem private Bedreier vir an no wéi engem Reglement ass et der Regierung da méiglech, dës Geneemegungsprozedur op Ais ze leeën?

3. Wann de Besoin vun enger strategescher Pétrolsreserv nach ëmmer eng legal Obligatioun ass, kann dës Obligatioun erfëllt ginn, ouni d'Capaciteit vun de Lëtzebuurger Tanklager ze erweidern?

4. Wann dat net de Fall ass, wéi gedenkt d'Regierung, den aktuelle Capaciteitsmangel fir eng Pétrolsreserv zu Lëtzebuerg opzefänken?

An hirer Äntwert op eng parlamentaresch Fro Nummer 2596 vum 28. November 2016 seet d'Regierung, datt 82 vun deenen 90 Deeg strategesch Pétrolsreserv vu Lëtzebuerg am Ausland stockéiert ginn.

5. Huet sech un deem Prorata bis haut eppes geännert?

6. Wat sinn d'Käschte vun dëser Operatioun?

7. Handelt et sech dobäi em materiell Stocken oder eventuell em Kafoptiounen um Pétrolsmaart?

8. Wéi ass assuréiert, datt, am Fall vun enger net méi no definierter Kris, déi Stocken, déi am Ausland gelagert sinn, och hire Wee op Lëtzebuerg fannen?

9. Geet et duer, Reserven am Ausland ze halen, fir d'international Obligatiounen vu Lëtzebuerg ze erfëllen, oder muss no der EU-Richtlinn 2009/119/EG oder aneren Obligatiounen e festgeluechten Deel vun der strategescher Reserv zu Lëtzebuerg sinn?

Réponse commune (15.05.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

D'Firma Tanklux huet schonns méi laang annoncéiert, datt si dat bestoend Tanklager am Hafe vu Mäertert ausbaue wëllt. Ier de Projet realiséiert ka ginn, muss d'Firma Tanklux allerdings déi néideg Autorisatiounen ufroen a kréien, notamment eng Kommodosautorisation. Am Kader vun der Kommodosprozedur géifen d'Ministren zoustänneg fir Emwelt an Aarbecht eng eventuell Autorisationsdemande op Basis vun der Kommodosgesetzgebung iwwerpräiwen, an natierlech muss d'Firma Tanklux an deem Kontext alleguer d'Oplagen aus de relevante Gesetze a Reglementer erfëllen. Obwuel d'Firma Tanklux schonns ënnerschiddlech Demarchen entaméiert huet am Virfeld vun der Autorisationsprozedur, sou huet si bis ewell nach keng offiziell Demande fir eng Kommodosautorisation eragereecht.

D'Direktiv 2009/119/CE iwwert d'Obligatioun fir d'Memberstater, fir minimal Stocke vu Pétrol an/oder Pétrolsproduiten ze halen, gesäit vir, datt all Memberstat vun der Europäescher Unioun mindestens 90 Deeg Sécherheetsreserven a Form vu Pétrol an/oder Pétrolsproduiten muss halen. Déi Sécherheetsreserven mussen um Gebitt vun der Europäescher Unioun gehale ginn. D'Direktiv ass zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwert d'Organisatioun vum Maart fir Pétrolsproduiten transposéiert ginn an dëst Gesetz delegéiert d'Obligatioun, fir d'Sécherheetsreserven ze halen, un d'Importateure vu Pétrolsproduiten.

Obwuel d'Direktiv keng Virgaben iwwert d'Lokalisatioun vun de Sécherheetsreserve mécht, hunn d'Memberstater vun der Unioun am Dezember 2017 an der Moyenne 13% vun hire Sécherheetsreserven am europäeschen Ausland gehalen. Déi lëtzebuergesch Sécherheetsreserve ginn am Moment zu 81% am Ausland gehalen, an dovun ginn 83% ënnert der Form vun Delegatiounen, datt heescht enger Zort Kafoptioun, vun den Importateure gehalen.

D'Gesetz vum 10. Februar 2015 gesäit vir, datt all Importateur, all Responsable vun engem Tanklager an all Propriétaire vu Sécherheetsreserve muss permanent d'Disponibilitéit an d'Accessibilitéit vun de Sécherheetsreserve garantéieren. Doduerch ass, och am Fall vun de Reserven, déi am Ausland gehale ginn, séchergestallt, datt d'Reserven dem Konsument zu Lëtzebuerg am Fall vun enger Kris mussen zur Verfügung gestallt kënnen ginn.

Trotz dëser Obligatioun an obschonn an dem jeeweilige Land d'Sécherheetsreserven disponibel sinn, kéint et an enger schwéierer Kris an aus verschiddene Grënn dozou kommen, datt déi néideg Quantitéiten net op Lëtzebuerg transportéiert kéinte ginn. Dat ka beispillsweis geschéien: wa verschidde Facteuren zäitgläich oprieden: Feele vun néidegen Transportcapacitéiten, Streik, laang an intensiv Schlechtwiederperioden, déi den Transport iwwert d'Strooss, d'Eisebunn oder d'Waasser onméiglech maachen a sou weider. Aus dësem Grond huet schonn dat fréiert groussherzoglecht Reglement vum 31. Oktober 1973 iwwert d'Stockageobligatioun vu Pétrolsproduite virgesinn, datt op d'mannst tëschent 45 a 55 Deeg Sécherheetsreserve pro Pétrolsproduit um nationalen Territoire gelagert misste ginn. Fir d'Versuerungssécherheet vum Land och am Fall vun enger schwéierer Kris ofzesécheren, erlaben déi bestoend national Tankcapaci-

téiten haut just circa 8 Deeg Sécherheetsreserven op nationalem Gebitt ze halen.

Fir déi national Versuerungssécherheet ze assureieren, gesäit d'Gesetz vum 10. Februar 2015 vir, dass mindestens déi 8 Deeg Sécherheetsreserven um nationale Gebitt a mindestens 37 Deeg um regionale Gebitt gehale mussen ginn. Dat regionaalt Gebitt ass am Gesetz definéiert als dat Gebitt an engem Rayon vun 230 Kilometer ronderëm Lëtzebuerg. Domat ass garantéiert, datt op d'mannst 45 Deeg Sécherheetsreserven an engem Rayon vun 230 km ronderëm Lëtzebuerg stockéiert ginn. Fir déi aner 45 Deeg vun der Stockageobligatioun sinn d'Importateure fräi, fir déi och ausserhalb vun deem Rayon, mä innerhalb vun der EU ze stockéieren. Bleift nach ze präziséieren, datt Lëtzebuerg momentan seng international Obligatiounen erfëllt.

Déi aktuell Geneemegunge fir déi bestoend Tanklager vu verschiddenen Importateuren zu Bartreng, Hollerech an och um Fluchhawe lafe bis 2020 aus. Am Fall, wou déi Geneemegungen net erneiert géife ginn an tëschentzäitlech keng nei Tanklagere gebaut géife ginn, géifen d'Tanklagercapacitéiten um nationalen Territoire staark erofgoen an et wier bäi Wäitem net méi méiglech, fir déi haiteg aacht Deeg Sécherheetsreserven um nationale Gebitt ze halen, wat gréisser Auswierkungen op d'Versuerungssécherheet vum Land mat Pétrolsproduiten dierft hunn. Déi national Stocke si fir déi direkt Versuerungssécherheet vun eisem Land extrem wichteg. Si ginn an den Obligatiounen aus der virgenannter Direktiv berücksichtig, mä et gëtt keng direkt Virgab iwwert déi geografesch Lokalisatioun vun de Stocken an där Direktiv. Am Resumé heescht dat, datt Lëtzebuerg seng international Obligatiounen kéint respekéieren, andeems et d'Integralitéit vu senger Sécherheetsreserven am Ausland hale géif.

Wat d'Fro zu de Käschte vun de Sécherheetsreserven ueget, sou hunn d'Importateure per Gesetz d'Obligatioun, dës ze iwwerhuelen. Aus dësem Grond sinn déi reell Käschte vun de lëtzebuergesche Sécherheetsreserven dem Minister net bekannt.

Question 3740 (30.03.2018) de **M. Marc Lies** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant le **contournement d'Alzingen**:

Mat der Weiderentwécklung vum Ban de Gasperich an der Fäerdegstellung vum Hypermarché Mëtt 2019 gëtt d'Verkéiersopkommes an den nächste Joren am Südweste vun der Stad Lëtzebuerg sécher nach méi grouss. Dëst huet natierlech och direkt Auswierkungen op d'Gemeng Hesper.

Bei der Presentatioun vun deene jeeweiligen Tracé fir de geplangte Contournement Alzeng ass de Gemeng Réiser an Hesper am Laf vum leschte Joer gesot ginn, dass d'Consultation publique („environmental impact assessment“, Prozedur vun der Direktiv 97/11/EC) vum Mollud Sud vun der neier N3 spëtstens an der éischter Halschent vum Joer 2018 géif ofgehale ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Nohaltegkeetsminister riichten:

- Wou sinn déi jeeweileg Avisen iwwert de Contournement vum Alzeng drun?

- Wéini gëtt déi ëffentlech Unhéierung definitiv declenchéiert?

- Wéini kann ee mam éischte Gesetzestext zum Contournement Alzeng rechnen?

Réponse (03.05.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

An hirer parlamentaresch Fro stellen déi honorabel Deputéiert Froen zum Contournement vum Alzeng.

Wéi schonn an der Fro vun den honorabelen Deputéierte festgestallt, wäert d'Nofro no Mobilitéit an deementspreechend och d'Verkéiersopkommes um Stroossennetz duerch d'Entwécklung vun de Quartieren am Südweste vun der Stad Lëtzebuerg (Ban de Gasperich, Midfield, Howald) an den nächste Jore massiv zouhuelen. Opgrond vun dëser schonn uganks den 2000er Jore geplangter an decidierter ekonomescher an urbanistescher Entwécklung muss d'Offer u Mobilitéit deementspreechend erweidert ginn. Dat geschitt op där enger Säit duerch eng konsequent Fërderung vum ëffentlechen Transport (Eisebunn, Tram, Bus an ent-

sprechend Multimodal-Plattformen) an där anerer Säit duerch Verbesserung vun der Struktur vum Stroossennetz, Infrastruktur fir déi aktiv Mobilitéit mat abegraff. De Contournement vun Alzeng wäert an dësem Sënn e weidert Element sinn, fir d'Uertsduerchfaarte vun Alzeng an Hesper konsequent ze entlaaschten, well dës Stroossen där zukünftiger Nofro - generéiert virun allem duerch déi uewen ugeféiert Entwécklungen - net kënne gerecht ginn.

Am Hibleck vun der Verbesserung vum dierleche respektiv urbane Raum an der Liewensqualität vun den Awunner ass de Projet vun der Alzenger Ëmgeung och mat de Gemengeresponsabele vun Hesper a Réiser duerchdiskutiert ginn, fir sécherstellen, datt och d'Ëmgestaltung vun den Uertsduerchfaarten an d'Ëmklassierung vun anere Stroossen kënnen erfollegen, ouni onerwünschten Nieweneffekter ze provozieren.

Den Dossier fir an d'ëffentlech Consultation vum Projet Contournement Alzeng ass viru Kuerzem deene kompetenten Autoritéite virgelaucht ginn. An deenen hirer Antwort ginn nach zousätzlech Präzisierungen zu deenen eenzele Komponente gefrot, déi elo nach mussen ausgeschafft ginn, well et net sénnvoll wär, d'Verfahre mat engem an dësem Sënn onvollstännegen Dossier weiderzeféieren. Wann déi Elementer virleien, wäert e Fortschreiw vum Dossier un déi kompetent Autoritéite viruoen an d'Verfahre ka weidergefuert ginn.

Duerno kann dann déi ëffentlech Unhéierung ausgeléist ginn.

No der ëffentlecher Unhéierung wäerten déi betraffe Gemengen den Dossier mat hire jeeweilegen Avisen erëm zréck un de Minister, deen déi ëffentlech Bauten a sengen Attributiounen huet, schécken. Doropshi kann de Projet dann an de Regierungsrout goen, dee sech op eng Variant festleest, mat där de Projet weider soll ausgeschafft ginn, an och den Ëmfang vun den Ausgläichsmoosname festleest. Domat gëtt dann d'Phas vun der Ausschaffung vum detaillierte Virprojet ausgeléist, wat d'Basis ass, fir d'Autorisatioun vum Umweltminister unzefroen. Op Basis vun dësem detaillierte Virprojet kënnen dann och d'Ausgläichsmoosnamen definéiert ginn.

De Gesetzesprojet fir d'Finanzierung vum Projet wäert da presentéiert ginn op Basis vum detaillierte Virprojet. Momentan ass et net méiglech, fir e genauen Zäitraum unzeginn, de Projet selwer genéisst awer déi éischt Prioritéit am Entworf vum sektorielle Leetplang Transport (PST).

Question 3743 (06.04.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le Pacs:

Iwwert déi lescht Jore gouf et ëmmer nees Upassungen a Verännerungen, souwuel beim Bestietnis wéi och beim Pacs, rezent nach bei der lerschaftssteuer bei bestuete Koppelen. Am Allgemenge schéngt sech de Pacs progressiv un déi Dispositiounen, déi d'Bestietnis regelen, unzepassen. Dacks sinn och déi Problemer, déi bei enger Scheedung respektiv bei der Opléierung vun engem Pacs entstinn, vergläichbar. Duerch déi Entwécklungen an heefeg Annerungen entstinn awer och Onsécherheeten a Froen, besonnesch bei Leit, déi sech iwwerleeën, wéi eng Optioun, d'Bestietnis oder de Pacs, fir si déi richteg si këint.

Fir esou Leit, déi sech wëllen entweder bestueden oder pacsen, ze guidéieren, hunn eenzel Gemenge speziell Informatiounsblieder erausginn, anerer gi just méi allgemeng Informatiounen a beruffe sech a méi generellen Termen op d'Gesetzter.

Dowéinst wéilt ech dës Fro un den Här Justizminister riichten:

1. Kéint de Justizministère - a Koordinatioun mat anere concernéierte Ministèren oder Administratiounen - a senger Antwort op dës Fro e synopteschen Tableau opstellen, dee regelméisseg misst aktualiséiert ginn an deen d'Ënnerscheeder tëschent dem Bestietnis an dem Pacs däitlech an detailléiert duerstellt, besonnesch am Hibleck op

- d'Bedéngungen, fir esou eng rechtlech geregelt Relatioun anzegoen an d'Ëmstänn vun hire eventueller Opléierung;

- d'Rechter an d'Flichte vun de Bestueten oder de Partner, zum Beispill bei de Familierechter, der Adoptioun vu Kanner, der Acquisitioun vun enger Proprietéit, de Scholden, mä och am Krankheits-, Fleege- oder Stierffall.

Réponse (08.05.2018) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Déi parlamentaresch Ufro vum Här Deputéierter Kartheiser freet no enger däitlecher an detaillierter Duerstellung vun den Ënnerscheeder tëscht Bestietnis a Pacs, als Zousaz zu den Informatiounsblieder, déi verschidde Gemengen de Leit zur Verfügung stellen.

Fir dësem Besoin vum Bierger gerecht ze ginn, steet de guichet.lu zur Verfügung. All Persoun, aus dem In- an Ausland, ka sech do einfach an onkomplizéiert informéieren, entweder per Téléfon beim Helpdesk (Tél. 247-82000) oder online um Site www.guichet.lu. Eenzel Themeblieder rensignéieren iwwert d'Bedéngunge fir d'Celebratioun an d'Opléierung vu Bestietnis a Pacs souwéi zu deene jeeweilege Rechter a Fleweileg Presentatiounen an der Chamberskommissioun. D'Zuele fir d'Joer 2018 sinn am Communiqué, deen all Mount vun der Direction de l'immigration verëffentlecht gëtt, ze fannen.

Tëscht dem 1. Januar 2015 an dem 31. März 2018 hu sech am Laf vun der Prozedur 268 Persounen net méi op der Direction de l'immigration presentéiert an doduerch eng Decisioun „retrait implicite“ kritt.

Et ass net genau festzhalen, wéi vill Persoune sech am Land ophalen, obwuel si eng Retour-Decisioun kritt hunn, well verschidde Leit an hir Heemecht zréckginn, ouni dat ze mellen, oder an en anert Land weiderreesen. Och Leit, déi den internationale Schutzstatus kritt hunn, kënnen sech an engem anere Land néiergelooss hunn, ouni dat ze mellen.

Question 3744 (06.04.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la protection internationale:

Zënter 2015 ass Europa, an domat och Lëtzebuerg, mat enger grousser Zuel vu Migrantekonfrontéiert, déi hei Asyl (internationale Schutz) ufroen. Vill vun hinne kréien dee Statut oder awer eng subsidiär Protektioun.

An deem Zesammenhank wollt ech den Här Minister fir Immigration, den Här Justizminister, den Här Aarbechtsminister, den Här Schoulminister an d'Madamm Minister fir Integratioun bieden, dës Informatiounen matzedeelelen.

1. Wéi vill Persounen am Ganzen hu vum 1. Januar 2015 bis elo zu Lëtzebuerg Asyl (internationale Schutz) gefrot? Aus wéi enge Länner koume wéi vill Persounen? Wéi e Geschlecht haten déi Persounen? Mat wéi enger Ursache gouf de Schutz ugefrot?

2. Wéi vill vun dëse Persounen hu wéi eng Form vu Protektioun kritt? Wéi vill vun deene Persoune sinn am Abléck nach hei am Land? Aus wéi enge Länner kommen déi Leit?

3. Wéi vill Familljemembere vun dëse Persoune si schonn nokomm, vu wéi enger Nationalitéit, vu wéi engem Geschlecht a wéi engem Alter? Op wéi vill Persoune schätzt d'Regierung d'Zuel vun de Leit, déi am Kader vun der Familljenzesummeféierung an deenen nächste Joren op Lëtzebuerg kommen, no Nationalitéit, Alter a Geschlecht?

4. Bezilt d'Regierung d'Familljenzesummeféierung? Wa jo, ënner wéi enge Konditiounen? Wéi vill Sue goufe schonn zu deem Zweck ausginn a wéi eng Mëttele sinn nach ageplangt?

5. Bei wéi vill Persoune gouf en internationale Schutzstatus net accordéiert? Wéi vill Persoune vun deene sinn nach am Land? Wéi vill hunn d'Land fräiwëlleg verlooss a wéi vill hunn der missen eloignéiert ginn? Wéi vill sinn der am Laf vun de Prozeduren „verschwonnen“, soudatt de Stat hire momentanen Openthalt net kennt?

6. Wéi vill Persounen hunn am Kader vun hire Prozedure vun enger „assistance judiciaire“ profitéiert? Wéi vill huet de Stat am Ganze fir d'„assistance judiciaire“ am Kader vun de Prozeduren am Zesammenhank mat engem internationale Schutzstatut ausginn?

7. Wéi e Prozentsaz vun den Affären, déi zënter 2015 virun enger administrativer Gerichtsbarkeit verhandelt ginn oder gi sinn, stinn am Zesammenhank mat enger Prozedur iwwer internationale Schutz? Wéi vill an éischer Instanz a wéi vill an zweeter Instanz?

8. Wéi vill vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg an enger Prozedur iwwert den internationale Schutz sinn oder déi esou e Statut kritt hunn, hunn eng Aarbecht fonnt? A wéi enge Secteuren?

9. Wéi vill Persoune vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg e Statut kritt hunn, hunn eng Wunneng baussent engem Foyer fonnt? Wat ass dobäi d'Contributioun vum Stat respektiv vun der Caritas, dem Roudé Kräiz an aneren? No wéi enge Kritäre ginn déi Wunnengen erausgesehen an zougedeelt? Wéi gëtt garantéiert a kontrolléiert, datt eng Gerechtegkeet géint iwwer deenen anere Residente besteet?

10. Wéi vill Kanner vun international geschützte Persoune sinn am Abléck an eise

Schoulen? A wéi enge Klassen (a Classes/Cours d'accueil oder an normale Klassen)? Wéi eng Nationalitéit a wéi en Alter hunn déi Kanner?

Réponse commune (03.05.2018) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, de M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

ad 1., 2. + 5. D'Ursachen, wéi sou internationale Schutz ugefrot gouf, si ganz villfälteg an oft komplex. Doduerch ass et net méiglech, dëst iwwer Statistiken ze erfassen. Fir all weider Statistiken am Beräich vun international Schutzufroen sief op eis detailléiert Joresrapporte vun 2015, 2016 an 2017 verweise souwéi op déi jeeweileg Presentatiounen an der Chamberskommissioun. D'Zuele fir d'Joer 2018 sinn am Communiqué, deen all Mount vun der Direction de l'immigration verëffentlecht gëtt, ze fannen.

Tëscht dem 1. Januar 2015 an dem 31. März 2018 hu sech am Laf vun der Prozedur 268 Persounen net méi op der Direction de l'immigration presentéiert an doduerch eng Decisioun „retrait implicite“ kritt.

Et ass net genau festzhalen, wéi vill Persoune sech am Land ophalen, obwuel si eng Retour-Decisioun kritt hunn, well verschidde Leit an hir Heemecht zréckginn, ouni dat ze mellen, oder an en anert Land weiderreesen. Och Leit, déi den internationale Schutzstatus kritt hunn, kënnen sech an engem anere Land néiergelooss hunn, ouni dat ze mellen.

Et sief ugemierkt, dass d'Aufgab vun der Direction de l'immigration an éischer Linn den Traitement vun Demanden ass. Dofir konzentréiert si hir Efforten och op dës primär Aufgab. D'Opstelle vu Statistiken ass dofir limitéiert op déi Informatiounen, déi eng direkt Relevanz fir dës Aarbecht hunn.

ad 3. + 4. A puncto Familljenzesummeféierung fir Leit, déi internationale Schutz zu Lëtzebuerg kruten, si säit 2015 Autorisatiounen fir 504 Leit ausgestellt ginn. Dëst un déi folgend Nationalitéiten:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et ass net méiglech, e Pronostic fir déi kommand Joren ze maachen. Dës Zuelen hänke mat der Unzuel u Leit zesammen, déi op Lëtzebuerg kommen, souwéi mat ganz villen anere Facteure wéi de Leit hir perséinlech Situatioun. An deem Kontext sief ugemierkt, dass d'Regierung sech ënner kenger Form finanziell un der Familljenzesummeféierung bedeelegt.

ad 6. Am Beräich vum Verwaltungsrecht ass tëschent 2015 an 2017 eng „assistance judiciaire“ an 3.699 Affären accordéiert ginn. Fir dësen Zweck huet de Stat 3.166.000 Euro ausginn.

ad 7. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 8. Zënter dem 1. Januar 2015 hu sech 1.156 Leit mat engem Statut „internationale Schutz“ bei der ADEM ageschriwwen. Vun deenen hunn der 147 eng Aarbecht fonnt.

Déi 147 Leit hunn a folgende Secteure geschafft:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Zuel vun de Léit, déi internationale Schutz kritt hunn a schaffen, ass awer méi héich, well déi Léit net all bei der ADEM ageschriwwen waren, ier se eng Aarbecht fonnt hunn.

Wann een näamlech d'Affiliatiounen bei der Lëtzebuenger Sozialversicherung kuckt vun all de Leit, déi an de leschte fënnf Joer en internationale Schutz zu Lëtzebuerg kritt hunn (ëm déi 3.000 Leit, dovunner sinn ongeféier een Drëttel Kanner), da kënt ee momentan op ronn 425 Assuréeen, déi opgrond vun enger beruflecher Aktivitéit cotiséieren an affiliéiert sinn. Dëst entsprécht awer net onbedéngt der Zuel vun de Leit, déi schaffen, well verschidde Leit zwou oder méi Affiliatiounen kënnen hunn, wa se zwee oder méi Patronen hunn. D'Haaptsecteure vun dësen Affiliatiounen sinn den Horeca-Secteur, de sozialen a Gesondheitsberäich, d'Aarbecht a private Stéit an de Commerce.

Déi Leit, déi nach an der Prozedur sinn a schaffe wëllen, brauchen eng sougenannten „Autorisation d'occupation temporaire“. De Moment hunn 13 Leit sou eng Geneemegung. Am Joer 2017 goufen am Ganzen 20 Attestatiounen ausgestellt, dovunner ware 14 éischt Delivrancen a 6 Erneierungen.

ad 9. Wann d'Leit bis de Statut kritt hunn an unerkannte Flüchtlinge sinn (BPI - Bénéficiaires de protection internationale), si se legal Residenten zu Lëtzebuerg a mussen eegestänneg eng Wunneng fannen. Den OLAI, deen ab deem Moment net méi zoustänneg ass, fir hiren Accueil an Hebergement ze organiséieren, orientéiert d'unerkannte Flüchtlingen un de Lëtzebuenger Integratiouns- a Sozialkohäsionszenter (LISKO), e Service vum Roudé Kräiz, souwéi un de Service „Neien Ufank“ vun der Caritas, déi d'Flüchtlinge bei hiren Demarchen an en onofhängegt Liewen a bei der Sich no enger Wunneng begleeden an ënnerstëtzen.

Säit senger Grënnung a bis zum 31.03.2018 huet de LISKO 1.024 Stéit (2.486 Leit) bei hiren Integratiounsdemarchë begleet. Dovunner hu 513 Stéit eng Wunneng fonnt: ronn een Drëttel vun de Stéit hunn eng Wunneng um private Marché fonnt, ronn zwee Drëttel sinn an enger Sozialwunneng (zum Beispill vun der AIS) ënnerkomm.

Net all d'Leit fannen awer direkt eng Wunneng a wéinst der Situatioun um Wunnengsmaart bleiwen ëmmer méi Flüchtlingen an den OLAI-Strukturen hänken. Op de 17.04.2018 huet den OLAI 1.261 BPlen (573 Stéit) gezielt, déi nach keng Wunneng fonnt hunn a weiderhin an enger Struktur vum OLAI, dem Roudé Kräiz oder der Caritas wunnen.

D'Rout Kräiz stellt 20 Logementer mat sozialer Begleedung zur Verfügung, déi op Basis vu Kritäre fir all Resident accessibel sinn. De Service „Neien Ufank“ vun der Caritas gëtt vun der Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte ënnerstëtzt. Dëse Service sicht ënner anerem Proprietären, déi gewëllt sinn, onbewunnte Logementer u Flüchtlingen ze verlounen.

D'Caritas an d'Rout Kräiz evaluéieren all Familljesituatioun, fir d'Besoinen vun de Concernéierten ze erkennen an si bei der Sich no enger Wunneng um fräie Wunnengsmaart ze ënnerstëtzen.

Unerkannte Flüchtlinge kënnen, wéi all aner Residenten, op staatlech Initiativen zréckgräifen a sech op d'Leschte fir Sozialwunnenge setzen (zum Beispill AIS oder Fonds du logement). D'Kritären, fir eng sozial Wunneng ze kréien, sinn déiselwech wéi fir all Residenten.

Bei Gemengewunnengen decidéiert all Gemeng individuell, wien neie Locataire gëtt.

ad 10. Déi verschidde Servicer vum Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) betreiwen, informéieren an orientéieren all Kand oder Jonken, deen nei am Land ukënn, d'nämlecht. Nom Prinzip vun der Chancéglichheet gëtt am Kader vun der schoulescher Offer keen Ënnerscheid tëschent de Jonke gemaach, wat hire Statut oder/an hir Hierkonft ubelaangt. D'Heterogenitéit an de Klasse suert fir eng besser Integratioun a fërdert d'Notze vun Franséische respektiv vun Däitschen, dofir ass et eis net méiglech, Donnéeën oder Statistiken zu enger spezifescher Grupp (oder Kategorie) vu Kanner oder Jonker ze kommunizéieren.

De MENJE verfüegt awer iwwer eng Rei vu schouleschen Offeren, déi sech allerdéngs net nëmme spezifesch u Kanner vu Leit mat internationalem Schutz richten, mä un all Jonken, deen nei am Land ukënn.

De CASNA (Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants) ass fir den Accueil an d'Orientatioun vun de Jonken (vun 12 bis 17 Joer a säit 2016 bis 24 Joer), déi nei am Land ukommen, zoustänneg.

No enger Rei vu mëndlechen a schrëftlechen Tester gëtt een Dossier zesummegesat, deen et dem CASNA erméiglecht, de Jonken an déi Klass ze schécken, déi am beschte senger Kompetenzen a sengem sproochlechen a schouleschen Niveau entsprécht. Déi schoulescher Offer setzt sech engersäits aus der Lëtzebuenger Schouloffere an anerersäits aus der internationaler schoulescher Offer zesammen.

Säit Januar 2017 sinn och verschidde Servicer vum MENJE an d'Ëmsetzung vum PIA (Parcours d'intégration accompagné) agebonnen, dee sech op Leit, déi internationale Schutz ufroen, bezitt.

Am Kader vun deem Programm kritt all Persoun ab 18 Joer, soubal se hei ass, e Cours mat 100 Wieder Lëtzebuergesch a mat enger Informatioun iwwer eis sproochesituatioun an eise Bildungssystem am Beräich Erweessenebildung ugebueden. Zënter Ufank 2017 si bis elo 460 Persounen do forméiert ginn. An deem Kader gëtt mat de Leit och e Portfolio ausgefëllt, dee souwuel hir Schoulbildung an hir sproochlechen Kenntniser wéi och hir beruflech Erfahrung retraceert.

Duerno ginn déi ganz Jonk eventuell an eng Classe d'accueil an e Lycée, wa se schonns méi al sinn, an eng Klass vum zweete Bildungswee,



oder wa se keng vun eise Sprooche kennen oder eist Alphabet net kennen, an d'sproochlech Integratiounscoursen, déi iwwer 6 oder 12 Wochen 120 Stonnen daueren a gratis sinn.

An de Spezialklasse vum zweete Bildungswee, déi en 9^{de}-Oschloss ginn an de Wee an eng be- rufflech oder technesch Bildung opmaachen, waren zënter 2016 175 Persounen ageschriwwen. An de sproochlechen Integra- tiounscoursen waren zënter Juli 2017 555 Per- sounen ageschriwwen.

Lëtzebuergesch ëffentlech Offer - Classes régu- lières, Classes d'insertion a Classes d'accueil

De Jonke kann, deemno wéi, an eng Classe ré- gulière (vum Enseignement secondaire clas- sique oder vum Enseignement secondaire gé- néral) integréiert ginn oder, am Fall wou hien eng vun den dräi Schoulsprooche schwätzt, eventuell an eng Classe d'insertion oder eng Classe d'accueil (ACCU). Fir déi Jonk, déi de Cycle moyen oder de Cycle supérieur wëllen integréieren, besteet och d'Méiglechkeet, eng Classe à régime linguistique spécifique ze besich- en, déi a verschiddene Lycéien am Enseigne- ment secondaire classique, am Enseignement secondaire général an an der Berufsausbildung zum Deel ugebuede gëtt.

Classes d'insertion jeunes adultes - CLJA a CLJA+

Jonk Leit téschent 16 a 24 Joer, déi quasi keng oder guer keng Kenntniser vun de Schoul- sproochen hunn, kënnen an eng Classe d'ac- cueil pour jeunes adultes (16-17 Joer) (CLJA) oder Classe d'accueil pour jeunes adultes + (18-24 Joer) (CLJA+) orientéiert ginn. Dës Klas- sen, déi d'Coursen entweder op Franséisch oder op Däitsch ubidden, vereinfachen den Zougank zu enger Rei vu Formatiounen oder an eng Klass vum Enseignement secondaire gé- néral.

International schoulesch Offer

Fir dem heterogene Wuesstum vun der Bevöl- kerung nozekommen, proposéiert de MENJE eng Rei vu verschiddenen Offeren, déi den Awunner vun Land souwuel wéi all de Jonken, déi nei am Land ukommen, zoustinn. Déi Offer besteet aus dem brittesche Curriculum, deem am Michel Lucius ugebuede gëtt, de Konven- tioun mat de Mamer a Kierchbierger Euro- paschoulen an aus dem europäesche Curricu- lum an der Déifferdenger an Escher internati- onaler Schoul (EIDE). Ab September vun dësem Joer wäerten englesch-, franséisch- oder däitschsproocheg Sektioonen am Lënster Lycée zu Jonglënster, am Lycée International Edward Steichen zu Clief an am Munnerefer Lycée ugebuede ginn. Lycéee wéi de Stater Kolléisch an den LTC erméiglechen dem Schüler, een englesch- oder franséischsproochegen interna- tionale Baccaalaureat ze maachen.

Question 3747 (10.04.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **réaction du Ministre des Affaires étrangères et euro- péennes au sujet des élections en Hon- grie:**

E Sonndeg, den 8. Abrëll, huet d'Partei Fidesz mat hirem Spëtzekandidat Viktor Orbán d'Wahlen an Ungarn gewonnen, dëst mat 48,9% vun de Stëmme an 113 vun 199 Sët- zer am Parlament.

De Lëtzebuerg Bausseminister huet d'Resultat vun dëser Wahl schaarf kritiséiert. Als ee Beispill vu villen huet d'AFP dës Meldung publizéiert:

„Nach dem klaren Wahlsieg des rechtsnationa- len Regierungschefs Viktor Orbán in Ungarn hat Luxemburgs Außenminister Jean Asselborn die übrigen EU-Staaten zu einem energischen Handeln aufgefordert. Die EU-Mitgliedstaaten müssten sich «schnell und unmissverständlich auf der Basis des europäischen Vertragswerks» einbringen, „um diesen Wertetumor zu neutralisieren“, sagte Asselborn der Zeitung ‚Die Welt‘.“

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Fro stellen:

1. Ass d'Lëtzebuerg Regierung der Meenung, datt d'Wahlen an Ungarn fair an demokratesch ofgehal ginn?
2. Deelt d'Lëtzebuerg Regierung d'Ausso vun hirem Bausseminister, datt mat Ungarn en „Wäertetumor“ muss neutraliséiert ginn? Wa jo, wat heescht dëst genee?
3. Deelt d'Lëtzebuerg Regierung d'Meenung, datt d'Ausso vun hirem Bausseminister an „Die Welt“ net der Courtoisie entsprechen, wéi si an der Diplomatie übuech ass oder übuech misst sinn?
4. Ass d'Lëtzebuerg Regierung gewéllt, op bi- lateralem Niveau Moosnamen ze huelen, déi der Ausso vu hirem Bausseminister dem

Buschtaf an dem Geescht no entsprechen? Wa jo, wéi eng wieren dat?

5. Plangt d'Lëtzebuerg Regierung, bei den europäeschen Instanzen ze intervenéieren, fir datt Moosname géint Ungarn an d'Weeër ge- leet ginn? Wa jo, wéi eng Moosnamen?

6. Ass den Här Statsminister der Meenung, datt d'Tonalitéit vun esou Aussoe wéi deene vum Bausseminister, déi leider keng Ausnam ass, de Relatiounen téschent Lëtzebuerg an anere Län- ner schuet? Wa jo, wéi eng Konsequenze wéllt den Här Statsminister dorauer zeien?

Réponse (30.04.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

ad 1. Wat den Oflaf vun de rezente Parlaments- wahlen an Ungarn ubelaangt, deelt d'Regie- rung déi virleefeg Konklusioun vum BIDDH¹. De BIDDH ass eng Institutioun vun der Organi- sation fir Sécherheet an Zesummenaarbecht an Europa (OSZE), an där souwuel Lëtzebuerg wéi och Ungarn Membere sinn.

ad 2. D'Regelwierk vun der Europäescher Unioun baut op gemeinsame Wäerter a Prinzi- pien op, déi am Artikel 2 vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun festgehal sinn. All Memberstat muss sech un dëst Regelwierk ha- len. Op dëser Basis an am Licht vun de virlee- fege Konklusioun vum BIDDH mécht d'Lëtze- buerger Regierung sech Suergen iwwert de Pluralismus an déi allgemeng Gestaltung vun der Pressefräiheet an Ungarn. Och de Gesetzes- projet, deem an der Éffentlechkeet „Stop Soros“ genannt gëtt an deem de Fräiraum vun Netre- gierungsorganisationen aschränkt, déi Asylan- ten hëllefen, ass emstridden. An Zesummen- aarbecht mam BIDDH schafft d'Venedeger Kommissioun vum Europarat un engem Avis iwwert dat Gesetz, deem am Juni der parlamen- tarescher Versammlung vum Europarat ënner- breet gëtt. An och am Europaparlament ass d'Situatioun an Ungarn een Thema.

ad 3. D'Regierung ass der Meenung, datt déi gemeinsam europäesch Wäerter mat klore Wieder verdeedegt musse ginn.

ad 4. D'Lëtzebuerg Autoritéiten hunn hirem ungarische Partner an de vergaangene Joren a regelméissegen Ofstänn d'Positioun vun der Regierung a Bezuch op déi rechtsstaatlech Ent- wécklungen an Ungarn matgedeelt. D'Regie- rung wäert dëst och weiderhi maachen.

ad 5. Lëtzebuerg wäert sech an de relevanten EU-Gremie weiderhi fir de Schutz vun der Rechtsstaatlechkeet an d'Héichhale vun den europäesche Wäerter asetzen.

ad 6. cf. Äntwert op d'Fro 3.

Question 3748 (10.04.2018) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **résultats de l'enquête «Luxmobil 2017»:**

Den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen huet der Chamber déi éischt Resultater vun der „Enquête Luxmobil 2017“ matgedeelt. Doranner gëtt d'Benotze vun de verschiddene Verkéiersmëttelen um Wee op d'Aarbecht, an d'Schoul, fir Privatwecker a fir d'Fräizäit analyséiert.

Erstaunlecherweis komme bei dësen Zuele keng Motorrieder vir!

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalte- teg Entwécklung an Infrastrukturen dës Fro stellen:

1. Si bei de Froen an d'Weeër, déi mam Mo- torrad oder Scooter ofgefueg ginn, berücksich- tet ginn? Wann neen, wéi sou net?
2. Gëtt et Zuelen oder Schätzungen iwwert den Undeel vun de Motorrieder um Gesamt- verkéier?
3. Deelt den Här Minister d'Meenung, datt d'Motocyclisten, doduerch datt si pro transpor- téiert Persoun vill manner ëffentleche Raum brauche wéi en Auto, en Deel vun der Léisung sinn, fir Stauen ze vermeiden?
4. Ass den Här Minister bereet, d'Motocyclisten als gläichberechtigt Partner am Verkéier un- zëerkennen an zum Beispill an der Regierung ze intervenéieren, fir och Primmen oder Steier- bonifikatiounen fir elektresch Motorrieder a Scooteren unzëbidden?

Réponse (08.05.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorablen Deputéierten huet e puer Froen zu der Enquête Luxmobil 2017.

An dëser Enquête, déi am Fréijoer 2017 duerchgefouert gouf, si Motorrieder respektiv Scootere separat erhuewe ginn.

¹ <https://www.osce.org/odihr/elections/hungary/377410?download=true>

Ënnert der Woch läit den Undeel vu motori- séierten Zweerieder um Gesamtverkéiersop- komme bei 0,4%.

Effektiv brauch ee Motorrad bei der nämlecher Vitesse ongeféier 45% (32 m² bei enger Vitesse vu 35 km/h respektiv 20 m² bei enger Vitesse vun 20 km/h) vum ëffentleche Raum, dee fir den Auto néideg ass (71 m² bei enger Vitesse vu 35 km/h), zum Verglach brauch ee Vëlo bei enger Vitesse vun 20 km/h nëmmen 10 m².

Fir Strecke bis 20 km ass ee Pedelec déi optimal Léisung, well äänlech performant ewéi ee Scooter oder Motorrad, awer ouni lokal Emis- siounen. An dësem Sënn sinn dës Gefierer ze- summe mat normale Vëloen an de steierleche Mesurë berücksichtegt ginn.

Fir méi wäit Distanze steet den ëffentlechen Transport un éischer Stell; wat déi individuell Mobilitéit ugeet, sou ass jiddwerengem d'Wiel vu sengem Verkéiersmëttel fräigestallt.

Question 3750 (12.04.2018) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **statistiques d'Eurostat sur l'état des logements au Luxembourg:**

Aus enger Statistik vun Eurostat (EU-SILC) geet ervir, datt den Zoustand vun de Wunnengen zu Lëtzebuerg sech zënter 2015 rapid verschlech- tert. D'Kloe vu Leit iwwer Problemer wéi on- dicht Diech, Fiichtegkeet oder Schimmel hu rapid zougheoll a lieen däitlech iwwert dem EU-Duerchschnitt (2015: 15,3%; 2016: 18,7%; EU-Duerchschnitt 2016: 15,4%). Nobäi all fën- nefte Bierger klot iwwer esou Problemer a sen- ger Wunneng. An deem Kader hätt ech dës Froen un den Här Logementsminister:

1. Kennt den Här Minister dës Statistik vun Euro- stat, déi den 3. Abrëll an der „Luxembourg Times“ verëffentlecht gouf?
2. Wéini ass mat de Lëtzebuerg Zuele vun dëser Statistik fir d'Joer 2017 ze rechnen?
3. Wat sinn d'Ursaache fir déi Verschlechterung zënter der leschter Datenerhiewung?
4. Wéi gedenkt den Här Minister op déi Ver- schlechterung vum Zoustand vu Lëtzebuerg Immobilien ze reagéieren?

Réponse (11.05.2018) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement:*

An dem Artikel, dee vum honorablen Depu- téierten zitéiert gëtt, steet ënner anerem, datt sech den Zoustand vun de Wunnengen hei zu Lëtzebuerg téschent 2015 an 2016 soll rapid verschlechtert hunn (vu 14,4% op 18,7%).

Op den éischte Bléck ass dës Entwécklung iwwer- raschend, well den Deel vun der Popula- tion mat „schlechte Wunnkonditiounen“ - dat heescht, déi deklaréiert hunn an hirer Wun- neng Problemer, wéi Fuitten am Daach, Fiich- tegkeet oder Schimmel bei Biedem oder Mau- ren ze hunn - no Eurostat téschent 2012 an 2015 hei zu Lëtzebuerg konstant erofgaangen ass: vu 17,1% op 14,4%.

No Récksprooch mat den Experte vum Obser- vatoire de l'habitat kann ech lech awer mat- deelen, datt déi Zuele vun dëser Statistik mat grousser Virsiicht ze interpretéieren sinn, an dat aus zwee Grënn.

Éischtens sinn d'Donnéeë vum betreffenden Eurostat-Indikator nëmmen op Basis vun Aus- soe vun interviewte Leit opgestallt ginn, déi subjektiv hir ege Wunnkonditiounen interpre- téiert hunn. Et ass also keng vun Experten ob- jektiv festgestallten Informatioun, déi verschafft gëtt. Vu Joer op Joer ginn och net déiselwech Leit fir d'Etüd gefrot an den Echantillon ass re- lativ kleng (± 3.800 Stéit am Land). Och an aneren europäesche Länner gi mat Momenter staark Fluktuatiounen bei deem Indikator festge- stellt. D'Zuele vum Eurostat-Indikator iwwert d'Wunnkonditiounen ginn hei zu Lëtzebuerg vum Statec op Basis vun der Enquête EU-SILC („European Union-Survey on Income and Living Conditions“) realiséiert.

Et ass awer wuel en zweete Grond, deem déi zolidd Erhéijung vun den Zuele vum Eurostat- Indikator gréisstendeels erkläert: D'Froen, déi benotzt goufen, fir dës Statistik opzestellen, hunn téschent 2015 an 2016 fundamental geännert.

Bis 2015 ass dësen Indikator aus enger eenze- ger Fro opgestallt ginn: Déi interviewte Leit hu missen (mat engem einfache Jo oder Neen) deklaréieren, ob si ee vun den dräi folgende Problemer an hirer Wunneng hunn: (i) en Daach, wou et erareent; oder (ii) Fiichtegkeet vu Maueren, Biedem, Fondatiounen; oder (iii) Schimmel an de Fënsteren oder dem Buedem. Mä zanter 2016 gëtt deeselwechen Indikator aus dräi separate Froen ermëttelt: Déi inter-

viewte Leit solle sech neierdengs iwwert d'Präsenz vu jiddwerengem vun dësen dräi Problemer an hirer Wunneng getrennt pro- noncéieren.

Och wann d'Ännerung kleng ze si schéngt, kënnen Differenzen an der individueller Percep- tioun verschidde Leit dozou beweegt hunn, fir méi licht mat „Jo“ op eng vun den dräi propo- séierte Froen ze äntwerten, wou se op eng een- zeg Fro wuel net esou séier „Jo“ geäntwert hät- ten. Déi genee Wuertwiel vun der Fro oder d'Reiefolleg vun de Froe kënnen d'Äntwerte beaflossen, an esou ass e Verglach ganz delikat, wann et e Changement an engem Question- naire vun engem Joer op dat nächst gëtt.

Dës Verännerung am Questionnaire an d'Verännerung vum Indikator iwwert den Zou- stand vu Wunnengen (speziell fir Lëtzebuerg) huet mat Sécherheet e groussen Effekt op seng Entwécklungen téschent 2015 an 2016 gehat. Op hirer Internetsäit huet Eurostat explizitt do- rop higewisen, datt et bei dësem Indikator téschent 2015 an 2016 e Broch vun der Serie („break in time series“) gouf.

Dës wichteg Informatioun ass awer leider net an der Infografik vum Eurostat iwwerholl ginn. Deemno ass et ganz schwéier, d'Zuelen téschent 2015 an 2016 ze vergläichen, an er- laabt et net, zu der Konklusioun vun enger plötzlecher Verschlechterung vun de Wunnkon- ditiounen hei zu Lëtzebuerg ze kommen.

D'Publikatioun vun de Lëtzebuerg Zuele vun dëser Statistik fir d'Joer 2017, déi kohärent mat där fir 2016 gebrauchte Method realiséiert wäert ginn, ass fir Enn 2018 virgessinn.

Nom Aktualiséiere vun dëser Statistik fir d'Joer 2017 wäert et méiglech sinn, sech méi genau mat der Evolutioun vun de Wunnkonditiounen - an och eng eventuell méiglech Verschlechte- rung vun den Zuelen - hei zu Lëtzebuerg ze befaassen.

Question urgente 3805 (08.05.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **plans directeurs sectoriels:**

Le 27 avril 2018, les ministres réunis en conseil ont marqué leur accord avec les différents projets de règlements rendant obligatoires les Plans directeurs sectoriels (PDS) «Logement», «Paysages», «Transports» et «Zones d'activités économiques». Le même jour, le Conseil de Gouvernement a décidé de transmettre lesdits projets de PDS aux communes et au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas utile de communiquer, dès à présent, lesdits projets de PDS ensemble avec les évaluations environ- nementales y relatives aux membres de la Chambre des Députés?

- Monsieur le Ministre partage-t-il notre avis que cette communication devrait en tout état de cause se faire avant le vote du projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévu pour la semaine prochaine?

Réponse (09.05.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) En principe rien ne s'oppose à ce que le Gouvernement transmette dès à présent les quatre avant-projets de règlements grand-du- caux rendant obligatoires les PDS «Logement», «Transports», «Zones d'activités économiques» et «Paysages» ainsi que les RIE y relatifs aux membres de la Chambre des Députés.

Toutefois, en raison de la nature particulière des documents et des informations (encore) confidentielles y contenues, le Gouvernement propose que la transmission des documents précités à la Chambre des Députés se fasse concomitamment à la transmission par voie électronique à l'ensemble des communes du Grand-Duché, laquelle a été prévue en date du 14 mai 2018.

Le Gouvernement prie en outre les honorables Députés de ne pas procéder de manière quel- conque à la diffusion des informations y conte- nues avant le début des enquêtes publiques re- latives aux projets de PDS et aux incidences en- vironnementales, qui est prévu pour le 28 mai 2018 (la même discrétion ayant par ailleurs été

requis par les communes dans le cadre d'une circulaire envoyée en date du 8 mai 2018 pour la période allant du 14 mai au 28 mai 2018).

Le Gouvernement propose dès lors de procéder à une transmission par voie électronique en envoyant le 14 mai 2018 un courriel contenant un lien OTX permettant de télécharger le dossier qui fera l'objet d'un dépôt auprès des communes de l'ensemble du pays le lundi 28 mai 2018.

Les honorables Députés auront dès lors à leur disposition les projets de PDS et les RIE y relatifs la semaine du vote de la loi concernant la protection de la nature, encore que le Gouvernement ne voit pas en quoi consiste le lien entre les projets de PDS d'une part et le projet de loi précité.

ad 2) L'honorable Députée se rappellera que c'est le Gouvernement CSV-LSAP qui avait introduit les PDS comme instruments à la disposition du pouvoir exécutif dans le corps de la loi concernant l'aménagement du territoire entre-temps abrogée du 21 mai 1999. Cet instrument a depuis lors été adapté par les révisions successives de la loi précitée (lois des 30 juillet 2013 et 17 avril 2018).

Les PDS sont désormais un instrument dont le contenu a d'une part été clairement défini (en raison de la nécessité d'un cadrage normatif lorsque le pouvoir réglementaire intervient dans une matière réservée à la loi) et d'autre part dont les effets ont fait l'objet d'une approche plus pragmatique et moins drastique que celle retenue en 2013. Les auteurs de la loi précitée du 17 avril 2018 ont en effet veillé à alléger les charges et responsabilités pesant sur les communes en facilitant la mise en œuvre des PDS par les communes.

- La distinction entre recommandations et prescriptions a été abolie: les recommandations étaient des dispositions que les communes devaient prendre en considération lors de l'élaboration ou de la modification des plans d'aménagement communaux (PAG et PAP) tout en ayant la faculté de s'en écarter de manière motivée. À présent, seules les prescriptions, qui sont des dispositions obligatoires, ont été maintenues dans la loi.

- La mise en œuvre de certaines prescriptions des PDS n'est plus soumise à un délai de transmission, alors que les communes ne disposent pas forcément toutes des ressources techniques, juridiques et financières nécessaires pour procéder par exemple à la mise en œuvre d'une zone d'habitation de quelques dizaines d'hectares dans un délai de six ans. Les PDS réservent donc des terrains pour des besoins en espace spécifiques comme par exemple le logement ou les infrastructures de transport sans pour autant forcer leur exécution à une date précise largement tributaire d'autres variables.

- Les prescriptions des PDS, à une exception près, ne concernent que les PAG, à l'exclusion des PAP, ces derniers exécutant et précisant par ailleurs le zonage prévu dans le cadre du PAG.

- La partie graphique du PDS est définie à l'échelle 1:2.500, les communes n'ayant par conséquent plus à endosser la responsabilité relative au classement de certaines parcelles en fonction des prescriptions du PDS comme ce fut le cas en 2014 lorsque la partie graphique des PDS était définie à échelle plus grande.

Il existe actuellement trois PDS qui ont été déclarés obligatoires par voie de règlement grand-ducal sur base de la loi précitée du 21 mai 1999:

1° Le Plan directeur sectoriel «Lycées» (déclaré obligatoire par RGD du 25 novembre 2005, Mémorial A n°2 du 6 janvier 2006, p. 6).

2° Le Plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes» (déclaré obligatoire par RGD du 9 janvier 2006, Mémorial A n°23 du 13 février 2006, p. 503).

3° Le Plan directeur sectoriel «Stations de base pour réseaux de communication mobile» (déclaré obligatoire par RGD du 25 janvier 2006, Mémorial A n°30 du 20 février 2006, p. 618).

Les projets de PDS «Logement», «Transports», «Zones d'activités économiques» et «Paysages» ont quant à eux fait l'objet d'une décision de transmission de la part du Conseil de Gouvernement en date du 27 avril 2018 et seront communiqués aux dates mentionnées sous le point 1°.

La nouvelle loi concernant la protection de la nature introduira notamment le nouveau compte écologique qui n'est pas seulement at-

tendu par les acteurs du secteur immobilier, mais qui réduira en même temps la pression exercée par ledit secteur sur les terres agricoles.

L'intention de l'honorable Députée de vouloir retarder le vote de la loi ne saura être suivie par le Gouvernement.

Question urgente 3825 (15.05.2018) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **stagiaires-instituteurs**:

En date du 15 janvier 2018, a été publié le calendrier 2018 relatif aux procédures de réaffectation, d'affectation et de répartition du personnel des écoles de l'enseignement fondamental. Selon les indications de celui-ci, les conseils communaux ont été priés de communiquer au plus tard pour le 11 mai 2018, les postes vacants d'instituteurs aux directeurs de régions.

Début mai, dans la circulaire de printemps 2018, il est souligné que les instituteurs en fonction et les stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur peuvent postuler sur la première liste des postes vacants.

En date du 11 mai, date à laquelle les postes vacants ont dû être déclarés, les communes sont informées par le Ministre de l'Éducation nationale via courrier électronique (avec pour date de valeur le 9 mai 2018) que les stagiaires-instituteurs ne sont plus autorisés à briguer pour un poste sur la première liste et que ces postes ne peuvent pas être déclarés vacants.

Selon les explications du ministère, il s'est avéré que les nouvelles dispositions du projet de loi 7206 ne sont pas encore entrées en vigueur au moment où les conseils communaux ont été appelés à délibérer sur les propositions d'affectation d'instituteurs dans le cadre de la première liste. Par contre, le ministre affirme que les postes que les stagiaires-instituteurs occupent actuellement leur resteront attribués.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il affirmer que les postes actuellement encore occupés par les stagiaires-instituteurs leur resteront attribués?

- Le ministre ne considère-t-il pas qu'avec la manière actuelle de procéder les stagiaires-instituteurs risquent d'être affectés à un autre poste, ayant comme conséquence que la continuité du travail en équipe ne serait plus assurée?

- Le ministre n'envisage-t-il pas comme voie alternative la possibilité de permettre aux stagiaires-instituteurs de postuler sur la liste 1bis afin de respecter tant leur ancienneté que leur expérience par rapport aux stagiaires qui viennent tout juste de se placer en rang utile dans le concours et qui eux sont autorisés à postuler sur la liste 2?

- Dans l'affirmative, la date pour la publication de la liste 1bis actuellement prévue pour le 21 juin ne devrait-elle pas être postposée de quelques jours en attendant que le projet de loi 7206 soit voté?

Réponse (16.05.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Je tiens tout d'abord à souligner que je partage les soucis soulevés par l'honorable Députée à l'égard des concernés. Dans cet esprit, le projet de loi 7206 a été rédigé. D'ailleurs, en ce qui concerne la continuité pédagogique, je tiens à préciser que l'occupation des différents postes relève de la compétence des autorités communales dans le cadre de l'organisation scolaire.

Les différentes questions donnent lieu aux informations suivantes:

- La circulaire administrative aux administrations communales a été préparée dès février 2018 et a été envoyée pour avis aux partenaires scolaires début avril: au Syvicol, aux syndicats du personnel enseignant, au Collège des directeurs de l'enseignement fondamental ainsi qu'à la FAPEL. Après les retours respectifs, la version finale a été publiée début mai tout en soulignant que certaines mesures mentionnées étaient encore en voie de procédure législative.

- Les modifications projetées par le projet de loi 7206 prévoient entre autres que les stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur peuvent briguer un poste dans le cadre des listes 1 et 1bis. Selon les dis-

positions actuelles, lesdits stagiaires ne peuvent briguer qu'un poste dans le cadre de la liste 2.

Le PL 7206 laisse également bénéficier les stagiaires qui peuvent se prévaloir, dans le cadre de leur formation initiale de quatre années, d'un ou de plusieurs stages d'une durée cumulée de 20 semaines ou plus, d'une réduction de stage d'une année (article V, point 2 du PL 7206). Selon une mesure transitoire proposée par le Conseil d'État et retenue par la Commission parlementaire, tous les candidats admis au stage au moment de l'entrée en vigueur de la loi bénéficient d'office d'une réduction de stage d'un an (Art. VIII du PL 7206).

- Il s'avère maintenant que les nouvelles dispositions ne seront pas encore entrées en vigueur au moment où les conseils communaux seront appelés à délibérer sur les propositions d'affectation d'instituteurs ni dans le cadre de la première liste ni dans le cadre des affectations réalisées au niveau de mon Ministère lors de la liste 1bis.

- L'article 63 de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un institut de formation de l'éducation nationale dispose: «La durée du stage réduit ne peut pas être inférieure à deux ans». Il s'en suit que tous les stagiaires-instituteurs qui ont commencé leur stage le 1^{er} septembre 2016 seront en stage jusqu'au 31 août 2018.

- Selon les dispositions actuellement en vigueur, 14 stagiaires-instituteurs ont déjà obtenu une réduction de stage d'une année entière. Comme leur stage dure encore jusqu'au 31 août 2018, leur poste est vacant pour la rentrée et peut donc être déclaré vacant sur la liste 1 des postes d'instituteur vacants. Dans l'intérêt des élèves et des agents concernés et dans le souci de garantir la continuité pédagogique, j'ai informé les autorités communales dans ma lettre du 11 mai 2018 que j'ai instruit les directeurs de l'enseignement fondamental de se concerter avec les agents concernés et avec les autorités communales auxquelles sont affectés ces agents pour trouver une solution optimale qui correspondrait aux objectifs du PL 7206.

Comme les postes occupés par les stagiaires-instituteurs ne pourront pas être déclarés vacants dans le cadre de la liste 1 et de la liste 1bis, ils le seraient dans le cadre de la liste 2, une fois les dispositions susmentionnées en vigueur. L'article 8 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental dispose: «Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste bis prévues à l'article 9, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage débutant le 1^{er} septembre de chaque année, conformément à l'article 9. L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant: 1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur; (...)»

Les stagiaires-instituteurs qui ont commencé leur stage le 1^{er} septembre 2016 et qui profiteraient uniquement d'une réduction de stage d'un an après l'entrée en vigueur du PL 7206, restent affectés à ce stade pour la durée de leur stage. Les postes qu'ils occupent leur resteront attribués en application de l'article 12 de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un institut de formation de l'éducation nationale: «Le ministre décide de l'affectation du stagiaire. Cette décision vaut pour la durée du stage.» Il en résulte que ces postes ne devront point être déclarés vacants.

Le 11 mai 2018 j'ai informé les autorités communales que «je vais instruire les directeurs de l'enseignement fondamental afin qu'ils tiennent compte de cette situation lors de la transmission des déclarations de vacance de postes des instituteurs. Au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales, ces agents vont être affectés lors de la 2^e publication en suivant la mesure transitoire inscrite à cette fin dans le projet de loi 7206»: «Art. VII. Nonobstant les dispositions de l'article III, point 5°, de la présente loi, les stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur peuvent, pour l'année scolaire 2017-2018, également présenter leur demande d'affectation dans le cadre de la liste 2 des postes d'instituteur vacants.»

- L'article 9 de la loi modifiée du 9 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental dispose: «La première liste bis comprend les différents postes d'instituteur devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste.» Seuls les institu-

teurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la liste 1bis. Comme la liste 1bis ne comprend que les différents postes d'instituteur devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste et que les postes occupés actuellement par les stagiaires-instituteurs n'ont pas été déclarés vacants, les stagiaires-instituteurs ne peuvent pas briguer ces postes.

Au vu de ce qui précède, postposer le délai de la liste 1bis de quelques jours ne constitue pas de solution à envisager. Un changement de la date de la publication de la liste 1bis n'est pas nécessaire.

Question urgente 3833 (25.05.2018) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant la **convention à conclure entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII**:

Dans la «Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg concernant l'organisation du cours commun "éducation aux valeurs" du 26 janvier 2015, l'article 3 stipule: «Il sera conclu entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII concernant le financement garantissant le bon fonctionnement de certaines missions de formation et de recherche. Vu l'ouverture à la participation des autres cultes conventionnés aux activités susmentionnées, la participation financière de l'État s'élève à 600.000 euros (n.i. 775,17).»

Cette convention entre le ministère et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII sera signée le 1^{er} juin de cette année.

Partant, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Le texte de cette convention est-il public? Dans la négative, pour quelles raisons? Dans l'affirmative, où est-il consultable?

2) Le Grand Séminaire remplit-il les conditions liées à l'octroi de ces 600.000 euros? Plus précisément:

a) Quelles sont les «missions de formation et de recherche» prévues dans ce contexte?

b) En quoi consiste le programme de ces formations et combien d'étudiants s'y sont inscrits?

c) Quelles sont les références et garanties académiques de ces formations?

3) En quoi consiste l'«ouverture à la participation des autres cultes conventionnés»? Plus précisément:

a) Qui sont les partenaires de ces autres cultes et par quels accords sont-ils associés?

b) Quelles sont les contributions concrètes des autres cultes et où peut-on consulter ces accords?

4) Finalement, pouvez-vous m'indiquer de quelle manière la participation financière étatique de ces 600.000 euros sera gérée? Quelle autorité ou quel organisme public en sera chargé?

Réponse (31.05.2018) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Conformément à l'approche habituelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en ce qui concerne la publication des conventions pluriannuelles, la convention entre l'État et le Centre Jean XXIII - Grand Séminaire sera rendue publique après sa signature le 1^{er} juin 2018.

En outre, je tiens à souligner que la mission, la stratégie, les domaines thématiques prioritaires et les indicateurs sont précisés dans la convention précitée.

En ce qui concerne la question sur l'ouverture à la participation des autres cultes conventionnés et selon les informations reçues, il y a lieu de noter que cette ouverture se situe au niveau des locaux, de la bibliothèque, du personnel et de certaines des activités de formation et de recherche du Centre Jean XXIII - Grand Séminaire.